Des Rapports du sacerdoce avec l'autorité civile, à travers les âges et jusqu'à nos jours, au point de vue légal, par [...]

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Horoy, César-Auguste (1822-1891). Des Rapports du sacerdoce avec l'autorité civile, à travers les âges et jusqu'à nos jours, au point de vue légal, par Horoy,.... 1884.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Dépôt
de
Seine & Oise

DES

RAPPORTS DU SACERDOCE

AVEC L'AUTORITÉ CIVILE

A TRAVERS LES AGES ET JUSQU'A NOS JOURS

AU POINT DE VUE LÉGAL

PAR

HOROY

DOCTEUR EN DROIT FRANÇAIS
AVOCAT (Rome)

Dr en Droit Romain et Droit civil (Rome),
Dr en Droit ecclésiastique [Droit canon (*id.*)],
Dr et Maître en Théologie (Rome),
Premier Dr en Philologie grecque et latine
de l'Université Pontificale de la Sapience,
Dr en Archéologie et Histoire,
Dr en Philosophie (Rome),
Dr en Sciences mathématiques et physiques,
Dr scientifique en Philosophie et Lettres
de l'Université de Liège (Belgique),

Ingénieur civil libre
reconnu par l'Em. Préfet de la S. Cong. des Études

Professeur de Cours libre à la Faculté de droit de Douai
(Arrêté ministériel du 10 décembre 1883.)

TOME SECOND

3526

PARIS
LIBRAIRIE A. MARESCQ AINÉ
A. CHEVALIER-MARESCQ, SUCCESSEUR
20, RUE SOUFFLOT, 20
Au coin de la rue Victor-Cousin

1884

DES

RAPPORTS DU SACERDOCE

AVEC L'AUTORITÉ CIVILE

A TRAVERS LES AGES ET JUSQU'A NOS JOURS

AU POINT DE VUE LÉGAL

35326

3 04 (2)

Tous droits de propriété et de traduction réservés.

5864-82. — Corbeil. Typ. et Stér. Crété.

DÉPÔT LÉGAL
Seine-et-Oise
Nº
1884

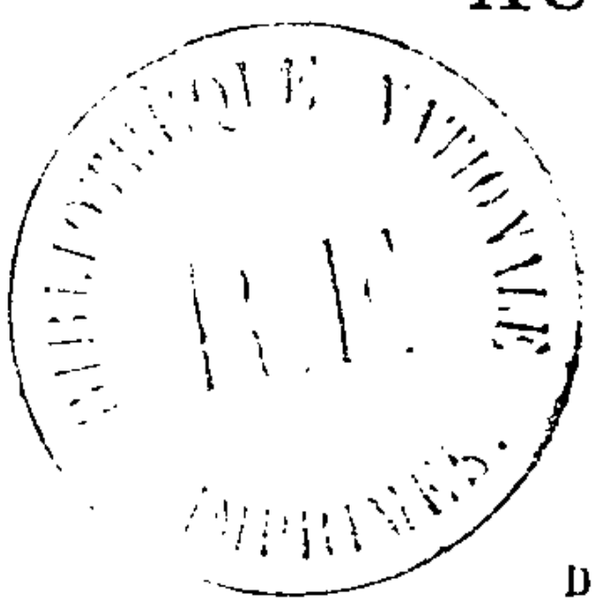
DES

RAPPORTS DU SACERDOCE

AVEC L'AUTORITÉ CIVILE

A TRAVERS LES AGES ET JUSQU'A NOS JOURS

AU POINT DE VUE LÉGAL



PAR

HOROY

DOCTEUR EN DROIT FRANÇAIS
AVOCAT (Rome)

Dr en Droit Romain et Droit civil (Rome),
Dr en Droit ecclésiastique [Droit canon (*id.*)],
Dr et Maitre en Théologie (Rome),
Premier Dr en Philologie grecque et latine
de l'Université Pontificale de la Sapience,
Dr en Archéologie et Histoire,
Dr en Philosophie (Rome),
Dr en Sciences mathématiques et physiques,
Dr scientifique en Philosophie et Lettres
de l'Université de Liège (Belgique),

Ingénieur civil libre
reconnu par l'Em. Préfet de la S. Cong. des Études

Professeur de Cours libre à la Faculté de droit de Douai
(Arrêté ministériel du 10 décembre 1883.)

TOME SECOND

PARIS
LIBRAIRIE A. MARESCQ AINÉ
A. CHEVALIER-MARESCQ, SUCCESSEUR
20, RUE SOUFFLOT, 20
Au coin de la rue Victor-Cousin

1884

©

AVERTISSEMENT

1. *La critique bienveillante.*

La critique a été très bienveillante pour le tome Ier des *Rapports du sacerdoce*. Il y a tel qui, rendant compte de ce livre, l'a fait en des termes d'une sympathie si marquée qu'un ami de vieille date n'en eût pas montré davantage. Lorsqu'on n'est pas ami de vieille date, on a fait, en parlant de la sorte, tout ce qu'il faut pour le devenir, c'est-à-dire pour laisser un souvenir reconnaissant. Nous avons compris pourquoi, au bon vieux temps, les auteurs s'adressaient avec tant de confiance au public et, en tête de leurs ouvrages, plaçaient si volontiers un « Avertissement » dont le premier mot était celui-ci : *Ami lecteur!* Nos lecteurs sont devenus des amis, par la bienveillance témoignée.

Outre la critique imprimée, et en même temps que la critique imprimée et officielle, nous avons reçu plusieurs lettres dont nous avons tiré profit. Il nous a été démontré que le sujet a paru intéressant et qu'on nous savait gré de l'avoir abordé, 1° avec impartialité, et 2° nanti d'un certain nombre de faits et d'idées qui ne sont pas le lieu commun, la chose partout redite, à peu près en mêmes termes.

Nous serons certainement très heureux de recevoir d'autres remarques et communications, si l'on veut bien nous les adresser. Elles nous parviendront, même en l'absence de toute désignation de rue et de numéro : *A Douai* (*Nord.*)

Et maintenant, nous vous livrons ce deuxième tome, Ami lecteur.

2. *Le titre du livre et l'extension qu'il comporte.*

Il fallait bien que ce sujet des *Rapports du sacerdoce* fût traité, et qu'un jour ou l'autre, un auteur, soit érudit, soit juriste, soit philosophe, soit publiciste, soit homme d'État, et, s'il se pouvait, tenant un peu de tout cela par ses tendances, avec la moindre dose possible de politique militante, vienne à s'en emparer. Car il tient, soit qu'on le veuille ou non, une bien grande place dans la société.

C'est ce que Jauffret (1) résumait, sinon dans ces termes, du moins dans cette série d'idées :

Il importe aux mœurs publiques que le culte soit exercé avec décence, avec zèle, avec majesté. — Il importe surtout à la liberté des peuples qu'il y ait une classe de citoyens dépositaires de la religion, dont l'existence et l'enseignement ne puissent être altérés par aucune autorité humaine. — Un ministère sacerdotal est donc nécessaire.

Cette grande place tenue dans la société ou ces rapports du sacerdoce, un historien suffisait pour les décrire. Il pouvait borner sa tâche à exposer consciencieusement. « On pardonne à un historien d'agir en naturaliste, a dit quelque part Taine (2), et de borner son ambition à tâcher de décrire avec exactitude. »

On nous concédera ce point sans difficulté. Mais notre titre comportait davantage. Ce que l'historien raconte et qui est le fait accompli, le jurisconsulte le juge. Il faut rapprocher le fait de la loi, dire comment il crée la légalité, comment il la confirme, de quelle façon il la modifie. Le jurisconsulte ne se contente plus de décrire : il analyse, il définit des rapports; il apporte la formule des théories de droit. Ce n'est pas tout :

Il est difficile que le jurisconsulte ne devienne pas le publiciste. Il est mis en présence des institutions et il les compare; il étudie leur action réciproque, leur influence sociale, leur influence sur la marche de l'humanité, sur le progrès.

Le rôle du jurisconsulte dépasse celui de l'historien. Le rôle du publiciste dépassera celui du jurisconsulte. Notre titre per-

(1) Jauffret, *Du culte public,* Paris, an X (1802).
(2) Taine, *Origines de la France contemporaine*, 6e édit., 1878, pag. v.

mettait d'aller jusque-là, et nous l'avons tenté. Ces trois rôles différents, nous avons essayé de ne pas les séparer. Nous avons fait de la synthèse.

L'homme d'État s'élève encore plus haut. Ses méditations sur le passé et sur le présent ne peuvent demeurer stériles. Il s'efforce de déterminer les conditions dans lesquelles la société peut vivre, il a la prétention de pressentir ce qu'elle voudra rejeter, ce qu'elle voudra subordonner, les formes nouvelles qu'elle voudra accueillir, ou celles qu'elle devra accueillir, en vertu 1° du progrès, 2° de la justice et du droit.

Si, dominé par le sujet et entraîné jusqu'en ces hautes régions, l'auteur occupe un rang humble, inférieur, ou moyen, il se contente de pressentir. S'il a en mains le pouvoir ou s'il participe seulement au pouvoir, il s'efforce en outre de prendre la direction, dans le sens des idées qu'il a reconnues pour vraies. Son jugement est sujet à erreur; mais il reste exact de dire que d'un seul homme peut dépendre le sort d'un empire ou d'un peuple, soit que cet homme s'appelle premier consul, ou Cavour, ou de tout autre nom.

Nous n'avons ni le pouvoir ni aucune participation au pouvoir. Peu importe. On a demandé à notre livre de « pressentir. » On attend, dit-on, ses conclusions, parce que nous avons parlé au nom de la science, parce que la science est aujourd'hui un *pouvoir*, et même, nous écrit un honorable correspondant, « un pouvoir légitime et de droit divin. »

Dans quelles limites, néanmoins, fallait-il se renfermer? Notre cinquième Partie fournira la réponse, telle qu'elle nous a paru conforme à la science tempérée par la sagesse.

3. *Construction de la société du vingtième siècle.*

Ce qui est certain, c'est qu'il peut être fort téméraire de se donner la mission d'architecte pour construire l'avenir.

On ne construit pas une constitution, dit un auteur que nous avons cité plus haut (3), comme on construit une maison, d'après le plan le plus beau, le plus neuf et le plus simple. Un peuple consulté peut, à la rigueur, dire la forme de gouver-

(3) Taine, *loc. cit.*

nement qui lui plaît, mais non celle dont il aura besoin ; il ne le saura qu'à l'usage.

« D'avance, la nature et l'histoire ont choisi pour nous ; c'est à nous de nous accommoder à elles, car il est sûr qu'elles ne s'accommoderont pas à nous. La forme sociale et politique dans laquelle un peuple peut entrer et rester, n'est pas livrée à son arbitraire, mais déterminée par son caractère et son passé..... C'est pourquoi si nous parvenons à trouver la nôtre, *ce ne sera qu'en nous étudiant nous-mêmes*, et plus nous saurons précisément ce que nous sommes, plus nous démêlerons sûrement ce qui nous convient. On doit donc renverser les méthodes ordinaires et *se figurer la nation*, avant de rédiger la constitution. »

Nous ferons l'application à notre sujet.

Il faut *se figurer* le sacerdoce et ses rapports légaux, avant de construire l'Établissement ecclésiastique tel qu'il convient pour une société nouvelle ou renouvelée. Notre livre portera donc en lui-même sa conclusion, s'il aide à « se figurer » le sacerdoce. Or, il sera le premier qui entrera dans cette voie et qui aura dit, outre ce qu'il renferme concernant la légalité du sacerdoce, quelle est *sa loi*, en quelque sorte physiologique, psychologique, sociale, historique.

C'est ce qu'a reconnu un critique de haute valeur, qui n'a pas entendu nous ménager « le blâme », dit-il, en parlant de notre livre ; mais qui a su ajouter (4) :

(4) M. Ruben de Couder, dans le journal *La Loi*, 29 octob. et 31 octob. 1883.

[Le docte écrivain pose cette question incidente : comment l'auteur peut-il faire entrer légitimement dans le monde *ancien* les Russes, les Germains jusqu'au XVIe siècle, le monde grec des temps qui correspondent à notre moyen âge et à nos temps modernes ? L'auteur avait éclairci ce point, dans le tome Ier, p. 98-99, 115, 130. Il a dit : Le monde ancien *non classique* ne témoigne aucun souci de se prêter à nos divisions historiques et de finir à la mort de Théodose le Grand. Le monde ancien ne finit pour chaque race ou peuple que *le jour où l'instinct de race a conquis son expression définitive*, ce qui, chez les Russes, arrive au temps de Pierre le Grand, chez les Germains à l'époque de la réforme, tandis que le *monde grec*, différent de la *nation* grecque, n'est pas sorti du monde ancien et, peut-être, n'en sortira pas... La nation grecque est finie depuis longtemps, nous disons celle qui fut contemporaine du monde ancien. Elle a fourni au *monde grec* actuel un élément ethnologique, auquel d'autres se sont rattachés par les instincts et les aspirations, en formant un composé « analogue à l'union d'une race. » Nous assistons ainsi à la formation historique d'un « monde ancien, » qui ne cessera que *le jour où l'instinct de race aura conquis son expression définitive*... Si ce monde ancien n'était pas « su-

« Le sujet choisi est un des plus beaux qui puissent s'offrir aux méditations d'un savant et d'un philosophe. Il n'appartient pas au seul domaine de l'histoire ou de la théorie spéculative; il est actuel; il est bien vivant... Le moment était bien choisi pour la science d'intervenir... Les sociétés humaines, dans leur développement intellectuel et moral, dans leurs incessantes transformations, dans leur évolution constante vers un idéal meilleur de progrès et de justice, obéissent à *des lois qui, pour être plus difficiles à découvrir que celles du monde physique, n'en sont ni moins certaines ni moins nécessaires. Ce sont ces lois qu'il était intéressant avant tout de dégager*... En résumé, malgré nos divergences de vues, à cause même de ces divergences, nous recommandons la lecture du livre. Il y a là une somme d'efforts appréciable, une quantité considérable de documents réunis, un goût très prononcé pour les problèmes de l'ordre le plus élevé, dont les solutions intéressent la marche et les progrès des sociétés modernes. Même réduit à ces qualités, le livre présente encore plus d'intérêt que les trois quarts des œuvres contemporaines. »

4. La loi sociale de l'effort et ses conséquences.

Le sacerdoce, en France, sous l'ancien régime, avait trouvé mieux qu'un abri pour y reposer la tête. Il occupait dans la société une place éminente, conquise par un « effort immense et séculaire. » On oublie trop souvent que les positions prépondérantes sont des positions *acquises* et que l'effort a précédé. C'est là une grande loi des choses de ce monde, et c'est par l'effort que la position soit éminente, soit prépondérante, est devenue légitime.

Cette loi sociale regarde le passé; mais aussi, elle regarde l'avenir. Le sacerdoce obtiendra une plus ou moins grande par-

jet, » s'il avait constitué une indépendance politique, s'il avait réalisé son expression définitive, il y aurait à discuter ce qu'il a apporté, en bien ou en mal, à l'humanité... Nous nous bornons à « reconnaître les services rendus par le clergé de ce monde grec soit à l'Orient, sous le rapport intellectuel et religieux, soit même à l'Occident, qui doit lui rendre grâces... » Tel était le point de vue auquel l'auteur s'était placé. Il avait, par avance, répondu à la question.]

ticipation dans la construction de l'édifice du vingtième siècle, selon que son effort pour l'œuvre commune ou sociale aura été plus ou moins grand.

Nous recherchons, dans la cinquième Partie du présent livre, s'il existe une base juridique qui soit appropriée à tous les besoins, comme à toutes les exigences de la société, autant que conforme au droit historique le plus certain du sacerdoce et au droit canonique le plus pur. Si elle existe, nous en proclamerons la légitimité comme « moyen d'action. » Mais nous n'aurons rien construit, même hypothétiquement.

Nous disons : Le vingtième siècle veut et doit construire, et voici le moyen d'action juridique à employer, lorsque l'on sera d'accord pour bâtir à frais communs. Nous dirons encore que, si l'on ne bâtit pas à frais communs et sur un plan concerté, l'on ne tardera pas à apercevoir quelque vice de construction, en sorte qu'il y aurait nécessité de reprendre en sous-œuvre certains détails, peut-être fort graves. En un mot, nous ne souhaitons pas que le sacerdoce soit tenu ou *se tienne* à l'écart (5).

Mais avant de saisir le moyen d'action, il est obligatoire, de part et d'autre, de *se figurer* la nation, la société, le sacerdoce,

(5) On cite des faits qui établiraient cette tendance à demeurer à l'écart. Ils sont vraiment bien minimes : Les rapports *personnels* du clergé, évêques, chanoines, grands vicaires et autres, avec les *hommes du jour*, Président de République, ministres, sénateurs et députés, préfets, maires de villes, ont cessé d'être des rapports *mondains* de salons : d'autres salons attirent et obtiennent la préférence. — Les évêques, considérés par le gouvernement comme chefs de service, proposaient autrefois quelques-uns de leurs subordonnés pour la distinction honorifique d'une décoration, et premièrement, après une certaine durée des services, leurs grands vicaires, agréés par l'État. Eux-mêmes recevaient volontiers une décoration. Aujourd'hui, ils s'abstiennent avec un magnifique ensemble, et l'un d'eux disait : « Tout ce que l'on peut faire, eu égard à la série des gouvernants qui tour à tour prennent le pouvoir, c'est de ne pas renvoyer ces distinctions quand on les a obtenues antérieurement. » — Les évêques préfèrent de beaucoup créer des *monsignori*, en recourant à Rome. Un cardinal disait : « En France, on a la fureur des boutons rouges à la soutane et des bas violets ; à l'époque du concile, tous les prêtres français venus à Rome espéraient s'en retourner *monseigneurs*, tandis que les prêtres allemands ne rêvaient que décorations des ordres du Pape : c'est moi qui ai fait prévaloir le principe que les décorations pontificales seraient réservées aux laïques, le Pape ayant d'autres faveurs à accorder aux prêtres. » — Les évêques, par le recours à Rome, décorent les laïques *bien pensants*, après un discours en faveur de la cause catholique, ou bien ils obtiennent pour eux des titres de comtes, que les salons acceptent sans trop de difficulté. — Ajoutez à cela d'autres faits

de nous étudier nous-mêmes, puisque plus nous saurons ce que nous sommes, il est bon de le redire, plus nous démêlerons sûrement ce qui nous convient.

Le sacerdoce a, d'abord, construit seul l'ancienne société. Puis, il a été presque seul à fournir le pain du corps et le pain de l'âme. S'il n'est plus seul, il ne doit pas être *absent*. Ce qu'on fera sans lui ne sera pas frappé de nullité, mais atteint d'une certaine langueur, que l'on appelle le *malaise*.

Nous dirons aussi en qui réside, c'est-à-dire en quelles personnes, nominativement, subsiste la plus solide force du sacerdoce, en France. On découvrira qu'il y a quelque erreur dans l'attribution faite à d'autres.

Tout cela, c'est le problème le plus contemporain, celui d'aujourd'hui et celui des temps qui suivront, celui qui s'agite « dans la presse, dans les parlements, dans les réunions publiques, en France, hors de France, et partout ». Ce n'a pas été, toutefois, le *but* de notre livre; mais le vent qui souffle d'orient ou d'occident, du septentrion ou du midi, en retournait rapidement les pages, pour arriver à ces derniers feuillets que, dès la première page lue, et même sur la seule inspection du titre, chacun attendait.

Nous ne saurions trop répéter cependant que, dans son ensemble, notre étude, poursuivie au nom de la science, est indépendante de ces dernières pages, et que, d'autre part, sans renoncer à les écrire, nous y avons intentionnellement apporté la plus grande réserve. Nous voulions faire de la science, et non donner un aliment, soit à la curiosité, soit à la polémique.

Au surplus, dans la direction d'une société, il se présente des imprévus, tantôt une crise commerciale, agricole, industrielle, une crise des couches sociales peut-être, tantôt une secte, les nihilistes, par exemple, et alors les plans de construction courent le risque d'être remplacés par l'improvisation. En sorte qu'au point de vue purement social, économique ou matériel,

analogues, des œuvres catholiques de toute nature dont les membres ne sont pas éloignés de se considérer comme une coterie fermée, et vous reconnaîtrez que l'on se retire sous la tente pour y vivre dans un particularisme évident. — C'est ce particularisme, peut-être, et non le cléricalisme qui est l'ennemi!

Nous estimons que, pour de tels griefs, une simple énumération est le coup d'épingle donné dans un ballon d'enfant et suffisant pour le dégonfler.

il serait difficile de conjecturer dans quel sens seront entraînées les forces engagées, pour le salut de la société.

Ce serait seulement au point de vue intellectuel et moral qu'il serait permis d'être plus affirmatif.

5. *La légalité attend les faits nouveaux sur lesquels elle devra se baser.*

Pour mieux comprendre le présent, jetons un coup d'œil sur les privilégiés de 1789 (6).

« Ils sont environ 270,000 : dans la noblesse, 140,000; dans le clergé, 130,000.

« Cela fait : — de 25 à 30,000 familles nobles; — 23,000 religieux, en 2,500 monastères; — 37,000 religieuses en 1500 couvents; — 6,000 curés et vicaires dans autant d'églises et de chapelles. Si on veut se les représenter un peu nettement, on peut imaginer, dans chaque lieue de terrain, et pour chaque millier d'habitants, une famille noble et sa maison à girouettes; dans chaque village, un curé et son église, toutes les six ou sept lieues une communauté d'hommes ou de femmes. Voilà les anciens chefs et *fondateurs* de la France.... »

A son tour, la France de l'avenir doit être fondée. Le monde nouveau, le monde en formation, construira son édifice. Nous entendons répéter qu'il faut bâtir sur la science et que l'instruction est, à tous les degrés, le premier des besoins. Le sacerdoce du moyen âge a-t-il reculé devant la nécessité d'acquérir la science, qui l'a rendu apte à donner l'impulsion à la société, pendant de longs siècles? Pourquoi le sacerdoce, sans renoncer aux œuvres, ne deviendrait-il pas l'objet de tous les respects par son caractère et par sa mission, mais aussi par la science? Comme en 1789, le sacerdoce est présent sur chaque lieue carrée de terrain : il peut compter parmi les *fondateurs* de la France de l'avenir.

Nous avons entendu bon nombre des membres du sacerdoce, en France, disant : Le prêtre n'étudie pas, et il demeurera condamné à garder un rang inférieur s'il n'a pas la science! Le prêtre, non marié, mais obligé de recevoir les services d'une

(6) Taine, *loc. cit.*

femme mercenaire, qu'il n'a pas le moyen de payer, dans un temps où le prix des services est élevé, doit se contenter d'avoir chez lui une personne sans instruction, sans éducation, dont la conversation, pendant vingt ans, pendant trente ans, ramènera peu à peu le prêtre à son propre niveau intellectuel, s'il n'étudie pas. Or, ce ne sont pas des popes russes, des hommes ignorants qu'il faut à la France s'élevant chaque jour davantage par la diffusion de l'instruction.

Une force immense peut surgir, pour servir la cause du progrès, si les membres du sacerdoce, aujourd'hui, comme autrefois, en nombre égal à chaque lieue carrée de terrain, sont debout pour donner une partie de leurs veilles à la science. Sur notre sol même, les druides furent jadis un corps savant, autant et peut-être plus qu'une institution sacerdotale. Les druides furent puissants.

La situation du sacerdoce ne serait-elle pas présentement celle d'un corps éparpillé dans la plaine, qui a besoin de se rallier, de se grouper, et de regagner les hauteurs? Où donc sont les vaillants ? Ils sont partout, sur tous les points du territoire, sur chaque lieue carrée.

C'est là, disions-nous, qu'il est permis d'être plus affirmatif : le vingtième siècle organisera nécessairement la science comme l'une des bases de ses relations avec le sacerdoce (7).

Et alors, quand le sacerdoce ne sera pas en dissidence avec le monde nouveau sur un point si grave, la base juridique d'un accord à établir aura acquis toute son efficacité.

Est-ce donc que notre livre doit entrer largement dans cet ordre d'idées ? Il ne l'abordera pas. Il reste une œuvre de calme et consciencieuse étude, qui se tient éloignée de ces questions. C'est pourquoi nous en parlons ici, et parce que, à certains égards, elles ne sont pas sans une connexion assez étroite avec notre

(7) On a signalé bien souvent le manque de livres et d'argent pour faciliter les études du prêtre. Nous n'avons pas à insister. Ce sont les relations du sacerdoce... avec le ministère des finances. Nous citons la parole suivante d'un ancien desservant en retraite, avec 500 fr. de pension du gouvernement, nulle fortune personnelle, si ce n'est le placement de ses fonds en Paradis, par les bonnes œuvres, et 40 ans de sacerdoce : « La misère jusqu'au cou, on la supporte stoïquement ou chrétiennement ; mais, en France, la misère jusqu'aux poux ne devrait pas atteindre le prêtre à la fin de sa carrière ! »

cinquième Partie. *La légalité future attend une partie des faits nouveaux sur lesquels elle devra se baser*. Car la légalité *codifiée* est déterminée à l'avance par les faits.

6. *Principe de la science adéquate.*

Les traditions et la conduite de l'Église sont absolument concordantes d'ailleurs avec ce qui vient d'être expliqué. A ses yeux, la science a été la justification la plus habituelle du droit de gouverner et diriger les hommes, et elle a pour principe que la science doit être adéquate à la fonction devant être remplie.

Nous rencontrons, à la bibliothèque publique municipale de Douai, une preuve entre mille, la voici : En l'an de grâce 1531, un adolescent terminait le cours de ses études. C'était Mgr l'archevêque de Magdebourg, primat de Germanie, archevêque de Brême, évêque de Passau, d'Halberstadt, etc.. etc.

Monseigneur était de bonne famille. Il s'appelait Léopold Guillaume, archiduc d'Autriche. Pourvu de deux archevêchés et de plusieurs évêchés, il ne lui suffisait pas d'être archiduc ; il passait ses examens, ou plutôt il avait à soutenir et défendre sa thèse publiquement. C'est cette thèse que nous avons sous les yeux. Elle comprend 42 pages et sortait des presses de Grégoire Gelbhaar, imprimeur à Vienne.

Le bon jeune homme est vraiment érudit. Il cite les Écritures ; mais il cite également Aristote et Virgile, Platon, Diogène Laerce, Horace, Sénèque, Pline, Valérius Maxime, saint Jérôme, saint Thomas, Durand, Cajetan, Molina, Bellarmin et beaucoup d'autres.

La proposition qu'il soutient est que nul remède humain, nul secours des anges ne peut empêcher l'homme de mourir. Les alchimistes sont convaincus d'erreur ou de mensonge, par là même. On peut savoir gré à Mgr, comblé, dès sa jeunesse, des dons de la fortune et des honneurs, de soutenir que tout cela est passager.

Accessoirement, il réfute, dans son n° 4, p. 12, l'assertion de Campanella, lib. 1, *de sensu rerum et magia*, cap. 8, lequel insinue que l'influence des astres est la cause déterminatrice de la création des évêques : *a cœlestibus influentiis procreari episco-*

pos. Campanella s'appuie sur l'observation des navigateurs qui ont vu un animal marin, engendré nécessairement par cette influence céleste au fond des eaux de la mer, lequel ressemble exactement à un évêque coiffé de sa mitre. C'est une assertion insensée, est-il dit. Il en est de même de cette autre affirmation des astrologues que l'homme, outre son âme intellectuelle, reçoit une âme astrale en communication avec le monde d'où elle est sortie.

Le candidat devait aussi répondre à des questions mathématiques, telles que celles-ci : — Étant donnée une année de l'ère vulgaire, déterminer les jours de pleine lune, nouvelle lune, premier et dernier quartier. — Étant donné un jour d'une année quelconque antérieure à 1582, dire si la lune éclairera de sa lumière l'homme prêt à se mettre en voyage. — Même travail pour une année postérieure, jusqu'à l'an 10,000. — Étant donnée une année quelconque jusqu'à l'an 2,000, la rapporter à l'ère du déluge, à l'ère babylonienne, à l'année de la naissance d'Abraham, du règne de David, de Salomon, de la ruine de Troie, de la monarchie des Perses etc. etc.

Mgr, fût-il né avec la mitre, avait dû, à tout prendre, travailler beaucoup pour passer son examen, et, eu égard à son temps, il avait fait preuve de science adéquate.

7. *Errata.*

On nous a fait reproche 1° d'avoir trop d'érudition, 2° d'entrer trop volontiers dans des détails plutôt nuisibles qu'utiles au point de vue de l'art. On nous a loué d'autre part, 1° d'avoir réuni beaucoup de matériaux, et 2° d'avoir quelquefois reposé l'esprit, en rompant la monotonie trop sévère des principes et des déductions, par un détail.

On ne nous a pas imputé les fautes typographiques. Il en est quelques-unes qui sont fort regrettables, lorsqu'elles ont pour objet un renvoi aux sources et fournissent une indication défectueuse, d'autres qui sont si manifestes qu'elles seront, par là même, plus faciles à corriger, comme par exemple, la date de 1879, au lieu de 1789, pour le décret de l'Assemblée nationale sur les biens ecclésiastiques, voy. *supr.* t. II, p. 262. Nous ne pouvons que prier les lecteurs de se rappeler que les correcteurs parfaits d'imprimerie sont et ont toujours été rares, outre que la vue des auteurs est souvent une vue fatiguée et que l'auteur ne se fait que très accessoirement correcteur.

T. I, p. 360, lig. 10, l. 43, *lisez :* 49.
— p. 442, lig. 5, la lun., *lisez :* la l. un. (loi unique).
T. II, p. 105, lig. 7, opposition, *lisez :* oppression, etc.

TABLE

DES AUTORITÉS CITÉES OU NOMMÉES

DANS LE TOME DEUXIÈME

ET INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES (1)

A

Affre. *Traité sur l'appel comme d'abus*, 125, 161.

— *Administration temporelle des paroisses*, 263, 303, 309, 310, 361.

Allies. *L'Église Anglicane justifiée de l'accusation de schisme* par le témoignage des sept conciles œcuméniques et des saints Pères.

— *Chaire de Rome fondement de l'Église* (publié après la conversion de l'auteur au catholicisme.)

Alagona. *Compendium*, 73.

André. *Cours de Droit canon*, 290.

Annales Metenses, 223.

Anségise, *Capitulaires*, 78.

Antonelli (card.), 507.

Asseline, év. de Boulogne, 466.

Attenhofer, 196.

Auber. *Droit et politiq. de l'Église évang. dans le Wurtemberg*, 184.

Aubry et Rau, 314.

Audisio. *Droit public de l'Église et des nations chrétiennes*, 496, 498, 503.

— *Idée historiq. et rationnelle de la diplomatie chrétienne.*

Avril (d'). *Chaldée chrétienne*, 127.

Ayrault (Pierre). *Des procès faits aux cadavres, aux cendres, à la mémoire*, aux bêtes brutes, aux choses inanimées (2).

B

Balsamon. *Scholies*, 22.

Balthasar. *De Helvetiorum juribus circa sacra*, 196.

Baluze. *Formul. veteres*, 7, 78, 100.

Bar. *Staat und katolische Kirche in*

(1) Outre les ouvrages *cités* ou *nommés* dans notre livre, il nous a été indispensable d'en remuer et feuilleter beaucoup d'autres dans les bibliothèques publiques. Ces autres livres ont éclairé notre jugement et aidé à former notre opinion, lors même que nous ne leur avons rien emprunté, lors même qu'ils étaient entièrement opposés à nos convictions acquises d'autre part. Nous leur donnons place dans cette table, pour être agréable ou utile à ceux qui voudraient parcourir le même chemin. Il en est, cependant, que nous omettons ici, et il en est plusieurs qui ne nous ont pas été connus, qui, peut-être, nous auraient permis de mieux faire : nous avons défriché un coin du champ de la science, mais le champ est immense.

(2) Édition de 1591 : Domitien condamna et fit punir un lion qui avait offensé et blessé son maître.

Preussen, in-8°, Berlin, 130 p.
Barba. *Istituzioni di diritto ecclesiastico publico*. Napoli, 1883.
Baret (l'abbé). *Théorie catholique de la société*, 1839, Paris.
Basile. *Epanagoge*, 24.
Bauny de Récy, dans *France judiciaire*, 269.
Beaumanoir. *Coutumes du Beauvoisis*, 140.
Bautain. *Religion et Liberté*.
Beauchet. *Origines de la juridiction ecclésiastique* et son développement en France jusqu'au XII^e^ siècle. (Dans la *Nouv. Revue historiq. de droit français et étranger*, juillet et août 1883.)
Beaujour. *Église réformée de France unie à l'État, son organisation codifiée*, in-8°, 77 p.
Benoît XIV. *De synodo*, 68, 98.
Benoît Lévite, 78.
Béquet. *Personnalité civile des diocèses*, 304.
Berardi. *Instit. jur. can.*, 68, 420.
Bergbohm. *Staatsverträge und Gesetze*, etc.
Bergier (Ant.). *Dissertation sur les mœurs et la religion des Hindous*, (1780).
Bernard (S.). *De consideratione*, 153.
— *De laude militiæ*, 220.
Bernard de Pavie. *Prima compilatio*, 64, 108.
Besson (de). *Études sur les forces morales de la société contemporaine. La religion et l'Église*, Paris (1883).
Beugnot. *Assises de Jérusalem*, 126, 127, 136, 140, 144, 153.
— *Histoire de la destruction du paganisme en Occident*.
Bèze (Théod. de). *Traité de l'autorité du magistrat en la punition des hérétiques*.
Bianchi. *De la puissance ecclés.*, 215.
Bibliothèq. historique, 442.
Blacdovœus. *De conjunctione religionis et imperii*, Paris (1575).
Blanc. *Cours d'hist. ecclés.*, 211.
Blastarès. *Syntagma*, 22.
Bluntschli. *Droit international codifié*, 207, 255.
Boehmer. *Jus eccl. protest.*, 1756.
Boissonade. *Lyrici græci*, 216.
Boissonade (G.). *Projet de Cod. civ. Japonais*, 458.
Boissy d'Anglas, 277, 282, 296.
Bonald (Vicomte de). *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile démontrée par le raisonnement et l'histoire* (*impr. à Constance*, 1796, saisi par ordre du Directoire).
— *Essai analytique sur les lois naturelles de l'ordre social, ou du pouvoir du ministère et du sujet dans la société*.
Bonaparte (Lucien). *Discours*, 443.
Bonjean. *Pouvoir temporel et Papauté*. (1862).
Bos. *Les avocats aux conseils du roi* : Voy. le ch. v, *l'épée, l'Église et la robe au* XVIII^e^ *siècle*.
Boullay (du). *Histoire du droit public ecclésiastique français*, 2 v.
Bousquet. *Le Japon*, 2.
Bouteiller. *Somme rurale*, 149.
Bouzat, député, 338.
Brimont (de). *Urbain II*.
Broglie (de). *Église et empire romain*, 3, 436.
Bruck. *Province ecclés. du Haut-Rhin*, 184.
Budé. *De l'institution du prince* (1547).
Buffier. *Théorie des lois civiles*.
Burchard. *Décret*, 97.
Burk (Dr Carl.). *Martin Luther*. Stuttgart (1883).
Burnouf (1). *Science des religions* (1872), 2, 13.

(1) Tout vient de l'Inde. L'origine commune est la doctrine des Brahmes.

C

Calmette. *Traité des communautés.*

Campion. *Manuel pratiq. de droit civ. ecclés.*, 290, 312.

Canonistes divers, 508.

Canons et décrets du concile national de France, Paris, 1798, in-18.

Cantù. *Les hérétiques d'Italie*, 463.

Carné (de). Dans le *Correspondant*, 25 sept. 1858. *L'Église et l'État au* XVIII^e *siècle.*

Carré. *Traité du gouvernement des paroisses*, 263, 301, 303, 361, 387, 390, 392, 401, 402, 404.

Casani (J.). *Chiesa e Stato. — Della proprietà ecclesiastica*, etc., 196.

Cauvet. *Droit pontifical chez les anciens Romains dans ses rapports avec le droit civil*, Paris, 1860.

Cavagnis. *Institutiones Juris publici ecclesiastici, quas in scholis Pontificii seminarii Romani tradidit.*

Cavour, 483 et s.

Charvet. *Origines du pouvoir temporel des papes précisées par la numismatique*, Paris (1865).

Champeaux (de). *Recueil de droit eccl. depuis le commencement de la monarchie*, 58, 126, 272, 291, 319, 320, 329.

Charondas, 149.

Chassin. *Résumé historiq. des lois et décrets de la Convention en matière religieuse* (Dans la revue historiq. *La Révolution française*, année 1881, p. 429.)

— *Cahiers des curés, en* 1789, Paris (1883).

Chastel. *Hist. du christianisme depuis son origine jusqu'à nos jours.*

Chauvelin. *Des Évêques, ou Tradition des faits qui ont manifesté leur indépendance*, in-8°.

Christophe. *Hist. de la Papauté* pendant le XIV^e siècle (3 vol.). — Pendant le XV^e siècle (2 vol.).

Clavel. *Hist. pittoresque des religions*, Paris, 1844.

Cicéron. *De harusp.; De natura deorum* (1), 60.

Constant (Benj.). *Polythéisme romain.*

Coquille. *Libertés de l'Egl. gallic.* 1703, Bordeaux.

Coquille. *Du césarisme dans l'antiquité et les temps modernes.*

Cotton. *La religion de l'État et la religion catholique considérée sous ce rapport* (1828).

Couder (Ruben de). Préface, IV.

Craisson. *Manuale totius jur. canonici*, 74.

— *Traité des communautés à vœux simples.*

Cresconius. *Concordia canonum*, 97.

Cyprien (S.). *De unitate Ecclesiæ*, 211, 213.

— *Epist.* 213.

D

Daffry de la Monnoye. *Théorie et pratique de l'expropriation*, 268.

Dalloz. *Répertoire de jurisprudence*, 352.

Daunou. *Essai historique sur la puissance temporelle des papes.*

Davoud-Oghlou. *Hist. de la législ. des anc. Germains*, 3.

Delangle. *Rapport* 302.

Delaunaye. *Hist. gén. et particulière des religions et du culte* de tous les peuples du monde (1796).

Domolombe, 334, 376.

Denys le Petit, 64, 96.

Douhaire. *Les papes et les czars*, dans le *Correspondant*, juin, juill. 1853. (Résumé des tentatives faites par les souv. Pontif. vis-à-vis de l'Église russe.)

(1) Corriger ce titre, p. 60, ligne 33.

Doujat. *Specimen juris ecclesiastici apud Gallos recepti* (1674).
Doulcet. *Essai sur les rapports de l'Église chrétienne avec l'État romain pendant les trois premiers siècles*, xx-241 p., in-8°.
Droit des souverains touchant l'administration de l'Église, (1734).
Droits des deux puissances, leur origine, leur distinction, leur légitimité, (1825).
Du Bois (Pierre), 157.
Du Boys (Alb.) *Influence sociale des conciles.*
Ducrocq. *Cours de droit administratif*, 293, 301, 304, 323, 324, 325, 368.
Dufaure (de Sambre et Meuse. *Religion et politique*, (1804).
Dupin. *Manuel du droit public ecclésiastique français.*
Duruy. *Les conditions sociales au temps de Constantin* (*Acad. scien. mor. et polit.*, décemb. 1882).

E

Église et État : compte rendu du congrès des jurisconsultes catholiq., 178, 189, 199, 202, 266, 268, 287.
Émery (l'abbé), 194.
Époque révolutionnaire : liste de brochures diverses, 465, 466.
Exposition des principes de la Constitution du clergé par les év. députés à l'Assemblée nat., 464.

F

Falloux (de). *Pie V.*
Fauchet. *Religion nationale*, 443, 444, 445.
Febronius. *De statu Ecclesiæ et legitima potestate romani Pontificis.*
Fénelon. *Direction pour la conscience d'un roi*, ou examen de conscience sur les devoirs de la royauté; trois lettres du même à Louis XIV, à Mme de Maintenon.
Fermand. *Des congrégations religieuses et des biens de main-morte*, discours de rentrée de la Cour d'appel de Nîmes (1882).
Ferrand (Fulgence). *Breviatio canonum*, 97.
Ferrari. *Summa instit. canon.*, 422.
Feutrier, év. de Beauvais, 333.
Finsler. *Kirchenwesen der reformiten Schweiz*, 196
Fleury. *Hist. ecclésiast.*, 52, 56, 84, 453.
— *Institution au droit ecclés.*, 449.
— *Discours sur les libertés de l'Église gallicane* (1765).
Folleville (de), 38.
Fontaines (Pierre de), 137.
Fontanges (de), év. *Considérations sur les limites de la puissance spirituelle et de la puissance civile* (1790).
Fooz (de). *Droit administratif belge*, 189, 190.
Fougère (P.). *Propagande musulmane en Afrique et dans les Indes.*
France judiciaire, 350.
François de Sales (S.), 434.
Frayssinous. *Vrais principes de l'Église gallicane.*
Frémont. *Les rapports de l'Église et de l'État considérés au double point de vue théorique et pratique*, Paris (1883).
Friedberg. *Compilationes quinque antiquæ.* Leipzig.
— *Limites de l'Église et de l'État*, 170.
Fustel de Coulanges. *Invasion germaniq.*, 4, 512, 552.
Fuzier-Herman. *Séparation des pouvoirs*, 137.

G

Gallier (de). *Les hommes de la Constituante : l'abbé Grégoire et le schisme constitutionnel.* (*Contemporain* du 1er janv. 1883.)
Gartner. *Corpus juris ecclesiastici ca-*

tholicorum (concordats). Leipsig (1830).
Geffken. *Église et État, leur développem. historiq.*, 171.
Gelpke. *Kirchengeschichte*, 196.
Girard (J.) *Le sentiment religieux en Grèce*, Paris (1869).
Giraud. *Rev. des Deux Mondes*, 2, 4.
— *Essai sur l'hist. du dr. franç. au moyen âge*, 66, 99, 100, 151.
Giron (A.). Lettres particulières, 190, 546.
Gneist. *Droit constitutionnel des institutions monastiques*, 170.
Goldast. *Monarchia S. Romani imperii*, sive tractatus de juridictione imperiali, seu regia et pontificia, seu sacerdotali; deque potestate imperatoris ac papæ, cum distinctione utriusque regiminis politici et ecclesiastici.
Goschler. *Dict., de théol.* 172, 179.
Gosselin. *Pouvoir du pape sur les souverains du moyen âge.*
Grancolas, dans le *Correspondant*, 10 juin 1869. *L'ancienne Église gallicane et la Révolution.*
Grandclaude. *Jus canonicum*, recentioribus Sedis apostolicæ decretis consonum.
Granier de Cassagnac. *Histoire du droit en France;* introduction (1).
Gratien. *Decretum*, 97.
Grégoire de Tours, 473.
Grégoire (l'abbé). *Essai sur les libertés de l'Église gallicane* et des autres Églises de la catholicité pendant les deux derniers siècles.
Grimaudet. *De la puissance royale et sacerdotale* (1579).
Guizot. *Civilisat. en Europe*, 2, 9, 10, 13, 14.
Guizot. *Civilisat. en France*, 12, 13, 14.
— *L'Église et les sociétés chrétiennes*, 497.
— *Méditations sur l'essence de la religion chrétienne.*

H

Hamel (du). *La police royale* sur les personnes et les choses ecclésiastiques (1612).
Hardouin. *Acta conciliorum*, 84.
Héfélé. *Hist. des conciles.*
Hénaut (président), 511.
Henrion de Pansey. *Du pouvoir municipal*, 361.
Héricourt (de). *Loix ecclésiastiq.* 353, 356, 362, 363.
Hildebert, du Mans. *Complanctus lamentabilis*, 446.
Hincmar. *Opusc.*, 223.
Hinschius. *Das Kirchenrecht der Katoliken und Protestanten in Deutschland.* Berlin (1884).
Hitty. *Politik der Eidgenossenchaft*, 197.
Hoek. *Sylvestre II.*
Honorius III, 73, 74, 131, 157, 446, 504.
Hist. littéraire de la France, 220.
Horoy. *Honorii III opera*, 12.
— *Notice sur saint Sébastien*, 62.
— *Notice sur saint Louis*, 69.
— *Synésius, év. de Ptolémaïs*, 217.
— *Haut enseignement*, 346.
Hottinger. *Helvetische Kirschengeschichte*, 196.
Huguenin. *Expositio meth. jur. can.*, 171.
Hullmann. *Jus pontificium*, Bonn, (1827).

(1) Il faut chercher la division des lois dans les faits sociaux qu'elles ont pour but de régler : il y a nécessairement autant de genres de lois qu'il y a de genros de rapports selon lesquels les hommes s'associent et se constituent. Le droit est la base de l'histoire, car il n'est autre que la science des lois, et les lois sont les étapes de la sociabilité qui marche : le but le plus général de l'histoire est l'étude de la sociabilité humaine.

Hunt. *Laws relating to religions corporations*. New-York (1883).
Hurter. *Innocent III*, 114, 117.

I

Ibelin, 127.
Ihering, 430, 461.
Institutions diocésaines, par Mgr l'évêq. de Digne.
Ives de Chartres. *Décret*, *Panormia*, 97.

J

Jacobson. *Hist. du droit ecclés. évang.*, 171.
Janvrot. *De l'application des décrets du 29 mars*, 321.
Jauffret. *Du culte public*, préface, II.
Jean le Scholastique, 21.
Jornandès. *De rebus Gothicis*, 4.
Journal des fabriques.
Jovet. *Hist. des religions de tous les royaumes du monde*, 437.
De jurisdictione, auctoritate et præeminentia imperiali ac potestate ecclesiastiaca, deque juribus regni et imperii. Bâle (1566).

K

Kluber. *Droit des gens*, 218.
— Sur l'Église de Prusse : *Neueste Einrichtung des katolischen Kirchenwesens in den Preussischen Staten*. Francf. (1822).
Kothing, 197.

L

Labbe. *Conc.*, 223.
Lacordaire. *Conférences*, 95.
Lafon. *Rome ancienne et moderne*.
Lalœu. *Étude sur les congrégations*, 561.
Langage (Le) *des murs*, 439.
Langelier (G.), prof. à Québec, université. Lettre particulière, 203.
Lanjuinais. *Opinions et fragments sur la religion* (tom. III).
La Rivierre. *Des conseils de fabrique*, 401.
Laspeyre. *B. Papiensis Summa decretalium*, 64, 109.
Laurent. *Féodalité et Église*, 40, 207.
— *Église et État*, 99.
— Église et État depuis la Révol. franç., 478, 481, 492.
Le Blant. *Mémoire sur les chrétiens dans la société païenne aux premiers âges de l'Église* (*Acad. Inscrip.* 12 juillet 188?).
Lehuërou. *Hist. des institutions mérovingiennes*, 6, 8.
Léon (S.). Épîtres, 450.
Léon le Philosophe. *Extravagantes*, 24.
Léopold Guillaume. *Exercitatio physica*, préface, IX.
Liberatore. *L'Église et l'État*, 296, 297, 428, 477, 505.
Lichtenberger. *Encyclopédie des sciences religieuses*.
Lieber. *On civil liberty and self government*, 489.
Liguori. *Theologia moralis*, 74, 422.
Linguet. Essai philosophique sur le monachisme (1775).
Louis (S.) *Establissements*, 133, 135.
Luca (de). *De relat. cur.*, 422.
Lucien. *Dialog.*, 1.
Luzerne (card. de la). *Dissertations sur les droits et devoirs respectifs* des évêques et des prêtres dans l'Église.

M

Macarel. *Droit administ.*, 404.
Machiavel. *Dei discorsi*, 60.
Magnan. *Hist. d'Urbain V*, d'après les manuscrits du Vatican.
Maimbourg. *Hist. du schisme des Grecs*, 24.
Maistre (de). *Du Pape* 492, 494.
— *De l'Église gallicane*.
Malastrie. *Chronique historique des conciles, des papes, des conciles généraux et de France*.
Mamiani. *Teorica della religione e dello Stato*, 488.

Marca (de). *Concordia sacerdotii et imperii*, 479.
Marculfe. *Formulæ*, 7.
Maret (Mgr). *Du concile général et de la paix religieuse.*
Mariana. *De rege et regis institutione.*
Martens. *Die Beziehungen der Ordnung zwischen Staat und Kirche*, 196.
Martens, prof. de l'Univers. de Pétersbourg. *Traité de droit international*, 459, 461.
Martha. *Les sacerdoces Athéniens*, 86.
Maupied. *Compendium jur. canon.*, 312.
Maury. *Opinion* (1790), 463.
Mazure. *Poètes antiques*, 216.
Mémoires sur le Consulat, 421.
Mennais (La). *Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil* (1). Paris (1825), 478.
— *Réflexions sur l'état de l'Église en France pendant le* XVIII^e^ *siècle et sur sa situation actuelle.*
— *Ce que sera le catholicisme dans la société nouvelle* (1831).
— *De la séparation de l'Église et de l'État* (1830).
— *Mélanges*, contenant : *Observations sur la promesse d'enseigner les quatre articles;— Au clergé; Nouvelle Église de France*, etc.
Michaud. *Louis XIV et Innocent XI*, d'après les correspondances diplomatiques inédites du ministère des aff. étrang.
Michelet. *Le Peuple*, 3.
Minghetti, *Église et État*, 205, 485, 486 et s.
Minier. *Précis historique du droit français*, 138, 148.
Mommsen. *De collegiis et sodalitiis Romanorum ;* Kiel (1843).
Monacelli. *Formularium legale.*
Montesquieu. *Lettres persanes*, 473.
Morel (Aug.). *Etude sur les coutumes du Beauvoisis*, 142.
Morel (Jules). *Somme contre le catholicisme libéral*, 428.
Morin. *Séparation de l'Église et de l'État.*
— *Séparation du spirituel et du temporel.*
Mortreuil. *Hist. du droit byzantin.* 16, 19, 20, 21, 22, 25, 33, 34, 38, 39.
Moulart. *Église et État*, 481, 484, 496, 497, 508.
Mühlbauer. *Thesaurus resolutionum S. C. Concilii usque ad an.* 1880.
Munzinger, 197.

N

Nachet. *Liberté religieuse en France*, (1846).
Napoléon. *Correspondance*, 421.
Néron. *Recueils d'édits et ordonnances royaux*, 43.

O

Observations à MM. les sénateurs et députés (en mai 1882) 285.
Ollivier (Em.) *L'Église et l'État au Concile du Vatican*, 60, 428, 510.
Ozanam. *Civilisation chez les Francs.*

P

Pallotini. *Sacerdotium et imperium, seu jus publicum civile ecclesiasticum.* Rome (1875).
Pères (saints), 21.
Perrens. *L'Église et l'État en France sous le règne de Henri IV et la régence de Marie de Médicis.*
Pey. *Autorité des deux puissances*, 457 et s., 471.
Philipps. Droit ecclésiastiq. dans ses sources, 17, 18, 64, 99.
Picart. *Cérémonies, coutumes religieuses* de tous les peuples du monde. In-f°. (pittoresque).

(1) Avant sa défection.

Photius, 21, 22.
Pichon. *Les droits respectifs de l'État et de l'Église*, (1766).
Pigeau. *De la procédure civile*, 361.
Pilgram. *Physiologie de l'Église*, 296, 298 et s.
Pithou et Dupuy. *Des libertés de l'Église gallicane*, 2 vol. in-4°.
Pompignan (Le Franc de). *Le véritable usage de l'autorité séculière* dans les matières concernant la religion. (1735).
Popovitski. *Parole de l'orthodoxie catholique au catholicisme romain*, Paris, 1853. (Écrit dans le sens russe ; paroles pacifiques pour le rapprochement des Églises ; l'Église légitime est celle qui est perpétuellement la même).
Portalis. *Discours sur l'organisation des cultes*, 280.
— *Rapport au conseil d'État*, 294.
— Rapport sur les congrégations de religieuses, 320.
Pradié. *Traité des rapports de la religion et de la politique*, 300, 339, 343.
— *Question religieuse*.
Pradt (de) év. *Les quatre Concordats*, suivis de considérations sur le gouvernement de l'Église (1818).
Pressensé (de). 427.
— *Vie ecclésiastique religieuse et morale des chrétiens aux* IIe *et* IIIe *siècles*.
Prodrome (Théodore), 21.

Q

Question religieuse en Orient. Réfutation d'un écrit russe intitulé : *Parole de l'Orthodoxie*, Paris, 1854. (Divers articles de la *Civiltà*, rassemblés et publiés à part).
Quinet. *Génie des religions*.
— *Christianisme et révolution française*.
— *Ultramontanisme : Église moderne et société moderne*.

R

Raimond d'Agiles, 220.
Ranke. *Hist. de la papauté aux* XVIe *et* XVIIe *siècles*, 155.
— *Hist. de l'Allemagne au temps de la Réforme*.
Rappetti. *Livre de Jostice et plet*, 138, 146.
Ravelet. *Code manuel des lois civiles ecclésiastiq*. 254, 286, 291, 309.
— *Traité des congrégrations religieuses*.
Rebuffe. *Concordatorum inter papam Leonem X et sedem Apostolicam ac christianissimum regem Franciscum primum et regnum*. 1539, Lyon.
Reginon. *Libri de synodalibus*, 97.
Reiffenstuel. *Jus canonicum*, 420.
Remi (saint), 5.
Renan. *Un publiciste du temps de Philippe le Bel*, 157.
Rev. ***, pasteur anglais, de Compiègne, 201.
Revue Britannique. *Action du pouvoir des papes sur l'Europe depuis la réforme de Luther*, avril 1836.
— *Etat actuel du clergé catholique en Europe*, mai 1838.
— *Les jésuites en Angleterre et dans les divers États de l'Europe*, n° de juillet 1851.
— *M. de Bismark et la cour de Rome*, juin 1872.
Rhallis. *Droit canon de l'Égl. grecq*. (1851-4) Athènes, 5 v. in-8°.
Richelieu. *Testament politique*, 491.
Rio. *Manuel des conseils de fabrique*.
Richter. *Dove Lehrbruch des katolischen und evangelischen Kirchenrechtes*, 197.
Robert le Moine, 220.
Roccaberti. *Bibliotheca pontificia maxima*, 21 vol. in-f°, recueil de tous les traités composés en faveur de l'autorité du souverain pontife, 491.

Roccaberti. *De Romani pontificis auctoritate*, 3 vol. in-fº.
Roche. *Le budget des cultes*. Séparation de l'Église et de l'État, congrégations, Concordat, Syllabus.
Rœderer, 382.
Rossellis de Aretio. *Tractatus de potestate imperatoris ac papæ*. Cologne (1487).
Rouland. *Rapport*, 302.
Rousse. *Consultation*, 321, 330.

S

Saige. *La Papauté au moyen âge :* Nicolas Ier, Grégoire VII, Innocent III, Boniface VIII, Études sur le pouvoir pontifical. (*Biblioth. de l'école des Chartes*, t. XLIII, 1883.)
Saint-Gall (Moine de), 453.
Saint-Hilaire (Barthélemy). *L'Islamisme et son fondateur*.
Saint-Martin. *Établissements*, 136, 143.
Sallé. *Du rôle de la sainteté dans l'histoire;* le Havre, 1883, 22 p.
Salmanticenses, 422.
Salzano. *Diritto canonico*, 420.
Savigny. *Hist. du droit rom. au moyen âge*, 16.
Scavini. *Juris canonici institutiones*, 290.
Schlegel. *Droit eccl. protestant du Hanovre*, 180.
Schmalzgrüber. *Jus. eccles.*, 422.
Schulte, 164.
Sciout. *Hist. de la constitution civile du clergé*, avec documents. (Didot, 4 vol.)
Serrigny. *Droit publ. admin. romain*, 10, 38, 40.
Simmler, 196.
Smith. *Elements of ecclesiastical law*, compiled with reference to the Syllabus, the const. Apostolicæ Sedis, the council of the Vatican, and the decisions of the Roman congregations, adapted especially to the discipline of the Church in the United States, New-York (1883).
Soglia. *Institutiones juris privati*, 420.
Appendix institutionum juris publici et privati ad usum cleri Gallicani.
Spangenberg. *Droit eccl. territorial du Hanovre*, 180.
Spohn. *Droit ecclés. civil badois*, 184.
Staat und Kirch in der Schweiz, 196.
Suarez, 74.

T

Tabaraud. *Traité historiq. et critiq. de l'élection des évêques*, 449.
Tacite. *Annales*, 468.
Tailliar. *Régime municipal romain dans le nord de la Gaule*, 454.
Taine. *Origines de la France contemporaine* (préface), II, VIII.
Talon. *Traité de l'autorité des rois touchant l'administration de l'Église* (1700).
Tarquini. *Juris ecclesiast. institutiones*, 480, 497, 502.
Teichman (Albert), de Bâle, 196.
Téphany, *Guide pratique de l'administration des paroisses*, 262, 292, 303, 403.
Thierry (Aug.) *Récits des temps mérovingiens*, 136.
Thomas (S.), 73, 116, 152.
Thomassin. *De vet. et nov. Eccl. disciplina*, 422, 449, 450.
Thomassy, 125.
Thonissen. *Constitution belge annotée*, 189.
Thon, de Iéna. *Rechtsnorm und subjectives Recht*, 461.
Touzaud (Daniel) 266, 267, 287.
Traité des bornes de la puissance ecclésiastique et de la puissance civile, (1734).
Troplong. *Influence du christianisme sur le droit civil rom.*, 3.

V

Vacherot. Dans *Rev. des Deux Mondes*, 568, 569.
Valère Maxime, 60.
Vatimesnil, 329.

Verati. *Della tirannide sacerdotale antica e moderna.*
Vering. *Droit canon*, 99, 100, 164, 165, 178, 184.
Villemain. *Tableau de l'éloquence chrétienne*, 216.
Vinet. *Essai sur la séparation de l'Église et de l'État.*
Voigt. *Hist. de Grégoire VII*, 155.
Vouriot. *Manuel des conseils de fabrique*, 254, 353, 383, 384, 405.
Vuillefroy. *Administration du culte cathol.* (1842).

W

Walter. *Corpus juris germanici antiqui*, 41, 42, 47, 48, 49, 51, 54.
— *Hist. du droit chez les Romains*, trad. fr.
Walter. *Manuel de droit ecclés.*, 17, 78, 99, 162, 494.
Wasserschleben. *Les gouvernements allemands et l'Église catholiq.*, 170.
Wintler. *Manuel du droit ecclés.*, 196, 199.
Wölner, 171.

Z

Zamboni. *Thesaurus resolutionum S. Cong. Concilii.*
Zénon. *Hénotique*, 27.
Zeumer. *Formulæ Merovingici et Karolini ævi* (*Götting. gel. Anzeigen*, n° 44, 1882).
Zonaras. Commentaire, 22.
Zorn. *Ueber einige Grundfragen des Kirchenrechtes*, etc., 196.

TABLE DES TEXTES DE DROIT

AUXQUELS IL EST FAIT RENVOI DANS LE TOME II

OU QUI S'Y TROUVENT CITÉS (1)

Code Justinien, liv. I, tit. 45.... 11
— liv. III, tit. 4..... 10

Nomocanon..... 21
Collection des 87 chapitres..... 21
Syntagma 22,32
Ecloge de Léon et Constantin... 23
Ecthèse 24
Type..... 24
Epanagoge..... 24
Prochiron..... 24
Basiliques..... 24
Extravagantes (Léon)..... 25
Hénotique..... 27
Trois chapitres..... 28
Judicatum..... 28

Novelles d'Héraclius..... 22
— Léon l'Isaurien..... 23
— Constantin Copronyme..... 23
— Léon et Constantin..... 23
— Léon Chazare..... 23
— Irène..... 23
— Nicéphore Logothète..... 23
— Théophile..... 23
Novelles. Romain III; Constantin Monomaque; Isaac Comnène; Nicéphore Botoniates; Alexis Comnène... 35
— Jean Comnène; Manuel Comnène; Alexis Comnène II; Isaac l'Ange. 36
— Jean Ducas; Andronic Paléologue, Andronic III..... 37

Lex salica..... 7,41
Lex Alamannica..... 7
Loi Ripuaire..... 41
Pacte Bavarois..... 44
Decreta Tassilonis..... 45
Loi Burgonde..... 47
Loi des Frisons..... 48
Loi des Angles et des Thuringes. 48
Loi des Saxons..... 48
Edit de Théodoric..... 48
Loi des Wisigoths..... 49
Loi Lombarde..... 51

Constitution de Childebert..... 54
— de Clotaire Ier..... 54
Édit de Gontran..... 54
— de Clotaire II..... 55
Præceptum de Dagobert..... 55
Capitulaire de Carloman, 742.... 57
— 2e id..... 57
— Pépin..... 58,59
— Charlemagne..... 62,64 et s.
Præceptum de 789..... 64

(1) Ces textes cités ou auxquels il est fait renvoi sont si nombreux qu'ils composent, en réalité, tout le tome II. On a dû faire choix, pour cette table, de ce qui est plus saillant, et ne pas s'engager au delà.

Edit dominical..... 66
Capitulaires de Louis le Débonnaire..... 78 et s.
— Carloman..... 81
Concile d'Orléans en 511..... 15,53

Conciles de Tolède..... 84
Conciles..... 21,64,304
Conciles après 1848..... 279
Statuts synodaux..... 64

Decretum, I, dist. 38, cap. 1..... 12
— Id..... 101 et s.
— Id..... 354
Compilatio prima..... 108 et s.
Compilatio quinta..... 73,98,114
Décrétales Grégoriennes, liv. III, tit. v, ch. 39 *Grave nimis*..... 12
— cap. *Quum nobis*, cap. *Nisi quum pridem*, cap. *Tales*, etc..... 73
— Id..... 121 et s.
— Cap. *Significasti*..... 352
Corpus juris canonici..... 97,98
Bulle *Immensa æterni* de Sixte Quint 423

Assises de Jérusalem..... 126
Livre d'Ibelin..... 127,128
Etablissements de saint Louis. 133,135
Pragmatique sanction..... 125
Conseil de Fontaines..... 137
Livre la Royne..... 138
Livre de Jostice et plet..... 138
Olim..... 140
Coutumes de Beauvoisis..... 140
Somme rurale..... 149

Concordats..... p. 226 et s.
— de François Ier..... 228
— de Portugal..... 230
— de Bohême..... 230
— d'Espagne, en 1731..... 231
— de Pologne..... 232
— de Sardaigne..... 232
— des Deux-Siciles, etc..... 233
Concordat de 1801..... 280 et s.

Syllabus..... 116,146,193

Constitution de la Prusse en 1848. 165
Règlements, Ermland, 1850. Posen id. Culm, 1851..... 166
Loi de sécularisation de 1870... 167
Lois 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876..... 167,168,169.
Législation antérieure, à partir de 1878..... 171 et s.
Constitution Autrichienne de 1849. 172
Lois, 1859, 1860, 1866, 1867, 1870, 1874, etc..... 172 et s.
Hongrie : *Lois*..... 178
Hanovre : *Lois*..... 179
Brunswick : *Lois*..... 180
Bavière : *Lois*..... 184
Saxe : *Lois*..... 185
Belgique : *Constitution*..... 190, s.
France : *Lois* de germinal an X, de 1870 et de 1875 sur l'enseignement. 194
Italie : *Lois*..... 195
Suisse : *Lois*..... 196
Espagne : *Lois*..... 199
Angleterre : *Lois*..... 200
États-Unis : *Lois*..... 201
Canada : *Lois*..... 202

29 sept. 1789, arrêté concernant l'argenterie des églises..... 265
24 nov. 1789. Décrets sur les biens ecclésiast..... 262, s.
7-27 nov. 1789. Décret plaçant les biens ecclés. sous la sauvegarde du roi..... 270
13-19 février 1790. Décret portant suppression des vœux monastiques..... 270
13 avril 1790. Décret..... 273

14-29 avril 1790. Décret sur l'administration des biens ecclés..... 270
12 juil. — 24 août 1790. *Constitution civile* du clergé..... 257
24 juil., 3-24 août, 1790. Décrets sur les traitements du clergé..... 271
3 août 1789. Décret supprimant les annates, etc 262
11 août 1790. Arrêté supprimant les dîmes..... 263
16-24 août 1790. Loi sur l'organisation judiciaire..... 352
11-24 août ; 18-23 oct. ; 30 nov. ; 5 déc. ; 10-15 déc. ; 22 déc. 1790 ; 5 janv. 1791. Décrets sur les traitements et pensions des religieux et et religieuses..... 271
Lois, décrets, ordon. *sur le même sujet*, dates diverses..... 272
23 oct. 1790. Décret pour la vente des biens ecclés..... 271
3-14 sept. 1791. Constitution... 273
29 nov. 1791. Loi qui oblige au serment civique..... 273
26 août 1792. Loi qui enjoint aux insermentés de sortir du district. 273
4-14 sept. 1792. Décret qui met à la charge des citoyens les dépenses du culte auquel ils appartiennent..... 274
20 sept. 1792. Loi qui remet aux officiers municip. les registres d'état civil 273
1792, 1793, 1794, 1795. Divers décrets et lois..... 274 et s.
24 août 1793..... 270
28 pluviôse, an VIII. Loi..... 416
Germinal an X (avril 1802) articles organiques, 289 et s., 414 et *passim*.
29 avril 1803 (9 floréal an XI). Arrêté sur les fabriques des cathédrales..... 406
27 mai 1804. Décret pour le rétablissement des *Prêtres de la Mission* (lazaristes)..... 319
30 déc. 1809. Décret sur les fabriques, 303, 385, 387, 393, 414 et *passim*.
28 fév. 1810. Décret modificatif des articles organiques..... 289
8 mars 1810 ; 7 juillet 1833 ; 3 mai 1841. *Expropriation*..... 268
20 avril 1810. Loi sur l'organisation judiciaire..... 352
6 nov. 1813. Décret sur la conservation et l'administration des biens du clergé..... 415
12 janv. 1825. Ordon. 410,415
1er juin 1828. Ordon..... 399
14 janv. 1831. Ordon..... 395
18 juill. 1837. Loi municipale. 379,391
20 fév. 1849. Loi portant taxe des biens de mainmorte..... 368
25 mars 1852. Décret de décentralisation..... 397
30 mars 1872. Loi sur la taxe des biens de mainmorte..... 369
24 mai 1872. Loi établissant le trib. des conflits..... 418
7 juillet 1874. Loi (droit électoral). 410
29 mars 1880. Décrets sur les congrégations..... 310 et s.

Législation sur les aumôniers... 315
Législation sur l'enseignement.. 321

Cod. civ., art. 18.....
— 545..... 270
— 909..... 314
— 2227, 2242-48, 2260-81..... 393
Cod. pr. civ., art. 141, 146, 433.. 352
— 481..... 399
— 839 394
— 1003, 1004, 1012, 1013..... 395
Cod. instr. crim. art. 163..... 352

Projet de loi sur les associations (déposé au Sénat)..... 560

DES RAPPORTS

DU SACERDOCE AVEC L'AUTORITÉ CIVILE

A TRAVERS LES AGES JUSQU'A NOS JOURS

AU POINT DE VUE LÉGAL

TROISIÈME PARTIE

MOYEN AGE ET TEMPS MODERNES DES NATIONS

INTRODUCTION

203. Après les mondes, les agglomérations, les races, viennent les nations. C'est une nouvelle période humanitaire.

Une société qui ne ressemble ni à la société romaine, ni à la société grecque, les a remplacées toutes deux. On a coutume de dire qu'elle s'est élevée sur les ruines de deux civilisations. C'est une inexactitude de langage et de pensée.

La chrétienté, c'est le monde appartenant au Christ et à sa doctrine; mais c'est le monde continuant d'être lui-même. « Les villes meurent comme les hommes », avait dit Lucien (1). Les empires meurent également, mais l'humanité subsiste. La mort des peuples est une palingénésie, dit-on. L'expression sera exacte, si l'on prend la peine de l'expliquer et de la comprendre.

La liberté humaine est absolue; mais elle porte ses fruits. Elle est soumise à la loi morale, à la loi divine, qu'elle peut soit méconnaître, soit accepter. C'est-à-dire qu'elle peut s'élever,

(1) Lucian. *Dialog.* XII, *Charon seu Contemplantes*; Ἀποθνήσκουσι γὰρ καὶ πόλεις ὥσπερ ἄνθρωποι.

progresser, vivre, ou bien s'abaisser, descendre, aller vers la mort. Et ce qui va vers la mort disparaît.

Si donc, au milieu d'un peuple, se rencontrent des classes ou des multitudes allant vers la vie, tandis que les autres marchent vers la mort, celles-ci périssent, disparaissent, pendant que les autres demeurent et règnent. La chrétienté n'est qu'une collectivité qui est arrivée par l'effet d'une loi inéluctable, tandis qu'une autre collectivité a disparu et n'a point laissé de trace. Les invasions barbares, la décrépitude de l'empire romain, ne sont que des faits secondaires : on les a transformés en causes efficientes à l'aide de la contemporanéité.

« Au-dessous des formes de gouvernement, dit Bousquet (2), subsiste partout, en des couches profondes, un élément que ne troublent pas les agitations de la surface, une société qui sert de substratum et persiste après la chute de ces formes. » C'est le *substratum* qui a été modifié par le christianisme (V. *supr.*, n° 167), en conservant d'ailleurs son identité.

Suivant une remarque également juste, « les barbares durent apprendre de leurs vaincus la vie civilisée qu'ils ignoraient, tout destinés qu'ils étaient à la relever de ses ruines. *Leurs bandes ne s'y montrèrent pas également intelligentes*. Une tribu y montra une aptitude merveilleuse, la seule qui ait fondé un établissement de longue durée, la tribu ou confédération des Francs (3). » Ce ne sont donc pas des Barbares qui ont fait la *chrétienté*, mais le monde romain.

Au surplus, ajoute Burnouf (4), « toute religion transportée chez un peuple de race inférieure y subit une déchéance et n'exerce sur ce peuple qu'une action incomplète, parce que le peuple ne prend d'elle que ce dont sa propre nature est capable. » Or, il n'y eut point de déchéance. Le christianisme des Basile, des Chrysostôme, des Jérôme, des Augustin ne rétrograda pas : l'initiateur était cet élément du monde romain que ne troublaient pas les agitations de la surface et qui se préoccupa si peu des formes de gouvernement qu'il les laissa crouler sans épouvante.

(2) Bousquet, *Le Japon*, t. II, p. 35. — Guizot, *Civilisat. en Europe*, 6e leçon, démontre l'influence des gouvernés sur les gouvernements, comme une loi latente de l'histoire.

(3) *Rev. des Deux Mondes*, 15 janv. 1872, art. GIRAUD.

(4) Burnouf, *Science des religions* dans la *Rev. des Deux Mondes*, 15 août 1868, p. 883.

Une conséquence relevée par Davoud-Oghlou (5) est celle-ci : L'Église et le romanisme sont, dit-il, regardés comme identiques ; ex., le Lombard qui reçoit les ordres devient *romain*.

Mettons en regard de la collectivité qui monte, une collectivité qui descend.

« La démocratie romaine, écrit de Broglie (6), se dégrada sous l'empire avec une rapidité qui paraîtrait incroyable. Ces populations d'esclaves affranchis ou d'hommes libres, avilies par la misère, dénuées de tout enseignement moral, ne recevaient que de la tribune politique quelques inspirations élevées. Enfant, le Romain de la plèbe n'était appelé dans aucune école ; homme, il ne recevait de ses prêtres aucune instruction sur ses devoirs et sa destinée. Le forum, où il entendait retentir une noble éloquence, suppléait un peu, pour lui, à ce défaut d'école ou d'Église. Ses orateurs étaient ses seuls prédicateurs. »

Aussi, cette population *diminuait* et avait peine à vivre. Les campagnes ressemblaient à des déserts. Plus de chaumières, plus de laboureurs, dit Michelet (7) : de somptueux aqueducs continuaient de porter des fleuves aux cités silencieuses et n'y trouvaient plus personne à désaltérer.

« La vérité, dit Troplong (8), a une puissance secrète pour se propager; elle s'empare des esprits à leur insu. »

Quand, donc, le travail intime et silencieux est achevé, les peuples se sentent entraînés irrésistiblement vers des modifications profondes de leur organisation. Nous reconnaissons des époques de transition; mais non des temps où l'on fasse table rase des institutions, des mœurs, des lois, en un mot de tous les précédents.

204. On n'explique pas l'histoire, on n'explique pas l'humanité avec des hypothèses. Ce fut le système de Montesquieu de faire dériver tout le moyen âge de la conquête. Ce fut l'opinion de l'abbé Dubos que, frappés du majestueux ensemble offert à leurs regards par l'empire, des formes imposantes données par Dioclétien à l'administration, et séduits par une

(5) Davoud-Oghlou, *Hist. de la législation des anc. Germains*, t. I, introd., p. XCIII.

(6) De Broglie, *Église et emp. rom.*, part. I, t. I, p. 9.

(7) Michelet, *Le Peuple*, part. II, ch. v.

(8) Troplong, *Influence du christian. sur le droit civ. rom.*, ch. IV.

chose toute nouvelle pour eux, l'organisation, les barbares s'efforcèrent le plus possible de continuer les Romains.

La race des Francs, dont les chefs étaient les fils des demi-dieux, demanda à l'empire l'investiture de son occupation territoriale et l'obtint. Ses chefs *romanisaient* lorsqu'ils adoptaient la religion chrétienne et repoussaient énergiquement l'hérésie. Ils offrirent au catholicisme un appui qui fut accepté. Charlemagne avait rendu plus de services au catholicisme qu'aucun prince depuis Constantin, lorsqu'il reçut la couronne impériale (9). Cette couronne était bien celle qui le sacrait successeur de Constantin, et le fait révèle ce que pensaient les barbares eux-mêmes sur la question.

On se représente, au début de l'histoire de France, une grande invasion de Germains (10) et la *conquête*. L'affranchissement des communes est le réveil des vaincus, et 1789 la revanche. Cette opinion date de deux siècles ; elle s'est accréditée.

Les anciens chroniqueurs ne parlent pas d'une conquête, de race vaincue, de population assujettie. Ni Philippe de Beaumanoir, au XIII^e^ siècle, ni Comines, au XVI^e^ siècle, ne parlent de la féodalité et du servage comme dérivant de la conquête. Les Vandales, au IV^e^ siècle, se faisaient sujets de l'empire pour avoir des terres : *Imperatorum decretis, ut incolæ, famularunt*. Les Visigoths, les Burgondes, les Alains, *Romano serviebant imperio* (11). Durant deux siècles, les Germains se glissèrent humblement, pacifiquement, dans le pays, à titre de laboureurs et à titre de soldats. Pendant une série de générations, l'immigration de laboureurs germains fut incessante. La race agricole, en territoire romain, était devenue insuffisante : les Germains laboureurs étaient le salut de l'État, et, parfois amenés de force, ils devenaient colons, attachés à la glèbe, ne pouvant s'éloigner, même une heure, *servi terræ*.

Le trait le plus caractéristique de la politique d'Auguste, et ce qu'on peut appeler la pensée impériale par excellence, avait été de séparer l'ordre militaire de l'ordre civil. Il avait rendu les armées permanentes ; il les avait mises loin de tout contact avec la population.

Les soldats n'étaient pas logés dans des villes, mais

(9) Giraud, *Rev. des Deux Mondes*, 15 juin 1872.

(10) Fustel de Coulanges, dans la *Rev. des Deux Mondes*, 15 mai 1872 : *L'invasion germanique au V^e^ siècle.*

(11) Jornand. *De rebus Goth.*, 7, 8, 9, 11.

dans des camps et des cantonnements, dont ils finirent par faire une sorte de ville, pour eux et leurs familles. Les armées impériales ne se recrutaient pas dans la population, si ce n'est sous forme d'impôt. Les armées se perpétuaient de père en fils. L'hérédité s'établissait dans la profession du soldat. Une levée de *tirones*, conscrits, ordonnée, c'était l'*aurum tironicum* demandé, rien de plus. Ces armées firent durer l'empire et renversèrent les empereurs. Ceux-ci aimèrent souvent mieux enrôler des étrangers, avec une solde payée en terres. On recruta ainsi individuellement les barbares, puis des corps tout entiers, obéissant à un chef de leur pays, gardant leurs lois, leurs usages, leur langue. Le titre de rois n'indiquait pas une indépendance à l'égard de l'empire ; ces chefs étaient des officiers impériaux. Quand des villes leur sont concédées, il faut entendre par là les revenus des villes.

205. On lit, dans une lettre sans date, adressée à Clovis par S. Remi : Nous apprenons que tu as pris en mains, comme tes ancêtres, le *commandement militaire*. Voilà son « avènement au trône ». L'évêque appelle son pouvoir : *beneficium*, ce qui indique une délégation, le pouvoir exercé au nom d'un autre. Le territoire est désigné sous le nom de province. Donc, la subordination à l'empire apparaît. Odoacre, roi d'Italie, ne supprime ni l'empire, ni le Sénat, et celui-ci envoie une ambassade à Zénon, à Constantinople, pour déclarer qu'un seul empereur suffit pour l'Orient et l'Occident. En conséquence, Odoacre reçoit le titre de patrice. Dans les Gaules, jusqu'à Charlemagne, l'empereur des *Romains* est toujours le chef suprême; on compte longtemps les années par les consulats de Constantinople; on conserve les codes et les lois romaines.

Les Gaulois ne firent aucune résistance aux Germains : à leurs yeux, c'étaient les soldats de l'empire, pas beaucoup différents des *lètes* à la solde, ni des légionnaires. Là où nous verrions des envahisseurs, les contemporains voyaient des armées impériales. La population civile conservait son administration municipale. Les chefs germains n'étaient rois que vis-à-vis de leurs sujets; pour les autres, ils étaient des proconsuls, des maîtres de la milice, des patrices. Anastase envoya à Clovis le titre de consul, et même celui d'Auguste, dit Grégoire de Tours.

Les bandes étaient des armées, non des nations. La population gauloise resta dans les mêmes conditions où elle se

trouvait avant l'arrivée des Germains, et cette conclusion est remarquable : « Rien n'a disparu des croyances, des rites, de la discipline même de l'Église. Tous les Germains qui sont entrés en Gaule, en Espagne, en Italie, n'ont pas empêché le catholicisme de se développer conformément aux habitudes d'esprit des populations. » (*Rev. Deux Mondes, loc. cit.*)

Donc, le sacerdoce n'a rien changé dans ses relations civiles avec la société, avec l'autorité civile, par suite du fait de la « conquête ». Les changements qui ont pu survenir proviennent d'autres causes, telles que les exigences de la vie agricole et de la formation d'une population rurale, ou celles de la vie municipale et de la formation de populations urbaines dans les villes, ou bien encore l'établissement de la féodalité, qui n'est qu'un mode de solution pour les problèmes précédents, combinés avec celui de la défense, celui de la formation de forces militaires constantes, et d'organisation de la classe, nous pourrions dire de la caste gouvernementale.

206. Les barbares, dit Lehuërou (12), prirent en quelque sorte une première fois possession de l'empire sous les aigles des légions. César en remplit ses armées et en peupla le Sénat. Auguste, qui les chassa du Sénat, leur ouvrit la garde prétorienne. Ce qui n'avait été qu'un caprice despotique d'abord, devint, par la suite, une nécessité, lorsque la faiblesse des Romains dut recourir à une force étrangère pour suppléer à son insuffisance.

Alexandre Sévère, d'après Lampride, donna des terres sur les limites de l'empire *agri limitanei*, à des soldats chargés de les défendre et devant les transmettre à leurs héritiers sous les mêmes conditions. Il admit à cette possession de la terre les Barbares, *gentiles*, *læti*, et les Romains. De là, la terre létique. Quand les Barbares gardaient leurs chefs propres, ils étaient *fœderati*. Mais Rome, à force d'acheter les Barbares, transporta la barbarie dans son sein.

Les Barbares ne sont pas la cause de la ruine de l'empire d'Occident. C'est par des vices organiques que périssent les sociétés. Le système financier de l'empire a été la principale cause de ruine. Au lieu de multiplier les invectives contre les cruautés et le despotisme des empereurs, on eût dû les réserver

(12) Lehuërou, *Hist. des institutions mérovingiennes*, Paris, 1842, p. 36, 44, 51, 54, 116, 125, 131, 136, 196, 247, 424.

contre leurs effroyables profusions. Salvien et Lactance, éclairés, non par la haine, mais par un sentiment d'opposition, ont mis à nu les vices qui conduisaient l'empire à sa perte. Les immunités étaient partout revendiquées par la milice, par les sénateurs, par les professeurs d'éloquence et de grammaire, par les médecins, et chacun essayait de se soustraire aux charges intolérables de la vie civile. C'est ce qui était resté vrai sous les Mérovingiens, comme sous les empereurs, tant les causes du mal étaient profondes.

Les conséquences étaient pareilles. Il fallut que la loi s'interposât, et au septième siècle, l'homme libre, avant de se consacrer à l'autel, est obligé d'obtenir la permission du roi. Marculfe l'atteste (13).

Primitivement, nulle entrave n'avait existé. Si un homme libre veut livrer sa terre ou sa personne à l'Église, que nul ne puisse l'en empêcher, disait la *lex Alamannica* (14). L'enfant même pouvait être amené à l'autel ; on enveloppait sa main dans le voile blanc qui le recouvrait, et le père jurait qu'il appartenait à l'Église (15). Ce qui a été dit (Voy. *supr.*, n° 145) concernant la réglementation du nombre et de l'origine pour les clercs, s'accentuait davantage, à raison des besoins sociaux persistants.

Chose étrange! les Barbares parurent avoir pour auxiliaires contre l'empire saint Augustin dans la *Cité de Dieu*, Salvien, que nous avons nommé déjà, Prosper d'Aquitaine, qui font entrer leurs triomphes dans le plan de la Providence pour le gouvernement du monde. Et peut-être est-ce à leurs écrits qu'il faut remonter pour expliquer comment les Barbares furent transformés en destructeurs de la grande Babylone, toute couverte d'or et de pourpre, et condamnée à périr par l'Apocalypse (16). Car l'empire romain fut plus encore démembré qu'il ne fut détruit.

Ce qui est certain, c'est que « depuis la naissance du christianisme, les révolutions de ce monde ne peuvent plus rester renfermées dans la sphère des intérêts matériels, d'où elles n'étaient guère sorties depuis les temps de première civilisation. Il faut voir en cela la manifestation d'un fait politique d'une

(13) Marculf., *Form.* I, 19. — *Lex salica reform.*, tit. XVI, § 2.
(14) *Lex Alamann.*, tit. I, 1.
(15) Baluz., *Form. Vet.*, XXXI.
(16) *Apoc.* XVII, XVIII.

immense portée et la première apparition d'une nouvelle vérité sociale (17), dit Lehuërou. »

Cette vérité sociale, c'est un progrès accompli. Cela seul est progrès humain qui concerne les intérêts de l'homme tout ontier, qui concerne tout l'homme. C'est l'heure de l'affranchissement de l'humanité, quand la partie la plus noble de notre nature ne peut plus être mise en oubli, quels que soient les débats soulevés en ce monde (18). (Voy. *sup.*, 2ᵉ *Append. général* à la 2ᵉ part., lettre *c.*)

(17) Lehuërou, *Hist. inst. mérov.*, p. 26.

(18) Une complication de gouvernement chez les peuples chrétiens résulte de là. Toute lutte implique et embrasse les croyances religieuses. Point de théorie politique qui demeure étrangère à la croyance. Point de mouvement industriel, de développement scientifique qui ne touche à la croyance. Point de question de mœurs ou d'habitudes qui ne se relie à la question de la croyance. Un problème quelconque, envisagé dans son abstraction, dans l'isolement des données sur lesquelles il repose, ne mènera jamais qu'à une solution coordonnée avec ses termes. Cette solution ne sera point une solution intégrale et complètement satisfaisante.

CHAPITRE PREMIER

ÉPOQUE DE TRANSITION DU MONDE ROMAIN AUX ÉTATS DE CHRÉTIENTÉ DU MOYEN AGE.

§ 1. — *Généralités. Situation de l'Église en présence des barbares.*

207. On ne peut aborder la question d'organisation du sacerdoce et des relations du sacerdoce dans les états qui succèdent à l'empire romain et le remplacent, sans rencontrer les savants travaux de l'auteur de la *Civilisation en Europe* et de la *Civilisation en France*. Nul n'a déterminé, d'une main plus assurée, les généralités du sujet et n'a su jeter sur les détails une plus vive lumière.

« Le premier état, dit Guizot (1), dans lequel l'Eglise se montre au v^e^ siècle, c'est l'état d'Eglise impériale, d'Eglise de l'Empire romain. Quand l'empire romain est tombé, l'Église se croyait au terme de sa carrière, à son triomphe définitif. Elle avait enfin complètement vaincu le paganisme. L'Église se croyait également au bout de sa lutte contre les hérétiques, contre les Ariens surtout, la principale hérésie du temps. L'empereur Théodose instituait contre eux, à la fin du IV^e^ siècle, une législation complète et rigoureuse. L'Église était donc en possession du gouvernement et de la victoire sur ses deux plus grands ennemis. C'est à ce moment qu'elle vit l'empire romain lui manquer et qu'elle se trouva en présence d'autres païens et d'autres hérétiques. La chute était immense. Un vif attachement pour l'empire dut se conserver dans le sein de l'Eglise. Aussi la voit-on adhérer fortement à ce qui en reste, au régime municipal, au pouvoir absolu. Elle s'adresse aux rois barbares, les conjure de se faire empereurs romains (c'est-à-dire d'accepter toutes les traditions gouvernementales des empereurs), d'entrer avec l'Eglise dans les mêmes relations où elle était avec l'empire romain. C'est là le travail des évêques du cinquième et du sixième siècles. »

L'Eglise a toujours été à côté du gouvernement de la société ;

(1) Guizot, *Civilis. en Europe*, 6^e^ leçon.

elle ne l'a jamais écarté et remplacé (2). En la personne des évêques, dit Serrigny (3), résidait le seul contre-poids sérieux et le seul élément d'opposition et de résistance au despotisme impérial : c'est la cause principale de la grande faveur dont jouissait alors l'élément religieux et, plus tard, de l'immense développement du pouvoir de la papauté dans le moyen âge.

Qu'il y eût contre-poids, cela est incontestable ; mais l'opposition n'était pas née. Grégoire VII n'était pas proche.

Un grand nombre de faits s'étaient produits assurément, dans lesquels le système de la souveraineté de l'État sur l'Eglise a pu prendre et a pris, en effet, son origine : Vers la fin du troisième et au commencement du quatrième siècle, les évêques avaient un ton extrêmement humble et soumis ; ils exaltaient sans cesse la majesté impériale. Ils défendaient leur foi avec une grande énergie ; ils traitaient le pouvoir avec beaucoup de ménagements. La société religieuse, son gouvernement, son sacerdoce, ont un air de subordination plus extérieure que réelle ; au fond, l'indépendance et même la puissance étaient grandes ; mais dans presque toutes les affaires, pour tous les intérêts de l'Eglise, l'empereur intervenait : on invoquait son consentement et son action. L'Eglise se servait de la force de l'empire, se couvrait de sa majesté (4).

Cependant nous avons fait entrevoir (V. *supr.*, n° 205) que des *changements* s'étaient opérés dans les relations du sacerdoce au point de vue légal, sous l'influence de faits et de circonstances qui ne doivent s'appeler ni l'invasion, ni la conquête.

En légalité pure, écartant toute question de théorie, entre le régime municipal romain et le régime municipal du moyen âge, s'est interposé le régime municipal ecclésiastique, en sorte que la prépondérance du clergé dans les affaires de la cité a succédé à celle des anciens magistrats municipaux et précédé l'organisation des communes modernes.

Si vous ouvrez le Code théodosien ou le Code Justinien, dit Guizot (5), vous y trouverez un grand nombre de dispositions qui remettent les affaires municipales au clergé et aux évêques. En voici quelques unes : — *Cod.*, lib. 3, tit. 4, *De episcopali audientia*, § 26 : Quant aux affaires annuelles des cités, soit qu'il s'agisse des revenus ordinaires de la cité ou de fonds pro-

(2) *Civilis. en Europe*, 10e leçon.
(3) Serrigny, *Droit publ. admin. rom.*, t. I, p. 413.
(4) *Civilis. en France*, leç. 3.
(5) *Civilis. en Europe*, leç. 2.

venant des biens de la cité, ou de dons particuliers ou de legs, ou de toute autre source, soit qu'on ait à traiter des travaux publics ou des magasins de vivres, ou des aqueducs ou de l'entretien des biens, ou des ports, ou de la construction des murailles ou des tours, ou de la réparation des ponts ou des routes, ou des procès dans lesquels la cité pourrait être engagée, à l'occasion d'intérêts publics ou privés, nous ordonnons ce qui suit : le très pieux évêque et trois hommes de bon renom d'entre les premiers de la cité se réuniront; ils examineront chaque année les travaux faits; ils prendront soin que ceux qui les conduisent ou les ont conduits, les mesurent exactement et en rendent compte, et fassent voir qu'ils ont acquitté leurs engagements dans l'administration, soit des monuments publics, soit des sommes affectées aux vivres et aux bains, soit de tout ce qui se dépense pour l'entretien des routes, des aqueducs, ou de tout autre emploi. — *Ib.*, § 30 : A l'égard de la curatelle des jeunes gens du premier ou du second âge, et de tous ceux à qui la loi donne des curateurs, si leur fortune ne s'étend pas au delà de 500 *aurei*, nous ordonnons qu'on n'attende pas la nomination du président de la province, ce qui donnerait lieu à de grandes dépenses, surtout si ledit président ne demeurait pas dans la ville où il faudrait pourvoir à la curatelle. La nomination des curateurs ou tuteurs devra se faire alors par le magistrat de la cité, de concert avec le très pieux évêque et autres personnes revêtues de charges publiques, si la cité en possède plusieurs. — *Ib.*, lib. 1, tit. LV, *De defensoribus*, § 8 : Nous voulons que les défenseurs des cités, bien instruits des mystères de la foi orthodoxe, soient choisis et institués par les vénérables évêques, les clercs, les notables, les propriétaires et les curiales. Quant à leur installation, on en référera à la glorieuse puissance du préfet du prétoire, afin que leur autorité puise, dans les lettres de sa Magnificence, plus de solidité et de vigueur.

208. Qu'on veuille bien le remarquer, ce furent les empereurs qui, conduits et dirigés par la nécessité des temps, faisant acte de gouvernement et de politique lorsqu'ils agissaient de la sorte, investirent les rois barbares de leurs dignités, de leurs titres, de leur autorité, n'imaginant pas qu'ils détruisaient l'empire, parce que la dignité impériale dominait toute autre de si haut qu'elle ne pouvait souffrir de comparaison. Ce furent eux qui, par les textes législatifs que nous venons de citer, et

d'autres semblables, édifièrent le régime municipal ecclésiastique, fortifié ensuite dans les provinces ou modifié par les Barbares, selon les occurrences. Une même règle de conduite politique apparaît d'un côté comme de l'autre.

Quand donc les Barbares se furent établis, les évêques étaient les chefs naturels des villes. Ils administraient le peuple dans l'intérieur de chaque cité. Ils le représentaient auprès des Barbares; ils étaient ses magistrats au dedans, ses protecteurs au dehors. Le clergé avait donc dans le régime municipal, c'est-à-dire dans ce qui restait de la société romaine, de profondes racines. En même temps, les évêques devenaient les conseillers des rois barbares. Ils les conseillèrent sur la conduite qu'ils avaient à tenir à l'égard des peuples, sur ce qu'ils avaient à faire pour devenir les héritiers des empereurs romains. Ils furent les conseillers de la royauté naissante, en restant les magistrats et les patrons de la municipalité encore debout (6).

Les moyens d'action de l'épiscopat et les institutions propres de l'Eglise assuraient la puissance du sacerdoce. Les conciles provinciaux ou nationaux, les conciles généraux (7), une correspondance continuelle, la publication de lettres, d'admonitions, de traités et d'écrits divers, la prédication, aidée de l'éloquence, y concourent efficacement.

Les supériorités légitimes profitent à l'Eglise, qui ne tente ni de les repousser, ni de les méconnaître (8). Au cinquième siècle, la Gaule est sous l'*influence* de trois chefs spirituels, qu'elle reconnaît, dont aucun ne l'habite, et dont un seul est Gaulois d'origine : c'étaient saint Jérôme vivant à Bethléem, saint Augustin à Hippone, et S. Paulin de Nole. Ils gouvernaient véritablement la chrétienté des Gaules; c'était à eux qu'elle s'adressait en toute occasion pour en recevoir des idées, des solutions, des conseils.

Le principe de la séparation du spirituel et du temporel avait

(6) *Civilis. en Fr.*, lec. 8.

(7) Au quatrième siècle, 15 conciles principaux; dans le suivant, 25.

(8) Les canonistes reconnaissent trois voies par lesquelles on arrive aux offices ecclésiastiques : l'élection, la présentation, la collation. La nécessité de la science est établie par des canons sans nombre, cap. *Ignorantia*, 1, dist. 38; 2e conc. de Latran, cap. *Grave*, 29, *de præb.*, et autres. Honorius III, l'auteur du célèbre ch. *de Magistris*, inséré dans le *Corpus*, est l'un des pontifes qui ont le plus insisté sur la nécessité de conférer les dignités de l'Église à ceux qui ont acquis, au prix de longues veilles et d'une vie consacrée à l'étude, « la perle de la science ». Cf. *Honorii III Opera omnia, recognoscente et annotante Horoy*, ou l'opuscule qui en est extrait : *De la collation des bénéfices.*

prévalu de bonne heure; il fut affirmé avec une énergie toute nouvelle en présence des Barbares (9). Un autre principe, celui de la supériorité des *intérêts spirituels*, est également admis dès le cinquième siècle (10). Dès lors, quand la liberté manqua aux hommes, elle put être remplacée par la religion (11).

Quant à l'autorité de la Papauté, se traduisant au point de vue des relations civiles, Burnouf (12) la tire de l'unité et surtout de la *personnalité* divine. Mais il ne voit pas le dogme réagissant sur les institutions : ce sont les institutions qui, selon lui, réagissent sur le dogme. Nous avons établi tout le contraire, et nous avons montré le dogme comme générateur de la loi du sacerdoce, d'où les institutions dérivent. Il faut néanmoins faire connaître la pensée de Burnouf.

Nous citons : « Les Églises d'Orient, dit-il, ont conservé dans leur métaphysique une forte tendance Alexandrine et, par conséquent, panthéiste, tandis que celle de Rome s'est de plus en plus approchée du sémitisme, qui repose sur la personnalité absolue d'un dieu séparé du monde. Ce fait s'explique non par des différences de races, mais par une réaction de l'organisation politique du clergé romain sur le dogme fondamental. En effet, l'Eglise romaine, une fois constituée en monarchie, devait être une « cité de Dieu » sur la terre, expression qui répond exactement à l'idée sémitique, et tout portait ainsi ses docteurs à concevoir Dieu comme un prince tout-puissant, comme seigneur suzerain et comme roi, *Rex tremendæ majestatis*. La partie du rituel latin postérieure à la séparation des deux Eglises est remplie d'expressions qui rendent cette pensée. L'influence des constitutions sociales et politiques de l'Occident a donc réagi sur la métaphysique elle-même. »

209. De ce qui précède, résulte un grand fait, qui est le suivant : Au cinquième siècle, l'Eglise est une société régulièrement constituée, ayant ses principes, ses règles, sa discipline, à l'état de chose reconnue, éprouvée, ancienne. Elle a son existence complète, indépendante. Elle possède l'ordre, la vie, l'énergie, la *règle*, servant de lien et agissant sur tous. Elle a trouvé la formule de ses rapports avec les souverains, avec les

(9) *Civilis. en Eur.*, leç. 5.
(10) *Civilis. en Fr.*, leç. 3.
(11) *Civilis. en Eur.*, lec. 5.
(12) Burnouf, *Science des religions* dans *Rev. des Deux Mondes*, 15 août 1868.

peuples, et le premier fait ou le plus saillant en lui-même, qui attire l'attention, est celui d'un *gouvernement de la religion*, d'un clergé, d'une corporation ecclésiastique. La nécessité d'un gouvernement de la société religieuse est impliquée dans l'existence de cette société (13).

Nous empruntons encore cette remarque au savant historien de la Civilisation en Europe et en France : La société romaine n'avait point de démocratie. Le peuple eut intérêt à se rallier à la société ecclésiastique. Il se groupa autour des prêtres et des évêques. Étrangère à la société civile païenne, la masse de la population entre avec ardeur dans la société chrétienne, dont les chefs lui tendaient les bras. L'aristocratie sénatoriale et curiale n'était plus qu'un fantôme : le clergé devint l'aristocratie réelle. Il n'y avait point de peuple romain, il y eut un peuple chrétien (14).

210. « Jamais société n'a fait, pour agir autour d'elle et s'assimiler le monde entier, de tels efforts que l'Église chrétienne du cinquième au dixième siècle. »

En Espagne, elle essaie de reprendre la civilisation. Dans les conciles de Tolède, où se rendent les laïques considérables, ce sont les évêques qui dominent. La loi des Visigoths est rédigée par le clergé, ce n'est pas une loi barbare; elle abonde en idées générales. En France, en Angleterre, le clergé s'appuie sur le concours des grands hommes, Charlemagne, Alfred. Toute la faveur est pour l'influence ecclésiastique, sous Charlemagne, pour les écoles, pour les savants. Le siècle de Charlemagne est l'une des plus grandes époques de l'Église.

Le nouvel empire d'Occident présente la société chrétienne dans sa vraie constitution, dans son état normal, dégagée de tout ce qui fut transitoire et passager sous Constantin et ses successeurs. Les deux pouvoirs demeurent distincts et unis avec une dépendance réciproque fondée sur la nature de chacun d'eux. Le pouvoir ecclésiastique demande au pouvoir civil l'appui de la force et son concours, partout où le bras séculier peut intervenir sans trouble dans les relations réciproques, et en sauvegardant le principe de la séparation. Le pouvoir civil reçoit la haute direction morale de l'autorité ecclésiastique, non seulement dans les actes purement religieux ou appartenant au

(13) *Civilis. en Eur.*, leç. 5.
(14) *Civ. en Fr.*, leç. 2.

culte, mais dans l'usage même des biens terrestres et dans les actes de la souveraineté proprement dite.

Avant Charlemagne, les barbares étaient plus d'une fois entrés dans les rangs du clergé. Et le clergé avait pris la vie des Barbares. Des évêques étaient devenus chefs de bandes.

Après Charlemagne, le régime féodal s'assimila, avec assez de facilité, même les éléments étrangers à sa nature. Les Églises devinrent suzeraines ou vassales. Le prêtre, grossier et subalterne comme le serf, se trouva peu en disposition de vouloir lutter contre l'arrogance du seigneur. Il sembla, encore une fois, ne plus exister aucune société générale pour le peuple. Cependant, le prêtre, possesseur de fief, appartenait à une société générale, et cette situation profitait à la masse, en attendant des jours meilleurs.

En Occident, le clergé se recruta souvent parmi les esclaves (15). Nous en dirons plus loin les motifs.

Quand les églises étaient riches, les rois barbares enrichissaient leurs serviteurs et s'enrichissaient eux-mêmes aux dépens du patrimoine sacré. Ils nommaient directement les évêques. L'Église protestait et réclamait les élections, qu'elle regagna en concédant au souverain le droit de confirmation. Le monarque avait près de lui un apocrisiaire, que l'on a pu comparer à un ministre des cultes, et il s'occupait volontiers des questions ecclésiastiques. Sigebert jugea son autorité intéressée dans une circonstance où il n'avait pas été prévenu de la convocation d'un concile, et il défendit la tenue de ce concile.

L'idéal de Charlemagne fut la réorganisation de l'Eglise « impériale », si l'on entend par là l'Eglise des temps de Constantin et de Théodose. Hincmar et de nombreux conciles des Gaules eurent pour objectif l'organisation de l'Eglise féodale. Mais, avant tout, il faut reconnaître que l'action dirigeante des papes fut dominante : rien n'est plus manifeste dans toute l'histoire des âges chrétiens.

§ 2. — *Formation du droit canon en Orient.*

211. Savigny a démontré que le droit romain n'a pu périr en Occident, à la chute de l'empire, et disparaître entière-

(15) Conc. d'Orléans, en 511, can. 6.

ment, pour renaître ensuite avec éclat au temps d'Irnérius. Il dit : « L'origine nécessaire du droit se retrouve dans le peuple lui-même. La question de la durée du droit romain dépendra nécessairement de la durée du peuple au sein duquel ce droit aura vécu. Si le peuple romain fut exterminé avec l'empire, la conservation du droit devient inutile et même impossible. Le droit n'aurait plus eu d'objet (1). » Savigny n'admet pas la *conquête*, l'invasion substituant des peuples nouveaux, d'une manière brusque, au lieu et place des Romains, qui ne laisseraient point de traces. Le moyen âge continue le monde romain, dit-il avec raison.

Mais si rien ne s'accomplit en Occident sans transition, la transition n'existera pas moins en Orient. Elle s'y accomplira sans secousse, et ce sera la différence entre l'Orient et l'Occident. Constantinople garde longtemps le nom de l'empire.

La continuation du monde romain doit être suivie d'abord dans le droit byzantin, puisque c'est là qu'elle est plus apparente. Le droit byzantin sert de premier support au droit canon.

Le Code de Théodose II avait marqué la transition de la civilisation romaine à la civilisation chrétienne. Il a plus d'originalité, à ce point de vue, que le droit Justinien, dans lequel il s'est en grande partie fondu.

De Gaius à Justinien, les innovations sont considérables. Le droit post-Justinien apportera des modifications moindres : nous l'avons fait pressentir. Mortreuil en divise l'histoire (2) en quatre périodes : la première représentée par Théophile, allant jusqu'à Héraclius ; la deuxième représentée par Eustathe, allant jusqu'à Basile le Macédonien, en 867 ; la troisième, qui est celle des Basiliques, finissant à 963 ; la quatrième, qui est marquée par la décadence, se terminant, en 1453, à la prise de Constantinople, caractérisée par les travaux de Harménopule (3).

212. Nous avons dit que Justinien, recueillant les constitutions des empereurs chrétiens et y ajoutant les siennes propres, avait reconnu les canons des conciles comme principe légal dans l'État (Voy. *supr.*, nos 168, 170, 171). Ce fut l'avènement officiel du droit canon.

Mais, tandis qu'après plus de treize siècles les compilations

(1) Savigny, *Hist. du dr. rom. au moyen âge*, trad. Guenoux, t. I, p. v.
(2) Mortreuil, *Hist. du droit byzantin*, t. I, préface.
(3) Cf. ample indication des sources dans Mortreuil, p. XXII à LII.

Justiniennes pour le droit civil représentent encore tout l'esprit du droit romain, et que la législation, dans les codifications modernes, est encore soumise, dans une large mesure, à ses prescriptions et à ses doctrines, le droit canon n'arrive à sa formule officielle proclamée par le même Justinien, que comme à une étape.

L'histoire interne du droit canon nous le présente, dès les temps primitifs, dit le docteur Philipps, (4), comme affectant la forme et le caractère d'un *droit coutumier*, qui règle tous les actes de la vie, à cet âge de fidélité fervente, et constitue une sorte de coutume *secundum legem*. Ce droit repose sur la base de la tradition Apostolique, « source primordiale de la loi morale, où, dès l'origine, les pasteurs de l'Église puisèrent leurs prescriptions, et type que les chrétiens, dociles à la direction de leurs guides spirituels, prirent constamment pour règle de leurs mœurs, et s'attachèrent à reproduire dans leur conduite ».

Walter dit pareillement (5) : « Dans les premiers temps, la discipline de l'Église ne reposait pas sur des lois écrites, mais sur la tradition des préceptes de ses fondateurs. » Il fait cette remarque concernant la discipline ecclésiastique qu'elle subsista fort longtemps sans donner lieu à des écrits ou enseignements scientifiques (6). Cet état de choses changea quand la multiplicité des droits écrits, dit-il, les controverses, la complication des rapports, eurent éveillé la réflexion et fixé l'attention de l'Église sur cette partie de sa vie intérieure. Alors, le droit canonique se formula en une discipline scientifique qu'on appelle la jurisprudence ecclésiastique.

Dans la première période de son existence, le droit canonique était si étroitement enlacé dans la vie ecclésiastique qu'au lieu de faire le sujet de recherches scientifiques particulières, il n'était traité que *conjointement avec le tout*. Cette expression est de Walter (7). Quand parut en Orient, peut-être dans la seconde moitié du troisième siècle, un ouvrage qui, sous forme d'une épître émanée des Apôtres, présentait une esquisse de l'ensemble de la vie ecclésiastique et des devoirs qui s'y rattachent, il s'y joignit sans effort, comme aussi sans

(4) Philipps, *Droit eccl. dans ses sources*, trad. Crouzet. Paris, 1852, p. 3.
(5) Walter, *Manuel de droit eccl. de toutes les confessions chrétiennes*, trad. de Roquemont. Paris 1840, § 61.
(6) Id., § 3.
(7) Id., § 65.

auteur déterminé, une collection de préceptes de morale et de liturgie, puis des dispositions sur l'ordination et les saintes fonctions des évêques, et quelques préceptes de discipline. Le recueil grossissait. Denys-le-Petit lui emprunta, plus tard, cinquante canons qu'il fit passer dans son propre recueil.

213. Le droit canon interne se formait sans le concours des princes et *par l'effort privé*, par l'œuvre de nouveaux *prudents* qui n'aspiraient point au titre de jurisconsultes, qui manquaient parfois de critique, qui n'entendaient pas créer une nouvelle science juridique, qui ne la séparaient pas comme enseignement spécial. L'évolution de ce droit coutumier nous échappe en grande partie, mais il avait donné la vie à des idées juridiques, il avait ébauché des théories de droit.

Le droit canonique externe ne manquait pas d'un *substratum*, à l'heure où les Constantin et autres empereurs légiféraient. Il est évident qu'ils cherchaient à établir la conformité de leurs prescriptions avec un idéal juridique chrétien dont ils ressentaient l'influence, dont ils comprenaient la force.

Le travail de Justinien se borna à codifier soit le droit canonique externe venant des empereurs et déjà écrit, soit une partie du droit canonique coutumier, interne et externe. C'est ce qu'il importait d'établir tout d'abord, lorsque nous entreprenons de rechercher la continuation du monde romain dans le droit byzantin. Une société qui se continue n'est pas nécessairement une société qui demeure identique.

214. Nul n'a mieux saisi et décrit que ne l'a fait le Dr Phillipps, *loc. cit.*, la formation purement coutumière du droit canonique à son origine. On ne commandait pas, dit-il, on enseignait; on ne punissait pas, on exhortait. L'instruction se donnait non seulement par la parole, mais encore par l'exemple. En lutte incessante avec le paganisme et le monde, chaque église était groupée en phalange serrée autour de son évêque. Dans cet état de choses, et *malgré la communion intime qui unissait les membres de l'épiscopat entre eux et avec leur chef*, la difficulté opposée par les conjectures à la convocation des conciles investissait nécessairement chaque évêque du droit de pourvoir, personnellement, au maintien de la discipline. Ce même état de choses devait faire naturellement éclore la vie de communion entre chaque pasteur diocésain et son clergé, et cette vie, calquée sur celle de Jésus-Christ avec ses apôtres,

rendait à peu près superflues les *dispositions*, dans les préceptes primitifs : l'évêque n'avait d'ailleurs pas besoin de *prescrire* à son clergé la tempérance, l'union, l'humilité, le zèle dans le service du Seigneur, la charité et la continence ; c'étaient là autant de vertus communes à tous les chrétiens. Ce ne fut que plus tard, alors que l'Eglise s'étant propagée, la ferveur se fut graduellement refroidie et la situatien profondément modifiée, que le besoin des prescriptions disciplinaires commença à se faire sentir, et l'on vit recourir à ce moyen salutaire le pape, le corps épiscopal réuni en concile, et chaque évêque dans son diocèse respectif.

Cette période de formation purement coutumière, suivie de la période écrite, ou de formation juridique, poursuivie par l'effort privé, l'une et l'autre aboutissant au droit canonique externe, donnent à ce dernier son véritable caractère. Les empereurs byzantins ne comprirent généralement pas ce passé, ce fut leur tort. Ils se regardèrent, en qualité de *princes chrétiens*, comme source de la loi canonique.

Le droit canonique restait, cependant, essentiellement coutumier, par sa nature et par son essence, puisqu'il est basé, d'une part, sur la tradition apostolique, et que, d'autre part, il se développe au sein de la société chrétienne comme un résultat de sa vie intime, sous la direction du sacerdoce. L'action du prince chrétien ne pouvait être que l'un des éléments formateurs du droit coutumier. Le sacerdoce était le *préteur* nouveau, organe vivant d'un droit vivant, qui réformait incessamment l'*édit*, poursuivant son travail de correction et d'achèvement, en s'appuyant sur des motifs divers, parmi lesquels figurent sans doute, les Constitutions impériales, et, avec le temps, donnant la forme juridique et la forme doctrinale à ce qui avait vécu primitivement comme pure coutume, et sans apparence juridique.

Avant l'existence officielle et juridique du droit canon dans la législation Justinienne, la formation interne de ce droit attire peu notre attention. Nos regards se portent presque exclusivement sur l'un des éléments formateurs du droit canonique externe, c'est-à-dire sur l'action impériale. Quand Justinien a codifié tout ce qu'a produit cet élément formateur, nous disons : Le droit existe à l'état de science ; la loi a trouvé en même temps sa formule ; mais c'est là une étape et rien davantage,

Une remarque de Mortreuil est celle-ci : Bien que Justinien ait constitué un texte, ce fut dans les commentaires, dans les

sources privées, que le *droit canonique* de l'Orient chercha le droit romain, lorsqu'il lui convenait de se l'approprier. Car, en Orient, la loi civile elle-même disparaissait dans la jurisprudence, et la jurisprudence se confondait dans la légalité.

« Au fond, le droit canonique, comme droit émané des institutions ecclésiastiques, a sa nature et son caractère spéciaux. Dans les points où il touche au droit civil, il n'offre, quant aux principes, rien d'original ; mais en adoptant purement les dispositions de la loi civile, il est digne de remarque que *les textes authentiques aient été mis de côté* pour les interprétations des docteurs. L'emploi presque exclusif des sources privées n'est pas dû seulement à l'autorité et au crédit que la doctrine avait acquis dans la jurisprudence byzantine, mais principalement à la condition où se trouvaient les sources officielles de la législation qui, rédigées dans un langage que les sujets de l'empire grec n'entendaient plus, avaient besoin d'être remplacées par un équivalent intelligible : les commentaires réguliers des jurisconsultes s'offraient naturellement pour opérer cette substitution (8). »

C'était l'un des côtés regrettables de la science nouvelle : à sa naissance, tant en Orient qu'en Occident, elle s'éloignait des sources et paraissait manquer d'une critique suffisante. Il lui faudra, plus tard, les travaux des savants érudits pour remédier à ce défaut, qui date de son origine.

215. Les collections canoniques de l'Orient lorsqu'elles commencèrent à se répandre, ne renfermèrent pas exclusivement les Constitutions impériales, mais aussi les canons des conciles généraux ou provinciaux, qui ne sont pas reproduits de la même manière et dans le même ordre par les diverses collections, et les canons extraits des écrits des Saints-Pères. Les Pères de l'Église, qui n'avaient pas pensé écrire au point de vue du droit, devinrent des autorités juridiques, parce qu'ils avaient tracé la règle des mœurs et déterminé la loi morale des actes de la vie chrétienne. C'est l'un des côtés, que nous n'avions pu signaler jusqu'à présent, des relations du sacerdoce chrétien avec la société civile, avec les autorités civiles, et ce n'est pas le moins important à faire connaître.

Les Pères dont les écrits furent surtout mis à contribution étaient S. Denis, S. Pierre, archevêque d'Alexandrie, S. Gré-

(8) Mortreuil, *Hist. du dr. byzantin*, t. I, p. 249.

goire thaumaturge, évêque de Néocésarée, S. Athanase, archevêque d'Alexandrie, S. Basile, archevêque de Césarée en Cappadoce, S. Grégoire, évêque de Nysse, S. Grégoire de Nazianze, S. Ampiloche d'Icone, S. Thimothée, S. Théophile, S. Cyrille, tous trois successivement archevêques d'Alexandrie, Gennadius, patriarche de Constantinople.

Au sixième siècle, les collections grecques renfermaient les 85 canons des Apôtres et les décrets des conciles de Nicée, Ancyre, Néocésarée, Sardique, Grangres, Antioche, Laodicée, Constantinople, Ephèse et Chalcédoine. Avec ces éléments, il fut composé des collections nouvelles, dans lesquelles, sans égard pour l'ordre chronologique, les matières, étaient systématiquement classées, pour une plus grande commodité.

Une de ces collections a pour auteur Jean le Scholastique, prêtre d'Antioche, plus tard patriarche de Constantinople. Il ajouta aux sources du droit renfermées dans les collections antérieures, 68 canons extraits des épîtres de S. Bazile, et divisa le tout en cinquante titres. Cette collection jouit du plus grand crédit pendant plusieurs siècles dans l'Église d'Orient.

La *Collection des* 87 *chapitres*, due au même Jean, est un appendice de droit civil fait à la collection des canons. L'autorité des lois impériales dans l'Église grecque, lorsqu'elles s'accordent avec les canons ou lorsqu'elles disposent sur des cas que les canons n'ont pas prévus n'a jamais soulevé la moindre contestation, dit Mortreuil (9).

L'auteur du *Nomocanon en* 50 *titres* a transcrit littéralement les 50 rubriques de la *Collectio canonum* de Jean, et sous ces rubriques il a placé, en regard des canons, les dispositions du droit de Justinien relatives à chaque canon, en adoptant le texte des interprétations des jurisconsultes, de préférence au texte lui-même de Justinien.

Jusqu'en ces derniers temps, on a fait honneur au patriarche Photius du Nomocanon, qui jouit d'une immense autorité en Orient, et qui lui est antérieur de deux siècles. Photius s'était borné à une révision de l'ouvrage et à une augmentation de la partie canonique de ce livre.

Le concile *in Trullo*, convoqué à Constantinople par Justinien II, en 692, s'occupa en détail de la discipline de l'Orient et décréta 102 canons sur ce sujet. Le corps du droit s'en accrut.

Le premier commentateur connu fut Théodore Prodrome, à

(9) Mortreuil. *Hist du dr. byzantin.*, t. I, p. 196.

la fin du huitième siècle. Le commentaire de Zonaras, vers 1120, celui de Balsamon, vers 1170, sont beaucoup plus répandus. Blastarès écrivit, vers 1335, son *Syntagma,* disposant par ordre alphabétique le droit canonique et le droit civil.

A l'heure présente le recueil de Photius, augmenté des scolies de Balsamon, et le Syntagma de Blastarès sont encore en usage dans l'Eglise grecque. Les commentaires de Zonaras et de Balsamon jouissent toujours de l'estime et restent très considérés.

§ 3. — *Droit byzantin.*

216. De Héraclius, en 610, à Basile le Macédonien, en 866, le droit byzantin a cessé d'être sous l'influence immédiate de la législation Justinienne (10), et il éprouve une crise due à l'influence du droit des nations slaves ou germaniques. Mais cette influence, accueillie comme une nouveauté, ne fit sentir son action que d'une manière passagère. Au huitième siècle, et vers la fin du neuvième siècle, le pur droit Justinien avait recouvré toute son autorité. Du reste, les Novelles continuaient d'être le mode d'action des empereurs dans la vie politique et religieuse.

Quatre Novelles d'Héraclius se rencontrent dans les manuscrits, à la suite de la *Collectio constitutionum ecclesiasticarum,* comme supplément à la législation ecclésiastique antérieure établissant les rapports entre le droit civil et le droit ecclésiastique. Par la première, il est défendu de citer les évêques, les clercs et les moines, dans les causes civiles ou criminelles où ils sont intéressés, devant le magistrat civil ou militaire ; l'archevêque ou le patriarche de Constantinople doit seul connaître des actions relatives à ces causes. Date, 21 mars 630. La deuxième détermine le nombre des clercs attachés à l'Église majeure de Constantinople et à celle de la Sainte Mère de Dieu, ainsi que le nombre des syncelles, chanceliers, défenseurs, référendaires, notaires, gardiens des vases sacrés. Date, 1er mai 612. La troisième fixe à nouveau le nombre des clercs. Date, 24 avril 620. La quatrième Novelle défend à toute personne venant de la province, revêtue de l'habit ecclésiastique, d'établir

(10) Mortreuil, t. I, p. 340 : Les collecteurs du droit byzantin ont tous considéré les Novelles postérieures à Justinien et antérieures à Basile, les unes comme se liant à la jurisprudence Justinienne, les autres comme d'un intérêt secondaire.

aucune église dans la ville impériale sans l'autorisation du patriarche, et prohibe l'ordination des clercs errants. Date, entre 613 et 630.

Ces Novelles n'innovent pas; elles sont une continuation du droit Justinien sur les relations du sacerdoce. La dernière est remarquable parce qu'elle révèle l'existence d'un abus se rattachant à la réglementation du nombre des clercs (Voy. *supr.*, n° 145). Il arrivait que le clerc, déjà ordonné dans une église, se faisait ordonner dans une autre, afin d'appartenir au nombre reconnu comme légal pour cette autre. L'ordination ne conférait plus un caractère, elle conférait des *fonctions* se rattachant à une église déterminée, et en quelque sorte *locales*.

Léon l'Isaurien, iconoclaste ardent, a dû publier plusieurs édits en faveur de ses opinions; il n'en subsiste rien, mais on a de lui trois Novelles, dont la première, datée de 723, ordonne aux Juifs et aux Montanistes de recevoir le baptême, et la seconde est relative au patrimoine des églises de Rome.

De Constantin Copronyme, il est resté le sommaire d'un édit dans lequel l'empereur interdit toute prière adressée aux saints, même à la sainte Vierge, et tout hommage rendu aux reliques.

Léon et Constantin introduisent de la sorte le *Credo* dans la loi; ils dogmatisent, comme l'ont fait les premiers empereurs chrétiens. En mettant au service de l'hérésie le dogmatisme de l'autorité civile, ils n'inventent pas ce dogmatisme.

Une Novelle de Léon l'Isaurien et Constantin, ou peut être de Léon Chazare et Constantin VI, interdit au père de tenir ses enfants sur les fonts baptismaux. Cette disposition appartient d'une manière si exclusive au droit canonique interne qu'il y aurait lieu d'être surpris de la rencontrer dans les édits des empereurs, même byzantins.

L'impératrice Irène défend par une Novelle le serment des témoins, et, par une autre Novelle, les quatrièmes noces.

On connaît de Nicéphore Logothète une Novelle sur les vases sacrés et les choses ecclésiastiques.

Théophile, hérétique iconoclaste, pour abolir plus sûrement le culte des images, proscrivit toute peinture: c'est l'objet d'une Novelle. Il en publia une autre pour l'expulsion des moines.

A l'imitation de Justinien, Léon et Constantin publièrent un Manuel, intitulé *Ecloge*, extrait des Institutes, du Digeste, du Code, des Novelles Justiniennes; mais la haine qu'ils s'étaient attirée comme sectaires devait nuire à l'autorité de ce recueil législatif, dont l'importance fut petite au neuvième siècle, et

qui fut ensuite abrogé formellement. « Maintenant je repousse et rejette en entier, dit l'empereur Basile dans le *Prochiron*, ces futilités que l'Isaurien avait admises, dans son opposition au dogme divin, et dans le bouleversement qu'il entreprit des lois utiles. »

On doit noter aussi l'*Ecthèse* d'Héraclius, en 630, et le *Type* de Constant, en 648, professions de foi monothélistes, dans lesquelles les empereurs assumaient le rôle de *définition*, qui est celui des conciles. Les empereurs de la période anté-Justienne n'avaient pas eu la pensée de se substituer aux conciles : c'était une nouveauté, et non une continuation d'un droit antérieur. L'esprit des Grecs inclinait plutôt vers la spéculation que vers le gouvernement des mœurs, plutôt vers l'hérésie, qui est une spéculation, que vers la formation du droit, qui fut l'œuvre de l'Occident.

217. La doctrine avait pris la place et le rang de la législation (Voy. *supr.*, n° 214). L'idée-mère du travail législatif accompli par Basile fut d'*élever au niveau de la loi* un choix fait dans les textes *grecs* empruntés aux jurisconsultes, sans retirer aux recueils de Justinien l'autorité légale (11).

Le premier travail de Basile est le manuel intitulé *Prochiron*, dont le titre XXIV traite du testament des évêques et des moines, et le titre XXVIII de l'ordination des évêques et des prêtres. Le *Prochiron* marque une ère nouvelle dans la législation byzantine : c'est à cet ouvrage que les canonistes grecs ont emprunté en grande partie les éléments du droit civil dont ils ont fait usage, et il compte, encore aujourd'hui, au nombre des sources de leur droit canonique.

Dans l'*Epanagoge*, Basile entreprit la révision des anciennes lois. Le titre III parle *du Patriarche* ; le tit. VIII, des évêques, des ordinations et des nominations ecclésiastiques ; le tit. IX, de l'office des évêques et des prêtres, des diacres, des simples clercs et des moines ; le titre X, de l'emphytéose et des locations ecclésiastiques.

Enfin, Basile termina et promulgua le code grec des *Basiliques*, dont Léon le Philosophe, son fils, publia une nouvelle édition, qui seule nous est parvenue, divisée en 60 livres. Ce n'est pas dans les Basiliques, suivant Mortreuil, qu'il faut tou-

(11) Maimbourg, *Hist. du schisme des Grecs* et les historiens de l'Occident s'occupent longuement du schisme de Photius et fort peu de la législation de Basile, sous lequel il vécut.

jours suivre pas à pas en cette matière, que l'on doit chercher les idées propres de Basile comme législateur, mais dans le Prochiron. Voici quelques-unes de ces idées (12) : Le fils de famille qui vit dans le dérèglement peut être contraint de se marier ; les quatrièmes noces sont prohibées et n'ont aucun effet ; le prêtre qui procède à la célébration secrète du mariage doit être puni conformément aux canons ; le divorce par consentement ou par motif de continence n'est admis qu'autant que les deux conjoints embrasseront immédiatement la vie solitaire, de sorte qu'il y ait parité entre eux ; celui qui vend un esclave qu'il sait être possédé du démon doit prévenir l'acheteur ou reprendre l'esclave en payant le double ; la perception des intérêts est prohibée d'une manière absolue.

Léon, outre la nouvelle édition des Basiliques, publia 113 Novelles et des *Extravagantes*. Les dix-sept premières Novelles, les Nov. 53-55, 68, 73-76, 79, 86-90, 96, statuent en matière de discipline ecclésiastique ou mixte. La Nov. 58 intime une loi juive : nul aliment ne sera préparé avec le sang, selon le rite de Moïse. La Nov. 3 permet le mariage à celui qui, avant de recevoir les ordres sacrés, ne se juge pas capable de garder la continence, et une fois marié, il sera ordonné ; mais s'il a été ordonné d'abord, il ne doit plus se marier, et c'est une coutume abusive de lui en laisser encore la faculté pendant le cours de deux années, comme il se pratiquait.

L'Extravagante 1re traite du rang des églises soumises au patriarche de Constantinople ; la 6e, de ceux qui prévariquent dans le sacerdoce ; la 7e, des évêques qui viennent à Constantinople pour y recevoir la consécration.

La Nov. 12 de Constantin Porphyrogénète a pour objet le droit d'asile réclamé par ceux qui sont coupables de meurtre volontaire.

Toutes ces constitutions des empereurs apportent peu d'innovations ; car la société religieuse et la société civile préexistent depuis longtemps dans leur simultanéité, et elles ont formulé antérieurement les conditions de leur *modus vivendi*.

Les constitutions renferment peu ou point de théories de droit : rien de nouveau n'a apparu qui les motive. Rien si ce n'est, toutefois, l'hérésie iconoclaste, qui est bien un produit byzantin, mais qui n'a pas eu le temps d'enfanter ses théories de droits particulières, si elle en apportait quelqu'une avec elle.

(12) Cf. Mortreuil, t. I.

218. L'hérésie Arienne s'attaquait à Jésus-Christ en disant : Il n'est pas vrai Fils de Dieu. L'hérésie Nestorienne s'attaquait à Jésus-Christ en disant : Sa mère n'est pas vraie mère de Dieu. L'hérésie Iconoclaste s'attaquait à Jésus-Christ, en disant : Il n'est pas permis de le vénérer dans ses images.

Puis, généralisant, parce que la tendance naturelle de toute doctrine c'est de marcher jusqu'à ses dernières conséquences, l'hérésie iconoclaste disait : L'image, d'autre part, offense Dieu. L'homme ne peut, sans péché, ravir à Dieu une portion de sa puissance créatrice. Représenter les saints, c'est une impiété. Représenter une autre créature humaine, c'est l'effet d'une témérité coupable. C'est créer pour les yeux, l'apparence de la vie : or, la vie vient de Dieu seul et lui appartient. Que toute représentation ou peinture soit interdite. Car, les hommes ont adoré plus d'une fois les œuvres de leurs mains.

Parvenue à ce point, l'hérésie pouvait enfanter des théories de droit. Elle se trouvait en face de tout ce qui produit l'élévation morale par la perception du beau. Elle pouvait condamner l'élévation morale par le beau. L'homme doit-il se borner aux relations et aux vertus sociales et de famille ? Faut-il réprouver toute fiction, parce qu'elle est un mensonge ?

Le monde chrétien allait-il se soumettre à l'Islam, en gardant le nom du Christ ? L'Islam c'est la soumission à Dieu, en quelque sorte passive, du croyant (13). C'est pourquoi l'épée peut tenir lieu de principe pour celui qui commande, comme pour celui qui se soumet : Crois et obéis ! L'Islam n'est pas sans grandeur comme système, mais dans le Christianisme, outre la grandeur du système, il y a la grandeur incomparable de l'homme, à qui rien de ce qui est grand n'est interdit, et qui se reconnaît véritablement fait à l'image de Dieu parce que, dans une certaine mesure, il crée, il met dans ses œuvres si ce n'est la vie, du moins l'*inspiration*, qui lui ressemble et s'en rapproche.

L'hérésie iconoclaste n'a pas enfanté une théorie de droit, et l'Islam de Mahomet est demeuré isolé, sans qu'un Islam chrétien ait surgi (14).

(13) *Coran.*, ch. XLVII, *Mohammed :* 1. Dieu rendra nulles les œuvres de ceux qui ne croient pas. — 4. Quand vous rencontrerez les infidèles, tuez-les jusqu'à en faire un grand carnage, et serrez les entraves des captifs que vous aurez faits.

(14) La religion chrétienne, à son début, *s'abstint* de tout culte rendu aux images, mais sans proscrire les images, ainsi que le prouve surabondamment l'étude des catacombes romaines.

219. Toutes les relations qui sont l'objet de notre étude ne se trouvent pas écrites dans les textes des Constitutions impériales, et il nous devient indispensable de retourner sur nos pas, en parcourant rapidement les pages de l'histoire.

Après l'hérésie Arienne, qui avait troublé tout l'Orient, l'hérésie de Pélage vint semer en Occident la division et susciter des luttes ardentes. Condamnés par les conciles d'Afrique, par les papes Innocent et Zozime, les Pélagiens furent accueillis à Constantinople par Nestorius, qui répandait une nouvelle erreur dans l'Orient. Les Pélagiens et les Nestoriens furent condamnés, en même temps, au concile d'Ephèse, œcuménique, présidé par S. Cyrille d'Alexandrie. — Eutychès, autre hérésiarque fut condamné, à son tour, par le patriarche de Constantinople, Flavien, et par le pape S. Léon. Il réussit néanmoins à faire assembler un concile favorable à sa cause, concile connu sous le nom de Brigandage d'Ephèse, dont les décisions furent soutenues par Théodose le Jeune. Le concile de Chalcédoine, assemblé sous Marcien et Pulchérie, condamna néanmoins Eutychès, qui fut exilé, et promulgua divers canons de discipline. Léon soutint le concile de Chalcédoine. Zénon, au contraire, favorisa plus ou moins ouvertement les ennemis du concile et publia l'*Hénotique*, décret d'union, qui augmenta la division. L'empire d'Orient marchait d'autant plus librement dans la voie des subtilités religieuses et de l'oppression de l'Église qu'en fait son indépendance de l'Occident dans l'ordre politique se traduisait, si ce n'est en indépendance dans l'ordre ecclésiastique, du moins en une dépendance accompagnée de réserves. — Cependant, les conciles qui furent assemblés contre les novateurs et les troubles toujours renaissants, mirent dans un nouveau jour l'autorité universelle du pape, l'usurpation de plus en plus flagrante du pouvoir civil dans les questions de foi, et l'ingérance absolue des empereurs dans les affaires de la religion. D'ailleurs, le progrès de la théologie expositive avait aidé la discipline, en laissant moins de place au doute, en renversant les subterfuges, en affermissant l'unité. Les écrits d'un S. Augustin, par exemple, n'éclairaient pas seulement l'Occident ; partout connus et lus dans l'univers chrétien, ils étaient plus puissants, peut-être, que la voix des conciles pour consolider les relations du sacerdoce.

Quoi qu'il en soit, au commencement du sixième siècle, l'empereur Anastase, partisan déclaré des Monophysites contre le concile de Chalcédoine, chassait les pasteurs légitimes des

grands sièges de Constantinople, de Jérusalem et autres, et maintenait les intrus qui les remplaçaient. La division naissait de la division : les Acéphales schismatiques d'Alexandrie se séparaient même du patriarche schismatique.

Parmi lés catholiques qui admettaient le concile de Chalcédoine et adhéraient au pape, un certain nombre étaient séparés de la communion romaine, non pour la foi, mais pour l'attachement gardé à la mémoire d'Acace et de ses successeurs.

On vit, comme à une autre époque, nous voulons dire au temps des pontifes d'Avignon, l'incertitude régnant parmi les esprits, et des saints, que l'Église romaine elle-même reconnaît, vécurent, pendant le schisme, dans les rangs des partis opposés. D'autre part, on dispute, encore aujourd'hui, pour savoir si tels patriarches de Constantinople, effacés des diptyques par ordre des pontifes romains, furent véritablement et réellement schismatiques. Ce temps de confusion donna lieu aux princes, toujours comme à l'époque des papes d'Avignon, de se croire en droit d'étendre leur autorité sur le spirituel.

Les exemples ne manquent pas à l'appui de ce que nous avançons. Ainsi, Justinien ordonne, à Constantinople, une conférence entre les évêques catholiques et les évêques acéphales; mais il renvoie directement au pape le jugement de la doctrine des moines de Scythie et des Acémètes. Il laisse l'impératrice Théodora créer un antipape en la personne de Vigile: le pape légitime, retenu prisonnier, meurt de faim dans l'exil. Tels hérétiques, poursuivis à outrance par les édits des empereurs, se voyaient, dans le même moment, triomphants par l'influence des impératrices leurs épouses.

Les textes de Justinien ne doivent pas nous faire illusion sur ce point. Justinien admet et proclame le concile de Chalcédoine et c'est lui qui, en 544, publie dans l'affaire des *Trois chopitres*, un édit dont le sens est la condamnation indirecte de ce concile. Les patriarches et les évêques orientaux souscrivent à l'édit, de gré ou de force, et ces relations du gouvernement civil avec l'autorité spirituelle ne sont pas écrites dans le droit Justinien, mais dans l'histoire des intrigues de cour. D'où il suit que l'on se tromperait fort si l'on omettait l'histoire comme source de la connaissance des rapports juridiques entre les deux puissances, spirituelle et temporelle.

Cependant, Justinien ayant attiré le pape à Constantinople, obtient de lui le décret *Judicatum*, contre lequel s'élève le clergé de Rome, et que le pape retire. Justinien provoque alors la

tenue d'un concile que le pape, présent dans la ville impériale, refuse de présider, et qui tient ses sessions par ordre de l'empereur, en 553. C'était un fait encore inoui. Six mois après le concile, le pape le confirma indirectement et lui donna force et vigueur par une Constitution dans laquelle il adopte ses conclusions, sans le nommer toutefois, et le concile prend place parmi les œcuméniques.

D'autres sectes se formèrent sous le règne de Justinien qui, toujours préoccupé de discussions théologiques, tomba dans l'hérésie des *Incorruptibles*, peu avant sa mort. L'empereur prétendit imposer son opinion à tous les évêques de l'empire, et, irrité de la résistance qu'il rencontra, préludait à la persécution par l'exil de l'archevêque de Constantinople lorsqu'il mourut. En matière de religion, Justinien fut despote et sophiste.

220. Les patriarches de Constantinople s'étaient attribué le titre d'*œcuménique*. Saint Grégoire le grand, pape du temps de l'empereur Maurice, s'oppose à leur prétention, que favorisaient les évêques orientaux et la cour. Au commencement du siècle suivant, Phocas, sur la demande de Boniface III, intima aux archevêques de Constantinople de renoncer à ce titre, qu'ils reprirent dans la suite.

Les empereurs allaient plus loin, et ne se contentaient pas de favoriser l'évêque de Constantinople, de sorte qu'il parut tenir de la volonté impériale l'élévation de son rang. Ils voulurent exercer le droit de confirmation pour l'élection du pape, et recevoir une sorte de tribut à cette occasion. Justinien, en généralisant la mesure, avait réglé par tarif ce que payeraient de même, lorsqu'ils seraient élus, les évêques des sièges importants. Saint Grégoire résista, et il se trouva qu'il luttait contre un abus, qui s'introduisait alors dans l'administration civile, celui des exactions et des concussions érigées en système, et suscitant les récriminations des peuples. L'abus civil avait eu son retentissement dans l'Eglise, ainsi qu'on l'a vu souvent dans l'histoire, et l'Église soutenant sa cause, ainsi qu'on la vu souvent encore, soutenait la cause des peuples. Assez mêlé à la société pour recevoir l'atteinte des abus, le sacerdoce garde, par sa situation, une indépendance assez grande pour résister à l'abus : c'est l'un des côtés de ses relations avec l'autorité civile, qui pourrait être exposé plus longuement, mais que nous constatons.

Sous Justin II, Tibère, Maurice, dont les règnes terminent le sixième siècle, l'Église orientale fut paisible et soutenue par le pouvoir civil.

Nous avons parlé de l'*Ecthèse* d'Héraclius, au septième siècle, dictée en quelque sorte par le patriarche de Constantinople, chef insinuant et habile du Monothélisme; du *Type* de Constant II; du concile *in Trullo* ou *quini-sexte*, que le pape Sergius refusait d'approuver : Justinien II, irrité, envoya à Zacharie, son grand écuyer, l'ordre d'enlever le pape; c'étaient les relations du sacerdoce avec le despotisme byzantin se continuant comme aux âges antérieurs; mais il fut précipité du trône par Lonce. Avant que ce septième siècle se termine, l'Église d'Orient a vu s'organiser fortement des sectes, dont nous parlerons bientôt, et naître l'Islamisme.

221. Ces grands événements n'empêchaient pas les empereurs du huitième siècle de faire aux images une guerre acharnée, impitoyable. La persécution ouverte, l'astuce insidieuse, n'y firent point défaut. Constantin Copronyme put réunir trois cent trente-huit évêques pour condamner les images. Il n'était pas besoin d'attendre les âges de Henri VIII d'Angleterre pour voir toute une hiérarchie s'inclinant devant la volonté d'un despote. La même remarque est possible pour l'édit relatif aux Trois chapitres, présenté par Justinien à la souscription des évêques (Voy. *supr.*). Copronyme ne cessa, jusqu'à sa mort, de proscrire le culte des images, des saints, des reliques, de persécuter les orthodoxes, de se déchaîner contre les moines et la vie monastique. Léon Chazare, son fils, allait renouveler après lui la persécution lorsqu'il mourut, laissant à Irène le pouvoir, et à l'Église la liberté de tenir contre les Iconoclastes le deuxième concile de Nicée, septième œcuménique. Plus tard, cependant, Léon l'Arménien se fit encore persécuteur des images, et l'on revit, au commencement du neuvième siècle, toutes les fureurs anciennes du paganisme ravivées, c'est-à-dire la torture, les verges, l'exil, la prison, la mort, réservées aux catholiques restés fermes dans la foi.

222. La décomposition de l'empire romain était manifeste. Or, c'est une loi de l'histoire que, si un élément nécessaire à la vie de l'humanité vient à disparaître sur un point, il se rétablit dans le même temps sur un autre. Ce système de la pondération des forces nécessaires permet à des bandes errantes,

à des peuplades, à des races entières, d'exister longtemps sans organisation fixe, aux confins d'un vaste empire dont l'organisation sert de point d'appui à l'équilibre du monde. Si le vaste empire vient à se dissoudre, les peuplades, les bandes, les races s'organisent, sinon tout demeurerait livré à la confusion.

Le Nestorianisme, dont nous avons parlé, *supr.*, n° 52, texte, et note 3 *ibid.*, en signalant son mouvement d'expansion, qui fut le seul véritablement puissant tenté par le *monde grec*, faillit réunir tout l'Orient, y compris la Chine, dans une même communauté de croyance, et partant de civilisation. L'œuvre des Jacobites ne fut pas moins digne de remarque : ils faillirent constituer, par leur établissement et leur affermissement en Egypte une base territoriale d'opérations, si l'on nous permet ce langage, que nous cherchons encore pour la christianisation du continent africain. Quant à Mahomet, il ne fit pas entrevoir uniquement des *possibilités de remaniement des croyances* et *des races;* il réussit trop dans son entreprise. Car, s'il eût réussi moins complètement, l'islam eût été compris parmi les sectes chrétiennes.

Or, ces trois faits du Nestorianisme, du Jacobisme et de l'Islamisme sont contemporains entre eux et contemporains de la décomposition de l'empire romain d'Orient.

Le Nestorianisme, qui s'établit dans la Perse, dans les Indes, dans la Tartarie, dans la Chine, et qui fut le christianisme de l'extrême Orient, s'était appuyé sur une école, celle d'Edesse, plus tard transférée à Nisibe. Ce qui repose sur l'école est basé sur l'enseignement scientifique. A Constantinople, le Nestorianisme avait cherché l'appui et la faveur du pouvoir civil, et il rencontra la persécution.

Lorsqu'il eut commencé en dehors de l'Empire, sa marche vers l'Orient, il ne paraît pas avoir établi des relations quelconques du sacerdoce avec l'autorité civile ; il se propagea comme doctrine émanée de l'école, et se contenta de vivre en Perse sous un pouvoir bienveillant, au delà de la Perse sous des pouvoirs exempts de sentiments hostiles. Là où il trouva soit la doctrine de Confucius, soit la doctrine Bouddhique, il ne paraît pas qu'il soit entré en lutte. Et cependant, il se répandit et devint puissant. Mais, d'autre part, il a pu disparaître des régions où jadis il florissait, sans laisser d'autres souvenirs que ceux dont quelque rare monument épigraphique ou la mention obscure faite par un historien fera retrouver la trace par les érudits.

L'histoire des Jacobites est celle-ci : Les chefs des Monophysites, exilés, emprisonnés, traqués par le pouvoir civil, divisés entre eux, comprirent qu'il fallait se reconstituer ou périr. Ils mirent de côté les opinions secondaires qui les divisaient, rompirent avec les catholiques, et résolurent de former une société distincte, une Église à part. Pour l'exécution de ce projet hardi, ils choisirent Jacques Baradée, moine syrien, homme simple et ignorant, mais d'une activité infatigable, et zélé jusqu'au fanatisme. Ils le sacrèrent évêque d'Édesse, avec le titre de métropolitain universel. Couvert de haillons, Jacques parcourut tout l'Orient, établissant des prêtres, des évêques et toute la hiérarchie ecclésiastique. Ses succès furent grands en Syrie, en Mésopotamie et dans les régions voisines. L'Arménie fit défection et data de cette époque une ère nouvelle. Mais l'Egypte, surtout se convertit en masse: les hommes revêtus de l'autorité au nom des empereurs gardèrent la foi du concile de Chalcédoine ; ce furent les impériaux ou Melchites. Le reste de la population, sous le nom de *Coptes*, les indigènes, furent Jacobites. Les Églises d'Ethiopie et d'Abyssinie reçurent les évêques jacobites des mains du patriarche Copte. Il n'y eut plus qu'une secte, qu'un symbole. Eux aussi, les Jacobites vécurent sans aucune relation du sacerdoce avec le pouvoir civil, mais non comme école scientifique. Ils vécurent de la foi ardente ou du fanatisme du fondateur. Jacques fut, quant à son caractère personnel et à la nature de son ministère, une sorte de Mahomet. Il eut en moins l'épée.

L'Arménie reçut les Pauliciens, reconstituant le Manichéisme sous une forme adoucie. Ces Pauliciens devaient être les ancêtres de Cathares et des Vaudois, qui, eux aussi, vécurent sans relations d'un sacerdoce quelconque avec l'autorité civile, et qui périrent dans leur lutte contre toute autorité quelle qu'elle fût.

225. L'union, assez souvent compromise, du patriarche de Constantinople avec le siège de Rome fut rompue au neuvième siècle. Bardas, dont le commerce incestueux avec sa belle-fille était notoire, exposé aux reproches du patriarche Ignace, l'exila et le remplaça par Photius qui fut déposé sous Basile, puis rappelé par le même empereur, puis déposé de nouveau en 886. Le pouvoir civil élevait et renversait. Deux conciles de Constantinople, non reconnus par les Latins, furent tenus : le schisme Photien ne fut consommé définitivement qu'en 1034,

sous le patriarche Michel Cérulaire. Le nouvel état de choses allait être suivi de modifications que Mortreuil indique dans les termes suivants (15), auxquels il faut ajouter dans l'Empire d'Orient, la mention expresse de l'asservissement irrémédiable du sacerdoce à l'autorité civile, en l'absence d'un pouvoir modérateur du dehors, existant dans l'institution de la papauté :

« Le concile de 879 a été le dernier concile oriental. L'Église grecque a été régie depuis lors par une constitution synodale, qui présente comme une diète ecclésiastique permanente. Sa constitution ecclésiastique est collégiale et lorsque, après la séparation, il y a eu en Occident un grand nombre de conciles, l'Église d'Orient a été constamment gouvernée par des décisions synodales. Les *sentences synodales* sont les décisions rendues par les assemblées d'évêques réunies sous la présidence des patriarches de Constantinople. Ceux-ci faisaient aussi des règlements de discipline ecclésiastique, auxquels adhéraient les évêques des métropoles ; alors, ces règlements avaient la même autorité que les sentences synodales et recevaient le nom de *Lettres synodales*. Les *Réponses canoniques* contenaient la solution de questions proposées aux patriarches, soit par d'autres évêques, soit par des inférieurs. Elles n'étaient point obligatoires comme les sentences ; c'étaient de simples consultations ou règles de conduite. Les *Méditations* étaient des décisions canoniques spontanées, des controverses de droit ecclésiastique. »

Les sources du droit canonique comprennent dès lors : les lois civiles ; les canons des conciles reconnus par les Grecs ; les Sentences synodales, Réponses et Méditations. Les Grecs désignent généralement la collection du droit canonique par l'expression de *Syntagma*.

224. « Le clergé n'eut jamais dans l'empire d'Orient d'existence indépendante et libre ; il ne forma pas, au sein de la société politique, une corporation étroitement unie, se régissant par ses propres droits ; il vécut au contraire sous la dépendance continuelle de l'autorité impériale, toujours soumis à la volonté du pouvoir temporel. Ainsi, les empereurs furent non seulement les chefs du corps ecclésiastique ; mais encore les arbitres de la croyance de leurs sujets. Ils présidaient aux délibérations synodales, qui n'avaient d'autorité que par leur

(15) Mortreuil, t. II, p. 480.

sanction ; ils nommaient, déposaient, transféraient, exilaient et rappelaient les patriarches ou autres dignitaires de l'Eglise, d'une manière presque arbitraire. Ils disposaient des honneurs, en élevant à leur gré de simples évêchés au rang de métropoles. Si quelquefois le clergé osa résister, c'est qu'alors il était l'instrument actif de l'opinion publique, qui le soutenait. Sa résistance était le signe précurseur ou l'occasion d'un changement de gouvernement, après lequel il rentrait, comme auparavant, dans la dépendance (16). »

Si l'on ne consultait que la détermination officielle des emplois ecclésiastiques, on croirait à plus d'indépendance, à une sorte de *self government*. Le grand économe avait l'administration générale des biens et de la fortune ecclésiastiques ; le surveillant suprême des couvents de moines *sacellaires*, visitait les monastères, percevait leurs revenus, faisait les rapports sur la conduite des moines ; le grand surveillant de la sacristie était l'administrateur du mobilier de l'église; le grand chancelier était dépositaire des actes relatifs aux droits ecclésiastiques, jugeait les différends entre ecclésiastiques, les questions de validité du mariage, dressait les protocoles ; le grand intendant des couvents de religieuses était leur sacellaire spécial ; le premier défenseur était chargé de la défense des captifs et juge de toutes causes déférées au tribunal ; le protonotaire, résidant auprès du patriarche, avait la correspondance avec les princes et dignitaires et la rédaction des actes synodaux ; le trésorier ou logothète discutait et dressait les comptes des revenus ecclésiastiques ; à un degré inférieur venaient le surveillant des vêtements, le garde du sceau, l'écrivain, ainsi de suite, en descendant jusqu'au portier et au lampiste.

La juridiction épiscopale, telle que l'avait faite Justinien, fut étendue par Héraclius : il ordonna que toute contestation civile où se trouverait engagé un clerc ou un moine serait jugée en première instance par les délégués du patriarche, et en appel par le patriarche lui-même. Les synodes eurent compétence pour des contestations spéciales où les laïques seuls étaient intéressés, et le nombre s'en accrut. Andronic Paléologue entreprenant une réforme judiciaire confia au clergé la plus grande part dans l'administration de la justice : il institua un tribunal de quatre juges, versés dans la connaissance des lois civiles, et comprenant de droit un évêque, pour

(16) Id., t. III, p. 58. — Pour ce qui suit, cf. id., p. 69, 96, 99.

rendre la justice au milieu du temple. Cette institution subsista dans les provinces jusqu'à la date de la prise de Constantinople par les Turcs. Les magistratures communales partagèrent avec le clergé toute leur influence et toute direction. Nous citons en note le serment que prêtait le juge (17).

225. Tandis que la législation civile change peu dans l'empire Byzantin et se modifie plutôt dans la forme qu'au fond, toute la sollicitude impériale se porte sur la société religieuse, ainsi que l'indique un rapide coup d'œil sur les Novelles.

Nov. de Romain III, allouant sur le trésor impérial une somme annuelle pour l'Église Majeure. — *Nov.* de Constantin Monomaque, qui fixe les droits des évêques sur la célébration des mariages. — *Nov.* d'Isaac Comnène déterminant ce qui est dû à l'évêque pour les ordinations, ce qu'il doit percevoir sur les villages de trente feux, de vingt feux, de dix feux. — *Nov.* de Nicéphore Botoniates, concédant au patriarche le droit d'intercéder trois fois par an auprès de l'empereur pour lui rappeler le souvenir de ceux qui sont dans l'exil. — *Nov.* du même, ordonnant que les sentences synodales sur les mariages recevront exécution. — *Nov.* d'Alexis Comnène, l'une pour les procès entre laïques et ecclésiastiques ; une autre qui soumet au patriarche l'administration spirituelle et temporelle des monastères, et qui prescrit un apport du novice pour son admission, ou son renvoi dans un monastère riche lorsqu'il est pauvre et ne peut faire un apport ; une autre qui restitue les

(17) « Ayant été choisi par la sainte Église de Dieu et par notre puissant et saint Seigneur et Empereur pour être juge suprême de tous les Romains, je m'engage, par cette promesse écrite, à décider, en la présence de Dieu, toutes les contestations qui me seront soumises, suivant la science et la force qui sont en moi et selon la justice. Je ne jugerai contre ce qui me paraîtra juste ni par crainte, ni en considération du rang des personnes, ni à cause des présents, ni par amitié, ni par haine. Je ne me laisserai séduire ni par les gémissements et les pleurs de celui qui doit être jugé, ni par aucune autre passion ; mais je remplirai en toute justice et droiture cette grande et importante fonction, et je jugerai selon qu'il me paraîtra juste. Si je ne remplis pas ainsi mes devoirs et si je viole, en l'une des manières ci-dessus désignées ce que j'ai promis, je serai jugé comme un homme perfide et sans honneur par notre puissant et saint Seigneur et Empereur. Toute ma fortune me sera ravie, ainsi que tout ce qui pourra satisfaire aux besoins de la vie. Mon corps subira tous les tourments que notre puissant et saint Seigneur et Empereur m'infligera. Ni le patriarche, ni aucun archiprêtre ou ecclésiastique n'intercédera en ma faveur ; mon âme sera sous le coup du jugement du saint Évangile, que j'ai reçu de mon très saint Seigneur le patriarche œcuménique, et de l'excommunication qu'il a prononcée à cause de ce crime. »

vases sacrés enlevés aux églises, et maudit comme sacrilège la profanation de ces vases; une autre qui confirme le *canon* ou droit de l'évêque à un revenu d'après le nombre de feux des villages ; une autre pour l'érection des évêchés en métropoles : « Mon pouvoir impérial, usant du privilège accordé par les saints canons, dit Alexis, a décidé qu'aucun évêché ne sera élevé à un rang supérieur qu'autant que l'empereur, de son propre mouvement, accordera cette distinction » ; une autre qui déclare les fiançailles indissolubles, comme le mariage, attendu que la Constitution impériale a prescrit la bénédiction pour les fiançailles ; une autre permettant le mariage entre oncle et nièce ; une autre pour ordonner de bénir les mariages des esclaves, comme ceux des personnes libres, et leur conférant la liberté si le maître refuse ; une autre sur l'élection des plus instruits dans le clergé, qui doivent être préférés à tous ; une autre sur le rang à conserver à chaque clerc, l'enseignement à confier à ceux qui ont la science, les revenus assignés aux maîtres ou docteurs. — *Nov.* de Jean Comnène, interdisant aux agents du fisc toute exaction dans les domaines des archevêques et évêques. — *Nov.* de Manuel Comnène, menaçant de diverses peines ceux qui s'écartent des articles de foi approuvés par l'empereur et par le synode; autre prononçant la déposition du patriarche Cosmas Atticus; autre pour suppléer aux titres incomplets ou irréguliers des églises possédant des immeubles ; autre qui défend aux ecclésiastiques de tenir des comptoirs de change ou de banque ; autre sur les possessions de l'Église de Sainte-Sophie ; autre pour interdire aux églises et aux monastères d'étendre leurs possessions actuelles ; autre pour renvoyer dans leurs diocèses les évêques qui prolongent leur séjour à Constantinople; autre adressée aux agents du fisc pour que rien ne soit enlevé des biens ayant appartenu aux évêques décédés ; autre portant énumération des jours fériés, pendant lesquels on ne peut tenir audience ; autre qui défend de reléguer dans un monastère, selon les Constitutions antérieures, le meurtrier volontaire et réserve la connaissance de ces causes aux juges de l'Église Majeure ; autres qui prohibent le mariage jusqu'au septième degré; autre sur le temps de noviciat des femmes entrant dans un monastère. — *Nov.* d'Alexis Comnène II : Confirmation des biens des Eglises et monastères ; exemptions de tributs. — *Nov.* d'Isaac l'Ange : les élections ecclésiastiques ne seront valables que si tous ceux qui doivent élire ont été convoqués ; autre : les femmes des ecclésiastiques

élevés au pontificat devront se retirer dans un monastère avant l'ordination de leurs époux, et signer le consentement donné; autre: les élections pour les églises élevées par une Constitution impériale à un rang supérieur, se feront selon les formes canoniques suivie dans l'Église majeure. — *Nov.* de Jean Ducas: Nul agent du fisc ne pénétrera dans les domaines des archevêques ou évêques décédés, pour enlever quoi que ce soit ; l'administration en sera confiée à une personne désignée, qui s'en chargera en présence de tout le clergé, jusqu'à l'arrivée d'un nouveau pontife. — *Nov.* d'Andronic II Paléologue : à la mort des évêques, leurs biens ne doivent pas être dilapidés ; autre : sur le rang des métropoles. — *Nov.* d'Andronic III : Privilèges concédés à l'Église de Monembasie, en Morée. Alexis II et Andronic I avaient pareillement concédé à titre spécial des privilèges à la communauté du Mont-Athos.

226. Cette énumération, un peu aride, est celle de la légalité elle-même. Ces textes législatifs disent quelle fut l'attitude du pouvoir civil byzantin à l'égard du sacerdoce, et réciproquement. Plusieurs de ces dispositions des empereurs de Constantinople, séparés de l'Occident dans la vie religieuse, aussi bien que dans la vie politique, pourraient être l'objet de rapprochements fort curieux avec le droit canonique de l'Occident, ou avec certains courants d'idées canoniques. Ainsi, une *Nov.* d'Alexis Comnène ressemble fort au célèbre Chap. *De Magistris* de Honorius III, inséré par lui dans la *Quinta Compilatio*, et passant de là dans le *Corpus juris can.*, pour servir de base à la collation des bénéfices durant tout le cours du moyen âge et devenir l'une des causes de la splendeur des Universités durant le même temps.

Ainsi, les diverses Constitutions sur les biens des évêques décédés ont donné cours à des *idées canoniques*, plutôt qu'à une législation, dont nous retrouvons encore présentement le souvenir (Voy. *supr.*, n° 174). De même en ce qui touche les réformes judiciaires de Héraclius et d'Andronic Paléologue d'une part, et la juridiction épiscopale en occident, d'autre part (Voy. *supr.*, n° 151). En sens contraire, la bénédiction autorisée par le pouvoir civil pour les fiançailles, suffisante pour les rendre indissolubles, à raison de la volonté du prince.

Nous omettons une autre source officielle du droit canonique byzantin, nous en abstenant de tout examen, de toute énumération des Sentences synodales et des Lettres des patriarches, à partir de Michel Cérulaire jusqu'à la prise de Cons-

tantinople. Ces documents (18) concernent plus généralement le droit ecclésiastique interne, et, dans tout ce qui a rapport spécialement aux relations du sacerdoce avec l'autorité civile, ne sont qu'un commentaire des décisions impériales, ce qui nous dispense d'insister.

§ 4. — *Droit des barbares. — Lois Salique, Ripuaire, Alamannique, Bavaroise, Burgonde, des Frisons, des Angles, des Wisigoths, des Lombards.*

227. Le droit d'une nation, dit Savigny (1), est semblable à sa langue; il n'existe que par une suite continuelle de *transformations* et de changements. Le fait de la persistance du droit romain en Occident doit donc être accompagné de cette réserve nécessaire. Les Barbares le modifièrent en le continuant. Nous allons suivre ces modifications.

A la chute de l'empire d'Occident, en 476, les sources du droit étaient : les écrits des jurisconsultes, d'après les règles établies par la constitution de Valentinien III ; les rescrits composant les codes Grégorien et Hermogénien ; le Code de Théodose II; les Novelles, suite et supplément de ce code (2).

Après la chute de l'empire, on vit, en moins de trente années, quatre essais de codification indépendants les uns des autres : l'édit de Théodoric, roi des Ostrogoths; le Breviarum d'Alaric, roi des Visigoths ; le Papien, chez les Bourguignons ; les compilations de Justinien en Orient (3).

On ne doit pas être étonné de voir les rois barbares, aussitôt après leur installation dans les provinces de l'empire, s'ériger en législateurs. Les écrits des grands jurisconsultes romains avaient éclairé par la doctrine les sources du droit, savoir : les anciens décrets du peuple, les sénatus-consultes, les édits des magistrats, les Constitutions impériales et les coutumes. Mais leurs ouvrages étaient nombreux et considérables. Entre eux, ils différaient souvent d'opinions. Valentinien III, en 426, avait dû accorder aux seuls Papinien, Paul, Gaius, Ulpien et Modestin, la qualité d'interprêtes officiels du droit dans leurs ouvrages.

(18) Cf. Mortreuil, t. III, p. 383 et suiv.

(1) Savigny, *Hist. du dr. romain au moyen âge*, t. I, p. 29.
(2) Id., p. 35.
(3) Id., p. 36.

Cependant les sources ainsi réduites n'étaient pas encore assez abrégées pour des temps où l'étude trouvait peu de loisirs. Les abrégés de Théodoric, d'Alaric et de Papien, répondaient donc à un désir, à un besoin de la jurisprudence romaine, lorsqu'ils parurent. Et cela est si vrai que l'œuvre de Justinien dans le même moment, bien supérieure sans doute, naît de ce même désir, de ce même besoin. C'est un courant tout à fait romain que suivent les barbares ; ils pensent innover aussi peu que possible ; ils *romanisent*.

D'autres idées *romaines* ou d'autres faits *romains* inspirent les barbares. L'Italie se composait d'un grand nombre de républiques qui, soumises aux Romains, s'administraient cependant elles-mêmes. « Ce libre régime des cités est le caractère fondamental de l'Italie » ; c'est encore Savigny qui l'affirme. De là l'organisation des municipes. Mais, d'autre part, nous avons expliqué comment les confréries, les sodalités, les *collegia* avaient abouti à constituer la personne morale des corporations (Voy. *supr.*, n° 134), qui vécurent dans leur indépendance, se gouvernèrent elles-mêmes et furent en quelque sorte des *municipes de personnes*, se modelant sur les municipes territoriaux. Or, la légalité des corporations fut appliquée à l'Eglise, qui eut la personnalité. L'indépendance des municipes et des corporations passa à l'Église, qui se gouverna elle-même. Et l'Église, même sous les barbares, garda sa loi, qui était la loi romaine.

Ce fut par l'Église que subsista, au milieu des barbares, ce peuple romain « sans lequel la conservation du droit devient inutile et même impossible », selon Savigny, attendu que la conservation du droit et son origine *dépendent nécessairement* de la condition, et premièrement de l'existence du peuple que ce droit régit.

Le littérateur, l'artiste, ne créent pas. Ils puisent dans le fonds commun de l'humanité, dans la masse flottante des idées et des opinions du temps, ce qu'ils appellent la pensée créatrice. Leur œuvre appartient à la société pour cette partie qu'ils en ont prise dans le milieu ambiant où ils vivaient (4). Ainsi en est-il pour le législateur, et nous avons pu dire que des idées romaines et des faits romains ont inspiré l'édit, le *Breviarium*, le Papien. Rien n'est plus exact et plus vrai.

(4) M. de Folleville, à son cours, mars 1882. — Cf. Mortreuil, t. I, p. VI : Le droit est une science qui repose sur les efforts constants de plusieurs siècles, et qui est toujours la résultante de forces antérieures.

D'ailleurs, quand les États nouveaux se fondèrent, les Romains perdirent la domination, mais ce fut tout. « Une foule de Romains furent tués, chassés, ou réduits en esclavage : ces rigueurs n'atteignirent que les individus et ne furent jamais dirigées contre la masse de la nation (5). » Le droit personnel devint le droit commun nécessaire ; l'Église conserva l'influence acquise par les idées et sauva les restes de la nationalité romaine ; l'Eglise eut pour *loi personnelle* le droit romain ; les barbares trouvèrent dans le milieu ambiant la raison de leur législation ; tel est, en peu de mots, le résumé de la continuation du droit romain en Occident, par voie de transformation opérée par les barbares.

Laurent, dans ses *Études sur l'histoire de l'humanité* (6), s'exprime ainsi : L'unité est essentielle à l'ordre social. L'Eglise chrétienne enseigne l'unité de Dieu, et de cette unité dérive celle du dogme et du culte. L'Eglise se donne pour mission terrestre de fonder l'unité. Elle s'appuie sur Rome douée au plus haut degré du génie de l'unité. *Voilà pourquoi elle vit d'après le droit romain.*

Citons, encore une fois, Savigny (7) : « Les églises, considérées comme personnes juridiques, suivaient naturellement le droit romain. D'abord, elles l'avaient toujours suivi, et le maintien de leurs droits était alors pour les peuples article de foi ; en outre, il leur était indispensable à cause des règles qu'il contenait sur leurs nombreuses prérogatives, et sur tant de matières spéciales, étrangères au droit germanique. Les mêmes motifs existaient pour les droits personnels des clercs, quelle que fût leur origine.

« Le clergé formait une *nation* nouvelle, dont les membres étaient engagés par une foule de privilèges à adopter le droit romain. Aussi, en général, les églises et les clercs étaient considérés comme Romains, Dès l'an 560, Clotaire roi des Francs, déclare que les Eglises, les ecclésiastiques et les *provinciales*, c'est-à-dire les Romains, obéissent au même droit. Cette règle est aussi reproduite dans la loi Ripuaire et dans les auteurs Francs des neuvième et onzième siècles. On la retrouve dans les lois des anciens rois Lombards, et dans les

(5) Savigny, t. I, p. 89.
(6) Laurent, *Féodalité et Église*, 2e éd., p. 12.
(7) Savigny, t. I, p. 104. — *Nota.* Savigny, t. I, p. IX, donne une ample et très utile indication des sources à consulter.

lois et les auteurs depuis la conquête des Francs. En Lombardie, les églises et les ecclésiastiques renonçaient souvent à leur *privilège* et préféraient suivre leur droit national, mais cette exception ne s'étend pas hors de la Lombardie. »

228. *Loi salique.* Si, de l'énoncé des faits généraux, nous passons à l'étude de la légalité positive et des textes, nous rencontrerons d'abord la loi Salique. — *Ex editione Heroldi*, tit. 71 : Celui qui, volontairement ou par négligence, incendie une basilique paiera 200 sous (8). *Ex editione Lindenbrogii* : Celui qui incendie l'Eglise sanctifiée (par la consécration), où reposent les saintes reliques, celui qui dépouille l'autel de cette église, celui qui en enlève quelque richesse, paiera 200 sous. Celui qui tuera un diacre paiera 300 sous ; pour un prêtre il paiera 600 sous, pour un évêque 900 sous. Ce texte est beaucoup plus détaillé et complet. *Ex editione Schilterii, e codic. Parisiens.* Pour l'incendie, 200 sous, pour dépouiller l'Eglise 30 sous, pour tuer le prêtre 200 sous, pour le meurtre du diacre 200 sous (9).

Ce sont là les nouvelles relations légales qui s'établissent avec les barbares quant aux biens, et quant aux personnes ecclésiastiques.

229. *Loi Ripuaire.* La loi Ripuaire ne distingue pas les degrés de la hiérarchie. Tit. 10 : Celui qui aura mis à mort un ecclésiastique : *Hominem ecclesiasticum interfecerit,* paiera 100 sous, ou fera serment avec 12 *conjurateurs*. Dans toute composition, lorsque le Ripuaire devra 15 sous, l'ecclésiastique et l'homme du roi composeront pour moitié, et si la somme est plus élevée, cette proportion sera gardée (10). Tit. 14 : Celui qui aura mis à mort une femme ecclésiastique ou royale *parientem*, paiera 300 sous ou fera serment avec 36 conjurateurs.

Si petite que soit la ressemblance de ces dispositions avec celles qui concernent l'immunité des clercs dans le dernier état du droit romain, l'identité de principe se reconnaît tout d'abord. Le sacerdoce fait admettre dans une certaine mesure ses privilèges transportés de la légalité romaine dans la légalité des barbares.

(8) Walter, *Corpus juris germanici antiqui*, t. I, p. 87.

(9) Id., t. I, p. 137.

(10) Walter, t. I, p. 168. — *Parientem*, celle qui est encore d'âge à donner des enfants.

230. *Loi Alamannique.* La loi des *Alamanni* ne se renferme déjà plus dans une brièveté si grande. Son prologue nous avertit qu'elle fut délibérée au temps du roi Clotaire, avec le concours de 33 évêques, de 34 ducs, de 72 comtes, et du reste de la nation (11). Ces quelques mots contiennent toute une révélation des nouveaux rapports établis entre le sacerdoce et le pouvoir civil. Les évêques n'avaient pas été appelés sous les empereurs chrétiens à la confection directe de la loi. Aussi, les vingt-trois premiers titres du code Alamannique, car il s'agit d'un véritable code, et le titre 38 de l'édition de Lindenbroch et de Baluze, qui est le titre 39 de l'édition de Hérold, sont-ils consacrés exclusivement, et avec détail, aux biens, privilèges et revenus ecclésiastiques ; aux personnes ecclésiastiques ; au moyen de preuve et au principe de la composition, appartenant aux barbares, mais que l'Église s'empresse d'admettre ; à l'intervention du bras séculier, comme dans les beaux jours de Constantin et de Théodose.

Tit. 1, l. 1 : Tous dons en faveur des églises sont libres : une charte dressée en présence de six témoins et du prêtre qui dessert l'église, (la réminiscence du droit romain dans cette forme solennelle est manifeste), sera déposée sur l'autel et l'Eglise aura acquis à titre perpétuel. — L. 2. Celui qui voudrait enlever à l'église une portion de la propriété ainsi concédée, fût-ce le donateur lui-même, encourra l'excommunication de la sainte Église ; il encourra l'amende inscrite dans la charte, il rendra le bien usurpé et paiera le *fredum*. — Tit. 19. Le laïque ne peut acquérir de l'église sans une charte consentie *a pastore Ecclesiæ*. — Tit. 20. Le prêtre ne peut vendre ce qui appartient à l'église, soit choses, soit personnes. S'il fait un échange, il en sera dressé acte, *epistola firmitatis*. — Tit. 21. Le *mancipium*, l'esclave, homme ou femme, le fugitif sera rendu, ou composition triple. — Tit. 22. Les serfs et serves de l'Église paient le tribut, et, en principe, doivent la moitié de leur temps ou de leur travail. — Tit. 23. Le tribut des colons de l'Église sera le même que celui des colons du roi à l'égard du roi. Le colon, appelé par ordre scellé de l'évêque, où envoyé par lui, par ordre scellé, obéit à la jussion ou paie composition pour sa négligence. — C'est par l'usage et l'emploi de cette jussion épiscopale que les relations rapides s'établissent entre différents points du territoire.

(11) Walter, *Corp. jur. germ. antiq.*, t. I, p. 198.

Tit. 2, l. 1. L'homme libre peut donner ses biens en la manière indiquée ci-dessus, pour les tenir ensuite de l'Église à titre de bénéfices. Après sa mort, le fils ne sera pas admis à prouver, par le serment des conjurateurs, qu'il est demeuré vrai propriétaire, et s'il le tente, il paiera l'amende inscrite dans la charte. — L. 2. Si la charte est perdue et ne peut être représentée, il sera recevable pour produire les conjurateurs, et il obtiendra le bien qu'il réclame. — [Notons ce mélange du droit barbare sur la preuve, venant en aide au droit romain sur la propriété, réglementé par le titre 6 : Les conjurateurs posent la main sur la châsse où sont les reliques des saints, et celui qui est en cause pose sa main par dessus toutes les autres ; c'est lui *qui prononce les paroles.* — Tit. 7. S'il s'agit de biens enlevés à l'église, les conjurateurs posent la main sur l'autel.] — Le principe ecclésiastique se combine avec le droit barbare, comme il s'était combiné avec le droit romain. Ces transformations du droit sont sanctionnées par l'Église.

Tit. 3 et 4. Le droit d'asile des églises est constitué de telle sorte que le prêtre est le *gardien* de celui qui invoque ce droit. Si c'est un esclave, et qu'il s'échappe, le prêtre se mettra à la recherche de l'esclave pour le rendre à son maître, et s'il ne le ramène pas, il en fournira un autre ou paiera la valeur de l'esclave. — Le droit d'asile, réglé dans le dernier état du droit romain, se combine d'ailleurs avec le principe barbare ou germain de la composition.

Tit. 5. Même observation pour les ravisseurs des biens des églises.

Les dispositions qui concernent les personnes ecclésiastiques ou vivant sous la protection de l'Eglise, sont nombreuses. Elles accommodent selon le droit barbare le principe de l'immunité. — Tit. 8. Pour le meurtre du serf de l'Église, composition triple, comme pour le serf du roi. — Tit. 9. Pour le meurtre du colon relevant de l'Eglise, composition égale à celle du meurtre de l'Alaman. — Tit. 10. Celui qui pénètre en armes dans l'enclos de l'évêque paiera 18 sous ; s'il est entré dans son habitation, *si domum intraverit*, il payera 36 sous. — Tit. 11. Pour avoir pénétré dans l'enclos du prêtre, 18 sous ; dans sa cabane, *infra casam*, 36 sous. — Tit. 12. La composition pour l'évêque frappé, blessé ou tué, sera celle qui convient pour le duc : la somme sera versée aux mains du roi, du duc ou à l'Eglise. — Tit. 13. Pour le prêtre *parrochianus*, la composition sera du triple ; en cas de meurtre, on payera 600 sous à l'église

qu'il desservait ou à l'évêque. — Tit. 14. A l'égard du diacre, composition double ; en cas de meurtre, 40 sous. — Tit. 15. Le moine est assimilé au diacre. — Tit. 16. Il y a composition pour injure faite au clerc, spécialement pour celui qui chante le graduel et l'*alleluia* devant l'évêque. — Tit. 17. Composition pour l'homme dont l'affranchissement a eu lieu dans l'église. — Tit. 18. La femme serve, affranchie devant l'Eglise et appartenant à la nation des Alamans, si elle épouse un serf de l'Eglise donne le jour à des serfs, mais elle-même, pendant trois ans, garde la faculté de se retirer, pour ne pas contracter les obligations du servage.

Tit. 38. L'esclave qui travaille le dimanche sera fouetté ; l'homme libre sera réprimandé trois fois, et ensuite perdra le tiers de ses biens. S'il continue de nouveau à se livrer aux œuvres *serviles*, le jour du Seigneur, il deviendra personnellement *serf* à perpétuité. — Le jeu de mots est dans la loi elle-même d'intervention du bras séculier. On croirait entendre l'empereur Julien, qui affectionnait ce genre d'esprit, venant en aide à la persécutien (12).

231. *Pacte des Bavarois* (13). Le Pacte des Bavarois cite Moïse dans son prologue, s'autorise des paroles de l'Écriture sainte dans son texte, et il énonce le but principal des législateurs, Thierry, Childebert, Clotaire, Dagobert, à savoir l'abolition des coutumes païennes et l'introduction de la loi chrétienne parmi les barbares.

Le titre 1 du Pacte est divisé en quatorze chapitres, qui suivent l'ordre et reproduisent les dispositions législatives de la Loi Alamannique sur la liberté des dons faits à l'Église (14), la fraude ou le vol nuisibles à l'Eglise, l'esclave ou serf d'Eglise (15), le droit d'asile, l'incendie des édifices sacrés, le clerc, le moine, le prêtre, l'évêque, et le ch. 2 du tit. 6 est consacré au repos du dimanche. Les variantes sont les suivantes :

Ch. 4, l. 1, 2. Celui qui aide dans sa fuite au delà des frontières le serf ou la serve d'Église paiera composition, se mettra à sa recherche, et, s'il ne peut le trouver ou le ramener, le

(12) Quant à l'expression d'*œuvre servile*, elle est devenue fondamentale dans l'interprétation de la loi écclésiastique du repos dominical.

(13) Walter, *Corp. jur. germ.*, p. 237, Prologue ; p. 243 et s., texte du Pacte ; p. 293, *Decreta Tassilonis*, faisant suite au Pacte.

(14) *Decreta*, l. II, p. 293.

(15) *Decreta.*, *De popularibus legibus*, l. 9-12, p. 297.

remplacera par un autre semblable, ou payera 15 sous. — Ch. 6, l. 1. Si celui qui a incendié l'église est un esclave, il perdra les mains et les yeux, *ut amplius non valeat facere malum*. — Tit. 6, ch. 2, l. 3. L'esclave qui travaille le dimanche sera battu de verges ; s'il persiste, il perdra la main droite. — L. 1 et 2. L'homme libre sera réprimandé deux fois, dans le même cas. S'il continue, on lui administrera 50 coups de bâton sur le dos. Pour la récidive, il perdra la *liberté* puisqu'il n'a pas voulu vivre en homme *libre* au jour du dimanche. — Tit 1, ch. 11, l. 1. Si l'évêque nommé par le roi ou élu par le peuple, est mis à mort, on fera une tunique de plomb de la taille du défunt et le meurtrier paiera en or le même poids qui sera celui de la tunique, sinon lui, sa femme, ses enfants deviennent esclaves de l'Église. — L. 2. Si l'évêque était coupable de quelque crime, il ne sera point mis à mort, à cause de sa qualité de pontife, mais il sera traduit devant le roi, devant le duc, ou devant son peuple assemblé pour le *mall*. — L. 3. Si l'évêque est convaincu de crime, tel qu'homicide, adultère, entente avec l'ennemi, il sera jugé d'après les canons, et déposé ou exilé, selon le cas.

Le Pacte des Bavarois édicte des pénalités empreintes de barbarie, ou parfois accompagnées d'un raffinement que l'on pourrait dire ingénieux. Il nous fait connaître la discipline relative à la nomination de l'évêque, dont il restreint grandement l'immunité, puisqu'il admet le jugement de l'évêque par le roi, le duc, ou l'assemblée du peuple.

Dans les *Decreta Tassilonis* faisant suite au Pacte, se trouve élucidé un point important du droit ecclésiastique (16). L'an 772 de l'Incarnation, le 22e du règne de Tassillon, est-il dit, l'assemblée des grands étant réunie à Dingolfing (ville de Bavière sur l'Isar), afin de statuer sur les monastères d'hommes et de femmes, en sauvegardant les privilèges épiscopaux et les institutions de la nation, telles qu'elles ont été établies par les nobles et par les plus instruits, avec l'assentiment de toute la nation, les lois canoniques et les règles des ordres religieux ont été déroulées en présence des évêques et des abbés, ainsi que les écrits des Pères, et aucun témoignage n'a pu être rencontré qui permît de confier les paroisses aux moines ou de les autoriser à conférer le baptême public, à moins qu'il n'y ait péril de mort, et à l'exception du baptême pouvant être

(16) *Decreta*, p. 294.

conféré, une fois chaque année, pour les habitants de leur propres villas situées dans un voisinage très rapproché. Tous les abbés ont donc fait profession de ne vouloir aucunement s'immiscer dans les fonctions du ministère à l'égard des peuples, mais de les laisser pleinement sous la puissance de l'Ordinaire, ainsi qu'il est prescrit par les saints synodes et par les décrets des Pères anciens. Et les évêques ont professé vouloir garder, en ce qui concerne les religieux, la sollicitude de la charité, de telle sorte que l'autorité canonique et la concorde spirituelle règnent à la fois.

232. L'enseignement canonique sur ce point est le suivant: Les religieux ou moines ne sont incapables d'exercer les fonctions du ministère à l'égard des peuples ni en vertu du droit naturel, ni en vertu du droit divin. Le *Decretum*, *part.* 2, *caus.* 16, *quæst.* 1, cap. 36, ne veut pas que le moine soit appelé dans les rangs du clergé séculier, parce que ce qui convient à l'un n'est pas ce qui est requis pour l'autre : *Cum aliquando etiam bonus monachus vix bonum clericum faciat.* Il s'appuie sur s. August. ad Aurel., epist. 76. Cependant, *eod.*, cap. 21, *Doctos*, le Decretum autorise les religieux à prêcher et baptiser. Et, dans la *part.* 1, *Distinct.* 55, le pape Gélase permet aux évêques de Lucanie et du Brutium, cap. 1, *Priscis*, d'employer les religieux là où il y a insuffisance du clergé séculier. La décrétale *quod Dei timorem* de Clément III, *Decret.*, lib. 3, tit. 35, cap. 5, a donc pu affirmer que les anciens canons « permettent » de désigner le moine ou religieux comme prêtre chargé du gouvernement d'une paroisse, mais en rappelant que le concile de Latran y met la condition d'adjoindre au religieux, devenu véritable curé, un de ses frères avec lequel il gardera la vie commune. Et Clément III déclare ne pas soumettre à cette restriction les chanoines réguliers, qui ne sont pas des religieux proprement dits.

Dans les *Decreta Tassilonis*, l'incompatibilité est absolue : elle est envisagée comme contraire aux canons, aux écrits des Pères, aux institutions civiles, à l'autorité de l'évêque. Dans le *Decretum Gratiani*, elle est l'objet d'une tolérance qu'il faut ne pas étendre. Dans les Décrétales Grégoriennes, la tolérance est devenue plus grande, mais le principe est maintenu.

En l'état présent du droit ecclésiastique, Conc. Trident., sess. 7, cap. 7, *De reform.*, le religieux peut être nommé à une cure. Mais la cure peut être unie au monastère de droit *plénier*,

c'est-à-dire à la fois pour les revenus et pour le spirituel, ou bien unie seulement pour le temporel. Dans le premier cas, les religieux mendiants sont amovibles au gré de leur propre supérieur; les autres réguliers peuvent être nommés à titre inamovible : ainsi le décide S. Pie V, dans la constitution *Ad exequendum* du 1er nov. 1567, corrigée, mais non changée sur ce point, par Grégoire XIII, qui intime à nouveau l'obligation des deux religieux vivant ensemble dans la cure. Si l'union de la cure au monastère n'existe que pour le temporel, le religieux nommé à la cure sera inamovible, et il obéira à l'évêque, non au supérieur. Enfin, la paroisse peut n'être unie au monastère ni par le droit plénier, ni quant au temporel seulement; elle reste alors séculière à tous égards, et *nul religieux* n'y peut être nommé sans un Indult Apostolique, aux termes de la Constitution de Benoît XIV *Quod inscrutabili*, du 9 juillet 1745.

La question de l'*obéissance* est réglée avec le plus grand soin, comme on le voit, dans le droit ecclésiastique moderne. Elle est la question de l'esprit propre du religieux. S'il n'en était ainsi, l'unité de la hiérarchie se fût trouvée en danger. Les religieux peuvent être les auxiliaires de la hiérarchie, mais ils ne font pas partie de la hiérarchie et n'ont point le ministère séculier qui s'exerce à l'égard des peuples par la hiérarchie.

L'Eglise, en circonscrivant le droit des religieux, ne leur a jamais été hostile. La société civile et laïque de nos jours, lorsqu'elle a voulu non seulement circonscrire le droit, mais passer à l'état d'hostilité et de guerre ouverte contre les religieux, a suivi l'un de ces courants que nous avons déjà signalés dans l'histoire de la pensée humaine, en parlant des faits sociaux qui pourront enfanter une théorie de droit, qui traversent les âges, parfois, en compagnie des rudiments d'une théorie de droit, et qui aboutissent à une légalité positive ou n'y aboutissent pas (V. *supr.*, n° 171, renvoi; 172, 174, et *passim*). Cf. *infr.* 2e Append. gén. à la 2e part., lettres *c*, *d*, *e*, *f*.

233. *Loi des Burgondes* (17). La loi des Burgondes statue en matière civile, sans aborder, comme les précédentes, les matières religieuses. Cependant, au titre 14, des successions, elle permet aux religieuses de prendre une part dans l'héritage paternel et en fixe la quotité, mais avec interdiction d'aliéner, de sorte qu'il s'agit uniquement d'un usufruit. Cette disposition

(17) Walter, *Corp. jur. germ.*, t. I, p. 302 et s.

est fort remarquable. — Dans l'*Additamentum primum*, tit. 15, la loi punit les voies de fait d'un juif envers un chrétien, et, s'il s'agit d'un prêtre, ordonne la peine de mort. — Dans l'*Additamentum secundum*, l. 12, le législateur se borne à cette mention très laconique : « *Præterea ecclesiæ aut sacerdotes in nullo penitus contemnantur.* » — Le principe de la composition pécuniaire est appliqué non selon les degrés du clergé, dont il n'est pas parlé, mais selon les professions manuelles, et il est payé autant pour le Burgonde que pour le Romain, selon qu'il est laboureur, gardeur de porcs, ouvrier travaillant l'or, ou l'argent, ou le fer, ou bien charron.

234. *Loi des Frisons* (18). La loi des Frisons dénote un peuple qui n'est encore qu'à moitié chrétien. — Tit. 18. Celui qui accomplit l'œuvre servile, au jour du dimanche, paiera 12 sous dans telle partie de la Frise, et 4 sous dans telle autre, moins chrétienne sans doute. Si c'est un esclave, il sera battu. — *Additio sapientum. Wlemarus*, tit. 1. Celui qui est sous la protection de la *faida*, peut aller à l'église ou revenir sans être attaqué. — Tit. 12. Celui qui est entré par effraction dans un temple et a dérobé quelque objet sacré est conduit jusqu'à la mer, et sur le sable du rivage *finduntur aures ejus et castratur*, et ensuite il est immolé « aux dieux » dont il a violé le temple.

235. *Loi des Angles et des Thuringes.* Aucun article concernant le sacerdoce, ses relations légales, ou son influence sur la vie civile.

Loi des Saxons (19). Tit. 2. Celui qui tue un homme dans l'église, qui vole, fait effraction, se parjure avec connaissance de cause, ou met à mort celui qui se rend à l'église dans les jours de Pâques, Pentecôte, Noël, ou sainte Marie, S. Jean-Baptiste, S. Pierre, S. Martin, sera puni de la peine capitale. — Tit. 15. Il n'est pas permis d'exhéréder l'héritier sien, si ce n'est en faveur de l'Église ou du roi.

236. *Édit de Théodoric* (20). L. 26. L'église succède aux clercs et personnes religieuses décédées *ab intestat*, sans héritiers de droit. — L. 70. L'esclave qui se réfugie dans l'église

(18) Id., p. 352 et s.
(19) Id., p. 383 et s.
(20) Id., p. 396 et s.

sera rendu au maître qui le réclame et promet de pardonner, sinon le prêtre en doit fournir un autre du même mérite. — L. 125. Celui qui, par violence, arrache un homme de l'église ou des lieux pies, est puni de mort. — L. 114. Mais si le clerc soustrait un coupable à la peine prononcée par le juge, il subira lui-même cette peine. — L. 143. Les Juifs conservent leurs privilèges, leurs juges et leurs lois.

237. *Loi des Visigoths* (21). Le livre 5, tit. 1, *De ecclesiasticis rebus* de la loi des Visigoths traite des choses; mais aucun titre spécial ne traite des personnes ecclésiastiques. Les églises ont le droit de posséder à perpétuité, l. 1. Le premier soin temporel de l'évêque doit être de dresser inventaire, aussitôt après sa nomination, en présence de cinq hommes libres, de tout ce qui appartient à l'église : après sa mort, ses héritiers sont responsables de tout ce qui pourrait avoir cessé d'appartenir à l'église, et le successeur conserve en outre le droit de recouvrer toute chose aliénée en remboursant à l'acheteur le prix versé par lui.

Le tit. 3 du liv. 9 est consacré au droit d'asile. — La l. 16 du liv. 6, tit. 5, est spéciale au meurtrier qui cherche asile dans l'église : il sera livré, mais non mis à mort. — Le titre 2, l. 8, du roi Wamba, organise la défense du territoire : l'évêque ou l'ecclésiastique de tout ordre, aussitôt qu'il apprend officiellement, ou de quelque façon que ce soit, les bruits de guerre ou de trouble, *scandalum*, venant à éclater sur un point du territoire distant de moins de cent milles, doit marcher en personne pour la défense de la nation, sous peine d'exil et de mise à la disposition du roi de tout ce qu'il possède.

Les tit. 2 et 3 du liv. 12 sont inspirés en entier par un zèle contre les juifs, dans lequel on peut pressentir les âges de l'inquisition. La loi interdit aux Juifs la circoncision, le discernement des viandes, le mariage aux degrés et en la forme autorisés par Moïse, la célébration de la Pâque au jour où elle tombe pour les Juifs, la sanctification du sabbat et des fêtes juives, le changement de domicile qui aiderait à dissimuler leur religion, et la loi 3 du titre 3 leur impose le baptême et le repos du dimanche.

(21) Walter. *Corp. jur. germ.*, t. I, p. 417 à 669. — Cf. Haenel. *Lex Romana Visigothorum*, Lipsiœ, 1848, cum septem ejus antiquis epitomis. — Cf. *infr.* § 13 tout entier.

Les dispositions éparses de la loi des Visigoths sur les personnes ecclésiastiques sont celles-ci : Liv. 2, tit. 1, l. 29. L'évêque peut recevoir et terminer tout litige des indigents, *adjunctis sibi aliis viris honestis*, et s'il ne fait prompte et bonne justice, il payera le cinquième du montant du litige. — L. 30 L'évêque est le refuge institué divinement pour les pauvres et pour les opprimés, s'il apprend que le juge civil est inique, il évoque l'affaire, s'entoure de prêtres et de laïques, appelle le juge à siéger, et, avec ce tribunal plénier, termine l'affaire, soit que le juge réforme sa sentence, soit que l'évêque statue directement lui-même après refus du juge. Et sera la sentence motivée, renvoyée au roi pour la confirmation. — Liv. 2, tit. 5, l. 13. Le testament fait de vive voix par celui qui est en voyage et, malade, qui ne peut ou ne sait écrire, sera *recueilli oralement* par les personnes présentes et, après examen qu'ils feront de la crédibilité d'un tel témoignage, *écrit* par l'évêque ou le prêtre, pour être confirmé par autorité royale. — Tit. 5, l. 3 du même liv. Les apostats de la vie religieuse seront ramenés, malgré eux, dans le monastère pour y faire pénitence, si ce n'est qu'ils aient pris l'habit religieux étant malades et ne se souviennent ni de l'avoir reçu, ni de l'avoir demandé. — Liv. 4, tit. 2, l. 12. L'église hérite du clerc *intestat* et sans parents au degré successible. — Liv. 5, tit. 7, l. 18. L'affranchi devenu clerc ne peut être ramené au service du maître.

D'autres textes sont écrits sous la dictée du sacerdoce et sont le résultat de sa participation dans la confection de la loi : Liv. 2, tit. 4, l. 2. Nul ne sera admis à témoigner, s'il n'a prêté serment. — Liv. 2, t. 1, l. 11. Les jours fériés sont ceux du dimanche et des fêtes, de Noël, la Circoncision, l'Épiphanie, Pâques, y compris les sept jours qui précèdent et les sept jours qui suivent (quinzaine pascale), la Pentecôte, et en outre les époques de la moisson et des vendanges : dans ces jours, toute cause est renvoyée par les tribunaux, toute exécution suspendue contre les débiteurs. — Liv. 3, tit. 1, l. 4. Défense de marier les jeunes gens mineurs avec des femmes plus âgées et majeures (texte curieux). — Même liv., tit. 5, l. 5. Divorce et nouveau mariage permis à la femme dont le mari, *masculorum stuprator*, aurait commis le crime abominable; l'indissolubilité du mariage est rompue, *indubituta manebit et absoluta licentia*. Quant au mari, il sera livré, *castratus*, à l'évêque qui le fera renfermer dans une étroite prison pour expier son péché.

Si la loi des Visigoths est moins prolixe sur les personnes

ecclésiastiques que les lois Salique, des Ripuaires, des Bavarois, ce n'est pas parce que le clergé a moins d'importance civile, politique ou sociale. Mais cette importance est si peu contestée qu'elle n'a pas besoin d'être inscrite dans la loi. Et, d'autre part, elle est formulée dans de nombreux conciles, qui n'ont pas moins efficacement fondé et affermi la monarchie que la loi civile.

238. *Lois Lombardes.* Les lois Lombardes sont l'Édit de Rotharis (22), les lois de Grimoald, de Luitprand, de Rachis et d'Astulfe. Elles renferment fort peu de dispositions concernant la religion.

Ces lois se distinguent des précédentes par des prescriptions sur la lèpre, dont les législateurs antérieurs n'avaient pas eu à s'occuper. La lèpre entraîne la mort civile, et le lépreux banni de la ville n'a pas même le droit de vendre ce qu'il possède, *quia in eodem die quando a domo expulsus est, tanquam mortuus habetur*, Rotharis, l. 176. — La lèpre rompt les fiançailles, *id.*, l. 180. — En dehors de la lèpre, l'indissolubilité du mariage ne peut être brisée parce que le mari est malade, *sicut et modo talis caussa nobis annunciata est*, Luitprand, lib. 6, l. 122. — L'indissolubilité cesse, au contraire, en cas d'adultère de la femme : le mari ne peut la tuer, mais il a droit de la châtier et de la vendre.

La femme qui a pris le voile et l'habit des vierges ne peut, même lorsque la bénédiction du prêtre et la consécration ne sont pas intervenues, reprendre l'habit séculier et la vie du siècle, Luitprand, lib. 5, l. 30. — Si une femme veut entrer dans un monastère, elle lui apportera le tiers des biens qu'elle possède, ou moitié si elle n'a pas d'enfants, et le couvent en gardera la propriété après son décès, Luitp., lib. 6, l. 100.

Lorsqu'un Lombard malade n'aura pu conférer la liberté à un serf, en le conduisant devant l'autel, et qu'il aura désigné un prêtre pour cette fonction, le prêtre, après sa mort, l'accomplira en son nom, parce que le Rédempteur est venu pour nous donner la liberté et que les causes de miséricorde doivent être traitées favorablement, Astulfe, l. 3. — Les monastères, les basiliques, les hôpitaux, les lieux pies ne peuvent prétendre à la composition pécuniaire portée au double, ainsi que cela a lieu dans les causes royales. Id., l. 8.

(22) Walter, t. I, p. 683 et s.

Une particularité curieuse sur le serment est celle-ci : La cause dont l'importance est de 20 solidi et au-dessus, exige 12 conjurateurs faisant serment sur les évangiles ; au-dessous de cette somme, six seront suffisants, Édit de Rotharis, l. 364.

Les lois Lombardes sont accompagnées des formules. La formule avait pris dans la procédure, comme au temps des anciens Romains, une large place. Le droit formulaire précédait la *légalité de procédure* des temps modernes.

239. Les lois des barbares considérées dans leur ensemble continuent le droit ecclésiastique, tel qu'il était établi dans l'empire romain. L'Église peut acquérir et posséder des immeubles, qui lui appartiendront à titre perpétuel. Elle reçoit les donations et legs, mais elle n'aliène pas. Le sacerdoce forme un ordre privilégié. Son immunité ne le soustrait pas au jugement du souverain ou de ses représentants. Mais il en est tenu compte dans l'application du principe barbare de la composition pécuniaire. La règle ordinairement admise, (mais rejetée par les Lombards), est l'assimilation du tarif de composition avec les cas royaux. L'asile dans les églises demeure ce qu'il fut en droit romain. Le serment sur la châsse contenant les saintes reliques, sur l'autel ou sur les évangiles, devient le moyen de preuve juridique qui s'accommode à l'ignorance barbare et au respect de la religion. Le clergé impose à la société barbare les fêtes, c'est-à-dire le culte et la liturgie décrétés législativement. Au surplus, le clergé est appelé à prendre part directement à la confection de la loi. Diverses prescriptions disciplinaires entrent dans la loi, et les canons (que la puissance civile n'a point discutés), sont considérés comme des lois de la société chrétienne universelle, dispensées du *placet* royal ou de l'*exequatur*.

§ 5. — *Droit Mérovingien et Carlovingien jusqu'à Charlemagne.*

240. Les lois Salique, Ripuaire et autres étaient de véritables codes.

Le clergé se gouvernait par ses propres lois, plus que par les lois civiles (*). Réuni en conciles il établissait des règles

(*) Fleury fait cette remarque, *Hist. eccl.*, liv. XXIV, ch. LVI, que le clergé n'était pas distingué par le costume, dans les premiers temps de la monarchie.

obligatoires pour ses membres, et pour tous ceux qui vivaient dans sa communion.

En outre, les rois ajoutaient aux canons, ils ajoutaient à la loi nationale formant le code de leurs peuples, des édits amenés par les circonstances ou dictés par leur zèle de néophytes.

Clovis, devenu chrétien, voulut être le protecteur de l'Église. Il reste de lui une lettre adressée aux évêques, et il reste de son règne le concile d'Orléans tenu en 511.

Clovis notifie les ordres donnés par lui pour empêcher toute violence des soldats à l'égard des clercs, des religieuses, des édifices sacrés. Tout captif tiré par force d'une église sera mis en liberté sur la demande de l'évêque; toute personne réduite en captivité hors de l'église, mais appartenant au service de l'église sera relâchée; tout captif de bonne prise selon le droit des gens sera traité avec douceur quand l'évêque accordera une lettre de protection, dès que l'impression du cachet de l'anneau pastoral aura été reconnue. Les relations avec l'autorité civile commencent ainsi par un rôle de protection des opprimés, hautement accepté par la royauté nouvelle.

Le concile d'Orléans de 511, canon 1, accorde le droit d'asile à la maison de l'évêque, comme à l'église : nul n'en sera tiré avant le serment prêté sur les évangiles qu'il ne subira ni la mort, ni mutilation de membres. — Can. 4, nul laïque ne sera ordonné sans un ordre du roi et le consentement du juge du district : cette réglementation en rappelle une autre analogue de Constantin, sur l'origine et le nombre des clercs (Voy. *supr.*, n° 145); l'intervention de l'autorité civile est ici librement acceptée. — Can. 5. Les biens des églises exempts de toutes taxes, et dont les clercs sont exempts de toutes charges personnelles, devront pourvoir à la nourriture des pauvres, en même temps qu'à la subsistance des ecclésiastiques. — Can. 6. L'évêque négligent sur ce point serait excommunié et les coupables d'un ordre inférieur destitués. — Can. 7. Les abbés, prêtres ou clercs ne peuvent solliciter du souverain temporel aucun bénéfice sans l'assentiment de l'évêque. — Can. 8. L'évêque qui confère la prêtrise ou le diaconat à un esclave connu pour tel, payera au maître le double de la valeur, mais l'esclave

Il cite la lette décrétale de S. Célestin, pape, aux évêques des provinces de Vienne et de Narbonne, en 428, reprochant à quelques évêques de porter le manteau de philosophe, la ceinture et le bâton, et disant qu'ils doivent se distinguer du peuple par la doctrine, non par l'habit, et ne pas chercher à imposer aux yeux. L'ordre ecclésiastique était toutefois nettement séparé et distinct.

d'autrefois gardera son nouvel état. — Can. 23. Aucune prescription du droit civil ne fera perdre à l'église la propriété d'un immeuble, le laps de temps ne portera aucun préjudice. — Les personnes retranchées de la communion des fidèles par l'autorité ecclésiastique sont considérées comme mortes civilement.

C'est donc principalement par un travail interne et *autonome* que le sacerdoce organisait ses relations avec la société civile, avec le pouvoir civil nouveau (*).

241. Une Constitution de Childebert Ier, en 554, prescrit non seulement le repos (1), mais la sanctification du dimanche, et condamne l'ivresse, les chants, les divertissements immodérés, d'où résulte le *péché :* il appartient au prêtre d'avertir et au roi de punir. La même Constitution enjoint de faire disparaître tous les restes de l'idolâtrie : si l'ordre du prêtre ne suffit, l'autorité royale s'y ajoutera; nul ne doit avoir la témérité de s'opposer au prêtre qui renverserait de ses propres mains l'idole ou le simulacre. Le prêtre peut donc ordonner, ou faire justice par lui-même ; en tout cas, il a l'appui du bras séculier, et le roi scrute la conscience des peuples au point de vue du péché.

Il existe de Clotaire Ier une Constitution générale, de l'an 560, qui donne ce pouvoir à l'évêque : Lorsqu'un juge aura prononcé une sentence injuste, il sera repris, à notre défaut, en notre absence, *in nostri absentia castigetur*, par l'évêque, qui fera en sorte de procurer le redressement de ce qui a été indûment jugé.

Édit de Gontran, en 586 : La préparation des aliments est le

(*) Les Barbares recevant la foi nouvelle, restaient plus d'une fois de vrais barbares sous le vernis chrétien. Cf. Aug. Thierry, *Récits* des temps Mérovingiens, t. I, p. 270, 6e éd. : Chilpéric, dit-il, était un esprit-fort, à demi sauvage. L'autorité du clergé lui semblait insupportable, et l'un de ses grands plaisirs était de casser les testaments faits au profit d'une église ou d'un monastère. Le caractère et la conduite des évêques étaient le texte de ses plaisanteries, de ses propos de table. Les grands biens dont jouissait l'Église et qui allaient toujours croissant, l'influence des évêques dans les villes, où ils possédaient la plupart des prérogatives de l'ancienne magistrature municipale, toutes ces richesses et cette puissance qu'il enviait, excitaient vivement sa jalousie. On l'entendait répéter : Voilà que notre fisc est appauvri! Voilà que nos biens s'en vont aux églises! Personne ne règne, en vérité, si ce n'est les évêques des villes!

(1) Walter, t, II, p. 1. — Les Constitutions et édits des Mérovingiens, les Capitulaires Carlovingiens remplissent tout le t. II du *Corpus juris germanici antiqui.*

seul travail permis au jour du dimanche : l'inobservance des canons et des lois sur ce point attire les fléaux sur les hommes et sur les troupeaux ; elle est ensuite châtiée dans l'enfer. Le souverain se croit engagé à parler, à raison de l'autorité qu'il a reçue du ciel ; il promulgue la décision du concile de Mâcon, en chargeant les évêques de l'exécution : *in sancta synodo Matisconensi hæc omnia studuimus definire*

La paix d'Andlau, en 587, entre Gontran et Childebert, est en quelque sorte imposée par les évêques, le traité conclu l'atteste.

En 615, un édit de Clotaire II est porté, dans une assemblée synodale des évêques et des grands du royaume, *in concilio Parisiensi*. En voici les dispositions :

A la mort de l'évêque, le peuple et le clergé éliront son successeur, qui sera sacré par le métropolitain, *per ordinationem principis*, sur l'ordre du prince, ou, si l'élu appartient au personnel du palais, il devra être enquis du mérite de sa personne et de sa doctrine.

Nul évêque ne choisira lui-même son successeur. Aucun juge ne portera sentence sur un clerc, si ce n'est en matière criminelle. Dans le litige entre un homme de l'église et une personne publique, le prévôt de l'église et le juge public, siégeant ensemble, prononceront la sentence. Les affranchis dont la charte d'affranchissement porte qu'ils auront le prêtre pour défenseur, ne seront pas jugés hors de la présence de l'évêque ou du prévôt de l'église. Les évêques qui ont des possessions hors de la contrée où ils résident ne choisiront pour juges ou pour *missi*, chargés de rendre la justice, que des hommes de ces contrées. Ceux qui contreviendraient à cet édit perpétuel, délibéré avec les évêques, les grands et les fidèles du roi, seront punis de mort.

Præceptum ou édit de Dagobert, en 636, qui, sur la demande des habitants de Cahors, ordonne que celui qu'ils ont désigné soit consacré évêque. Le roi n'était donc pas étranger à l'institution des évêques ; il sanctionnait, pour le moins, la régularité de l'élection : *præsenti auctoritate decernimus ut episcopatum suscipiat ; hæc deliberatio voluntatis nostræ firmior habeatur*. Nous avons aussi la notification adressée à l'archevêque pour la cérémonie du sacre où se trouvent ces paroles : « *Ideo nos cognoscite taliter decrevisse.* »

Une lettre de Sigebert, en date de 650, défend qu'aucun concile soit célébré dans le royaume sans la permission du roi.

Cet acte, joint au précédent, atteste que, malgré l'influence grandissante des évêques, la royauté mérovingienne n'était pas sans quelque prétention au césarisme : « *Sic nobis cum nostris proceribus convenit ut sine nostra scientia synodalis concilius in regno nostro non agatur... Nulla conjunctio sacerdotum fiatur.* » (Sic.)

242. Les textes législatifs, on ne saurait trop le redire, ne renferment pas toute la légalité. C'est à l'histoire qu'il faut demander la légalité de fait, et même à l'hagiographie. Clovis eut pour conseiller S. Remi, évêque de Reims ; il prenait les avis de S. Mélaigne, évêque de Rennes et d'autres encore. Clotaire Ier honora S. Médard, évêque de Noyon ; il rencontra l'opposition énergique d'Injuriosus, évêque de Tours, lorsqu'il voulut que le tiers du revenu des églises fût versé au fisc, et, craignant la colère de S. Martin, il implora le pardon de son successeur. S. Germain, évêque de Paris, fut le conseiller influent des rois Childebert et Sigebert. Ce même Childebert, cependant, retint trois ans à Paris S. Ferréol, évêque d'Uzès, en qualité de suspect, et il se croyait en droit de l'enlever ainsi à son siège, pour le faire vivre dans l'exil. S. Grégoire, évêque de Tours, eut assez d'influence pour retenir Chilpéric, esprit novateur, qui penchait vers l'hérésie. Clotaire II recevait les avis des évêques, mais il exila l'évêque S. Loup. Ces alternatives n'étaient pas fort rares. Vers la fin de son règne, le même souverain établit en Austrasie son fils Dagobert avec Arnoul, évêque de Metz, et Pépin maire du palais, pour conseillers. S. Cunibert, évêque de Cologne remplaça S. Arnoul dans les conseils de Dagobert. Quand Dagobert, se laissant aller au courant de ses passions eut trois femmes à titre de reines, et des concubines en si grand nombre que l'histoire n'en sait pas le nom (*), l'évêque S. Amand lui adressa de vifs reproches et fut chassé du royaume : le roi pourtant le rappela pour baptiser son fils. S. Éloi, évêque, devint plus tard le conseiller dont le nom populaire reste associé à celui du roi.

La législation mérovingienne écrite ne donne aucun renseignement sur cette autorité royale faisant trop souvent de son bon plaisir, la loi. Mais l'histoire nous apprend que ce qui hâta l'issue de la crise dans laquelle disparut la royauté mérovingienne, ce fut la lutte des influences rivales des maires

(*) Fleury, *Hist ecclés.*, liv. XXXVII, ch. XXXV.

du palais et de l'épiscopat. Un nom personnifie les incidents atroces de cette lutte, celui d'Ebroïn. S. Léger, évêque d'Autun, jouissant de la plus grande autorité sous le nom de Childéric II, et même qualifié maire du palais, sauva la vie d'Ébroïn. Celui-ci ressaisit plus tard le pouvoir et fit arracher les yeux de Léger, donna l'ordre qu'on le laissât mourir de faim dans un bois, le fit reprendre au bout de deux ans, lui fit couper les lèvres et la langue, le fit traîner nu dans des chemins fangeux et sur des cailloux, enfin lui fit trancher la tête après un nouvel intervalle de deux ans. C'est la légalité sanglante. Mais la légalité de l'exil ou du bannissement resta fréquente sous les Mérovingiens.

245. L'époque Carlovingienne s'annonce comme une restauration religieuse. Les capitulaires sont l'œuvre collective du roi, des grands et des évêques en Synode, ou l'œuvre privée du souverain. Le 1^er^ capitulaire de Carloman, de 742, affirme que la religion avait succombé sous les princes précédents : *in diebus præteritorum principum dissipata corruit.* C'est pourquoi, dit Carloman, nous avons institué des évêques pour les cités, et placé au-dessus d'eux l'archevêque Boniface, qui est le *missus* de saint Pierre, nous avons rendu les biens enlevés aux églises, nous avons dégradé les prêtres prévaricateurs et les avons contraints à faire pénitence. Les clercs ne porteront point les armes, et ne vivront point dans les camps, si ce n'est qu'ils aient été désignés pour cette mission spéciale ; ils seront soumis à l'évêque ; ils ne porteront point la *saie* ou habit laïque, et les errants, fussent-ils revêtus de la dignité épiscopale, ne seront pas admis à la célébration des mystères.

C'est dans ce capitulaire que se trouve la première mention expresse de l'aumônerie militaire. Plus tard, au point de vue de l'unité de juridiction et de la territorialité, des difficultés pourront surgir, relatives à cette institution. Carloman décide qu'un ou deux évêques seront à la suite du roi, avec des chapelains prêtres, et, à la suite de chaque préfet des troupes, un prêtre qui puisse entendre les confessions et imposer la pénitence.

Dans le deuxième capitulaire synodal de Carloman, un impôt transitoire est décrété *sur les biens d'église* pour *l'entretien de l'armée* : nouvelle relation entre les deux puissances, dont profiteront plus d'une fois les souverains dans l'avenir. Les diacres et les membres inférieurs du clergé, les abbés, les moines, ont siégé au synode avec les prêtres et les évêques.

Le troisième capitulaire contient diverses prescriptions disciplinaires sur le jour du dimanche, le droit d'asile, le testament des prêtres, la chevelure des clercs et sur la fausse monnaie. La fabrication de la fausse monnaie sera l'une des plaies du moyen âge : l'Église sera le plus rude adversaire des faux-monnayeurs, même portant le sceptre ; elle garantira l'honnêteté et la loyauté des transactions et empêchera le signe représentatif de la richesse de tomber dans le discrédit.

Nous ne pouvons omettre de signaler le sentiment profondément chrétien du ch. III de ce capitulaire. La femme qui a enfanté viendra rendre grâces dans l'église ; elle n'a point péché par l'enfantement : lui interdire l'entrée du temple, ce serait faire de ses douleurs l'équivalent d'une faute.

Le capitulaire de Pépin, en 744, proclame la foi de Nicée, admet les saints canons, ordonne de reconnaître l'autorité des archevêques et évêques : *Idcirco constituimus per consilium sacerdotum et optimatum meorum et ordinavimus per civitates legitimos episcopos, et constituimus super eos archiepiscopos.* Dans ce même capitulaire, l'hérétique Adalbert est condamné : *Una voce condemnaverunt viginti tres episcopi et alii multi sacerdotes cum consensu principis et populi.*

Malgré ces expressions : Nous avons constitué des évêques, nous avons constitué des archevêques, malgré le *placet* du prince pour sanctionner la condamnation de l'hérésie, G. de Champeaux (2) nous avertit que le roi, le prince n'intervenait pas directement, puisque les décrets sont portés en assemblée synodale; qu'il n'agissait point de son propre mouvement, ni *dans le but d'empiéter* sur l'autorité ecclésiastique, et que l'action des princes de ces temps-là ne tendait nullement à gouverner l'Église, à lui dicter des règles. C'est, du moins, son avis.

Capitulaire de Pépin, en 755 : Il y aura un évêque pour chaque cité ; les métropolitains que nous avons constitués pour être placés au-dessus des évêques auront égard à ce qui suit et vient amender notre constitution : à l'évêque seul, dans son propre territoire, il appartiendra de diriger, corriger et reprendre le clergé tant séculier que régulier ; l'évêque étendra sa vigilance sur tous les monastères d'hommes et de femmes, et s'il ne peut y établir la règle, le métropolitain le fera, à défaut de celui-ci le synode, et s'ils n'écoutent point le synode, ils seront excom-

(2) G. de Champeaux, *Recueil général du droit eccl. depuis le commencement de la monarchie*, 2e éd., t. I, p. XIII.

muniés par tous les évêques, et, par la volonté du roi, il sera mis dans le monastère tels hommes qui feront régner la sainteté. Il y aura synode deux fois l'an, par ordre et en présence du roi. Le clerc ne peut passer d'une église à une autre. Les immunités doivent être conservées. Le clerc ne doit pas recourir au juge laïque, *ne in talibus causis inquietudinem Domno Regi faciat*. Le comte ou le juge laïque doit expédier avant toute cause, celles des veuves, des orphelins et des églises.

Capitulaire de Compiègne, en 757, Pépin roi : L'archidiacre de l'évêque fait la convocation du synode, d'accord avec le comte. Les deux autorités agissent de concert.

La lèpre dissout le mariage et permet un mariage nouveau au conjoint resté seul (V. *supr.*, Lois Lombardes). Cf. autre capitulaire de Pépin, en 752 : L'homme qui a changé de province, à la suite de son seigneur, qu'il ne pouvait quitter, et que sa femme n'a pas voulu accompagner, en changeant de pays, pourra en épouser légitimement une autre, mais il lui sera imposé une pénitence.

On sait combien les questions de mariages et d'autorité des princes sur la matière ont suscité de graves débats entre les deux autorités, spirituelle et temporelle, dans la suite des temps. Ici le mariage est rompu par la seule volonté du prince.

Constitution générale de Pépin roi, en 754. Il ordonne des prières publiques, sans jeûne : *Sic nobis videtur, ut absque jejunio indicto unusquisque episcopus in sua parochia letanias faciat.*

244. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le caractère de la législation religieuse des Mérovingiens ou des Carlovingiens prédécesseurs de Charlemagne. Il est manifeste que le titre d'*évêque du dehors* serait insuffisant pour expliquer les revendications du pouvoir civil, et la considération que l'action des rois de cette époque s'exerce le plus souvent avec le concours d'assemblées dites synodales sera elle-même assez secondaire. Le souverain arrive à cette assemblée synodale, entouré des seigneurs et de la foule laïque ; l'élément épiscopal s'en trouve amoindri d'abord, et ensuite, c'est en définitive le roi qui prononce, qui ordonne, en vertu de son autorité. A nos yeux, le principe de l'autonomie de l'Eglise est sauf, d'autant mieux qu'il n'est pas engagé, d'une part ni de l'autre. Il sera engagé au temps de Grégoire VII, et il ne succombera pas. A l'époque qui nous occupe, l'Église n'entrevoit aucune nécessité de lutte, et il lui importe peu de restreindre la prérogative royale. Le règne

de Charlemagne va commencer, durant lequel les contemporains eussent été fort surpris d'entendre poser les questions que nous agitons, et qu'ils n'eussent pas comprises. L'Église n'a rien abdiqué parce que Sigebert aura interdit les synodes convoqués sans sa royale autorisation, parce que Dagobert aura *constitué*, dit-il, des évêques et archevêques. Il est de l'essence des principes qu'ils survivent à de pareilles immixtions ou ingérences de fait, et l'histoire des siècles suivants, l'histoire de tout le moyen âge en fait foi. Le césarisme byzantin n'était pas moins autoritaire à l'égard de l'Église que celui des Barbares, et celui-ci ne l'était pas moins que celui-là. L'Église portait en elle un principe contraire. Il lui suffisait de vivre pour triompher; car, vivre c'était confier au temps le développement du principe qui était en elle. Or, elle a vécu, et elle vit. C'est là le fait dominant, qui dispense de toute interprétation hasardeuse ou forcée, tendante à donner à tels événements de l'histoire une signification qu'ils n'ont pas. Nous disons, conformément à la vérité : Les rois barbares avaient accepté la protection de l'Eglise, mais souvent ils mirent la main sur l'Eglise, qui toléra leurs agissements, ou même s'en montra reconnaissante (3).

(3) Les assemblées mixtes dans lesquelles, en France aussi bien qu'en Espagne, le roi et les grands siégeaient avec les évêques et les abbés, étaient de véritables *Concordats en actions*.

Cf. Em. Ollivier. *L'Église et l'État au concile du Vatican*, Paris, 1879, t. I, p. 33 : « Les peuples antiques n'ont point connu les tourments que nous donne la détermination équitable des rapports de l'Église et de l'État. Ils accordaient la première place à l'autorité religieuse, la comblaient de biens, d'honneurs, de prérogatives, d'immunités. Les Romains surtout préféraient la religion à tout ce qui peut intéresser davantage la gloire et la puissance de leur nation, Valer. Maxim., lib. 1, cap. 1, n. 9. Ils cédaient la valeur aux Gaulois, la ruse aux Carthaginois, la gloire des arts aux Grecs; pour la piété et la religion, ils se plaçaient au-dessus de tous les peuples, Cic. *de Harusp. respons.*, 9; *de Natura scorum*, lib. 2, cap. 3; Machiavel, *Dei Discorsi*, lib. 1, cap. 11. Cette disposition pieuse ne créait cependant aucune difficulté à l'État, parce que le sacerdoce ne constituait pas une fonction spéciale, distincte des fonctions civiles ».

CHAPITRE DEUXIÈME

LES ÉTATS DE CHRÉTIENTÉ JUSQU'A LA PÉRIODE CONTEMPORAINE

§ 1. — *Législation de Charlemagne.*

245. Charlemagne, Louis-le-Débonnaire, Charles-le-Chauve, Louis-le-Bègue, ont édicté en matière religieuse une foule de règlements importants. On a dit que les capitulaires de Charlemagne renferment tout le fondement du droit ecclésiastique ultérieur, et, en effet, il est peu de points de discipline religieuse qui n'aient été réglés par lui ou par ses successeurs. Ces capitulaires prouvent que l'empereur d'Occident a joui d'une grande influence d'organisation et de direction.

Le rôle de Charlemagne est celui de David (Voy. *supr.*, n° 38), et non celui de Constantin. Comme David, Charlemagne trouve une société religieuse établie, ayant ses traditions propres et un esprit propre nettement déterminé dans ses tendances : la matière organisable ne fait pas défaut.

Après Charlemagne, le catholicisme suit sa voie sans hésitation, comme le Mosaïsme après David, tandis qu'un successeur de Constantin pouvait tenter de redonner la vie au paganisme. Julien ne croit pas le paganisme mort, et il l'était moins en réalité que ne le pensaient beaucoup de chrétiens. Julien a pu supposer, en voyant le premier enthousiasme des païens, au commencement de son règne, qu'il avait terrassé le Galiléen.

Lorsque Julien eut disparu, un fond de paganisme se retrouva encore dans les hérésies de l'Orient. Charlemagne n'avait rien de pareil à redouter.

Constantin et ses successeurs chrétiens cherchaient les théories de droit qui deviendraient la base de la société vivifiée par le christianisme. Ils étaient, à leur insu, pénétrés des idées du droit sacré de Rome païenne. Ce qu'ils pouvaient essayer et qui ne serait point d'accord avec l'esprit chrétien n'aurait pas la durée. L'Église pouvait ne pas en avoir souci. Charlemagne avait le sens chrétien, comme David possédait le sens du Mosaïsme. Sans doute, il manquait à Charlemagne la mission

prophétique ; mais David n'en est pas moins le personnage historique dont il se rapproche davantage.

246. Dans son premier capitulaire, rapporté à l'an 769, Charlemagne énumère ainsi ses titres : « *Gratia Dei Rex regnique Francorum rector, et devotus sanctæ Ecclesiæ defensor, atque adjutor in omnibus Apostolicæ Sedis* (*). » Les rois par la grâce de Dieu commencent, avec cette « sainteté » des rois (Voy. *supr.*, n° 128), qui donne son caractère à la religion de la royauté pendant le moyen âge. Le défenseur de l'Église est son champion. L'aide du Saint-Siège n'est pas loin d'être son lieutenant, autant que son appui. La pensée du grand règne à l'égard de l'Église se dessine dès les débuts.

Le nouveau souverain édicte son capitulaire d'après les *exhortations* de ses fidèles, et principalement des évêques, après avoir pris *l'avis* des prêtres. Il ordonne que le prêtre renoncera aux armes, ne versera jamais le sang, sera déposé s'il n'a point la science et néglige de l'acquérir, s'il méprise le commandement de l'évêque, s'il est polygame ; en outre, il devra rendre compte chaque année, au temps du carême, de l'administration de sa paroisse, qu'il ne recevra de personne sans le consentement de l'évêque, et qu'il ne pourra quitter pour une autre ; il annoncera les quatre-Temps au peuple et les observera lui-même ; il sera plein de charité pour les incestueux et les grands coupables, afin qu'ils ne périssent pas dans leur péché. La visite épiscopale sera faite tous les ans. Le juge laïque ne pourra condamner le prêtre, le diacre ou le clerc, sans le consentement de l'évêque. La prière pour le roi et pour ses fidèles ne souffre aucune négligence lorsqu'elle est prescrite.

Nous rapprochons de ce capitulaire la constitution de 788, en forme de lettre pour l'établissement d'écoles dans chaque

(*) Les hagiographes rapportent, dans la vie de saint Sébastien, qu'il appartenait à la garde prétorienne et en était l'un des chefs ; que, mis à l'abri par sa charge, il exhortait les chrétiens poursuivis par les édits, les ralliait au moment où la persécution les dispersait et tendait à relâcher tout lien extérieur de la société religieuse ; que le pape Caius, obliger de se cacher, le constitua en quelque sorte chef civil et laïque des chrétiens qui n'avaient pas fui Rome, en lui conférant le titre de *defensor*. Voy. notre brochure : *Notice sur saint Sébastien*. Le fait aurait d'autant plus d'importance qu'il apporterait un nouvel éclaircissement sur l'organisation des premiers chrétiens, empruntant la forme légale des sociétés, des collèges, sodalités, confréries, Voy. *supr.*, n° 143. Le titre qui passe de Sébastien à Charlemagne reparaîtrait ainsi à deux périodes bien différentes dans l'état de la société chrétienne.

monastère : *Quamvis melius sit bene facere quam nosse, prius tamen est nosse quam facere.* Une autre constitution de la même année approuve les livres des Offices d'Église rédigés par Paul diacre et ordonne qu'ils soient reçus partout : *Textum nostra sagacitate perpendentes, nostra eadem volumina auctoritate constabilimus.*

La science est redevable à Charlemagne, qui a beaucoup fait pour elle. Mais le sacerdoce, ici, reçoit l'impulsion et ne la donne pas. Il la reçoit pour tous les détails de sa vie pratique et quotidienne, accompagnée de cette sanction invariable qui laisse au souverain une si grande latitude pour tout corriger, renouveler, modifier : « sous peine de déposition ».

247. Une mention particulière nous paraît indispensable pour le *Decretale precum*, que Walter place avant la Constitution pour l'établissement des écoles : Chaque évêque dira trois messes et chantera trois psaumes, l'un pour le roi, l'autre pour l'armée et le troisième pour que Dieu mette fin à la tribulation présente ; chaque prêtre dira trois messes, chaque moine, religieuse ou chanoine trois psaumes. Chaque évêque, abbé ou abbesse donnera une livre d'argent, ou, s'il ne leur est possible, une demi-livre. Chaque évêque, abbé ou abbesse nourrira quatre pauvres jusqu'au temps de la moisson et, s'ils ne le peuvent, trois, ou deux, ou un. Les comtes et autres officiers royaux feront une aumône pareillement taxée.

Charlemagne ne sollicite pas les prières publiques ; il enjoint à chacun le nombre de messes, le nombre de psaumes, la quotité de l'aumône. C'est une réglementation minutieuse, qui est dans les habitudes de Charlemagne, et qui dispense l'autorité religieuse de toute interprétation : il ne reste qu'à exécuter. Et, du même coup, la taxe des pauvres est inventée.

Capitulaire d'Aix-la-Chapelle en 789. Charlemagne envoie des *missi*, qui, en vertu de son autorité, et d'accord avec les évêques, corrigeront les abus. Il a fait un choix des règles canoniques qui doivent les diriger, agissant ainsi non par présomption, mais à l'exemple du roi Joas. Les 80 chapitres de ce capitulaire forment un véritable code, qui n'a pas pris place dans le *Corpus juris ecclesiastici*, mais qui formait pour les Francs un *Corpus*, une *Compilatio*, du moins pour les 58 premiers chapitres, extraits des recueils de canons reçus dans l'Église. Cette compilation devance de beaucoup les *Compilatio prima*, *Compilatio secunda* et autres, bien connues de l'école. Le recueil de Gratien,

Decretum Gratiani date du milieu du XII[e] siècle et la *prima Compilatio* de Bernard *de Pavie fut composée* vers 1190 (3).

Deuxième capitulaire de 789, pour la réforme des moines. Troisième capitulaire de réforme, même année (4).

248. Le *Præceptum* de 789 organise la chrétienté saxonne. Charlemagne établit des sièges épiscopaux, dont il délimite la juridiction territoriale : *Inter episcopos certo limine determinantes....*

(3) La meilleure édition de Bernard de Pavie est celle de Laspeyres : *Bernardi Papiensis Summa Decretalium,* Ratisbonæ 1861. Au temps de Charlemagne, les collections officielles des canons n'existaient pas. Cependant, l'Église d'Afrique possédait un corps du droit que l'on pourrait qualifier authentique, parce que chaque concile, en faisant de nouveaux décrets, renouvelait toujours ceux des conciles précédents (V. *infr.*, n° 265). A défaut de collection officielle, Denys le Petit traduisit une collection grecque qui contenait 20 canons de Nicée, 24 d'Ancyre, 14 de Néocésarée, 20 de Gangres, 25 d'Antioche, 50 de Laodicée et 3 de Constantinople. Il y ajouta les 50 canons apostoliques, 27 canons de Chalcédoine, 21 de Sardique et 138 canons Africains. Il remania ensuite son travail et le complèta par les décrétales des Papes; c'est ce que l'on appelle la *seconde* collection de Denys. Le pape Adrien en envoya un exemplaire à Charlemagne, qui fit recevoir cette collection par le synode national d'Aix-la-Chapelle; elle fut connue dès lors sous la dénomination de *Codex Hadrianus*, ou plus simplement *Codex canonum.*

En parlant de l'action de Charlemagne, qui fut si grande dans l'Église, nous ne devons pas cependant perdre de vue ce qui a été dit *supr.*, n° 213 du développement interne et autonome de l'Église, se poursuivant sans relâche. Nous citons ici le D[r] Philipps, *Droit eccl. dans ses sources*, trad., Paris 1852, p. 73 : « Le caractère tout religieux de la législation de Charlemagne avait fait entrer dans les capitulaires une grande quantité de dispositions canoniques. Les évêques ne figuraient, il est vrai, dans les synodes nationaux que comme un ordre de l'État; mais les décisions de ces assemblées souveraines *reproduisaient le plus souvent les décrets des conciles provinciaux* très fréquents à cette époque. Toute l'action législative qu'il déployait habituellement vis à vis de son troupeau, au sein de son synode diocésain, chaque évêque l'exerçait aussi dans les grandes assises de la nation. — *Parmi ces statuts synodaux*, on doit citer tout spécialement les suivants : Les statuts de Boniface (745), ceux de Théodulfe d'Orléans (797), d'Atton ou Ayton de Bâle (822 ou 823), d'Hérard de Cours (858), d'Hincmar de Reims, de Walter d'Orléans (871), et de Rodolphe de Bourges. On peut encore y ajouter la règle de saint Chrodegang de Metz (760), qui ne fut d'abord que la constitution de la vie canonique du clergé dans les limites étroites d'un diocèse, et qui, plus tard, après avoir subi de nombreuses modifications sous la plume du Diacre Amalar, fut adoptée dans la diète d'Aix-la-Chapelle (816), sous Louis le Débonnaire, comme la loi générale du clergé de la monarchie française. »

(4) Ce capitulaire s'occupe de sujets très mêlés et différents : De la priorité à donner aux jugements dans les causes de pupilles et orphelins; de la formule du serment à prêter au roi; dans les monastères de femmes : *de pallore earum propter sanguinis minutionem*, alias *novalionem;* de la chaussure selon la forme romaine; de l'ivresse, qu'il faut abolir, par la suppression des *confréries* en l'honneur de saint Étienne, ou du roi, ou de ses fils.

ecclesiam et episcopalem statuimus cathedram. Il assigne les fidèles relevant des nouveaux sièges, dote les églises avec des terres qu'il adjuge, y compris les habitants, en qualité de colons : *huic parochiæ decem pagos subjecimus septuaginta mansos cum suis colonis offerentes*. Enfin, un évêque étant désigné par le pape et par l'évêque de Mayence, Charlemagne pourvoit à ce qu'il soit consacré : *consecrari fecimus episcopum*. Le *Præceptum* particulier donné au comte, *in illa parte Saxoniæ*, l'institue protecteur et défenseur de tout le clergé résidant en Saxe.

Une Charte pour l'Église saxonne, en 34 articles, accorde aux églises les mêmes et de plus amples privilèges que ceux dont jouissaient les temples des idoles, concède le droit d'asile, ordonne le baptême sous peine de mort, prescrit la dîme, l'observation du dimanche, le jeûne quadragésimal, et punit de mort le meurtrier de l'évêque, du prêtre ou du diacre.

L'art. 6 du capitulaire de 793, pour l'Italie, après la mort de la reine Hildegarde, ordonne que tous les monastères et hospices situés dans les divers comtés seront *royaux ;* ceux qui les habitent relèvent du roi. C'est le commencement d'une distinction qui sera plus tard féconde en conflits.

Capitulaire de Francfort, en 794, art. 6. Le litige soulevé sur le nombre des suffragants des sièges de Vienne et d'Arles, de Tarentaise et d'Embrun est soumis au Pape : sa décision fera loi. Même capitulaire : L'abbé n'a pas le droit de priver les moines ou des yeux, ou de leurs membres ; l'observance du dimanche commence aux premières vêpres et finit aux deuxièmes vêpres ; nul ne doit ignorer l'oraison dominicale et le symbole ; le procès entre clerc et laïque est jugé à la fois par l'évêque et le comte ; il n'est pas permis à l'évêque et au prêtre d'ignorer les canons ; les filles mineures privées de parents demeurent sous la tutelle de l'évêque et des prêtres ; les héritiers de l'évêque n'ont aucun droit sur ce qu'il a acquis depuis son épiscopat, mais bien l'Église ; l'évêque seul dispose des oblations faites pour l'Église ou pour les pauvres. Même capitulaire : Les conjurations et conspirations sont défendues ; là où elles existent, elles seront dissoutes.

D'autres capitulaires antérieurs ont déjà intimé cette défense et nommé les associations dont il s'agit, les *guildes* ou *ghildes*. Il est certain que le clergé les voyait de mauvais œil et les considérait comme des foyers d'opposition, d'où pourrait sortir la résistance. Mais le temps des agitations sourdes et des mouvements populaires du moyen âge n'était pas venu

encore. Les protestations contre l'ordre social établi vinrent plus tard : les guildes étaient une tentative inconsciente ou bien une organisation rudimentaire dont l'avenir pouvait s'emparer. V. *infr.* capitul. de 805, et *supr.*, n. 147, note 4, *confréries*.

Le *Commonitorium* de 706 remis à l'envoyé du roi se rendant auprès de Léon III, et la Lettre à Léon III sont deux précieux documents faisant connaître la nature des relations de Charlemagne avec la Papauté. Vous avertirez avec soin, dit le roi à son envoyé, le Souverain Pontife, de tout ce qui touche à l'honnêteté de sa vie, à l'observation des canons et au gouvernement de l'Église, lui rappelant combien est courte la vie présente, tandis que la récompense est éternelle... Et au Pape lui-même, il dit : Je me suis réjoui en lisant les lettres de votre Excellence dans lesquelles j'ai vu l'unanimité de votre élection, l'humilité de votre obéissance et les promesses de votre fidélité pour nous... Charlemagne prêche le Pape.

Capitulaire de 797 pour les Saxons, art 6. Ce qui est enlevé au prêtre sera restitué au double, outre la composition.

Capitulaire de date incertaine. Il ne sera plus institué des chorévêques, dont la charge est moins conforme aux décrets apostoliques qu'elle n'est favorable aux loisirs de l'épiscopat : tout acte épiscopal accompli par eux sera de nul effet; *Ne fiant sub anathematis vinculo interdicimus*.

Edit dominical de l'an 800, sur les honneurs à rendre aux évêques par les comtes et les juges. Oubliant tout respect pour *nos* pontifes, dit Charlemagne, vous ne craignez pas d'envoyer des clercs dans *vos* églises sans le consentement de l'évêque; vous refusez à *nos* pontifes dans les choses qui relèvent de vous, *in vestris ministeriis*, la puissance que requiert la discipline ecclésiastique : c'est pourquoi nous ordonnons, de concert avec nos évêques, abbés et prêtres, qu'aucun de nos *fidèles*, du plus petit jusqu'au plus grand, au mépris de nos capitulaires et des autres sources du droit, n'ose se soustraire à la légitime autorité de son propre évêque (*).

Capitulaire d'addition à la loi des Lombards. Tout prêtre ou clerc sera jugé par l'évêque, non par le juge séculier. S'il y a litige pour quelque possession ecclésiastique, le juge à qui l'on s'adressera renverra le plaignant devant l'évêque accompagné

(*) Cf. Ch. Giraud, *Essai sur l'hist. du dr. franç. au moyen âge*, t. I, p. 353 : « Les princes de la terre sont devenus les ministres de l'Église, tandis que les évêques étaient, en vérité, les ministres des empereurs ». Voy. *infr.*, *Cap.* de 802.

d'un *missus*, et l'avocat épiscopal fera justice au nom de l'évêque. Si le cas est tel qu'il n'ait pu trouver solution, la cause sera finie devant le comte ou le juge, en conformité de la loi, sauf toujours ce qui a été dit de la personne du clerc.

La loi romaine, qui renvoyait devant l'évêque la personne des clercs, ne connaissait pas ces tentatives de compromis entre les deux juridictions pour les *biens ecclésiastiques*, avec réserve de la sentence définitive pour la puissance civile jugeant conformément à la loi civile.

Capitulaire de l'an 801, sur l'honneur dû au Saint-Siège, dont le joug doit être supporté, lors même qu'il s'appesantirait jusqu'à paraître intolérable. Cependant, il sera permis à l'évêque, sans qu'il y ait manque de respect pour le siège de Rome, de retenir en prison ou sous bonne garde le porteur d'une lettre apostolique regardée comme suspecte, jusqu'à éclaircissement de l'affaire.

Capitulaire des évêques, en 801. Le prêtre priera pour la vie et le salut de l'empereur, de ses fils et de ses filles, et pour son propre évêque; il aura la garde de l'église et des reliques; il prêchera tous les jours de dimanches et fêtes; il enseignera au peuple l'oraison dominicale et le symbole et l'instruira sur la dîme, dont une part est consacrée à orner l'église, la seconde à secourir les pauvres et les errants, la troisième appartient au prêtre pour ses besoins, Voy. *infr. Capitul.* de 805. Le prêtre ne célèbrera pas les mystères ailleurs que dans l'église; ne quittera point l'église à laquelle il est attaché; ne s'enivrera pas; ne portera point d'armes; n'entrera point dans les tavernes; ne jurera pas.

Capitulaire des évêques, en 801, l. 16. Le prêtre ne sera pas caution, et il ne lui sera pas loisible de quitter « *sa loi* » pour s'adresser au juge séculier, *derelicta propria lege*.

Charlemagne paraît envisager ici la *personnalité* de la loi, principe adopté par les Barbares, mais ayant ses commencements dans le droit romain, plutôt encore que l'immunité des clercs. *Propria lege* ne se rapporte pas à l'immunité.

Capitulaire de l'an 802 sur la justice. Les *missi* de l'empereur sont des archevêques, évêques, abbés, ou des laïques; ils rendent la justice, entendent la plainte des pauvres, des veuves, des pupilles, et redressent souverainement tous les torts; ils ordonnent aux évêques, abbés et prélats de gouverner par la dilection ceux qui leur sont soumis, non par une puissance orgueilleuse, *non potentativa dominatione sed dilectione*, l. 11; de ne pas préférer aux meilleurs et aux plus dignes, soit

leurs proches, soit ceux qui sont obséquieux, *propter adolationem*, ce qui serait un sujet de moquerie et une dérision, l. 16. Les prêtres qui vivent dans un emploi auprès de la personne des comtes n'en seront pas moins soumis à l'évêque. Le juge, quel qu'il soit, doit donner les décisions selon la loi écrite, et non suivant son propre jugement, l. 26. Nul ne doit contracter mariage sans la recherche des anciens sur la consanguinité, et sans la bénédiction du prêtre, l. 35. Le capitulaire se termine par une profession de foi, qui est un commentaire libre du *Credo*, l. 41.

Capitulaire de 804, dressé en grand synode à Aix-la-Chapelle. L'élection des évêques sera faite par le clergé et le peuple, selon les canons; les chorévêques sont de nouveau supprimés (*) et n'exerceront aucune fonction épiscopale; le prêtre accusé et convaincu sera puni selon les canons, ou se justifiera par la purgation canonique. La purgation canonique est celle du serment, admis comme moyen de preuve par les Barbares et gardé par le droit ecclésiastique. Ce moyen de preuve repose sur la sainteté du serment et l'horreur du parjure; il devait être particulièrement applicable dans la cause du prêtre.

Deux capitulaires de la même année contiennent des additions à la loi Salique et à la loi Ripuaire : quelques points de discipline y trouvent place. — Les *Capitula minora* de la même année, l. 1, prescrivent la destruction des églises là où elles existent, dans le même lieu, en plus grand nombre qu'il n'est nécessaire, afin que d'autres soient construites (sans doute plus vastes et moins nombreuses). — Capitulaire 7e, même année, l. 11. Le dimanche sera observé, parce que c'est le commandement de l'empereur.

Capitulaire 8e de l'an 803, accordant exemption absolue du service militaire aux prêtres et évêques, sans qu'il y ait pour eux en cela un amoindrissement de l'honneur qui leur est dû.

Capitulaire de 804 portant interdiction aux clercs, aux laïques et à tout autre que le prêtre allant célébrer la messe, à l'heure opportune, de pénétrer dans les monastères de filles.

Præceptum de l'an 804. Il sera institué, à Osnabruck, sous

(*) L'évêque nomme des vicaires pour l'aider, non pour se soustraire à sa charge, dit Berardi, *Instit. jur. can.*, t. 1, p. 55 : *Hos ideo episcopi designaverant ut in eosdem translata omni cura, otio fuerentur.* — Cf. Benedict. XIV, *de Synod.*, lib. 3, cap. 2, n. 6 : *Extinctis chorepiscopis, archidiaconi, decani et similes in Chorepiscoporum locum suffecti Vicarii generales seu foranei episcoporum erant.*

la dépendance de l'évêque, une école pour les langues latine et grecque : *et nunquam clericos utriusque linguæ gnaros ibidem deesse in Dei misericordia confidimus.*

Capitulaire de 805. Le chant ecclésiastique sera celui de Rome, l. 1. On ne pourra donner le voile aux jeunes filles avant l'âge de discernement, l. 14. Ni les prévôts des monastères, ni les archidiacres ne pourront être laïques, l. 15.

Capitulaire 2e de 805. Toutes les *conjurations* sont défendues : si elles ont servi à faire quelque chose mauvaise, *malum*, les auteurs de la chose mauvaise seront mis à mort, l. 10 ; les autres seront tenus de se battre de verges réciproquement, et réciproquement de se couper le nez, Voy. *supr.* Capitul. de 794. Les hommes libres ne peuvent se consacrer à Dieu sans l'autorisation royale et, sous prétexte de dévotion, échapper à l'armée ou à quelque fonction royale, l. 16. C'est là une réminiscence des lois de Constantin, ou bien une similitude, Voy. *supr.* n. 145. Les dîmes seront divisées en quatre parts, l. 24, ainsi que le veut le pape Gélase, et une part sera attribuée à l'évêque, Voy. *supr.* Capitul. de 801. Les enchanteurs, magiciens, devins, seront emprisonnés jusqu'à repentance, par les soins de l'archiprêtre, mais non mis à mort, l. 25. Les saints nouveaux ne pourront être vénérés et des églises nouvelles construites (en leur honneur) sans l'autorité de l'évêque, l. 17 (5).

Capitulaire de l'an 805 sur les honneurs dus aux évêques et aux prêtres.

249. Le capitulaire de la division de l'empire est daté de 806. L'activité de Charlemagne n'est pas éteinte, mais sa grande mission législative est à peu près remplie. Il n'aura guère qu'à se répéter lui-même dans la suite, ou bien à édicter ces prescriptions de détail dans lesquelles il se complait, et qui paraissent souvent bien minutieuses. C'est ainsi qu'il prescrira, capitul. 6e, année 806, l. 23, que tous les fidèles, assistant à la

(5) La canonisation populaire fut la première en date; la canonisation épiscopale devint la seule autorisée dans la suite, comme il est dit ici; et enfin la canonisation pontificale et romaine exclusive prévalut. Néanmoins, nos recherches particulières nous ont permis d'affirmer, dans un opuscule sur *saint Louis*, roi, qu'une chapelle bâtie en 1274, à Friancourt, paroisse de Hermes (Oise), sur les terres du comte de Clermont, fils de saint Louis, lui fut dédiée, par suite de la canonisation populaire, ou de commune renommée, plusieurs années avant que Rome eût prononcé. Ce serait sans doute le dernier exemple que l'on puisse citer.

messe du dimanche, ne sortent pas avant la dernière prière, *expectent finalem deprecationem.*

§ 2. — *Synthèse de la législation de Charlemagne.*

250. La législation de Charlemagne doit être présentée nécessairement dans ses textes. Les textes sont la légalité. Elle doit être suivie dans son ordre chronologique, car elle n'a point d'unité à son point de départ; elle n'a point de synthèse entrevue par Charlemagne et le dirigeant pour édicter la loi. Avec lui, la loi traverse une période d'établissement. Il n'est pas législateur à la façon de Justinien, qui coordonne des matériaux accumulés. Charlemagne produit les matériaux : il s'inspire des besoins de la société, il fait sortir la loi du sein de la société. Sans doute, lui-même, il essaie des coordinations partielles, mais il accroît la législation chaque jour, plutôt qu'il ne la réduit en doctrine, en la distribuant avec méthode et procédant par déductions.

En somme, il apporte peu de principes nouveaux, bien qu'il ait statué sur un grand nombre de points. Il maintient à l'Église son droit d'acquérir et de posséder, son privilège de l'asile ; il lui confie la garde du serment, qui devient la plus forte garantie du droit pendant tout le moyen âge, et c'est là un principe que l'on peut appeler nouveau. Il assigne aux églises leurs ressources dans la dîme ; lorsqu'il organise des circonscriptions ecclésiastiques nouvelles chez les Saxons, il les dote en immeubles, qui constituent la richesse permanente, inaliénable, et il établit la dîme. Ce principe n'est, pas plus que le précédent, absolument nouveau, ni exclusivement attribuable à Charlemagne, assurément ; mais il le consolide par son autorité, il lui donne force et vigueur pour traverser tout le moyen âge. Le droit régalien, d'autre part, s'affirme par la dîme, s'affirme par la création des circonscriptions, sauf à recourir au Pape pour le choix des évêques et l'autorité dont ils seront investis ; il s'affirme par le prélèvement, que nous avons indiqué plus haut, des taxes de disette. Eu égard à cette dernière extension, le droit régalien pourrait encore être qualifié nouveau. Tout ce que nous venons de dire concerne les choses. Il y faudrait ajouter la distinction, que fait Charlemagne, des monastères royaux. On pourrait croire qu'il n'y a rien au-delà d'une simple appellation ; mais il est dans la nature de ces appellations qu'elles prennent avec le temps un

sens plus particulièrement déterminé, et qu'une nouvelle situation de droit en résulte, ainsi qu'il est arrivé pour le cas présent. La question de patronage royal ne fut pas sans importance.

Le pouvoir régalien ordonne des prières, telles prières plutôt que telles autres, et en telle mesure ou quantité. Il prescrit des œuvres. Il ajoute au commandement de l'Église sur le dimanche, le commandement de l'empereur. Il adopte un chant d'église. C'est-à-dire qu'il se fait liturgique. Autre nouveauté pour l'Occident.

251. La royauté mérovingienne a voulu avoir ses évêques de cour et ses prêtres de cour. Car, la cour, c'était l'armée. Elle s'est vue contrainte d'en déterminer le nombre, pour qu'il ne s'accrût pas. Charlemagne trouve les comtes en possession d'avoir également près de leurs personnes des évêques et des prêtres de cour. L'institution prenait une consistance beaucoup plus grande que celle dont elle a pu jouir en Orient, Voy. *supr.* n. 166. On a vu Wamba, *supr.* n. 237 (Loi des Visigoths), obliger les évêques et les prêtres à porter les armes, et Charlemagne est obligé de déclarer que le clergé, cessant de les porter, ne sera pas amoindri dans son rang et son honneur. Les préjugés, militaire et de caste, s'étaient donc ajoutés à l'institution. Le clergé de cour devenait un clergé militaire ; il avait l'épée au côté. L'empereur réagit énergiquement.

Le principe de légalité des relations du sacerdoce avec le pouvoir civil que Charlemagne soutient a besoin d'être mis en lumière. Il lui appartient ; il lui est propre ; il l'a fait prévaloir par une activité infatigable :

Point d'évêques ou de prêtres à la suite des comtes. Suppression des chorévêques, exerçant des pouvoirs épiscopaux pour en éviter le souci à l'évêque et lui créer des loisirs. Le chorévêque n'avait pas reçu le caractère épiscopal, ou bien c'était une exception. Et il ne se bornait pas à administrer et gouverner ; il en était arrivé peu à peu à usurper des fonctions qui exigent le caractère épiscopal. Il avait fini par croire à son titre. L'abus était évident. Charlemagne attaque donc à la fois l'effet et la cause. Il rend un immense service à l'église.

D'autre part, les *missi* obligeront l'évêque à rendre compte, et le prêtre chargé d'une paroisse rendra compte à l'évêque chaque année. L'œil de l'empereur sera ouvert pour tout voir, et sa vigilance ne se relâchera point. C'est un système fortement lié, imposant au corps ecclésiastique, au sacerdoce

à ses divers degrés, l'action incessante sur le troupeau qui lui est confié, et faisant disparaître ce que l'on appelle aujourd'hui les *doublures*, pour laisser à chacun sa responsabilité.

C'est par voie de conséquence que le prêtre devient ou demeure exempt, à toujours, du service militaire.

C'est par voie de conséquence que l'évêque et les prélats exerceront une puissance de dilection, et non d'orgueil, et qu'ils remettront les charges aux plus dignes, non pas aux plus obséquieux. La loi sera formelle et explicite.

Mais ce n'est pas par voie de conséquence que Charlemagne exige du sacerdoce la science ; qu'il fonde les écoles d'évêchés et de monastères, et qu'il menace de déposition ceux qui n'auront pas la science. C'est un autre principe nouveau, autant et plus que le précédent. Toute une théorie de droit en découle pour l'Occident. L'Église d'Orient a connu et possédé la science ; elle n'en a point fait une base de l'organisation du sacerdoce.

Charlemagne refuse au sacerdoce ses hommes libres, ses *fidèles*, de même que Constantin lui refusait les citoyens nécessaires à l'accomplissement des charges du municipe, ou les citoyens possesseurs de la fortune. Mais quelle que fût l'origine de ses membres, Charlemagne exigeait du sacerdoce, une fois constitué, qu'il eût l'amour de la science.

252. On a contesté au sacerdoce, à travers les âges, le droit de posséder, puis le droit d'acquérir, si ce n'est par les voies ecclésiastiques : on a voulu qu'il fût pauvre. Ce fut pour les uns un objectif de gouvernement, pour les autres un idéal de sainteté. La pauvreté est la reine des vertus, disait S. François.

On a contesté au sacerdoce la domination et toute autorité temporelle : on a voulu qu'il fût humble ; on a dit que l'humilité est la *vertu maîtresse*, d'où les autres découleront, et on l'a contraint à l'humilité. Les ligues des barons du moyen âge contre le clergé, pour ne point parler de luttes plus récentes, n'avaient pas d'autre but.

L'Occident et une grande partie de l'Orient ont imposé au sacerdoce la chasteté absolue, et elle fait partie de l'essence du sacerdoce au milieu de nous : le mariage n'a pas été seulement prohibé, mais il constitue une incompatibilité.

Mais nul, dans le cours des siècles, n'a contesté au clergé son droit à la science, et non pas même Julien, qui ne songeait qu'à l'écarter de l'*Hellénisme*. C'est, avec le droit à acquérir la sainteté, le seul droit que l'on n'ait pas essayé d'enlever au sa-

cerdoce, et c'est celui que tout le règne de Charlemagne a voulu lui assurer. Quand le clergé a oublié ou dédaigné la science, aussi bien que lorsqu'il a oublié ou dédaigné la sainteté, il y a eu malaise dans le monde (6).

(6) La théorie de droit concernant la science est d'autant plus digne d'attention qu'elle doit se combiner avec le principe hiérarchique. Le principe hiérarchique est indépendant. L'Église le tient de son fondateur et ne souffre rien de ce qui y pourrait porter une atteinte. Elle a pu tolérer, à titre passager, des empiètements sur son droit; mais elle a toujours revendiqué l'autonomie absolue. Elle a pu céder aux circonstances et accepter des réserves dans le libre recrutement du sacerdoce; mais sa hiérarchie est inviolable et n'accorde aucune influence aux motifs humains..., à l'exception d'un seul, la science.

Cette grande théorie du droit, qui remonte à Charlemagne, le pape Honorius III a la gloire de l'avoir formulée dans le célèbre ch. *de Magistris*, écrit par lui dans la *Quint. Compil.*, lib. V, tit. 2, tom. I, col. 344, de notre édition, et inséré dans le *Corpus juris*, lib. V, tit. 5, cap. 5, comme une loi destinée à subsister dans tous les âges pour la gloire de l'Église : « *Quum docti, in ecclesia, velut splendor fulgeant firmamenti..., qui velut stellæ in perpetuas æternitates mansuri, ad justitiam valeant plurimos erudire...* »

Saint Thomas examine la question à un point de vue général, et, dans la *Secunda Secundæ*, q. 63, il traite *de l'Acception des personnes*. Cf. Alagona, *Compendium*, p. 170, de notre édition. L'acception de personnes, dit saint Thomas, blesse la justice distributive. Il y a acception de personne si l'on confère une dignité ecclésiastique à celui qui est riche, à celui qui est lié par le sang, et pour ce motif; mais non, si l'on accorde à cet autre, *quia doctus*, car alors il existe une juste cause. Saint Thomas établit une autre règle importante sur la matière : *Prælatus non est dominus, sed dispensator*.

Les canonistes reconnaissent trois voies par lesquelles on arrive aux offices ecclésiastiques, ou aux bénéfices : 1° l'élection (à laquelle se rattachent la postulation et la nomination), 2° la présentation et 3° la collation. Ceux-là seulement peuvent être élus qui ont la science, l'âge mûr et l'honnêteté des mœurs, c. *Quum in cunctis*, 7, *de elect.* La science peut être éminente, médiocre ou suffisante. La première est désirable, surtout pour les prélatures, mais la dernière est tolérée, c. *Quum nobis*, 19, *de elect.*, etc. *Nisi quum pridem*, 10, *de renuntiat.* La collation appartient au Pape, de droit divin, pour toute l'étendue de l'Église, et, après lui, le collateur ordinaire est l'évêque pour toute l'étendue du diocèse. Ceux-là seulement peuvent être pourvus par collation, qui en sont dignes, c. *Tales*, 4, distinct. 23. L'indignité résulte de l'irrégularité, de la censure, de certains crimes, et du défaut de science. Sur ce dernier point, *aucune dispense n'est possible*. La nécessité de la science est établie par des canons sans nombre, cap. *Ignorantia*, 1, distinct. 38 : « *Ignorantia, mater cunctorum errorum, maxime in sacerdotibus Dei vitanda est...* » Le décret du 4e concile de Latran, cap. *Quum sit*, 14, *de ætat. et qualitat. præficiend.*, est connu de tous. Le 2e concile de Latran avait dit déjà, cap. *Grave*, 29, *de præb.* : « Grave nimis est et absurdum, quod quidam ecclesiarum prælati, quum possint viros idoneos ad ecclesiastica beneficia promovere, assumere non verentur indignos, quibus nec litterarum scientiæ suffragatur. » La collation susceptible d'être *annulée par sentence* est celle qui est faite 1° à un excommunié, 2° à un clerc que ses mœurs rendent indigne, 3° à un clerc *qui n'a point la science*, cap. *Congregato*, 53, *de elect.* L'indigne est obligé à démission

253. Nous avons fait remarquer la politique de Charlemagne à l'égard des conjurations. C'est une politique de sang. Il nous semble que Charlemagne a entrevu dans les conjurations quelque chose comme un péril inconnu menaçant l'Église,

et à restitution, *sans que la bonne foi le rende excusable*, dit Suarez. Aussi, doit-on reconnaître l'obligation pour le collateur, en vertu du droit positif, du droit naturel et du droit divin, de pourvoir non seulement celui qui est digne, mais celui qui est plus digne, et ceux-là pèchent mortellement qui usent du droit d'élection ou de collation sans tenir compte d'une telle obligation : « *promoventes minus dignum, prætermisso digniore* », cap. *Metropolitano*, 19, distinct. 63 ; c. *Licet*, 15, causa 8, q. 1 ; Innocentius III, cap. unic. *Ut ecclesiastica benef.*, tit. 12, lib. III, *Decret.* Tel est l'enseignement des canonistes, qui fournissent l'énumération des « plus dignes, » parmi lesquels *Doctor seu graduatus præfertur non doctori et non graduato ;* Cf. *Rota sæpius : Regul. Cancellariæ*, 17.

Outre la science, dit Craisson, n. 471, le grade est parfois requis : « *Imo pro quibusdam officiis requiritur, ut promovendus aliquo gradu academico sit insignitus ; videlicet, ubi fieri potest, juxta Tridentinam Synodum*, sess. 24, c. 12, *de ref., archidiaconus debet esse doctor in theologia aut licentiatus in jure canonico ; Theologalis et Pœnitentiarius debent esse doctores vel licentiati in theologia aut jure canonico, si tales in diœcesi inveniri possint. Pro episcopis, vide Trident.*, sess. 22, 2, *de ref. ; pro scholasteriis, vide* ibid., sess. 23, c. 18, *ibid., de ref. ; pro vicariis capitularibus, vide* sess. 24, cap. 16, *de ref.* »

Selon le ch. *Dudum*, 22, *de elect.*, la promotion est annulable si, au temps où elle a été faite, l'élu n'avait pas l'âge, ou n'avait pas la science. Le concile de Trente frappe de nullité certaines promotions dans lesquelles le grade académique ferait défaut, sess. 23, c. 18, *de ref.*, « *Officia vel dignitates quæ scholasteriæ dicuntur, non nisi doctoribus, vel magistris aut licentiatis in sacra pagina, aut in jure canonico, et aliis personis idoneis conferantur, et aliter facta provisio nulla sit et invalida.* »

On demande si pour les prélatures, les bénéfices et offices ecclésiastiques, il suffit de choisir un sujet digne.

S. Liguori, lib. IV, n. 91, 92, répond qu'il est certain qu'on ne peut excuser de péché mortel ceux qui ont promu les *moins dignes*. Et c'est aussi la doctrine du conc. de Trente, sess., 24, c. 1. Innocent XII a d'ailleurs condamné le 9 mars 1679, la proposition qui attribue au conc. de Trente l'emploi du mot *digniores*, les plus dignes, comme équivalent de *dignes*, sans le comparatif, ou comme une locution qui tend seulement à exclure les indignes, ou comme n'ayant d'application que pour le cas du concours. Toutefois, l'omission du plus digne ne donne lieu *à un appel*, c'est-à-dire à une action juridique, que dans le cas du concours, en vertu de la Constitution de S. Pie V, *In conferendis*. Pour les autres cas, la conscience seule reste intéressée.

Honorius III, dont nous avons prononcé le nom déjà, rencontre plus d'une occasion, dans ses épîtres, de formuler le droit. On en peut citer quelques exemples, qui confirment le droit positif certain. — Liv. 1, ep. 128. La science et l'honnêteté des mœurs rendent l'idonéité non douteuse : « *Per eos qui ejus litteraturam et honestatem plenius noverant, de ipsius idoneitate redditi certiores.* » — Ep. 193. « *De Christi patrimonio sustentandi qui disciplinis litteralibus insistentes, noscuntur laudabiliter profecisse.* » Dans le cas particulier qui est l'objet de l'épître : *Clericus G... litterarum studio diutius insudavit et*

plutôt encore que la société. On peut supposer, d'après la sévérité de la loi, qu'il n'eût pas été indulgent pour les Cathares, les Vaudois et autres dont le temps n'était pas venu. A-t-il arrêté ou retardé l'éclosion de quelque secte anti-sociale et anti-religieuse ? C'est ce qu'il serait difficile de savoir.

laudabiliter noscitur profecisse. — Ep. 212 : La peine canonique contre ceux qui font un choix contraire aux règles du droit, c'est la suspense ou la privation du droit lui-même de conférer les bénéfices. « *Quo archiepiscopus magis est ætate, scientia et dignitate conspicuus, eo peccans severiori est sententia puniendus... Specialiter autem hi qui majus donum accepere scientiæ, procul dubio majori subjacent culpæ, si non glorificantes Deum qui scientiarum est Dominus, sed in suis cogitationibus et actionibus vanescentes... ad ecclesiasticas promoveant dignitates qui commissum sibi negotium digne non valeant adimplere.* » — Ep. 221. Dans le cas particulier, le clerc R. doit être promu parce que, au prix de grands travaux et de grandes dépenses, il s'est efforcé d'acquérir la perle incomparable de la science, et que, si un tel clerc n'était pourvu, le nom de la milice sainte serait blasphémé parmi les peuples. — Ep. 226. Motifs : travaux et dépenses pour les études. L'évêque qui a refusé de pourvoir demeure suspendu dans son droit de collation, bien que le clerc dont il s'agit, redoutant la puissance de l'évêque, ait consenti à un accommodement qui lui assurait une pension. — Ep. 243. Motifs : « *Diu scholasticis disciplinis insudavit.* » — Ep. 246. Motifs : Ceux qui sont recommandés par leurs propres mérites, et dont la promotion sera pour les autres un sujet de louable émulation et une provocation à l'avidité de suivre leur exemple, doivent obtenir les bénéfices de l'Église et ses dignités.

Liv. 2, ép. 44. C'est par leurs propres mérites, dit encore le Souverain Pontife, que sont recommandés et aidés pour l'obtention des bénéfices ecclésiastiques, ceux qui, par leurs travaux et leurs veilles, s'efforcent d'acquérir la perle de la science, laquelle illumine, par son éclat, la maison de Dieu, en dissipant les ténèbres de l'ignorance. C'est pourquoi, nous nous réputons d'autant plus rigoureusement obligé de promouvoir ceux dont il s'agit que nous nous sentons tenu davantage à aimer avec le prophète l'honneur de la maison du Seigneur, « *decorem domus ejusdem propensius tenemur diligere cum propheta.* » Aussi nous recommandons présentement notre cher fils maître (ou docteur) Philippe, qui, jusqu'à ce jour, comme nous l'avons appris, a dépensé ses sueurs dans les études, « *insudans scholasticis disciplinis,* » et qui a accompli dans la science des progrès dignes d'éloges, « *laudabiliter profecit.* » Voulons qu'après la monition canonique, vous puissiez être contraint à cet égard (c'est-à-dire obligé à conférer le bénéfice), même par voie de censure, et sans recours d'appel. » — Ép. 142. Le siège Apostolique ayant le souci de promouvoir chacun selon qu'il convient, répand avec une profusion plus abondante la rosée de ses grâces sur ceux qui, s'élevant au-dessus des autres par la science acquise et par la dignité des mœurs, allient la science à l'honnêteté, en les sauvegardant ensemble par une conscience pure. Ceux qui, de la sorte, savent marier par une étroite union l'honnêteté et la science ressemblent aux arbres plantés sur le bord d'un cours d'eau vive, qui donnent dans le temps opportun les fruits les plus suaves, car, par la parole et par l'exemple, ils enseignent aux autres la voie de la vie, *viam vitæ.* De tels hommes doivent *plutôt être sollicités pour accepter les bé-*

Pour la papauté, Charlemagne s'est montré respectueux, jusqu'à vouloir accepter son joug, fût-il intolérable, *supr.* Capitul. de l'an 801. Mais nous savons aussi quel pouvait être parfois son langage envers le pape, dont il loue la *fidélité*, comme s'il *néfices ecclésiastiques, qu'ils n'ont besoin de solliciter eux-mémes.* — Ep. 260. Motifs plus développés : « La munificence de notre charité doit essuyer les sueurs de ceux qui ont employé aux études des jours laborieux et des nuits sans sommeil, afin d'acquérir les trésors de la science par l'exercice de la méditation studieuse. De tels hommes sont l'ornement des lettres par leurs mœurs, et ils apportent à la science le condiment de leur honnêteté. C'est pourquoi nous recommandons maître A., qui a consumé plusieurs années à défricher le champ des études, en dépensant toute sa fortune personnelle pour l'acquisition de la perle précieuse de la science. Il ne peut se faire qu'ayant eu recours à l'Eglise pour trouver en elle un refuge singulier, il soit contraint à mener une vie sans honneur, dont l'opprobre retomberait sur son ordre (le clergé). — Ep. 289. « Parce que nous désirons trouver des hommes de mérite, il est nécessaire que les hommes de mérite, lorsque nous les avons trouvés, soient honorés par nous et que, les ayant comblés de nos bienfaits, leur mérite récompensé brille d'un plus vif éclat, de façon à attirer, ou du moins à inviter quelques-uns à entrer dans la voie de l'imitation. C'est pourquoi le Concile de Latran a voulu que la collation des bénéfices plus considérables fût réservée aux personnes distinguées et lettrées. La littérature, l'honnêteté et la dévotion envers l'Eglise Romaine sont des titres pour obtenir les bénéfices et les dignités ecclésiastiques... »

Liv. 3, ép. 52 : Les saintes Lettres veulent que le salaire de celui qui travaille ne soit pas retenu jusqu'au lendemain : il n'est donc pas juste que le clerc, après des services rendus, attende pendant vingt ans et au delà, soit une prébende, soit un bénéfice ecclésiastique. — Ep. 57 : Nous croyons mériter devant Dieu et devant les hommes quand nous accordons une récompense à celui en qui est le mérite, estimant que la vertu en reçoit plus d'éclat, et que d'autres seront portés à une louable émulation. C'est pourquoi nous voulons que le clerc W..., déjà d'un âge avancé, ne demeure point privé d'un bénéfice ecclésiastique, après que plusieurs fois des prébendes ont été vacantes, auxquelles il n'a point été appelé, bien qu'il y ait eu alors une occasion favorable de le pourvoir, attendu d'ailleurs que sa *science* et la dignité de sa vie sont un objet d'éloges de la part d'un grand nombre. — Ep. 59 : La charité qui agit conformément à l'ordre devient doublement féconde, lorsqu'elle distribue les bénéfices ecclésiastiques aux plus dignes, au grand profit des églises et pour l'avantage des personnes ainsi favorisées. Notre cher fils Mathieu, joignant à l'honnêteté des mœurs *le talent de la science*, est donc digne d'être libéralement pourvu d'un bénéfice, conformément aux règles tracées par le concile général. En déférant à ces règles, vous ferez honneur à votre église, vous prouverez votre amour du prochain, et nous pourrons louer votre dévotion envers le Saint-Siège.

Ce qui résulte, avec évidence, de ces nombreuses citations, c'est qu'au sentiment de Honorius III, aussi bien que d'après S. Thomas, celui à qui appartient la collation des bénéfices et des dignités ecclésiastiques n'en dispose pas comme maître ou propriétaire, libre d'accorder à son gré telle libéralité que bon lui semble, mais comme dispensateur : la grande et magistrale voie qui doit conduire aux bénéfices et aux dignités ecclésiatiques, d'après Honorius,

s'agissait d'un sujet, à qui il adresse des conseils, comme il eût pu faire pour l'un de *ses* évêques.

Charlemagne n'a pas songé à opprimer le pape; il n'a pas entendu ne jouir lui-même que d'un pouvoir subordonné; il n'a pas consommé l'alliance des deux puissances.

Et pour tout dire il n'a pas eu l'idée du problème, tel qu'il s'est posé au temps de Grégoire VII. Sa physionomie est celle d'un grand prince chrétien *avant la lettre*. Il a fait la papauté grande, et la papauté l'a fait grand. Il fallait des conflits pour qu'il y eût séparation des pouvoirs, et il n'y eut pas de conflits. Deux puissances *naissantes dans l'ordre temporel* pouvaient grandir l'une à côté de l'autre sans se nuire. Et la *papauté temporelle*, qui devint la clé de voûte dans l'édifice de la « chrétienté », était un pouvoir naissant.

La pensée politique de Charlemagne relativement à l'épiscopat fut plus nettement accentuée. Il le voulut subordonné, non dans son autorité, mais dans son action; l'autorité de l'empereur n'est jamais mise au-dessus de celle de l'évêque, mais l'action de l'évêque est dirigée par les capitulaires, et parfois remplacée par les capitulaires, qui pourvoient à toutes choses. Charlemagne assume le gouvernement du peuple chrétien. Les premiers et les plus graves intérêts de l'empire sont les intérêts chrétiens, qu'il ne peut délaisser sans devenir un roi *fainéant*. A ses yeux, les synodes sont les moyens d'élaboration des capitulaires (7), et les capitulaires sont la haute sanction, dans laquelle se trouve

ost celle des études, des longues veilles, de la science acquise. — Cf. Concordat de François 1^er^, en 1516 : Rubrice 3^e^. Et davantage les collateurs ordinaires, oultre la prébende théologale, qu'ils seront tenuz de conférer à un qualifié, ils seront tenuz de conférer la tière partie de toutes les dignités, personats, administrations et offices, et autres bénéfices appartenans à leur collation, provision, nomination, présentation ou quelconque autre disposition, en sorte que ce soit à gens lettrez, graduez, et nommez par les universitez... Nous astraignons les collateurs... que les bénéfices appartenant à leur collation, ils ne confèrent à autres... sur peine de suspension de la puissance de conférer les bénéfices.

(7) Les capitulaires 1 et 2, de l'an 811, sont des capitulaires d'interrogation. Charlemagne y consigne ce qu'il demandera aux évêques réunis en synode : c'est ainsi qu'il amassait les matériaux de la loi. Dans le capitul. 2, l. 10, se trouve cette question qu'il posera et qui, sans doute, correspond à un cas particulier de la situation des personnes. Dans quel canon ou dans quelle règle des Pères est-il dit que l'on pourrait faire quelqu'un clerc ou moine contre son gré, ou dans quel texte le Christ l'a-t-il commandé, ou quelque apôtre a-t-il prêché que les personnes viles et de basse condition, même refusant et protestant, pouvaient être contraintes à vivre dans l'Église, en observant la profession de moines ou de chanoines soumis à la règle commune ?

incluse la promulgation des synodes. Les capitulaires déterminent également l'applicabilité à tout l'empire (*). Telle est, dans son ensemble, la légalité des relations du sacerdoce avec le pouvoir civil, d'après les lois de Charlemagne, c'est-à-dire d'après les textes et résultant des textes (8).

§ 3. — *Les Carlovingiens successeurs de Charlemagne.*

254. Les capitulaires carlovingiens, après Charlemagne, n'ont pas, sous le règne de princes dont les états sont fréquemment troublés, une importance égale à ceux du fondateur du nouvel empire d'Occident : le suivant fait exception.

Capitulaire de Louis le Débonnaire, en 816, fait en assemblée des évêques, comtes et notables, concernant l'élection des évêques et des abbés, l'ordination des esclaves, la dîme des églises nouvellement bâties, les vases sacrés, qui ne peuvent être engagés que pour le rachat des captifs. — L. 6, Nul évêque n'ordonnera un serf sans le consentement du maître, sinon le serf ordonné sera déposé et rendu au maître. De même pour celui dont on ignorait la qualité de serf ou d'esclave. Si le maître a consenti, il pourra reprendre à l'esclave ou lui laisser son pécule. Pour ce qui sera acquis après l'ordination, on se conformera aux prescriptions canoniques statuant sur ceux qui ont reçu les ordres sans rien posséder antérieurement. Quant aux esclaves de l'Église, et tous ceux qui sont *de familia Ecclesiæ*, ils pourront être ordonnés après qu'ils auront obtenu la liberté, en la forme spéciale qui est celle-ci : Tout arche-

(*) Nous ne pensons pas que l'on ait relevé, dans le capitulaire 1er de l'an 813, la disposition qui recommande avec évidence, l. 14, l'emploi de la langue vulgaire : « *Ut prædicatio assidue fiat, et ab omnibus intelligatur.* XIV. *De officio prædicationis, ut juxta quod bene vulgaris populus intelligere possit, assidue fiat.* »

(8) Les cinq capitulaires que Baluze qualifie *anni incerti*, et qu'il rejette, pour cette raison, à la fin du règne de Charlemagne, sont reproduits par Walter, *Corp. jur. germ., antiq.* t. II, p. 267 et s. Ils contiennent un résumé substantiel des prescriptions de Charlemagne sur la discipline ecclésiastique, à différentes dates.

Anségise, abbé, a composé quatre livres des capitulaires de Charlemagne et de Louis le Débonnaire, présentés méthodiquement, cf. Walter, t. II, p. 401 et suiv. Benoit Lévite a ajouté trois nouveaux livres aux précédents, en puisant à diverses sources les documents authentiques, cf. ib., p. 491 et s. Il existe, en outre, quatre *Additionnes*, cf. ib., p. 778 et s.

vêque aura en mains notre ordre souverain donné à ce sujet, *nostram auctoritatem*, et les suffragants en garderont un exemplaire, *exemplar penes se habeant*. L'ordre souverain sera lu au peuple, du haut de l'ambon. Puis, ainsi qu'il est mentionné dans ledit ordre souverain, *sicut in nostra auctoritate continetur*, la liberté sera conférée devant l'angle de l'autel, en présence soit des prêtres, soit de fidèles laïques. Il n'y aura plus alors d'obstacle à l'ordination. Si ce n'est pas le choix direct de l'archevêque ou de l'évêque qui appelle cet esclave aux ordres, mais un laïque ou le prévôt des chanoines ou le supérieur d'un monastère, on suivra la même méthode.

La question du recrutement du sacerdoce n'est nulle part mise dans un si grand jour. Les souverains retenaient près d'eux leurs hommes d'armes, comme les municipes avaient retenu pour les charges municipales quiconque appartenait à la curie, comme la terre avait gardé ses ascriptices, V. *supr.* n° 176, et la puissance dominicale ceux qui étaient sa propriété, *ib.*

Mais les serfs et colons de l'Église, ceux qui composaient sa « famille » entraient dans les rangs du sacerdoce, et Charlemagne, nous l'avons vu, se demandait s'il ne suffisait pas de donner un ordre, *supr.* note 7, pour qu'une personne vile et de basse condition devînt clerc ou moine contre son gré. Il voulait voir, de ses yeux, le texte qui renfermerait sur ce point les paroles du Christ ou des Apôtres, ou d'un saint Père ou d'un Concile. Cela devait être prévu, pensait-il. Car la perpétuité du sacerdoce a besoin d'être assurée, et la constitution de la société ne permet de l'assurer que de la sorte. Comme les premiers empereurs chrétiens, il croyait que la forme sociale contemporaine, celle qu'il avait sous ses yeux, serait la forme de toutes les sociétés de l'avenir.

Louis le Débonnaire reprend la pensée de Charlemagne, et il règle *pour toujours* le mode du recrutement sacerdotal, lorsqu'il s'agit des serfs et colons. — Cf. *infr.*, n. 259.

Même capitulaire, l. 7. Nul ecclésiastique ne peut recevoir d'une personne dont les enfants ou les proches seraient exhérédés par le fait de l'acceptation. En pareil cas, une sentence synodale ou impériale obligera à rendre le double. C'est l'inofficiosité romaine opposée à la personne du clerc.

Capitulaire d'Aix-la-Chapelle, en 817, comprenant 85 articles sur la discipline des moines.

Même année, décret de confirmation des donations faites au saint Siège par Pépin et Charlemagne.

Lettre des empereurs Louis le Débonnaire et Lothaire, en 828, devant être lue à tout le peuple et rappelant le jeûne ordonné dans tout l'empire par les deux souverains, avec l'avis des prêtres et des fidèles.

Præceptum de l'an 834, portant fondation et dotation d'un évêché (Hambourg), de l'avis des prêtres et des fidèles de l'empire, *Dignum duximus ut locum aptum nostris in finibus eligeremus ubi sedem episcopalem per hoc nostræ auctoritatis præceptum statueremus.*

Ces paroles sont significatives; elles sont l'expression, aussi bien que les suivantes, du système carlovingien en ce qui concerne l'Église.

Capitulaire de Cologne, en 844, sous Charles le Chauve, sur le respect dû à Dieu, aux églises, au roi. Les églises et le culte, dit le souverain, *auctore Deo, sub ditione et tuitione regiminis nostri consistunt.*

Capitulaire du même, en 845, sur la restauration des églises; le fondateur de l'Église, pontife et roi, a voulu qu'elle fût gouvernée par l'autorité des évêques et la puissance des rois, *Bene nostis ab illo qui solus merito et Rex et Sacerdos fieri potuit, ita Ecclesiam dispositam esse, ut pontificali auctoritate et regali potestate gubernetur.*

Capitulaire de 846. En cas de maladie de l'évêque, le métropolitain pourvoit à l'administration diocésaine, l. 47. L'évêque ne doit porter aucune excommunication sans cause grave, et sans l'assentiment du métropolitain ou de plusieurs évêques de la province, l. 56.

Capitulaire de 853 sur la discipline et la police ecclésiastiques.

Capitulaire de 862, délibéré en synode. Fondés sur l'autorité de Dieu, des saints canons et du Concile de Chalcédoine, les évêques défendent et prohibent toute conspiration, V. *supr.* capitul. de l'an 794.

Capitulaire de Compiègne, en 869, l. 6, 7. Si l'évêque est coupable de quelque injustice envers ses clercs, il sera jugé selon les canons et les lois. Si l'évêque a commis une injustice envers les laïques, et que ceux-ci s'adressent à nous, les archevêques et évêques *obéiront à notre puissance royale*, ainsi qu'il convient à leur ministère et au nôtre, et il sera fait justice selon les canons, selon les lois que l'Église catholique approuve et observe, selon les capitulaires de notre père et de notre aïeul, et selon la juste et raisonnable coutume.

Capitulaire de 877, l. 1, 2, sur l'honneur dû à l'Église Ro-

maine. Elle doit être honorée et respectée parce qu'elle est la tête, *caput*, de toutes les églises; il n'est permis d'attenter quoi que ce soit contre son droit et sa puissance; elle a la charge de l'Église universelle; tout ce que le souverain pontife décrète en vertu de l'autorité Apostolique sera reçu avec vénération et observé avec entière obéissance.

Capitulaire de la même année, fixant la taxe de l'*exaction* normande, c'est-à-dire la somme à payer par chacun des évêques et des abbés, par chaque église et par chaque abbaye, pour le tribut prélevé par les Normands. Cf. capitul. de l'an 779, ou *Decretale precum*.

Capitulaire de Carloman, en 883, l. 7. L'évêque ne pouvant par lui-même veiller et pourvoir à tous les besoins de son diocèse, nous avons statué, *statuimus*, que dans sa ville, pour le temps de son absence, et, en outre, dans les bourgs et lieux éloignés, il préposera des coadjuteurs prêtres qui, en son lieu et place, accompliront le nécessaire, et à qui les autres prêtres, ou plus jeunes, ou moins expérimentés, devront s'adresser. — Le nom des chorévêques était aboli; leur charge allait revivre, en se modifiant. V. *supr.* (après le capitul. de 797).

255. Quand la main ferme et puissante de Charlemagne eut laissé l'empire à des héritiers impuissants, ses véritables successeurs ne furent pas ses fils et descendants, ce furent les évêques. Charlemagne avait accru l'autorité de l'Eglise. Il avait discipliné le sacerdoce. Le travail interne et autonome des synodes ne s'était pas ralenti, V. *supr.* note 3, n. 247. Lorsque les paroles et les actes de Charlemagne sont empreints de césarisme, c'est là un pur incident, dont la valeur apparente est toujours exagérée par les contemporains, et dont l'histoire d'une grande institution poursuivant sa vie à travers les siècles tient moins de compte.

On peut voir dans les capitulaires des évêques de la province de Reims et de la province de Rouen, adressés à Louis, roi de Germanie (9) combien les relations avec le pouvoir civil sont devenues indépendantes. On se sent en face d'une légalité toute nouvelle en parcourant rapidement ce document :

Nous avons reçu, disent les évêques, les lettres par lesquelles vous nous avez convoqués pour délibérer avec vous et avec vos fidèles sur la restauration de la sainte Église et le salut du

(9) Walter, *Corp. jur. germ. antiq.* t. I.

peuple chrétien. Notre humilité n'a point fait mépris du commandement de votre sublimité, mais celui qui commande l'impossible, s'expose à l'inexécution de l'ordre donné, *Qui jubet impossibile facit se contemptibilem.* Du reste, si vous aviez l'intention de restaurer la sainte Église et de travailler au salut du peuple chrétien, il était juste et raisonnable de l'entreprendre en suivant nos conseils, ou plutôt les conseils divins. Car ce que nous vous avons écrit, exprimé de vive voix ou transmis, ce n'est pas ce qui vient de nous, mais ce qui vient de Dieu, ce que nous avons trouvé dans les saintes Lettres, ou ce que nous avons reconnu être dans la situation. Que celui qui veut rester prudent, vienne à résipiscence et comprenne combien Dieu est offensé grandement si, dans des choses manifestement claires et de grande importance, on pèche sans avoir l'excuse de l'ignorance. Dieu permet les fautes des rois, mais il ne les laissera pas sans vengeance. Nous avons reçu l'Esprit d'en haut, et c'est à nous qu'il a été dit : Ce n'est pas vous qui parlerez, mais l'Esprit de votre Père est celui qui parle en vous. Ne vous laissez pas séduire par l'apparence des choses présentes, qui passent vite... Charles, père du roi Pépin, est le premier entre ceux qui ont eu l'autorité sur les Francs, par qui l'Église ait été dépouillée de ses biens, distribués injustement : c'est pour cela seul qu'il s'est perdu éternellement. Eucher, évêque d'Orléans, étant en oraison, a reçu de Dieu le privilège de plonger ses regards jusqu'au fond des enfers, et il l'a vu tourmenté dans ce lieu. Un ange apprit à l'évêque qu'il était ainsi traité pour avoir enlevé et distribué les richesses des lieux saints... C'est pourquoi l'empereur Charles, lorsqu'il n'était encore que roi, fit un édit pour écarter de l'esprit de ses fils et successeurs la pensée d'un pareil attentat. Nous avons l'édit parmi les capitulaires, et nous tenons le récit de l'empereur Louis, votre père... Mais, puisque vous avez résolu de vous occuper de l'état du peuple chrétien et de son salut, commencez par vous corriger vous-même, ainsi qu'il est écrit : Médecin, guéris d'abord tes plaies. Vous êtes roi, et vous vous faites appeler : Seigneur. Élevez donc votre esprit vers celui qui est le Roi des rois et le Seigneur des seigneurs, celui de qui vous empruntez les noms.

Le moyen âge, avec l'âpreté de ses luttes, commence dès les temps Carlovingiens.

§ 4. — *Droit chrétien de l'Espagne : Troisième concile de Tolède et recrutement du sacerdoce. — Synthèse de la légalité.*

256. La légalité de l'Occident, à l'époque qui nous occupe, et relativement au sujet que nous traitons, malgré quelques divergences dans le détail, se développe avec une uniformité qui est presque l'unité de législation. De l'unité romaine, on arrive à l'unité Carlovingienne sans beaucoup d'étonnement. Les Gaules, l'Italie, la Germanie, poursuivent leurs destinées unies, en modifiant peu les théories de droit antérieures, en les appliquant et les accommodant aux temps nouveaux. Une seule théorie vraiment neuve, vraiment féconde, de laquelle dérivera tout un ensemble de lois, qui crée un droit ecclésiastique certain, inébranlable, inéluctable, c'est celle de la science faisant partie intégrante de l'essence du sacerdoce. Tous les conciles venus ensuite, tous les papes, tout le droit canon n'ont cessé de protester contre les trop fréquentes violations de ce droit.

A l'heure présente, il n'est pas un élève des écoles épiscopales de théologie qui ignore que le concours, c'est-à-dire la théorie de droit basée sur la science, est le droit commun du sacerdoce, alors même que des coutumes contraires sont *légitimement* en vigueur. Le concours, l'élection, l'inamovibilité, sont des principes de l'Église d'Occident qui ont constitué une forte légalité du sacerdoce. L'Église grecque n'a pas connu le concours ; elle a gardé l'élection ; elle a souvent toléré l'amovibilité et le renversement de ses pontifes eux-mêmes.

Nous exposons ici, il ne faut pas s'y tromper, beaucoup moins encore une légalité pleine de grandeur, que nous ne cherchons à en montrer la *valeur juridique*, en assignant sa place, en la montrant corroborée par les plus imposantes autorités, à travers les âges.

De nos jours, quelques-uns de ceux qui ont entrevu la grandeur de cette légalité, séduits par l'idéal, en ont réclamé l'application, comme ils eussent fait pour une Grande Charte quelconque, méconnue par les détenteurs du pouvoir. Mais les grandes questions contemporaines ne se présentent pas, d'habitude, avec cette simplicité dans les moyens de solution. Il y faut les méditations des sages ou l'intuition du génie.

257. Tandis que l'unité se continuait ou se formait dans

l'Occident, à quelques égards sous un aspect nouveau, l'Espagne développait isolément sa civilisation et sa légalité, *dans ses conciles*, plus encore que par l'œuvre des rois.

Les Visigoths lui apportent l'hérésie arienne, qui la recouvre tout entière, puis disparaît sans laisser de trace. Mais son catholicisme semble toujours conserver l'ardeur sectaire. Sa façon d'entendre la vérité est celle de Mahomet : Crois ou meurs. L'Espagne est le pays prédestiné de l'inquisition.

Le 1^er^ concile de Tolède est de l'an 400 (1). Le canon 1 permet aux diacres, mariés avant l'interdiction portée par les évêques de Lusitanie, d'exercer leur ministère, *etiamsi uxores habeant, in ministerio constituantur*. Toutefois ils devront être *vel integri, vel casti, et continentis vitæ*, s'ils prétendent à l'ordre de prêtrise : *Si continenter cum uxoribus non vixerint, presbyterii honore non cumulentur*, can. 1. Il en est de même du prêtre, qui garde son ministère, mais qui ne parviendra pas à l'épiscopat, s'il a eu des enfants. Si, après la mort d'une première, le sous-diacre prend une seconde femme, il descend d'un degré, et s'il en prend une troisième il est réduit au rang de laïque, can. 4. Nul n'osera rechercher en mariage la veuve de l'évêque, du prêtre ou du diacre, can. 18. Si la fille de l'évêque, du prêtre, ou du diacre a péché, ni son père, ni sa mère ne pourront la recevoir en affection et en amitié, can. 19. La femme du clerc, si elle a péché, pourra être liée dans sa maison, privée de nourriture; elle sera légitimement châtiée, mais pas jusqu'à la mort, can. 7.

En 531, 2^e^ concile de Tolède. Les enfants offerts en bas âge à l'Eglise seront interrogés, à 18 ans, pour savoir s'ils renoncent au mariage, et ils pourront ensuite être ordonnés sous-diacres; ils seront diacres à 25 ans, can. 1. Ils garderont désormais la chasteté, can. 3. Pour ce qui concerne les biens pos-

(1) Nous suivons pour l'indication des conciles de Tolède la grande collection des *Acta conciliorum* de Hardouin, t. I, II, III, in f°. Les historiens modifient la série de ces conciles, pour le n° d'ordre. Le 2^e^ concile est placé par eux à la date de 447. Il est dirigé contre les Priscillianistes, et il reproduit les canons de discipline de l'an 400. Le 3^e^ concile, au début du règne de Récarède, prend le chiffre 4^e^. Un concile de 597, non mentionné par Hardouin, rapporté par Fleury, *Hist. ecclés.*, liv XXXVI, ch. XII, devient le 5^e^, etc.

(Concile de Tolède de 597 : l'évêque pourra imposer la continence aux prêtres et aux diacres, et pour cela les déposer, les enfermer. — Huesca, en 598 : l'évêque assemblera tous les ans les prêtres et les diacres; il s'enquerra de la continence. — Barcelone, 599 : le clergé et le peuple éliront l'évêque, en désignant deux ou trois sujets, parmi lesquels choisira le métropolitain).

sédés par eux, tout ce qui leur vient de l'Église retournera à l'Église, can. 4. Il ne leur sera pas permis de passer du service d'une église au service d'une autre.

Le sacerdoce se constitue 1° sans la richesse, 2° avec le lien du clerc attaché à une église particulière; il se constitue 3° dans la chasteté, mais avec la jalousie et le sentiment vindicatif à l'égard de la femme. Des instincts de race se révèlent.

Ces deux premiers conciles sont assez souvent laissés en dehors de la *série* des conciles de Tolède : ils ne sont soumis à aucune influence des Visigoths. (L'invasion des Vandales en Espagne est de l'an 409; ils passent, en 429, dans la Mauritanie, et ils s'emparent d'Hippone en 451. Les Visigoths sont fixés, en 412, entre la Loire et les Pyrénées; en 415, leur roi Wallia pénètre en Espagne; Théodoric II (453) et Euric (465) achèvent la conquête. Mais Récarède est le premier roi catholique.)

258. Récarède, en 587, entraîne avec lui dans le catholicisme toute la hiérarchie arienne. Ce n'est pas, on le sait, le seul exemple de ces toutes-puissantes influences royales. L'évêque Seggon, moins docile que les autres évêques ariens, est banni; il a les deux mains coupées.

Le 3e concile de Tolède, en 588, réunit 72 évêques. Le roi et les grands y prennent part, et il en sera ainsi généralement pour les conciles, qui sont suivis de la *loi de confirmation* royale. Récarède lit sa confession de foi; il déclare qu'il veut ramener le royaume à l'unité; il anathématise Arius; il admet les conciles de Nicée à Chalcédoine, et tous autres orthodoxes; l'écrit qui contient toutes ces choses sera gardé avec les monuments canoniques.

Nous avons vu, à Constantinople, des procédés semblables.

Des conciles seront tenus tous les ans. Les évêques et les métropolitains, les juges des lieux et les intendants royaux s'y trouveront réunis. L'Espagne est le pays des conciles, de même que l'Afrique: ils sont sa discipline vivante, active. L'Orient est le pays du *gouvernement synodal*, non pas à l'origine, mais dans la suite des temps, et à l'heure présente. Ce sont choses distinctes. En Occident, quand les décisions sont des *décisions conciliaires*, le gouvernement n'est pas *conciliaire*.

Le concile ordonne aux évêques, prêtres et diacres qui vivent maritalement, de se séparer de chambre, et de maison, s'il se peut. Il défend aux clercs, pour contestation entre eux, le recours au juge séculier. Il interdit l'aliénation des biens des

églises, si ce n'est pour fonder un monastère. La disposition des biens ecclésiastiques appartient à l'évêque. Les hommes libres recommandés à l'Église, les affranchis de l'évêque demeurent sous la protection de celui-ci; « les clercs des familles fiscales restent attachés à l'Église en payant la capitation »; nul ne peut les revendiquer sous prétexte de donation du prince. Les juges n'imposeront point de corvée aux serfs des évêques, des églises et des clercs. Les danses et les chansons sont prohibées pour les fêtes des saints. Aucune charge publique ne sera accordée aux juifs; ils ne pourront se marier avec les chrétiens. Le paganisme sera poursuivi et anéanti par l'accord de l'autorité civile et des évêques.

Les prescriptions relatives aux biens des églises, à l'immunité personnelle ou réelle n'ont rien de nouveau. De même pour celles qui concernent le judaïsme et le paganisme. Quant à la dévotion sévère, rigide, mais ardente, qui bannit les divertissements, il suffit d'en noter l'expression.

259. Mais un point spécial nous paraît sinon nouveau, du moins mis en sa plus grande lumière : nous l'avions rencontré déjà, c'est le principe du recrutement du sacerdoce, lequel importe grandement aux relations avec l'autorité civile, puisque c'est elle qui le réglemente ici et ailleurs, Voy. *supr.*, n^os^ 145, 176; conc. d'Orléans en 511, n° 240; Voy. capitulaire de l'an 801, 2^e^ de l'an 805, et surtout le capitulaire de 816, de Louis le Débonnaire, n° 254. Ce dernier est bien postérieur en date au 3^e^ concile de Tolède. — Nous reprenons toute la théorie de droit :

En règle générale, les clercs doivent être choisis de façon à ne pas entraver par leur absence personnelle du milieu de la société, ou par l'absence de leur richesse propre, l'activité sociale (2). Ils sont choisis parmi les pauvres.

S'ils sont riches, ils renoncent à leurs biens, qui demeurent au municipe. Ils ne pourront ensuite acquérir par les modes ordinaires, mais par les seuls modes ecclésiastiques. Ils ne disposeront pas de la richesse ecclésiastique. Ce qui aura passé

(2) J. Martha, *Les sacerdoces athéniens*. Paris 1882, p. 27. Les anciens ont toujours pensé qu'il fallait confier aux vieillards le soin d'offrir aux dieux les prières et les offrandes des hommes. Un proverbe disait : Aux jeunes gens appartient l'action, aux hommes faits le conseil, aux vieillards la prière. Platon n'admettait pas qu'un prêtre eût moins de soixante ans. Selon Aristote, *Politiq.*, VII, 8, 6, le ministère des dieux ne devait être remis qu'aux mains des citoyens qui, à cause de leur âge, *avaient renoncé à la vie active*.

dans leur patrimoine fera retour à l'Église et aux pauvres. La richesse ecclésiastique sera une richesse distincte de toute autre, gouvernée par des règles particulières. A ces conditions, elle sera protégée, comme la personne ecclésiastique est protégée. Elle aura l'immunité.

Si celui qui devient clerc doit un service municipal personnel, il sera remplacé, et celui qui est subrogé en sa fortune sera subrogé en sa charge. S'il doit un service militaire personnel, il se fera remplacer par argent. S'il est esclave, il faudra l'assentiment du maître; s'il est ascriptice, attaché personnellement à la glèbe, il sera tenu de fournir un remplaçant pour la culture du sol, dont il ne pourra d'ailleurs s'éloigner. Ce qui précède est la tentative *romaine* d'organisation.

Pour tout homme libre, compté parmi les *fidèles* du roi, qui entrerait dans le clergé, ajoutent *les lois barbares*, il faudra l'*assentiment du roi*. C'est une des raisons pour lesquelles les rois sont souvent sollicités de nommer des évêques, soit directement, soit après qu'ils leur sont *nominativement désignés parmi les laïques de leur entourage*. Les barbares font une application du principe romain. Ils ne changent pas le principe.

L'Église pourra aussi affranchir *ses serfs*, afin de les ordonner. Voilà un troisième mode, c'est le mode *ecclésiastique*, et l'Église se suffira à elle-même, au moyen de ses propres serfs et d'autres que nous allons nommer.

Car, l'Église pourra choisir encore parmi ses colons, parmi *ceux qui vivent sous sa protection et forment sa famille*. Les enfants offerts en bas âge, a dit le 2e conc. de Tolède, seront interrogés, à 18 ans, pour savoir d'eux s'ils pourront garder la continence, et ils deviendront clercs. Mais le clerc ne pourra jamais quitter son église. Elle l'affranchit, s'il en est besoin, pour l'élever à sa fonction sublime, mais elle le garde pour elle-même. Le clerc n'est pas *addictus glebœ*, mais il est *addictus*. Il ne peut se démettre, non plus que le membre de la curie, qui n'est pas davantage attaché à la glèbe. Le droit romain avait admis que l'on peut être attaché à une charge, *addictus*, à une fonction, soit du municipe, soit de la culture, et le principe reçoit son application dans l'Église pour le sacerdoce.

En outre, 1° la souveraineté crée une sorte de domaine public attribué au roi, avec des charges imposées en vue du bien général, de même que 2° la propriété de l'Eglise crée un domaine public *sui generis*, avec des charges en vue du bien général.

Les hommes qui, à divers titres, esclaves ou colons, appar-

tiennent au domaine royal, pourront aussi être voués à l'Eglise. Nul, dit le 3e concile de Tolède, ne pourra se prévaloir, à leur égard, fût-ce d'une donation du prince.

Les conciles de Tolède ont donc précisé davantage les divers côtés de la question :

Nous n'attribuons aux conciles de Tolède que le mérite d'avoir éclairci davantage, disons-nous, certains points de la théorie de droit sur le recrutement sacerdotal. — Dans le 1er concile, can. 10, il est statué que nul ne peut être ordonné, s'il est retenu par un lien quelconque : *Clericos, si qui obligati sunt, vel pro æquatione vel genere alicujus domus, non ordinandos, nisi probatæ vitæ fuerint et patronorum consensus accesserit.* — Le 3e concile, can. 73, est tout aussi formel : *Quicumque libertatem a dominis suis percipiunt, ut nullum sibimet obsequium patronus retentet, isti, si sine crimine sunt, ad clericatus ordinem libere suscipiantur, quia directa manumissione absoluti noscuntur. Qui vero retento obsequio manumissi sunt pro eo quod adhuc a patrono servitute teneantur obnoxii, nullatenus sunt ad ecclesiasticum ordinem promovendi.* La servitude est un obstacle à l'ordination. Le lien qui subsiste à l'égard de l'affranchi est un obstacle.

Un moyen de solution de la difficulté paraît, cependant, s'offrir à l'esprit. L'Eglise constituera *sa famille*, en y comprenant : 1° tout affranchi descendant du prêtre ou du diacre ordonné canoniquement par l'évêque, 2° tout affranchi d'un patron quelconque, s'il a été *recommandé* à l'Église, car alors l'évêque obtiendra du prince que nulle revendication ne puisse avoir lieu, 3° les enfants remis en bas âge à l'Eglise par leurs parents pour l'office de cléricature. — Conc. 2e, can. 6 : *De libertis autem id Dei præcipiunt sacerdotes ut si qui presbyteri vel diaconi ab episcopis facti sunt secundum modum quo canones antiqui dant licentiam, sint liberi, et tamen a patrocinio ecclesiæ tam ipsi quam ab ipsis progeniti non recedant. Ab aliis quoque libertati traditi et ecclesiis commendati, patrocindo episcopi colligantur, et ne cuiquam donantur a principe hoc episcopus postulet.* — Can. 1 et 2 : *De his quos voluntas parentum a primis infantiæ annis clericatus officio manciparit... placuit custodire, ne qui de his qui tali educatione imbuuntur, qualibet occasione cogente, propriam relinquentes ecclesiam ad aliam transire præsumant. Episcopus vero qui eos suscipere absque conscientia proprii sacerdotis fortasse præsumpserit totius fraternitatis reum esse se noverit.* Voilà donc la famille de l'Église constituée dans son indépendance de tout lien du dehors.

N'oublions pas que l'Eglise possède, en outre, ses serfs et ses colons, pour lesquels il n'existe aucun lien du dehors.

Rappelons, toutefois, que les affranchis de l'Eglise sont toujours, en leur qualité d'affranchis, des *obligati*, mais à l'égard de l'Église seule. Le 3e conc. de Tolède, can. 70, s'en explique en ces termes : *Liberti Ecclesiæ, quia nunquam moritur eorum patrona, a patrocinio ejusdem nunquam discedant.*

Ceci posé, s'il est besoin d'appeler au sacerdoce l'un des membres de la *famille* de l'Eglise, il n'y a nulle difficulté. Mais l'Eglise, qui n'admettrait pas le clerc s'il est retenu par un lien de patronage étranger, ne brise pas le lien de patronage existant à son profit : le prêtre ne pourra disposer, à titre de legs, d'une portion quelconque de son héritage, qui, tout entier, revient à l'Eglise, conc. 3e, can. 76 : *De familiis ecclesiæ constituere presbyteros et diaconos per parochias liceat. Quidquid autem talibus, aut per libertatem concessum, aut successione extiterit datum, aut a quolibet quoquo modo collatum, non licebit eis quidpiam inde in extraneas personas transmittere, sed omnia ad jus ecclesiæ a qua manumissi sunt oportet post eorum obitum pertinere.*

Conférer le sacerdoce à un serf de l'Eglise est chose moins facile. Car, il faut d'abord un affranchissement. L'évêque ne doit pas affranchir au détriment de l'Eglise; il devra compenser en donnant deux serfs de même mérite et possédant un pécule égal; conc. 3e, can. 68 : *Episcopus qui mancipium juris ecclesiæ manumitti desiderat, duo meriti ejusdem et peculii coram concilio ecclesiæ cui præeminet per commutationem, subscribentibus sacerdotibus offerat... Tunc enim liberam manumissionem sine patrocinio ecclesiæ concedere poterit.*

Cette sorte d'affranchissement ne laissera pas même subsister en faveur de l'Eglise le droit de patron, avec succession dans les biens de l'affranchi. Autrement, et en règle générale, l'évêque qui ne donne pas une compensation sur ses biens propres, doit redouter la sentence divine, et ce serait pour sa condamnation qu'il aurait prononcé la sentence de liberté, *ad condemnationem suam facere non præsumat*, can. 67.

Ce sont là tout autant de points que l'on ignore si l'on ne prend pas la peine de rechercher jusque dans les détails tout ce qui se rattache à la vie d'une institution. Le recrutement du sacerdoce avait besoin d'être *facilité*, et il le fut par le concours du prince.

Sur la demande de l'évêque, la protection du prince est acquise à l'affranchi *recommandé* à l'Eglise, qui devient prêtre ou

diacre, avons-nous dit. La protection du prince couvre également, pendant toute sa vie, le clerc tiré de la famille du fisc, c'est-à-dire ayant appartenu au domaine royal ou au domaine public : il n'a pas cessé, en passant à l'Eglise, de faire partie d'un grand service public, conc. 3e, can. 8 : *Jubente autem atque consentiente domino piissimo Reccaredo rege, id præcipit sacerdotale consilium ut clericos ex familia fisci nullus audeat a principe donatos expetere.* Le serf de la famille du fisc pourra d'ailleurs être fondateur d'église, ou doter une église. L'évêque obtiendra la confirmation royale, can. 16; il ne sera pas question du droit que le fisc peut avoir sur son pécule. Ce qui appartenait au domaine public est acquis à un service public. Toute cette théorie de droit est parfaitement déduite ; il suffit d'en avoir saisi le principe pour en comprendre l'enchaînement et la coordination.

Or, cette question de recrutement, envisagé comme répondant aux besoins d'un service public, conduit à des conséquences bien importantes, dans le système de Charlemagne.

Les *addicti* de l'Église sont enlevés au domaine de l'Eglise, mais pour demeurer à son service. D'autres *addicti* sont tirés du domaine royal, mais pour rester, dans l'Église, au service de l'État.

Charlemagne eut évidemment l'idée d'un sacerdoce fonctionnant comme service public, et c'est pourquoi, lui empereur, parle de l'épiscopat, en disant : *Nos* évêques. C'est cette même idée d'un grand service public fonctionnant dans l'État, que nous croyons trouver dans le 3e concile de Tolède, expliqué à l'aide des rapprochements fournis ici. Ce n'est pas une pensée d'asservissement, que poursuit le concile ou l'empereur, c'est la reconnaissance d'un grand fait, qui a échappé à Constantin et aux empereurs chrétiens ses successeurs, d'un fait que confirme le capitulaire de Louis le Débonnaire, en 816, lorsqu'il interpose l'*auctoritas* du prince pour *habiliter* le clerc à recevoir les ordres.

Dans l'état chrétien de Charlemagne, le premier et le plus important des services publics, au sens où la langue moderne entend cette expression, en matière de droit public interne, ce fut celui du sacerdoce, et l'action de tous les autres services publics devait être mise en mouvement par celui-là. Cette idée d'organisation politique ne fut pas celle de Constantin, assurément, lorsqu'il se bornait à fonder comme institution monarchique l'ordre privilégié du clergé.

Les *missi dominici* sont bien une institution originale, qui, toutefois, eut ses antécédents dans le droit.

260. Le 4ᵉ concile de Tolède, en 633, rédigea 75 canons, dont le premier est une profession de foi où les mystères de la Trinité et de l'Incarnation sont affirmés et expliqués contre les hérétiques. — Can. 19 : Ne peuvent être ordonnés les inconnus, les ignorants (un concile de Narbonne, en 589, voulait que le prêtre et le diacre sachent au moins lire), ni les membres de la curie, ni les soldats. — Can. 43 : *Quidam clerici non habentes legitimum conjugium, extranearum mulierum vel ancillarum consortia expetunt;* la femme sera vendue par l'évêque comme esclave. — Can. 60. On enlèvera aux juifs leurs enfants pour les élever chrétiennement.

Dans le 5ᵉ (le 8ᵉ), en 636, Chintila fait prononcer l'excommunication contre quiconque maudit le roi, can. 5; contre celui qui du vivant du roi, s'attache un parti, pour arriver à lui succéder, can. 4; contre celui qui, lors de la vacance du trône, chercherait à se faire élire, n'ayant ni l'origine illustre, ni les vertus royales, can. 3. L'Eglise, dans ses conciles devient un appui du trône, un auxiliaire de la politique.

Dans le 6ᵉ (9ᵉ), en 638, le roi formule sa profession de foi : can. 1, il veut que nul, dans son royaume, ne vive en dehors de la foi catholique, *Nec sinit degere in regno suo, eum qui non sit catholicus;* can. 3, tout souverain fera le serment de poursuivre la perfidie des Juifs, *nullatenus perfidiæ favens.*

Le 8ᵉ (11ᵉ), can, 4, 7, s'élève contre l'incontinence de l'évêque ou du prêtre, et contre les Juifs, *Judæorum abominabilis ac nefanda perfidia et exsecranda.*

Le 9ᵉ (12ᵉ) protège les biens de l'Église contre les clercs, can. 16. Il attache à perpétuité les affranchis de l'Église et leurs descendants à l'obéissance envers l'Église particulière de laquelle ils ont obtenu le bienfait de la liberté.

Le 10ᵉ (13ᵉ) défend qu'un laïque commande aux religieux, qu'un juif commande à des chrétiens, can. 3. — Il ordonne que les enfants contre lesquels il sera prouvé qu'ils ont reçu la tonsure ou l'habit religieux, à un temps quelconque, seront ramenés par la contrainte à la vie religieuse à laquelle ils auraient échappé, can. 6.

Le 11ᵉ (14ᵉ) commence par la profession de foi du roi Wamba. Ces professions de foi des rois ne sont formulées qu'à titre de loi dans l'Église et dans l'État. Le concile n'est pas, du reste,

pour toute l'Espagne : c'est un synode que le roi a autorisé pour les évêques de la province de Carthagène, et sur leur demande.

Le 12e (15e), en 681, est réuni par Erwige. Wamba, malade, avait demandé et reçu l'habit de pénitent. Rendu à la santé, mais désormais séparé du monde, il avait eu, lui vivant, un successeur qui jugeait bon de s'affermir par l'autorité d'un concile. Le roi donne des gages à l'opinion, au sentiment national : les Juifs ne pourront célébrer leurs fêtes, même celle de Pâques; ils observeront le dimanche; ils n'auront point de livres de leur religion ; toute dispute religieuse leur est interdite ; ils sont soumis au jugement des prêtres, à qui seuls il appartient de connaître de la cause des Juifs : *Ut omnis cura distinguendi Judæos solis sacerdotibus debeatur. Item ne judices quidquam de Judæorum excessibus extra sacerdotum convenientiam judicare præsumant.*

Le 13e (16e) défend que qui que ce soit prenne la femme du défunt roi pour épouse ou pis encore, *in conjugio aut in adulterio*. Fût-ce le nouveau souverain lui-même, il sera excommunié et livré à Satan, can. 5 : *Exsecrabile facinus et iniquitatis opus est regale torum appetere et horrendis pollutionum maculis sordidare.*

Le 14e (17e) reçoit du pape Léon la notification du concile général de Constantinople. — Le 15e (18e) contient la profession de foi du roi Egica. — Le 16e (19e) s'occupe de la répression des Juifs et des attentats politiques. — Le 17e (20e), en 694, condamne de nouveau les Juifs et renferme un canon pour la protection de la reine et des enfants du roi. Une conspiration des Juifs avait été découverte : le 8e can. condamne tous ceux qui habitent l'Espagne à être dépouillés de leurs biens, réduits en servitude perpétuelle, sans que ceux dont ils sont les esclaves puissent leur permettre aucune cérémonie de leur culte; leurs enfants seront séparés d'eux à l'âge de sept ans, pour être élevés en chrétiens et faire des mariages chrétiens. Le concile est confirmé par édit royal; il est le dernier dont on ait les actes. — Le suivant, 18e (21e), sous Vitiza, est exclusivement relatif aux intérêts politiques.

Les Juifs eurent, en Espagne, leur conspiration de la Saint-Barthélemi ou leur conspiration des poudres, dont la royauté fit usage pour les supprimer légalement, ou les opprimer légalement.

Après six siècles d'intervalle, il y eut, en 1323, un concile de Tolède pour la discipline, un autre en 1329, un autre en 1473,

et le dernier, sous Philippe II, en 1565, pour la promulgation du concile de Trente. Les droits de Tolède comme métropole avaient été affirmés en un concile de 610, s'appuyant sur les décisions du 2e concile tenu dans la même ville.

261. Le sacerdoce, en Espagne, se défend contre la *femme* et contre les *Juifs;* il met l'institution des conciles au service de la royauté, jusque dans ses préoccupations de jalousie conjugale posthume; il subit le mélange des grands, c'est-à-dire des laïques, dans les synodes où il siège; il attend la confirmation royale pour ses canons, et il insère « parmi ses documents canoniques » les professions de foi du souverain. Cependant, il domine autant qu'il est dominé, et par les moyens même qui servent à le dominer. Il inspire l'action de la royauté; il forme la nation, en disposant des forces de la royauté, et, parmi les grands, nul n'est placé si haut qu'il ne puisse être atteint par l'anathème, puisque la dignité royale ne serait pas à l'abri, si le monarque « favorisait la perfidie » des Juifs, s'il osait lever les regards vers la femme restée veuve de celui qui, vivant, a régné sur l'Espagne, ou simplement s'il n'est pas jugé assez distingué par la noblesse de son origine, ou supérieur aux autres hommes par son mérite personnel, toutes choses qui le rendent justiciable du pouvoir d'excommunication. Du reste, le roi devra donner des gages, on l'a dit, au sentiment national, en partageant à l'égard des Juifs l'horreur du sacerdoce pour une nation réprouvée. Cette nation, le roi la livrera au sacerdoce, qui sera seul apte à prononcer sur les pères et sur les enfants, à l'exclusion de tout juge. Telles sont les relations qui s'établissent avec le pouvoir civil, et qui prennent le pas sur les questions d'immunité ecclésiastique, de pouvoir du juge ecclésiastique dans les causes civiles, d'inaliénabilité du domaine ecclésiastique et autres.

262. On ne peut nier l'originalité puissante de cette légalité ecclésiastique espagnole. Mais on ne peut affirmer, ce semble, que des principes de droit ou des théories de droit se sont dégagés nettement de cet ensemble légal.

Le sacerdoce a établi, en Espagne, une monarchie qui est est sortie victorieuse des plus grandes luttes, et a su refouler la domination musulmane. Le sacerdoce a pétri, à son gré, une nation catholique généreuse, ardente, et douée surtout de l'instinct de la grandeur. L'œuvre est imposante entre toutes et se

suffit à elle-même. D'autres ont développé le droit : leur mission est différente.

Cependant, une idée juridique s'élabore en Espagne sous l'influence, ou par l'action directe du sacerdoce, réuni dans les conciles de Tolède, où se rendent le souverain et les grands de la nation, ceux-ci obligatoirement (V. *supr.*, le 3e (4e) concile de Tolède).

Cette idée juridique qui s'élabore, cette théorie du droit, dont les Juifs paient surtout les frais, c'est celle de la coercition appartenant à la société en général et pouvant être employée comme moyen de gouvernement pour réduire les volontés rebelles; de la coercition gouvernementale, primant la mansuétude et s'imposant comme nécessité sociale, s'établissant comme base de la politique; de la coercition remise expressément, en Espagne, aux mains du sacerdoce : tout prêtre y est dépositaire de l'enseignement et de la doctrine, mais tout prêtre y reçoit une part des fonctions que l'État réserve ailleurs aux juges d'instruction; enfin de la coercition qui fait appel au bras séculier, ou qui remplacera, dans une certaine mesure, le bras séculier.

Ainsi, l'évêque, le prêtre et le diacre seront les justiciers de la fille coupable; la femme du clerc sera chargée de liens dans sa maison et privée d'aliments par le clerc qu'elle a offensé; l'évêque fera renfermer le clerc prévaricateur; l'évêque fera vendre la femme qui a péché; le clerc sera contraint de demeurer attaché à son église; l'affranchi de l'Eglise et tous ses descendants y seront contraints pareillement; l'enfant qui aura reçu jadis la tonsure sera ramené par la contrainte à la vie du clerc ou du moine; le roi lui-même n'osera pas revenir au milieu du monde, s'il a reçu l'habit de pénitent; nul n'a le droit de vivre sur la terre d'Espagne, *qui non sit catholicus;* les enfants du Juif seront saisis par le prêtre, qui les fera élever; le Juif pourra être vendu comme esclave, et ses biens confisqués, il ne pourra faire aucun acte de sa religion, il sera tenu de se présenter régulièrement devant l'évêque, tandis que sa femme et ses filles suivront par la contrainte les femmes chrétiennes dans les réunions pieuses; le juge ordinaire sera incompétent pour la recherche des Juifs, le prêtre ou l'évêque est le seul de qui relève toute cause concernant l'abominable et criminelle perfidie judaïque.

Les problèmes que soulève l'idée juridique dont il s'agit, traversent, en Espagne, l'épreuve de l'application aux faits quotidiens,

durant les âges de l'inquisition espagnole, et aboutissent, de nos jours, à leur formule contemporaine, dans l'Encyclique *Quanta cura* de Pie IX, du 8 décembre 1864, § *Atque contra :*

« Contrairement à la doctrine de l'Ecriture, de l'Eglise et des Saints-Pères, ils n'hésitent pas (nos modernes politiques) à affirmer « que *le meilleur* gouvernement est celui où l'on ne reconnaît pas au pouvoir l'office de coercition, *officium coercendi*, au moyen d'une pénalité de droit, *sancitis pœnis*, à l'égard des *violateurs* de la religion catholique, si ce n'est quand la paix publique le demande. » Par suite de cette idée entièrement fausse, *omnino falsa*, ils ne craignent pas de favoriser cette opinion erronée, on ne peut plus fatale à l'Eglise catholique et au salut des âmes, que notre prédécesseur Grégoire XVI a nommée un *délire*, savoir, « que la liberté de conscience et des cultes est un droit propre de tout homme, *que la loi doit proclamer et affirmer* dans toute société bien constituée, et que les citoyens ont droit à une liberté *absolument sans réserve* (omnimodam libertatem) et sans limitation possible de la part d'aucune autorité, soit ecclésiastique, soit civile, de telle sorte qu'ils puissent *ouvertement et publiquement* (palam publiceque), par la parole, par la presse, ou *autrement*, manifester et déclarer les *conceptions* de leur esprit, *quelles qu'elles soient* (suos conceptus quoscumque). » En produisant ces téméraires affirmations, ils ne réfléchissent pas et ne considèrent pas que c'est une *liberté de perdition* qu'ils prêchent. »

Pie IX maintient qu'on ne peut rejeter d'une manière absolue toute coercition, absolument et sans réserve, pour quelque conception que ce soit d'un esprit en délire.

263. Lacordaire expliqué les effets de l'établissement de la puissance spirituelle dans le monde ainsi qu'il suit, en répondant à une objection qu'il pose lui-même (3) :

« Si l'établissement de la puissance spirituelle dans le monde a donné un développement utile à la dignité et à la liberté morale de l'homme, n'a-t-il pas introduit un principe d'anarchie dangereux dans la société civile? Au lieu de l'unité de pouvoir qui maintenait l'ordre social, il y a maintenant, dans chaque état catholique, deux pouvoirs ayant les mêmes sujets, c'est la guerre! — L'ordre, répond-il, n'est pas autre chose que l'*assemblage* d'éléments divers, et plus l'harmonie est composée

(3) Lacord, *Conférences*, t. II, *Rapports de l'Église avec l'ordre temporel.*

de discordances partielles, plus le triomphe de l'ordre est grand. Ne nous étonnons donc pas que Dieu ait établi, par l'institution de l'Eglise, une sorte de dualisme dans la société. Nulle puissance n'est limitée que par une autre puissance, et ce qui est admirable, c'est que la puissance spirituelle, en limitant la puissance civile, l'affermit sur des bases inébranlables... A mesure qu'on voit l'Église s'affermir dans un état, on y voit la puissance civile plus respectée, comme on la voit tomber dans l'abaissement à mesure que l'Église perd son influence ».

Lacordaire admet donc la *dualité de guerre*. Pie IX en repousse la légitimité. L'un et l'autre l'établissent comme *fait*.

Mais, s'il y a dualité, sans doute, par l'examen, tant spéculatif qu'historique, ou basé sur des textes, de la légalité civile et de la légalité ecclésiastique, que l'on pourra connaitre la formule des relations réciproques. Nous n'y voulons pas contredire.

Nous n'avions à mentionner pour la science juridique qu'un développement remarquable et la genèse d'une idée. Cette genèse ne doit pas se perdre dans les détails, ce serait là l'écueil ; mais elle est d'ailleurs très saisissable scientifiquement.

§ 5. — *Développement du droit canon dans l'Occident et formation du Corpus juris canonici.*

264. Les collections du droit canon ont recueilli les résultats de la doctrine, qui se formait au jour le jour. Les explications de l'école, les commentaires ne s'y rattachent pas dès le début. On s'applique tout d'abord à rassembler, à conserver et à transmettre les documents. Nous avons dit plus haut ce que fut le droit canonique byzantin. Nous avons parlé aussi des travaux de Denys-le-Petit pour l'Occident, devenant la base du Codex Adrianus, que Charlemagne fait adopter dans son empire. Sans nous engager dans la discussion des sources apocryphes, nous indiquerons rapidement la marche suivie par ce que les Allemands nomment la « littérature » du droit canon en Occident.

265. La collection des canons de Denys-le-Petit supplanta, en Italie, celles qui avaient été usitées jusque-là.

En Afrique, la version latine des canons de Nicée, que l'évêque Cécilien avait apportée de Nicée même, conservée avec un zèle

pieux, forma la base de recueils dans lesquels on ajouta des conciles nationaux, notamment celui de Carthage, de l'an 419. Le diacre Fulgence Ferrand publia, avant 546, en 232 chapitres, une collection systématique intitulée *Breviatio canonum*. Vers 690, un travail plus considérable encore fut la *Concordia canonum* de l'évêque Cresconius.

En Espagne, vers la fin du VI^e^ siècle, parut l'*Epitome*, extrait de collections plus anciennes, et un peu plus tard l'*Hispana Collectio*, qui fut précisément celle à laquelle s'adjoignirent, au IX^e^ siècle, les fausses décrétales.

En France, malgré le crédit de la collection de Denys, se répandirent les Capitulaires réunis par Benoît Lévite, faux pour la plupart, ayant rapport au gouvernement de l'Eglise autant qu'aux affaires politiques, et la collection pseudo-Isidorienne, commencée à Mayence, achevée probablement à Reims. Le D^r^ et prof. Schulte parle en ces termes des fausses décrétales : « De nos jours, il est à peu près superflu de réfuter cette opinion que l'autorité du pape repose sur les fausses décrétales d'Isidore et inutile de prouver qu'elles n'ont rien ajouté d'essentiel à la doctrine de l'Eglise; dans l'état actuel de la littérature et de la science, il n'y a qu'un homme tout à fait ignorant qui puisse soutenir le contraire. »

Les sources particulières du droit comprennent, en outre, les *Capitula episcoporum* ou statuts de quelques évêques pour l'usage pratique de leur clergé; les *Livres pénitentiaux;* les *Summæ* ou *Summulæ de matrimonio*, les *Rituels*, les *Formulaires*, et plus tard (à partir du XI^e^ siècle) les *Ordines judiciorum*.

Du IX^e^ au XII^e^ siècle, parmi d'autres assez nombreuses, on cite : une collection de Paris, suivie de la *Lex romana canonice compta*, une autre dédiée à Anselme, archevêque de Milan, avec un appendice de droit romain emprunté à la *Lex romana* ci-dessus; les *Libri duo de Synodalibus causis* de l'abbé Réginon; le *Décret* de Burchard, évêque de Worms; la collection du cardinal Deusdedit; le *Décret* de Ives de Chartres, remanié sous le titre de *Panormia;* la *Collectio trium partium;* le *Polycarpe* du cardinal Grégoire; le *Liber de misericordia et justitia* dû à Alger, de Liège, qui composa également un *Liber sententiarum*.

Gratien a emprunté aux deux premières de ces collections sa méthode et une partie de la matière du *Décret*, avec lequel commence le *Corpus juris canonici*. Gratien fit école, il fut commenté, glosé, et son ouvrage devint une base d'enseignement du droit.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R F

266. Gratien avait mis à profit les décrétales des souverains pontifes jusqu'à Innocent II, en 1139. Un grand nombre de Constitutions pontificales parurent dans la période suivante, les papes exerçant alors dans la vie civile et juridique une puissance incontestée. C'était le temps des troisième et quatrième conciles de Latran, 1179 et 1215, onzième et douzième œcuméniques. De ces sources nouvelles, postérieures à Gratien et antérieures à Grégoire IX, il existe dix-sept collections, dont huit imprimées.

Mais l'école de Bologne n'a accepté, comme textes pour l'enseignement, que cinq *Compilations*, dont la première est de Bernard, évêque de Pavie vers 1190. La troisième composée par l'ordre d'Innocent III, et adressée par lui à l'Université de Bologne, dut à cette circonstance un caractère presque officiel. La *Quinta* est due à Honorius III, qui l'envoya aux Universités de Bologne et de Padoue, pour servir de guide dans la pratique des tribunaux (1).

Enfin, Grégoire IX publia, en 1234, les Décrétales qui portent son nom, auxquelles furent ajoutés dans la suite, pour former l'ensemble du *Corpus juris canonici* : le *Sexte* de Boniface VIII, les *Clémentines* de Clément VIII, les *Extravagantes* de Jean XXII. Le tout a été, sous Grégoire XIII, en 1582, l'objet d'une révision des *correctores romani*, et, au concile du Vatican, sous Pie IX, un *postulatum*, signé par des évêques nombreux, de différents pays, a sollicité soit une révision nouvelle, soit la préparation d'un nouveau recueil comprenant les décrétales jusqu'à l'époque actuelle. Une commission eut été instituée à cet effet, et son travail examiné par le concile du Vatican ou par un concile subséquent.

Du reste, dit le traducteur de Vering, l'usage de ces recueils se trouve restreint par une foule de considérations. Ils n'étaient nullement destinés à servir de *code de lois* et à soumettre l'Eglise à une législation uniforme. Ajoutons que des droits et des règles qui se sont établis dans des temps si lointains ne peuvent être mis en pratique qu'autant que les relations actuelles sont véritablement de même espèce que les relations anciennes (2). Entre ces recueils et la vie présente, il subsiste la science, qui élimine ce qui est suranné, tempère, restreint ou développe la lettre par l'esprit, à l'aide des commentaires,

(1) Cf. *Quinta Compilatia*, lib. I, tit. I, proœm.
(2) De là, les concessions doctrinales de Benoît XIV, Cf. *supr.*, n. 179, B.

souvent excellents, qui ont paru (3). Toutes ces considérations n'enlèvent rien à la valeur du *Corpus juris canonici*, et il est vrai, comme l'assure Schulte, que « sans une connaissance approfondie de ce recueil, il est impossible d'acquérir une science solide du droit ecclésiastique. »

Il ne demeure pas moins établi que l'Eglise a une existence historique au sein des institutions publiques de chaque pays ; que son droit est contenu dans le *Corpus juris*, comme dans la source la plus abondante ; mais qu'il appartient à la science de rechercher les dissemblances et les similitudes entre les relations actuelles et les relations anciennes, afin de prononcer qu'il y a, ou qu'il n'y a pas même espèce, comme disent les jurisconsultes.

267. L'ensemble du droit canon renfermé dans le *Corpus juris* doit toute sa force et son autorité aux souverains pontifes, et il est leur œuvre. C'est avec raison, dit le card. Soglia, que le droit canon est appelé indifféremment de ce nom ou du nom de droit pontifical, car les Papes en ont construit l'édifice. Cf. Soglia, *Instit. jur. publ. eccl.*, cap. I, § 2.

Après la conversion de Constantin, écrit l'auteur de l'*Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge* (1), la subordination politique du sacerdoce chrétien à l'empire fut à ce point que le souverain temporel eut le droit d'approuver l'élection du souverain pontife, de convoquer les conciles, de les présider, d'en confirmer les décrets.

C'est l'Etat, dit Laurent, qui, du cinquième au dixième siècle, gouverne l'Eglise (2), ou qui paraît la gouverner (3), car l'Eglise, pendant l'époque barbare, n'avait pas en elle-même les conditions nécessaires pour agir sur la société laïque, et il lui fallait une force extérieure qu'elle chercha dans la royauté. Les empereurs firent une obligation civile du respect que les fidèles devaient au clergé. Les comtes, disent les capitulaires,

(3) Cf. Vering, prof. de l'Univ. de Heidelberg. *Droit canon.*, trad., Paris, 1879, t. I, p. 67 à 120. — Walter. *Manuel du droit eccl.*, trad., Paris, 1840, p. 100 à 130. — Dr Philipps. *Droit eccl. dans ses sources*, trad. Paris, 1852, p. 23 à 223. — Ces trois ouvrages sont les plus importants sur la matière: — Cf. notre édition : *Honorii III Opera*, t. I, col. 97 et s.

(1) Giraud. *Essai*, t. I, p. 298.

(2) Laurent. *L'Église et l'État*, éd. de 1865, t. I, p. 192.

(3) Id., p. 157, avec quelque contradiction dans les termes.

doivent aide en toutes choses aux évêques; si leur autorité est insuffisante, l'empereur interviendra (4).

Cependant il arriva, quand le système féodal fut devenu l'état social nouveau, quelque chose de semblable à ce qui s'était produit sous Constantin lorsque, tout d'un coup, l'Église étant déclarée libre, on s'apercevait tout à la fois qu'elle possédait de grandes richesses, et qu'elle se gouvernait d'après une organisation antérieure solidement établie. C'est qu'en réalité, dit Laurent (5), les Barbares avaient jeté les fondements de la puissance ecclésiastique, telle qu'elle se développe sous le régime féodal. Et cela s'était accompli durant la période où, dit-on, c'était l'État qui gouvernait l'Eglise : « La vassalité qui régit la société après le dixième siècle s'est formée des *grands propriétaires* et des officiers royaux. A ce titre, les évêques y avaient une place naturelle. Or, ce sont les libéralités des grands et des rois qui donnèrent à l'Eglise ces immenses possessions qui en firent une puissance, dit Laurent. »

Comment s'expliquent les faits? C'est que, écrit le Dr Vering (6), chez les peuples nouvellement convertis, l'Eglise et les représentants du pouvoir ecclésiastique devinrent très vite le foyer de toute vie politique et sociale. Et, par suite du mouvement historique qui se produisit dans le cours du moyen âge, les papes acquirent bientôt même la suprématie en matière politique.

Ainsi, l'institution de la papauté est, au fond, la grande explication de l'histoire et de la légalité. « C'est, dit Ch. Giraud, un incomparable tableau que celui de la papauté suivant, d'un pas inébranlable, sa marche constante, incessante, vers l'unité.

« Laissons de côté les passions humaines qui ont quelquefois terni l'éclat d'une si grande mission; la sagesse elle-même ne s'est-elle jamais fourvoyée en leur résistant? A ne contempler que le résultat général, on ne voit nulle part des plans si arrêtés, si simples, et poursuivis avec tant de persévérance. Sur deux cent cinquante papes environ, qui ont occupé la chaire de saint Pierre depuis près de deux mille ans, on peut dire qu'il n'en est pas un qui ait dévié du but. Il n'est aucun cabinet, aucune maison souveraine, aucun état civilisé, qui ait montré la même suite et tenu tête à tant d'orages. Sans l'habile persis-

(4) Baluz. *Capitul.*, I, 891; II, 64.
(5) Laurent, *loc. cit.*, p. 157.
(6) Vering. *Droit can.*, t. I, p. 127.

tance de la politique pontificale, il faut bien le reconnaître, l'unité chrétienne serait perdue depuis des siècles.... Qu'est devenu l'arianisme avec ses conciles, ses patriarches, ses souverains et ses empires? Eh bien ! dans cette œuvre de durée, il faut donner beaucoup à l'influence de l'organisation romaine (7).... » — Beaucoup, ce n'est même pas assez !

L'ère nouvelle inaugurée par la féodalité, ce sont les temps modernes. Le moyen âge ne peut être séparé des siècles qui le suivent, c'est-à-dire des temps présents. La place que tient la papauté dans le présent est-elle amoindrie ?

APPENDICE AU § 5

LA LOI DU SACERDOCE D'APRÈS LE CORPUS JURIS CANONICI.

PREMIÈRE SECTION

La loi du sacerdoce d'après le *Decretum*.

a. La première partie du *Corpus* est le *Decretum* de Gratien. Il comprend trois divisions, savoir : 1° Cent une *distinctions;* 2° Trente-six *causes*, divisées en *questions;* 3° Cinq distinctions ou chapitres sous le titre : *de Consecratione*.

Il est impossible d'ouvrir le *Decretum* sans reconnaître aussitôt qu'on est en plein droit romain *accommodé*. C'est le souffle du droit romain, c'est sa méthode, c'est son esprit, appliqué à l'interprétation, il est vrai, d'une autre légalité.

La *distinctio prima* définit la loi, la coutume, le droit naturel, civil ou des gens, le droit public, le droit romain. Ce dernier est celui qui traite de l'hérédité légitime, de la crétion de la tutelle, de l'usucapion et forme un droit qui n'appartient à aucun autre peuple. Le droit public est celui qui traite des choses sacrées et du sacerdoce, en même temps que des magistrats. Le droit naturel est dans la loi écrite et dans l'Évangile, qui dit par la bouche du Christ : Faites aux autres ce que vous voulez que l'on vous fasse, car c'est la loi et les prophètes.

Donc, la relation sacerdotale est celle-ci : Le sacerdoce est entré dans la société comme partie constitutive, aussi bien que le magistrat, *ib.;* l'un et l'autre appartiennent au droit public des nations chrétiennes. De plus, l'Évangile, code du sacerdoce, est la haute autorité à laquelle doit se rapporter toute loi, qui devient légitime par sa conformité.

(7) Giraud, t. I, p. 327.

Aussi, distinction 3, le *canon* devient la nouvelle appellation de la loi qui règle les conditions de la vie, ordonnée dans sa rectitude, ou qui devient apte à redresser ce qui a besoin de l'être, apte à guérir ce qui est vicieux. Lisez là-dessus S. Augustin et S. Ambroise, ajoute la distinction 4.

D'où il suit que le sacerdoce ne fait pas seulement partie du droit public; mais que ses écrits sont les commentaires juridiques autorisés. Augustin et Ambroise ne furent pas jurisconsultes, alors qu'ils vivaient et agissaient dans l'Église. La relation sacerdotale juridique commence après leur mort, parce que le sacerdoce des âges subséquents est entré dans le droit public, et n'y est pas venu sans ses doctrines, Voy. *infr.* Append. gén. à la 3ᵉ part., lett. *b*, *du* 6ᵉ *caractère*, etc.

Cependant, les anciens législateurs n'ont pas perdu leur autorité. Ce sont Phoronée, Solon, Licurgue, en Grèce; Mercure Trismégiste, en Égypte; Numa Pompilius, les décemvirs, à Rome, distinct. 7. Mais les lois des princes ne peuvent prévaloir contre le droit naturel, distinct. 9, ni contre les constitutions ecclésiastiques, distinct. 10.

La loi des empereurs n'est pas au-dessus de la loi de Dieu, mais au-dessous, *Lex imperatorum non est supra legem Dei, sed subtus*, cap. 1. Les empereurs ne peuvent rien ordonner qui soit contraire à l'Évangile, aux écrits des prophètes, aux commandements transmis par les apôtres, cap. 3. Aucune Constitution ne vaut contre les canons ou contre les décrets des pontifes de Rome, cap. 4. La volonté royale doit se soumettre aux prêtres du Christ et apprendre d'eux les choses sacro-saintes, cap. 3. L'empire doit se contenter de l'administration des affaires publiques journalières, et ne pas usurper ce qui convient aux seuls prêtres du Seigneur, cap. 5.

Aucune coutume, quelque longue et invétérée qu'elle soit, ne peut être opposée aux décisions des Pontifes romains, distinct. 11. Les conciles sans le Pape ne sont que des conventicules, dist. 17. Les conciles tenus par les évêques sont donc impuissants pour définir et pour constituer; ils ne le sont pas pour corriger, dist. 18.

Toute la loi du sacerdoce, d'après Gratien, dans sa généralité, est renfermée dans les dix-huit premières distinctions.

b. A partir de la distinction 22, le *Decretum* est consacré aux questions de discipline du clergé, jusqu'à la 101ᵉ et dernière distinction.

La dist. 22 établit, au profit de l'institution de l'Église de Rome, sa qualité de mère et maîtresse, cap. 1, non par l'institution apostolique, mais par l'institution divine, cap. 2. L'élection du pape est faite par les cardinaux, avec l'assentiment du clergé et du peuple, dist. 18, cap. 1.

L'évêque ne pourra être ordonné s'il n'est tempéré dans ses mœurs, prudent en affaires, humble, affable et porté à la miséricorde, lettré, ne condamnant pas le mariage ou les secondes noces, ne rejetant pas de la communion les pénitents réconciliés, cap. 2. Le clerc, quel qu'il soit, se séparera de la vie commune du siècle, ne sera pas avide d'argent ou de présents; il n'aura pas d'ambition, cap. 3. — Ils s'abstiendront des haines; ils fuiront l'envie; ils mettront un frein à leurs discours, ne seront pas des hommes de parti et n'auront pas recours aux manœuvres, *dolos et conjurationes caveant;* ils ne vivront point dans les salons mondains, *contubernia extranearum fæminarum nullatenus appetant,* cap. 3.

L'évêque et le clerc auront d'autres qualités, qui sont indiquées au même endroit. Mais les mœurs tempérées, la prudence en affaires, l'indulgence pour le mariage, l'indulgence pour les pénitents, l'affabilité pour tous, l'éloignement des intrigues de parti, des haines, des manœuvres, l'éloignement des bassesses ou des complaisances qui font rechercher l'argent avec avidité, ou les présents, la connaissance des lettres, ce sont là tout autant de qualités qui conviennent aux hommes entrés dans la vie du droit public, avec une magistrature qui les distingue. Nous ne sommes plus en présence du proto-type du moine. Une législation issue du droit romain, comme celle de Justinien, aboutit à une légalité différente, à une loi du sacerdoce d'un aspect nouveau.

Quelques textes de la distinction 30 et de la dist. 31 feront ressortir encore davantage quelle séparation existe entre la légalité Justinienne et les sages ménagements du *Decretum*.

Dist. 30, cap. 1 : Si un fils quitte ses parents pour servir Dieu, croyant que cela est bon en soi, et préférable à ce qu'il doit à ses parents, qu'il soit anathème. Cap. 2 : La femme [mariée] qui, par motif de religion, coupera ses cheveux, que Dieu lui a donnés pour voile et pour marque de la soumission, voulant échapper de la sorte à la soumission, sera anathème. Cap. 3 : La femme qui quittera son mari, en renonçant au lien conjugal et condamnant le mariage, sera anathème. Cap. 4: Celui qui vivra dans la virginité et qui aura la présomption de

blâmer les autres vivant dans le mariage, sera anathème. Cap. 5 : Celui qui garde la continence, non parce que la continence est bonne, mais parce qu'il proclame le mariage une abomination, sera anathème. Cap. 12 : Celui qui attaque l'institution du mariage, celui qui déclare abominable la femme fidèle et chrétienne qui dort avec son mari, affirmant que les personnes vivant dans le mariage n'entreront point dans le royaume des cieux, sera anathème.

Dist. 31, cap. 7 : Le fidèle qui veut vaquer à la prière s'abstient pour un temps de l'usage du mariage : c'est pour cela que le prêtre chargé d'offrir le sacrifice pour le peuple et de prier en tout temps, s'abstient perpétuellement. Cap. 10 : Le ministre de l'autel changera son mariage charnel en un mariage spirituel, de telle sorte qu'il n'abandonne pas sa femme et qu'il vive comme s'il n'avait point de femme, car la charité persistera et les œuvres de la chair cesseront. Cap. 11 : L'évêque, le prêtre, le diacre et le sous-diacre ne délaisseront point leur femme, par motif de religion, sans s'occuper de son vêtement, ni de sa nourriture, *sed non cum illa ex more carnaliter jaceat.* L'Apôtre dit : Nous avons le droit d'emmener avec nous une femme qui sera notre sœur. *Non dixit : Numquid non habemus potestatem mulierem sororem amplectendi, sed : circumducendi... nec tamen foret inter eos carnale conjugium.* Cap. 14 : La discipline de l'Orient diffère sur ce point de celle de l'Occident. Cap. 12 : Ce fut le vénérable confesseur Paphnuce, lui-même vivant en dehors du mariage, qui empêcha cependant le concile de Nicée d'interdire aux évêques, prêtres, diacres et sous-diacres de dormir avec la femme légitime qu'ils avaient avant leur consécration : le concile ne porta point de loi et laissa à chacun sa liberté.

c. Le sacerdoce doit posséder la science : c'est là sa loi pour l'Occident. Dist. 38, cap. 4 : Si ne pas savoir est à peine tolérable dans un laïque, il n'y a point d'excuse ni de pardon pour ceux qui doivent enseigner les autres. Cap. 1 : L'ignorance est la mère de toutes les erreurs ; c'est dans le prêtre surtout qu'elle ne peut être admise. Dist. 36, cap. 1 : Qu'aucun clerc ne soit promu, s'il est illettré. Dist. 37, cap. 7 : L'évêque, toutefois, n'a pas besoin de lire les livres des Gentils ; quant à ceux des hérétiques, qu'il les lise selon la nécessité et le temps. Cap. 2 et 5 : Le prêtre ou l'évêque ne doit pas omettre les évangiles et les prophètes pour lire les comédies des anciens

ou les vers amoureux des Bucoliques. Cap. 12 : Là où il n'y a point de maître pour les lettres et pour les arts libéraux, c'est une nécessité pour les évêques d'en instituer.

d. L'évêque doit être le protecteur et le défenseur des églises, des monastères, des pauvres, de tous les opprimés, le secours et l'appui des veuves et des orphelins. Il est l'homme qui empêche l'opposition et la violence de prévaloir, dist. 84 et 87. On ne reconnaît pas en lui l'évêque, s'il est négligent sur ce point, dist. 84, cap. 1 ; si l'ardeur de sa dilection, *dilectionis studium*, ne se manifeste ; si des suppliants l'invoquent inutilement ; si ce qu'il ne peut faire il ne le réclame pas d'un autre, car ce serait l'opprobre du sacerdoce. Sans ce zèle sacerdotal et cette sollicitude des œuvres, cap. 2, il provoque les murmures ; il est sans excuse, il est répréhensible, digne de blâme ; il doit être redressé ou corrigé dans ses voies, et s'il le faut par le châtiment, *districtione*. Il est contraire à tout esprit de religion, *irreligiosum prorsus*, dist. 87, cap. 5, c'est chose qui mérite d'être exécrée si, même pour les étrangers *admis sous la protection de l'évêque*, il devient possible d'agir contre les lois et de fouler aux pieds le droit. Il est nécessaire que l'évêque prenne la cause de quiconque demeure privé de défense, *defensionis propriæ desolatis auxilio*, cap. 2, lorsque leur faiblesse les livre à la désolation et qu'ils sont en face d'adversaires sans probité. A l'exemple de Moïse, qui veillait à l'honneur du tabernacle et pourvoyait à tous les besoins de son peuple, les prêtres du Seigneur porteront le fardeau et la charge de tous ceux à la tête desquels ils sont placés, *subditorum onera portant*, dist. 88, cap. 1.

Ce n'est pas Gratien qui ajoute un chapitre à la loi du sacerdoce. Il recueille les données de ce chapitre. Il en fait l'exposé. Mais il s'agit bien, en réalité, d'un chapitre important, que nous n'avions pas rencontré dans la législation de Charlemagne ou dans celle de Justinien, au moins avec cette ampleur doctrinale. Le ministère de charité a été attribué par les Apôtres aux diacres. Dans la suite des temps, il s'est trouvé dévolu à la femme, et il a constitué le sacerdoce de la femme, ou la portion de sacerdoce que l'Église lui concède, Voy. *supr.* n° 177, Append. à ce numéro. Mais le ministère de charité est remonté vers sa source, le jour où le sacerdoce est entré dans le droit public comme une partie constitutive au même titre que le magistrat, Voy. *supr.* lett. *a* du présent Append. Et alors s'est

produite dans le droit public la *magistrature de la charité*, appartenant à titre principal aux évêques, Cf. *supr.* n° 27, *loi des Visigoths*, et appartenant dans le même temps à tout le sacerdoce.

A partir du jour où ce chapitre de la loi du sacerdoce à été promulgué, c'est-à-dire depuis le jour où le droit canon l'a codifié et porté d'une manière suffisante à la connaissance de tous, il n'y a plus eu dans le monde une oppression ou une violence à laquelle le sacerdoce n'aura pu s'opposer, parce qu'on lui aurait dit : Vous êtes dépourvu de titre pour intervenir; vous n'avez ni intérêt, ni qualité.

Rien n'a été changé dans la législation. La légalité est demeurée ce qu'elle était. La loi du sacerdoce seule a reçu un développement. Et présentement, à l'heure actuelle, on ne peut pas dire encore qu'il s'agisse ici d'une légalité éteinte, d'une légalité qui disparaît, ou qui a produit au milieu des sociétés tous les résultats qu'elle devait amener, car elle importe encore au présent et à l'avenir, tant qu'il se rencontrera au sein des sociétés humaines des faibles, des délaissés, des êtres impuissants à faire prévaloir le droit et la justice.

e. Après avoir montré dans les dix-huit premières distinctions ce qui constitue la loi générale du sacerdoce dans le *Decretum* et ce qui la différencie de la même loi du sacerdoce formulée par Justinien, nous avons trouvé un nouveau chapitre de cette loi, et il nous a paru qu'il était une conséquence, précisément, de la différence signalée entre le concept de l'Occident et le concept de l'Orient. L'identité de la loi est évidente, et cependant les questions de nuances touchent à la nature du développement particulier de la conscience de chaque peuple, V. *supr.* n° 2. Un autre chapitre de la loi du sacerdoce nous sera fourni par Gratien. Nous nous dispenserons de le commenter.

Distinct. 63, cap. 1 : Nul laïque, fût-il l'un des grands ou des princes, ne peut intervenir, *semet inserat*, dans l'élection ou la promotion d'un patriarche, d'un métropolitain ou d'un évêque : ce serait l'occasion de contentions ou d'une confusion qui ne peut convenir, *incongrua confusio vel contentio.* De quelque dignité qu'un laïque soit revêtu, qu'il soit anathème s'il s'oppose à l'élection canonique, jusqu'au jour où il aura adhéré sans réserve et se sera montré prêt à la soumission. Cap. 2 : C'est ainsi qu'il a été statué et défini dans le concile qui a

déposé Photius et rétabli Ignace sur le siège de Constantinople ; le laïque doit garder le silence et observer la retenue, *silere et attendere sibi.* Dist. 62, cap. 2 : Quant au peuple, il doit suivre et non guider, *docendus est populus, non sequendus.* Dist. 63, cap. 3 : L'empereur n'a pas plus que tout autre le droit de faire un choix, et c'est ce que déclara Valentinien à Milan, bien que prié par les évêques de faire la désignation : Notre devoir, dit-il, est de gouverner l'empire et de courber la tête devant celui que vous aurez choisi, lorsque, en qualité d'homme sujet au péché, nous aurons failli et nous aurons besoin du remède qui guérit les plaies de l'âme. Cap. 4 : Ce n'est pas la faveur royale qui doit motiver l'élection, et le pape Nicolas a enjoint à Lothaire, *sub divini judicii obtestatione*, de ne pas permettre et tolérer de pareils agissements. Cap. 5 : Celui qui doit l'ordination à la faveur royale, que les évêques de la province le rejettent. Cap. 6 : L'évêque élu par la puissance séculière sera déposé, et ceux qui communiquent avec lui seront retranchés de l'Église.

f. La deuxième partie du *Decretum* comprend les causes, dont un certain nombre contiennent les règles de procédure. Mais les causes 1re et 26 ne seraient pas sans intérêt pour notre sujet.

La cause 1re traite de la Simonie, plaie cancéreuse qui ne se guérit que par le fer rougi, dit le cap. 7 de la quæst. 4 de cette cause. Il faudrait rapprocher des sept questions de la 1re cause la théorie de droit née de la pauvreté, telle que nous l'avons exposée dans notre première partie. Les choses saintes eussent été avilies, si elles avaient pu être vendues à prix d'argent. Celui qui vend à prix d'argent le don de Dieu ne peut conserver l'ordre sacré; il en est chassé, il n'y pourra être rappelé, q. 1, cap. 11. Celui qui vend les ordres sacrés et celui qui les achète ne sont plus prêtres, car de quel droit celui qui est maudit pourrait-il bénir? q. 1, cap. 12. La vente des choses saintes, c'est le crime inexpiable qui passe, avec la vengeance céleste, à la personne des descendants, q. 1, cap. 16. Quand le simoniaque impose les mains, c'est la damnation qu'il impose, q. 1, cap. 18. Un homme vend un autre homme parce que celui-ci est son esclave; s'il prétend vendre l'Esprit-Saint, il le traite comme un esclave, q. 1, cap. 21. On ne vend pas l'Esprit-Saint! *ib.* Anathème sur celui qui reçoit l'argent, anathème sur celui qui le donne, q. 1, cap. 82. Ni le baptême ni

la communion ne s'achètent à prix d'argent, q. 1, cap. 100 et 104.

L'Occident a été, plus que l'Orient, exposé à ce mal de la Simonie. Mais il a su vigoureusement le combattre, et il a ajouté un chapitre encore à la loi du sacerdoce. Que le sacerdoce entre dans le droit public, qu'il devienne une magistrature du droit public, cela est bien. Mais il ne se confondra pas avec tout ce qui s'acquiert par la faveur des grands, par le don du prince ou par l'argent.

On sait que la lutte contre la Simonie, en Occident, a été surtout l'œuvre des papes. Les papes, selon la parole des saintes Écritures, ont empêché le sel de la terre de s'affadir et de n'être bon qu'à être foulé aux pieds.

g. La cause 26 concerne les sortilèges, la magie, la divination. Le paganisme vaincu s'était réfugié, avec sa démonologie, sous la protection des ignorances populaires. Il y avait retrouvé la puissance que le peuple donne à tout ce qu'il entend maintenir. Et peut-être, si l'on en croit Michelet, l'auteur de la *Sorcière*, sous les arcanes de la sorcellerie se cachait le rudiment de *la science* pour l'avenir. C'était comme un vague instinct de recherche de la nature ; une foi vague en ses lois, en sa puissance ; une aperception du merveilleux naturaliste, qu'il ne faudrait pas nier absolument parce qu'il existe un merveilleux plus relevé et d'ordre différent.

Quoi qu'il en soit, si la lutte contre la Simonie fut la lutte des papes, la lutte contre la magie, la sorcellerie, la divination fut la lutte que le prêtre soutint corps à corps, et dont il est sorti vainqueur.

DEUXIÈME SECTION

La loi du sacerdoce d'après la *Prima Compilatio*.

a. Entre le *Decretum* et la collection des Décrétales Grégoriennes, qui continue le *Corpus juris*, il y a place pour les *Compilations*. On en compte dix-sept, qui n'ont pas été toutes livrées à l'impression. L'école de Bologne en avait retenu cinq seulement et encore, à vrai dire, elle n'a fait porter son enseignement que sur la première et la cinquième, l'une et l'autre d'un mérite réel. Nous ne parlerons que de ces deux Compilations. De la première, il existe une édition érudite, celle de Laspeyres. De l'autre, nous avons donné une édition améliorée, celle de Cironius, qui est de date ancienne, et sans avoir pu

nous procurer, même en Allemagne, dans le commerce de la librairie, l'édition de Riegger.

b. La *Prima Compilatio* comprend cinq livres. Le Code de Justinien lui a servi de modèle. Elle contient, par ordre de matières, les décrétales depuis Alexandre III jusqu'à Clément III, et d'anciennes pièces qui ne se trouvaient pas dans Gratien. On l'appelle assez souvent du nom de *Breviarium* de Bernard de Pavie. Laspeyres l'intitule : *Summa decretalium* (1).

L'empereur peut faire des Constitutions, lorsqu'il s'agit des choses du siècle, et une cité peut édicter des *lois* municipales ; mais, dans les choses ecclésiastiques, l'Apostole (le pape), le synode universel, le synode du patriarchat, le synode métropolitain peuvent seuls donner des Constitutions, lib. 1, tit. 1, § 2. La loi sacerdotale est ici l'indépendance et l'égalité du droit dans un ordre différent d'action.

La loi du sacerdoce impose à l'ordre civil la *treuga* ou trève. La treuga est, pour quelques-uns, une immunité, nous voulons dire pour les clercs, pour les moines, lib. 1, tit. 24, § 2. Mais, de même que l'immunité du clerc a été, dès l'origine, étendue aux moines, et qu'elle a pu ensuite devenir un privilège des *guerriers*, combattant à titre de croisés, voy. *supr*., n. 273, *Establissements* de S. Louis, ch. 84, ainsi la treuga devient une immunité du convers, du pérégrin, du marchand, de l'homme de campagne, et même des animaux avec lesquels il laboure, *ib*. Nous avons rencontré de la sorte, plusieurs fois déjà, une théorie de droit, ou une formule de droit, lorsqu'elle a pris naissance, servant de *moule* commun à des institutions non prévues d'abord. Constantin, qui formulait l'immunité comme un chapitre de la loi du sacerdoce, ne songeait pas aux bœufs du laboureur durant le moyen âge.

L'immunité passe dans le calendrier, pour s'appliquer à des jours déterminés. La treuga existe des vêpres de la férie quatrième jusqu'à la première heure de la férie deuxième qui suivra, durant tout le temps de l'Avent jusqu'à l'octave de l'Epiphanie, et de la Septuagésime jusqu'à l'octave de Pâques. Car le jeudi est le jour de l'Ascension de Notre-Seigneur, le vendredi le jour de sa Passion, le samedi le jour de son repos dans le sépulcre, le dimanche le jour de sa résurrection et de la descente du Saint-Esprit, *ib*., § 3.

(1) Ratisbonne. LXII. — 366 pages, Cf. *supr*. n° 246, note.

C'est ainsi que la loi du sacerdoce, le nouveau droit sacré, le *fas* s'emparaient peu à peu de la société, comme il était arrivé au temps du monde ancien classique, pour la transformer, pour la pénétrer d'un esprit nouveau. C'étaient là les nouvelles relations du nouveau sacerdoce avec les autorités civiles qui régissent le monde.

Et si l'antique religion et le *fas* étaient entrés dans tous les détails de la vie pratique, quotidienne, la même chose se reproduisait. Dans tout jugement, soit par arbitres, soit devant le juge ordinaire, dit le tit. 34, lib, 1, *proœm.*, le jurement de calomnie est requis, si, toutefois, il ne s'agit pas de causes spirituelles. Il faut prêter serment sur la justice de la demande ou du refus d'accéder à la demande, afin que, par la confession des parties, la vérité brille du plus vif éclat, § 2. Celui qui ne fera pas serment sera déchu de la cause et déchu de l'appel, § 6. Or, voici ce que renferme le jurement de calomnie : je crois que ma cause est bonne; à toute interrogation, je répondrai ce que je crois être la vérité ; je n'userai pas sciemment d'un moyen de preuve non fondé ; je ne solliciterai aucun délai frustratoire; je n'ai rien donné, ni promis, et je ne donnerai ou promettrai rien pour faire triompher ma cause, si ce n'est aux personnes et dans les conditions qu'autorise la loi. Le serment sera aussi un moyen de preuve à l'appui de la déposition des témoins, lib. 2, tit. 17. Le parjure, c'est le jurement de mensonge, ou le jurement illicite, ou le jurement qui ne discerne pas, *ib.*, § 3.

On a dit que, par le serment, le sacerdoce avait acquis une autorité de contrôle dans tous les litiges, et dans presque toutes les transactions et les contrats. Son action, du moins, sur la société est, sur ce point, manifeste.

c. Tout le livre quatrième du *Breviarium* ou *prima Compilatio*, ou *Summa decretalium*, s'occupe uniquement du mariage. L'auteur, Bernard de Pavie, avait composé en outre une *Summa de Matrimonio*, publiée à la suite de son œuvre principale. Par là surtout, le sacerdoce était entré profondément dans les relations de la vie habituelle. Le mariage établit la famille ; il est l'élément formateur des sociétés, et Bernard nous dit que ce sont les *causes laïques* par excellence, lib. 4, tit. 1, *proœm.*

Du mariage résultent les naissances. Mais toute vie conduit à la mort, et les morts sont mis en terre, lib. 3, tit. 23, *morientes necessario sepeliuntur*. Le droit de sépulture est encore un droit qui revient au sacerdoce : *Jus funerandi est jus competens*

ecclesiæ ad sepeliendum, § 1. Le cimetière jouit de l'immunité, lib. 3, tit. 35. Le cimetière est protégé, comme l'Église, par la loi de *profanation*, *ib.*, § 5. Le cimetière est refusé à l'excommunié, tit. 24, § 3. Le droit de sépulture appartient à une église en particulier et, s'il y a choix d'une autre, la *quarte canonique* est due à l'église, § 5. Mais tous n'ont pas droit d'élire telle sépulture. L'impubère est porté au tombeau des parents ; la femme qui n'a pas manifesté sa volonté n'est pas couduite au tombeau de ses pères, mais à celui du mari, § 6.

Tout le *fas* concernant la religion de la tombe est réglé minutieusement. Il est sous la garde de la loi du sacerdoce.

d. La loi propre du sacerdoce et les doctrines qu'il répand, l'invitent à statuer sur les *tournois*, lib. 5, tit. 11, sur les duels, et il n'y manque pas. La passion des peuples pour le spectacle de ces grandes joûtes guerrières ne l'empêche pas de les condamner, et il obtient la victoire sur la passion des peuples et l'orgueil des grands. Le moyen âge est vraiment sous sa main.

Il dicte la loi contre les Juifs, contre les Sarrazins, et se montre plus tolérant pour ceux-ci que pour ceux-là, lib. 5, tit. 5, § 4. A l'égard des uns et des autres, toutefois, l'usure, ce grand délit contractuel du droit canon, devient permise, *ib.* Néanmoins, les synanogues ne seront pas détruites, ni les rites mosaïques interdits, *ib.*

La loi du sacerdoce l'oblige à se montrer particulièrement sévère contre le crime de rapt, lib. 5, tit. 14. Aux crimes du droit commun, tels que l'homicide, le vol, le brigandage, l'incendie, elle ajoute la *profanation*, nous l'avons dit plus haut, et la *Simonie*, lib. 5, tit 2, dont nous avons déjà parlé.

e. La loi *personnelle* du sacerdoce, c'est-à-dire cette loi s'appliquant aux personnes, peut nous apparaître avec quelques modifications dans la *prima Compilatio* ou Breviarium. Nous allons le parcourir.

Déjà nous avons cité Bernard parlant du moine, exaltant le moine, Voy. *supr.* 2° Append. gén. à la 2° part., lett. *p.*

Le clerc, lib. 3, tit. 1, se distinguera par une qualité que Justinien avait nommée avant Bernard, *honestate*. Toutefois, il nous semble que, dans le moyen âge occidental, ce mot a un sens inconnu auparavant, il correspond au sentiment de l'*honneur*, qui est tout le fondement des vertus de la chevalerie. Nous supposerions même volontiers que c'est de l'*honneur* du

clerc, tel que la loi du sacerdoce et le *fas* l'avaient fait connaître, qu'est dérivé l'honneur du chevalier. Le clerc a couvert de son immunité le moine, puis le laboureur, le marchand, et il constituait la société dans son élément le plus humble, mais utile et nécessaire, en étendant à d'autres sa prérogative. De même, à nos yeux, il se faisait, en Occident, le type de l'élévation morale et personnelle. Puis, il concédait à la chevalerie d'étendre jusqu'à elle son idéale élévation morale et personnelle. De là, le caractère si religieux de cette institution. Quant à lui, en ce qui le concerne, l'*honestas* est la pierre précieuse en laquelle réside toute la valeur de l'anneau dans lequel elle est enchâssée,et, comme la pureté sereine donne au soleil tout son éclat, ainsi le rayon de l'*honestas* environne le clerc de ce qui le rend recommandable, *sic clericum commendat radius honestatis*. La clarté du soleil est obscurcie par la nuée qui se place au devant de lui ; la dignité du clerc est noircie par l'odieuse *inhonestas;* ainsi change la couleur de l'or, ainsi il perd son éclat, *sic clerici dignitas noverca inhonestate nigratur*.

Plût à Dieu que ce sentiment chevaleresque de l'honneur, qui est resté la loi de quiconque porte l'épée, et qui, d'abord, dérive du sacerdoce, fût demeurée au rang des vertus maîtresses pour le prêtre ? Remarquez sur ceci que les Grecs et les Romains, ou les peuples anciens du monde non classique, n'ont pas connu ce sentiment si délicat de l'honneur, comme inséparable de l'épée. Nos armées modernes ont gardé l'empreinte non effacée de cette loi du sacerdoce ; elles ont conservé l'idéal qui flétrit un lâche et un traître, elles ont placé au rang des crimes le déshonneur.

Nous ne pouvons omettre dans le même titre 1, du liv. 3, ces paroles qui appartiennent aussi à la loi du sacerdoce : Les bonnes actions sont la coiffure qui entoure sa tête, sont sa mitre, c'est-à-dire sont la consécration de son caractère parmi les hommes, et la paix est sa chaussure, c'est-à-dire qu'il apporte cette paix, là où ses pas le conduisent, *Pax calciat, actio mitrat*.

f. L'élection de celui qui doit gouverner appartient aux inférieurs ; la confirmation de l'élection est un droit de celui qui est supérieur, lib. 1, tit. 4, § 3. L'élection ne peut être rétractée quand l'élu a donné son consentement, car dès lors il a l'Eglise pour épouse, § 5. Le fils du prêtre a besoin d'une dispense ordinaire pour être prêtre en vivant dans un monastère,

d'une dispense ordinaire majeure pour devenir prêtre en dehors du cloître, d'une dispense extraordinaire pour devenir prêtre dans l'église de son père, lib. 1, tit. 9. L'affranchi ordonné clerc échappe à toute obligation envers le patron ; si c'est un affranchi de l'Église, toutes les obligations de l'affranchi subsistent, *ib.*, tit. 10.

Le patron d'une église est celui qui l'a fondée, qui l'a bâtie ou qui l'a dotée, lib. 3, tit. 33. La dîme est due aux églises et aux clercs : c'est le budget ecclésiastique, lib. 3, tit. 26.

L'Eglise condamne la Simonie de la science, comme elle condamne la Simonie des choses saintes, lib. 5, tit. 2 et tit. 4. On ne peut vendre la science comme on ne peut vendre les choses sacrées.

Si nous ne nous trompons, cette disposition du droit canonique est fort peu connue, et elle mériterait d'être citée davantage. Si le droit d'enseigner s'achète, la dignité du maître est avilie et les progrès des disciples empêchés : Ce que vous avez reçu gratuitement, donnez-le gratuitement. C'est pourquoi, il sera établi des maîtres dans les cloîtres, auxquels on assignera des bénéfices ecclésiastiques afin qu'ils instruisent dans la discipline ecclésiastique les clercs jeunes et ignorants, *debent autem in claustris constitui magistri, eisque beneficium ecclesiasticum assignari, ut minores et imperitos clericos scholasticis imbuant disciplinis.*

g. Une institution qui se rattache étroitement à la loi du sacerdoce est celle des *Convers*. Le lib. 3, tit. 21 du *Breviarium* en parle ainsi :

Les Convers sont de trois sortes : convers *profès*, convers simples, et offerts (ou oblats). Les profès ne possèdent rien en propre, n'ont point de femme et, s'ils étaient mariés auparavant, vivent en dehors du mariage. Les convers simples peuvent posséder, se marier, tout comme le clergé des ordres inférieurs. Quelques-uns veulent, cependant, qu'il en soit de la sorte seulement pour le cas où il a été fait réserve formelle au moment de leur admission. Les oblats sont ceux qui se sont donnés à Dieu, eux et leurs femmes, sans renoncer à posséder, sans être engagés à la chasteté, mais en stipulant uniquement qu'après leur mort, leurs biens appartiendront à l'Église.

Les hommes de cet âge se montraient avides d'entrer dans la loi du sacerdoce, d'y conformer leur vie, d'y rattacher leur personne, et nous avons pu dire que Bernard nous révèle

de nouveaux aspects de ces relations du sacerdoce dont nous cherchons la loi, à travers les âges, à travers les civilisations, à travers les races.

TROISIÈME SECTION.

La loi du sacerdoce d'après la Quinta Compilatio.

a. Celles des cinq Compilations recueillies par l'école de Bologne, après le *Decretum* de Gratien, incomplet et devenu insuffisant, qui ont reçu les noms de *Secunda*, *Tertia* et *Quarta*, furent rendues nécessaires principalement par le nombre et la valeur propre des Constitutions ou Décrétales d'Innocent III. La Quinta a pour auteur le successeur immédiat d'Innocent. Elle continue le mouvement juridique très remarquable de cette époque, mouvement auquel les ordres religieux du treizième siècle donnèrent une impulsion ou, pour le moins, un concours efficace (1). Il est indispensable d'entrer dans quelques détails, que nous emprunterons à Hurter, le savant historien d'Innocent III, en l'abrégeant :

« Lothaire, dit-il [Innocent III], se rendit de Paris à Bologne où depuis bien longtemps florissaient les écoles de droit. Il paraît qu'à toutes les époques la science du droit romain y fut cultivée, et que jamais on n'avait cessé complètement de l'expliquer et de l'enseigner dans cette ville. Bologne passait dans toute la chrétienté pour la meilleure institutrice des sciences du droit. Une école du droit romain, ouverte par Irnérius, sans qu'il y eût été publiquement invité, et sans autre mission que celle de communiquer ses connaissances à un grand nombre d'auditeurs, tel fut le premier germe de cet enseignement dont la renommée et l'influence se répandirent au delà des Alpes, dans tous les royaumes chrétiens. L'enseignement du droit civil ayant pris un si grand essor, il devait arriver que, *dans une époque où les lois ecclésiastiques exerçaient une si vaste influence sur toutes les relations de la vie*, où l'Église elle-même possédait une existence si puissante et si indépendante, *le clergé serait excité à montrer d'autant plus de zèle pour recueillir les décrets et les décisions ecclésiastiques, pour les expliquer et en établir la science sur*

(1) Pour tout ce qui est dit ici sur la *Quinta* et sa place dans la formation et le développement du droit canon, Voy. *Honorii III Opera omnia*, recognoscente et annosante Horoy, t. I, præf., col. x, XXXIII et s., col. 105 et s., 401 et s.

des bases plus solides. Ce qu'Irnérius avait été pour le droit civil, Gratien, le bénédictin, professeur de droit canon à l'école du couvent de Saint-Félix, le devint pour le droit ecclésiastique, son exemple encouragea d'autres. Le nombre des professeurs augmenta ; ils obtinrent le privilège de délivrer les mêmes grades pour le droit canon que pour le droit civil. Les papes attachaient la plus grande importance au droit canon ; ils y conformaient leurs décisions et leurs actes. Enfin, le goût pour cette science devint si général que beaucoup négligeaient entièrement la théologie pour le droit canon. C'est alors que Bologne vit s'accroître encore sa réputation européenne. Le droit canon avait la même force de loi dans tous les royaumes qui reconnaissaient le pape pour chef spirituel. Partout, il existait des questions innombrables qu'il fallait décider d'après le texte du droit canon. Partout, cette science ouvrait la carrière des dignités, car on avait besoin d'hommes versés dans la connaissance et l'application de ce droit, et le recueil de ces lois se répandait en un très grand nombre de pays. Le nombre des étudiants de l'école de Bologne s'éleva jusqu'à dix mille, venus de tous les pays de l'Europe. Les professeurs de droit canon recevaient des bénéfices, étaient élevés aux dignités ecclésiastiques. Plusieurs réunissaient la science et l'enseignement du droit civil et du droit canon (2). »

b. La relation légale du sacerdoce, telle que nous la constatons à l'époque de Honorius III, le savant auteur de la *Quinta Compilatio*, à titre de fait établi et affermi, c'est d'être en possession d'une science juridique propre, de lui donner son extension, de l'imposer à toutes les nations chrétiennes, de la faire régner incontestablement dans le monde, de procurer à ses juristes les dignités, les bénéfices, mais surtout la puissance qui régit et gouverne les hommes. C'est un nouveau chapitre de la « Loi du sacerdoce » que nous ajoutons, un nouveau chapitre du droit sacré, un nouveau chapitre du *fas*. La science du droit, plus que la force des armes, devient le moyen humain d'asseoir l'Eglise sur le roc inébranlable. L'unité est faite dans les idées, elle existe ; c'est l'unité chrétienne. Dans cette unité, l'abondance de vie, au treizième siècle, viendra de la science juridique sacerdotale appliquée à tous les rapports quotidiens. Le temps de l'apologétique est fini de longue date : *la loi du sacerdoce n'a*

(2) Hurter, *Hist. d'Innocent III*, trad. Saint-Chéron, t. I, p. 28.

d'autre préoccupation que la construction de l'édifice social chrétien. Le principal effort des Protestants sera plus tard la réaction contre cette addition à la loi du sacerdoce, ou cette explication de la loi du sacerdoce. Ils prétendront que la loi du sacerdoce est tout entière *in docendo et monendo*, non *in imperando*, ou *in imperio*, attendu que l'Eglise n'est point un Etat, diront-ils. Leur doctrine aura son retentissement jusque dans le *Syllabus* de Pie IX (3).

c. Tous les théologiens de cette époque juridique deviennent juristes (4). La loi du sacerdoce nous paraît devoir se formuler ainsi, pour l'époque dont nous parlons :

1° Le Christianisme n'avait pas pour mission de détruire la société ancienne; il ne l'a pas détruite; il l'a subie, même violente et persécutrice, ne l'attaquant pas, ou ne lui refusant pas l'obéissance au temps des persécutions les plus terribles. Il a été le témoin, non l'artisan de sa chute, dont il a adouci l'amertume, en consolant les angoisses qu'amène inévitablement pour les âmes l'écroulement d'un monde. Il lui a survécu. Soit en conséquence du simple fait de la survivance, soit en vertu de son principe, il était tenu d'organiser, de guider, de diriger la société nouvelle au milieu de laquelle il vivait. Il ne pouvait se désintéresser.

2° Quand les nations ont été gagnées à Dieu et à son Christ pendant la longue période des douze siècles antérieurs, il ne reste, pour harmoniser toutes choses dans la société chrétienne, qu'à donner à l'Eglise la place qui lui appartient, pour que tout homme tende vers Dieu, soit conduit à Dieu, s'incline devant Dieu, soit régénéré par Dieu, non pas seulement dans le for intime de la conscience, au point de vue de la justification du péché, mais dans tout son être, dans ses affections, ses pensées, ses sentiments, ses actions, *ses rapports sociaux.* Tout

(3) *Syllab.*, prop. 19 : *Ecclesiæ non est vera perfectaque societas plane libera, nec pollet suis propriis et constantibus juribus sibi a divino suo fundatore collatis, sed civilis potestatis est definire quæ sint Ecclesiæ jura ac limites, intra quos eadem jura exercere queat.*

(4) Il suffit de citer en preuve, dans S. Thomas, les titres suivants de la *Prima Secundæ :* XC *de legibus*; XCI *de legum diversitate;* XCII *de effectibus legis;* XCIII *de lege æterna;* XCIV *de lege naturali;* XCV *de lege humana secundum se;* XCVI *de potestate legis humanæ;* XCVII *de lege humana quantum ad mutationem*, et dans la *Secunda Secundæ :* LXVIII *de his quæ pertinent ad justam accusationem;* LXIX *de peccatis quæ sunt contra justitiam;* LXX *de justitia pertinente ad personam testis;* LXXI *de justitia quæ fit in judicio ex parte advocatorum.*

ce qui jadis avait été réputé un obstacle venant du dehors doit être changé en un moyen d'*affermir le règne du Christ*. Puissance du glaive, autorité des souverains, législation civile se faisant l'auxiliaire de la législation de l'Eglise, tout doit être combiné en vue du résultat. Dieu n'est pas seulement auteur des lois, dit Huguenin (5), par la loi éternelle, d'où dérivent les lois d'ici-bas, mais par le Christ, qu'il a établi législateur en l'Eglise.

d. Le cap. 2, tit. 1, lib. 1, *noverit fraternitas* de la *Quinta Compilatio* confirme la sentence d'excommunication contre les hérétiques de toute appellation, *omnes hæreticos utriusque sexus quocumque nomine censeantur*, portée au jour et pendant la messe du couronnement de l'empereur Frédéric II, qui s'associait par sa présence et par ses paroles, en répétant, à haute voix, avec les prélats : *Fiat, fiat!*

L'excommunication n'atteint pas seulement les hérétiques, leurs recéleurs et défenseurs, mais aussi ceux qui ont introduit ou qui maintiennent dans l'Etat des statuts, des édits, des coutumes, ou plutôt des *abus* attentatoires à la liberté de l'Eglise, les podestats, les consuls, les gouverneurs, les conseillers, les écrivains qui prêtent leur plume et leur travail pour copier, les juges qui prononcent en conformité des statuts, édits ou coutumes, les greffiers et autres qui revêtent le libellé de la forme inhérente aux actes publics, *Potestates vero, consules, rectores, statutarii, et scriptores dictorum statutorum, necnon consiliarii locorum ipsorum, et qui secundum statuta et consuetudines memoratas judicaverint*, cap. 3.

Honorius III est d'accord avec Innocent III, son prédécesseur, sur la conduite à tenir à l'égard des hérétiques. Innocent avait fait appel aux armes du roi de Hongrie contre le Ban de Bosnie, si celui-ci n'expulsait de ses domaines les partisans de l'hérésie, et il disait : C'est pour cela que les rois portent le glaive, pour protéger la foi des orthodoxes et *pour chasser les hérétiques*, quand ils méprisent les sévères avertissements de l'Eglise. Le 4ᵉ concile de Latran, dit Hurter (6), vint donner la sanction la plus haute aux paroles et aux actes d'Innocent III. Tous les hérésiarques, quelles que fussent leurs opinions, y furent condamnés; leurs biens, s'ils étaient laïques, devaient être confisqués par le pouvoir temporel, et, s'ils étaient ecclésiastiques, devaient

(5) Huguenin, *Expositio method. jur. can.* — Zallinger s'exprime encore plus brièvement : *Unde vita est tantum via.*

(6) Hurter, t. III, p. 428.

échoir à l'Eglise. Tout supérieur temporel devait promettre, par serment, de chasser les hérétiques de ses domaines; tout souverain qui s'y refuse doit être excommunié par le métropolitain, dénoncé, après le délai d'une année, au pape, afin que celui-ci délie ses vassaux du serment de fidélité, et accorde son pays à des princes orthodoxes, pour le purifier de l'hérésie. Ces mesures sévères contre les hérétiques et leurs protecteurs, mesures qu'Innocent avait appliquées dans l'Etat Romain et recommandées aussi à d'autres princes, devaient être *considérées désormais comme lois de l'Église*. — Ainsi parle Hurter.

Mais ce qui est propre à Honorius et à la *Quinta Compilatio*, c'est 1° de viser les Constitutions impériales de Frédéric II, comme partie intégrante du droit canon contre les hérétiques et les adversaires des droits de l'Église, lib. 1, tit. 1, cap. 3; lib. 5, tit. 4, cap. 1; lib. 2, tit. 1, cap, 2; id. tit. 2, cap. 2; lib. 3, tit. 13, cap. 1, en s'associant, dans des matières politiques et mixtes, le législateur politique, civil, temporel; 2° de voir dans les prétentions de l'Etat, des cités, des gouvernants quels qu'il soient, relativement à la discipline, et, en termes plus généraux, aux *affaires ecclésiastiques*, une cause du malaise du monde chrétien, et peut-être une explication de cet appui inavoué qu'une partie de l'opinion publique égarée donne à l'hérésie. Par là, Honorius III et la *Quinta* devancent Pie IX. Nous pouvons à peine croire, dit Honorius aux habitants de Padoue, que vous puissiez oublier à ce point la pureté de la foi, *quos de fidei puritate toties commendari audivimus*, lib. 1, tit. 1, cap. 7.

e. Ainsi, c'est au temps où la loi du sacerdoce l'a mis en possession d'une science juridique capable d'harmoniser toutes choses dans la société chrétienne, et d'une alliance qui met à sa disposition le glaive, c'est à ce même moment qu'il retrouve dans sa loi la nécessité de la lutte. La *Quinta* nous fera connaître des relations légales toutes nouvelles du sacerdoce avec l'autorité civile. — Nous avons découvert la loi du sacerdoce, *supr.* lett. *c.*; nous allons dire quelle légalité le sacerdoce rencontrait:

Certaines villes contestaient aux églises la propriété des biens temporels. Il ne fallait rien moins que la confirmation solennelle des pontifes pour la sauvegarder. Les novateurs construisaient des étendards sur lesquels ils inscrivaient en grandes lettres le mot *Libertas*. Bologne était l'une de ces villes, lib. 1, tit. 1, cap. 2, not. — A Padoue, on avait décrété une Constitution civile sous le nom de *statut*, que les membres du clergé

devaient jurer, sous peine de mise hors la loi. Soit à l'insu des meneurs, soit qu'ils s'en rendent compte, ils obéissent à l'inspiration des hérétiques contemporains : *regimen civitatis secum afferens fermentum hæreticæ pravitatis* lib. 1, tit. 1, cap. 7. — A Pise, le clerc ou le laïque qui se prévaut des lettres Apostoliques obtenues par lui, et qui s'adresse au juge ecclésiastique, est condamné à une amende de 1000 *solidi*, privé de ses revenus, dépossédé de ses terres, lib. 5, tit. 18, cap. 5. Les hommes de garde de la forteresse sont payés avec une solde prélevée sur le clergé et, s'il y a refus, le clerc encourt une peine à fixer arbitrairement par le conseil de la cité, *ibid.* — A Florence, on prétend soumettre les clercs au duel judiciaire pour dirimer leurs procès, *rem inauditam et tam juri scripto quam æquitati contrariam*, lib. 5, tit. 7, cap. 1. — Ailleurs, les recteurs de la fraternité de la ville veulent que le prêtre fasse connaître le nom des voleurs qu'il sait par la confession, ou que, ne le faisant pas, il paie le dommage, lib. 5, tit. 10, cap. 1. — D'autres, tels que les habitants de Palentia, refusent la dîme, ou bien ils la perçoivent à titre d'impôt et l'attribuent aux laïques, lib. 3, tit. 16, cap. 4. — L'évêque de Ferlinpopoli a lancé un interdit : l'envoyé épiscopal est saisi, dépouillé de ses vêtements, battu de verges, promené dans toute la ville avec la corde au cou, traitement réservé aux voleurs, avec menace d'en faire autant à l'évêque et à ses conseillers, s'ils se présentent, lib. 2, tit. 13, cap. 3, not. — Des souverains se montrent aussi peu accommodants. Le roi de Portugal exige du clergé la corvée simple, la corvée avec bêtes de somme, la construction ou la réfection des fortifications, l'impôt de la taille, les gardes montées et des patrouilles, lib. 3, tit. 26, cap. 5. — Le roi de Castille chasse l'évêque de Ségovie et s'empare de ses biens. Deux motifs fort simples lui ont suffi : *sicut voluit et valuit*, sa volonté et la force, lib. 2, tit. 7, cap. 1. — Le populaire se dispense de motifs. A Corneto, un différend s'engage sur une vigne. L'un des contendants invoque l'autorité Apostolique : sa maison est démolie et pillée, lib. 2, tit. 18, cap. 1.

f. La légalité interne n'est pas moins digne d'attention. Un évêque a pu être nommé, illettré à ce point qu'il n'a jamais lu une grammaire, lib. 1, tit. 8, cap. 1. — Des chanoines suppriment les titulaires du Chapitre, afin de garder le revenu, lib. 1, tit. 1, cap. 5. — D'autres obligent l'élu à faire un don de joyeux avènement, faute de quoi, ils s'emparent des revenus de la

prébende, lib. 1, tit. 3, cap. 2. — Ailleurs, un enfant de 13 ans est ordonné diacre, lib. 1, tit. 8, cap. 2. — Des fils de prêtres tentent de garder des bénéfices dans l'église où le père a charge d'âmes, lib. 1, tit. 11, cap. 1. — Dans un couvent, une partie des moines laissent là, durant l'office de Matines, le corps de l'abbé défunt, pour élire son successeur, à l'insu des autres, lib. 1, tit. 5, cap. 4. — Des religieux sont engagés dans un procès contre l'évêque ; ils lui opposent cette exception, fondée sur le droit, qu'il a battu l'un d'eux, revêtu du caractère de prêtre, et qu'il s'est emparé de leur vin, lib. 2, tit. 3, cap. 1. — Un abbé retient par violence un monastère, lib. 2, tit. 18, cap. 2. — Un autre dilapide les biens du couvent, lib. 3, tit. 8, cap. 3. — Quelques-uns fabriquent de la fausse monnaie, lib. 3, tit. 20, cap. 3. — Il en est qui engagent des rixes, et la règle monastique doit prohiber les couteaux, lib. 5, tit. 18, cap. 1. — Des membres du clergé refusent toute sépulture non payée d'avance, lib. 3, tit. 15, cap. 1. — D'autres exigent le prix de la sépulture des gens bien vivants, qui meurent au monde pour entrer dans le couvent, lib. 3, tit. 17, cap. 2. — Dans l'intérêt du maintien de la paix, tout couvent, ou la *grange*, qui en est un diminutif, sera entouré d'un espace libre de trente pas, lib. 3, tit. 21, cap. 1. Cette disposition est, d'ailleurs, une réminiscence de l'ancienne habitation familiale (Voy. *supr.*, 1^er^ Append. gén. à la 2^e^ part., lett. *e*).

Cet ensemble de faits constitue des faits *juridiques*. Nous appelons *légalité interne*, la légalité qui s'y oppose. Le pape Honorius III, comme tous ses contemporains, est plus rapproché de la vérité vraie, de la vérité humaine, que ne le sont les apologistes à outrance, lorsque, dans son premier Sermon, pour le premier dimanche de l'Avent, il s'écrie : L'Eglise souffre des tribulations et des angoisses ; elle est exempte de tache mortelle, mais non de toute tache; c'est au milieu des gémissements qu'elle produit ses œuvres, et, au milieu de ses gémissements, elle ne manque pas de la consolation : *patitur pressuras, angustias et maculas veniales, atque mutationes multas... Et Ecclesia, licet sit sine macula mortali et ruga duplicitatis, semper tamen est in ea macula venialis... Sed inter gemitas tamen fructus bonæ operationis parit. Sed consolatio inter hos gemitus.*

g. Le chapitre *de Magistris*, lib. 3, tit. 2, cap. 1, est le titre de gloire de Honorius et de la *Quinta*. Il est inspiré par l'amour de la science : « Puisque les jeunes vierges douées de la beauté

doivent être cherchées dans les provinces, parmi les filles d'humble condition, pour être conduites au roi Assuérus, dont le nom signifie béatitude, et amenées en la cité, jusqu'au palais du roi, afin de recevoir des mains d'Aggée les ornements qui parent leur sexe, nous voulons et ordonnons que ce qui a été statué dans le concile général, relativement aux maîtres de théologie à établir dans chaque métropole, soit inviolablement observé; décrétons, en outre, de l'avis de nos vénérables frères, et mandons strictement, pour enlever tout motif d'excuse sur la rareté des maîtres, que des jeunes gens aptes à l'étude soient choisis par les prélats des églises et par les chapitres, qui, après avoir reçu l'instruction nécessaire, brilleront dans l'Eglise de Dieu comme la splendeur du firmament, et dont le nombre fournira les docteurs capables de conduire beaucoup d'autres selon la justice, tandis qu'ils seront comme autant d'étoiles dont l'éclat rejaillira jusque dans l'éternité. Si les revenus ecclésiastiques ne leur suffisent pas, lesdits prélats et Chapîtres fourniront le nécessaire, et, d'autre part, en vertu de la concession du Saint-Siège, les maîtres et les disciples percevront, pendant cinq ans, tous les revenus de leurs prébendes ou bénéfices, malgré l'absence, nonobstant les coutumes et statuts contraires, ceux qui travaillent à la vigne du Seigneur ne devant pas être frustrés de leur salaire. Nous entendons que tout ce qui précède sera observé et ne pourra être ébranlé, nous réservant de punir sévèrement les transgresseurs. »

QUATRIÈME SECTION.

La loi du sacerdoce dans les Décrétales Grégoriennes.

a. Les Décrétales Grégoriennes forment cinq livres. Suivant la méthode du code Justinien, elles commencent par le titre *de Summa Trinitate et fide catholica.*

Le livre premier ne s'occupe guère que des clercs, des élections, des empêchements à l'entrée dans le sacerdoce, de l'office de l'archidiacre, de l'archiprêtre, du primicier, du sacriste, et, en un mot, du personnel composant la hiérarchie. C'est une question d'organisation intérieure.

Celui qui est désigné pour l'épiscopat doit avoir la science, la maturité de l'âge et la gravité des mœurs, tit. 6, cap. 7. — L'élection de celui qui n'a point la science doit être cassée, cap. 17.

Cependant, au titre 2 de ce même livre, de *constitutionibus* deux chapitres touchent le sujet qui nous occupe : — cap. 7 : Les Constitutions faites par les laïques n'obligent ni l'Église, ni ses biens. C'est, du moins le sommaire du Chapitre, *sic summatur;* mais le contenu est d'une application beaucoup moins générale. — Cap. 10 : La même doctrine est énoncée beaucoup plus affirmativement, et dans le corps même du chapitre, *Nos attendentes quod laicis, etiam religiosis, super ecclesiis et personis ecclesiasticis nulla sit attributa facultas : quos obsequendi manet necessitas, non auctoritas imperandi: a quibus si quid motu proprio statutum fuerit, quod ecclesiarum etiam respiciat commodum et favorem, nullius firmitatis existit, nisi ab ecclesia fuerit approbatum.*

Au tit. 3, cap. 3, la Coutume étant l'expression de la volonté du peuple, est de nulle valeur dans les causes ecclésiastiques.

D'où résulte l'indépendance de l'Eglise et du sacerdoce soit à l'égard de la volonté des princes, soit à l'égard de la volonté du peuple.

b. Un autre point important est réglé par le titre 6, cap. 34. L'élection de l'empereur appartient aux princes Germains, dont trois prélats et quatre laïques. L'élection est valable si elle est faite par la majorité, *sans mépris du droit de la minorité.* En général, pour l'Eglise la majorité ne suffit pas; il faut encore que le droit de la minorité soit reconnu, non contesté, ni méprisé. Le pape a le droit d'examiner l'élu, de l'approuver, de lui donner l'onction, de le consacrer, de le couronner, s'il en est digne, de le rejeter s'il est indigne, soit comme sacrilège, excommunié, tyran, insensé, hérétique, païen, parjure, soit comme persécuteur de l'Eglise. Et, si les électeurs refusent d'élire, le pape fait directement la désignation. S'il y a partage des voix, et que l'accord ne puisse s'établir, le pape donne la couronne à qui il lui plaît d'entre les concurrents.

L'indépendance de l'Eglise formulée dans le premier livre des Décrétales fait partie du droit public. La Charte de l'empire, sous la garde des papes, fait partie du droit public.

c. Le livre deuxième des Décrétales est tout entier consacré à la procédure. La société chrétienne s'est constituée juridiquement. Elle a accommodé à ses tendances et aux besoins nouveaux, le droit romain. C'est tout ce que nous en dirons ici, après avoir mentionné le tit. 1. cap. 17 : Les prélats doivent

juger les clercs, nonobstant toute réclamation du juge séculier.

d. Le livre troisième traite des contrats civils, *de Precario, de Commodato, de Deposito, de Emptione et venditione, de Conducto et locato, de Permutatione, de Pignoribus, de Fidejussoribus, de Solutionibus, de Donationibus, de Testamentis, de Successionibus.* Il ajoute au droit romain les chap. *de Feudis, de decimis, de sepulturis*, etc. Cependant, les titres 1 à 13 traitent des clercs, et les titres 35 à 37 des moines.

Le clerc coupera sa barbe ; il tondra sa tête ; il ne s'adonnera point à l'ivresse : c'est ce qui ne peut nous arrêter longuement. Mais, au titre 35, cap. 2, nous retrouvons l'interdiction de conférer les paroisses aux moines (Voy. *supr.*, n° 231).

Ce même livre 3e contient aussi un titre, le 38e, sur le droit de patronage, et un titre sur les vœux, tit. 34, qui tiennent une si grande place dans la vie des chrétiens du moyen âge.

Le vœu est une dépendance de la loi du sacerdoce. C'est, il nous semble, le *fas* obligatoire pour les laïques. Sans le vœu, les croisades n'eussent pas eu de durée. Le vœu peut être différé, commué, racheté, par l'intervention du sacerdoce. Il rattache le laïque au sacerdoce. Il a une puissance qu'on ne peut méconnaître impunément. Sa force ne peut être brisée. A certaines époques de l'histoire, il gouverne le monde.

Nous ne connaissons qu'une explication possible de la puissance du vœu, dont on parle encore aux chrétiens de nos jours, mais sans que ce mot produise sur eux une impression de religieuse terreur.

L'explication est celle du liv. 3, tit. 34, ch. 4 des Décrétales. Elle est fort courte ; mais elle suffit, et il n'y a nul besoin de la chercher ailleurs : *Omne votum mutabile est in votum religionis. Reus fracti voti aliquatenus non habetur qui temporale obsequium in perpetuum noscitur religionis observantiam mutare.*

Le vœu est un démembrement de la vie du moine, et tout vœu quel qu'il soit, est accompli suffisamment par l'entrée en religion. Dès lors, la substance du vœu, sa nature, ne font plus de doute, et nous avons eu raison de dire qu'il est la loi du sacerdoce appliqué aux laïques, le *fas* obligatoire des laïques.

e. Dans le quatrième livre, il est question du mariage, et, dans le cinquième, de la loi pénale, c'est-à-dire de la simonie, des juifs, des sarrazins, des hérétiques, des schismatiques, des en-

fants exposés, de l'homicide volontaire, du tournoi, du duel, du sortilège, etc.

Les cinq livres des Décrétales forment donc un code bien complet. Ils nous ont livré quelques principes non encore signalés concernant la loi du sacerdoce. Mais ce serait dans les détails qu'il faudrait entrer si l'on voulait, à l'exemple de Troplong, étudier non seulement l'influence du christianisme sur le droit romain, mais l'influence spéciale qui découle de la loi propre du sacerdoce, de sa nature, de son essence et de ses développements historiques dus aux institutions et à la vie des peuples.

f. Après les cinq livres de Décrétales publiés par Grégoire IX, le *Corpus juris* peut recevoir, et il a reçu des additions. Mais il est complet pour la loi du sacerdoce, telle que nous l'avons envisagée. Le Sexte, les Clémentines, les Extravagantes, n'ont plus rien à nous apprendre, parce que nous devons nous en tenir aux points sommaires et les plus importants.

Nous nous bornerons à signaler, dans le Sexte, le tit. 14, cap. 2, sans aucun commentaire : *Que le pape peut déposer l'empereur pour des causes légitimes.*

§ 6. — *Premiers Capétiens jusqu'à saint Louis. — Assises de Jérusalem. — Charte peu connue de l'Église grecque.*

268. Les Constitutions des premiers Capétiens jusqu'à saint Louis ne font que confirmer les anciennes règles disciplinaires.

Un diplôme du roi Robert, en 1015, montre que le souverain était appelé à approuver et sanctionner les donations faites aux églises : il s'agit de la donation du comté de Beauvais à l'église de cette ville.

Outre une ordonnance de Philippe I^er^, en 1080, concernant les fonctions des archidiacres et autres points de discipline, une pragmatique-sanction du même prince, en 1105, défend de s'emparer des biens des évêques après leur décès, ainsi que le pratiquaient plusieurs seigneurs, qui allaient jusqu'à démolir leurs maisons et s'emparer des matériaux, attendu que les propres seuls constituaient l'hérédité laissée par l'évêque.

En 1138, lettres de Louis VII le jeune touchant la régale de Laon. La régale ou droit du souverain de jouir du revenu des évêchés vacants et de disposer, durant la vacance, des bénéfices

sans charge d'âmes qui dépendaient du siège, a son origine dans le can. 7 du concile d'Orléans, en 511, suivant les uns, et remonte, suivant les autres, à Adrien, qui accorda ce privilège à Charlemagne, ou bien encore ne date que du XII^e^ siècle. Les bulles des papes reconnaissent alors ce droit, qui devint une source de conflits fréquents jusqu'au conflit de Louis XIV avec les papes Innocent XI et Innocent XII, occasion de la Déclaration du clergé de 1682.

Sous Philippe-Auguste, en 1182, première ordonnance portant des peines contre les blasphémateurs, renouvelée par saint Louis et confirmée ensuite, de règne en règne, jusque sous Louis XIV, de même que jadis, à Rome, les édits du préteur. — En 1180, ordonnance du roi avant son départ pour la Terre-Sainte : s'il arrive qu'un évêché ou une abbaye *royale* vienne à vaquer, les chanoines ou les moines demanderont à la reine la permission d'élire librement un successeur. La reine aura en mains la régale. — En 1204, Etablissement entre le roi, les clercs et les barons, attribuant à la juridiction ecclésiastique la connaissance du parjure, et contenant des dispositions sur les clercs, les excommunications, le droit d'asile. — En 1208, lettre statuant sur le patronage des églises de Normandie. — En 1209, remise de la régale, à perpétuité pour l'évêché de Macon. — En 1210, lettre statuant sur les privilèges des clercs en matière criminelle : sauf le cas de flagrant délit, le juge laïque ne pourra arrêter ni emprisonner un clerc; en cas de flagrant délit, et avant l'heure de nuit, il sera remis au juge ecclésiastique; en cas de flagrant délit, à une heure de nuit, il sera remis le lendemain.

269. Sous saint Louis, en 1268, Pragmatique-sanction portant approbation des privilèges, libertés, franchises antérieures, mais ajoutant à l'égard de la cour de Rome ce qui suit : « Voulons que les exactions et levées de deniers imposées par la cour de Rome à notre royaume, qui en a été déjà très appauvri, soit imposées, soit à imposer, ne puissent être levées et recueillies sans une cause pieuse, évidente et urgente, ou sans une nécessité inévitable, comme aussi sans notre consentement et celui de l'Église. »

L'authenticité de la Pragmatique de saint Louis a été contestée, non sans motif (1). Elle est, écrit de Champeaux, le

(1) Affre, *Traité sur l'appel comme d'abus*, p. 52. — Cf. Thomassy, dans le

premier règlement général de la troisième race, qui touche aux intérêts du Saint-Siège, des évêques, des bénéficiers, des patrons, et jusqu'à un certain point de tous les Français. Elle constitue, quel qu'en soit l'auteur, faussaire ou non, un monument historique de la situation religieuse de l'époque, et, dans ses traits généraux, reproduit la discipline ecclésiastique du temps, basée sur les décrets des conciles reçus alors dans le royaume (2).

Mais c'est en Orient qu'il nous faut suivre maintenant la légalité. L'exubérance féodale s'est portée dans les royaumes de Jérusalem et de Chypre. L'Occident implante ses institutions dans l'Orient, à la suite de la conquête.

270. Sous le règne de Philippe I^er^, avait eu lieu la première croisade, et, le 23 juillet 1099, la ville sainte était tombée au pouvoir des chrétiens. Les quatre principautés de Jérusalem, d'Antioche, d'Edesse et de Tripoli furent créées pour former le royaume, et Godefroi fut à la fois roi et prince de Jérusalem, comme Hugues-Capet avait été roi et duc de France. L'inféodation s'opéra sans agitation ni trouble : le partage des villes, des châteaux et de tous les domaines de cette riche contrée s'accomplit sans susciter aucune récrimination dont l'histoire ait conservé la trace (3).

La rédaction des lois civiles et criminelles du nouveau royaume fut commencée aussitôt. Godefroi présenta le projet de Code au patriarche et aux chefs de l'armée. Le manuscrit en fut déposé, en un coffre, dans le trésor de l'église du Saint-Sépulcre, le lieu le plus vénéré de Jérusalem, et ce coffre ne pouvait être ouvert qu'en présence du roi, de deux hommes-liges du roi, du patriarche, de deux chanoines, du vicomte de Jérusalem, et de deux jurés de la cour des Bourgeois. Dans aucun pays de l'Europe, un code complet de lois n'existait à cette époque du XI^e^ siècle (4); celui-là fut le premier; et les

Nouveau Correspondant, octob. 1844 : saint Louis, dit-il, ne pouvait réclamer contre les taxes de la cour de Rome, en même temps qu'il sollicitait les papes de contraindre le clergé à payer les taxes pour la guerre sainte. L'intitulé : *Ad futuram rei memoriam* est sans exemple en tête des lois et ordonnances françaises, etc.

(2) De Champeaux, *Recueil dr. eccl.*, p. XVIII.

(3) Comte Beugnot, *Assises de Jérusalem*, in f°. Paris, impr. Royale, 1841, t. I, p. XIV.

(4) Id., p. XV.

circonstances rapportées ici suffisent à montrer quelle part, à côté de l'autorité civile, le sacerdoce revendiquait dans la confection de la loi et la garde de la loi. La chrétienté d'Orient était l'expression de la féodalité traversant les mers, pour aller chercher sous un ciel nouveau une existence plus libre et « le moyen de raviver ses dogmes », dit Beugnot.

Godefroi et les rois ses successeurs amendèrent plusieurs fois les *Assises* ou recueil des lois : « Ils le faisoient, dit Jean d'Ibelin (5), par le conseill dou patriarche de Jérusalem et des barons, chevaliers et clercs et lais, » assemblant à Acre « le patriarche et les avant dis. » Le texte des assises périt en 1187, lors de la prise de la cité par Saladin : Navarre et, après lui, Ibelin se donnèrent la mission d'en retrouver et coordonner les dispositions primitives, mais ce qui vient d'être dit de la relation sacerdotale juridique concourant avec le pouvoir civil, reste un fait démontré, comme expression pure de la féodalité transportée en Orient.

Ibelin rapporte, en sa préface, comment le royaume de Chypre, faisant partie de la chrétienté d'Orient, et prenant modèle sur le royaume de Jérusalem, eut ses « assises et ordenances » renfermées « au trésor de la mere yglise de Nicossie dedens une huche... en la présence de l'archevesque de Nicossie et des autres perlas. »

On a cru pouvoir affirmer, néanmoins, que cette législation chrétienne d'Orient ne garde pas « la moindre trace de l'influence des idées religieuses (6) », et l'on cite à l'appui de cette

(5) *Livre d'Ibelin*, ch. III.

(6) Beugnot. *Assises*, t. I, p. LVIII. — Cf. t. II, *Livre des Assises de la Cour des bourgeois*, ch. XIII, XIV, CXXIX.

Cf. D'avril, *Chaldée chrétienne*, Paris 1864, p. 40, recherchant et expliquant quelle était la condition des chrétiens indigènes en Palestine pendant la domination des Francs. Godefroi de Bouillon, dit-il, avait d'abord accordé à tous les chrétiens indigènes de la Syrie la faveur de vivre sous leurs lois nationales et de conserver leurs anciens magistrats ou *reis*. Il eût été d'ailleurs impossible aux Latins de rendre la justice à des gens dont ils ne connaissaient ni la langue ni les usages. Cependant, les cours exclusivement indigènes des reis finirent par être supprimées dans les principales villes ; mais l'organisation qui y succéda témoigne de la part des vainqueurs d'un grand sens politique, d'un respect sérieux des mœurs des indigènes et d'une préoccupation sincère des intérêts des vaincus. Le nouveau tribunal qui fut substitué à celui des reis s'appela cour de la *Fonde*, c'est-à-dire du bazar ou de la Bourse. La présidence en appartenait de droit à un bailli, pris indifféremment parmi les chevaliers ou les bourgeois francs. Cette cour, *dont la dime revenait au patriarche de Jérusalem*, était composée, outre le bailli, de six jurés, dont deux Francs et *quatre* indigènes. En matière commerciale, la cour de la Fonde était commune aux

affirmation le témoignage de Navarre, ou Philippe de Navarre, disant : « Il y aveit plusors cas qui touchoient à la juridicion de l'Iglise, dont l'iglise de Jérusalem avoit fait octroi que si teil cas venoit devant eaus, que il n'i alegeroient decrès ne decretale ne lei, ains jugeroient selon l'usage et l'assise de la terre. Et le rei et ses homes estoient tenu de plusors chozes à l'Iglise, qui bien valoient autant. » C'était là, dit-on, un compromis qui allait jusqu'à sacrifier la législation ecclésiastique toute entière. Nous ne pensons pas que ces conséquences puissent être admises sans exagération, et nous avons fait remarquer déjà que la légalité des textes n'est pas la seule dont on doive tenir compte. Alors même que les Assises et autres monuments législatifs de l'Orient chrétien auraient gardé le silence, les faits attestent une légalité passée en action et suffisamment explicite.

271. Ch. VI du *Livre de Jean d'Ibelin* : Le roi de Jérusalem ne tient son royaume que de Dieu ; il doit être couronné par le patriarche. — Ch. VII. Le roi, à genoux devant le patriarche, entend les oraisons, puis il fait serment, debout : « Je tel... promet à tei mon seignor tel patriarche de Jérusalem et à tes successors canoniaument entrant, dessus le tesmoin de Dieu le tot puissant et de tote l'Iglize, et des prelaz et de mes barons, qui environ moi sont, que je, de cest jor en avant, serai ton feel aideor et defendeor de ta persone contre tox homes vivant el reiaume de Jerusalem. Les possessions et les franchises de la sainte iglise de Jérusalem ma mère, et de totes les yglises

Francs et aux indigènes ; c'était quelque chose d'analogue au Tidjaret en Turquie. Elle devenait en matière civile, la juridiction spéciale des indigènes pour les objets dont la valeur n'excédait pas un marc d'argent. Au delà, la décision appartenait à la Cour des bourgeois, appliquant les *Assises*, dans lesquelles le législateur avait tenu compte des mœurs et des usages religieux et civils de la population. Des garanties importantes étaient accordées devant la Cour des bourgeois. Lorsqu'un Franc portait plainte contre un Syrien sans avoir de témoins, et que le Syrien niant la dette prêtait serment qu'il ne devait rien, il était acquitté. Il en était de même lorsque le défenseur était un Grec, ou même un Sarrazin. D'autre part, on ne pouvait faire condamner un homme d'une communion sans fournir des témoins de la communion même de l'intimé. Les indigènes ne pouvaient être forcés au duel judiciaire ; s'ils l'offraient, on ne pouvait le leur refuser. Les chrétiens indigènes prêtaient serment sur les évangiles, écrits non en caractères latins, mais avec leurs propres lettres, le Samaritain sur les livres de Moïse, et le Sarrazin sur le Coran. D'où il faut conclure, pour le moins, que le moyen âge avec sa légalité inspirée par le sacerdoce ou dictée par lui, ne fut pas un inextricable chaos de superstition, d'oppression et d'ignorance.

apartenant à li principaument, les que les possessions et franchises elles ont acostumé à avoir jadis, el tens des beneurés reis mes devanciers et qu'elles acquerront justement ça en avant, en mon tens maintendrai à elles; et defendrai les canoniques et les anciens privileges et les deues leis, et les justises de ciaus et les ancienes costumes et franchises garderai et maintendrai les persones ecclesiastes en leur franchise... et tot le peuple crestien dou dit roiaume garderai si come roi crestien et feil de Dieu le doit faire en son roiaume... » Et le patriarche dit, à son tour : « Je t'aiderai la corone mise en ton chief justement à maintenir et à defendre. » — Tels sont, pourrait-on dire, les termes du contrat légal. Les devoirs du roi, expliqués au ch. VIII; ceux des barons composant la haute-Cour, expliqués au ch. IX, en sont la conséquence, de même que bon nombre de dispositions de droit rangées sous des titres divers.

Ch. XXIV : « Totes carelles », tous litiges peuvent être portés devant la Haute-Cour, à l'exception des causes intéressant la foi et la croyance, les mariages, testaments, et « autres choses de quoi l'on n'est tenuz de respondre ne de faire droit que en la court de l'yglise. » Sur quoi, le commentateur ajoute : L'établissement dans le royaume de Jérusalem de tribunaux ecclésiastiques était d'autant plus nécessaire que les Croisés avaient transporté dans ce pays tout le système de leurs institutions religieuses et fondé des églises, des prieurés, des couvents et des bénéfices, en suivant fidèlement, et sous la direction des légats du Saint-Siège, les règles ou les usages admis en Europe.

La compétence des cours ecclésiastiques du royaume était fort étendue. Ces tribunaux connaissaient, sans distinction de personnes, de l'hérésie, du parjure, du rapt, de l'usure, de la simonie, de l'adultère; et, au civil, des mariages, des testaments, des douaires, des legs et des dîmes inféodées.

L'influence des idées morales et religieuses due à la participation du sacerdoce dans la confection de la loi se retrouve au ch. XXXI : Celui-là est « droiturier et leial » qui, devant les tribunaux, montre qu'il craint Dieu et « aime tant qu'il ne veuile mentir ».

De même, au ch. 82 : En cas de meurtre, tous ne peuvent pas accuser, mais le mari, la femme de la victime, les parents, les parrains et marraines, les filleuls et filleules, les compères et commères le peuvent. — Peuvent également se porter accusa-

teurs ceux et celles qui appartiennent à la même confrérie, alors que le défunt faisait partie d'une confrérie. Ibelin lui-même ayant juré, à Acre, la confrérie de Saint-André, toute la ville se leva en armes, à son appel, et défendit sa cause contre une flotte entrée dans le port. L'action du sacerdoce avait donc réussi à créer des liens étroits entre des hommes qui, différents de nationalité et de langage, venaient, sur des terres lointaines, au milieu de périls de tout genre, soutenir la puissance des chrétiens d'Orient.

Ch. LXXXVI : « Yglise ou maison de religion » jouissent du droit d'asile. — Ch. CIII, CXII : L'un des moyens de preuve les plus ordinaires est de jurer « sur sainz », ou sur les évangiles. — Ch. CLXIX : Nul n'est armé chevalier, si ce n'est au nom de Dieu : « En nom de Dieu fut receu. » — Ch. CLXX : Quand la mort arrive, on se sert de cette expression : « Il avient que Dieu fait son comandement d'aucun ou d'aucune. » — Ch. CLX. La grande justice féodale est celle du combat privé, mais « est certaine chose que prestres, ne clers, ne gens de religion ne se pevent combatre de leurs cors », ni fournir un champion, qui court le risque de mourir dans la lice ou d'être pendu, quand sa défaite a prouvé qu'il soutenait une cause en dehors du droit. Car, alors le prêtre « ne poreit messe chanter, ne le clerc venir à ordre de prestre. »

Enfin, le ch. CCLX, fort court, doit être cité en entier : « Il y a ou reiaume de Jerusalem deus chiefs seignors, l'un espirituel et l'autre temporel : le patriarche de Jerusalem est le seignor esperituel et le rei dou reiaume de Jerusalem le seignor temporel doudit reiaume. » Rien ne peut être plus clair et plus explicite, pour déterminer la situation légale réciproque des deux pouvoirs.

Les chap. CCI-CCLXVIII énumèrent les évêchés et désignent les suffragants de chacun. — Le ch. CCLXXII fixe le chiffre des aides que doivent les églises, en cas de nécessité urgente du royaume : « Le patriarche de Jerusalem deit ; sergenz v cenz ; le chapitle dou Sepulcre deit : sergenz v cenz. »

La légalité féodale, transportée en Orient, a élevé sur un sol lointain des monuments que tous les jurisconsultes proclament vraiment dignes d'attention. Une école de jurisprudence s'est formée. Elle a démontré que les chrétiens conquérants n'étaient pas exclusivement des guerriers barbares, mais qu'ils étaient capables de fonder par les lois une société durable. Les *Assises*, ou plutôt les livres de Jean d'Ibelin, de Philippe de

Navarre et autres, nous causent, à la lecture, une véritable surprise : les légistes de l'Orient chrétien nous permettent de conclure que la science juridique de ce temps était supérieure, même en Occident, à l'idée que l'on s'en fait généralement.

272. La conquête latine de Constantinople fut, aussi bien que la conquête latine de Jérusalem, une occasion pour l'Occident d'exercer une influence législative, qui part directement de la papauté. Il nous sera permis ici de nous citer nous-même et de rapporter, en l'abrégeant, l'une des notes de notre édition des *Œuvres complètes de Honorius III* (7) :

La bulle de Honorius III, en date du 12 septembre 1223, la dixième du liv. VIII, contient incluse et confirme une Bulle d'Innocent III. L'œuvre commune des deux pontifes est une sorte de *Charte de l'Église grecque* et révèle les tendances organisatrices de la papauté.

Innocent III écrivait, en 1205 : « Les Grecs, quelque mauvais traitements qu'ils souffrent, ne peuvent se résoudre à revenir sous l'obéissance de l'Église Romaine, ne voyant dans les Latins que crimes et œuvres de ténèbres, qui les leur font abhorrer comme des chiens (8). » — Voilà sur quelles dispositions hostiles il s'agissait d'édifier.

La surveillance du Siège Apostolique, dit Honorius, s'étend sur les nations et les royaumes ; il arrache et détruit ; il édifie et plante ; il se sert de la modération, de la douceur ou de la sévérité selon les temps et selon les lieux ; il ramène tout à la règle ; il rend à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu. Or, il est arrivé que les princes de l'empire romain ont fait preuve d'une présomption qu'il faut réprimer ; que des abus se sont enracinés ; qu'ils donnent, au gré de leurs caprices, des biens aux églises pour les en dépouiller ensuite que, principalement, les possessions des abbayes sont détournées pour leur avantage propre ; que les prélats grecs, moyennant quelque présent, élèvent indifféremment celui-ci ou celui-là au sacerdoce ; que notamment le prince d'Achaïe, profitant de ces coutumes abusives, retient en ses mains les abbayes, les possessions ecclésiastiques et les fruits qui en proviennent ; qu'il traite les popes sans aucune considération, en sorte qu'il a fallu recourir à l'excommunication pour le décider à s'a-

(7) *Honorii PP. III, Opera omnia*, t. IV, col. 983.
(8) Fleury, *Hist. eccl.*, liv. LXXVI, ch. XIII.

mender. C'est pourquoi, nous lui avons imposé de conformer sa conduite à la Constitution de Ravenica, c'est-à-dire à l'acte de paix consenti par les ecclésiastiques et les barons de Constantinople les plus dévoués à l'Église Romaine. Mais, parce qu'il a éludé nos ordres, en faisant accéder les archevêques et évêques de la province à un compromis que nous déclarons illicite et injuste, nous avons donné mission à des prêtres cardinaux de Rome et aux clercs des églises dont il s'agit, qui se trouvaient aussi à Rome, de préparer une ampliation de la Constitution de Ravenica, avec les modifications nécessaires, et nous avons réglé ce qui suit : Toutes les églises, toutes les possessions des églises leur appartenant depuis le couronnement d'Alexis Bamborax, seront exemptes de toute exaction, libres de toute juridiction laïque, sauf l'*acrostichon*, pour lequel d'ailleurs on restera dans les termes de modération fixés pas nous. Toute composition ou compromis demeurera de nul effet, même s'il a été stipulé à perpétuité. En outre, là où il existera de 25 à 70 feux, il y aura deux popes, avec leurs femmes, leurs fils, leurs familles, exempts de la juridiction laïque, si ce n'est pour les fils qui demeurent hors de la maison du père. S'il y a plus de 70 feux, il y aura quatre popes, libres comme ci-dessus. Au delà de 125 feux, six popes. Au-dessous de 25, on réunira dēs maisons du voisinage pour compléter le nombre. Les popes ruraux continueront, du reste, les relations avec les laïques, comme par le passé ; mais ils jouiront du privilège des clercs, et le Seigneur temporel ne pourra lever la main sur eux. D'autre part, on ne pourra célébrer sur une terre [sans doute en cas d'interdit] contre les ordres des clercs latins. Les popes des villes jouiront de la même liberté que les popes ruraux, ceux des cathédrales également. Les popes libres de la juridiction laïque payeront l'*acrostichon ;* mais les Latins payeront la dîme, *eux et les Grecs qui leur seraient soumis et n'y feraient point difficulté*. Le pape fixe ensuite les revenus des églises de Patras, de Corinthe, Lacédémone et autres, à prendre sur un *fonds de restitution* des biens enlevés aux églises. Cet acte de paix et de concorde est suivi de la teneur de la Constitution de Ravenica, qui date du pontificat d'Innocent III. Les moines grecs, dit la Constitution, les popes, les caloyers, ceux qui sont constitués dans les ordres moindres ou dans les dignités, ceux qui ont un office quelconque seront libres, sauf le paiement de l'*acrostichon ;* tous les clercs jouiront des privilèges des clercs Romains; les églises, les monastères,

leurs biens actuels ou futurs, les personnes qui habitent les couvents, les serviteurs, les hommes qui leur appartiennent, ne pourront être soumis aux tailles, aux services féodaux, aux angaries et parangaries. Les fils des popes, les femmes des popes, leurs héritiers, prélèveront ce qui leur revient, mais sans pouvoir aller au delà de leur droit. Les fils de popes pourront être ordonnés et obtenir en Orient les dignités qui leur seraient interdites en Occident d'après la discipline en vigueur.

Quiconque lira soit le texte de Honorius III, soit l'analyse que nous en donnons ici sera convaincu qu'il y eut un effort puissant, tenté par la papauté, pour ressaisir l'Eglise Grecque par les moyens d'équité et de sagesse les mieux adaptés à sa situation. Si l'on ajoute qu'Innocent III s'était hâté tout d'abord de faire appel au clergé latin instruit et pieux, si l'on se rend compte de l'infiltration de cet élément nouveau parmi les Grecs, qui connaissaient assez peu l'Occident, on devra conclure qu'il s'opéra nécessairement dans la société de l'Orient, au point de vue religieux, des modifications d'une certaine portée. En tout cas, la papauté eut la claire vision de ce qui pouvait s'accomplir, et elle y travailla.

273. Les *Establissements* de saint Louis sont postérieurs aux *Assises*, à la Constitution de Honorius III pour l'institution d'une nouvelle légalité sacerdotale civile dans l'empire Grec. Le pieux roi ne songea point à donner un même code obligatoire dans tout le royaume, mais un règlement qui serait observé dans ses domaines. Nous y lisons, au ch. 84, liv. I, l'assimilation du Croisé au clerc pour le privilège de l'immunité. Saint Louis se borne à exprimer ce qui, avant lui, était devenu un principe du droit public de l'époque des croisades. L'immunité du clerc est la première en date ; celle du moine est venue ensuite, par assimilation ; celle du Croisé se présente en troisième lieu d'une façon tout aussi logique.

Une remarque assez intéressante peut être faite à propos de l'immunité ecclésiastique étendue aux Croisés. Les nouveaux Ordres de moines fondés dans l'Église jouissent du privilège concédé aux anciens, dès le jour où ils sont reconnus, autorisés, approuvés. Nous pensons qu'il en eût été de même, au point de vue du droit canon, pour les Zouaves pontificaux, défenseurs du Saint-Siège, s'ils eussent été approuvés à titre de *Croisés*. Ils eusent pu revendiquer l'immunité ecclésiastique.

L'assimilation était, au temps de Louis IX, un nouveau prin-

cipe de droit, s'appuyant sur la théorie de droit antérieure.

« Se li rois, ou quens, ou bers, ou aucun qui justice a en sa terre prent *clerc ou Croisié*, ou aucun home de religion, tout fust-il *lais*, l'en le doit rendre à sainte Eglise de quelque meffet que il face. Et se li clerc fet chose dont il doie estre pendus et deffés, et ne porte point de couronne, la justice laie en doit fere justice. Et se il a la couronne et l'habit de clerc, et soit lierres, nulle cognoissance, ne nulle response que il face, ne li püet porter domage : car il n'est mie ses juges ordinaires, et cognoissance faite devant celuy qui n'est mie ses juges ordinaires si ne vaut riens. »

Au ch. 85, Louis IX attribue à l'évêque le jugement des *mécréants* et hérétiques : Se aucuns est soupçonneux de *bouguerie*, la justice laie le doit prendre et envoyer à l'évesque, et se il en estoit prouvés, l'en le doit *ardoir*, et tuit *li müeble sont au baron*. Et au tele maniere doit-on ouvrer d'ome *hérite*, puis que il en soit prouvés, et tuit li müeble sont au prince ou au baron. »

Ch. 89 : Les biens meubles de l'homme qui meurt sans confession, mais non subitement, appartiennent au baron. Il doit avoir été au moins huit jours malade. Si, toutefois, il avait fait, à une autre époque, un testament, on l'exécutera. — Ch. 88 : Les meubles de l'homme ou de la femme suicidés seront également confisqués. — Ch. 129 : Nul témoignage de juif ne peut être reçu contre les chrétiens. Le juif a plutôt la jouissance que la propriété de ses meubles : « les müebles aux Juifs sont au Baron ».

La jurisprudence relative aux excommuniés comprend un principe nouveau. L'excommunié peut être reçu par le tribunal laïque, soit comme défendeur, soit comme demandeur : c'est là une disposition très tolérante, ch. 123. Devant la cour de sainte Eglise, il ne sera jamais admis que s'il est défendeur. Celui qui demeure un an et un jour dans l'excommunication doit être contraint par saisie de ses biens, ou par prise de corps, car le jugement de l'évêque doit « estre menés à exécution et à fin par l'office du prévost, se mestiers est. » Si l'excommunication est motivée par des soupçons sur la foi, l'Eglise ayant épuisé par l'excommunication tous ses moyens de coercition, « la justice laie le devroit prendre et envoïer au juge ordinaire ; car quand sainte Eglise ne puet plus fere, *elle doit appeler l'aide des chevaliers et la force*. » S'il se trouve que l'excommunié « feust

bougres », le juge ordinaire le livre à justice laie pour l'envoyer au bûcher.

Mais il se peut qu'il s'agisse d'un *excommunié pour dette*. Là est le principe nouveau. Nulle société ne peut tolérer l'inexécution des contrats. Les transactions sont arrêtées si la mauvaise foi peut entraver le droit. L'Église a donc pris sous sa protection le droit de créance : c'est elle qui, à l'échéance, se charge du protêt, elle excommunie. Voilà une relation juridique tout à fait inattendue et surprenante! Ce n'est pas tout. Les frais sont ainsi taxés : lorsqu'interviendra le règlement pécuniaire, il sera perçu neuf livres, en sus du principal, à titre d'amende, et il sera fait répartition par la justice ecclésiastique. L'excommunication semble entrer dans les frais de taxe judiciaire. Ce n'est qu'une apparence, toutefois. Enfin, dernière anomalie, l'excommunication pour dette se résout en une exécution judiciaire sur les meubles, et l'excommunié débiteur demeurera libre. La terre, *qui appartient au seigneur*, ou l'immeuble, n'ont pu être hypothéqués, et alors : « Si ne le doit pas prendre pour que ce soit de detes, més la justice doit *tenir toutes ses choses en sa main* », jusqu'à paiement et absolution.

Le sacerdoce intervient dans d'autres contrats, soit au moment où ils sont formés, soit au temps de l'exécution. — Ch. 11 : Le don de mariage se fait à la porte de l'église, et c'est là que le douaire est stipulé. — Ch. 18 : La femme noble peut plaider pour son douaire, soit en la cour du seigneur, soit en la cour de sainte Eglise, à son choix. — Ch. 26 : c'est à la porte de l'église que doit se présenter le parent qui entend poursuivre comme accusateur un meurtrier.

Le ch. 125 du même liv. I, applique à la propriété ecclésiastique les lois de la féodalité, et c'est encore là un principe nouveau. Sous les rois de la première et de la seconde race, l'Église acquérait librement les immeubles par donations et legs. Les souverains accordaient aux églises, en pareil cas, des Lettres de confirmation, afin qu'elles puissent posséder à toujours, ainsi qu'on lit dans les Formules de Marculfe, liv. I, ch. III : *Et ut præsens autoritas tam præsentibus quam futuris temporibus inviolata Deo adjutore permaneat manus nostræ subscriptionibus infra roborare decrevimus.* Mais sous le régime féodal, il n'en est plus de même. Saint Louis reconnaît au suzerain le droit de reprendre les biens mouvants de la seigneurie : « Se aucuns avoit donné à aucune religion, ou à aucune abaïe, une pièce de terre, li Sires en qui fié ce seroit, ne le soufferroit pas par droit

se il ne voloit, ains le pourroit bien prendre en sa main. » Saint Louis prescrit la formule de la reconnaissance du droit du Seigneur : « Sire, ce nous a esté donné en aumosne, se il vous plest nous le tenions, et se il vous plest nous l'osterons de notre main dedans terme avenant. » Le Seigneur accorde un an et un jour pour vendre la terre, et ensuite il a le droit de s'en emparer sans indemnité si elle n'a pas été vendue. Dans la suite, ce droit de reprendre la terre ou de la remettre à un nouveau possesseur agréé par le seigneur, après en avoir tiré un avantage pécuniaire, fut remplacé par un droit de *mutation* et d'*amortissement* (9).

(9) *Les Establissements*, éd. de Saint-Martin, Paris, 1786. — Beugnot. *Essai sur les institutions de saint Louis*, Paris 1821, p. 171 et suiv. « Le clergé français parut approuver, plutôt qu'il ne contrariait la naissance du gouvernement féodal. » Plus tard, son rôle fut différent : « Comme toute contestation judiciaire peut prendre sa source dans la fraude, le clergé jugeait avoir le droit de juger tous les procès : affaires réelles, personnelles ou mixtes, rien ne pouvait échapper à ses prétentions. *Le peuple ne voyait pas ces envahissements d'un mauvais œil ;* il trouvait dans les cours ecclésiastiques une manière de procéder moins barbare que celle dont on faisait usage dans les justices seigneuriales ; le combat judiciaire n'y avait jamais été admis ; l'appel y était reçu ; on y suivait le droit canonique, qui se rapproche à beaucoup d'égards du droit romain ; en un mot, *toutes les garanties légales que refusaient les tribunaux des seigneurs, on était certain de les obtenir dans les cours ecclésiastiques.* » Mais les barons, en 1235, c'est-à-dire sous le règne de saint Louis, prirent une attitude de lutte, qu'ils renouvelèrent plus d'une fois dans les âges suivants. Réunis à Saint-Denis, ils se formèrent en association et décidèrent : 1° que les seigneurs ne seraient pas justiciables des tribunaux ecclésiastiques pour les affaires civiles ; 2° que si un juge ecclésiastique excommuniait quelqu'un dans ce cas, il serait contraint à lever son excommunication par la saisie du temporel ; 3° que pour leurs fiefs, les ecclésiastiques seraient tenus de répondre devant les juges laïques (Raynald, ann. 1236 ; Math. Paris, p. 719), et, en 1246, ils rédigèrent un acte d'union et nommèrent une commission de quatre d'entre eux pour décider dans quels cas l'union prendrait fait et cause en faveur de l'un de ses membres. Ils s'engagèrent à mettre en commun la centième partie de leurs revenus, afin de poursuivre activement le but indiqué.

Aug. Thierry, *Récits des temps mérovingiens*, 6° éd., p. 18, raconte les mêmes faits de jalousie haineuse contre le clergé et de fédération jurée par les hauts barons, pour la ruine des justices cléricales en matière civile et criminelle, ayant à sa tête le duc de Bourgogne, les comtes de Bretagne, d'Angoulême et de Saint-Pol. Il cite, et nous lui empruntons le manifeste des seigneurs, d'après Mathieu Paris :

« Les clercs, avec leur momerie, ne songent pas que c'est par la guerre et par le sang de plusieurs, que, sous Charlemagne et d'autres rois, le royaume de France a été converti de l'erreur des païens à la foi catholique ; d'abord, ils nous ont séduits par une certaine humilité, et maintenant ils s'attaquent à nous comme des renards, tapis sous les restes des châteaux que nous avions fondés ; ils absorbent dans leur juridiction la justice séculière, de sorte que les

274. Les *Assises*, les *Establissements* sont écrits en langue française. Cette langue devenait langue juridique, et nul doute que le droit ait aidé à lui donner sa précision et sa clarté.

Le *Conseil* de Pierre de Fontaines, conseiller de saint Louis, est composé dans la même langue, bien qu'il ne soit peut-être, pour une partie de son contenu, que la traduction des *quæs-*

fils de serfs jugent, d'après leur propre loi, les hommes libres et les fils des hommes libres, tandis que, selon les lois des anciens temps et le droit des vainqueurs, c'est par nous qu'ils devraient être jugés. A ces causes, nous tous grands du royaume, considérant que ce royaume a été acquis non par le droit écrit et par l'arrogance des clercs, mais à force de fatigues et de combats ; en vertu du présent acte, et de notre commun serment, nous statuons et ordonnons que désormais nul clerc ou laïque n'appelle en cause qui que ce soit devant le juge ecclésiastique ordinaire ou délégué, si ce n'est pour hérésie, mariage, ou usure, sous peine de perte de tous les biens et de mutilation d'un membre. En outre, nous députons certaines personnes chargées de l'exécution de cette ordonnance, afin que notre juridiction près de périr se relève, et que ceux qui jusqu'à ce jour sont devenus riches de notre appauvrissement, *soient ramenés à l'état de la primitive Eglise* (Cf. *supr.*, n° 177), et que, vivant dans la contemplation pendant que nous, comme il convient, nous mènerons la vie active, ils nous fassent voir les miracles qui, depuis longtemps, se sont retirés du siècle. »

Nous avons vu quelles relations les empereurs, les rois, dépositaires de l'autorité civile, entendaient établir avec le sacerdoce; quelle légalité était fondée par les conciles; quels travaux des érudits colligeaient les recueils du droit canon ; nous avons vu les théories de droit se produisant avec hésitation, se développant, devenant la doctrine, devenant la loi positive. Ici, un pouvoir nouveau prétend s'imposer, au nom de la force nue, et imposer ses principes avec un orgueil dominateur. Il se trouve que ces principes sont la formule de l'opposition, de l'intransigeance, de la lutte. Le pouvoir nouveau, c'était l'autorité féodale des barons.

Ce pouvoir nouveau n'était pas politiquement destiné au triomphe définitif; il a succombé dans l'histoire.

L'opposition qu'il inaugure devait grandir, traverser les siècles; il importe de signaler ses commencements. Cette opposition. qui ne périt pas quand périssent ses représentants, qui passe des mains de ceux-ci aux mains de ceux-là, sans changer de nature, c'est le césarisme des classes qui détiennent tour à tour le pouvoir, dans un rang subordonné aux rois et aux empereurs. Ce sera le césarisme des parlements, comme ce fut celui des barons. Il importe que, dans les sociétés le pouvoir réel, la vie active, la responsabilité, passent en d'autres mains qu'en celles des clercs : telle est la formule (Cf. *supr.*, *loc. cit.*, n° 177).

Cf. Fuzier-Herman, *Séparation des pouvoirs*, Paris. 1880, p. 90 : L'autorité royale avait vu grandir près d'elle. et de son consentement, la juridiction ecclésiastique, « qui devait prendre un si prodigieux développement et exercer sur le moyen âge une action bienfaisante, que nous sommes loin de contester. »

Cette justice spéciale prit, à l'époque féodale, la plus grande extension, tant *ratione personæ* que *ratione materiæ*. — C'est pourquoi les barons, qui la voyaient grandir, voulurent l'abattre.

tiones Juris d'un avocat de Paris, devenu plus tard pape sous le nom de Clément IV (10). Ce livre, qui présente une grande analogie avec les *Establissements*, commence par l'invocation du Père, du Fils et du Saint-Esprit : il comprend 35 chapitres, dont le second est consacré à des préceptes de religion et de morale, et il atteste ainsi, une fois de plus, l'influence de l'Église sur la législation du temps.

Le *Livre de la Roine*, peut-être dû à Pierre de Fontaines, fut composé sous le règne de saint Louis. Il fut continué par d'autres légistes et l'on y adjoignit la Coutume de Normandie (11) et d'autres Coutumes. Le *Conseil* a suivi pour la distribution des matières l'ordre du Code Justinien; le livre de la Reine a gardé le plan des Institutes.

Le *Livre de Jostice et de plet* (12) adopte le classement du Digeste. Il appartient à la même période : on en place la composition entre 1254 et 1260. On y retrouve la composition féodale pour les biens transmis à l'Église, liv. I, ch. 3, § 4. Les aliénations de fiefs faites par les clercs en faveur de l'Église, et sans consentement du roi sont *nulles* : « Establissements fete de clercs de fié ne vaut riens, ne ne puet mestre clers fiés en main d'iglise sanz la volontei le roi, et constitucion, s'ele est fete encontre, ne le puet deffendre. »

Le roi nomme à des bénéfices ecclésiastiques, ch. IV, § 7, 14, 17, 18, 20-22, par lettres ordonnant, par exemple, que les chanoines « receussent tel à frère et à chanoine ».

L'élection de l'évêque sans le congé du roi devra être « quassée », et le roi ne remettra point à l'élu la régale, liv. I, ch. VI, § 29 : « Qui fet ce qu'il ne doit pas fere, en tiel quas il ne fet riens » Devant la justice civile, les formes de procédure sont pour l'évêque ce qu'elles sont pour tous autres, liv. III, ch. II, § 6 : « Evesques, arcevesques puent metre procurator en la forme devant dite, *ne plus ne meins*. » L'évêque est tenu à résidence et ne peut s'absenter, liv. XX, ch. XIII, § 6 : « Et s'il le fet, li rois puet fere prandre toz ses biens tenporez, jusque il soit venuz à amendement. » Le roi veille encore à ce qu'ils accordent les prébendes à ceux qui il convient, *ib.*, « et qui issi ne le fera l'en prendra les biens temporels en sa main ».

Lorsqu'il y a lieu à élections, elles doivent être faites par la

(10) Minier, *Précis historiq. du droit franç.*, p. 279.
(11) Id., p. 181.
(12) Rappetti, *Livres de jostice et de plet.* Paris, 1850.

majeure et la plus saine partie, c'est-à-dire par la majorité et sans intrigue, liv. I, ch. VI, § 6.

Les hérétiques demeurent toujours soumis à une pénalité rigoureuse, liv. I, ch. II, § 7 : L'évêque et toute personne d'église doit faire la recherche, l'inquisition des hérétiques, qui sont mis à mort, et tous leurs biens confisqués, sauf le douaire de la femme. Mais la femme a été obligée de dénoncer le mari dans les quarante jours, sinon, elle n'a plus droit à son douaire. Si elle a caché pendant un an la «mauvese error » du mari, elle est réputée hérétique elle-même, « et est tenue à bogresse. » De même pour le mari, quand la femme est hérétique. Si le procès d'hérésie n'est pas terminé, mais entamé seulement au jour de la mort, les héritiers perdent tous droits néanmoins. Si la femme est enceinte, l'enfant à naître n'aura plus de droits.

Le prêtre, le clerc, peuvent être avocats en « cort laye », pour eux-mêmes, pour les Églises, pour leurs parents, pour les pauvres, liv. II, ch. XV, § 5. Nul n'est tenu de répondre en justice à une communauté, à un chapître, si celui qui les représente n'exhibe un pouvoir en bonne et due forme, liv. IV, ch. XI, § 1.

L'argent, ou plus généralement l'objet volé, donné à une Eglise qui ignore la provenance, ne sera pas restitué ; il ne le serait que dans la mesure du profit ou de l'enrichissement de l'Église, liv. VII, ch. XIII, § 2. Mais celui qui quitte l'Eglise, à laquelle il avait apporté ses biens, les reprend, liv. XX, ch. XII, § 3 : « Ce que il dona il doit avoir. »

L'influence bienfaisante exercée par l'action sacerdotale sur la législation et les jugements au moyen âge, nous paraît attestée par les disposition suivantes, que l'on ne supposerait pas appartenir à l'époque féodale, liv. XVIII, ch, XXIV : « Nus hom ne doit soffrir painne de sa pensée... Li crimes dou pere ne puet de rien grever le fil ; car chescuns est corpables de son crime... Cil qui juige det regarder que il n'establisse nule chose plus molement, si comme la cause requiert ; car il ne doit pas convoitier la gloire d'estre trop roides, ne trop débonnaires, ainz doit fere droit juigement et establir segont que chacune cause requiert... Li sages escrit que l'en ne doit condempner nul home por sopeçon ; car melz (mieux) est que l'en lest à punir les mesfeteurs, que il n'est que l'on condempne ceus qui n'ont riens mesfet... Cil juige qui martirent aucun à tort, li martyres de celui qui est livrez à martyre est tost passe ; mès li martyre de celui qui le martyre dure tozjorz. »

275. Les *Olim* remontent au milieu du treizième siècle, D'autres recueils d'arrêts étaient encore plus anciens. La jurisprudence des parlements recueillait ses propres décisions qui devenaient l'une des bases du droit.

Les Coutumes, dont nous avons déjà prononcé le nom, étaient fixées par écrit. Un travail intérieur de la société agissant sur elle-même se révélait.

Nous ne pouvons suivre ce travail intérieur qui est celui de toutes les classes sociales, sous l'inspiration incontestable de la pensée chrétienne et l'influence sacerdotale. Mais nous le constatons lorsqu'il apparaît dans ses résultats, c'est-à-dire dans des œuvres trop parfaites pour être produites spontanément à jour et à heure fixes, sans préparation aucune.

§ 7. — *Beaumanoir*. — *Les Coutumes du Beauvoisis*.

276. Les *Coutumes du Beauvoisis*, de Philippe de Beaumanoir, publiées moins de quinze ans après la mort de saint Louis, étaient l'une de ces œuvres parfaites (1).

C'est dans le ch. 11e, que Beaumanoir entreprend de résoudre l'une de ces difficultés que les âges nouveaux avaient amenées, en distinguant quels cas appartiennent à la *juridiction* ecclésiastique et quels autres à la juridiction civile. Car, à cette époque de légistes, les rapports d'une puissance avec l'autre, la légalité de leurs relations, étaient des questions de *juridiction* et de tribunaux. « Des cas des quiex le connoissanche appartient à sainte Église, et des quiex à la cour laie. »

Beaumanoir commence par l'exposé du principe de séparation « Bonne coze, dit-il, est et profitavle, et selonc Dieu et selonc le siecle, que cil qui gardent le justice espirituel, se mellassent de ce qui appartient à l'esperitualité tant solement et laissassent justicier et exploitier à le laie justice les cas qui appartiennent à le temporalité, si que par le justice espirituel et par le justice temporel drois fust fes à çascun. »

Onze sortes d'affaires doivent être abandonnées aux cours religieuses : 1° les matières de foi, « porce que sainte Église est fontaine de foi » ; 2° les mariages, qui « apartiennent à l'evesque, ne point s'en doit melleier la laie justiche » ; 3° les dons et

(1) Comte Beugnot, *Coutumes du Beauvoisis* par Philip. de Beaumanoir. Paris, 1842.

aumônes en faveur des églises : l'Église maintient ses droits par l'excommunication ; 4° les litiges concernant les biens d'église, à moins que la partie adverse ne préfère la justice laïque exercée par ceux à qui en appartient la garde temporelle ; 5° les procès des Croisés d'outre-mer ; 6° les procès des veuves ; 7° les testaments ; 8° la garde des lieux saints ; 9° la bâtardise ; 10° la sorcellerie ; 11° les dîmes.

L'Église juge également toutes les contestations entre clercs, mais non les litiges concernant les héritages qu'ils tiennent en fief laïque, ou à cens ou à rente de seigneur.

L'Église juge des cas dans lesquels la juridiction laïque a droit, mais quand les parties adverses s'en sont remises à son jugement. Une fois l'instance commencée, il ne sera plus permis de saisir le juge civil ; l'Église fera exécuter sa sentence par voie d'excommunication, « et en autre manière non, car le laie justice selon notre coustume n'est pas tenu a fere paier ce qui est jugié en le cort de sainte Église en tel cas, » n° 31 du même ch.

277. Beaumanoir aime à sentir son indépendance, même ch., n° 41 : Lorsque, dit-il, dans le comté de Clermont, nous avons retenu prisonniers des clercs, en cas de crime, nous les remettons à l'évêque ; mais on voulait nous contraindre à les mener à Beauvais, « noz ne le vausimes onques fere », et l'évêque les envoie prendre dans les prisons où ils sont, à ses frais et par gens à lui. Le clerc doit même payer sa dépense, n° 42, comme on ferait à l'hôtel, et à défaut ce sera l'évêque, « s'il le veut r'avoir ». Toutefois, il est des cas dans lesquels, « est resons que l'une justice ayde à l'autre », n° 1.

Beaumanoir revient sur cette dernière idée, non sans une certaine élévation de langage dans le ch. 46, n° 11 et s. « Deus espées sunt, par les queles toz li peuples doit estre governés espirituellement et temporellement, car l'une des espées doit être espirituel et l'autre temporel. L'espirituel doit estre baillié à sainte Église, et le temporel as princes de terre... L'espée temporel si est d'autre trempeure, car par li doit estre fete droite justice, sans delai et venjance prise des malfeteurs corporelment. Et quant une espée a mestier l'autre, eles s'entredoivent aider, sauf ce que l'espée espiririituel ne se doit entremettre de nul justice temporel, dont nus puist perdre vie ne membre. »

C'est dans le ch. 46, que Beaumanoir traite de la garde des églises. Au roi appartient la garde *générale* de toutes les églises

du royaume; mais les barons ont la garde *spéciale* de celles qui se trouvent sur leurs terres, aussi longtemps qu'ils font leur devoir : s'ils le négligent, les églises « se puent il traire au roy comme à souverain », et le roi s'empare de la garde spéciale, qu'il joint à l'autre. Ainsi, les seigneurs furent dépouillés peu à peu de leurs droits sur le temporel du clergé, qui passèrent au roi. Car, ce droit de garde était un véritable droit sur le temporel : il avait pris naissance dans les périodes de troubles antérieurs, alors que les églises et les couvents abandonnèrent une partie de leurs biens, à la condition que les seigneurs seraient leurs défenseurs et leurs gardiens.

Si des églises jouissent de privilèges royaux qui témoignent qu'elles sont franches, la garde en est au roi (ch. 46, n° 3).

Bien que l'église tienne tout ce qu'elle possède sous le titre de main-morte, la justice temporelle et la garde temporelle demeurent au baron, « parce que grans justice n'a pooir d'estre mise à execussion par gens de religion » (ch. 46, n° 10). Cependant l'Église exerce la justice par ses baillis, ses sergents, mais si elle a été au delà du droit ou en deçà, la plainte est reçue par le baron « la connissance en apartient au baron ».

Quand la justice laïque met à exécution pour les effets temporels une sentence ecclésiastique, elle le fait à la prière et non sur l'ordre de l'Église (ch. 11, n° 11) « de nule riens qui touque cas de justice temporel, le justice laie n'est tenue à obéir au commandement de le justice espirituel, se n'est par grace. »

Baumanoir admet que nul en terre n'est souverain de l'Apostole, c'est-à-dire du pape (2). Mais il appartenait à cette école de légistes contemporains dont l'esprit se révèle par une décision du Parlement, en 1286, portant qu'aucun ecclésiastique ne pourrait à l'avenir exercer, pour un seigneur même ecclésiastique, aucune juridiction temporelle (3).

278. La personnalité de Beaumanoir doit nous arrêter un instant. Le bailli de Clermont avait été sénéchal de Saintonge, bailli de Tours, bailli de Senlis. Les baillis avaient remplacé, sous les Capétiens, les *Missi* de la seconde race. Leur fonction ne fut pas identique. Ils ne furent plus chargés de redresser les arrêts

(2) Aug. Morel, *Etude sur les coutumes du Beauvoisis*, p. 76. Nous n'avons pu retrouver dans Beaumanoir la citation que nous empruntons à un ami très regretté. Son érudition était tellement sûre que nous citons avec toute confiance.

(3) Id.

des juges royaux, mais de faire rentrer les justices seigneuriales dans la justice royale. Ou, du moins, ce fut la mission que les circonstances et la nouvelle royauté leur donnèrent. Il en résulta, entre autres choses, que l'action commune et concertée des *Missi* et des évêques disparut.

La royauté Capétienne imposa sa volonté aux feudataires indépendants, et c'est à cette condition qu'elle entrait dans une voie d'ordre et de régularité. Les baillis, très respectueux pour l'Eglise, ainsi que fut Beaumanoir, ne traitèrent guère autrement les évêques et leurs tribunaux, leurs « cours de chrétienté », qu'ils ne traitaient les feudataires. Beaumanoir appartient à l'esprit Capétien et légiste qui entraîne la France dans les voies nouvelles.

Il y eut d'abord quatre baillis *pour les domaines du roi*, les baillis de Vermandois, de Sens, de Mâcon, de S. Pierre le Moutier. Philippe-Auguste en établit d'autres, ensuite, dans les grandes villes de ses domaines. Leurs lieutenants, tous gens de robe, attirèrent à eux l'autorité. Charles IX ordonna même qu'ils fussent tous de robe courte, tant baillis que sénéchaux, et la justice resta aux mains de leurs lieutenants (4).

279. Beaumanoir vécut à une période de procédure très compliquée. La forme, la manière d'introduire une demande en justice devait avoir sur l'issue d'un procès des conséquences décisives. Il essaya d'apporter quelque ordre en cette matière; il vulgarisa, comme on eût dit dans l'ancienne Rome, les *formules* (5). Il s'étend longuement sur « l'un des actes les plus graves de la procédure au moyen âge, je veux parler de la *semonce* ou ajournement. L'ajournement n'était pas le même au civil qu'au criminel, quand il était remis à un gentilhomme ou à un roturier, quand il avait lieu sur une demande réelle ou sur une demande mobilière; dans certains cas, on pouvait *contremander*, en d'autres *essonier* (s'excuser). Un acte aussi varié dans sa nature et dans ses effets, aussi important, même dans ses résultats politiques, puisqu'aucun devoir féodal ne devait être acquitté si la semonce n'avait pas été faite d'une manière minutieusement légale, donnait lieu

(4) De Saint-Martin, *Établissements*, p. 248.

(5) V. les ch. II, Parole des semonses; ch. III, Parole des essoines, et suiv., principalement ch. VI et VIII.

à une multitude d'incidents qui suspendaient et rendaient souvent impossible la décision des procès (6). »

On l'a dit plus haut (V. *supr.*, n° 182), le mécanisme de la procédure a pour effet de créer des liens de droit et une situation juridique qui sont, assurément, la garantie des intérêts engagés devant les tribunaux. Avant la sentence, les actes de la procédure constituent des faits acquis et déjà irrévocables. Mais toutes les fois que la procédure est devenue un art savant, elle a été un monopole. L'application du droit a été réservée à des légistes jaloux de leur prérogative et toujours disposés à la déclarer incommunicable : Beaumanoir est le représentant de cet ordre d'idées que nous signalons ; il a été l'un des intolérants de la juridiction civile, et il a eu des successeurs.

Beaumanoir a écrit en français. C'est un mérite que d'autres avaient eu déjà. Sa langue est nette, claire surtout. Il a su généraliser, saisir les points importants de droit d'où découlent les autres. Il fait preuve de discernement et d'une longue expérience. Mais la qualité qui domine toutes celles-là, c'est qu'il eut foi dans la coutume comme principe de jurisprudence : il est le premier des grands auteurs coutumiers. Or, la Coutume, prise dans son ensemble, était-elle favorable à la juridiction ecclésiastique ? Nous croyons pouvoir répondre négativement, et ce dernier motif, ajouté aux précédents, explique comment Beaumanoir est une grande autorité des temps nouveaux, des temps Capétiens et légistes, mais une autorité qui, sans être jamais hostile, revendique en toute occasion l'indépendance à l'égard du pouvoir « espirituel ».

230. D'où vient que les Coutumes, lorsqu'elles apparaissent et sont mises par écrit, se présentent à nos regards comme l'expression d'un droit antérieur et déjà ancien, basé sur une idée d'indépendance fort grande à l'égard de l'autorité ecclésiastique judiciaire ? La société formée par le sacerdoce est-elle tout à coup ingrate ou depuis longtemps rebelle ? Sous les apparences de la soumission absolue, n'existait-il pas, au fond de la société, une protestation, ou mieux un protestantisme latent? C'est un problème historique, d'autant plus important que les temps subséquents continuent la protestation,

(6) Beugnot, *Notice sur Philippe de Beaumanoir*, p. 99, en tête de l'éd. de *Coutumes du Beauvoisis*.

qu'elle s'accentue, que l'Église ne vit plus qu'à l'état de puissance en conflit permanent. Le fait est étrange pour tout esprit attentif qui se souvient de Charlemagne, de l'éducation de la société chrétienne par les évêques, et qui considère le chemin parcouru par un Beaumanoir contemporain de saint Louis. Rappelons-nous d'ailleurs la déclaration d'union des barons, en 1246, et la Pragmatique attribuée à saint Louis. Puis, cherchons l'explication plausible. Tout le moyen âge Capétien, postérieur à Charlemagne, et si différent du siècle de de Charlemagne, est-il une énigme ?

281. Nous avons suivi jusqu'à présent sans difficulté la genèse du droit ; elle a été rationnelle. Elle ne cesse pas de l'être. La Coutume est un privilège, dans le sens étymologique, *lex privata*. Elle s'établit conformément à la loi, contrairement à la loi, ou à côté de la loi. La puissance de la Coutume devait résulter de ce fait que le peuple chrétien était appelé à une vie locale plus active, et qu'en s'élevant peu à peu au-dessus de la condition antique, il cessait d'être étranger à la direction de ses destinées. Il grandissait sous la tutelle de l'Église et prenait chaque jour de nouvelles forces. Un travail d'émancipation réelle s'accomplissait : la civilisation chrétienne, le principe chrétien, transformaient l'humanité et préparaient socialement cette grande chose qui s'appela la chrétienté. La chrétienté, c'est le monde nouveau et moderne, aussi différent de l'ancien monde politiquement et moralement qu'il l'est au point de vue religieux.

L'œuvre de l'unité humaine était l'œuvre propre de l'Église. Mais elle n'étouffait pas les divergences, non seulement de races, mais de région, de diocèse, de cité, de bourgade, de collectivité si restreinte qu'elle fût, celle d'un couvent, celle du château isolé entouré de quelques chaumières. Les hommes, réunis en agglomérations infimes, développent leur activité suivant un sens propre qui n'est pas celui des agglomérations voisines ou éloignées. Chaque individu, dont l'existence se passe tout entière dans ces agglomérations, y conforme ses habitudes et s'attache à ce sens propre d'une communauté dont il fait partie. Dès lors, la raison du droit est la suivante : C'est ainsi que l'on fait, et que l'on a toujours fait chez nous. Les résistances les plus tenaces se fondent sur cet unique argument. Mais la coutume, avec cette force toute puissante qu'elle eut dans les âges chré-

tiens, ne pouvait naître dans antiquité. Le peuple chrétien n'existait pas.

Toutes les fois qu'un principe basé sur une grande vérité humaine paraît dans le monde et rencontre une situation à laquelle il s'adapte et convient, il marche vers ses conséquences. L'esprit humain n'abandonne pas aisément les déductions logiques. Le rôle de l'Église ne pouvait consister à consacrer toutes les divergences. Elle n'eut pas davantage la pensée de les anéantir; mais elle entra dans les faits, concédant ici, contestant plus loin, ajournant ailleurs : elle vécut de la vie des peuples, et elle gouverna. De sorte qu'un jour, on put dire : Coutume est de telle façon, et non de telle autre. Là où il y avait concession ou reconnaissance écrite du droit, ce fut un véritable concordat. Là où il n'y avait « qu'usurpation », pouvaient se rencontrer des points qu'une entente future, expresse et explicite, viendrait sanctionner, et d'autres qui n'auraient jamais de sanction. Nous avons parlé plus haut de ce qui constitue parfois la *matière concordataire*, vague et flottante avant tout concordat (V. *supr.*, n° 179). Là est l'explication de la Coutume, ou de ses origines.

282. La Coutume, c'est l'intervention du peuple chrétien dans sa propre législation, suivant une méthode qui a été suffisamment décrite par Rapetti, dans le passage suivant (7) :

« Les hommes obéissent beaucoup moins qu'on ne croit ; ils s'obéissent à eux-mêmes. Édicter une loi, ce n'est rien. Ce qui est tout, c'est faire vouloir une loi. Mais cette intelligence commune, ce consentement général, qui sont les conditions préalables et nécessaires de toute loi, n'importe la forme du gouvernement, ne dépendent pas précisément des pouvoirs publics. Il est donné, sans doute, à la politique, quand elle est habile, de faire dans la société cet apaisement, et, pour le moins, cette sûreté matérielle du présent qui rend possible la formation, la manifestation de la loi ; mais en réalité, la loi sort toujours par elle-même d'une combinaison intérieure des activités du corps social. Quelle est cette combinaison ? Il semble, au premier abord que la loi, règle auguste de la vie humaine, doive être l'expression de la plus haute moralité d'un temps, comme l'organisation d'une même notion du bien, connue et voulue par tous, et qu'à ce titre le sentiment

(7) Rapetti, *Livres de Jostice et plet.*, préface, p. 41.

moral soit toujours l'unique législateur de la société. Il n'en est pas tout à fait ainsi. A coup sûr, les hommes ont besoin de croire que la règle de leurs actions s'accorde avec ce qu'ils admettent en fait d'honnêteté, et une loi n'existe pour eux qu'à la condition de ne point contredire trop directement leur sentiment moral. Toutefois, il n'est point vrai qu'il y ait toujours eu une parfaite conformité entre le droit usuel du peuple et son idéal de justice. En réalité, le droit est simplement une *transaction* des habitudes, des positions anciennes et nouvelles, des intérêts, des volontés contraires. Cette *transaction incessante,* c'est ce qui produit la loi. Un principe, une disposition commune, ne s'appliquent jamais aux faits d'une manière spontanée. Entre les faits et cette conscience populaire où s'élaborent les termes généraux du droit, il faut des intermédiaires. A défaut d'un législateur connu et accepté, c'est la doctrine des jurisconsultes, c'est la jurisprudence des tribunaux qui, des dispositions communes, se chargent de déduire des convenances générales, des principes ; des principes, des maximes ; des maximes, des règles, des décisions immédiatement applicables à chaque fait particulier. ».

La transaction incessante, les tribunaux statuant en fait, la conscience populaire élaborant sa législation, pour s'obéir à elle-même, tels sont les éléments de la Coutume. Mais l'idéal de justice n'est pas dans la coutume, et, puisqu'elle s'établit par la transaction, elle est le résultat d'une lutte. L'Église maintient, autant qu'elle le peut, l'idéal de justice ; l'Église est la puissance qui transige; l'Église est donc la puissance qui lutte, à partir du jour où la loi sort manifestement des entrailles de la société, à partir du jour où le peuple a grandi et revendiqué une part dans la direction de ses destinées, parce que l'Église l'avait affranchi.

L'Église ne cesse de gouverner, c'est-à-dire de transiger et de maintenir. Pour ses dogmes, elle ne transige pas ; elle ne transige pas pour la morale. Elle transige pour les rites : tout l'Orient est plein de rites qui diffèrent entre eux et qui diffèrent de ceux de l'Occident. Chacun de ces rites est non seulement autorisé, mais protégé par Rome, qui défend d'innover, fût-ce pour se rapprocher des usages latins. L'Église transige sur ses lois, sur sa discipline, sauf cette restriction posée par Benoit XIV (V. *supr.*, n° 179), et par Pie IX (8) que le pouvoir

(8) *Syllabus*, prop. 25 : « Ecclesiasticum forum *omnino* tollendum, etiam *in consulta* et reclamante sede Apostolica. » Cf. prop. 43, 52.

séculier ne renversera pas, dans le pays où il se trouve, ce qui peut encore subsister du droit ancien ou du droit général, et que là où des restrictions ont été posées, on n'ira pas au delà de ce que, soit la coutume légitime, soit le privilège, ont introduit. En un mot, l'Église, qui est un gouvernement, réserve son droit de gouvernement et ne signe point de traité accordant à une nation le droit de la *nation la plus favorisée*, ainsi qu'il se pratique entre les puissances pour les traités de commerce.

Le droit coutumier ecclésiastique actuel repose, pour les nations, sur des concordats ; pour les Églises, les diocèses, les corporations ou collèges, sur des Constitutions et des Bulles. Il ne serait pas permis, sans nier le droit de gouvernement de l'Église, de construire un Grand Coutumier de chrétienté pour le dix-neuvième siècle, en prenant à l'Espagne la snppression d'abstinence pour les vendredis, à l'Orient le mariage des prêtres catholiques, à telle région l'élection des évêques, à telle autre l'obligation absolue du concours pour l'obtention des cures, et ainsi du reste. L'Église combat sur tel rivage l'envahissement que son principe lui permet d'admettre sur tel autre, et, à tel temps, ce qu'elle concèdera en temps plus opportun. Elle ne se fait pas l'ennemie de la société civile, mais elle n'oublie pas que, dans cette société, il n'y a pas toujours « parfaite conformité entre le droit usuel et l'idéal de justice ».

§ 8. — *Practica aurea. — Songe du Verger. — Coutumes notoires. — Somme rurale. — Coutumes municipales. — Synthèse.*

283. Environ trente ans après la composition du livre de Beaumanoir, c'est-à-dire vers 1311, Petrus Jacobi, élève des universités de Toulouse et de Montpellier, écrivait le traité qui reçut le nom de *Practica aurea*, pour implanter sur le sol français le droit romain de Justinien, en lui donnant une application pratique en harmonie avec la coutume et le droit établi par elle (9).

Au point de vue spécial qui nous occupe, il importe de dire

(9) Minier, *Précis historiq.*, p. 299.

que l'œuvre de Jacobi parut au temps où s'agitaient les grandes questions des rapports de l'Eglise et de l'État. Jacobi, défenseur zélé des immunités ecclésiastiques, dévoué à la suprématie de la papauté, était du parti des prélats Roger et Pierre Bertrand contre de Cuignières. Toutefois, il blâmait les *abus* ou les vices de la juridiction ecclésiastique, ses détours, ses longueurs.

La lutte était d'autant plus vive au quatorzième siècle sur les droits des deux puissances, temporelle et spirituelle, que la délimitation des pouvoirs ne reposait pas sur des idées suffisamment étudiées et élaborées. L'auteur inconnu du *Songe du Verger*, ouvrage traduit en latin, en anglais, et réimprimé deux siècles plus tard officiellement, par ordre du parlement français, défendit les droits temporels et la prérogative du souverain.

C'est là que Pithou puisa dans la suite toute la doctrine gallicane. « Les biens des ecclésiastiques, dit le *Songe*, doivent être comme ceux des laïques, soumis aux impôts, et le pape n'a aucune juridiction sur le temporel. » Il dit encore : « Jésus-Christ n'exerça point juridiction et seigneurie, et fit saint Pierre son vicaire seulement aux choses spirituelles. »

Les *Coutumes notoires* jugées au Châtelet de Paris, de 1330 à 1387 ; le *Stylus parlamenti*, composé en 1350 ; les *Anciennes constitutions du Châtelet de Paris;* les *Décisions de Jean Desmares*, mort en 1383 ; le *Grand Coutumier de France*, que l'on fait remonter à Charles VI, nous font suivre une évolution du droit dans laquelle la coutume est une cause efficiente de premier ordre. Dans le quatrième livre de ce dernier écrit, sont déterminés les rapports de la justice du roi et de l'évêque.

284. Jean Bouteiller consigna les principes du droit et de la procédure dans son livre intitulé : *Somme rurale, ou le Grand Coutumier général de Practique civil et canon*, que plus tard commenta et annota *Charondas le Caron.*

Nous lisons dans le liv. 1, tit. 17 (10), que les marguilliers ont en « garde et cure » les biens appartenant aux églises, perçoivent les revenus, peuvent louer, donner à cens ou à rente, consentir hypothèque, attaquer ou répondre en justice devant le tribunal laïque, sans besoin d'autre procuration que celle qu'ils tirent de leur office, auquel ils sont appelés par la majorité des paroissiens, sauf confirmation, pouvoir et autorité conférés par le roi. » Le liv. 2, tit. 9 défend d'imposer aucune

(10) *Somme rurale*, Paris, 1612.

taille ou charge sur les terres et possessions d'église, si ce n'est pour un pont, un chemin ou autre ouvrage public; il attribue à l'église tous les biens appartenant à l'homme ou à la femme qui entrent en religion, et leur défend de tester ; il maintient le droit d'asile dans les églises « aux délinquans en cas rémissibles », et dénie le refuge aux biens *meubles* que l'on irait mettre sous la sauvegarde du lieu sacré; enfin, les églises, soit de fondation royale, soit de garde dûment publiée, soit cathédrales, demeurent en la « sauve et especiale garde Roy nostre sire, de droict especial ». Tit. 10 : La dîme remonte au commencement du monde, et « de tous biens qui croissent sur terre, par quelque moyen ou labeur que ce soit, disme en est due », c'est à savoir, herbes, fruits d'arbres, grains labourés, poules, oisons, canards, oiseaux, cochons, pourceaux, laines, bêtes alimentées et nourries, poissons, garennes, profit de moulins, four, minière de fer, d'or ou d'argent, autre métal, pierre, gain artificiel de métier, de marchandise, de science, de service personnel, et généralement de toutes choses. La dîme ne peut être vendue ou engagée à un laïque, même avec autorisation du pape.

Tit. 11. Les usuriers ne doivent trouver à louer ni terres, ni maison; ils doivent être bannis; aucune conversation avec eux n'est permise; ils ne peuvent être inhumés en terre sainte. S'ils sont clercs, ils sont excommuniés par le seul fait, en l'absence d'aucune sentence; les laïques sont excommuniés par le pape, l'archevêque ou l'évêque. De même, à l'égard des Juifs et des Sarrazins : on ne peut avoir avec eux « quelque participation ne compagnie..., et quiconque le fait, il chet en excommuniment et confiscation de biens. » Toutefois, on ne peut contraindre ni les uns ni les autres, et obliger par force à être chrétiens, mais « les doit à ce mener par belles paroles qui peut, autrement non. »

Le tit. 7 est consacré aux privilèges des clercs. Les veuves sont sous la garde du prince et sous la garde du juge d'église : leurs procès doivent être jugés sommairement. Si une veuve « avait defaute au juge lay, elle se peut traire au juge spirituel, qui en ce cas la doit soutenir et ouyr en son droict, et autrement ne s'y doit traire, si elle a affaire à loy, si defaute n'a au juge : Mais si elle estoy dépouillée d'aucun sien droict, fust encore en temporalité, sachez que si elle s'en traict premièrement au juge de l'Église, là doit demeurer la cause, car c'est cas de prévention. »

285. Les Coutumes ne sont pas uniquement connues aujourd'hui par les ouvrages des légistes que le moyen âge a produits, et qui se sont efforcés de coordonner les usages ou de les codifier. Une grande activité a été dépensée dans la recherche des monuments originaux et des textes inédits. Les chartes, les statuts ont été publiés en grand nombre, mais ils ne donnent, en somme, pour le sujet qui nous occupe, rien qui ait une grande importance. C'est le travail de la jurisprudence que nous avons analysé; ce ne sont pas les textes législatifs locaux, qui nous eussent révélé la marche des idées juridiques (11), mais en nous entraînant dans les détails au delà d'une juste limite.

Dans les *Coutumes de Strasbourg*, qui datent de l'an 980 environ, l'art. 13 porte : Nul n'exercera dans la cité le pouvoir du juge, si ce n'est l'empereur, l'évêque, ou celui qui est délégué par l'évêque. — Art. 6. Nul office public ne sera confié par l'évêque à d'autres qu'à ceux qui composent la *famille* de son église. — Art. 11. L'évêque désigne celui qui exercera l'avouerie, mais c'est l'empereur qui remet la puissance du glaive en ses mains, *postquam episcopus advocatum posuerit*, *imperator ei.... gladii vindictam tribuit.* — Art. 70, 73. L'évêque peut battre monnaie. — Art. 60. Il lui appartient de poursuivre les faux-monnayeurs dans toute l'étendue de son diocèse. — Art. 88. L'évêque choisira exclusivement parmi les marchands, vingt-quatre délégués pour transmettre ses ordres dans le diocèse, *Quorum officium est... facere legationes episcopi ad homines suos*. — Art. 106. La ville fournira à l'évêque assiégé ou assiégeant trois cents archers; s'il a besoin d'un plus grand nombre, il en fera les frais.

La *Coutume de Bigorre*, qui date de l'an 1097, maintient aux clercs le privilège de la paix en tout temps, art. 10; mais elle refuse aux gens d'église d'avoir sous leur domination des hommes libres qui ne marcheraient pas dans les armées, art. 27. Elle refuse à l'évêque tout pouvoir de juge, *nisi de solvendis animabus*, art. 28.

Le *Droit statutaire de Soest*, année 1120, art. 27, accorde au clerc demandeur en justice pour des biens meubles, pour une donation, la dispense d'agir par procureur; mais il n'en sera pas de même pour les immeubles.

(11) Ch. Giraud, *Essai sur l'hist. du dr. franç. au moyen âge*, t. I, et II. On trouvera dans cet ouvrage érudit les textes des coutumes et statuts, auxquels nous renvoyons.

Les *Coutumes de la ville de Medebach*, de l'an 1165, défend de porter les procès des hommes qui relèvent de l'Église devant une autre juridiction que la sienne, du moins en première instance, art. 16.

Dans les *Statuta curiæ Aquensis*, 1235, il est ordonné que la cour séculière s'empare des biens des excommuniés non absous dans le cours de l'année ; ils sont d'ailleurs exclus de tout emploi public. Les violateurs du dimanche paient l'amende à la curie temporelle et à la paroisse.

C'est l'archevêque Pierre de Ferrières, qui établit les *Statuts d'Arles*, en 1304. L'influence épiscopale n'a pas besoin d'être prouvée dans ce cas. Le trouble apporté au culte ou causé dans le lieu sacré, sera jugé sans délai, sans recours au sénéchal de Provence, à qui l'on ferait appel pour traîner l'affaire en longueur : le procureur du fisc entendra sommairement et jugera *de plano*, suivant la forme qui est celle des questions fiscales.

Les *Statuta Roberti*, pour la Provence, 1306, défendent d'appeler un médecin juif, obligent les juifs à porter un signe extérieur qui les fasse reconnaître, à n'acheter que sur des marchés fréquentés par eux seuls. — De même, les *Statuts municipaux de Salon*, 1293, délibérés en une assemblée tenue au palais de l'archevêque, prescrivent que le juif, la courtisane et le lépreux ne pourront toucher, chez le marchand, d'autre pain ou d'autres denrées que cela même qu'ils achètent et emportent.

Les *Statuta Roberti* renferment cette disposition exceptionnelle : *Statuimus quod nullus clericus... debeat habere vel possit officium in terris nostris.*

Dans les *Statuta Prælatorum*, 1337, il est interdit de fortifier les églises sans l'autorisation de l'évêque et d'y entretenir des hommes d'armes, comme dans une forteresse. Ce règlement nous fait entrevoir l'une des faces du moyen âge, militant et batailleur. Heureusement, les églises érigées en forteresses ont été peu nombreuses ; il leur a suffi de rester des asiles.

Les *Coutumes anciennes de Chatillon-sur-Seine* nous montrent l'enchevêtrement des juridictions, l'une des causes de la confusion du moyen âge. « En la ville de Chastillon a plusieurs condicions d'ommes et de femmes ; les ungs sont nobles ; les autres clers ; les autres hommes et femmes liges originalement à monseigneur de Lengres ; les autres sont hommes et femmes liges à l'un des seigneurs ou à l'aultre par convenances ; les autres sont communs à deux seigneurs, justiciables et tail-

liables ; les autres sont communs à deux seigneurs, justiciables et non tailliables, et sont appellez communaus, et ne doivent à deux seigneurs chacun an fors que à chacun 6 d. tournois le jour de la S. Remi pour recongnoissance ; les autres sont hommes et femmes liges à monsieur l'abbé ; les autres communaus à monseigneur le duc ; les autres sont communaux à monseigneur l'évesque et monsieur l'abbé ; les autres sont communaux aux troys seigneurs, et ceulx qui appartiennent audit monsieur l'abbé ne sont point subgiez audit monseigneur de Lengres, fors que en resort monseigneur le duc tant seulement.»

286. La féodalité, dit avec raison Laurent (12), est le règne de la diversité.

C'est pourquoi notre exposé de la situation légale du sacerdoce, poursuivi à travers les sociétés du moyen âge, obligeait à rechercher la variété, en abordant successivement le droit byzantin, les lois barbares, la législation des conciles, les collections des canons et des décrétales, le droit Carlovingien, les Coutumes. Mais, sous la variété et la diversité, l'unité existait ; elle était due à l'Église. Notre travail serait incomplet, si nous n'avions soin de le faire remarquer, avec le même Laurent.

L'Église, dit-il, est en tout l'opposé de la féodalité. L'unité est de son essence. Sa foi est une, comme Dieu est un ; car sa foi est la vérité révélée par Dieu, et il ne peut y avoir qu'une vérité. L'unité absolue est l'idéal des grands théologiens du moyen âge : Là où est l'unité, dit S. Bernard, là est la perfection (13). Saint Thomas, l'Ange de l'école, s'exprime dans le même sens : Plus une chose est une, plus elle a de valeur et de dignité (14).

La hiérarchie catholique aboutit à l'unité, parce que la hiérarchie doit maintenir l'unité de la foi.

L'Eglise se sépare encore de la féodalité par son droit. Les coutumes féodales, expression du génie germanique, varient d'un château à l'autre. L'Eglise ne veut pas de ce droit local, variable : sa vie est une ; le droit qui exprime sa vie doit être

(12 Laurent, *Etud. sur l'hist. de l'humanité : Féodalité et Eglise*, 2e éd., p. 64.

(13) S. Bern., *de Considerat.*, II, 8.

(14) S. Thom., *Summ. contr. Gent.*, lib. VI, proœm.

un ; voilà pourquoi elle adopte le droit romain, produit de l'unité romaine et instrument d'unité. Par la même raison, la langue de l'Eglise est une, indépendante des climats, indépendante des races.

L'unité exclut la distinction des classes. L'Église ne connaît pas de nobles, pas de vilains ; son dogme lui défend d'admettre d'autre distinction entre les hommes que le mérite et la vertu ; l'égalité est la base de sa hiérarchie.

Quand on compare l'Église à la féodalité, elle semble presque réaliser l'idéal de l'humanité. Cet idéal n'est-il pas l'unité, l'égalité, la solidarité? L'Église est une, l'égalité est l'âme de sa hiérarchie, la solidarité, le but de ses efforts... La féodalité apporte à l'humanité l'esprit de liberté individuelle, germe de la liberté moderne. L'Église lui donne l'unité, l'égalité et l'aspiration vers la solidarité humaine.

L'antiquité n'a pas péri tout entière : elle se continue dans l'Église. Rome chrétienne hérite du génie de Rome païenne... Rome païenne voulait l'unité par la conquête ; Rome chrétienne la poursuit par le dogme. Rome chrétienne ne serait-elle donc que la copie de Rome païenne? Il y a un esprit nouveau, c'est celui de la charité et de la solidarité chrétiennes : là est le progrès véritable de l'unité catholique. C'est ainsi que Rome, l'Église et la féodalité ont concouru à former le monde moderne : à Rome, nous devons le génie de l'unité et de l'égalité : à la féodalité l'esprit de liberté individuelle : à l'Eglise, la fraternité et la charité, dirons-nous avec Laurent.

§ 9. — *Action de la Papauté. — Développement de la jurisprudence Capétienne en matière ecclésiastique.*

287. La papauté est le sacerdoce à son degré le plus élevé. Mais les relations des Pontifes avec le pouvoir civil cessent, de bonne heure, d'être des relations de sujets. Les rapports deviennent donc *internationaux*.

Toutefois, ces rapports touchent à la légalité interne de chaque État, par le moyen des évêques soumis au pape.

A l'époque des premiers empereurs chrétiens, les papes vécurent sous la *protection* du pouvoir civil, qui les avait persécutés d'abord. Puis, ce pouvoir qui les protégeait s'écroula. L'hérésie iconoclaste et l'islamisme devenaient menaçants

lorsque, heureusement pour les destinées de l'Occident et de l'Italie, la royauté franque se fit l'organisatrice du monde germanique et prépara l'Europe chrétienne.

Un prince Franc succéda aux empereurs romains, et le chef de la hiérarchie spirituelle parut, à certains égards, être un membre de l'empire des Francs. Cependant, écrit Ranke (15), la puissance du Saint-Siège jetait de profondes racines sur ce terrain neuf. Au dixième siècle et durant le onzième, l'empire allemand eut, à son tour, le plus grand éclat : la papauté lui fut étroitement unie et accepta une subordination politique dont elle devait s'affranchir par la suite.

Les Allemands, dit encore Ranke, en conquérant les peuples voulaient aussi les convertir à la foi. L'Église s'établit avec eux sur leurs possessions, à mesure qu'elles s'avancèrent de l'Elbe à l'Oder, et sur les bords du Danube. Des moines et des prêtres marchaient à la tête des Allemands, en Bobême et en Hongrie. Voilà pourquoi les autorités ecclésiastiques reçurent un pouvoir si étendu. Les évêques et les abbés de l'empire obtinrent en Allemagne des droits de comtes, de ducs, et les biens ecclésiastiques étaient désignés, non plus comme étant situés dans les comtés, mais les comtés, comme étant situés dans les évêchés. Dans la Haute-Italie, presque toutes les villes tombèrent sous la domination des vicomtes leurs évêques. Les biens ecclésiastiques n'étant point soustraits aux devoirs de la vassalité, les évêques entraient en campagne à la tête de leurs hommes. Les chapîtres avaient coutume de renvoyer l'anneau et la crosse de leur supérieur défunt à la résidence du prince, où ces signes de l'autorité religieuse étaient conférés de nouveau. Cet usage mettait le prince en possession d'investir les hommes de son choix. Dans l'élection même des papes, les factions romaines rendirent nécessaire l'intervention des empereurs. Quand l'influence temporelle fut poussée à l'extrême, Grégoire VII la brisa.

288. La grande idée de Grégoire VII, écrit Voigt (16), c'est l'indépendance de l'Église : c'est à cette idée qu'il a sacrifié sa vie. « Mais que fallait-il pour l'exécution d'un tel plan? Élever l'Église au-dessus de l'État, afin d'arracher ses ministres à la

(15) Ranke, *Hist. de la Papauté aux* XVI^e^ *et* XVII^e^ *siècles*, trad., 2^e^ éd., t. I, p. 21.

(16) Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, trad., 4^e^ éd., t. II, p. 240.

suprématie temporelle, de soustraire leur élection, leur dignité, leur existence, leur conduite et leur punition à l'autorité des princes... Grégoire voulait donc rendre l'Église indépendante et soustraire les évêques à la suprématie civile... D'autre part, la liberté de l'Église exigeait l'anéantissement de la subordination du siège de Rome à la puissance impériale. »

Grégoire VII avait rendu possibles les croisades, qui relevèrent le clergé, en ravivant sa foi. Le clergé grandit, non moins que la papauté. Il retrouve son zèle, son ardeur pour les grandes choses : les luttes féodales, auxquelles il prenait part, sont reléguées au second rang; il prêche l'observance de la loi de Dieu, le désintéressement et l'amour de nos frères; il s'engage, lui aussi, dans les expéditions lointaines.

Le siècle de S. Bernard est celui d'Innocent III. Le moine domine tous ses contemporains. Innocent impose aux souverains la grande autorité des pontifes. Il met fin à l'anarchie qui régnait à Rome, depuis les temps de Grégoire VII; il rentre en possession de toutes les villes et provinces formant le domaine du Saint-Siège; il excommunie et dépose l'empereur d'Allemagne, délie du serment de fidélité les sujets de Jean-sans-Terre, force Alphonse, roi de Léon, à rompre un mariage incestueux, reçoit de Pierre d'Aragon l'hommage de son royaume et voit l'empire de Constantinople tomber au pouvoir des Latins. C'est lui qui donne le trône à Frédéric II.

On a dit plus haut (V. *supr.*, n° 3), quelle fut la pensée du règne de Frédéric II, quelle légalité il essaya de faire prévaloir à l'encontre du sacerdoce.

Honorius III, successeur d'Innocent, n'est pas seulement un grand législateur (V. *supr.*, n° 252, note 6 ; n° 272 ; Append. au § 3, section 3e) et un grand pontife. C'est lui qui a composé le *Liber Censualis* ou *Liber Censuum*, ouvrage aussi original et important que peu connu.

Le *Liber Censuum*, c'est le registre matricule de perception du cens par l'Église romaine, indiquant, pour tous les pays de la chrétienté, la côte de chacun et les redevances à percevoir. Honorius y a annexé les *pièces comptables* justificatives, c'est-à-dire les chartes et documents, desquels résultait le chiffre, la quotité de la perception.

Toute la comptabilité du siège de Rome, c'est-à-dire toute

sa puissance financière est révélée par le *Liber Censuum* (17). C'est la légalité fiscale, fixée à l'époque de la plus grande puissance de Rome, pour durer jusqu'à la fin du monde, *successoribus meis... usque ad exitum mundi.* C'est la conséquence temporelle, matérielle et chiffrée, de cette grandeur nouvelle du pontificat, à laquelle avaient travaillé Grégoire VII et Innocent III.

Grégoire IX, successeur de Honorius III, est l'auteur des *Décrétales*, base du *Corpus juris*.

Grégoire VII et Innocent III ont établi la puissance pontificale dans l'ordre des faits. Honorius III en a recueilli et coordonné les conséquences fiscales, *usque ad exitum mundi.* Grégoire IX en a rassemblé les conséquences légales et juridiques.

Un demi-siècle sépare Boniface VIII de Grégoire IX. La querelle de Philippe le Bel et de Boniface VIII trouble le royaume de France et l'Église.

Pierre Du Bois, de Coutances, fut l'un des légistes de Philippe, et l'on a dit de lui qu'il fut le premier et le plus hardi des Gallicans. Son œuvre était peu connue jusqu'à ces derniers temps ; mais des travaux érudits ont remis son nom en lumière, et nous font pénétrer plus sûrement dans l'histoire des relations du sacerdoce avec le pouvoir civil, à cette époque curieuse des annales humaines (18).

289. A ce temps, écrit Renan, s'opérait dans la judicature française la plus importante des révolutions. La justice séculière prenait définitivement le dessus sur la justice d'Église et reléguait celle-ci dans un for ecclésiastique très large encore mais qui n'était rien auprès de l'immensité des attributions que les cours cléricales avaient revendiquées jusque-là. La pensée dominante de Pierre Du Bois fut la résistance aux

(17) *Honorii III Opera*, notre édition, t. I, col. 433 à 566. L'*Annotatio*, col. 487, est essentielle à consulter pour comprendre la distribution des matières et l'ordre du *Liber Censualis.*

(18) Renan, *Rev. des Deux Mondes. Un publiciste* du temps de Philippe-le-Bel : Pierre Du Bois, de Coutances, n° du 15 fév. 1871, p. 622, 623, 625, 627, 633. — En 1840, de Wailly fut le premier qui reconstruisit la biographie de Pierre du Bois, et lui attribua cinq ouvrages ou opuscules inédits. Boutaric découvrit d'autres mémoires anonymes, dont il lui accorde la paternité. — Cf. *Comptes rendus* de l'Acad. des Inscrip., 1864, p. 84 ; — *Les idées modernes chez un politique du* XIVe *siècle.* Paris, 1864.

empiètements de l'Eglise et l'extension des pouvoirs de la société civile. Il s'efforça principalement de battre en brèche l'excommunication, par laquelle l'Église exerçait en réalité sur la vie civile une si grande action. Il attribue au pouvoir civil le droit de veiller sur l'Eglise et de réformer les ecclésiastiques. C'est en 1306, qu'il publia son plus important ouvrage, sous forme d'un traité adressé à Édouard I^{er}, roi d'Angleterre, pour le recouvrement de la Terre Sainte. Pour arriver au but, il expose un plan de réformes consistant à dépouiller le pape du pouvoir temporel et le clergé de ses biens, que l'on transformera en pensions payées par le pouvoir séculier, et l'on donnera la direction générale de la chrétienté au roi de France. Il propose, en même temps, la suppression des Templiers, à laquelle il aida dans la suite.

C'est l'époque où paraissent les *avocats royaux* pour les causes ecclésiastiques, établis près des officialités avec mission de s'opposer aux empiètements de ces tribunaux sur la justice séculière. « Ces empiètements, à une époque où la justice seigneuriale était misérable, avaient été un bienfait : sous les prétextes les plus futiles, l'official évoquait les causes laïques ; on avait des subtilités pour faire de tous les procès des procès de droit canon... Les prétentions [parurent] exorbitantes, depuis que la justice laïque s'était relevée par les soins de saint Louis. »

Après Boniface VIII, commence la papauté Avignonnaise. Puis, survient le schisme, durant lequel les princes purent adhérer, au gré de leurs convenances politiques, soit à l'un, soit à l'autre pape. L'Église parut ne trouver en elle-même aucun moyen de faire cesser le schisme, et la puissance temporelle seule sembla apte à obtenir ce résultat. Aussi, au concile de Constance, le vote fut recueilli *par nation*, contrairement à tous les usages antérieurs.

Bientôt Mahomet II s'emparait de Constantinople. Mais la chrétienté s'agrandissait par la découverte d'un monde. Et, d'autre part, le protestantisme brisait violemment l'unité.

L'action des papes, en ce qui concerne la direction de la société religieuse, fut incessante. Socialement et politiquement, les papes exercèrent la plus haute et la plus décisive influence ; ils ont formé la chrétienté. Au point de vue spécial qui est le nôtre, ils affermirent une puissance hiérarchique indépen-

dante, la puissance hiérarchique indépendante du sacerdoce par lequel est régie et gouvernée la société spirituelle dans le monde.

290. Quelques notes sur la légalité particulière à la France compléteront ce qui a été dit concernant la législation Capétienne et l'intervention de la politique française dans les affaires de l'Église. Les Allemands ne furent d'abord, suivant Ranke, que des imitateurs, dans leur résistance à l'Église ; ils suivirent l'impulsion qui était donnée au delà du Rhin. Les Anglais, à leur tour, eurent à cœur de ne pas rester en arrière.

Les Capétiens marchaient de l'avant et se dirigeaient vers un but dont ils n'avaient, sans doute, que vaguement conscience (V. *supr.*, n° 278).

Sous Philppe le Hardi, les acquisitions faites par le clergé commencent à être soumises au droit d'amortissement, qui est une limitation, une restriction, à l'égard du droit antérieur (Ordonnn. de 1275).

Philippe le Bel eut la prétention de soustraire la France à l'obéissance du pape et de le faire condamner comme hérétique. Il interdit aux ecclésiastiques toute fonction dans les justices temporelles (Ordonn. de 1287). Il défendit que les bourgeois fussent mis en cause devant les juges d'Eglise pour affaires temporelles. Il ordonna que les clercs absous en cour d'Église seraient punis par la justice temporelle et leurs biens confisqués, si le crime était notoire (Ordonn. de 1300).

Il interdit aux prélats de sortir du royaume, sous peine de séquestre et saisie de leurs biens (Lettr. patent. de 1299, 1302 et 1303). Dans ces dernières Lettres patentes, il ajoute à la confiscation, la *peine de mort*.

Sous Philippe V, les prélats, qui avaient toujours eu droit de siéger au parlement, en sont exclus, par le règlement du 3 déc. 1319, « car le roy fait conscience de eus empechier ou gouvernement de leurs expéritïautez, et li roys veut avoir en son parlement genz qui y puissent entendre continuellement. »

Le parlement, devenu sédentaire, acquit une force nouvelle dont il se servit, plus d'une fois, pour attaquer le clergé et intervenir dans les affaires d'Eglise. La collection des Ordonnances du Louvre mentionne un arrêt en matière d'appel comme d'abus, du 24 juillet 1333.

Charles V enleva aux évêques et à leurs officiaux, par ordonnance du 13 mars 1371, la connaissance des actions réelles et

des successions. Charles VI, en 1388, leur enleva la connaissance du crime d'adultère. Les archevêques jouissaient alors du droit de haute, moyenne et basse justice dans leurs palais et les maisons qui y étaient contiguës.

Charles VII publia, en 1438, sa Pragmatique-Sanction, pour régler l'autorité des conciles généraux, la collation des bénéfices, les élections, les expectatives, les annates, les appellations, la célébration de l'office divin. Cette Pragmatique, extraite en partie du concile de Bâle, ne fut pas reçue universellement en France. Elle fut réprouvée par le Saint-Siège, abrogée par Louis XI dans la première année de son règne, en 1461, mais maintenue par le parlement et l'Université de Paris. Charles VIII et Louis XII la firent observer. Jules II cita, en 1512, devant le concile de Latran, les défenseurs de la Pragmatique. Léon X et François Ier transigèrent, en la remplaçant par un concordat, en 1516.

« Cette Pragmatique, dit le cardinal Gousset, n'était point canonique. Il en est de la Pragmatique-Sanction de l'assemblée du clergé de 1438, comme de la Déclaration de l'assemblée de 1682 : elle était radicalement nulle. Il n'appartenait pas plus aux rois de France qu'à tout autre prince de statuer, même de concert avec les évêques du pays, sur les droits du pape et les rapports des Eglises du royaume avec le pape. Une pragmatique, une ordonnance en matière ecclésiastique, est sans valeur aucune en ce qui concerne la discipline générale, à moins qu'elle n'ait été sanctionnée par le chef de l'Église universelle. A défaut de cette sanction Apostolique, tout acte public du genre de celui dont il s'agit, est un acte schismatique. »

Une déclaration de Charles VII, du 7 août 1441, portait que les actes des conciles généraux *ne font loi en France* que du jour de leur réception. Une ordonnance de 1443, du même, avait décidé que les cures et bénéfices à charge d'âmes ne pouvaient être tenus par des religieux mendiants (Cf. *supr.*, Loi Bavaroise, nº 231).

François Ier, dans son édit de 1535, déclara incompatibles les fonctions d'évêque et de conseiller au parlement. Il transféra, par l'ordonnance de 1529, toutes les causes temporelles aux juges laïques, à l'exclusion des évêques, sauf en ce qui concerne les clercs.

Ce fut sous ce prince que parut le livre de Pierre Pithou, dépourvu d'autorité légale, condamné par l'épiscopat, mais réunissant en un même recueil toutes les maximes d'indépen-

dance qui avaient cours dans les parlements. C'est ce que nous avons appelé ailleurs les *théories de droit flottantes*, *indécises*, qui ne sont pas la législation, mais vivent à côté de la législation.

Ces théories, qui n'entrent pas dans la loi positive, tantôt l'inspirent, et tantôt servent à l'interpréter ; elles forment la jurisprudence, dictent les arrêts. Si un jurisconsulte les rassemble, il écrit des Coutumes. Si un législateur en tire les trois ou quatre points principaux dont il formera une loi nouvelle, ainsi qu'il arriva pour les Quatre Articles de 1682 (*), cette loi ne subsiste pas seulement par sa propre force : elle plonge ses racines dans un terrain depuis longtemps préparé, elle est fortifiée par un courant d'idées et d'opinions depuis longtemps répandues.

Les théories gallicanes, et, dans un sens opposé, les théories *cléricales;* les théories d'un droit positif diocésain en matière civile ont, en ce sens, et sans avoir besoin d'être écrites, une existence véritable, dont l'histoire du droit et la philosophie du droit doivent tenir compte, si elles veulent expliquer les faits et avoir l'intelligence de la doctrine.

Henri II et François II ont statué plus d'une fois en matière religieuse, mais surtout en prenant des mesures de circonstance pour les conflits suscités par la Réforme. Charles IX essaya de réprimer les empiètements du parlement par ses lettres-patentes du 7 septembre 1568, ordonnant d'observer dans les arrêts les décrets des canons et les ordonnances y relatives. Toutefois, dit Champeaux (t. I, p. XXIX), les édits, ordonnances, déclarations et règlements de nos rois, jusque sous Louis XIV, Louis XV, et même Louis XVI, prouvent suffisamment et surabondamment que le pouvoir civil, sous la race Capétienne, s'était constitué le régulateur suprême de la discipline de l'Église.

Quant aux parlements, si l'on ne peut dire qu'ils méconnaissaient au fond les principes d'indépendance de l'Église (cf. Affre, *Traité de l'appel comme d'abus*), il est certain que, sous divers prétextes, et en particulier à raison du rôle de protecteurs qu'ils s'attribuaient, ils s'emparaient des droits les plus manifestement spirituels, et, au lieu de les protéger, les confisquaient, gardant avec plus de soin encore les droits temporels par eux conquis sur l'Église.

(*) Les décisions dogmatiques du conc. du Vatican ont porté le dernier coup aux quatre articles.

En Allemagne, après le concile de Bâle, les états de l'empire, assemblés à Mayence, en 1439, acceptèrent plusieurs décrets de ce concile, dont les princes électeurs demandèrent et obtinrent une confirmation, donnée sous réserves en février 1447, par Eugène IV mourant.

Ce fut le Concordat des princes, réimprimé par Walter (*Fontes*, p. 100 à 109).

Frédéric III reprit pour son compte les négociations avec Nicolas V, et conclut le Concordat de Vienne, le 17 février 1448 (Walter, *loc. cit.*, p. 109-114). Ce dernier concordat fut successivement introduit dans toute l'Allemagne et inséré parmi les lois impériales.

CHAPITRE TROISIÈME

PÉRIODE CONTEMPORAINE

SECTION I. — PRUSSE. — AUTRICHE. — HONGRIE. — HANOVRE. — OLDENBOURG. — WURTEMBERG. — BADE. — BAVIÈRE. — SAXE. — SYNTHÈSE POUR LE PREMIER GROUPE D'ÉTATS.

291. La légalité civile et religieuse fut grandement modifiée en Europe par la Réforme.

Le droit impérial germanique ne reconnaissait que l'Église catholique : la diète de Worms, en 1520, mit donc au ban de l'empire Luther et ses adhérents.

En 1526, cependant, la diète de Spire remit à chacun des États l'exécution de l'édit de Worms. Car des princes souverains ligués soutenaient les doctrines nouvelles.

Une autre diète de Worms, en 1529, essaie de restreindre la liberté accordée aux États : les réformés *protestent*.

En 1530, confession d'Augsbourg et opposition des protestants au décret impérial. En 1537, ligue de Smalcalde. En 1545, ouverture du concile de Trente. En 1552, convention de Passau, pour garantir la paix aux États de la confession d'Augsbourg, en attendant le rétablissement de l'unité. En 1555, paix religieuse d'Augsbourg, établissant l'égalité entre les sujets immédiats de l'Empire, et abandonnant à chaque prince le droit de réforme suivant ce principe : *cujus est regio, illius est religio*.

Mais l'État devenu protestant devait perdre la juridiction ecclésiastique et les revenus ecclésiastiques, ce fut le *reservatum ecclesiasticum*.

Toute juridiction religieuse des évêques sur les partisans de la confession d'Augsbourg cessait d'être valable au for extérieur : le pouvoir civil continua de reconnaître la juridiction spirituelle des évêques sur les catholiques.

Zwingle et Calvin innovèrent, en Suisse, aussi bien dans la

constitution et le gouvernement ecclésiastique que dans la doctrine (1).

Par le traité de Westphalie, en 1648, les évêchés, abbayes et chapitres enlevés aux catholiques avant le 1er janvier 1624, sont concédés définitivement aux protestants, c'est le *dies decretorius*. Le souverain ne conserve dans les États son droit de réforme que là où un changement de confession ne remonte pas à 1624, c'est l'*annus normalis*.

Chez les protestants, l'autorité ecclésiastique se concentra entre les mains du pouvoir civil, qui revendiqua comme prérogatives : 1° *jus reformandi*, le droit de décider à quelles conditions l'Église peut être tolérée dans telle région ; 2° *jus advocatiæ*, la tutelle ou co-inspection, qui permet l'immixtion des fonctionnaires de l'État dans l'administration des choses religieuses ; 3° *jus cavendi*, le droit de se protéger contre les dangers que la puissance ecclésiastique ferait courir à l'État ; 4° *jus supremæ inspectionis* ou l'intervention sous forme de mesures de police, en matière de conciles, d'écoles, d'enseignement, etc. ; 5° *jus placeti regii* ou la revendication de l'examen de toute publication émanant de l'autorité ecclésiastique ; 6° *jus appellationis*, l'appel d'abus. Toutes ces prérogatives constituant le droit de souveraineté furent dirigées surtout contre les catholiques. Joseph II les revendiqua, appuyé par les canonistes de la cour de Vienne : le Joséphisme eut la plus grande analogie avec le Gallicanisme (2).

(1) Cf. Kampschulte. *Jean Calvin, son Église et son État*, Leipsig, 1869.

(2) Vering. *Droit canon.*, trad., Paris, 1879, t. I, p. 147 : Le 11 septembre 1848, l'assemblée nationale allemande adoptait ce principe général :

« Chaque société religieuse règle et administre elle-même ses affaires. » Ce principe fut bientôt admis dans la Constitution, et les lois civiles de la Prusse, de l'Autriche, et ailleurs. Depuis 1848, les évêques d'Allemagne, puis les différentes provinces, tinrent de nombreuses conférences et réclamèrent, dans des mémoires rédigés en commun, la liberté de la législation et de la juridiction ecclésiastiques en matière religieuse, l'abolition du *placet* et de l'appel comme d'abus, la liberté dans l'éducation du clergé, dans la nomination aux fonctions ecclésiastiques, dans l'administration des biens d'Eglise, et le droit d'association dans les mêmes limites où il est accordé aux sociétés civiles. La plupart des États allemands firent droit à ces demandes dans une mesure plus ou moins large. La Bavière et la Suisse maintinrent la *tutelle de l'État* sur l'Eglise. Depuis dix ans, Bade et l'Autriche sont entrés, de plus en plus, dans cette voie. La Prusse l'a fait ensuite dans des proportions inquiétantes, surtout par ses lois de mai 1873. »

P. 152 : « Une loi de la confédération du Nord, du 3 juillet 1869, qui a été étendue dans les années suivantes à tout le nouvel empire d'Allemagne, porte ceci : « Sont supprimées toutes les restrictions encore existantes apportées

292. *Prusse. Empire d'Allemagne* (3). — Le principe protestant place aux mains du souverain, en matière de gouvernement de la société religieuse, une toute-puissance réelle. A l'égard de l'Église catholique, il n'en peut être de même ; mais la tendance du gouvernement n'en doit pas moins se résumer dans cette formule : Obéir au roi plutôt qu'au pape dans tout ce qui tient à l'organisation extérieure de l'Eglise, et considérer comme appartenant à la prérogative royale la détermination obligatoire de ce qui rentre dans cette organisation extérieure.

La situation catholique en Prusse a été réglée par la bulle *De salute animarum* du 16 juillet 1821, organisant l'archevêché de Cologne et ses suffragants, l'archevêché de Posen-Gnesen et son suffragant, et les diocèses exempts de Breslau et d'Ermland. Un échange de notes diplomatiques a donné à l'arrangement consacré par la bulle la valeur d'un concordat. La dotation en biens-fonds des évêchés, chapitres, églises cathédrales, devait leur être remise, pour être librement administrée, avec exemption de charges et d'impôt, dans un délai dont le terme extrême serait l'année 1833. Jusque-là, un traitement provisoire, égal au revenu, serait fourni. Le provisoire subsiste encore, au moins en partie. Les mêmes dispositions ont été étendues aux territoires des princes réunis à la Couronne de Prusse en 1865. En même temps, la juridiction des évêques était reconnue entière, et devant être régie par le droit canon et les usages antérieurs de l'Église catholique en territoire prussien. Cependant, en fait, le système de la haute tutelle de l'État a été appliqué. On a suivi mêmes errements pour les pays annexés depuis 1866.

Les art. 12-15 de la Constitution de 1848, octroyée par Frédéric-Guillaume IV, les art. 15-18 de la constitution de 1850, remplaçaient la haute tutelle par l'indépendance et l'autonomie; les biens ecclésiastiques étaient déclarés inviolables : « L'Église peut posséder et acquérir des biens, disait la loi constitutionnelle en vue de subvenir à l'instruction et aux œuvres de bienfaisance. » Toutefois, le gouvernement tentait

« aux droits civils et politiques par suite de la diversité des religions. »

Not. En Allemagne, d'après le Dr Schulte, la jurisprudence canonique est toujours formellement reconnue comme seconde source du droit civil.

(3) Vering. *Droit canon.*, trad., par P. Bélet. Nous avons considéré cet ouvrage, érudit et récent, comme la meilleure source de renseignements, et la plus exacte. Nous regrettons de n'avoir trouvé, ni là ni ailleurs, des renseignements parallèles suffisants sur l'organisation légale protestante, non seulement en Prusse, mais dans les différents États dont nous avons à retracer la légalité. V. cependant *infr.*, n. 295, pour la Prusse, 296 pour l'Autriche, etc.

bientôt d'amener, par des négociations avec les évêques, un règlement d'administration des biens ecclésiastiques. Ces négociations constituent un particularisme administratif assez digne de remarque. Le règlement d'Ermland fut conclu le 25 mai 1850, celui de Posen le 19 novembre 1850, celui de Culm le 23 septembre 1851; mais l'archevêque de Cologne et ses suffragants se refusèrent à entrer dans cette voie.

La Constitution avait réservé à une loi organique postérieure la question du droit de patronage. Ce fut encore sous la forme de conventions particulières avec les évêques, à partir de 1854, qu'il fut statué. Après la perturbation apportée par les lois de mai 1873, le désir de pourvoir aux postes vacants fit adopter, sans une préoccupation suffisante du droit canonique catholique, la loi du 20 mai 1874, qui faisait de la question de patronage un moyen de solution : il devait être pourvu aux vacances, d'après le droit ecclésiastique protestant, « par des hommes investis du droit de présentation ou de nomination, ou par le choix de la commune, avec l'approbation et sous la direction du premier président (4). »

La Constitution n'avait pas maintenu, conformément à la paix de Westphalie, aux décisions du congrès des princes en 1803, et au concordat de 1821, la juridiction exclusive des tribunaux ecclésiastiques concernant les mariages des catholiques. Les tribunaux ecclésiastiques durent s'appuyer sur les tribunaux laïques pour user de la contrainte civile, à l'égard, par exemple, des témoins. La sentence non reconnue par la loi civile n'en subsistait pas moins pour la société religieuse. Et il en fut de même pour toute affaire pénale contentieuse de la juridiction ecclésiastique.

Cette légalité était celle des temps antérieurs à la lutte.

En 1870, les évêques, revenus du concile du Vatican, se réunissent, à Fulde, et promulguent l'infaillibilité. Ils portent des censures contre divers professeurs de Bonn, de Breslau, de Braunsberg, et quelques aumôniers de gymnases refusant d'adhérer. Le gouvernement maintient les opposants et, dans le même temps, protège les dissidents appelés les Vieux-catholiques. L'évêque d'Ermland excommunie un maître du gymnase de Braunsberg et voit son traitement supprimé. Des suppressions semblables atteignent les évêques de Posen, Paderborn, Breslau. Des procès sont entamés contre les évêques qui ont

(4) Id., t. I, p. 215.

« attenté à l'honneur » des citoyens par des excommunications lancées, et les tribunaux sont appelés à faire une jurisprudence sur la nouvelle légalité, qui est la légalité de lutte.

Une loi impériale du 6 juin 1870 sécularise l'administration des pauvres.

Le 10 janvier 1871, le ministre des cultes interdit les communications directes des facultés de théologie avec les évêques. Le 18 mars, même année, il est fait défense aux maîtres de religion, dans les établissements supérieurs d'instruction, de publier dans leurs classes les actes des supérieurs ecclésiastiques, sans l'agrément du chef de l'établissement, qui reçoit ainsi un droit de contrôle sur les écrits émanant des évêques.

Le 8 juillet 1871, un ordre du cabinet supprime la section catholique au ministère des cultes, établie le 11 janvier 1841 par ordre du cabinet.

La loi du 11 mars 1872 a pour but de supprimer les relations entre l'école et l'Église, en supprimant les congrégations religieuses vouées à l'enseignement. Un décret Falk, du 4 juillet 1872, dissout toutes les associations religieuses, confréries de la sainte Vierge ou autres, dans les gymnases et autres établissements supérieurs d'instruction.

Une loi du 4 juillet 1872 exclut les jésuites de la Prusse. Une ordonnance du 5 juillet prescrit les mesures d'exécution. Les jésuites étrangers seront expulsés du territoire ; les indigènes peuvent être internés, il leur est défendu de donner des missions. Une loi du 8 juillet étend ces mesures à l'Alsace-Lorraine. Les ordres « affiliés » seront traités de même sorte, et parmi ceux-ci sont compris les Frères des écoles chrétiennes, qui reçoivent leur direction de la France, comme les jésuites la reçoivent de Rome. L'affiliation est expliquée ensuite dans le sens d'une simple *analogie*, toujours facile à découvrir sur quelque point.

En 1872, on sévit aussi contre les prêtres qui enseignaient la religion dans les gymnases, les écoles *réales*, les séminaires d'instituteurs de la province de Posen, comme coupables d'avoir fait lecture pendant l'office divin d'une lettre pastorale annonçant que le diocèse serait consacré au Sacré-Cœur.

293. Ce fut en 1873, que la lutte prit son caractère aigu et intense. Une proclamation royale ordonna qu'à partir de Pâques, l'enseignement religieux serait donné exclusivement en

langue allemande dans les établissements supérieurs d'instruction. Les évêques des pays polonais protestèrent. Les actes de catholicité, baptêmes, mariages et décès, durent être rédigés en langue allemande.

Une loi du 5 avril 1873 modifia les art. 18 et 25 de la Constitution prussienne, en statuant que l'Église serait soumise aux lois de l'Etat, *même en ce qui concerne l'administration des affaires ecclésiastiques*. La loi se réservait de régler les droits de l'Etat relativement à l'éducation, à l'établissement et au renvoi des ecclésiastiques et des ministres de la religion, et de fixer les limites de la puissance disciplinaire de l'Église.

La loi du 11 mai 1873 ordonna que les théologiens subiraient devant l'État un examen sur la philosophie, l'histoire et la littérature allemandes; que les ecclésiastiques placés ou déplacés pourraient réclamer devant l'État; que les candidats pour un emploi ecclésiastique devraient être désignés à l'avance au premier président, qui pourrait présenter ses réclamations dans l'espace de trente jours.

La loi du 12 mai 1873 déclare que « le pouvoir disciplinaire n'appartient qu'aux autorités ecclésiastiques allemandes », remet le maintien de la discipline ecclésiastique au premier président, et autorise, en dernier ressort, l'appel du président au tribunal du roi. Le tribunal royal qu'elle établit pour les affaires religieuses est, à certains égards, une imitation de l'ancienne juridiction de l'appel comme d'abus en France. Mais le tribunal royal est une cour spéciale, investie de pouvoirs illimités, tant sur les intérêts religieux des catholiques que sur ceux des protestants : sa compétence est de la plus grande étendue; toutes les fonctions ecclésiastiques sont placées sous sa juridiction, la discipline religieuse lui est subordonnée, et la définition mal précisée des actes qu'elle doit punir ou réprimer peut justifier une intervention dans les questions dogmatiques et liturgiques. Les membres sont nommés à vie.

La loi du 13 mai 1873 vise l'emploi des moyens correctionnels et disciplinaires dans l'Église : les peines ne doivent pas être rendues publiques; elles ne peuvent constituer à aucun titre une injure.

Loi du 14 mai 1873, sur la sortie de l'Église. Quiconque veut échapper aux charges que lui imposait sa profession religieuse, par exemple la contribution pour les édifices religieux, n'a qu'à faire déclaration de sa sortie de l'Église devant le juge de son domicile.

Les lois de mai forment un ensemble légal dont l'esprit est nettement accusé. Les évêques ont protesté collectivement et affirmé « que l'Etat et l'Eglise forment deux pouvoirs distincts, lesquels, dans leurs affaires réciproques, ne doivent pas fixer l'un sans l'autre les limites qui les séparent, mais s'entendre par un concert pacifique. » Ils ont dit ne pouvoir « répudier tous les droits historiques et positifs de l'Eglise en Prusse, ni souscrire *aux dispositions de lois que l'Église a admises dans d'autres États en vertu d'un accord avec le Saint-Siège*, » ce qui serait reconnaître à l'Etat la compétence requise pour prononcer, de lui-même, sur les choses ecclésiastiques.

Le 28 mai 1873, le ministre de la guerre suspendit de ses fonctions l'évêque Namszanowski, grand aumônier militaire catholique, ce qui fut confirmé par décret du ministère d'état, du 26 juin. L'aumônerie militaire catholique avait été érigée par le Saint-Siège le 28 mai 1868, sur la demande du gouvernement.

Un décret du ministre des cultes du 19 septembre, et un autre du ministre de la justice du 13 octobre 1873, enlevèrent à l'Eglise les registres de baptêmes et mariages.

Au mois d'octobre 1873, le gouvernement d'Oppeln déclara que la capacité civile pour l'enseignement élémentaire autorise suffisamment pour donner l'enseignement religieux, sans attendre l'approbation ecclésiastique.

En novembre 1873, le ministre des cultes publie une ordonnance qui fixe les conditions d'aptitude à la reconnaissance de la personnalité juridique pour les maisons de bienfaisance et les établissements des pauvres : la corporation doit occuper une position purement subalterne, se borner à rendre des services, et n'être pas soumise à l'autorité ecclésiastique.

L'ordonnance du 6 décembre 1873 sur le serment des évêques paraît une tentative de substituer le droit de nomination au simple droit d'exclusion qui résulte de la concession pontificale.

Loi du 19 janvier 1874 : elle explique et complète celle du 11 mai 1873. — Voir ci-après, n. 294, la loi du 21 mai 1874.

La loi du 22 avril 1875 supprime les subventions obligatoires en vertu des anciennes sécularisations des biens ecclésiastiques, si l'évêque ou autre ayant droit ne se déclare prêt à se soumettre aux lois de l'Etat.

Une loi du 31 mai 1875, suivie d'ordonnance des ministres de l'intérieur et des cultes du 26 juin, bannit de la monarchie prussienne toutes les congrégations religieuses, à l'exception

de celles qui se vouent exclusivement au soin des malades.

La loi du 20 juin 1875, suivie de l'ordonnance du 8 mai 1876, supprime l'administration antérieure des biens de l'Eglise catholique, pour la remplacer par une administration plus conforme au principe protestant. Une autre loi, de juin 1876, accorde au gouvernement des droits d'inspection fort étendus sur l'administration des biens ecclésiastiques dans les diocèses catholiques.

294. Les évêques reprochent au gouvernement de n'avoir pas tenu compte des devoirs auxquels l'obligeaient envers l'Eglise catholique, d'une part la tradition historique, et de l'autre des titres reconnus. Ils ne voient de solution que dans l'entente avec Rome, qu'ils supposent devoir accepter quelques-unes des dispositions de lois nouvelles, ou dans la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à défaut du concours harmonieux des deux puissances, et en vue d'éviter de plus grands maux (5). C'est ce qui résume, d'après le Dr Vering, et éclaire toute la légalité actuelle des relations du sacerdoce catholique en Prusse et dans l'empire d'Allemagne avec le pouvoir civil.

Il faut ajouter à ce qui précède la loi du 21 mai 1874, sur l'administration des évêchés catholiques vacants. Cette loi admet que si un tribunal civil a déposé un évêque de son siège, ce siège est *vacant* et doit être reconnu comme vacant par tout le clergé du diocèse, sous des peines graves.

Les tribunaux prussiens ont eu à faire l'application des lois de mai au point de vue de la pénalité. On leur a contesté le droit de faire l'application, en matière de lois particulières, des principes généraux du code pénal prussien. Les lois de mai prononcent des amendes très élevées qui, par la répétition d'un même acte administratif, peuvent atteindre à des sommes considérables. Le code substitue la prison à l'amende, dans une proportion déterminée, et en cas de non-paiement. Les tribunaux ont admis la légalité de cette substitution, même dans le cas d'application des lois de mai (6).

(5) Id., t. I, p. 219.

(6) Les questions de relations du sacerdoce avec le pouvoir civil ont fait éclore, durant ces dernières années, divers travaux parmi lesquels sont les suivants : Em. Friedberg. *Limites de l'Église et de l'État et garanties contre la violation de ces limites* (sens protestant et favorable à la législation de mai). — Wasserschleben. *Les Gouvernements allemands et l'Eglise catholique dans le temps présent*, Berlin, 1872 (Idem). — Prof. Gneist, de Berlin. *Droit constitu-*

295. Le protestantisme de la Prusse commence avec Albert de Brandebourg, grand-maître Teutonique, qui adresse à Luther les statuts de son ordre, en lui demandant de les corriger au besoin et de l'aider à ramener à une vie chrétienne les évêques et prélats, le clergé régulier et séculier. Luther donne le conseil de remplacer l'Ordre par une principauté, la fausse continence par une véritable chasteté conjugale, et de mettre de côté la règle. Ainsi s'établit la Réforme.

Le principe gouvernemental de l'Église Luthérienne, en Prusse, est formulé le 9 juillet 1788, sous Frédéric-Guillaume II, par Wölner, à qui la direction des affaires religieuses a été remise : l'édit de religion proclame le souverain chef suprême de l'Église protestante. Le code prussien de 1791, promulgué le 5 février 1794, confirme la législation religieuse existante, et par suite, l'édit de religion, dont un ordre de cabinet prescrit l'exécution provisoire, en attendant la date de mise à exécution du Code.

Sous Frédéric-Guillaume III, Wölner continue d'appliquer l'Édit ; mais un ordre de cabinet du 28 janv. 1798 en contient la désapprobation indirecte, et la direction des affaires religieuses est partagée entre un ministre du département ecclésiastique, luthérien, et un ministre spécial de l'Eglise et des écoles réformées.

Le *Publicandum* du 16 déc. 1808 subordonne au ministre de l'intérieur la division des cultes et de l'instruction publique. Une députation ecclésiastique est créée près du gouvernement le 26 déc. L'Eglise est absorbée par l'état ; l'épiscopat devient une des branches de la puissance souveraine et se confond avec elle.

Une ordonnance du 27 octobre 1810 attribue les droits des consistoires protestants à la section des cultes et de l'instruction publique, ce qui est confirmé par les ordres de cabinet du 27 avril 1812 et du 3 juin 1814. Les affaires concernant les hauts dignitaires ecclésiastiques sont réservées au chancelier d'État.

Après 1814, le roi exerce, par des fonctionnaires constitués à cette fin, ses droits d'évêque suprême et chef de l'Église protestante, que Jacobson énumère dans son *Hist. du droit eccl. évang.*, t. II, p. 210, s.

En 1817, le 3 nov., un ministère spécial des affaires ecclésias-

tionnel des institutions monastiques en Prusse, Francfort, 1870. — Geffken. *L'Eglise et l'État, leur développement historique*, Berlin, 1875.

tiques et de l'instruction est créé : un ordre de cabinet du 11 janv. 1819 lui renvoie les affaires concernant les hauts dignitaires ecclésiastiques. Le ministère a sous sa dépendance les premiers présidents, à qui est attribuée la direction des affaires du culte et de l'instruction dans les provinces. Les députations ecclésiastiques des régences sont abolies ; un consistoire est institué dans chaque chef-lieu de province, présidé par le premier président.

Le 23 oct. 1817, une commission des églises et des écoles est créée dans chaque régence.

De 1817 à 1830, les questions de rituel sont le résultat de la tentative d'*Union* des Luthériens et des Calvinistes dans l'*Eglise nationale et évangélique*. En 1830, le rituel *corrigé* a force de loi et impose l'Union.

En 1829, l'établissement des supérintendants généraux est un essai d'épiscopat protestant, calqué sur l'épiscopat anglican.

En 1840 et 1841, le rationalisme s'organise et, rejetant en entier l'ancienne foi, n'en a pas moins la prétention de demeurer dans l'église confessionnelle avec laquelle il n'a plus rien de commun.

Le 23 juillet 1845, les Vieux-Luthériens, qui n'ont pas voulu accepter l'Union, sont reconnus comme séparés de l'*Église nationale*. L'édit de tolérance du 30 mars 1849 proclame le principe que les droits civils et politiques ne dépendent en aucune façon des actes d'une société religieuse reconnue par l'État.

Le consistoire supérieur, fondé à l'époque de l'édit de tolérance, a été remplacé depuis lors par un conseil ecclésiastique chargé d'administrer les affaires de l'Eglise évangélique (7).

296. *Autriche-Hongrie.* — A. La Constitution autrichienne de 1849 a statué ainsi, art. 2 : « Toute société religieuse reconnue règle et administre librement ses affaires. »

En Hongrie et en Transylvanie, les protestants possédaient déjà la pleine liberté d'exercer leur culte et d'administrer leurs affaires religieuses. Leur autonomie a été confirmée 1° par la patente impériale du 1er septembre 1859 relative à l'Église évangélique dans la Hongrie, la Croatie, la Slavonie, le Woïvod, le Banat de Temesvar et les Confins militaires ; 2° pour la confession d'Augsbourg, par une ordonnance du ministre des cultes

(7) Cf. Goschler. *Diction. de Théol.*, art. *Prusse*.

du 4 décembre 1860, qui a réorganisé, en Transylvanie, l'assemblée ecclésiastique provinciale sur les bases de la constitution garantie dans ce pays, depuis trois siècles, aux Luthériens, aux Calvinistes et aux Sociniens. Après quoi, la patente impériale du 8 avril 1861 est venue assurer à tous les protestants de l'empire d'Autriche, quelle que soit leur dénomination, la libre administration des affaires ecclésiastiques.

En 1860, une section particulière fut instituée au ministère pour les affaires ecclésiatiques et scolaires de la Confession évangélique, *en vue de l'exercice des droits du souverain* comme « premier évêque » dans les pays slaves. Puis, une Constitution évangélique du 6 janvier 1866, basée sur les décrets d'un synode général de la confession d'Augsbourg et de la confession helvétique, fut mise en vigueur par ordonnance ministérielle, pour les pays slaves.

Quant à la Hongrie, le manifeste impérial du 29 octobre 1860 avait sanctionné à nouveau la liberté des communes et des synodes protestants, lorsqu'en 1867 il fut retiré comme émanant du gouvernement seul, et l'autonomie ecclésiastique et scolaire fut ramenée aux lois de 1791.

Dans le Tyrol, l'empereur, par ordonnance du 7 septembre 1859, avait réservé à la diète le règlement de la situation des protestants. Le 7 avril 1866, il formula ses droits dans une loi portant la sanction impériale : La création d'une commune ou succursale de la confession d'Augsbourg ou de la confession helvétique, d'où dépend l'exercice du culte public, ne pourrait être approuvée qu'avec l'assentiment de la diète.

Depuis 1821, les protestants possèdent, à Vienne, un établissement théologique distinct, avec tous les droits de faculté.

Pour les catholiques, le droit Joséphiste était en vigueur depuis Joseph II. Sa tendance était de considérer l'Eglise comme une branche des institutions civiles, et le domaine de l'Etat comme seul terrain du droit. Les ordonnances impériales des 18 et 23 avril 1850 l'abolirent, mais l'administration civile, et même l'administration ecclésiastique, continua de l'appliquer. Ce fut le Concordat du 18 août 1855 qui établit un droit nouveau ; il fut ratifié par la bulle *Deus humanæ salutis*.

Le Concordat admet pleinement la juridiction du pape et des évêques pour les affaires ecclésiastiques. Le gouvernement, en 1860, remit l'administration des biens des paroisses à l'Église ; mais pour la Bohême, il laissait en possession les patrons.

Le Concordat admettait, d'autre part, que les juges séculiers connaîtraient des causes *civiles* des clercs (art. 3). L'empereur eut le droit de présenter des candidats aux évêchés, en prenant l'avis des évêques de la province ; de nommer à toutes les dignités et prébendes canoniales, excepté la première du chapître, celles qui relèvent de collation épiscopale ou des patrons ; de nommer à toutes les paroisses et canonicats du fonds de religion.

Le plein droit était réservé aux évêques d'introduire des ordres religieux dans leurs diocèses, à charge d'en donner avis au gouvernement. En vertu de l'art. 10 du Concordat et de la patente impériale du 8 octobre 1856, la juridiction civile cessait pour les mariages, et la juridiction ecclésiastique la remplaçait. Le prince-card. Rauscher publiait une instruction étendue qui devint la loi organique sur la matière.

297. Le concordat a été rompu, en 1870, par l'État seul, après la proclamation du dogme de l'infaillibilité. Les catholiques contestent que l'Etat ait eu pouvoir suffisant pour rompre la convention. Aujourd'hui, le parlement autrichien revendique le droit de régler souverainement les rapports de l'Église et de l'Etat, et, laissant à l'Église la liberté de son gouvernement intérieur, le droit pour le parlement de définir ce qui appartient au gouvernement intérieur.

Les évêques sont nommés, suivant les anciens usages, par le patron, là où il en existe. La présentation aux cures est partagée entre l'évêque et les patrons. Les maisons religieuses ne peuvent s'établir qu'avec autorisation du gouvernement : elles sont grevées d'impôts particuliers assez élevés. La juridiction ecclésiastique a disparu ; le mariage civil est seul reconnu par la loi ; le pouvoir disciplinaire des évêques a presque disparu.

Telle est la légalité actuelle, qui se complique par l'existence du *fonds de religion*, du patronage, et des lois de mai autrichiennes, se rapprochant beaucoup des lois de mai prussiennes.

La question de patronage, particulièrement importante en Bohême, est une question d'administration ecclésiastique. Le patron ne possède pas uniquement un droit de nomination de présentation pour un poste ecclésiastique : il fournit des subsides, mais il a le contrôle des dépenses et son approbation est nécessaire. Le patron est parfois l'empereur, parfois

l'évêque, ou la commune, la paroisse, ou encore le fonds de religion. Les règles administratives sont difficiles à déterminer et le besoin d'agir est incessant : les difficultés sont de chaque jour.

Le droit Joséphiste voulait qu'en principe toute paroisse ait un patron. Si l'évêque nommait directement, sans présentation, en vertu de son simple droit de gouvernement du diocèse, on le réputait patron, pour lui faire supporter les charges paroissiales.

Le fonds de religion a été institué par Joseph II, à l'aide des biens d'Eglise sécularisés. La comptabilité du fonds de religion est celle du *budget ecclésiastique*. L'impôt des congrégations accroît le fonds de religion. Quand les revenus sont insuffisants, l'état comble le déficit et ouvre un compte créditeur. Dans les provinces où le fonds n'existe pas, une commission ecclésiastique administre, dans chaque diocèse, les biens de la mense épiscopale et de tous les bénéfices. En outre, les dîmes abolies devaient être remplacées, d'après le Concordat, par des dotations en biens-fonds et rentes sur l'État.

Les lois autrichiennes de mai 1874, venant un an après celles de la Prusse, ont été suivies de lois de détail et d'application. Elles comprennent la loi sur les droits extérieurs de l'Église catholique et la loi destinée à concourir aux besoins du culte catholique par des subventions au fonds de religion, sanctionnées le 7 mai, la loi sur la connaissance des sociétés religieuses sanctionnée le 20 du même mois. Le principe de la souveraineté absolue de l'État est celui qu'adoptent les considérants de ces lois.

298. La loi sur le règlement des affaires extérieures de l'Église catholique supprime le Concordat et le remplace par des dispositions relatives aux emplois et bénéfices ecclésiastiques. Suivant l'art 1, « l'aptitude à obtenir des emplois et bénéfices ecclésiastiques doit se juger d'après les lois de l'État et les prescriptions ecclésiastiques *conformes à ces lois.* » L'art. 2 exige des mœurs irréprochables sous le rapport ecclésiastique comme sous le rapport civil. L'art. 3 concerne la nomination des évêques, chanoines et vicaires-généraux : ces derniers jusque-là n'étaient pas désignés par le gouvernement. — Art. 4. Pour la nomination aux canonicats et bénéfices à charge d'âmes, le concours est obligatoire. — Art. 6. Pour la collation à faire

par les évêques, ils communiqueront leur choix aux autorités provinciales qui auront trente jours pour présenter leurs objections. — Art. 7. L'institution canonique dépend du pouvoir spirituel ; l'initiation aux revenus est faite par le ministre des cultes, avec le concours des évêques, des paroisses ou des patrons. — Art. 8. Si un ecclésiastique commet un crime ou une action punissable, l'administration des cultes s'adresse à l'évêque et s'il n'est donné satisfaction, l'emploi est regardé comme vacant, en tant que cela regarde l'État. De plus, les autorités peuvent infliger des amendes pécuniaires ou des moyens de correction autorisés par la loi.

Le deuxième chapitre de la même loi contient des dispositions sur l'exercice du pouvoir ecclésiastique et sur les pasteurs. — Art. 4. Les archevêques, évêques... administrent les affaires *intérieures* de l'église diocésaine conformément aux prescriptions ecclésiastiques, *tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois de l'État.* — Art. 16. Les évêques sont obligés de communiquer leurs ordonnances à l'autorité provinciale du moment où elles sont publiées. — Art. 17. Si le gouvernement trouve que des circonstances d'ordre public s'opposent à une ordonnance ecclésiastique pour le service du culte, il l'interdit. — Art. 18. Le pouvoir ecclésiastique ne peut être exercé que contre des membres de l'Eglise. — Art. 19. Nulle coaction extérieure ne sera employée dans l'exerice du pouvoir ecclésiastique.

Le ch. 6 organise les *communes paroissiales*, sur le modèle des communes civiles, et d'après le principe communal du protestantisme, en formant une sorte de gouvernement laïque.

Le ch. 7 contient des règlements pour les biens ecclésiastiques en supprimant l'assentiment du Saint-Siège pour les aliénations de biens d'Église, attendu que l'État n'a jamais affaire à l'Église que sur le domaine territorial de celle-ci, et dans les limites de l'État lui-même.

Le chap. 8 et dern. est consacré à l'inspection de l'État sur l'administration ecclésiastique.

La deuxième loi du 7 mai 1874 supprime le principe reconnu dans le Concordat (art. 31), que les biens constituant le fonds de religion et d'études font partie, par leur origine, de la propriété ecclésiastique. Elle voit dans ces biens, suivant les principes de Joseph II, une partie de la fortune publique et des finances de l'État. Elle augmente les revenus du fonds de religion, non par voie d'impôt général, mais par l'impôt spécial sur les possesseurs de bénéfices et les communautés régulières.

La loi votée par la Chambre des députés sur les congrégations religieuses, en mai 1874, n'autorise la fondation de couvents qu'en vertu d'une loi de l'empire, permet aux religieux de quitter quand ils le voudront leur profession, moyennant déclaration devant l'autorité politique, avec droit de revendiquer tout ce qu'ils ont apporté et dont la communauté s'est enrichie, soumet les ordres religieux à l'inspection de la police et à l'obligation de fournir annuellement la liste de leurs membres, défend aux supérieurs toute contrainte extérieure disciplinaire, déclare invalide toute action juridique entreprise par suite de l'assentiment d'un supérieur étranger et non autrichien, soumet à l'approbation de l'État les donations et fondations en faveur des congrégations, enfin oblige à fournir annuellement à l'administration des cultes des renseignements explicites sur la situation financière.

Les institutions des pauvres ont été assignées à la commune politique, par la loi du 21 février 1870, et soustraites à l'administration ecclésiastique.

Le caractère exclusivement catholique des universités a été modifié par la loi du 27 avril 1873 : le dignitaire ecclésiastique établi au nom du pape, comme chancelier, a vu restreindre son autorité à la seule faculté de théologie.

La loi scolaire pour les écoles du peuple, du 14 mai 1869, range dans les attributions du ministre des cultes et de l'instruction tout ce qui se rapporte au plan des études et à l'ordre intérieur, après consultation des autorités scolaires. Les autorités scolaires de la province, d'après la loi du 25 mai 1868, comprennent des membres appartenant à l'autorité civile, des députés, des ecclésiastiques, des hommes versés dans l'enseignement, sous la présidence du gouverneur. Les fonctions de sacristain et d'instituteur sont incompatibles (loi du 23 janvier 1870).

Les exercices religieux catholiques doivent avoir lieu en dehors du gymnase (ordonnance ministérielle du 28 octobre 1870) et les pratiques religieuses n'exerceront aucune action sur la marche générale de l'enseignement. Comme conséquence, bon nombre d'instituteurs juifs ont pu être placés à la tête des écoles du peuple, contrairement aux habitudes séculaires.

Enfin, pour maintenir plus efficacement la légalité actuelle, une procédure similaire de l'appel comme d'abus est établie par l'art. 28 de la loi du 7 mai 1874, et l'art. ou § 8 autorise à demander le retrait d'emploi ou de bénéfice à l'ecclésiastique reconnu coupable d'actions *punissables*, et, s'il n'est donné

satisfaction, à considérer la charge ou le bénéfice comme vacant (1).

299. — B. La Hongrie, *regnum Marianum*, a été convertie au christianisme par saint Étienne, son souverain, qui reçoit le pouvoir en 997 et le titre de roi en l'an 1000. Il crée l'archevêché de Gran, avec dix suffragants ; le pape confirme l'érection. Il choisit les évêques, porte des lois concernant leurs privilèges et leur juridiction, la dîme, la célébration du dimanche, le jeûne, la sépulture chrétienne. Sylvestre II lui donne la couronne d'or, la double croix des légats, le titre de roi Apostolique, les droits *circa sacra* en termes très généraux, savoir de disposer et d'ordonner à la place du pape, *disponere et ordinare*, tout ce qui regardait les églises présentes et futures. Le privilège du roi de Hongrie a été confirmé par Clément XIII en la personne de Marie-Thérèse (2). (*).

Le Concordat de 1855, commun avec l'Autriche, fut regardé en Hongrie comme restrictif des droits de la couronne. Il en fut de même pour la suppression du *placet*, par ordonnance impériale du 13 avril 1859.

Quant au droit historique, on a fait remarquer que les rois agissant, dans le passé, à ce qu'il semble, en vertu d'un pouvoir indépendant, par exemple pour l'érection des diocèses, la diminution des jours de fête, la suppression des jésuites, ont cependant toujours agi avec l'autorisation expresse des papes, pour l'exercice des droits *circa sacra*.

La suppression du Concordat de l'Autriche-Hongrie a fait revivre la légalité de 1848.

Une ordonnance ministérielle du 10 août 1870, porte rétablissement du *placet*. Diverses lois dans le même sens ont été sanctionnées.

(1) Vering, *Droit canon.*, t. I, p. 362-507. — *L'Eglise et l'Etat.* Grenoble, 1881. *Compte rendu du congrès des jurisconsultes catholiques à Lyon*, p. 128.

(2) Les rois de Sicile exerçaient aussi, par délégation, l'autorité de légats, avec des droits d'autant plus étendus qu'ils étaient moins précisés. C'est Pie IX qui en prononça l'abolition. Les rois de Sicile allaient jusqu'à dispenser des vœux solennels, cause majeure et réservée au souverain pontife.

(*) Comme on a pu le remarquer, à l'occasion de la Prusse, de l'Autriche, et ici pour la Hongrie, l'Eglise donne une place importante dans sa légalité au *droit historique*. Elle ne le brise pas volontiers, et souvent même en supporte, durant des siècles, les abus. En Orient, la légalité ecclésiastique relative aux différentes nationalités et Eglises n'est, en grande partie, qu'un droit historique, maintenu à ce titre, et garanti contre toute atteinte jusque dans ses rites.

Il existe en Hongrie un fonds d'étude et de religion.

Le droit canonique a été admis pleinement, et de temps immémorial, en Hongrie, comme *droit civil* des catholiques, et même comme une partie de la constitution du pays.

La dîme a été supprimée en 1848.

Jusqu'au concordat de 1855, le droit des Décrétales subsistait, avec l'immunité personnelle du clergé, la juridiction ecclésiastique étendue aux affaires civiles, aux biens des époux, et le reste. Après la suppression par le Concordat, et quand celui-ci fut dénoncé, vint la suppression civile par la législation.

Le protestantisme fut apporté en Hongrie par des Hongrois étudiant à Wittemberg au temps de Luther. En 1554, Martin Kalmanczy, prédicateur calviniste, donna une apparence nationale à sa doctrine, qu'il appela la *foi hongroise*, en opposition au luthéranisme ou *foi germanique*. La diète de 1647 accorda la liberté religieuse, mais avec quelques restrictions qui furent l'objet d'empiètements successifs, jusqu'à 1848. A cette date, la constitution plaça les dissidents sur un rang absolu d'égalité avec les catholiques. C'est cette légalité de 1848 que la suppression du Concordat a fait revivre (3).

300. *Hanovre*. — Dans le Hanovre, devenu province prussienne en 1866, la Constitution de la Prusse doit être appliquée. La Constitution hanovrienne du 6 août 1840 avait placé les catholiques sur le même pied que les protestants ; mais en accordant la liberté de religion, elle maintenait le *placet* et l'appel d'abus.

Une convention du Hanovre avec Rome, suivie de la bulle *Impensa Romanorum Pontificum* du 26 mars 1824, avait réglé la situation des évêchés d'Hildesheim et d'Osnabruck. Le chapitre d'Osnabruck avait été sécularisé le 2 décembre 1802, avec maintien de l'officialité de l'évêque pour la juridiction volontaire et contentieuse en matière ecclésiastique. Une ordonnance du 14 avril 1814 avait remplacé l'officialité par une commission intérimaire, dénommée bientôt après : *consistoire*. Il en avait été de même pour Hildesheim. Les membres du consistoire, désignés par le roi, pouvaient l'être sans accord préalable avec l'évêque. Les consistoires avaient compétence, comme tribunal, pour toutes les affaires juridiques de l'Église, et ils avaient la surveillance de tous les biens des

(3) Cf. Goschler. *Dict. de théol.*, art. HONGRIE.

églises, des paroisses, des écoles, l'administration des legs; eux seuls pouvaient autoriser l'aliénation des biens des églises, des paroisses, et les grever de droits réels.

La loi du 14 octobre 1848 et les ordonnances ministérielles des 5 nov. 1850, 9 oct. 1850, 21 oct. 1864, avaient doté chaque commune d'un comité composé d'un curé et de quatre membres élus, pour administrer les biens d'église sous la direction des consistoires.

En recevant la Constitution prussienne, l'Église de Hanovre acquit le droit d'administrer librement ses biens. La loi prussienne du 1er mars 1869, a retiré aux consistoires les affaires de fiançailles et de mariage, avec les controverses d'intérêts qui peuvent s'y trouver jointes.

Pour les protestants, la loi du 14 oct. 1848 a institué, dans chaque commune, les comités ecclésiastiques et scolaires pour l'administration des biens. Le 9 octobre 1864, un règlement complet a été publié pour les comités et synodes ecclésiastiques de l'Église luthérienne du royaume. Les consistoires provinciaux de Hanovre, Stade, Otterndorf, Osnabruck et Aurich, placés sous la dépendance du ministère des cultes jusqu'à l'ordonnance du 17 avril 1866, et ensuite d'un consistoire provincial pour les affaires intérieures et du ministère pour les affaires extérieures, formaient des administrations ecclésiastiques que la Prusse a maintenues avec tout l'ordre de choses établi (1).

301. *Brunswick.* — L'introduction du protestantisme a fait disparaître presque entièrement l'Église catholique dans ce pays. Depuis le 9 avril 1768, le clergé catholique et les fidèles étaient régis par le « très gracieux règlement du sérénissime duc, » qui fut aboli en 1867. Les droits paroissiaux n'étaient concédés à aucune commune ; les catholiques dépendaient des paroisses protestantes, leur payaient les droits d'étole et autres, et le prêtre catholique, avant d'administrer les sacrements à un malade, était obligé de faire la déclaration au ministre protestant et à l'autorité civile. Mêmes formalités pour baptiser, marier, inhumer, sous peine d'amende et d'arrêt de 14 jours, le pasteur étant le seul propre curé à qui ap-

(1) On peut consulter pour une organisation plus ancienne : Schlegel, *Droit eccl. protest. du Hanovre*. Hanovre, 1806. — Spangenberg, *Droit eccl. territorial dans le royaume de Hanovre*, dans les *Ann. du dr. eccl.* Francfort, 1832.

partiennent tous ces actes. Les époux catholiques étaient obligés de se marier dans l'Église luthérienne. Une loi du 28 oct. 1848 avait supprimé les inégalités de droit, tant public que privé, « sauf les droits paroissiaux et autres affaires ecclésiastiques ». La loi du 31 mai 1871 a déchargé les catholiques de l'obligation de payer les droits d'étole aux pasteurs protestants.

Un fonds des couvents et des études avait charge de pourvoir aux besoins de l'Église et des écoles catholiques.

Mission du Nord. — On désignait sous ce nom le Mecklembourg-Schwerin, le Schaumbourg-Lippe, le Lauenbourg, Brême, Hambourg, Lubeck, le Schleswig-Holstein et le Danemarck. La situation y était à peu près celle du Brunswick, la constitution luthérienne étant à la fois politique et religieuse. En Danemarck, néanmoins, la liberté des confessions et leur égalité civile ont été reconnues par la loi fondamentale du 15 juin 1849. Dans le Schleswig, occupé alors par les autorités autrichiennes et prussiennes, une ordonnanne du 23 août 1864 garantissait les mêmes droits à toutes les confessions religieuses. Enfin, le 1er oct. 1867 le Schleswig et le Holstein sont devenus provinces prussiennes.

302. *Oldenbourg*, *Waldeck*, *Lippe*, etc. — La Constitution de l Oldenbourg réservait à l'État le droit de conférer les emplois ecclésiastiques catholiques. L'évêque de Munster, mort en 1870, ayant consenti à désigner au gouvernement les personnes dont il ferait choix, et à inscrire dans les pouvoirs conférés ces mots : avec l'assentiment du grand-duc, l'accord avait été fait sur cette base, qui a été maintenue.

En Lippe-Detmold, la princesse Pauline accorda, en 1807, le pied d'égalité aux catholiques, lesquels jusque-là ne jouissaient d'aucun droit parce qu'ils ne pouvaient invoquer l'*année normale* de 1624 (V. *supr.*). Deux édits princiers du 9 mars 1854 ont statué, en outre, que les catholiques ne dépendent plus des paroisses protestantes, ce qui fut confirmé par nouvelle ordonnance du 21 mars 1861. Les mêmes avantages furent accordés à la principauté de Pyrmont.

Dans la principauté de Waldeck, la Constitution du 17 août 1852 accordait l'entière liberté de foi et de conscience. Un règlement du 9 juillet 1855 soumettait l'enseignement et l'éducation à la haute surveillance de l'État.

Le Wurtemberg et Bade, les deux Hesse, Nassau, les villes libres de Hambourg, Brême, Lubeck, Francfort, le Mecklembourg, les principautés de Saxe, chargèrent, en 1818, des commissaires nommés à cet effet de préparer, à Francfort, pour les provinces ecclésiastiques du haut Rhin, une organisation religieuse commune, tendante à assujétir les évêques aux gouvernements, et à éloigner l'intervention du Saint-Siège. Le pape protesta, puis institua, en 1821, cinq évêchés par la bulle *Provida solersque* du 16 août de cette même année. Une convention nouvelle fit l'objet de la bulle *Ad Dominici gregis* du 11 avril 1827; mais les gouvernements publièrent, le 30 janvier 1830, une pragmatique en 39 articles, concernant le droit de surveillance et d'inspection sur l'Église catholique, et formulant les idées de 1818, qui n'avaient jamais été abandonnées. Une déclaration collective des mêmes gouvernements proclamait, le 5 mars 1853, que la situation légale de 1830 ne serait pas changée.

Dans l'un de ces États, c'est-à-dire dans la Hesse, le 23 avril 1875, cinq lois furent édictées sur la position légale des communautés religieuses et ecclésiastiques, sur les abus du pouvoir ecclésiastique, sur l'éducation du clergé, sur les ordres et les congrégations religieuses, sur le droit qu'ont les églises et les sociétés religieuses de lever des impôts. Ces lois reproduisaient les lois de mai de la Prusse.

Dans le Wurtemberg, une disposition de la loi du 30 janvier 1862, supprime la nomination réservée à l'État par la pragmatique pour les emplois ecclésiastiques ; le droit de patronage est conservé, de même que le droit d'éliminer, en alléguant des faits, les candidats désagréables sous le rapport civil et politique. L'ensemble de la loi est considéré comme organique et se substituant au Concordat. La législation politique ecclésiastique n'a pas subi, depuis lors, des modifications ou additions de quelque importance.

En Bade, une convention avec Rome fut conclue en 1859 et sanctionnée par la bulle *Æterni Patris vicaria* du 22 septembre de cette même année. Puis, malgré la protestation de la cour de Rome disant que les droits de l'Église seront toujours mieux sauvegardés par une convention réciproque des puissances que par une loi constitutionnelle, le Concordat fut remplacé par cinq lois portant la date du 9 octob. 1860. La loi de répression des abus est particulièrement empreinte d'hostilité. Une loi du 21 décembre 1869 et l'ordonn. du 5 janvier 1870 introduisirent

la tenue des registres civils et le mariage civil obligatoire. Les lois antérieures autorisaient seulement le mariage civil *de nécessité*, pour les cas où l'Église ajournait ou interdisait la conclusion du mariage, à raison de dispense à obtenir. Enfin la loi du 19 février 1874 contenait en substance et résumait les dispositions des lois prussiennes de 1873.

303. La légalité protestante des mêmes pays que nous venons de parcourir est la suivante. Pour le Brunswick, le règlement ecclésiastique est celui de 1569. Le consistoire de Wolfenbuttel, sous l'autorité suprême de l'État, gouverne l'Église évangélique. La loi du 30 nov. 1851 a institué des comités ecclésiastiques ; la loi du 31 mai 1871 a créé un synode provincial et une commission synodale ; la loi du 6 janv. 1873 établit des synodes d'inspection pour l'Église évangélique luthérienne et des assemblées ecclésiastiques.

Dans l'Oldembourg, la haute administration des affaires intérieures et extérieures de l'Église est confiée, d'après la constitution ecclésiastique du 15 août 1849, à un conseil supérieur, qui était l'organe du synode, à l'origine, mais qui est devenu l'organe du gouvernement et nommé par lui, d'après la Constitution révisée du 11 avril 1853. L'organisation comprend les représentations communales, les synodes annuels des cercles, le synode provincial réuni tous les trois ans. Les assemblées générales des communes nomment les anciens, nomment le curé, (loi du 18 novemb. 1859.)

A Lippe-Detmold, un consistoire provincial administre les affaires ecclésiastiques, d'après la loi du 12 avril 1859. Il est tribunal de première instance pour les différends en matière de mariage, et tribunal indépendant pour les autres affaires.

A Waldeck, une ordonnance du 2 mars 1853 établit un consistoire pour les affaires intérieures et extérieures de l'Église. Le règlement synodal du 28 août 1872 et la loi du 31 janv. 1873 ont institué des synodes de cercles et un synode provincial.

Dans le Wurtemberg, l'administration ecclésiastique est dévolue au consistoire. Une ordonn. du 24 janv. 1851 institue des conseillers communaux, une autre du 18 nov. 1854 des synodes diocésains, une autre du 20 déc. 1867 un synode provincial.

A Brême, une commission du sénat pour l'exercice du droit épiscopal protestant revendique l'administration ecclésiastique et les ecclésiastiques n'y ont que voix consultative. — A Lubeck,

l'Église est gouvernée par l'État : pour les affaires intérieures, la ville en délibère avec le ministère ecclésiastique : le règlement communal est du 8 déc. 1860. — A Hambourg, la constitution en vigueur de l'Église évangélique luthérienne est la loi du 9 décembre 1870. A Bade, la constitution est celle d'Oldembourg révisée. L'ordonn. du 28 février 1872 confie au conseil supérieur ecclésiastique l'administration des biens de l'Église évangélique.

Dans la Hesse, la constitution de l'Église évangélique a été renouvelée par l'édit du 6 janv. 1874 et l'ordonn. du 23 mars suivant. Le souverain préside au gouvernement ecclésiastique, par l'intermédiaire du haut consistoire, et il nomme les curés. Les communes ont une représentation et un comité ecclésiastique ; des synodes de décanats ont lieu tous les ans, et le synode provincial, tous les cinq ans (1).

304. *Bavière.* — Le Concordat bavarois du 5 juin 1817, suivi de la bulle *Dei ac Domini nostri* du 1er avril 1818, sont le point de départ du droit ecclésiastique catholique dans ce pays. Mais le 25 mai 1816, le roi avait publié l'édit sur les relations intérieures et juridiques du royaume concernant la religion et les sociétés religieuses, contre lequel Rome fit entendre des réclamations constantes, jusqu'à la déclaration royale du 30 mars 1852 et le décret ministériel du 8 avril suivant, qui atténuaient faiblement le désaccord. Le décret porte que le droit de haute surveillance et protection est maintenu, de même que le *placet*, le contrôle de l'administration des biens d'Eglise, l'approbation royale pour l'établissement des tribunaux ecclésiastiques, pour la création des districts de décanat, pour la collation des bénéfices, et son intervention dans l'examen pour le concours des paroisses catholiques, pour l'admission des prédicateurs. A une date plus récente, le décret ministériel du 20 nov. 1873 supprime toutes les concessions, pourtant fort restreintes, de 1852, et ordonne qu'à l'avenir l'édit de religion sera appliqué exclusivement.

Pour les protestants, dans la Bavière rhénane, à la suite de

(1) Cf. Vering. *Dr. can.*, t. I, *passim*. — Louis, *Constitution eccl. prot. dans le grand duché de Brunswick*, Helmstœdt, 1834. — Spohn. *Droit eccl. civil badois*. Carlsruhe, 1868. — Id., *Droit eccl. de l'Église évang. dans le grand-duché de Bade*. Carlsruche, 1871. — Auber, *Droit et politique de l'Église évang. dans le Wurtemberg*. Stuttgard, 1856. — Brück, *Province eccl., du haut Rhin* Mayence, 1868, etc.

l'acte de réunion des luthériens et des réformés en 1818, il a été formé des comités ecclésiastiques ou presbytéries dans chaque paroisse, exerçant la police religieuse, pouvant exclure de la communion ecclésiastique, et administrant les biens d'Église. Des synodes diocésains et un synode général existent également, en vertu de l'acte d'union, dans la Bavière de la rive droite du Rhin : les synodes n'ont que la voix consultative, et une loi du 1er juin 1859, a institué des administrations ecclésiastiques pour les biens des fondations.

305. *Saxe.* — Le catholicisme avait disparu de la Saxe au temps de la réforme et n'y avait plus d'existence légale avant le Mandat royal du 19 février 1817. Le Mandat reconnaissait, pour les catholiques un vicariat Apostolique, placé sous la direction et la surveillance du ministère protestant, comme une section des affaires ecclésiastiques et scolaires. Nul document émané du pape ou du vicaire Apostolique ne pouvaît être publié sans le *placet* royal. L'appel d'abus était réservé. Un consistoire catholique était chargé, dans les provinces, de la juridiction, de l'administration ecclésiastique et des questions de mariage. Le tribunal du vicariat recevait les appels en dernier ressort, à l'exclusion de Rome. En 1831, la Constitution du 4 septembre promettait la liberté de conscience, mais en attribuant au roi le *jus circa sacra*, le droit de surveillance et de protection d'après les lois en vigueur. Toutes les autorités ecclésiastiques sont soumises à la haute inspection du ministère des cultes, à la tête duquel doit toujours se trouver un protestant. On ne pourra jamais ériger des couvents ni recevoir dans le pays soit des jésuites, soit d'autres ordres religieux. Toutes les fondations pour le culte, l'enseignement, la bienfaisance, sont surveillées par l'État. Enfin, en 1876, la Saxe a adopté une loi ecclésiastique civile calquée sur les lois religieuses prussiennes de mai 1873 et celles de l'Autriche en mai 1874.

Pour les protestants, le dernier règlement de l'Église luthérienne évangélique de Saxe repose sur celui du 30 mars 1868, pour les comités et les synodes, sur la loi ecclésiastique du 15 avril 1873, sur la loi civile du 16 avril 1373. Le consistoire provincial, sous la surveillance des ministres de l'État, a reçu les pouvoirs du gouvernement qui appartenaient jusque-là au ministre des cultes. — En Saxe-Cobourg, le consistoire est réuni au gouvernement civil depuis le 29 juin 1852. — En Saxe-Gotha, le consistoire persiste et administre. — En Saxe-Meiningen, les

affaires ecclésiastiques et scolaires ont été assignées, en 1848, à une section du ministère. — En Saxe-Weimar, existe depuis 1850 un conseil ecclésiastique organisé en collège, qui administre les affaires intérieures de l'Église sous la présidence du comité du département des cultes. Le règlement du 24 juin 1841 a introduit des comités communaux ou presbytéries.

306. *Synthèse.* — La synthèse de la légalité pour le groupe des États germaniques est celle-ci : Les gouvernements renoncent successivement à l'égard des confessions religieuses aux lois oppressives ou restrictives imposées dans le passé par la confession religieuse dominante dans le pays. L'intolérance religieuse cesse donc en droit strict. Elle a cessé, ici au profit des catholiques et là au profit des protestants.

Mais la renonciation à l'ancien droit amène un droit ecclésiastique nouveau, que l'État surveille ou impose. Et alors on se trouve en face de l'intolérance d'État ou de l'intolérance gouvernementale et politique. Le principe protestant est très favorable à l'intolérance d'État, à l'intervention de l'État, et il ne serait pas hostile au césarisme, qui verrait dans l'Église une des branches de l'administration. Tout gouvernement penche d'ailleurs vers le césarisme, parce qu'il est l'ennemi de l'*anarchie*, au sens dans lequel l'entendait le révolutionnaire Proudhon.

La question qui se pose est celle-ci : L'intolérance gouvernementale sera-t-elle une simple transition? Pourra-t-elle fonder, dans l'état actuel des sociétés, dans des âges de discussion libre, s'exerçant par la parole et par la presse, un droit non pas définitif, mais destiné à vivre durant une longue période du temps? Le droit nouveau, qui est, en principe, plus favorable à la liberté, sera-t-il tenu en échec par les mesures de transition ? Ou bien la transition aura-t-elle forgé de nouvelles entraves qui dureraient jusqu'à une époque indéterminée?

Un point particulier de légalité et de droit public reste à résoudre à l'égard de l'église catholique. Les garanties qui lui sont accordées, qui lui sont nécessaires seront-elles *suffisamment* énoncées dans la loi constitutionnelle de chaque État ? Ont-elles besoin de la convention diplomatique appelée Concordat ?

Cette question, les gouvernements allemands ont, à plusieurs reprises, essayé de l'éluder, en demeurant fidèles à leur point

de vue particulier. En diverses rencontres, on a *négocié* et *conclu* des concordats locaux, en s'adressant aux évêques isolément, séparément, pour établir un *modus vivendi* administratif, sans recours à Rome. Ce moyen de solution a été, du moins, un ajournement et une conciliation pratique.

En ce qui concerne les protestants, l'État agit avec une plus grande liberté. Il en est résulté une assez grande mobilité et variabilité dans les transformations que paraissaient réclamer les temps nouveaux. Cependant une certaine unité se rencontre dans les agissements. La représentation de la commune paroissiale, son intervention dans son propre intérêt, la représentation des cercles, des provinces, la périodicité synodale, ont été organisées de façon à donner une vie locale plus active, mais sous une spéciale et plus forte tutelle de l'État. Les représentations locales exercent une action plus grande sur les affaires religieuses, sur l'enseignement, sur l'administration des biens ecclésiastiques, mais l'exercent au nom de l'État. Celui-ci apporte généralement peu d'entraves, et doit en apporter fort peu à ce qui se fait en son nom. En résumé, l'État a cherché pour lui-même, dans la transformation de la légalité, dans ses rapports avec l'autorité ecclésiastique ou avec les sacerdoces, une autorité moins contestée et plus voisine peut-être de l'omnipotence.

Section II. — Belgique. — France. — Italie. — Suisse.

307. Un groupe d'Etats, non moins militant dans sa légalité à l'égard du sacerdoce que ne l'est le groupe germain, est formé par la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie. L'intolérance confessionnelle n'y existe pas, si ce n'est en Suisse. Le césarisme vers lequel tout gouvernement penche s'y rencontre. La question de la légalité concordataire à remplacer par la légalité constitutionnelle y est soulevée, notamment en Italie, à l'égard du souverain Pontife. Les concordats *locaux* n'ont aucune chance de s'implanter, sauf en Suisse. L'intolérance d'Etat ne va pas jusqu'à considérer l'Église comme une des branches de l'administration : son individualité propre et sa mission ne sont pas contestées.

L'intolérance gouvernementale s'appuie, dans ce groupe d'Etats, sur la nécessité du fonctionnement régulier et indé-

pendant des Etats. Un droit administratif fort et puissant s'est développé, surtout en France : il est devenu la propriété commune des États voisins, la Belgique, l'Italie. La désorganisation révolutionnaire a été domptée par la puissante organisation administrative, qui est devenue la ferme base de la sécurité sociale. Nos changements de gouvernements, de dynasties, n'ont rien ébranlé et ont seulement agité la surface, grâce au *substratum* administratif. Ce que fit jadis Dioclétien, en arrêtant la décomposition du monde romain, en lui donnant une assiette nouvelle, le droit administratif l'a fait, dans les temps qui sont les nôtres. Après Dioclétien, le monde est raffermi. Le monde actuel se sent également raffermi par des efforts analogues, c'est-à-dire qu'il a compris qu'il a été sauvé de la dissolution. C'est ce pouvoir administratif qui se montre intolérant en France, en Belgique, en Italie, en Suisse.

Le sacerdoce devait, peut-être, en vue de nos débats contemporains, de la marche de l'humanité, des transformations sociales et des transformations du droit, étudier ce droit administratif moderne, dans son origine, dans ses progrès, dans ses principes, dans ses doctrines. Il ne l'a pu faire ou n'y a pas songé (Voy. *supr.*, n° 201, note 18).

Dans le groupe d'États qui nous occupe, l'intolérance gouvernementale a été motivée, en outre, sur les lumières de la science laïque. Les États germaniques ne se sont pas désintéressés dans l'enseignement scolaire; mais la question confessionnelle tient la première place dans les dispositions législatives sur la matière. Le groupe d'États dont nous faisons partie a remplacé la question confessionnelle par celle de la science laïque. La science n'est pas, par elle-même, essentiellement laïque : le sacerdoce peut revendiquer sa place dans la science, conformément à la théorie de droit inaugurée par Charlemagne (V. *supr.*, n° 252), de même qu'il peut entrer dans les courants du droit et revendiquer, pour son droit canon, la qualité de « source du droit, » destinée à compléter les autres sources du droit. Ce ne sera pas le résultat du travail d'un jour (V. *supr.*, n° 299, pour le droit canonique subsistant en Hongrie jusqu'à l'époque contemporaine, à titre de droit civil, et 291, note 2, pour la qualification de seconde source du droit). Il nous suffit présentement d'avoir caractérisé l'intolérance gouvernementale d'un groupe d'Etats, et de l'avoir montrée fort différente de celle d'un autre groupe d'États.

308. *Belgique.* — Dans les anciennes provinces belges, dit Thonissen, le culte catholique était la religion de l'État, le seul reconnu, le seul toléré, le seul constitutionnel (1). Après la réunion de la Belgique à la France, le Concordat de 1801 fut appliqué aux pays annexés. La révolution belge de 1830 plaça les droits de l'Eglise dans la Constitution, art. 14, 15, 16. Ce dernier article enlevait au souverain la nomination des évêques, écrite dans le Concordat. La Constitution permet aux ecclésiastiques de correspondre avec leurs supérieurs, de publier leurs actes, sauf les responsabilités ordinaires en matière de presse et de publication. Le mariage civil est déclaré obligatoire.

Un arrêt de la Cour de cassation de Bruxelles du 27 novembre 1834 définit la liberté religieuse belge et ses restrictions : « La liberté de conscience et des cultes consiste, dit l'arrêt, dans le droit que chacun a de croire et de professer sa foi religieuse sans que l'autorité civile puisse en paralyser l'exercice en totalité ou en partie; mais ce droit n'a rien d'incompatible avec le pouvoir qui appartient à la société de défendre et de punir, par l'organe de la loi et l'action des magistrats, les actes qu'elle juge contraires à l'ordre public. »

Le gouvernement, agissant de concert avec l'autorité ecclésiastique, écrit de Fooz (2), a le pouvoir d'attacher au culte ou de rendre au culte les églises qui sont jugées nécessaires au service divin, et d'autoriser la création des églises nouvelles : son concours est nécessaire, obligatoire. Le curé, le ministre du culte, même dans l'exercice de ses fonctions reconnues par la loi, ne peut requérir la force armée, la gendarmerie, le garde-champêtre, si ce n'est par voie d'invitation : le concours est facultatif et indépendant. D'autre part, les appels d'abus sont devenus constitutionnellement impossibles : le chef diocésain statue sur les plaintes qui s'élèvent contre ses subordonnés au sujet des fonctions *d'ordre spirituel*, et les tribunaux jugent ceux d'entre eux qui seraient coupables de délits contre la chose publique ou contre les particuliers.

Cependant, malgré la légalité écrite, dit-on, l'intolérance est fréquente en Belgique, et la situation de l'Église y a paru si précaire parfois que la persécution *légale* semblait possible à tout instant (3), sans rien changer aux textes de la loi.

(1) Thonissen, *La Constitution belge annotée*, 3e éd., p. 44 et s.

(2) De Fooz, *Droit administratif belge*, t. IV, p. 453, 473, 479.

(3) *Église et État.* Ouvr. publié par la *Rev. catholiq. des institutions et du droit.* Grenoble, p. 131.

C'est là un trait caractéristique, qu'il importerait de signaler.

Citons d'abord un fait indiqué dans le Congrès des jurisconsultes catholiques de Lyon, tenu en août et septembre 1881 : « Il existait en Belgique un grand nombre d'anciennes fondations charitables : ouvroirs, orphelinats, écoles, ateliers, bourses d'étude, ayant, de par la volonté des donateurs, un caractère essentiellement catholique. Le tout a été sécularisé et remis aux conseils communaux pour être affecté aux écoles officielles. »

Le fait signalé ainsi dans sa généralité comme portant atteinte au caractère essentiellement catholique des institutions du passé en Belgique est principalement, croyons-nous, celui que consacre la loi belge du 19 décembre 1864. Nous en reproduisons les trois premiers articles (Voy. de Fooz, *Droit administratif belge*, tom. IV, p. 558) :

« Art. 1. Les libéralités en faveur de l'enseignement primaire d'une commune ou d'une section de commune sont réputées faites à la commune ou à la section de commune. — Art. 2. Les libéralités en faveur de l'enseignement primaire d'une province sont réputées faites à la province. — Art. 3. Les libéralités en faveur de l'enseignement primaire du pays sont réputées faites à l'État. »

Les éditeurs du tome IV de Fooz apprécient dans une note, p. 347, la loi dont s'agit : « Cette loi, disent-ils, fait tache dans la législation belge où elle a introduit le principe odieux de la retroactivité. C'est une œuvre de parti ; c'est une loi révolutionnaire, un attentat aux droits sacrés de la propriété, ainsi que l'honorable président du Sénat l'a fait remarquer. Elle déshonore la législature qui l'a votée. Si cette loi eût paru du vivant de l'auteur (de Fooz), il n'aurait pas manqué de la stigmatiser avec sa franchise accoutumée. »

Cependant, la loi du 19 décembre 1864 n'a qu'une application restreinte à un objet spécial, et c'est tout un ensemble légal qu'il conviendrait d'exposer, en y joignant la théorie de droit qui en est le fondement. Nous ne nous occupons pas d'ailleurs du reproche de retroactivité ; il est grave, sans doute, mais d'ordre secondaire dans la question.

Nous ne pouvons nous appuyer sur une autorité plus sûre que celle de M. A. Giron, professeur de droit administratif à l'Université de Bruxelles, lequel a bien voulu nous transmettre des renseignements avec toute la courtoisie qui relève le savoir :

« L'art. 14 de la Constit. belge du 7 février 1831 porte :

« La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi « que la liberté de manifester ses opinions en toute matière « sont garanties. »

« De ce principe fondamental, la jurisprudence a déduit cette conséquence que « pour ne froisser aucune conscience tout « service public, applicable à tous les citoyens, quelles que soient « leurs opinions religieuses, doit être essentiellement neutre » (Cass. Belg., 30 juin 1882).

« Tous les services publics, tels que la bienfaisance publique, l'enseignement primaire et moyen, l'administration des bourses d'étude, le service des inhumations, celui des pompes funèbres, l'administration même du temporel des cultes sont sécularisés.

« Les ressources de la bienfaisance publique sont gérées par les hospices civils et les bureaux de bienfaisance, organisés conformément aux lois du 16 vendém. an V, du 16 messidor an VII, du 7 frimaire an V et du 3 juin 1859.

« L'enseignement primaire et moyen est réglé par les lois du 1^er^ juillet 1879 et du 15 juin 1881.

« Les fondations de bourses d'étude sont régies par la loi du 19 déc. 1864 (citée plus haut), qui a enlevé l'administration de ces bourses aux représentants des fondateurs pour la transférer à des commissions officielles choisies par les députations permanentes des conseils provinciaux.

« Cette même loi a confié la saisine et la régie des libéralités faites en faveur de l'enseignement public et qui n'ont pas le caractère de bourses de fondations, à l'institution générale, provinciale ou communale, suivant que le service de l'enseignement intéressé rentre dans les attributions de l'une ou de l'autre.

« Cette saisine est générale et s'étend même au produit des loteries organisées au profit de l'enseignement. Une loterie destinée à la création ou à l'entretien d'une école primaire, d'une école gardienne ou d'une crêche ne peut être autorisée qu'au profit de la commune, (arrêté royal du 24 avril 1881).

« L'art. 49 de la loi du 19 déc. 1864 a, en conséquence, chargé le gouvernement de faire remise aux administrations officielles compétentes des biens de toutes les fondations d'enseignement.

« Quant aux fondations charitables, elles ne peuvent être acceptées que par les hospices civils ou par les bureaux de bienfaisance. On répute non écrite, par application de l'art. 900 du Code civil, toute clause qui aurait pour effet de les attribuer à un établissement public ou privé non qualifié à cet effet.

« Une fondation pieuse ou charitable a, en effet, pour bénéficiaire moins l'établissement dénommé dans l'acte que le service d'utilité publique auquel le disposant a entendu l'appliquer. Elle ne peut être acceptée, régie ou administrée que par l'organe désigné par la loi. La jurisprudence des tribunaux et de l'administration se prononce invariablement dans ce sens.

« D'un autre côté, il est loisible aux particuliers de créer et d'organiser des écoles, des hospices, des ouvroirs, des orphelinats, etc. Mais ce sont-là des œuvres éphémères, sans état-civil et sans capacité juridique. Les établissements privés sont dénués de la personnalité civile, et il n'est pas permis de faire en leur faveur des fondations ou des libéralités.

« Ce système est en contradiction manifeste avec les prétentions des théologiens qui revendiquent pour l'Eglise et les établissements ecclésiastiques la liberté illimitée d'acquérir et de posséder des biens temporels, sans aucune limitation, sans aucun contrôle de l'État (Voy. *l'Église et l'État ou les deux puissances*, par le chanoine Moulart, professeur de théologie à Louvain, publié à Louvain, en 1877, pages 514 et s.).

« Cette prétention est absolument condamnée et repoussée par toute la législation belge, comme dénuée de fondement juridique.

« C'est dans ce sens seulement qu'on peut expliquer l'accusation d'intolérance portée contre la légalité belge. »

Nous n'engageons aucune controverse, et nous réputons la Belgique placée sous les mêmes influences que nous avons signalées au n° précédent. La Belgique garde sa constitution et refait sa légalité.

309. *France.* — La légalité religieuse en France est celle de la reconnaissance de différents cultes par l'État. Le culte catholique, les cultes protestants, le culte juif et le culte musulman, en Algérie, reçoivent une protection spéciale inscrite dans des lois, décrets, sénatus-consultes, ordonnances, circulaires, arrêtés fort nombreux.

La situation de l'Église catholique est réglée par le Concordat du 10 septembre 1801, dont l'article 1^er^ a reçu pour commentaire gouvernemental les Articles Organiques publiés le 8 avril 1802 (10 germinal an X).

Les Organiques n'ont jamais été admis par Rome dans leur ensemble, pas plus que la Déclaration du clergé français de 1682,

dont ils sont un écho. Nous y reviendrons dans la 4e partie, n. 341 et s.

L'art. 4 de la Déclaration porte : *In fidei quoque quæstionibus præcipuas S. Pontificis esse partes... nec tamen irreformabile esse judicium nisi Ecclesiæ consensus accesserit.* La Constitution dogmatique *De Ecclesia*, session 4 du conc. du Vatican, ch. 4, s'exprime en ces termes : « *Docemus et divinitus revelatum dogma esse definimus : Romanum Pontificem cum ex cathedra loquitur.... infallibilitate pollere... ideoque ejus modi Romani Pontificis definitiones ex sese, non autem ex consensu Ecclesiæ irreformabiles esse.* »

L'art. 1 des Organiques est celui-ci : « Aucune bulle, bref, rescrit, décret... de la cour de Rome ne pourront être reçus, publiés, imprimés... sans l'autorisation du gouvernement. » La proposition 28e condamnée par le Syllabus est la suivante : « Il n'est pas permis aux évêques de publier même les lettres Apostoliques sans la permission du gouvernement. »

Art. 2 des Organiques : « Aucun individu se disant nonce, légat, ne pourra, sans la même autorisation, exercer... aucune fonction relative aux affaires de l'Église gallicane. » « La proposition 20e condamnée par le Syllabus est la suivante : « La puissance ecclésiastique ne doit pas exercer son autorité sans la permission et l'assentiment du gouvernement civil. »

Nous constatons les dissonances (4).

(4) Une distinction importante est ici nécessaire.

Après le Concile du Vatican, il n'est plus possible d'être catholique et de soutenir l'art. 4 de la Déclaration de 1682. Cette Déclaration subsiste-t-elle comme légalité, dans sa partie *non dogmatique* ? On soutient le pour et le contre. Quant à la partie dogmatique, le doute a disparu. Il y a définition, et la proposition contradictoire à la définition devient hérétique. La désuétude légale est acquise par ce fait.

Pour les articles Organiques 1 et 2, concernant les rapports avec la Cour de Rome, ils sont atteints 1° par la désuétude de non-usage, ce qui n'est pas une désuétude légale absolue. Ils sont 2° atteints indirectement par le Syllabus plutôt que directement.

Le Syllabus condamne cette proposition que *même les Lettres Apostoliques*, c'est-à-dire les actes du gouvernement général de l'Église, ne pourraient être publiés, et l'art. 1 des Organiques délaisse la question de principe, pour s'en tenir à la question particulière des actes de gouvernement de l'Eglise concernant la France, bulles, brefs, rescrits, décrets.

Le Syllabus condamne cette proposition que l'autorité ecclésiastique ne pourrait s'exercer sans l'assentiment du gouvernement civil et l'art. 2 des Organiques ne s'occupe que du cas où elle s'exercerait par la personne d'un individu se disant nonce ou légat, sans être accepté comme tel par le gouvernement.

C'est pourquoi nous avons parlé de dissonances. Et c'est pourquoi aussi,

Le Concordat de 1813, arraché par Napoléon Ier au pape captif, n'a jamais été suivi d'aucun effet.

Le Concordat du 11 juin 1817 n'a pas été reconnu légalement. Il portait, dans l'art. 3, que « les articles dits Organiques, qui furent faits à l'insu de Sa Sainteté et publiés contre son aveu le 8 avril 1802, en même temps que le Concordat, seront abrogés *en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine et aux lois de l'Église.* »

Les lois de 1850, sur la liberté de l'enseignement primaire et secondaire, et de 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur complètent la légalité des relations du sacerdoce avec le pouvoir civil, si l'on s'en tient aux points principaux. Mais il y faut ajouter les décrets sur ou contre les congrégations religieuses, qui constituent chez nous une légalité militante analogue à celle qu'ont inaugurée la Prusse et l'Autriche.

nous rapporterons l'opinion de l'abbé Emery, ce sage supérieur de Saint-Sulpice, dont la prudence fut si utile pour ménager la tansition de l'époque révolutionnaire à la période régulière de l'exercice du culte, conformément aux dispositions du Concordat.

La loi du 30 mai 1795 obligeait tout prêtre exerçant des fonctions ecclésiastiques à faire devant la municipalité une déclaration de *soumission aux lois de la République.* Plusieurs y répugnaient. L'abbé Emery s'en explique ainsi : « La soumission aux lois n'emporte pas l'approbation de ces lois : on peut être fort soumis à des lois injustes. Elle n'emporte pas même l'approbation du gouvernement auquel on est *soumis, quoiqu'on le juge très tyrannique* ou très peu fait pour opérer le bonheur du peuple. Prenons pour exemple la loi du Divorce. Je suis soumis à cette loi même, c'est-à-dire que je n'emploie point la violence pour empêcher qu'on l'exécute ; mais cela n'empêche pas que je dise ouvertement que cette loi est contraire aux bonnes mœurs et à l'Évangile. Cela n'empêche pas que si un homme s'adresse à moi pour obtenir les secours de la religion, je ne lui dise, s'il a divorcé et épousé une autre femme, qu'il doit commencer par reconnaître et pleurer sa faute, renvoyer la seconde femme et reprendre la première... Est-ce que la loi du divorce n'a pas été en vigueur, pendant plus de quatre ou cinq cents ans, sous les empereurs romains, depuis même leur conversion au christianisme ? Et cependant, les chrétiens ne faisaient-ils pas tous profession d'être soumis aux lois de l'empire ? Quand on habite dans un pays protestant, idolâtre, mahométan, n'est-ce pas sous la condition, expressément ou tacitement exigée, qu'on sera soumis aux lois du pays ? Et cependant, dans ces pays, combien de lois anti-chrétiennes ou anti-catholiques ! Mais malheureusement il y a tant d'ecclésiastiques *qui n'ont pas seulement les premières notions du droit des gens et du droit politique !* » Cf. Gosselin. Vie de M. Emery, tit. 1, p. 373. Pie VII, par un bref adressé à tous les catholiques de France, approuva la conduite de l'abbé Emery, et, après avoir rappelé en peu de mots la doctrine de l'Écriture et de la tradition sur la soumission due aux puissances établies, il exhorta les fidèles à obéir avec promptitude et empressement à ceux qui les commandent, sans ajouter aucunement foi à ceux qui répandraient une doctrine contraire comme étant celle du Saint-Siège.

En dehors de toute légalité militante, il est certain que, comme en Belgique, la persécution *légale* est, à tout instant, possible en France, et que les entraves *administratives* pourraient renaître chaque jour, sur l'un ou l'autre point du territoire, si les passions des partis étaient excitées, et toutes les fois qu'elles seront excitées.

En pareil cas, la légalité ne devient pas plus intolérante. Mais la partie, soit répressive, soit de police, soit gouvernementale qu'elle renferme, de quelque nom qu'on veuille l'appeler, est appliquée par le pouvoir, et, au point de vue des relations du sacerdoce, nous avons dit, n° 307, *supr.*, quels principes de la société moderne sont ou paraissent en cause. Cf. *infr.*, 4e et 5e part.

310. *Italie*. — Nous emprunterons ce qui suit à la brochure : *l'Église et l'État*, déjà citée (compte rendu du congrès des jurisconsultes catholiques tenu à Lyon), p. 127 :

« L'Italie révolutionnaire a pris modèle sur la France de 1790 et de 1792. — Une loi du 7 juillet 1866 supprima la personnalité civile des ordres monastiques, abolit la mort civile des religieux et attribua leurs biens à l'État à charge de payer aux anciens propriétaires de modestes pensions. C'est exactement le décret des 13-19 février 1790. — Une loi du 5 août 1867, imitant en cela le décret du 18 août 1792, supprima toutes les autres personnes civiles ecclésiastiques, abbayes, prieurés, œuvres pies, à la seule exception des fabriques et des œuvres destinées à la conservation des monuments affectés au culte. — La loi du 11 août 1870 prescrivit la conversion des biens de fabrique en rente 5 $^0/_0$ sur l'État, et établit sur leur revenu un impôt de 30 $^0/_0$: c'est la confiscation à peine déguisée. — Le 13 juillet 1871, pour faire accepter l'invasion du domaine temporel de l'Église, le gouvernement italien édicta la loi dite des garanties, dont la première partie accorde au pape la prérogative royale et lui assure un budget. La seconde partie accorde au clergé la liberté de publier les bulles et actes de l'autorité ecclésiastique, le droit de se réunir, la suppression du serment des évêques, de l'*exequatur* et du *placet*. Mais les dispositions relatives à l'*exequatur* et au *placet* seront mises en vigueur le jour où sera organisée législativement la propriété ecclésiastique conservée, et, depuis dix ans, la loi est attendue. — L'art. 17 de la loi est ainsi conçu : « Aucune réclamation ni aucun appel n'est admis contre les actes des autorités ecclésiastiques en matière spirituelle ou disciplinaire. Il appartient à la juridic-

tion civile de juger *des effets juridiques* de ces actes et de tout autre acte émanant de l'autorité ecclésiastique. Cependant, ces actes n'ont aucun effet s'ils sont contraires aux lois de l'État, ou à l'ordre public, ou s'ils portent atteinte aux droits privés, et, s'ils constituent un crime, ils sont assujétis aux lois pénales. » C'est, en proclamant la liberté, se réserver le moyen d'asservir l'Église à l'État. — Le mariage civil est reconnu par la loi ; mais rien n'oblige à en accomplir les formalités avant de contracter mariage en face de l'Église. — Les séminaristes et les novices sont astreints au service militaire. — La liberté d'association est de droit commun en Italie. »

Il n'est aucun besoin d'ajouter que l'Italie possède sa légalité religieuse militante, à l'exemple d'autres États (5).

311. *Suisse*. — Le règlement des intérêts ecclésiastiques protestants de la Suisse est considéré comme affaire exclusivement *cantonale*. Les cantons ont établi, puis modifié, à des dates récentes, les lois constitutionnelles et synodales (6). Le 19 février

(5) Nous ne pouvons que mentionner le recueil périodique du savant J. Cassani, prof. de droit canon de l'Université de Bologne, paraissant sous ce titre: l'*Eglise et l'État, Chieza e Stato*, et les ouvrages du même auteur : *Rapports entre l'Eglise et l'Etat, Relazioni fra la Chiesa e lo Stato; — Dell' infaillibilita del Pontifice e del valore giuridico del Vaticano concilio ; — Della proprieta ecclesiastica e delle leggi onde è governata in Italia.*

(6) L'honorable professeur, M. Albert Teichmann, de l'Université de Bâle, a bien voulu nous transmettre quelques renseignements bibliographiques précieux : L'ouvrage publié à Zurich, en 1877-78, chez Orell Fussli, sous le titre de *Staat und Kirche in der Schweiz*, contient sur l'état actuel de la Suisse au point de vue de nos recherches présentes, tout ce qui peut et doit être dit ; rien n'est plus complet pour le droit ecclésiastique. — D'autres livres d'une grande valeur existent cependant. Les quatre vol. de Hottinger, Zurich, 1698-1728, *Helvetische Kirchengeschichte*, seront toujours lus avec fruit. — De même, les 2 vol., en 6 part., de Simmler, Zurich, 1757-67, sous ce titre : *Sammlung alter und neuer Urkunden zur Kirchengeschichte*. — Cf. Balthasar. *De Helvetiorum juribus circa sacra, Turici*, 1768 (mis à l'Index). — Cf. Gelpke. *Kirchengeschichte*. Berne, 1856, 1861. Il va jusqu'au XIII^e^ siècle. — Cf. Finsler. *Kirchenwesen der reformirten Schweiz* (in *Wirth Beschreibung und Statistik der Schweitz*, 1873, vol, 2, p. 666, s.) — Cf. prof. Winkler. *Lehrbuch des Katholischen Kirchenrechtes mit besonderer Rucksicht auf die Schweiz*. Lucerne, 1878. — Cf. également l'érudit opuscule de D. J. Amiet, avocat de Soleure, pour la défense des droits du chapitre de S. Ursus contre la république de Soleure. — Cf. Philips. *Compend. jur. eccl. auctum atque emendatum*, ed. Prof. Henr. Vering. Ratisb., 1885. — Cf. Martens. *Die Bezichungen der uber, neben und unter ordnung Zwischen Staat und Kirche*. Sturttg., 1877. — Cf. Geffchen. *Staat und Kirche in ihrem Verhältnisse historisch entwickelt*. Berlin, 1875. — Cf. Zorn. *Uber einige Grundfragen des Kirchenrechtes und der Kirchenpolitik*. Berne, 1874. — Cf. Attenhofer. *Die rechtliche Stellung* der Katholischer Kirche gegenuber der Staatsgewalt in der diöcese Basel.

1862, néanmoins, les cantons de Zurich, Appenzell, Argovie, Thurgovie, Glaris, Schaffouse, Saint-Gall, ont conclu un accord, adopté en 1871 par Bâle-ville, et en 1872 par Bâle-campagne pour la désignation d'une seule commission d'examen des candidats ecclésiastiques, à l'effet de permettre à ceux-ci de passer d'un canton dans un autre et d'y être élus. Ce n'est pas l'union religieuse mais c'est un moindre séparatisme.

La Suisse catholique est divisée en diocèses qui relèvent immédiatement du pape, attendu l'absence de siège archiépiscopal en Suisse. Le diocèse de.Genève est le dernier qui ait été érigé, mais il ne fut reconnu ni par le conseil d'Etat de Genève, ni par le conseil fédéral, et le titulaire a été exilé jusqu'à renonciation expresse aux fonctions conférées par le Saint-Siège. Dans le courant de janvier 1874, le nonce, résidant à Lucerne, intermédiaire de la correspondance des évêques avec Rome et suppléant, jusqu'à certain point, au défaut d'un archevêque suisse, fut à son tour expulsé.

Le 21 décembre 1874, une « conférence » convoquée à Berne, prononçait la dissolution du chapitre de Bâle, dont l'évêque avait été expulsé dans le cours de 1873. Presque partout, les mesures de violence et les vexations ont été employées à l'égard du clergé catholique. Parmi les constitutions cantonales, les unes ont soumis les ordres religieux à l'approbation de l'État, les autres les ont supprimés, avec défense d'ouvrir de nouvelles maisons, ont restreint le nombre des novices, ont confisqué leurs biens, ou les ont fait gérer soit par l'État directement, soit sous la tutelle de l'État.

Aussi, ne peut-on beaucoup s'étonner de voir que l'Encyclique pontificale du 21 novembre 1873 rejette *in globo* et annule toutes les lois récentes et ordonnances des gouvernements suisses qui sont incompatibles avec la constitution et les dogmes de l'Eglise catholique, notamment les dispositions attribuant aux communes et aux gouvernements le droit d'*élire* et de *révoquer* les curés et les vicaires, ce qui tendait à devenir la coutume générale et amenait la plus grande instabilité. Un décret

Luzern, 1867-1871. — Cf. Munzinger. *Dei Stellung des Staates* zu der religiösen Bevegung in der Schweiz. Berne, 1871. — Cf. Hilty. *Politik der Eidgenossenchaft.* Berne, 1875, p. 181, s. — Cf. Kothing. *Bisthumsvershaudlungen der Schweiz* Constanzischen diöcesanstande, 1863. — Cf. Friedberg. *Die Gränzen zwischen Staat und Kirche.* Tubing, 1872; *Der Staat und die Bischofsvahlen in Deutschland.* Leips., 1874; *De finium inter civitatem et ecclesiam regundorum judicio.* Leips., 1861. — Cf. Ritchter. *Dove Lehrbruch des Katolischen und evangelischen Kirchenrechtes.* Leips., 1877, § 74, s.

du 23 mai 1874 de la Congrégation des conciles prononça, en outre, des peines ecclésiastiques contre tous ceux qui exerceraient ce prétendu droit.

La Constitution fédérale du 12 septembre 1848 accordait à toutes les confessions le libre exercice du culte (art. 44), interdisant toutefois le séjour aux Jésuites et à leurs affiliés. La Constitution fédérale révisée du 29 mars 1874 est plus hostile encore.

Elle contient cette disposition dans son art. 58 : La juridiction spirituelle est supprimée. — Art. 55 : Le *placet* est exigé pour la publication des écrits du pape et des évêques. — Art. 51. Les Jésuites ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse, et toute action leur est interdite dans l'église et dans l'école. — Art. 50. Il demeure réservé aux cantons, ainsi qu'à la Confédération de prendre les mesures propres à maintenir l'ordre public et la paix entre les membres des différentes sociétés religieuseset contre les empiètements des autorités ecclésiastiques.

Le canton de Saint-Gall, depuis la guerre du Sonderbund, est demeuré le plus entreprenant contre l'Église catholique. La *haute surveillance* du gouvernement sur le clergé allait jusqu'à obliger les curés de déclarer en chaire que les ordonnances ecclésiastiques dont ils donnaient lecture avaient été soumises à l'*examen* et à l'*approbation* de l'Etat. Le gouvernement cantonal se réservait d'approuver les prêtres qui auraient été refusés par l'autorité épiscopale, de contrôler chacun des actes etlavie toute entière des curés, des chapelains, de prononcer l'éloignement d'un prêtre qui troublerait la paix confessionnelle ou politique.

Les projets de toute nature qui se produisent en Suisse, tantôt sur un point du pays et tantôt sur un autre, dénotent la mobilité d'esprit et une trop féconde initiative en matière religieuse, en même temps que le besoin ou le désir d'arriver à quelque fixité. C'est ainsi qu'en décembre 1874, le conseil d'État de Soleure transmettait aux gouvernements de Berne, Argovie, Thurgovie, Bâle-campagne, Bâle-ville, Saint-Gall, Zurich, Schaffouse, Genève et Tessin, la proposition d'une Conférence destinée à régler, d'un commun accord, une *Constitution de l'Eglise chrétienne catholique de Suisse*. Et, dans la même année, le 18 janvier, le peuple bernois avait voté une nouvelle constitution religieuse *à l'usage des catholiques et des protestants*. Non seulement, il était accordé aux communes un droit de nommer et de révoquer les curés et les pasteurs, mais d'accepter ou de rejeter les vérités, tant

dogmatiques que morales. L'unité de constitution, en pareil cas, n'est rien autre chose que la division poussée à ses dernières limites (7).

Section III. — Espagne. — Angleterre. — États-Unis. — Canada.

312. *Espagne.* — Il nous reste à parler de la légalité dans quelques Etats fort dissemblables l'un à l'égard de l'autre, qui formeront plutôt une troisième section de notre sujet qu'un troisième groupe.

« L'Etat espagnol est catholique et doit protéger le catholicisme : telle est en Espagne la base des relations de l'Église et de l'Etat. L'exercice *public* des autres cultes est un délit ; ils ne sont tolérés que dans des maisons particulières, et comme culte secret. On peut librement exposer et défendre *dans les livres* les systèmes philosophiques les plus opposés à la foi catholique ; mais les revues et les journaux sont passibles de peines, s'ils parlent contre les dogmes, la morale ou la discipline de l'Église. — Le mariage civil, établi un moment, a disparu devant la résistance du peuple espagnol ; le mariage canonique a tous les effets civils devant l'Etat. Les ordres religieux ont généralement le droit de s'établir, de se propager, d'enseigner, de donner des missions. Les évêques sont présentés par le gouvernement qui, au préalable, s'entend avec le nonce. Les chanoines sont nommés, selon le concordat, tour à tour par le pape, les évêques ou le gouvernement ; mais les évêques ont toujours le droit de refuser la collation canonique. Les curés sont nommés par les évêques et le gouvernement. Les évêques, selon les prescriptions canoniques, convoquent, président et dirigent le concours, examinent et approuvent les candidats, et en présentent trois parmi lesquels le gouvernement fait son choix. — Les appels comme d'abus, s'ils ne sont pas tombés en désuétude, sont au moins devenus très rares. — Les communications entre le pape et les évêques sont libres. — L'immunité personnelle n'est conservée que pour les procès canoniques. — Les cardinaux sont de droit membres du sénat (1). »

(7) Cf. Wintler, *Manuel du dr. eccl.*, avec rapport particulier à la Suisse. Lucerne 1862 ; — Hurter, *Die Befeindung der Kathol. Kirche in der Schweiz.* Schaffouse, 1842, etc.

(1) *L'Église et l'État.* Congrès de Lyon, p. 119.

315. *Angleterre.* — Nulle part ailleurs, le protestantisme ne se montra aussi rigoureux persécuteur qu'en Angleterre, à l'époque de son établissement. Le roi fut reconnu d'abord comme chef de l'Église anglicane, et il sanctionna une nouvelle liturgie. Les amendes pécuniaires et la prison atteignaient le clergé qui refusait de s'y conformer. Le fait de dire la messe ou de l'entendre fut puni d'amendes exorbitantes. Il fut défendu aux ministres du culte catholique de séjourner dans le royaume, sous les peines réservées à la haute trahison. Les catholiques ne purent s'écarter de leur domicile, à plus de cinq milles, ni résider dans un rayon de dix milles de la capitale, ni faire élever leurs enfants hors du royaume, ni exercer les fonctions de gérant pour autrui, d'exécuteur testamentaire, les professions de médecins, d'apothicaires : leurs baptêmes, mariages, inhumations, furent attribués aux ministres anglicans; le refus du serment de suprématie était suivi de l'emprisonnement perpétuel et de la confiscation des biens; l'entrée au Parlement fut subordonnée à l'abjuration solennelle des dogmes catholiques. En 1698, le serment fut modifié; il fut seulement négatif de toute suprématie étrangère. Mais les catholiques continuaient de payer les dîmes et collectes pour les pasteurs; les fonds de terre qui leur advenaient par succession ou legs étaient dévolus au plus proche parent protestant, leurs acquisitions de biens-fonds déclarées nulles, leurs prêtres et évêques menacés de la prison perpétuelle. En 1778, une nouvelle formule de serment visa seulement les devoirs civils de sujet, sans mentionner la suprématie. En 1791, une loi déchargea, en outre, les catholiques des dispositions purement pénales qui pesaient sur eux, et leur accorda la liberté du culte et d'enseignement. En 1829, toute formule de serment hostile aux catholiques fut abolie; ils furent déclarés capables de prendre part aux élections du Parlement, de siéger dans les Chambres, de revêtir les emplois publics : c'est ce que l'on appelle l'acte d'émancipation.

Aujourd'hui, l'Église catholique en Angleterre est autorisée, non reconnue, par l'État; elle se gouverne comme elle l'entend; les manifestations extérieures du culte sont prohibées. Le mariage catholique produit les effets civils à la condition d'être célébré dans une église *dûment enregistrée*, en présence de deux témoins et d'un *registrar*. L'autorité civile assiste de la sorte, par l'un de ses agents, au mariage célébré en face de l'Eglise catholique.

Parmi les livres qui pourraient donner quelques renseigne-

ments quant à l'Eglise d'Angleterre (*Eglise Anglicane*), on peut citer : *Church Dictionary* par le Rév. Dr Hook, doyen de l'église cathédrale de Chichester ; — *Instructions for the clergy*, par G. Hodgson, secrét. de plusieurs évêques ; — un ouvrage sur le même sujet par Murray Dale.

Généralement, on peut observer que l'Etat, en Angleterre, intervient moins qu'en France dans les affaires du clergé, et notamment qu'il ne le salarie pas. Il n'existe pas davantage de subventions gouvernementales pour œuvres religieuses, constructions ou réparations d'églises, missions, etc. Presque tout se fait par initiative, par contribution individuelle et associée. Les missions, par exemple, sont dirigées et maintenues par deux grandes associations volontaires, la *Church Missionary Society* et la *Society for the propagation.*

Il y a une foule d'autres associations pour toute sorte d'œuvres religieuses et bienfaisantes. La *National Society* s'occupe d'éducation primaire. D'autres ont un but différent. L'Etat ne prend aucune part à leurs affaires, qui sont gérées par des comités de personnages influents, choisis parmi les laïques et dans le haut clergé.

A l'éducation primaire, pourtant, il est alloué une subvention calculée, pour chaque école, d'après le nombre des élèves qui subissent un examen satisfaisant devant des inspecteurs spéciaux nommés pour visiter chaque année les classes.

Le même système a été appliqué aux écoles laïques, *Board Schools*, établies depuis quelques années.

Il existe un traité de droit ecclésiastique, que l'on consulte encore pour ces questions et d'autres concernant l'Eglise, mais qui est d'ancienne date ; il a pour titre : Burn's, *Ecclesiastical Law* (2).

314. *États-Unis.* — Une Eglise officielle existait jadis aux Etats-Unis, pourvue de biens propres et dotée au moyen d'un impôt spécial. En 1833, on proclama la séparation absolue de l'Église et de l'Etat.

La législation des associations permet à l'Église, comme à toute autre société, de demander l'*incorporation*, ou la personnalité civile, par une loi. Il existe même des formules légales qu'il suffit à une société quelconque d'adopter, par une déli-

(2) Nous devons ces derniers renseignements à l'obligeance de M. le Rév. pasteur anglais de Compiègne.

bération dûment enregistrée, pour jouir du bénéfice de l'incorporation. Les biens des sociétés incorporées sont administrés par des *trustee*, que désigne le suffrage universel des sociétaires.

Cette dernière condition empêchait les évêques de faire usage de la loi. C'est pourquoi, par un acte du 25 mars 1863, la législation a été modifiée, pour s'accommoder à la constitution de l'Église catholique, et il a été permis aux églises de réclamer l'incorporation en prenant *ex officio* pour leurs *trustee* l'évêque, son vicaire général, le curé, et deux membres nommés annuellement par eux pour compléter le nombre nécessaire de cinq.

Les bâtiments affectés au culte et les collèges incorporés sont exempts d'impôts.

Les sociétés non incorporées vivent d'ailleurs librement et peuvent arriver à posséder, par une fiction de droit qui les considère comme propriétaires en expectative, c'est-à-dire ayant qualité pour arriver à l'incorporation (2).

315. *Canada.* — La situation de l'Église catholique au Canada est également celle d'une complète liberté, fondée sur la capitulation de Montréal du 8 septembre 1760 et le traité de paix de 1763.

Cependant il se produit un fait inattendu et fort curieux. L'édit d'août 1663, qui a établi le Conseil supérieur du Canada, lui a donné pour mission d'appliquer les lois de la France, dont le Canada était une colonie. Or le droit commun ecclésiastique de la France, en 1663, comprenait les libertés et franchises gallicanes, avec les appels comme d'abus, qui se sont trouvés transportés de toutes pièces au Canada.

En conséquence, on a vu, en 1870, le tribunal supérieur de Montréal proclamer sa propre compétence pour juger de l'application des canons de l'Église, et condamner le curé de Montréal à donner la sépulture ecclésiastique à l'un des membres d'une société condamnée par l'Église. D'autres tribunaux avaient tantôt statué, tantôt décliné toute compétence dans les cas analogues qui leur étaient soumis (4).

Les renseignements suivants nous sont transmis avec une grande obligeance par M. G. Langelier, professeur de droit administratif à l'Université-Laval, de Québec :

(3) *L'Église et l'État*, p. 121.
(4) Cf. *L'Église et l'État*, p. 125.

« Le Canada est divisé en plusieurs provinces dont chacune a sa législature et son gouvernement propres, et aussi sa législation particulière. Nous sommes ici dans la province de Québec où la population est aux trois quarts française et aux quatre cinquièmes catholique. En matière civile, le fond de notre droit est l'ancien droit français d'avant la révolution; notre droit public est celui de l'Angleterre en général. Ce que je vais dire est applicable à presque tout le reste du Canada, mais n'est strictement que le droit de la province de Québec.

« La liberté des cultes est consacrée par l'art. 1 du chap. 74 des *Statuts Refondus* du Canada, en ces termes :

« La jouissance et le libre exercice du culte et de toute pro-
« fession religieuse, sans distinction ni préférence, mais de
« manière à ne pas servir d'excuse à des actes d'une licence
« effrénée, ni à autoriser des pratiques incompatibles avec la
« paix et la sûreté de la province, sont permis par la loi et la
« constitution de cette province à tous les sujets de Sa Majesté
« en icelle. »

« La jurisprudence a toujours entendu cette loi comme donnant la liberté des cultes, non seulement aux sujets de la reine Victoria qui demeurent ici, mais à tout le monde.

« D'après l'art. 42 du Code civil. « Les actes de l'état civil sont
« inscrits sur deux registres de la même teneur qui sont tenus
« pour chaque église paroissiale catholique, pour chaque église
« protestante, congrégation ou autre société religieuse, légale-
« ment autorisée à tenir tels registres : chacun desquels est au-
« thentique et fait également foi en justice. »

« Toutes les sectes religieuses qui ont demandé cette autorisation à la législature l'ont obtenue, et ce sont : les catholiques, les anglicans, les presbytériens, les baptistes, les congrégationnalistes, les baptistes libres, les juifs, les méthodistes, les méthodistes nouveaux, les calvinistes, les membres de l'Église séparée d'Ecosse, les universalistes, les méthodistes wesleyiens, les unitaires, les presbytériens schismatiques, les adventistes, les luthériens évangéliques, les Allemands évangéliques, les membres de l'église de la comtesse de Huntingdon, les méthodistes épiscopaliens, les quakers, les membres de l'Église scandinave (Voir ch. 20 des *Statuts Refondus* du Bas-Canada et statut 42-43 Victoria, ch. 68). Inutile de citer le texte au long ; cela est sans importance.

« Dans chaque église ainsi autorisée à tenir les registres de l'état civil, ce sont les prêtres ou ministres chargés de la des-

serte qui ont droit de les tenir. Ce sont eux aussi qui seuls ont droit de célébrer les mariages de leurs corréligionnaires.

« La raison de cela se trouve dans deux grands principes de notre droit public : 1° Personne n'est présumé n'avoir aucune croyance religieuse, et on considère que chez tous les peuples qui ont des croyances, la naissance, le mariage et le décès étant accompagnés de cérémonies religieuses, il a paru naturel de charger des actes civils qui s'y rapportent les ministres du culte; 2° Les grands principes du christianisme en général forment une partie de notre droit public.

« Partant de là, nos lois veulent aussi que la prestation du serment se fasse sur la Bible pour les catholiques et les protestants, sur le Talmud pour les Juifs, et sur le Coran pour les Musulmans ; un homme sans croyances religieuses ne peut être témoin devant les tribunaux, *Code de Procédure* civile, art. 255, 256, 259.

« Toutes les croyances chrétiennes, sans avoir besoin d'en obtenir une permission spéciale de la législature, peuvent s'organiser comme elles le veulent, et acquérir des biens : du moment qu'elles ont acquis des immeubles pour des fins de culte, elles sont constituées en corporations, qui sont des personnes morales capables d'ester en justice (Voir *Statuts Refondus* du Bas-Canada, ch. 19).

« Les diocèses catholiques sont créés au gré du pape, et dès qu'il en a créé un, il constitue une personne morale capable d'acquérir, de posséder et d'ester en justice (Voir statut 32, Victoria ch. 73, et statut 12 Victoria, chap. 136).

« Quant à la création des paroisses et à la construction des églises, presbytères, etc., elles ont lieu en grande partie suivant les prescriptions du droit canon. Il faut le concours de l'évêque et du gouvernement, représenté par des commissaires laïques que le gouvernement nomme pour chaque diocèse. Rien ne peut être fait sans l'évêque, dont les décrets doivent toujours précéder ceux des commissaires. Seulement, l'évêque ne peut pas agir spontanément; il ne peut le faire que sur la demande de la majorité des propriétaires de la localité intéressée. La raison de cela est que, dès que la paroisse est créée, elle constitue une fabrique, c'est-à-dire, une personne morale, et, de plus, elle constitue une municipalité au point de vue civil. Son curé a le droit de se faire payer la dîme, consistant dans le 26e minot de tous les grains récoltés sur les terres dont les fruits appartiennent à des catholiques. Lorsque l'autorité civile et l'autorité

ecclésiastique ont décidé la construction d'une église, les frais en sont payés par des taxes sur les propriétés foncières des catholiques (Voir *Statuts Refondus* du Bas-Canada, ch. 18). S'il s'agissait de constituer une église par contributions volontaires il n'y aurait besoin d'aucun concours de l'autorité civile.

« Les ministres de tous les cultes peuvent enseigner toutes les branches des connaissances humaines; ils peuvent fonder toutes sortes d'établissements d'éducation, sans aucune permission de l'autorité civile. En fait, presque tout l'enseignement est donné par le clergé, et, même quand il s'agit des écoles laïques élémentaires, tenues en vertu de la loi générale (*Statuts Refondus* du Bas-Cadada, ch. 15), les ministres de tous les cultes sont de droit, pour celles de leur religion, autorisés à les visiter et à choisir les livres de religion et de morale dont on pourra se servir.

« Les prêtres et les ministres de tous les cultes sont exemptés du service militaire, du service du jury, et, en général de tous les offices publics dont l'acceptation est obligatoire pour les autres citoyens. Je ne cite pas les lois particulières qui contiennent ces exemptions, parce qu'elles sont trop nombreuses. Ils jouissent du privilège de ne pouvoir être forcés comme témoins de révéler ce qui leur a été dit en leur qualité de directeurs spirituels, Code de procédure civile, art. 275. Ils sont exempts de la contrainte par corps en matière civile, Code civil, art. 2276.

« Ce qui précède contient à peu près tout ce qu'il y a à dire sur les relations du clergé avec l'autorité civile dans la province de Québec.

« Sauf en ce qui touche à la dîme et à l'imposition de taxes sur la propriété foncière pour construire des églises, les mêmes principes régissent, en général, les rapports du clergé avec l'autorité civile dans les autres provinces de la confédération du Canada. »

Trois synthèses pour la période contemporaine.

316. Suivant Minghetti (4), « le système juridictionnel et le système protestant, bien qu'ils fassent de la religion une insti-

(4) Minghetti, *L'État et l'Église*, trad. Paris, 1882, ch. IV, p. 134.

tution de l'État, et du prince le chef suprême de l'Eglise, s'entourent pourtant de précautions, et veulent qu'il soit bien entendu que la suprématie du prince laïque n'affecte que les dehors de l'Eglise; dans le for intérieur, *ils s'efforcent* de laisser pleine indépendance à la hiérarchie ecclésiastique et à ses assemblées....

« Montesquieu (*Causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, ch. 23) remarque avec raison que la source de maux la plus empoisonnée chez les Grecs du Bas-Empire, fut qu'*ils ne connurent jamais les limites entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil*, de sorte que ce fut des deux parts une suite d'empiètements.

« Dans l'Europe occidentale, pendant ce temps, s'agitait le conflit entre les deux pouvoirs; et si, parfois, il sembla s'apaiser, c'était lorsque l'un des deux tenait l'autre enchaîné. Les concordats... marquaient de courtes trèves dont aucune des parties n'était satisfaite, prête à les rompre à la première occasion et à courir aux armes...

« Il y a, en outre, dans le sentiment religieux, je ne sais quoi de personnel, d'intime, de profond, rebelle à toute contrainte extérieure; quand il y cède, c'est que l'esprit vivifiant n'y est plus, et qu'il ne reste qu'une habitude en quelque sorte machinale. Ainsi, lorsque les jurisconsultes et les hommes d'État du siècle dernier regardaient comme *facile* de réunir l'Église et l'État sous la discipline de celui-ci, ils ne s'apercevaient pas que *la religion présentée par eux*, la religion telle qu'ils la comprenaient, n'avait plus d'elle-même que l'apparence, et que la substance en avait disparu. »

Ainsi parle Minghetti.

Donc, la suprématie civile qui prétend s'arrêter aux dehors se trompe, et ses efforts sont vains.

La recherche des limites à tracer aux relations des deux pouvoirs a occupé tout le moyen âge, en Orient et en Occident, et non sans dommage.

Croire à la solution du problème par la subordination du sentiment religieux sous la contrainte extérieure, c'est ce qui sera *facile* seulement là où le sentiment religieux n'existe plus, c'est-à-dire c'est proposer une solution pour le temps où le problème disparaît.

Telle est, il nous semble, la conclusion de Minghetti.

La religion n'est pas seulement un rapport de l'homme avec Dieu; elle est essentiellement un lien entre les hommes, dit

Laurent (5). Elle répond à la conscience générale de l'humanité (6). Or, il ne faut ni demander, ni souhaiter, soit l'affaiblissement, soit l'obscurcissement de la conscience de l'humanité comme simplification d'un problème. Cest là une une synthèse absolument différente.

Les églises chrétiennes, écrit Bluntschli (7) ne sont pas des personnes internationales; mais elles sont des personnes *analogues* aux États et peuvent avoir avec ces derniers des rapports qui ont plus ou moins de ressemblance avec les relations des États entre eux. On considère les traités passés entre les églises et l'État, à peu près comme des traités entre état et état.

L'église nationale d'un État peut aussi avoir, en vertu de conventions, certains droits vis-à-vis de l'État auquel elle se rattache; mais leurs rapports seront plutôt du domaine du droit constitutionnel que de celui du droit international. — Troisième synthèse.

Ainsi, les relations du sacerdoce avec l'autorité civile dans la période contemporaine aboutissent par leur synthèse à une conclusion politique que Minghetti voudrait dégager de ses complications; à une conclusion de conscience générale de l'humanité indiquée par Laurent, mais peu précisée; enfin à une conclusion uniquement juridique de Bluntschli, qui établit un pur et simple *modus vivendi*.

(5) Laurent, *Etudes sur l'hist. de l'humanité. Féodalité et Eglise*, 2e éd., p. 292.

(6) Id., p. 369.

(7) Bluntschli, *Droit international codifié*, art. 26, art. 243.

PREMIER APPENDICE GÉNÉRAL

A LA TROISIÈME PARTIE.

La loi du sacerdoce dans l'histoire générale des temps chrétiens et des peuples chrétiens.

a. Puisque nous distinguons la loi du sacerdoce de la légalité du sacerdoce (voy. les Append. gén. de la 2e part., et l'Append. du § 5 de la 3e part.), il nous faut rechercher cette loi du sacerdoce non seulement dans les textes des diverses législations, mais en dehors de ces textes.

Nous avons constaté que la société fait elle-même sa loi par ses mœurs, par ses croyances, par ses tendances de races, par ses opinions vraies ou fausses, par ses principes, par ses ignorances ou par ses préjugés, par des instincts vagues, peut-être. Mais il faut ajouter que chaque nation, aussi bien que chaque individu, dans le développement de sa vie historique, agit en vertu de sa liberté, avant le jour où la loi revêt sa formule, dans tout ce qui la prépare, et que, par conséquent, l'histoire de la vie des peuples renferme l'histoire du droit.

L'histoire des individus, la biographie spéciale peut aussi fournir des chapitres à l'histoire du droit. Constantin, Charlemagne et même François d'Assise ont ainsi trouvé place dans notre Étude sur les relations légales du sacerdoce et de l'autorité civile.

La loi du sacerdoce subit, par suite, les effets de la contingence. Elle se trouve en relation avec les événements généraux ou particuliers, en relation avec les peuples, en relation avec les hommes qui ont une place marquée dans l'histoire.

Elle-même est représentée par une institution, l'institution sacerdotale. Elle est représentée aussi par des individualités qui, parfois, agissant en son nom, la feraient presque oublier, tant elles apportent résolument leur personnalité dans l'histoire.

On pourra suivre la vie de Richelieu, par exemple, sans se rappeler qu'il est prêtre, et que, s'il ne l'eût pas été, il n'eût été

rien. Richelieu, dans un rang secondaire, eût été annulé : il lui fallait un premier rôle et la robe rouge du cardinal.

D'autre part, l'institution du sacerdoce, au milieu des sociétés chrétiennes, est dominée par l'institution de la papauté. Le sacerdoce est représenté au degré le plus éminent par les papes.

D'où il suit qu'il faudrait pouvoir tenir compte du mouvement libre de la volonté humaine dans les individus et dans les peuples, de la conscience publique et de la conscience particulière, des événements fortuits et d'une foule de contingences, de la hiérarchie sacerdotale, du pontificat suprême, des grands caractères historiques et du génie, pour expliquer comme il convient la grande *loi du sacerdoce* dans l'histoire générale des temps chrétiens et des peuples chrétiens, nous ne disons pas seulement « la légalité », depuis le Galiléen Pierre jusqu'à Léon XIII.

b. Les Apôtres, Pierre, Jacques, Jean, et autres qui ont suivi le Maître depuis l'origine, ou Paul, converti sur le chemin de Damas, ne sont pas des prêtres, aux yeux des représentants du sacerdoce institué par Moïse. Ils n'appartiennent pas à la race d'Aaron; ils n'offrent pas le sacrifice sanglant des victimes; ils n'usurpent aucune fonction dans le temple bâti par Salomon.

Le premier caractère du sacerdoce nouveau dans l'histoire est donc de n'être pas issu d'un sacerdoce précédent, ou même de n'être pas, à ses premiers jours, un sacerdoce apparent. Il semble qu'il s'agisse d'une *école* surgissant dans le Judaïsme : *Et verbum Domini crescebat et multiplicabatur numerus discipulorum in Jerusalem valde* (1). Le nom de ceux qui croient est celui de *disciples*. Beaucoup de prêtres juifs deviennent « disciples, » sans que l'on dise qu'ils abandonnent leur sacerdoce ou qu'ils entrent dans un sacerdoce nouveau : *Multa etiam turba sacerdotum obediebat fidei* (2).

Etienne, diacre, est le premier à propos duquel la rivalité de deux sacerdoces paraisse soulevée. On suscite des faux témoins, *falsos testes* (3), qui disent : Il annonce que le temple sera détruit et les traditions de Moïse *changées*. C'est une attaque directe contre le sacerdoce ancien. C'est la première, et elle est produite par des faux témoins.

Etienne meurt lapidé. Voilà le premier martyr. Pierre avait été mis en prison déjà. Pierre et Paul, fondateurs du siège de

(1) *Act. Apost.*, VI, 7.
(2) Ibid.
(3) *Act. Apost.*, VI, 13.

Rome, rentreront dans la prison, pour aller de là jusqu'au supplice. Les Apôtres verseront leur sang. Le second caractère du sacerdoce nouveau, c'est d'appartenir pour la suite des temps à une loi de sang, qui poursuit la réfutation de la doctrine en tuant le prêtre. Nul prêtre du nouveau sacerdoce, vivant dans des temps calmes et tranquilles, ne peut affirmer qu'un jour il ne sera pas soumis à cette particularité de la loi du sacerdoce. S'il la redoute, qu'il demeure en dehors des rangs de la milice sainte.

Philippe baptise l'eunuque d'Ethiopie. Nous en sommes toujours au premier siècle de l'Église, et à la période de ses débuts. Pierre admet parmi les diciples le centurion Corneille, après une vision, Paul prêche l'Evangile aux Gentils.

Le troisième caractère du sacerdoce nouveau et de la loi du sacerdoce, c'est de s'adresser à toutes les nations, sans distinction ni de races, ni de couleur, en rompant ainsi avec le Mosaïsme pour accomplir l'ordre reçu : *Docete omnes gentes* (4). La loi du sacerdoce se fonde sur une base contraire à celle de la légalité que l'on essaiera plus tard de formuler dans cette maxime : *Cujus est regio, illius est religio.*

La doctrine enseignée par le nouveau sacerdoce n'est pas écrite d'abord. Chaque Apôtre l'emporte avec soi. Les écrits qui la fixent n'ont pas la pensée ou la prétention de la donner tout entière : ils paraissent en différents temps et en différents pays. On ne les réunit qu'assez tard. Le quatrième caractère du sacerdoce et de sa loi, pour la suite des temps, c'est d'être la tradition vivante et se perpétuant dans le monde par la succession Apostolique. La loi du sacerdoce le constitue l'organe permanent de la tradition. La légalité ultérieure des peuples devra l'accepter ainsi. Aucun Concordat, aucun article Organique ne tentera d'y contredire, et le concile du Vatican en est la plus récente application.

Un cinquième caractère est celui de l'unité générale, résultant de l'unité de chef : *Pasce agnos, pasce oves* (5), et produisant l'unité de discipline. « Il y eut, dès lors, quelques règlements et des usages mesurés sur la ferveur de la multitude. Les premiers chrétiens continuaient de se rendre dans le temple aux heures accoutumées de la prière, mais en se tenant à l'écart de

(4) Matth., xxviii, 19.
(5) Joan., xxi, 15-17.

la foule commune; ils s'assemblaient de plus dans les maisons pour y entendre lire les Saintes Ecritures, pour y prier encore, et principalement pour y célébrer l'Eucharistie. Ils ne se séparaient qu'après avoir pris ensemble un repas fraternel ; car ils n'avaient qu'un cœur et qu'une âme; ils semblaient n'avoir qu'un seul patrimoine, la plupart poussant la charité jusqu'à vendre leurs biens, pour en remettre le prix entre les mains des Apôtres (6). » *Primatus Petro donatur*, dira S. Cyprien, *ut una Christi ecclesia et cathedra una monstretur* (7). Bossuet, dans son *Sermon sur l'Unité de l'Eglise*, tiendra le même langage que Cyprien. La même loi de sacerdoce est comprise d'une façon identique.

Or, cette loi du sacerdoce nouveau, d'abord ignoré du sacerdoce antérieur, puis indépendant de tout sacerdoce antérieur, et n'en reconnaissant aucun autre, soumis à la loi de sang pour tout le cours de son existence, étendant à toutes les nations et à tous les temps son action, subsistant comme tradition vivante et perpétuelle, fortifiée par l'unité de chef et de discipline, s'établit sans le concours de l'autorité civile, mais s'impose ensuite à l'autorité civile, sans rien modifier de ce qui sera devenu son essence et aura pris dans les faits extérieurs sa réalisation.

Nous attribuons à la loi du sacerdoce, comme sixième caractère, de se présenter bientôt avec l'autorité de la doctrine écrite et *immuable*, s'ajoutant à la tradition. Tout le droit ecclésiastique des relations du sacerdoce, puisque nous ne devons pas nous écarter du sujet qui nous occupe, est renfermé en substance dans S. Paul, commenté par les Pères, ou dans les Evangiles, expliqués par les mêmes Pères et par les conciles. Les vraies relations du sacerdoce de S. Paul avec l'autorité civile, par le fait de son enseignement écrit, ne sont pas celles qui se manifestent dans le temps où il a vécu, mais celles qui se continuent dans toute la série des âges. Et il en est de même pour S. Mathieu, S. Marc, S Luc, S. Jean, pour les Pères de l'âge Apostolique et des âges suivants.

c. Quand le sacerdoce nouveau apparaît dans le monde, les Grecs et les Orientaux, rapprochés depuis les conquêtes d'Alexandre, donnent ce spectacle étrange d'un essai de fusion,

(6) Blanc. *Cours d'hist. eccl.*, 2e éd., t. I, p. 26.
(7) Cypr. *De unitat Eccl.*, n° 3.

sur la terre d'Egypte, entre l'Hellénisme et un symbolisme remontant aux âges les plus anciens, aux plus lointains souvenirs des races. L'antique sagesse de l'Egypte apporte son concours empressé à toutes les folies qui s'élaborent sur son sol. Les délires de la Gnose vont faire de l'Egypte le centre intellectuel de l'humanité, au détriment de la Grèce elle-même, de l'Orient et de Rome enfin. Saturnin, Basilides, Carpocrate, Valentin, Marcion et d'autres sont les représentants de la Gnose au deuxième siècle. Le premier siècle avait vu Simon le magicien et Apollonius de Thyane. Ces spirituels, qui font profession de sonder les plus sublimes mystères, se laissent aller à tous les débordements. La société, semble-t-il, va périr intellectuellement et moralement. Mais la loi du sacerdoce nouveau s'y oppose.

Aucune religion antique, aucun sacerdoce n'a entrepris la lutte contre *toute erreur*, ou religieuse, ou philosophique, ou sociale, ou quelle qu'en fût la nature, en s'attribuant la mission du combat sans relâche et sans trève. Or telle fut la loi du sacerdoce, s'imposant aux empereurs et à tous, et s'établissant dans l'humanité pour n'en plus disparaître.

Le second siècle chrétien produisit S. Méliton, S. Justin, S. Claude Apollinaire, S. Apollinaire d'Hiéraple, S. Théophile d'Antioche, S. Irénée, auteurs d'apologies présentées aux maîtres de l'empire et d'écrits contre les erreurs multiples de la Gnose. A quelque époque que ce soit de l'histoire, l'erreur ne se manifestera plus sans rencontrer des adversaires : un ministère existe contre l'erreur, il existe à titre permanent. Il sera l'auxiliaire de l'autorité civile ; il sera parfois aussi contre l'autorité civile, en faveur de la vérité.

Une institution juridique spéciale a été enfantée par cette nouvelle théorie de droit, c'est, à un âge postérieur, la Congrégation de l'*Index*.

d. Les spéculations de l'hérésie convenaient au génie de l'Orient. Celui de l'Afrique occidentale était tout autre. Il était âpre et rude. Mais il se montra singulièrement apte au développement des principes de la doctrine juridique dans la société chrétienne (Cf. *supr.*, n^os^ 213, 265).

Le schisme des Novatiens, à Carthage et à Rome, donna l'occasion à S. Cyprien de mettre dans toute son évidence doctrinale la constitution de l'Eglise. Ce fut là, en quelque sorte, sa mission spéciale. Il ne s'arrêta pas à des questions de fait, purement locales et transitoires ; il vit le mal de plus haut, et il

exposa les vrais caractères de l'unité dans l'Eglise, en montrant dans cette unité l'essence de la hiérarchie et la forme du gouvernement ecclésiastique.

Des conciles avaient déjà statué *en fait* sur ces mêmes points, pour apaiser quelques différends et rétablir la paix momentanément troublée. S. Cyprien sut démontrer, en s'élevant dans la région des principes, la nécessité du lien fraternel ou de la charité, qui unit entre eux tous les enfants de l'Eglise, mais en distinguant de celui-là le *lien hiérarchique* qui forme l'unité canonique ou l'unité légale.

C'est dans son traité *De Unitate Ecclesiæ* qu'il traite *ex professo* du lien hiérarchique comme fondement de tout gouvernement. Il y revient ensuite dans ses Epîtres. Le mal du schisme, selon lui, c'est qu'il ne remonte pas à l'origine de la vérité, *ad veritatis originem non reditur*, et qu'il ne cherche pas la tête, *nec caput quæritur* (8).

Car, l'épiscopat ne peut posséder une unité distincte, *Quam unitatem firmiter tenere et vindicare debemus qui in Ecclesia præsidemus, ut episcopatum quoque ipsum unum atque indivisum probemus* (9). Les fidèles ne se séparent pas de cette même unité (10), et les prêtres y sont rattachés, *Copiosum est corpus sacerdotum concordiæ mutuæ glutino atque unitatis vinculo copulatum* (11).

On a reproché à saint Cyprien des erreurs, qui furent ou des exagérations de langage ou des inexactitudes, ainsi qu'il est arrivé pour plusieurs d'entre les Pères qui ont, les premiers, exposé ou défendu quelque point de doctrine. Mais il commence en droit canon, la grande jurisprudence de principes et d'exposition.

Nous avons nommé, pour un autre temps, presque voisin du nôtre, le grand pape Benoit XIV. Tous deux sont de la même école. Ils établissent, ils définissent la situation juridique de l'Eglise dans le monde, et par conséquent les relations *légales* de son sacerdoce. Ils revendiquent comme un privilège du sacerdoce lui-même le droit de développer doctrinalement, en se conformant aux procédés discursifs de tout enseignement humain, sa propre situation juridique.

Enfin, après les écrits de saint Cyprien, et à partir de saint Cyprien, bien que l'on puisse rattacher cette remarque à d'au-

(8) Cypr., *de Unit.*, n° 3.
(9) Ibid.
(10) Ibid., n° 23.
(11) Cypr., *Epist.* 67, ad Steph., n° 3.

tres écrits également, ce serait un aspect nouveau pour la loi du sacerdoce que, cherchant sa base dans une étude approfondie de l'institution de l'Eglise, *elle en fasse dériver une des sciences politiques les plus élevées*, celle des grands publicistes des âges catholiques (Cf. *supr.*, nos 199, Ch. Giraud, cité). Le traité *de Unitate* aurait fondé dans l'Eglise une école avec laquelle les sociétés civiles se seraient vues obligées de compter plus d'une fois.

e. L'Eglise du IVe siècle est l'Eglise victorieuse des persécutions et apportant à la société les bienfaits qui découlent de son institution. Or, dès le jour où l'Eglise n'est plus contestée, la loi du sacerdoce apparaît comme pouvant le revêtir d'un éclat littéraire et oratoire qui lui assure la direction intellectuelle de l'humanité pour de longs âges. L'éloquence politique et judiciaire n'a pas brillé chez les Grecs et les Romains d'autrefois, plus que ne brilla l'éloquence de la chaire à partir de Basile, Grégoire de Nazianze, Chrysostôme et autres en Orient, à partir d'Ambroise, Augustin et autres en Occident.

L'éloquence grecque ou latine était intermittente. Elle se renfermait dans le forum ou dans l'agora. L'éloquence nouvelle prit rang comme institution permanente, devant subsister jusqu'à la fin des temps, destinée à se répandre jusque dans les plus humbles bourgades. En France, par exemple, une fois tous les sept jours, s'il n'y a, en outre, quelque occasion dans le cours de la semaine pour la parole, quarante mille discours, qui ne sont pas tous des chefs-d'œuvre, assurément, sont prononcés d'un bout à l'autre du pays. Si nous comptons bien, les représentants du sacerdoce ont prononcé à la fin de l'année plus de deux millions de discours.

Nul sacerdoce antique n'avait tenté cette grande œuvre, et il est de l'essence de la loi qui régit le sacerdoce nouveau qu'on ne puisse la lui interdire : *Verbum Dei non est alligatum*, disait saint Paul (12). De toutes les relations du sacerdoce nouveau, aussi bien avec l'autorité civile qu'à l'égard des peuples, il n'en est aucune qui ait une plus haute importance, car c'est par là qu'il a régné sur les esprits, non par la force ou par aucun autre moyen humain.

La loi, tant civile que canonique, est à peu près muette sur cette importante relation. Ce n'est pas dans une légalité de

(12) 2 *Tim.*, II, 9.

textes qu'il faut l'étudier, mais dans la vie des peuples et dans l'histoire. Encore, celle-ci n'est-elle pas très explicite.

f. S. Augustin finit sa vie dans le v^e^ siècle. Il est, en droit canon, de la même école que S. Cyprien, c'est-à-dire que, sans formuler le droit comme légalité, il expose la grande jurisprudence des principes. Il a composé le *De civitate Dei*. S. Jérôme, qui termine sa carrière dans le même siècle, a écrit de belles pages qui appartiennent au droit ecclésiastique interne.

Mais les institutions et l'humanité elle-même ne suivent pas constamment un développement harmonique. Le cinquième siècle est celui d'Alaric, Attila, Genséric. Le féroce Attila, le fléau de Dieu, s'arrête devant la majesté du pape saint Léon. Alaric, lorsqu'il livre Rome au pillage, respecte le droit d'asile des églises, surtout de celle de saint Pierre et saint Paul, et les vases sacrés de la basilique ayant été mis à l'abri dans une maison particulière, il les fait transporter processionnellement, au milieu des chants liturgiques, sous l'escorte de ses Barbares. Les relations des Barbares avec le sacerdoce peuvent allier le respect avec le pillage. Voilà une légalité d'un ordre tout nouveau.

Cependant, puisque nous nous en tenons aux points sommaires et plus dignes de l'attention, ce n'est pas là ce qui nous arrêtera longuement. C'est dans le royaume fondé par Genséric que nous rencontrerons le fait juridique le plus remarquable, il nous semble. Nous donnons premièrement le récit de Bianchi, en l'abrégeant (13) :

Hunéric fut un cruel persécuteur de la foi catholique promulguée à Nicée. Ce monstre tourna sa fureur contre les catholiques, leur défendant tout exercice de religion et tout rassemblement dans les églises. La septième année de son règne, il ordonna à tous les évêques ortodoxes de se réunir à Carthage, avec les évêques ariens, pour rendre compte de leur foi d'après les Ecritures. Saint Eugène, évêque de Carthage, répondit, en sa qualité de primat d'Afrique, que l'édit royal lui ayant été intimé en présence du clergé et du peuple, il avait compris par sa teneur qu'il s'adressait également à tous les évêques d'Afrique ; qu'il avait reçu cet ordre avec respect, mais avait représenté à l'envoyé qu'il faudrait entendre aussi les évêques

(13) Bianchi, *De la puissance eccl.* dans ses rapports avec les souverainetés temporelles, trad., Paris 1865, tit. II, p. 27.

transmarins, puisqu'il s'agissait d'une cause commune au monde entier. Le roi barbare fit répliquer qu'il satisferait à la demande d'Eugène d'attendre les avis des autres évêques du monde, lorsque lui-même aurait pris la peine de soumettre à son empire le monde entier. Eugène répartit qu'il n'avait demandé rien que de juste, puisque le prince pouvait faire part de son désir aux souverains, tandis que lui-même écrirait à ses collègues dans l'épiscopat, particulièrement à celui de l'Eglise romaine, qui est comme la tête de toutes les églises. Le tyran refusa de l'écouter, et les évêques des provinces d'Afrique se réunirent au nombre de quatre cent soixante-six, qui remirent un écrit contenant l'exposition de la foi. Le méchant prince n'avait rassemblé les évêques que pour les opprimer tous à la fois; il relégua les uns en Corse, pour travailler à la construction des navires, les autres en diverses provinces pour bêcher la terre. — Examinons ce récit.

La question qui nous occupe, ce n'est pas la relation du persécuteur avec les persécutés, mais la notion de l'internationalité des conciles, après que des dominations différentes se sont établies. Le primat d'Afrique propose un concile général parce que, dit-il, il s'agit d'une matière intéressant l'Eglise universelle. Il propose l'entente des souverains, tandis que Hunéric comprend le concile universel selon l'ancienne méthode, c'est-à-dire rendu possible seulement le jour où il aura pris la peine de devenir maître du monde. On sait que l'Eglise a appliqué la méthode de saint Eugène. Elle l'a appliquée jusqu'au concile du Vatican, et telles furent dans le passé les relations du sacerdoce au point de vue du concile œcuménique.

Il est d'autant plus intéressant de signaler la première proposition faite sur un point qui devint le droit public des nations catholiques en la matière, que cette proposition s'adressait à un prince non catholique et persécuteur.

Nous ne saurions omettre pour le cinquième siècle le nom de Synésius, évêque de Ptolemaïs, grand poète lyrique et chrétien, dit Mazure (14), le disciple de Platon et l'imitateur des anciens poètes de la Grèce, dit Villemain (15), l'écrivain élégant et penseur sublime, dit Boissonnade (16). Car Synésius a sa théorie des deux pouvoirs et de leurs relations réciproques.

(14) Mazure, *Poètes antiques*, p. 364.
(15) Villemain, *Tableau de l'éloq. chrétienne*, p. 219, éd. 1858.
(16) Boissonnade, *Lyrici græci*, préf.

« Dans les temps anciens, dit-il, les Egyptiens et les Hébreux avaient réuni les deux pouvoirs. Dieu les a séparés. Pourquoi voudrais-tu (il s'adresse à Andronicus, au représentant du pouvoir civil) exercer cette double autorité, quand Dieu même en a établi la distinction? Je ne condamne point les évêques qui s'occupent des affaires ; mais moi qui ne puis suffire à cette double occupation, je me contente de les admirer. S'il y en a d'autres qui peuvent, sans inconvénient, descendre jusqu'à ces préoccupations, ceux-là pourront à la fois être revêtus du sacerdoce et chargés du gouvernement des cités, car le rayon du soleil, lors même qu'il touche la fange, n'en demeure pas moins pur et immaculé (17). » Synésius est partisan de l'incompatibilité du pouvoir civil avec le pouvoir ecclésiastique, mais non absolue.

g. Pour le sixième siècle, nous parlerons de Théodoric, de Cassiodore et de saint Grégoire-le-Grand.

L'empereur de Constantinople, Justin, avait mis fin aux troubles religieux de l'Orient lorsque, voulant assurer la durée de son œuvre, il ordonna de chasser les Ariens de leurs églises pour les rendre aux catholiques. Théodoric, roi des Ostrogoths, régnait en Italie. Il était arien. Sa fureur n'eut point de bornes et il menaça des plus grandes rigueurs tous les catholiques de ses États, si l'empereur ne rendait les églises aux Ariens et ne donnaient à ceux qui avaient embrassé par contrainte la foi catholique toute liberté d'abjurer. Il contraignit le pape Jean d'aller à Constantinople pour intervenir auprès de Justin. Le pape Jean avait protesté qu'il ne remplirait pas sa mission dans le sens imposé par Théodoric. Il est possible qu'il ait engagé Justin à laisser aux Ariens les églises qu'ils possédaient encore, et c'est tout ce que fit, en effet, Justin. A son retour, il fut jeté dans un cachot à Ravenne et y mourut d'épuisement et de besoin.

Le principe nouveau du droit public, que Théodoric cherche à établir, en obligeant le sacerdoce à y prêter son concours, c'est celui de l'intervention d'un prince en faveur de ses coréligionnaires, vivant au sein des États gouvernés par un souverain de croyance différente. Ce principe n'a pas été abandonné. Les missions catholiques en Orient vivent sous la protection de la France, c'est là une relation légale. La Russie protège de même à Jérusalem le clergé Orthodoxe.

(17) Horoy, *Etud. patrol.* ; *Synésius év. de Ptolémaïs*, p. 67.

Kluber est opposé à ce principe. Il dit (18) : Aucun État étranger ne peut forcer un État souverain à tolérer ou à recevoir certaines sociétés, ou sectes religieuses à agréer de nouvelles institutions ecclésiastiques, dogmes ou sytèmes de religion, ou à accorder à leurs partisans, qui séjournent sur son territoire, un culte soit public, soit privé, à moins qu'il ne s'agisse du simple culte domestique. Aucun État n'a ordinairement le droit de soutenir par la force les griefs relatifs à la religion dont une société religieuse pourrait se plaindre sur le territoire d'un autre État, ni celui de s'approprier des biens ecclésiastiques situés en pays étranger.

Cassiodore occupa les plus hautes dignités de l'État sous plusieurs rois barbares. Il avait remarqué cette particularité que l'Orient avait possédé ou possédait encore ses écoles d'Edesse, de Nisibe, de Séleucie, de Bérythe, de Constantinople et autres, lesquelles étaient publiques et *théologiques*. En Occident, il existait des écoles pour les sciences séculières, la jurisprudence, la médecine, les lettres, la philosophie ; mais point de chaires pour la théologie, qui demeurait exclusivement entre les mains des évêques, pour être enseignée par eux-mêmes ou par des hommes de leur choix. Rien n'était plus conforme à la tradition, mais le développement scientifique devait être ralenti. D'accord avec le pape saint Agapet, Cassiodore tenta de fonder à Rome cet enseignement qui manquait à l'Occident. L'œuvre de Cassiodore, par la faute des circonstances, n'atteignit pas les résultats qu'il en attendait pour la théologie. Le sacerdoce retiendra néanmoins qu'une étude scientifique de cet enseignement est indispensable au milieu des activités scientifiques d'ordre différent.

Cassiodore avait compris, toutefois, que la haute direction intellectuelle de l'humanité, revendiquée par les Pères du quatrième siècle, ne dispenserait pas d'un enseignement moyen et courant, adapté aux besoins des intelligences ordinaires, formant le plus grand nombre. Il fonda des monastères qui, gardant les exercices de la vie monastique, furent cependant de véritables académies ouvertes à l'étude, et il écrivit sur les Sept arts libéraux. Les sept arts libéraux furent, aux mains du sacerdoce, cet enseignement moyen offert, pendant des

(18) Kluber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, revu par Ott. 2e éd. Paris, 1874, p. 131. — Cf. Martens, *Einleitung indas Europ.* Völker, § 110. — Schmalz. europ. Völkerrecht, s. 168 f.

siècles, à tous les esprits en quête de culture intellectuelle. Ce fut sous cette discipline que le sacerdoce rangea de nombreuses générations d'hommes. La loi du sacerdoce était de satisfaire à tous les besoins sociaux, et il organisait sans relâche, partout et toujours.

Saint Grégoire-le-Grand se présente à la postérité avec d'autres titres de gloire, mais il a écrit son *Pastoral*, regardé comme l'un des plus beaux traités du gouvernement des âmes; il a refondu le *Sacramentaire* de Gélase et réglé les prières et les cérémonies de la messe, à peu près dans l'ordre qu'elles ont conservé; il a réglé le chant, composé son *Antiphonaire*, fondé une école de chantres, qu'il présidait souvent lui-même; il a laissé, en outre, son rituel des formules de bénédictions, le *Benedictionale*.

Que de belles pages ont été écrites et pourraient l'être encore sur la puissance des chants sacrés, la majesté des cérémonies, leur influence irrésistible à certains jours de l'année et à certaines heures de la vie, même sur les populations incroyantes, sceptiques et saturées d'indifférence! La loi sacerdotale, non écrite dans aucun texte, dans aucune légalité, a été de bercer et de calmer les douleurs de l'homme, du jour de sa naissance jusqu'à la tombe, de donner à ses joies une expression plus auguste, par sa liturgie, ses chants, ses cérémonies augustes, transmises d'âge en âge. Et quelle n'est pas la force de cette relation du sacerdoce avec la société, avec les autorités civiles établies dans la société? La France, après que ses églises eurent été fermées, durant un certain temps, n'était-elle pas affamée de culte? Elle a laissé de côté très aisément toutes ses fêtes décadaires, pour voir passer ou pour suivre une procession. Le grand succès après la réouverture des églises, fut, pendant plusieurs années, celui des missions terminées par la cérémonie de plantation d'une croix de mission. L'histoire en a gardé le souvenir.

h. Mahomet prêche sa doctrine au septième siècle, et ce n'est pas, à l'égard des chrétiens une doctrine d'amour. Le fanatisme de l'Islam dépasse la haine sectaire. Les régions dans lesquelles règne l'Islam sont un monde ennemi, avec lequel il n'est point de paix.

Mahomet exerce, par réaction, une influence passagère heureusement, plutôt que durable, sur la loi du sacerdoce au

milieu de l'humanité, sur la loi du sacerdoce chrétien lui-même.

Saint Bernard, le dévot mystique, tout rempli des effusions de la plus tendre piété, est celui qui écrira : Les chevaliers du Christ peuvent en toute sécurité combattre les infidèles, car ils combattent pour Dieu. Donner ou recevoir la mort n'est pas un péché pour eux, c'est une action des plus glorieuses, *nihil habet criminis et plurimum gloriæ meretur*. Ils sont les ministres de Dieu pour exercer ses vengeances ; la mort qu'ils donnent est un *profit* pour le Christ, *Christi est lucrum*. Dans la mort du païen, le chrétien est glorieux et le Christ glorifié, *In morte pagani Christus gloriatur, quia Christus glorificatur* (19).

Les *moines* chevaliers, dit saint Thomas, ne vengent pas leurs injures; ils vengent les injures de Dieu. Ils sont étrangers à la compassion ; ils ne font pas de prisonniers; tout est mis à mort, dit Robert le moine. Les épées, les traits forgés au pays des Francs ne pouvaient se rassasier du sang des Turcs ; on ne donnait pas la sépulture aux vaincus, qui restaient abandonnés aux oiseaux de proie (20). Les chrétiens, dit une chanson de geste, « tuent les mères, occient les enfants » (21).

Voici le langage de Raymond d'Agiles, chanoine de la cathédrale du Puy : « On vit des choses admirables. Parmi les Sarrasins, les uns étaient frappés de mort, ce qui était pour eux le sort le plus doux; d'autres, après avoir longtemps souffert, étaient livrés aux flammes. On voyait dans les rues et sur les places de la ville des monceaux de têtes, de mains et de pieds... Il faut dire ce qui arriva au Temple de Salomon. Tout en ne rapportant que la simple vérité, on aura peine à nous croire. Dans le temple et dans le portique, on marchait à cheval dans le sang jusqu'aux genoux du cavalier et jusqu'à la bride du cheval. Juste et admirable jugement de Dieu (22) ! »

Mahomet a trouvé l'Orient, dans l'empire grec, et plus encore sur les confins de cet empire, livré à la plus complète dissolution par le travail des sectes. Il y avait péril, assurément. Mahomet a fait l'unité, *par la coercition*. Les souverains de Constantinople n'avaient pas ignoré ce moyen; mais ils l'employaient tantôt au service d'une cause et le lendemain au service d'une autre. Mahomet réunit dans ses mains le spirituel

(19) S. Bern., *De laude militiæ, ad milites Templi*, cap. 1, 3.
(20) Robert le Moine. (Bongars, p. 43, 50, 70.)
(21) *Hist. littéraire de la France*, tome XXII, p. 598.
(22) Raymond d'Agiles. (Bon gars, p. 178.)

et le temporel ; il usa d'une coercition puissante ; il se servit du glaive, et l'unité de l'Islam en résulta.

La principe de coercition n'était pas étranger à l'Eglise ; mais il était tempéré par le principe de mansuétude, qui est et qui demeure la loi supérieure : *Hoc est præceptum meum ut diligatis* (23). La réaction contre Mahomet inclina la loi du sacerdoce vers des applications que nous fait connaître le langage de saint Bernard et autres. Et dans la suite des temps, la loi supérieure de mansuétude s'est trouvée plus d'une fois écartée, dans l'application pratique.

Dans le huitième siècle, l'Afrique, restée province de l'empire d'Orient depuis que Bélisaire en avait chassé les Vandales, est occupée définitivement par les Musulmans. Cette grande région était dépourvue de toute vitalité propre et locale, par suite de causes que nous n'avons pas à rechercher présentement. Les Vandales n'en firent pas un empire. Elle subit des dominations successives. Sous les Musulmans, elle n'eut ni force ni énergie pour défendre sa civilisation ou sa foi. Et cependant, l'Eglise d'Afrique avait été florissante ! Ailleurs, les chrétiens soumis au tribut, endurant les humiliations réservées aux vaincus, gardaient du moins leur liberté religieuse et une apparence de vie nationale.

En Espagne, après la bataille de Xérès, les Musulmans devinrent maîtres également de tout le pays, qu'ils traitèrent avec modération. Mais l'indépendance nationale trouvait un asile dans les montagnes d'Asturie, et la future monarchie espagnole s'y abritait. Quand elle redevint maîtresse du sol, le sacerdoce l'avait aidée, et lui-même était plus que jamais affermi dans les principes de coercition, qui ne sont pas la loi supérieure de la mansuétude, mais qui la remplacent parfois. A d'autres âges, Ximenès, Richelieu, ont dans leur caractère particulier quelque chose de la loi du sacerdoce accommodée au génie espagnol et à l'histoire de l'Espagne.

En France, les Musulmans sont écrasés par Charles Martel. Le sacerdoce reconnaissant aide à l'avènement de la seconde race, comme il avait aidé jadis Clovis dans ses desseins. L'influence du sacerdoce est manifeste dans ces changements de la destinée des peuples. Mais la France se contente d'être fille

(23) Joan., xv, 12.

aînée de l'Eglise. L'Espagne est, dans ses fils vaillants, une nation sacerdotale, avec un sacerdoce s'appuyant sur le principe de coercition pour fonder l'unité ; l'Afrique disparaît du nombre des pays chrétiens, avec son sacerdoce : on n'y retrouve pas, comme dans le Japon longtemps fermé aux relations de l'Europe, des chrétiens qui pratiquent en secret un culte légué par leurs pères.

Au neuvième siècle, la loi du sacerdoce s'oppose à Lothaire, en se faisant protectrice de l'institution du mariage. Des exemples antérieurs pourraient être cités. D'autres exemples postérieurs, notamment en ce qui concerne le roi Robert, ont eu autant d'éclat. Mais les circonstances du fait relatif à Lothaire montreront davantage comment, par la protection accordée au mariage, le sacerdoce atteignait toutes les relations de la vie publique et privée.

Marié à Theutberge, Lothaire est séduit par les artifices ou par les attraits de Valdrade, et il la veut pour épouse. Il n'allègue pas son autorité civile; il reconnaît l'autorité du sacerdoce comme souveraine dans la question ; il se fonde sur *la loi ecclésiastique* et accuse la reine d'inceste antérieur au mariage. Theutberge nie *devant les évêques* et les grands du royaume. Par *le conseil des évêques*, on a recours à l'épreuve de l'eau bouillante, et elle est déclarée innocente. Le sacerdoce reçoit la procédure et dirige la procédure. Nul ne peut la réviser, si ce n'est le sacerdoce lui-même.

Lothaire assemble un nouveau concile et la reine est condamnée à la pénitence publique.

Puis, dans un autre concile, deux ans plus tard, Lothaire demande qu'il lui soit accordé de prendre une nouvelle femme, attendu que le premier jugement ne lui permet pas de garder Theutberge. C'est ce qui lui est accordé. Alors, la reine appelle au pape, qui envoie deux légats pour présider encore un concile, et ensuite évoque l'affaire à Rome, en déposant de leurs sièges les évêques trop complaisants pour Lothaire.

Après quoi, un légat envoyé en France enjoint au souverain de reprendre sa femme, sous peine d'excommunication immédiate pour lui et ses partisans. Lothaire obéit.

Bientôt, c'est la reine elle-même, peu favorablement traitée par son époux, qui sollicite la rupture du mariage, afin de suivre son goût pour le célibat. Le pape répond qu'il ne pourrait consentir, suivant la loi de l'Eglise, que si Lothaire lui-

même s'engage à vivre dans la continence. Et, bien que la passion du roi pour Valdrade lui fît chercher tous les prétextes et employer les mauvais traitements pour la légitime épouse, il n'osa jamais ouvertement se révolter, ni remettre à ses côtés la complice de son adultère. La loi du sacerdoce s'imposait à l'autorité royale, aux relations de la vie privée et de la vie publique; elle gouvernait souverainement la famille et le foyer, fût-ce le foyer du monarque (24).

Le dixième siècle vit s'accomplir d'importantes réformations monastiques, dont les plus célèbres furent celles de Cluny, opérées par S. Odon et S. Mayeul, celles d'un autre saint Odon, de Cantorbéry, en Angleterre, de saint Dunstan, dans le même pays, auxquels on pourrait ajouter saint Volfgand de Ratisbonne, saint Brunon de Cologne, saint Adalbert de Pragues et autres. La loi monastique a son idéal; elle est depuis longtemps en possession de la formule du *fas*. Les réformateurs ont été nombreux dans l'Église. A quiconque s'érige en réformateur, on ne demande point son titre. La conscience chrétienne apprécie la conformité de la réforme proposée avec le *fas*; l'autorité approuve, sanctionne ce qui a déjà obtenu, le plus ordinairement, un commencement de réalité dans les faits. Et cette réforme incessante dans l'Église est la preuve de la vitalité intrinsèque de la loi du sacerdoce.

Ce siècle est aussi celui qui vit se multiplier les ravages des Normands, puis leurs incursions remplacées par des établissements définitifs et la réception du baptême. Les incursions des Normands avançant, avec leurs petites barques jusque dans l'intérieur des terres, portant inopinément l'attaque sur des points isolés où le triomphe était assuré par le nombre, suivies du pillage et de l'enlèvement d'un butin arbitrairement fixé, harcelaient des populations que ne pouvaient défendre efficacement aucune autorité centrale. Il y eut cependant une résistance, ce fut celle du peuple lui-même, sans organisation, sans chefs, si ce n'est ceux que lui fournissait le sacerdoce, évêques, prêtres et moines. Les chefs spirituels prenaient place dans les rangs de la défense, excitaient les courages, et parfois donnaient personnellement l'exemple. Le peuple s'occupait lui-

(24) Cf. Hincmar. Opusc. *de Divortio Lotharii.* — *Epist.* Nicolai, 17-19, 22-23, apud Labbe, conc. tom. 9, ed. Venet. — *Annales Metenses*, ad ann. 863, 866.

même de ses destinées, dans la déshérence des pouvoirs publics. La loi du sacerdoce le portait à agir, de son côté, en vertu du droit conféré par cette déshérence, comme il avait fait jadis dans les temps de la chute de l'empire romain.

La dynastie Carlovingienne, en France, arrivait à sa dernière heure. Louis d'Outre-mer était à la merci de Hugues le Grand, son vassal. Le pape excommunie celui-ci et l'oblige à un accommodement avec son souverain. Le sacerdoce, en la personne de son représentant le plus élevé, protège les rois.

Cependant ce siècle est celui qui vit la papauté amoindrie par les factions, par l'influence des Marozie, des Théodora et par d'autres causes. Jean XII, pape à dix-neuf ans, appelle à Rome le roi Othon, dont il implore l'appui et qui prend la couronne impériale. L'empire d'Occident est rétabli. Othon jure de défendre l'Église Romaine, confirme au pape la souveraineté de Rome, la possession de l'exarchat, de la Pentapole, à laquelle il ajoute plusieurs villes. Mais, en assurant aux Romains la libre élection des papes, il exige que le pontife canoniquement élu notifie son élection à l'empereur et ne puisse être consacré qu'après un serment en présence des commissaires impériaux. Les relations entre les pouvoirs sont changées. La papauté reçoit protection et devient ou paraît subordonnée.

C'est ce que l'on voit bientôt, lorsque l'empereur, revenu dans Rome avec son armée, y réunit un concile de quarante évêques et fait prononcer la déposition du même Jean XII. L'antipape Léon est nommé. Mais l'empereur se retire et Jean XII, qui rentre dans Rome, assemble un concile pour condamner l'antipape. Puis, il meurt. Les Romains, à qui Othon avait garanti jadis la liberté d'élection, nomment Benoît V. L'empereur vient mettre le siège devant Rome, qu'il prend par famine, rétablit Léon, exile Benoît à Hambourg où il meurt. L'antagonisme entre le sacerdoce et l'empire commence ainsi dès le rétablissement de l'empire d'Occident.

i. Le onzième siècle est celui de Grégoire VII, qu'il suffit de nommer. Nous n'avons pas à dire ce qu'est, à ses yeux, la loi du sacerdoce ou quelles relations du sacerdoce il entend établir.

Au même siècle, Urbain II commence le mouvement des croisades. Toute l'Europe est sous la main du sacerdoce.

Cependant, il y a, dans le sein des États chrétiens, une lutte

acharnée contre le sacerdoce, celle des Cathares, des Vaudois et autres, qui remontent, peut-être jusqu'aux Pauliciens de l'Orient. La croisade contre les Albigeois, au douzième siècle, en est le fait saillant.

Au treizième siècle, les croisades se continuent, et ce siècle est rempli par le grand nom d'Innocent III, qui n'est pas uniquement préoccupé de l'Orient, ainsi que le prouve l'histoire de la déposition et ensuite du rétablissement de Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre.

Les noms de Boniface VIII et de Philippe le Bel retentissent au quatorzième siècle.

Durant le quinzième, éclate le long et déplorable schisme d'Occident, après la papauté Avignonnaise. Constantinople, d'autre part, tombe au pouvoir des Turcs.

Luther, au seizième siècle, ébranle tout l'édifice chrétien, et non pas uniquement la loi du sacerdoce. Le concile de Trente révise les chapitres de cette loi. Les atrocités des Anabaptistes, en Allemagne, de la Saint-Barthélemy, en France, de la persécution contre les catholiques en Angleterre, sont les épisodes sanglants de ce long ébranlement des bases sociales de la chrétienté.

Au dix-septième siècle, le sacerdoce reparaît avec la pleine possession de sa loi supérieure, que d'autres principes ou des faits quelconques peuvent écarter pour un temps, au point de vue de l'application, mais qui subsiste toujours, la loi de mansuétude et de charité, que personnifient saint François de Sales et saint Vincent de Paul.

Le *fas* concernant le sacerdoce, le droit sacré concernant le sacerdoce, la loi du sacerdoce dans ce qu'elle a de divin et d'humain, dans sa résultante produite par les efforts méritoires de la liberté individuelle et le concours de l'inspiration céleste, en même temps que de la grâce considérée comme la participation divine dans l'acte humain, tout cela demeure fixé irrévocablement pour les âges qui suivent.

La loi du sacerdoce à travers les temps et les âges chrétiens, si l'on néglige les chapitres particuliers qui appartiennent toutefois à son développement historique et à celui des sociétés elles-mêmes, si on veut ne la contempler que dans ses hauteurs sublimes, et, en même temps, dans ce qu'elle a de mieux approprié à la nature humaine de tous les siècles, aux besoins de toutes les générations qui se succèdent dans l'humanité, vit tout entière dans ces deux prêtres du dix-septième siècle qu'environne l'auréole de la sainteté : François de Sales et Vincent de Paul.

DEUXIÈME APPENDICE GÉNÉRAL

DE LA TROISIÈME PARTIE.

§ 1er. — Légalité écrite des relations du sacerdoce, d'après les concordats.

Une légalité spéciale, qui ne ressort ni de l'histoire, ni du droit canon, tel qu'il est formulé dans le *Corpus juris*, ni des textes des conciles, ni des autres sources indiquées dans notre 3e part., est celle des Concordats, que nous ne saurions passer sous silence.

1. En 1122, le concordat de Worms est conclu entre Calixte II et l'empereur Henri V. Il est divisé en deux parties. Dans la première, cinq articles renferment les engagements que prend Henri V, avec l'assentiment des seigneurs, et, dans la seconde, les engagements du pape. Il n'y a pas la forme du contrat proprement dit, mais ce que l'on appellerait dans le langage moderne un échange de Notes. Henri déclare, art. 1, renoncer à l'investiture par l'anneau et la crosse, et donner toute liberté à l'élection et à la consécration des élus. Il restitura, art 2 et 3, toutes les possessions et droits régaliens du domaine de saint Pierre et de toutes les églises. Il promet aide à l'Église de Rome et fera justice pour toute plainte à lui adressée. Le pape concède, art. 1, que les élections d'évêques et d'abbés dans tout le territoire de l'empire soient faites en la présence du prince, et qu'en cas de discorde il interpose son autorité. Les élus, art. 2, recevront, dans les six mois, l'investiture des droits régaliens par le sceptre. Le pape, art. 3, fera droit sur toute plainte à lui adressée par l'empereur à ce sujet.

2. En 1288, concordat entre les évêques de Portugal et le roi Denys, en quarante articles. Les évêques ont énuméré soit leurs griefs, soit leurs demandes, auxquels ont répondu les envoyés du roi, niant les allégations ou faisant promesse de donner satisfaction. Le pape Nicolas a donné aux évêques tout pouvoir de conclure arrangement, *pacificandi et componendi*. Il

semble que le concordat intervenu ne soit qu'un procès-verbal dressé entre parties.

Il est allégué, art. 1, que le roi exige des prieurs, des abbesses, des recteurs des églises, la renonciation à leur charge, là où il prétend au droit de patronage. Les envoyés royaux répondent qu'il ne l'a pas fait et ne le fera pas à l'avenir. — Le roi, art. 2, ne doit pas mettre au ban de l'État les évêques et les recteurs des églises qui auraient excommunié ou prononcé l'interdit pour défaut de paiement de la dîme et autres droits curiaux. Le roi ne l'a point fait, ne le fera pas, et, au contraire, il donnera l'appui de ses tribunaux sur ce point. — Le roi, art. 3, ne doit pas s'opposer aux réunions d'évêques et autres membres du clergé se rassemblant en vertu de lettres Apostoliques. Rép. Le roi a permis et permet d'agir librement pour obéir aux ordres du souverain pontife. Les excommunications, art. 4, 5, 6, doivent obtenir tout leur effet, même contre les hommes du roi. Le roi, art. 7, ne peut s'opposer à l'excommunication de ceux qui font pacte entre eux pour ne pas payer les dîmes ou ne rien laisser à l'Église par testament. — Le roi et les communautés qui relèvent de lui, art. 8, ont fait obstacle à la délimitation des diocèses et des paroisses par les évêques. Toute délimitation de ce genre étant annoncée au prône à trois jours de dimanche, le roi, les barons et chevaliers qui se disent patrons, ont un temps suffisant pour intervenir dans leur propre intérêt. Rép. Le roi promet de tenir la main à ce qu'il en soit ainsi. — Le roi et les communautés, art. 9, ne consentiront la réduction au tiers des dîmes ecclésiastiques pour la part des églises dans la contribution pour construction ou réfection des murailles (de la cité) que dans les cas où l'acte de fondation le porte ainsi ; ailleurs, on suivra le droit commun. Rép. Les prélats acceptent pour le bien de la paix. — Le roi et ses communautés, art. 11, ne contraindront pas personnellement les clercs à travailler à la construction ou à la réfection des murs de la cité. Pour les colons des églises et des monastères, on observera le droit commun, et l'on tiendra compte des privilèges là où ils existeront. En vertu du droit, les hôpitaux et les hospices pour les pauvres doivent demeurer sous la direction des évêques. Rép. Le roi veut que, sur ce point, le droit commun et les coutumes louables soient observés.

D'autres points sont réglés de même manière et font connaître également la légalité positive dans les relations du sacerdoce avec l'autorité civile. Nous voyons, à l'art. 36. Le roi

reconnaît les faits et y apportera le remède; à l'art. 37 : Le roi révoquera l'édit porté par lui. Le commentaire serait ici superflu. La royauté s'incline et obéit.

Le roi et ses juges ne pourront s'emparer de la personne des prêtres et des clercs, art. 14, ni menacer de mort les évêques, art. 15, les renfermer dans les églises et les monastères, appeler pour les mettre à mort leurs appariteurs ou même les infidèles, faire couper les oreilles des serviteurs des évêques. Le roi ou ses vassaux, art. 16, 17, ne peuvent assiéger l'évêque, proférer contre lui des paroles injurieuses, ou s'emparer des religieux, des convers, des oblats pour les forcer à se mettre nus devant eux, en dérision de tout l'ordre ecclésiastique. Les Juifs, art. 27 et 37, doivent être obligés à porter un signe extérieur qui les fasse reconnaître, et à payer la dîme. Les Sarrazins ne seront pas exemptés de la dîme, art. 37, ni des prémisses pour le champ qu'ils cultivent de leurs propres mains. Tous les biens ecclésiastiques, art. 39, usurpés, aliénés, consommés, donnés, seront l'objet d'une restitution. Toute liberté de l'Eglise, art. 38, sera maintenue et rétablie contre toute usurpation. Les statuts et coutumes, art. 40, du royaume ou dans le royaume, qui seraient en opposition avec les libertés ecclésiastiques seront abolis.

3. En 1447, concordat de Germanie entre Nicolas V et Frédéric III. Il comprend cinq articles, statuant sur la collation des bénéfices et dignités par le Saint-Siège, les réserves, les expectatives, les annates. Rien dans cet acte ne ressemble à la forme du contrat. Il commence par ces mots : *placet nobis*. C'est la volonté pontificale qui paraît seule, bien que l'accord ait précédé.

4. En 1516, concordat entre Léon X et François I^er^, pour mettre fin aux divisions que, pendant près d'un siècle, l'exécution de la Pragmatique Sanction avait suscitées. C'est un document trop négligé et mis en oubli aujourd'hui.

La volonté du Saint-Siège est de ne laisser « un seul coing de tout le dominique champ qui ne fust arrousé de doctrine salutaire ». C'est pourquoi, tout d'abord, il porte son attention sur les élections des évêques, attendu que « depuis plusieurs ans en ça », elles ont eu lieu par abus de puissance séculière, par factions, par amour particulière, « à grans dangers des âmes ».

Des élections. Rubrice première. A partir de ce jour, soit au

royaume de France, soit au Dauphiné ou en Valentinois, les chapîtres et chanoines ne pourront procéder à l'élection des évêqûes ; mais « le roi de France qui pour temps sera : un grave et scientifique maître ou licencié en théologie, ou docteur, ou licencié en tous, ou l'un des droits en université fameuse avec-ques rigueur d'examen, et ayant vingt et sept ans pour le moins, et autrement idoine, dedans six mois à compter du jour que les dites églises vacqueront, sera tenu nous présenter et nommer, et à nos successeurs évesques romains, ou par ledict siège Apostolique, pour y être par nous pourveu ». Néanmoins le pape pourra rejeter la nomination et le roi aura trois autres mois pour faire une désignation nouvelle. Si le siège épiscopal était devenu vacant par la mort du titulaire en Cour Romaine, le pape n'attendra aucune nomination royale et pourvoira directement. Le roi nommera pareillement les supérieurs des couvents et prieurés.

Rubrice 2°. Aucune grâce expectative ne sera accordée pour les bénéfices qui pourraient devenir ultérieurement vacants. Si la cour de Rome en avait concédé, cédant à l'importunité, elles seraient « irrites, nulles et inanes ».

Rubrice 3°. Le collateur ordinaire de chaque église cathédrale ou métropolitaine, sera tenu de conférer une chanoinie et prébende étant en son église à un maître, ou licencié, ou bachelier en théologie. Et, de plus, sera tenu le même collateur de conférer à des gradués la tierce partie des dignités, personnats, administrations, offices et bénéfices. Les gradués pourront demander et obtenir, « selon la condécence et conformité de leurs personnes », les uns, les bénéfices séculiers et les autres, les bénéfices réguliers. « Nous statuons pareillement que les églises parochiales estans es citez ou villes murées, ne puissent être conférées sinon aux personnes qualifiées comme dessus. »

Rubrice 5°. « Nous statuons et ordonnons qu'au royaume, Dauphiné et comtés susdicts, toutes les causes, exceptées les plus grandes exprimées en droict, devront être terminées et finies par devant les juges des dicts pays qui de droict, coustume, prescription ou privilège ont congnoissance d'icelles. »

La *rubrice* 6° restreint les cas d'appellation en cour de Rome.

Rubrice 9°. La défense de fréquenter les excommuniés est restreinte aux seuls excommuniés notoires. — *Rubrice* 10°. Les interdits ne pourront être prononcés que pour la faute des

cités, villes ou autres lieux et de leurs seigneurs, ou pour une personne privée publiquement dénoncée sans que les dépositaires de l'autorité l'ait obligée à s'éloigner : si elle part, l'interdit cesse et n'a pas besoin d'être levé.

Rubrice 12e. Le pape fera approuver la convention par le concile de Latran, et le roi la fera lire tous les ans, comme les autres constitutions et ordonnances royales, suivant l'usage observé en France. « Voulons que ledict accord aye *force et vertu de vray contrat et obligatoire* entre nous et le dict siège Apostolique d'une part, et le dit roy et son royaume d'autre : sans ce que par nous, nos successeurs ou le siège sus dict y puisse être aucunement dérogé par quelconques lettres et graces esmanées ou à esmaner. »

On sait que, présentement, plusieurs soutiennent que les concordats ne sauraient avoir force de contrats et ne sont qu'une grâce octroyée pouvant être retirée en tout temps (Voy. *infr.*, 4e part., n° 340). Le dernier passage du concordat de François 1er, est un document pour la question.

5. En 1516, concordat entre les évêques portugais et le roi Emmanuel, approuvé et confirmé par Léon X, pour la répartition d'une taxe ecclésiastique.

6. En 1630, convention entre Urbain VIII et l'empereur Ferdinand II pour la Bohême. Des revenus sont assignés à l'Église sur les produits des salines; ils seront réputés biens ecclésiastiques et jouiront de l'immunité ; l'Église exercera tous ses droits et actions sur les biens ecclésiastiques aliénés depuis Rodolphe II, ou livrés en gage depuis et avant Rodolphe II, à la condition, pour les uns et les autres, qu'il n'en résulte aux mains des possesseurs actuels contre le fisc ou contre les rois de Bohême aucun droit relatif à l'éviction et à la garantie d'éviction.

Le budget ecclésiastique de la Bohême était établi, pour une notable partie, sur les mines de sel. Une étude intéressante, que nous ne pouvons pas aborder présentement, et qui ne serait pas sans difficultés, serait celle du budget de l'Église durant les siècles passés. Ce serait quelque chose d'analogue au *Liber Censuum* de Honorius III (Voy. *supr.*, n° 288).

7. En 1727, concordat ou convention entre Benoît XIII et Victor-Amédée, en cinq articles. Le roi nommera les économes chargés de percevoir, pendant la vacance, les revenus des évê-

chés et abbayes désignés dans l'indult de Nicolas V (1), mais les fruits naturels venant à maturité seront régis par la coutume. Pour les autres évêchés et abbayes, on aura égard à la coutume seule. L'art. 5 est provisoire ; il réserve à un examen ultérieur le droit de nomination que le roi pourrait avoir à des évêchés dénommés, *pro ecclesiis cathedralibus Casalencis Aquiensis et Alexandriæ*.

8. En 1731, concordat entre Clément XII et Philippe V, roi d'Espagne, comprenant vingt-trois articles. Sa Majesté catholique consent l'abrogation de ses décrets et des ordonnances ministérielles et rendra aux fidèles la communication avec le Saint-Siège, particulièrement dans les causes matrimoniales ; le Nonce et la Nonciature reprendront tous leurs privilèges anciens. Sa sainteté intimera aux évêques de ne pas étendre l'immunité des églises au cas de meurtre ou de mutilation de membre, au cas de lèse-majesté ou de complot contre les droits du roi et *son domaine*, ni aux églises où la messe est célébrée seulement à de rares intervalles et qui ne sont pas desservies régulièrement. Sa Sainteté adressera une encyclique pour interdire la fondation de bénéfices annuels : tout bénéfice sera érigé à perpétuité. Sa Sainteté accorde la levée d'un tribut ecclésiastique pour cinq ans, mais *se réserve d'examiner s'il y a véritable nécessité pour le trésor du royaume*, et cette concession ne pourra constituer un précédent. A partir de la signature du concordat, tous les biens ecclésiastiques seront exempts des charges et tributs que paient les laïques. Les censures ne doivent pas être employées comme moyen subsidiaire du gouvernement ecclésiastique ; on n'y aura recours que contre les rebelles endurcis. Le souverain pontife donnera des pouvoirs aux métropolitains pour la visite des monastères relevant du Saint-Siège. Les appels en Cour de Rome n'auront lieu que pour les causes graves. Le concours sera maintenu pour les paroisses. Il sera dressé un état exact de tous les revenus des bénéfices et prébendes, en vue des taxes ecclésiastiques. Le Nonce étant en

(1) L'indult de Nicolas V, contenu dans la bulle *Etsi ex paterhæ* du 10 janv. 1451, est compté parmi les concordats par plusieurs auteurs, notamment, par Scavini, qui lui donne le nom de premier concordat de la Savoie, *Jur. can. instit.*, Novare 1852, p. 33. Il ordonne que nulle dignité, métropolitaine, épiscopale, abbatiale, ne pourra être conférée dans toute l'étendue de la Savoie sans le consentement et l'assentiment du prince ; que toute dignité ou bénéfice réservés à la nomination du souverain pontife par une disposition particulière ne pourront être conférés qu'à des sujets du prince, ou, si des étrangers étaient nommés, il faudrait qu'ils fussent agréés et acceptés.

possession de concéder les bénéfices jusqu'à 24 ducats, et divers litiges ayant été soulevés sur la valeur des bénéfices, il sera procédé à une enquête sur la valeur, avant toute collation et jusqu'à l'achèvement de l'état exact dont il vient d'être parlé. Le Nonce ayant en Espagne un tribunal propre, avec pouvoir de déléguer des juges, ne pourra désigner les juges synodaux, ni les dignitaires des églises cathédrales. Les frais alloués devant le tribunal de la Nonciature ne dépasseront pas ceux des tribunaux du roi. Tous les droits de patronage seront soumis à l'examen de commissaires nommés par le Saint-Siège et par le roi, et, provisoirement, les droits des patrons seront suspendus.

Ce concordat est remarquable en plusieurs points, soit parce qu'il restreint les immunités, les appels, les censures, le droit de visite des monastères, soit parce qu'il abroge des décrets souverains. Mais il contient, en outre, une particularité, celle de l'organisation de la Nonciature avec des privilèges étendus, une juridiction, un tribunal.

9. En 1736, convention signée par le roi de Pologne, Auguste, et le cardinal Paulus, au nom du Saint-Siège, avec confirmation par Clément XIII. L'élection des abbés et supérieurs des réguliers sera soustraite à toute intervention du roi. Les abbés commendataires nommés par le roi n'auront aucune juridiction sur les religieux, soit au spirituel, soit au temporel. Les monastères d'une même congrégation dépendront uniquement de leur supérieur général. Il sera établi une masse de tous les revenus des abbayes : un tiers sera nécessairement affecté aux besoins des moines, un autre tiers aux réparations et entretien de l'église et du couvent. Cette répartition des revenus étant déterminée par le Nonce, les représentants du roi et de la république de Pologne, le roi ne pourra opposer aucun motif pour que, dans les monastères à commendes, sa Sainteté établisse le mode de gouvernement intérieur et uniforme qu'elle jugera convenir.

10. En 1741, concordat entre Benoît XIV et Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne. Les économes nommés par le roi, voy. *supr.*, concordat de 1727, pour les revenus des évêchés et des abbayes pendant la vacance seront des ecclésiastiques. Pour ce qui concerne les bénéfices vacants près du Saint-Siège et pour la réserve des pensions sur les évêchés et les abbayes, sa Sainteté traitera le roi comme les princes souverains qui jouissent d'un indult.

Cette clause de style qui traite une nation comme la plus favorisée est peu commune dans les actes du Saint-Siège, et d'autant plus remarquable.

11. En 1741, concordat entre Benoît XIV et Charles III, roi des Deux-Siciles, comprenant une première partie générale, en 57 articles, et 7 chapitres à la suite, en tout 110 articles. Il sera dressé, par ordre du roi, un état exact de tous les revenus des ecclésiastiques séculiers et réguliers, d'après lequel le clergé paiera, toute charge des biens déduite, la moitié de ce que paient à l'Etat les laïques. Cette taxe sera payée même par les Jésuites, les chevaliers de Malte, les abbés à commende, les cardinaux. Des députés du clergé séculier et du clergé régulier, concourront à la répartition des charges publiques, et quand les administrateurs annuels rendront leurs comptes devant les députés de chaque commune, un député ecclésiastique sera présent. Les immunités de taxes ou de tribut, les franchises sont déterminées dans les art. 10 à 22. Nul privilège de franchise ne peut être vendu ou cédé ; les diacres, les simples clercs, les femmes consacrées à Dieu n'en jouissent pas, mais ils sont acquis aux prêtres grecs, aussi bien qu'aux latins.

Le droit d'asile ne peut protéger les incendiaires, les coupables de rapt, ceux qui préparent et vendent le poison ou qui en font usage, les brigands de grand chemin, les criminels de lèse-majesté, les faussaires, ceux qui se font passer pour inquisiteurs ou officiers de justice et pénètrent dans les maisons pour voler ou déshonorer les femmes. Toute preuve de ces crimes au degré suffisant devant les tribunaux pour autoriser la torture suffit pour que l'évêque refuse l'asile au prévenu. Les art. 48 et suivants énumèrent les lieux pies auxquels n'est pas attaché le droit d'asile, comme les églises en ruines ne servant plus au culte, etc.

Les évêques et les ecclésiastiques qui possèdent la juridiction ordinaire ont le droit d'entretenir des hommes d'armes, et, dans l'exercice de leur office, ceux-ci seront porteurs des armes prohibées pour tous autres. La justice épiscopale jugera, à l'exclusion des juges laïques, la polygamie, les causes matrimoniales, bénéficiales, le sacrilège, l'usure. En matière de presse, nul livre imprimé à l'étranger ne sera introduit dans le royaume sans être soumis à l'archevêque de Naples, pour être livré à l'examen des théologiens.

Pour l'exécution du concordat, un tribunal mixte est institué

qui jugera toutes les causes et se réunira chaque semaine. Deux juges seront nommés par le roi, deux autres par le pape directement : un cinquième sera choisi par le souverain pontife entre trois candidats désignés par le roi. Le tribunal choisira lui-même ses subalternes, ses agents, mais il aura des agents ou hommes d'armes pour les laïques et d'autres pour les ecclésiastiques ; il aura ses prisons laïques et ses prisons ecclésiastiques. Ce tribunal n'est pas sans analogie avec le tribunal de la Nonciature d'Espagne, Voy., *supr.*, ann. 1731.

Le tribunal mixte était une manière d'organiser l'*exécution* du concordat par un accord commun. En France, au lieu du tribunal mixte, nous avons eu les Articles Organiques.

12. En 1742, concordat entre Benoît XIV et Charles-Emmanuel III, roi de Sardaigne. Tout vicaire général de l'évêque devra être personne agréable à Sa Majesté. En matière de bénéfice et de dîme, la justice laïque peut procéder cumulativement avec le juge ecclésiastique, non exclusivement. L'évêque jouit de toute liberté pour la visite du diocèse, et aussi pour la visite *ad limina Apostolorum*. L'évêque, pour les actes de la curie, peut faire choix de notaires qui ne soient pas les notaires royaux. Les procureurs et avocats laïques du sénat peuvent exercer devant la justice ecclésiastique, sans avoir besoin d'aucune licence. Les évêques jugeront selon les canons et les Constitutions Apostoliques, sans appel de leur jugement, lors même que la sentence devrait produire ses effets en dehors des États de Sa Majesté. Il n'y aura pas d'appel devant les officialités métropolitaines.

13. En 1750, concordat entre Benoît XIV et Charles-Emmanuel III, roi de Sardaigne. Une taxe unique en faveur de la Chambre Apostolique remplacera les différents droits antérieurs du Saint-Siège, lors de la vacance des évêchés et bénéfices.

14. En 1753, convention entre Benoît XIV et Ferdinand VI, roi d'Espagne. Sa Sainteté réserve pour elle-même et ses successeurs la nomination à 52 bénéfices dénommés, fussent-ils de patronage royal. Sauf cette réserve, le roi aura le droit de nommer et présenter, à perpétuité, pour toutes les églises métropolitaines, cathédrales et collégiales du royaume, pour les dignités majeures et principales dans les cathédrales, pour les canonicats, prébendes, abbayes, prieurés, commendes, paroisses, personnats, offices et bénéfices, séculiers ou réguliers, avec ou sans charge d'âmes, fondés ou à fonder. L'institution

canonique sera conférée par les Ordinaires. Sa Majesté n'acquerra, par le fait de la nomination ou de la présentation, aucune juridiction ecclésiastique sur les personnes ou sur les églises. En outre, diverses sommes, dont le chiffre est fixé, seront payées en dédommagement des droits du Saint-Siège.

15. En 1757, concordat entre Benoît XIV et l'impératrice Marie-Thérèse, pour le duché de Milan. Les biens ecclésiastiques acquis après l'année 1575 seront soumis aux charges des biens laïques, à moins qu'ils n'aient été substitués légitimement à d'autres biens ecclésiastiques. Tous biens exempts d'impôt jouiront de cette exemption pour la partie de la taxe qui atteint le maître, et non pour celle qui frappe le colon, à moins que le revenu ne soit inférieur à 24 écus. Sont aussi exempts, les colons des hôpitaux de l'État.

16. En 1770, convention entre Benoît XIV et Charles Emmanuel III, roi de Sardaigne. Art. 1 : Les évêques et les recteurs des églises feront éloigner de ces édifices les constructions en bois. Cinq articles qui suivent sont relatifs au droit d'asile. Ne peuvent jouir du droit d'asile ceux qui recrutent au nom du roi des jeunes gens qu'ils livrent au service militaire des princes étrangers, etc.

17. En 1778, concordat entre Pie VI et la reine Marie de Portugal. Cinq articles. Le souverain aura le droit de nomination aux bénéfices ecclésiastiques, excepté cependant les dignités majeures dans les cathédrales et les collégiales, qui demeurent réservées au Saint-Siège, comme par le passé. Les sujets nommés par le roi se pourvoiront pour l'obtention des Lettres Apostoliques.

18. En 1784, convention entre Pie VI et Joseph II empereur, pour les duchés de Milan et de Mantoue. Le pape concède, dans les duchés, la nomination aux dignités ecclésiastiques, canonicats, cures, bénéfices simples, etc., mais en observant, pour les bénéfices qui requièrent le concours, les dispositions du concile de Trente.

Cette réserve de la collation à la suite du concours se trouve déjà dans le concordat espagnol de 1753, mais plus explicite : le roi présentera à l'Ordinaire (l'évêque) celui des trois approuvés, *ex tribus approbatis*, qu'il aura choisi.

19. En 1801, le 10 septembre, concordat entre Pie VII et Napoléon Bonaparte, premier consul. Voy. *infr.*, 4e part.

20. En 1803, concordat entre Pie VII et Napoléon Bonaparte pour la république italienne. Ce concordat doit être rapproché

du précédent : Il est l'expression de la même pensée, mais avec des nuances différentes. Il est trop peu connu et cité. — Art. 1. La religion catholique, apostolique et romaine continue d'être la religion de la République. Dans notre concordat de 1801, il est dit seulement qu'elle sera librement exercée et que son culte sera public, et l'on a ajouté ces paroles que la Cour de Rome repoussait, qui furent l'objet d'assez longues négociations : « en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. » — Art. 3. Sa Sainteté consent à des suppressions de sièges épiscopaux et d'abbayes, mais il sera donné une juste compensation aux prélats et abbés. — Art. 8. La liberté de communication des évêques avec le Saint-Siège est formulée expressément. — Art. 9. Il en est de même pour la liberté des ordinations, aux divers titres canoniques. — Art. 10. Les menses épiscopales, les séminaires, les fabriques, les paroisses, auront une dotation. — Art. 11. L'enseignement, la discipline, l'éducation dans les séminaires épiscopaux appartiendront aux évêques. — Art. 12. Les fondations charitables seront régies par des administrateurs nommés pour une partie par l'évêque et pour l'autre par le président de la République. — Art. 13. Les évêques feront la nomination aux cures ; mais le concours est conservé. — Art. 14. L'évêque pourra infliger aux ecclésiastiques les peines canoniques ; il pourra aussi les renfermer dans les séminaires et dans les maisons conventuelles. — Art. 17. Est défendu tout ce qui, par paroles ou faits, par des écrits quelconques, porte atteinte aux mœurs, à la religion ou au respect dû à ses ministres. — Art. 18. Les clercs sont exempts du service militaire.

Ce concordat n'a point d'Articles Organiques.

21. En 1813, concordat dit de Fontainebleau entre Pie VII et l'empereur Napoléon, en onze articles, suivi du décret impérial Organique du 25 mars. Ce concordat n'a pas été exécuté. Voici dans quels termes en parle de Champeaux, *Recueil général du droit civ. eccl.*, t. II, p. 454 : « Le concordat de Fontainebleau se réfère à l'ordre que Napoléon aspirait à établir dans l'Église pour que l'institution canonique ne pût manquer et ne dépendît que de la capacité des sujets promus à l'épiscopat. *Tel avait été l'objet du concile de* 1811, et l'on peut remarquer que le concordat reproduit presque textuellement les termes du décret de ce concile. On sait que Pie VII n'était point libre lorsqu'il signa cet acte important, qui enlevait à la papauté une de ses plus belles prérogatives. Aussi, trois jours après, le souverain pontife

révoqua sa signature. Napoléon n'en persista pas moins à vouloir le faire considérer comme obligatoire; c'est à cet effet qu'il publia un décret le 25 mars suivant. Mais ses efforts furent inutiles et le concordat n'a jamais reçu d'exécution. »

22. En 1817, concordat entre Pie VII et Maximilien Joseph, roi de Bavière, en quinze articles. La religion catholique conserve en Bavière tous ses droits et prérogatives. Une nouvelle organisation des diocèses est l'objet de l'art. 2. L'art. 3 règle le nombre et les prérogatives des dignitaires dans les églises cathédrales. Art. 4, la mense épiscopale pourra posséder des biens-fonds, elle sera administrée librement; il en sera de même pour les biens des chapîtres. Les diocèses auront des séminaires relevant uniquement des évêques pour l'enseignement, comme pour tout le reste. Il sera établi des retraites pour le clergé. Les maisons religieuses de l'un et de l'autre sexe, destinées à l'enseignement ou au soin des malades, seront dotées d'après un accord avec le Saint-Siège. Les églises auront le droit d'acquérir : les biens des séminaires, des paroisses, des fondations pieuses seront inaliénables. Le roi nommera aux évéchés; il partagera avec le pape et le chapître la nomination aux dignités des églises cathédrales, selon le mois dans lequel se produira la vacance. Le roi et les autres patrons existant dans le royaume conserveront leur droit de patronage. Les évêques feront serment de fidélité. Le roi empêchera la diffusion des livres, soit imprimés dans ses États, soit introduits du dehors, que les évêques condamneront. Le roi prohibera tout outrage envers la religion et ses ministres, soit par faits, par paroles ou par écrits. Les évêques exerceront librement leur ministère; ils jugeront les causes ecclésiastiques, principalement les causes matrimoniales et celles des clercs, excepté pour ceux-ci les causes purement civiles dans lesquelles ils sont intéressés, *exceptis causis mere civilibus clericorum.*

23. En 1817, concordat entre Pie VII et Louis XVIII, roi de France, en quatorze articles. Ce concordat n'a pas été exécuté. Il rétablissait dans son premier article le concordat de François Ier, en stipulant, dans son article 12, qu'il ne résulterait pas de là le rétablissement des abbayes, prieurés et bénéfices. Ce concordat était accompagné d'un projet de loi pour l'exécution, qui ne fut pas voté par les Chambres. Ce projet de loi, ou ces *Articles organiques dus à la Restauration* maintenaient l'appel comme d'abus, le *placet* ou l'*exequatur*, et cette clause de *Gallicanisme constitutionnel* assez étrange : « Art. 6. Ceux de ces

actes (Bulles, brefs, décrets de la Cour de Rome) *concernant l'Eglise universelle*, ou l'intérêt général de l'État ou de l'Église de France, leurs lois, leur administration, *leur doctrine*, et qui nécessiteraient, ou desquels *on pourrait induire* quelques modifications dans la législation existante, ne pourront être reçus, imprimés, publiés et mis à exécution en France qu'après avoir été *dûment vérifiés par les deux Chambres* sur la proposition du roi. » En ce qui concerne les Bulles pour la publication du concordat nouveau, les clauses et formules contraires aux libertés, franchises et maximes de l'Église Gallicane n'en sont point approuvées, et elles ne pourront préjudicier au droit public des Français garanti par la Charte constitutionnelle, ni même aux *lois concernant l'administration des cultes non catholiques*.

24. En 1817, convention entre Pie VII et Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne. La circonscription des diocèses est remaniée. Le roi nommera aux évêchés. L'année 1803 est l'année normale à laquelle on se reportera pour les biens appartenant aux séminaires, aux chapîtres, aux menses épiscopales. L'habitation épiscopale sera celle qui servait à cet usage en 1803. Le droit de patronage sera celui qui existait en 1803.

25. En 1818, convention entre Pie VII et Ferdinand, roi des Deux-Siciles. La religion catholique est la seule religion du royaume. Les Universités, collèges et écoles conformeront leur enseignement à sa doctrine. Il sera établi en deçà du Phare une nouvelle circonscription diocésaine. Chaque diocèse aura son chapître et son séminaire, dont la dotation, si elle est insuffisante, sera augmentée et consistera en biens immeubles. Lorsque la dotation de la paroisse sera insuffisante, la charge incombera à la cité. La liste des abbayes de patronage royal sera révisée par sa Sainteté. La première dignité des chapîtres sera à la nomination du pape. Les évêques nommeront aux paroisses, en observant la loi du concours. Tous les biens ecclésiastiques incorporés au domaine et non aliénés seront restitués. Les religieux qui ont obtenu la sécularisation par bref pontifical jouiront d'une pension, jusqu'à ce qu'ils puissent obtenir un bénéfice dont ils tireront leur subsistance. L'Église pourra acquérir. Les ecclésiastiques ne seront pas exonérés des charges publiques, mais on cessera de leur imposer des taxes spéciales plus élevées. Sa Sainteté se réserve à perpétuité une pension annuelle de 12,000 écus sur les évêchés et abbayes. Les évêques seront libres dans leur ministère : ils pourront juger les clercs et les renfermer dans les séminaires ou les maisons religieuses.

L'appel au Saint-Siège sera libre. Le gouvernement interdira les livres signalés par les évêques comme contraires à la foi ou aux mœurs. Le roi aura la nomination. Ils feront le serment de fidélité (2).

26. En 1821, convention entre Pie VII et Frédéric-Guillaume, roi de Prusse. En vertu des pleins pouvoirs Apostoliques, les sièges archiépiscopaux et épiscopaux, dont la liste est jointe au document, sont supprimés, modifiés et érigés à nouveau. Toute cité épiscopale possèdera un séminaire conformément aux prescriptions du concile de Trente, libre de toute charge, et possédant une propriété établie par des actes valables en la forme dans le royaume. Le pape nommera le prévôt, dont la dignité est la première après la dignité pontificale, et les chanoines, dans les mois que lui réserve le droit ; l'évêque nommera dans les autres mois. Nul n'obtiendra les dignités ecclésiastiques s'il n'a exercé le ministère des âmes, s'il n'est professeur de théologie ou de droit canon, ou s'il n'est docteur, ou enfin s'il n'a été employé par l'évêque dans l'administration diocésaine.

27. En 1821, convention entre Pie VII et les princes de la province ecclésiastique du Haut-Rhin. Une nouvelle circonscription des diocèses sera faite. Suit la désignation avec attribution des revenus, etc. Chaque diocèse aura un séminaire, conformément à la discipline du concile de Trente.

28. En 1824, convention entre Léon XII et Georges IV, roi de Hanovre. Circonscription des diocèses et assignation des revenus.

29. En 1827, convention entre Léon XII et le roi Guillaume Ier, pour la Belgique. Le concordat français de 1801, qui régit les provinces belges méridionales, sera appliqué également dans les provinces du Nord. Une dotation suffisante sera attribuée aux sièges épiscopaux, aux chapîtres et aux séminaires. Les évêques feront serment de fidélité. Sa Sainteté se réserve le droit de nommer des évêques auxiliaires ; ils recevront une dotation.

30. En 1827, convention entre Léon XII et les princes de la province ecclésiastique du Haut-Rhin. La communication avec le Saint-Siège sera libre. L'archevêque et les évêques exerceront librement leur juridiction dans les diocèses, etc.

31. En 1834, convention entre Grégoire XVI et Ferdinand II, roi des Deux-Siciles. Les ecclésiastiques et les religieux, lors-

(2) En 1819, un *arrangement* entre le gouvernement français et le Saint-Siège, pour tenir lieu, en partie, du concordat de 1817, ne figure pas parmi les concordats proprement dits.

qu'il y aura lieu, ne seront conduits à la prison qu'en voiture, couverts d'un manteau, et de nuit. Ils seront placés dans des lieux de détention distincts. Ils ne pourront être arrêtés dans les églises, et durant les offices ; le supérieur ecclésiastique sera toujours prévenu. Quand il y aura condamnation à la peine capitale, l'évêque ne procédera point à la dégradation avant que toutes les pièces du procès lui aient été remises, et s'il trouve quelque motif pour référer au roi, il sera institué une commission de trois évêques désignés par le Saint-Siège et six autres nommés par le roi avec deux laïques pour assesseurs : le jugement sera sans appel.

32. En 1836, convention entre Grégoire XVI et Charles-Albert, roi de Sardaigne. Les livres paroissiaux de naissances, mariages et décès seront uniformes dans tout le royaume ; ils seront vidimés par l'Ordinaire et par le président du tribunal. Tout acte sera signé par le curé, les parties, les témoins. Il n'est pas innové pour les mariages de conscience, que l'évêque *peut* faire inscrire sur les registres. Les enfants exposés seront inscrits et baptisés. Les mariages contractés à l'étranger seront transcrits de même que les naissances à l'étranger ou à bord des navires. Nulle inhumation n'aura lieu qu'après 24 heures, ou, en cas de mort subite, après 48 heures. Les supérieurs des religieux dresseront les actes de décès des frères sur un registre conforme aux registres de paroisse.

33. En 1841, convention entre Grégoire XVI et Charles-Albert, roi de Sardaigne. Eu égard aux circontances, le Saint-Siège ne s'oppose pas à ce que les magistrats laïques puissent juger les ecclésiastiques pour les faits qualifiés crimes par les lois du royaume. Pour toute contravention ou pour le délit de péculat, le tribunal ne pourra condamner les ecclésiastiques au delà de l'amende, sans aucune peine corporelle. Les autres articles sont conformes à ceux du concordat de 1834 avec Ferdinand II, Voy. *supr.*

34. En 1845, convention entre Grégoire XVI et le président du grand conseil de Saint-Gall (Suisse). Les évêchés de Saint-Gall et de Coire sont de nouveau réunis. L'évêque fera serment de fidélité. Il lui sera alloué un revenu annuel de 4,000 florins du Rhin, au doyen du chapître 1,200 florins, à chacun des quatre chanoines mille florins. Pour les fonctions de doyen, l'évêque désignera trois candidats entre lesquels le conseil d'administration catholique fera un choix. L'élu recevra de l'évêque l'institution canonique avant toute prise de possession.

35. En 1847, convention entre Pie IX et Nicolas Ier, empereur de Russie. Il est établi sept diocèses catholiques romains dans toute l'étendue de l'empire. Jusqu'à la nomination d'un évêque arménien, il sera pourvu aux besoins spirituels des Arméniens d'après les règles du concile de Latran de 1215, cap. 9. Des élèves du sacerdoce seront formés dans les séminaires, aux frais du gouvernement, et instruits dans leur rite propre. L'évêque arménien pourvoira aux besoins des fidèles *par des prêtres missionnaires*, et le gouvernement allouera, outre la subsistance, les frais de voyages et déplacement, art. 3. (Cet article, *qui remplace le ministère paroissial sédentaire par un autre tout différent*, est très remarquable.) La nomination des évêques, tant en Russie qu'en Pologne, sera chaque fois l'objet d'une entente spéciale entre le Saint-Siège et l'empereur. Les églises catholiques peuvent être réparées librement avec l'argent des paroisses ou des particuliers ; en cas d'insuffisance, le gouvernement subviendra. Le programme des études des séminaires sera arrêté par l'évêque, celui de l'Académie par l'archevêque, et le nombre des élèves de chaque diocèse qui pourront étudier à l'Académie sera déterminé. Là où le droit de patronage n'existe pas ou s'est trouvé interrompu, les prescriptions du concile de Trente sur le concours seront observées dans la nomination pour les paroisses. L'évêque choisira le supérieur et les professeurs du séminaire, mais il s'assurera que, dans leur vie civile, ils ne sont pas improuvés par le gouvernement. Le consistoire diocésain constitue les juges des ecclésiastiques et des paroisses ; il envoie les encycliques et tous écrits qui ne sont pas de l'administration diocésaine. Il est formé par des ecclésiastiques qui ne peuvent être désagréables au gouvernement. Les affaires examinées par le consistoire sont décidées par l'évêque, qui n'est pas tenu de faire connaître ses motifs d'avis différent, et qui juge seul les cas de conscience, de for interne, ou les faits disciplinaires pouvant entraîner une peine légère, *sub levibus pœnis*. Toutes les fois qu'il y a destitution ou détention, la peine ne peut être réputée légère. Généralement, le consistoire doit connaître d'abord tout ce qui touche à la discipline et toutes affaires concernant la construction ou la réparation des édifices religieux.

36. En 1851, convention entre Pie IX et Léopold II, grand duc d'Étrurie. L'autorité ecclésiastique est libre dans son ministère. Le pouvoir laïque protège le culte, la religion, l'autorité épiscopale. Toutes publications des évêques sont libres ; mais

les évêques exercent la censure préventive sur les livres qui traitent de la religion, et ils peuvent interdire les autres s'ils sont contraires à la foi ou aux mœurs. La prédication est libre. Sa Sainteté consent à ce que les *causes civiles* des ecclésiastiques, des églises et des lieux pies soient portées devant les tribunaux laïques; les causes spirituelles demeureront aux mains du juge ecclésiastique. Les causes criminelles des ecclésiastiques seront jugées par le juge civil; mais en cas d'arrestation et de détention, ils seront mis dans des lieux séparés, et l'évêque sera avisé. Les biens ecclésiastiques seront administrés par les évêques, les curés, les bénéficiers, en se conformant aux règles canoniques.

37. En 1851, convention entre Pie IX et Isabelle II, reine d'Espagne. La religion catholique est la seule religion de l'Espagne; elle conserve ses privilèges selon la loi de Dieu et le droit canon. L'instruction, dans les universités, collèges, séminaires, écoles publiques et privées, sera conforme à la doctrine catholique; les évêques en auront la surveillance. Tous les magistrats du royaume auront le plus grand respect pour les évêques; Sa Majesté et son gouvernement leur viendront puissamment en aide, surtout pour empêcher l'impression, l'introduction et la circulation des mauvais livres. Une nouvelle circonscription des diocèses est faite, dont la description est indiquée : toutes les juridictions privilégiées et exemptes cessent entièrement. Le commissaire général de la croisade conserve néanmoins les pouvoirs de délégation dont il est en possession en vertu de Lettres Apostoliques, et les évêques seront administrateurs, chacun dans son diocèse, des revenus de la croisade. Les biens ecclésiastiques seront rendus; des dotations seront accordées aux sièges épiscopaux et au clergé. Des maisons religieuses seront établies, mais nul ne sera admis à y faire profession, s'il n'est justifié d'abord des moyens d'existence.

38. En 1853, concordat entre Pie IX et le président de la République de Costa-Rica. La religion catholique est la religion de l'État. Mêmes clauses sur l'instruction publique et la prohibition des livres, que dans le précédent. L'évêque, le chapître, le séminaire, le culte divin, seront dotés, et cette dotation remplacera la dîme. Les curés continueront à percevoir les droits d'étole. Le président nommera l'évêque, l'institution canonique étant révervée au pape. Il nommera aux dignités, sauf la première du chapître, qui appartiendra au pape, et celle du

théologal et du pénitentier conférées par le concours. La nomination pour les paroisses sera faite d'après les prescriptions du concile de Trente, c'est-à-dire moyennant le concours. Des maisons religieuses de l'un et de l'autre sexe pourront être fondées. Le gouvernement fournira des subsides pour la propagation de la foi et la conversion des infidèles sur son territoire, au moyen des missions.

39. En 1853, concordat entre Pie IX et le président de la République de Guatemala. La religion catholique est la religion de la République. Mêmes clauses que ci-dessus pour l'enseignement et les livres prohibés. Le paiement des dîmes demeure obligatoire. Une commission permanente administrera les revenus et les appliquera aux édifices sacrés, aux aumônes, aux usages pieux. Si la dîme venait à être supprimée et remplacée par d'autres voies et moyens, ce ne sera qu'avec l'assentiment du Siège Apostolique. Le président fera les propositions pour les évêchés et l'institution canonique sera donnée par le pape. Le président nommera aux dignités du chapître, sauf la première, le pénitencier et le théologal. Sa Sainteté pourra user de son droit d'ériger de nouveaux diocèses, avec chapîtres et séminaires, et le gouvernement en fera la dotation. Les causes criminelles des ecclésiastiques seront jugées par les tribunaux laïques ; mais en seconde et dernière instance, deux ecclésiastiques siègeront parmi les juges, et ces jugements ne seront pas publics. Sa Sainteté consent à ce que les biens ecclésiastiques paient l'impôt. Les possesseurs des biens vendus du clergé ne seront pas inquiétés.

40. En 1855, concordat entre Pie IX et François-Joseph, empereur d'Autriche. La religion catholique est la religion de l'Autriche : les évêques y jouissent de la libre communication avec le Saint-Siège et de la liberté du gouvernement ecclésiastique, conformément aux canons. Ils peuvent convoquer des synodes. Ils dirigent l'éducation publique de la jeunesse et arrêtent la liste des livres d'enseignement scolaire. Les inspecteurs seront nommés par Sa Majesté, sur la proposition de l'évêque. Toutes les causes ecclésiastiques demeurent soumises à l'évêque. L'immunité des églises sera conservée, autant qu'elle sera compatible avec la sécurité publique. Sa Sainteté garde le droit d'ériger de nouveaux diocèses. L'empereur nomme les évêques, par indult; mais il prendra l'avis des évêques de la province ecclésiastique. Il nomme aux dignités des chapîtres, sauf la première, le pénitencier et le théologal.

Les évêques peuvent disposer par testament ; mais leurs livres et les ornements sacrés appartiennent au successeur. Une dotation est accordée aux cures des rites orientaux, aussi bien qu'à celles du rite latin. Ces dotations remplacent les dîmes, qui sont maintenues toutefois, là où elles existent encore. Les religieux dépendent de leurs supérieurs généraux. Le fonds de religion et des études est administré en Hongrie par une commission et partout ailleurs il est sous l'inspection des évêques.

41. En 1857, convention entre Pie IX et Pierre V, roi de Portugal. Le droit de patronage de la couronne est conservé dans les Indes. Une nouvelle division ecclésiastique est établie d'accord avec le Saint-Siège.

42. En 1857, convention entre Pie IX et le roi Guillaume de Wurtemberg. Tout évêque fera serment de fidélité au roi. La série des articles reproduit le concordat Autrichien.

43. En 1857, convention entre Pie IX et Frédéric, grand-duc de Bade. Reproduction, en grande partie, du concordat Autrichien. Article spécial, tous les biens des fabriques des églises seront administrés, dans chaque commune catholique, par un collège, dont le curé fera partie comme représentant du pouvoir épiscopal. Le comptable, choisi par le collège lui-même, sera approuvé par l'évêque et par le gouvernement. Les biens appartenant au service de la bienfaisance publique seront administrés par un collège dont une moitié des membres seront désignés par l'évêque et l'autre par le gouvernement ; ce collège élira son président ; le comptable sera nommé comme ci-dessus.

44. En 1859, convention entre Pie IX et Isabelle II, reine d'Espagne, relative aux biens ecclésiastiques dont l'aliénation ne sera pas continuée et aux biens des œuvres pieuses, pour lesquels un concordat spécial interviendra.

45. En 1860, concordat entre Pie IX et le président de la république de Haïti. Port-au-Prince est érigé en archevêché. Des évêchés seront créés ultérieurement, s'il en est besoin. Le président nommera les titulaires, qui feront serment de fidélité. Des chapîtres et des séminaires seront institués. Les nominations des curés seront faites conformément au concile de Trente.

46. En 1861, convention entre Pie IX et le président de la République de Honduras. Conforme au concordat de Guatemala, sauf le maintien de la perception des dîmes.

47. En 1862, convention entre Pie IX et le président de la République de l'Équateur. Conforme, pour une partie notable, aux concordats d'Autriche et d'Espagne. Aucun autre culte que le culte catholique, aucune société condamnée par l'Eglise, ne seront tolérés dans l'Equateur. Les appels de l'Ordinaire à la puissance laïque, recours de *fuerza*, sont abolis. La dîme sera perçue, mais un tiers sera acquis au gouvernement. En cas de vacance d'un siège épiscopal, l'archevêque recueille les suffrages et remet une liste de trois candidats parmi lesquels le président en présente un au Saint-Siège. De même, si l'archevêché est vacant. Si les évêques laissent passer six mois, le président désigne seul. Si celui-ci laisse écouler six autres mois, le pape nomme directement. Le président nomme aux dignités du chapître, sauf la première ; le pape garde le droit d'ériger des diocèses nouveaux ; le concours est exigé pour les cures.

48. En 1862, convention entre Pie IX et le président de la République de Vénézuéla. Conforme au concordat pour l'Espagne, dans sa généralité. La dîme est remplacée par une dotation ecclésiastique fournie par le Trésor.

49. En 1862, convention entre Pie IX et le Président de Nicaragua. Conforme au concordat pour l'Espagne.

50. En 1862, convention entre Pie IX et la République de San-Salvador. Conforme aux concordats d'Espagne, de l'Equateur et de l'Etrurie. Article spécial : Sa Sainteté accorde aux armées de la république les exemption et grâces qui sont connues sous le nom de privilèges des camps. Il en sera expédié des Lettres Apostoliques en bonne et due forme.

Les concordats établissent, en termes authentiques, la légalité des relations du sacerdoce avec l'autorité civile dans le monde catholique. Ils sont, pour chaque nation, le point de départ, non pas du droit canonique, auquel ils renvoient sans cesse, mais des rapports légaux, et nous dirions presque : des rapports constitutionnels.

Cette étude des concordats aurait besoin d'être éclairée par l'exposé de la situation au milieu de laquelle chacun d'eux intervient et par l'historique des négociations. Souvent, une expression particulière ou un membre de phrase a été l'objet d'un long examen contradictoire, avec référence aux hautes parties contractantes.

L'examen comparatif de ces documents ne serait pas sans

utilité. Il montrerait ce que Rome accorde peu à peu à l'esprit des gouvernements et aux faits nouveaux venant à se produire. Il permettrait de voir dans quel sens Rome cherche à établir l'uniformité, ce qu'elle désire faire prévaloir, en un mot, ses tendances, ses vues. Le sujet est plein d'intérêt

On verrait aussi Rome, suivant la méthode diplomatique adoptée entre les nations, cherchant à créer des *traités types* auxquels les autres viennent emprunter des séries d'articles.

En divers pays, il y aurait à rechercher quelles lois d'application le gouvernement civil a cru devoir adopter, en vue de la mise à exécution. Nous avons fait remarquer, en parlant du concordat de 1817, signé par Louis XVIII, comment la Restauration entendait formuler ses Articles Organiques, adaptés au régime politique constitutionnel.

Ces points indiqués à la suite d'une rapide analyse des concordats, nous nous bornons à les signaler.

§ 2. — La légalité des relations du sacerdoce résultant du modus vivendi.

Les concordats sont une légalité codifiée. Les lois positives des différents Etats statuant en matière civile-religieuse sont une autre légalité codifiée. Nous avons fait connaître l'une dans l'appendice qu'on vient de lire, et l'autre dans la 3e partie, sous le nom de chacun des peuples, divisés par nous en trois groupes, suivant les analogies de leur législation ou de leur situation religieuse.

Nous n'avons pas fait assez si nous ne parlons du *modus vivendi*. Mais, nous bornant à des analyses dans ce qui précède, à des points sommaires brièvement indiqués, nous nous restreindrons, dans le présent paragraphe, à un seul Etat choisi comme exemple et comme objet d'étude, la Russie.

La Russie a conclu avec le Saint-Siège un concordat qui date de 1847. A-t-elle pensé, comme on l'a entendu dans d'autres pays, par exemple, en Espagne, avoir réglé toute la situation religieuse catholique ? Non, mais elle a entendu déterminer les points sur lesquels un accord était intervenu, et elle a regardé l'accord sur ces points comme suffisant pour fonder une harmonie de fait, dont on pourrait se prévaloir de part et d'autre. Nous allons dire quelles sont les conséquences.

Puisqu'il y a harmonie reconnue, et que tel est le *modus vivendi*, le pape a donc pu se plaindre, et il n'y a pas manqué, non seulement pour la violation de tel point précis ou de tel autre du concordat, mais pour tout ce qui ne paraissait pas compatible avec des relations fondées sur l'harmonie. La Russie ne pouvait objecter que l'on serait en dehors du concordat en lui demandant satisfaction. Car, le concordat comprenait et comprend, outre ses points précis, *la relation d'harmonie*, qui va au delà du texte. En Espagne, il pourra y avoir lieu à une interprétation de tel article, de telle phrase du concordat. En Russie, ce que l'on interprète, s'il y a lieu, c'est la situation ou la relation d'un gouvernement qui a signé un concordat. C'est chose toute différente.

En Russie, le *modus vivendi* résultant du concordat aura plus d'extension que le concordat.

A son tour, le gouvernement russe sera fondé à se prévaloir du *modus vivendi*, c'est-à-dire de la relation officielle de bonne harmonie, en des points que le concordat n'aura pas prévus, et peut-être même pour l'inaccomplissement de faits que le concordat avait positivement ordonnés.

L'un des désirs les plus vifs du Saint-Siège était d'arriver par le concordat à la nomination des évêques, pour les besoins des catholiques. Les articles qui tiennent la première place dans la convention n'ont pas d'autre objet. Le diocèse de Cracovie restait, cependant sans pasteur. La commission impériale chargée d'un rapport sur l'exécution du concordat en donnait ces motifs :

« On ne peut présenter de candidat pour l'évêché de Cracovie, tant que le district de Cracovie, réuni en 1847 aux États de l'empereur d'Autriche, ne sera point sous le rapport spirituel définitivement séparé de la partie du diocèse comprise dans le royaume de Pologne, et dont la cathédrale est dans la ville de Kielce ; et, en même temps, le comité est de l'opinion qu'il convient de laisser le gouvernement d'Autriche prendre l'initiative sur ce sujet. »

Le concordat ordonnait de pourvoir sans retard. Le gouvernement russe se basait sur la relation de bonne harmonie pour *supposer* la concession du retard illimité, en attendant l'action diplomatique de l'Autriche.

A s'en tenir à la lettre du concordat, la hiérarchie épiscopale était rétablie en Pologne et comptait sept évêques. Or, la commission reconnaissait, dans un document officiel, que le

modus vivendi et les faits étaient différents : il n'existait qu'un seul évêque catholique dans la Pologne. La Russie n'entendait pas dénoncer la rupture de l'harmonie.

Nous choisissons à dessein les faits rapprochés de la date du concordat. Car, ils expliquent mieux que, même à l'époque où il est signé, existe à côté du pacte intervenu, un certain *modus vivendi* non conforme.

En effet, la même commission impériale dont nous venons de parler, reprenant divers points des relations religieuses catholiques, constate, après examen attentif, avoir trouvé que plusieurs questions non résolues dans le concordat peuvent être, sans délai, terminées d'une manière plus ou moins conforme aux vœux de la Cour de Rome; que, pour d'autres, elles peuvent être ajournées sans inconvénient; que pour d'autres encore, peu nombreuses d'ailleurs, *elles doivent rester sans solution*, car, dit-elle, « selon toutes les apparences ni notre gouvernement, ni la Cour de Rome ne peuvent consentir à faire aucune concession ». Ces paroles sont remarquables; elles montrent le concordat, d'une part, ensuite la matière concordataire toute prête à être réduite en articles arrêtés d'un commun accord, et enfin ce qui sera l'objet du seul *modus vivendi* entre les deux puissances, sans espoir d'aboutir à une rédaction concordataire, mais avec la confiance que la relation générale d'harmonie sera suffisante.

En regard de la relation d'harmonie, qui demeure, pour certains cas, le seul lien d'une puissance dotée d'un concordat, nous placerons un document se produisant une dizaine d'années après le concordat :

Communication faite le 4 (16) mars 1858 à l'administrateur du diocèse de Plotzk par le gouverneur.

« Par son rescrit du 18-30 juillet de l'année dernière, n° 5438, la commission du gouvernement a eu l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la décision par laquelle son Altesse le prince lieutenant-général du royaume, tout en recommandant au clergé de détourner le peuple, au moyen d'exhortations religieuses faites avec discernemeut, des habitudes d'ivrognerie, a défendu l'introduction des sociétés de tempérance, comme *n'étant pas autorisées* par les règlements en vigueur. Nonobstant cette défense des sociétés de tempérance ont été formées dans le diocèse de Plotzk, par les soins de divers ecclésiastiques. C'est pourquoi la commission du gouvernement, voulant se renseigner sur les lieux, a délégué un

de ses employés le sieur Remiszewski, afin qu'il vérifiât par lui-même le fait de l'introduction des sociétés susdites. Cet employé, homme intègre, ayant ouï les déclarations d'un grand nombre de personnes, tant ecclésiastiques que séculières, acquit la conviction qu'il existait dans le diocèse des soi-disantes confréries de tempérance, ensuite de quoi ayant dressé des procès-verbaux, il les transmit à la commission. En conséquence la commission du gouvernement a résolu de faire savoir à Votre Excellence qu'elle a infligé à certains d'entre vos subordonnés les punitions dont le détail suit :

« 1. L'abbé Nicodème Skladowski, prédicateur des Pères Récollets à Zuromin, qui a travaillé de toutes ses forces à la propagation des confréries de tempérance, sera transféré au couvent de Biéla, dans le diocèse de Podlachie. On recommandera au provincial des Récollets de lui infliger une punition exemplaire, pour avoir introduit clandestinement de l'étranger des petits livres non autorisés par le comité de la censure. Les sermons qu'il pourra prononcer à l'avenir seront, conformément aux prescriptions obligatoires, examinés préalablement par le père supérieur du couvent, sous la responsabilité personnelle de ce dernier. En outre, l'abbé Skladowski ne pourra plus être promu à aucune des charges supérieures de son ordre, jusqu'à ce que la commission du gouvernement ait prononcé qu'il s'est corrigé suffisamment.

2. L'abbé Olszewski, curé à Ostrow, payera 30 roubles d'argent pour frais d'instruction administrative, avec cette admonition qu'à l'avenir tout manquement de sa part sera puni bien plus sévèrement. — 3. L'abbé Gargilewicz, commendataire de l'église paroissiale de Zaremby, payera pour tous frais 40 roubles d'argent et sera transféré à un vicariat. — 4. L'abbé Oyrzanowski, vicaire à Obryte, perdra sa place de vicaire et sera envoyé pour deux ans au séminaire. — 5. L'abbé Ropelewski, curé à Obryte, payera pour tous frais 60 roubles d'argent et pourvoira pendant deux ans, à l'entretien de l'abbé Oyrzanowski au séminaire. — 6. L'abbé Vielgolawski, curé et doyen dans la ville de Makow, paiera 60 roubles, et perdra sa place de doyen. — 7. L'abbé Uscinski, curé à Zambsk, payera 30 roubles d'argent et sera puni, comme il convient, par ses supérieurs ecclésiastiques. — 8. L'abbé Kulpinski, commendataire à Przewodow et curé à Ziélona, payera 39 roubles et perdra sa commende. — 9. L'abbé Lubowidzki, curé à Zegrz, payera 30 roubles d'argent et 8 et demi copecks. — 10. L'abbé Nawrocski, vicaire à

Szrensk, sera envoyé au séminaire pour deux ans. Il pourvoira à sa subsistance par son travail personnel. — 11. Les vicaires Januszkowski, Tarnnlowski et Zclazowski seront tranférés à des vicariats d'un revenu moindre. — 12. Les supérieurs des Récollets de Zuromin et de Pultusk, ainsi que les vicaires de l'église collégiale de cette dernière ville seront sévèrement réprimandés. »

Il s'agit d'un fait reconnu bon en soi et conforme, quant à la substance, aux recommandations de l'autorité civile. Le fait rentre dans les attributions du zèle ecclésiastique. Le moyen employé ne paraît constituer aucune atteinte à la religion dominante ou à la liberté de la conscience individuelle. Mais *il n'est pas autorisé*. Et, dans un pays de concordat, qui a réorganisé la hiérarchie épiscopale, non seulement il y a amende prononcée, mais déposition du titre ecclésiastique par l'autorité civile, déclaration civile d'incapacité pour l'admission à des emplois ecclésiastiques plus élevés, ordre civil transmis de n'exercer que des charges ecclésiastiques subalternes. Ce n'est pas la rupture du concordat, (et ce n'en est pas l'exécution). Ce n'est pas une législation hostile venant à surgir et altérant la relation d'harmonie. Ce n'est pas une intolérance gouvernementale, suscitée par une influence occulte, soit d'une secte de libre pensée, soit autrement. Non ; mais c'est le *modus vivendi*, un peu dur sans doute, qui subsiste à côté du concordat et de la légalité civile.

La Russie, on peut le croire, n'a pas le monopole exclusif de ce que Domat appelle les lois *arbitraires* (Cf. *Les loix civiles*, *Traité des loix*, ch. XI. Paris, 1756, p. XVII). Les lois arbitraires se rencontrent, dit-il, dans le droit Romain, dans le droit Canonique, dans les Ordonnances de nos rois et dans les Coutumes. A la différence des lois *immuables* dont la justice est toujours la même pour tous les temps et pour tous les lieux, ces lois peuvent être changées, abolies, renversées, et « la justice de ces lois consiste dans l'utilité particulière qui se trouve à les établir, selon que les temps et les lieux peuvent y obliger ».

C'est une remarque de Domat que, « dans les guerres même il y a des lois ». La relation d'harmonie, avec ou sans les concordats, avec ou sans les traités, n'est jamais entièrement rompue parmi les hommes, car, « tout le genre humain compose une société universelle, divisée en diverses nations qui ont leurs gouvernements séparés ». C'est d'ailleurs une règle que « la justice de chaque loi est renfermée dans ses bornes, et aucune

ne s'étend à ce qui est autrement réglé par une autre loi. »

D'où il suit, à nos yeux, que le *modus vivendi* renferme une légalité distincte et *arbitraire*, dans le sens indiqué par Domat, concernant les relations du sacerdoce. Mais, le principe une fois établi, et laissant de côté la question de justice relative qui se trouve dans *les lois arbitraires*, ou celle qui y fait défaut, nous ne pouvons entrer dans l'examen des applications diverses du principe.

QUATRIÈME PARTIE

DROIT FRANÇAIS

INTRODUCTION

317. Les rapports actuels du sacerdoce catholique, en France, avec l'autorité civile ne sont pas, au point de vue de la légalité, ceux d'une parfaite harmonie, que rien ne trouble. Dans la pratique, cependant, les dissonances, si elles ne parviennent à s'effacer, sont assez atténuées pour que le calme persiste autour de nous. Les gouvernants ont le respect, quoi qu'on dise. Les masses ont le respect. Et, du côté du sacerdoce, la prudence du clergé paroissial, mêlé à la société, vivant au milieu de la société, n'attend pas le mot d'ordre : elle est un effet de la sagesse. Les simples fidèles, d'autre part, n'ont point, à l'heure actuelle, en France, de fanatisme qui réagisse. Mais les esprits sont plus séparés que ne le ferait supposer cet apaisement pratique : les esprits sont en lutte; les discours sont l'expression de la lutte. La presse périodique est pour quelque chose dans cette situation : elle en vit. Elle est, à la fois, symptôme et cause. Point de journalisme, même catholique, sans la polémique. Point de journalisme exclusif, borné à un seul point, qu'il choisit dans la multiplicité des affaires humaines, sans une polémique exclusive, se bornant à un seul point. Pas de polémique exclusive revenant quotidiennement sur un même sujet, devant les mêmes lecteurs, sans une excitation factice qui monte à la tête et prend le cerveau. Les esprits sont donc moins calmes que les mœurs privées, la légalité moins harmonique que les mœurs publiques, et, finalement, le malaise, non pas le malaise absolu, mais un certain malaise existe, on ne saurait le nier.

Nous ne nions donc pas ce malaise, qui n'est pas dû à une

cause unique, mais dont nous avons indiqué la plus apparente, ou plutôt celle qui excitera le moins de récriminations, afin de nous dispenser de remonter jusqu'aux faits à l'égard desquels elle existe comme symptôme, avant d'exister comme cause. Nous ne guérirons pas le malaise. Nous exposerons une légalité.

Cette légalité, il ne suffirait pas de l'exposer. Il la faudrait aborder et construire scientifiquement, en développant historiquement sa genèse, en groupant philosophiquement ses idées dans quelques théories de droit, d'où tout découle; en introduisant dans ces théories de droit l'analyse comparée, qui mettrait en présence les théories contraires pour en discuter la valeur, soit théorique, soit pratique. Il faudrait éclairer le droit par l'étude non seulement des mœurs, des opinions, des idées en circulation, mais par la statistique, l'économie politique et la *sociologie*, mot nouveau et bizarre qui, toutefois renferme un sens pour les contemporains.

L'opinion de Vouriot (1), dont l'autorité est fort grande sur les points de droit ecclésiastique traités par lui, est que l'élaboration de ce travail scientifique n'est pas encore commencée. « D'un côté, l'autorité civile n'a pu le faire, dit-il, parce que le sujet n'est pas de son domaine [c'est-à-dire, sans doute, qu'elle s'abstient le plus possible d'intervention, à raison de la nature délicate des questions], et de l'autre, NN. SS. les évêques ont pu hésiter d'user de leur droit à cet égard, par ménagement pour un pouvoir ombrageux, qui, bien qu'il ait eu la prudence de ne faire guère autre chose [spécialement dans le décret du 30 décembre 1809], que reproduire et sanctionner d'anciens règlements, primitivement émanés de l'autorité ecclésiastique, s'était néanmoins posé comme régulateur souverain en matière d'administration du temporel des églises. De cette situation de part et d'autre est résultée, avec le temps, une lacune généralement sentie. »

Et voici en quels termes un autre auteur (2), dont la première édition, dit-il, a reçu de douze archevêques et évêques, qu'il nomme, des approbations trop élogieuses pour qu'il lui soit permis de les publier, essaie de combler « la lacune » théorique :

En publiant le texte des lois que l'État, en France, appli-

(1) Vouriot, *Manuel des Conseils de fabrique*, 3e édit., p. XIIj.
(2) Ravelet, *Code manuel des lois civiles ecclésiastiques*, 2e éd., introd.

que à l'Église, nous n'entendons nullement les *approuver*, ni les *reconnaître*. Nous n'ignorons pas que la plupart d'entre elles sont *injustes et tyranniques*, qu'elles méconnaissent les droits essentiels de l'Église considérée comme société, les droits des chrétiens considérés comme individus, et qu'elles brisent les plus pures et les plus saines traditions de la France... Cependant, tous les jours, les tribunaux et l'administration les appliquent, et par conséquent il est utile de les connaître. « *L'esclave même a intérêt à compter ses chaînes.* »

Il y a de quoi hésiter devant les difficultés de la tâche, montrées d'une part, et, de l'autre, devant les emportements dans les conclusions, telles qu'on vient de les lire.

Ce que Bluntschli a dit du droit international peut s'appliquer au droit ecclésiastique. Le droit international est défini par lui : « l'ensemble des *faits* et des *principes* (3) » qui régissent les divers États dans leurs rapports réciproques. Dans le droit ecclésiastique, il faut voir les principes, et il faut tenir compte des faits. La légalité résulte de certains faits, tout aussi bien qu'elle résulte de certains textes. Les exagérés de l'un ou de l'autre parti ne veulent tenir compte, ceux-ci, que des principes et ceux-là, que des faits.

(1) Bluntschli, *Droit intern. codifié*, trad., 2e éd., p. 53.

CHAPITRE PREMIER

LES LOIS-PACTES.

318. Toute la légalité des relations du sacerdoce avec l'autorité civile, en France, est dominée par quelques Actes, Lois, ou Conventions, auxquels il serait difficile de donner les noms suspects de *constitutions* du clergé, d'actes *organiques*, ou d'autres appellations analogues. Nous les appelons des pactes.

Le décret des 2-4 novembre 1789 sur les biens ecclésiastiques mis à la disposition de la nation, fut un pacte décrété et *accepté;* la Constitution civile des 12 juillet-24 août 1790 fut un pacte voté et *contesté*, appliqué par la violence; le Concordat fut un pacte *conclu* diplomatiquement; les Articles Organiques furent un pacte *imposé*.

La Déclaration du clergé de 1682, dont l'enseignement a été prescrit à nouveau par la loi du 18 germinal an X, ou les Organiques, et par le décret du 25 février 1810, doit se rattacher, malgré l'antériorité, au dernier des quatre pactes ci-dessus.

Trois de ces pactes peuvent être en conflit plus ou moins flagrant avec le pacte *conclu*. L'un d'eux, le pacte *contesté* est d'ailleurs abrogé. Mais ils ne constituent pas moins les sources soit de la légalité historique, soit de la légalité positive et présentement en vigueur.

§ 1. — *La Constitution civile du clergé.*

319. La Constitution civile du clergé n'offre plus, dans la législation positive, qu'un intérêt historique. Elle a été la légalité. Mais, parce qu'elle a été la légalité, parce qu'elle formulait en articles du droit positif des théories de droit, par ce que ces théories de droit se retrouvent en partie et avec atténuation dans les Organiques, si ce n'est quant au texte, du moins quant à l'esprit qui inspire diverses dispositions de la loi, elle offre encore un intérêt doctrinal.

La Constitution civile comprend 89 articles, répartis sous quatre titres : Des offices ecclésiastiques ; nomination aux offices ecclésiastiques ; du traitement des ministres de la religion ; de la loi de résidence. Elle a été adoptée par l'Assemblée nationale sur le Rapport de son comité ecclésiastique. Le cardinal de Brienne, archevêque de Sens, ancien ministre, y acquiesça, de même que l'évêque d'Autun, futur ministre et homme d'État, Talleyrand-Périgord (Foucard, *Droit administ.*, t. I).

La Révolution n'avait pas encore été entraînée dans tous les excès et jusqu'aux plus extrêmes violences. La Révolution ignorait encore, à certains égards, son esprit propre, et le parti de l'audace ne lui avait pas enseigné qu'à certaines époques les conséquences absolues se produisent nécessairement. Elle croyait à la puissance du frein modérateur de la sagesse des peuples arrivés à un degré avancé de civilisation. La France reconnaissait encore un roi « très chrétien ». La France n'avait aucune avidité de se repaître de « saturnales impies ».

Aussi, la Constitution civile proclame, tit. 3, art. 1, que les ministres de la religion exercent les premières et les plus importantes fonctions de la Société. Elle songe si peu à la proscription du clergé, et veut si peu leur imposer un ostracisme civique, qu'elle statue au tit. 4, art. 6 : « Les évêques, les curés et les vicaires pourront, comme citoyens actifs, assister aux assemblées primaires et électorales, y être nommés Électeurs, Députés aux Législatures, élus membres du conseil général de la commune et du conseil des administrations de district et de département. »

Les représentants du sacerdoce peuvent donc être les représentants de la nation. Le droit électoral, encore nouveau et peu expérimenté, ne leur est pas hostile, ne redoute pas leur influence. Mais, pour ces fonctions conférées, une restriction bien remarquable est celle-ci : Art. 6. « ...leurs fonctions sont déclarées incompatibles avec celles de maire et autres officiers municipaux, et de membres des *directoires* de district et de département ; et s'ils étaient nommés ils seraient tenus de faire leur option. Art. 7 : L'incompatibilité mentionnée dans l'art. 6 n'aura effet que pour l'avenir, et si aucuns évêques, curés ou vicaires ont été appelés par les vœux de leurs concitoyens aux offices de maire et autres officiers municipaux, ou nommés membres des directoires de district et de département, ils pourront continuer d'en exercer les fonctions. » Le droit administratif n'était pas encore fondé ; mais il posait ses premières assises. Il re-

fusait au sacerdoce l'administration civile concurremment avec ses fonctions habituelles; il ne refusait pas de livrer au prêtre les fonctions que nous appellerions aujourd'hui celles des maires et adjoints, des préfets et sous-préfets, mais après option. La loi ne pouvait même avoir l'effet rétroactif et ceux qui étaient en exercice devaient continuer jusqu'à expiration de leur magistrature. En ce qui concerne les maires et adjoints, la loi des 5-9 mai 1855 sur l'organisation municipale, art. 5, al. 3, a reproduit la Constitution civile, mais sans mentionner le droit d'option.

320. La Constitution civile du clergé n'est donc pas une loi de 93, décrétant la Terreur. Elle est une loi de la monarchie ; mais elle appartient aux jours dans lesquels l'État monarchique est menacé et entraîné vers la ruine. Elle vient à une époque d'effervescence sociale. Elle vient après le protestantisme, le Joséphisme, le Jansénisme, surtout le Jansénisme des parlements et le philosophisme, qui ont apporté le trouble dans les notions concernant l'Église. Elle n'eût pas été possible après le concile du Vatican et sa Constitution dogmatique, *de l'Église.*

Lorsqu'on sait dans quelles limites précises l'Eglise établit irrévocablement sa juridiction, on les accepte, on les rejette, ou bien on lui demande des tempéraments ; mais on ne refait pas à côté, par voie directe, une œuvre sans portée.

Le Comité ecclésiastique entendit : 1° ne statuer *qu'au civil*, et le nom de sa Constitution l'indique. Il crut en avoir le droit absolu. L'auteur des Organiques eut la même pensée. C'est le résultat d'une théorie de droit choyée par les parlements, chère au joséphisme, acceptée par le protestantisme, prônée par le philosophisme. La Constitution civile et les Organiques n'ont pas admis qu'un conflit fût possible dans des matières purement civiles. C'est là le principe et la théorie de droit, qui saissait cependant subsister au moins la question de fait : S'agit-il uniquement de matières civiles ?

La théorie de droit civil était : 2° accompagnée, dans la Constitution civile, d'une théorie de droit ecclésiastique ou de droit canon qui fut rejetée par les Articles Organiques. L'Église n'avait jamais admis cette théorie dans le droit positif; elle était restée à l'état de théorie flottante, à côté du droit et contraire au droit. Cette théorie, c'est celle du pouvoir épiscopal sans limite de territoire.

En négligeant quelques détails, toute la Constitution civile

du clergé découle de ces deux principes et d'un point de fait juridique. Le point de fait est le suivant :

Les évêchés, les diocèses ont été fondés, dans les âges anciens, par les conciles provinciaux, ainsi que le voulait entre autres le can. 65 du 3e conc. de Carthage (1), ou par les papes. Leur juridiction territoriale a été déterminée. La circonscription des cures a été faite par les évêques. Il y a, de part et d'autre, un droit antique. Les privilèges locaux obtenus, les usages locaux légitimement établis ont fondé ce que l'Église reconnaît comme droit historique (V. *supr.*, n° 299, note). En France même, on a souvent allégué nos anciennes coutumes gallicanes, nos droits et privilèges gallicans. Chaque fois, en ce qui concerne le territoire, qu'une modification, fût-elle minime et de peu d'importance, a été demandée, les formes canoniques de l'enquête et du consentement des intéressés ont été requises. La *dismembratio* de la plus humble paroisse rurale, à laquelle on enlèverait quelques feux, était traitée comme une affaire majeure. Tout cet ensemble organique forme un point de fait juridique en droit ecclésiastique, mais la Constitution civile le tient pour inexistant. Elle ne prononce aucune suppression directe ; pour elle, il y a table rase et le passé n'a jamais existé. « Art. 1. Chaque département formera un seul diocèse, et chaque diocèse aura les mêmes limites que le département. Art. 2. Les sièges des évêchés des 83 départements du royaume seront fixés, savoir : celui du département de la Seine-Inférieure, à Rouen, etc.. Art. 7. Il sera procédé incessamment à une nouvelle formation et circonscription des paroisses. » Dernier alinéa de l'art. 1 : « Tous les évêchés qui ne sont pas nommément compris au présent article, sont et demeurent supprimés. »

Aucun nom, aucune énumération des sièges supprimés n'ont été jugés utiles dans la loi. Rien ne subsiste du passé.

321. En dehors des questions de principe indiquées ci-dessus, une question d'ordre secondaire pouvait être soulevée sur la stabilité et la durée. Nul n'était en mesure d'affirmer que les populations habituées à leurs anciennes provinces ne les réclameraient pas ; que les Gascons, les Normands, les

(1) Conc. Carth. III. *Placuit ut plebes quæ nunquam habuerunt proprios episcopos, nisi ex plenario concilio uniuscujusque provinciæ et primatis.. minime accipiant.*

Picards, renonceraient à cette semi-nationalité dans laquelle ils étaient nés et avaient vécu. Et alors, il eût fallu rétablir le lendemain ce que l'on aurait renversé la veille. Le point de fait juridique était lié à cette question secondaire.

Lorsque le premier consul et le pape se furent mis d'accord pour rétablir l'Eglise, les évêques des anciens sièges, qui vivaient dans l'exil, furent sollicités de donner leurs démissions. Mais ils objectaient que c'était livrer à l'aventure l'antique Église de France ; que les canons permettent de déposer un évêque coupable, mais selon le mode canonique ; que les évêques confesseurs de la foi n'ont jamais été déposés pour avoir conservé leur fidélité à l'Église ; et qu'à plus forte raison, il n'y avait pas d'exemple de la démission collective ou de la déposition de toute une hiérarchie ; qu'il fallait considérer, outre les droits des pontifes, les droits des sièges épiscopaux, survivant aux pontifes. Ces raisons étaient graves, et l'on vit des prêtres et des fidèles continuer jusqu'à une époque fort rapprochée de nous ce que l'on dénommait la *petite-Église.* C'étaient les tenants de l'ancienne Église de France, non réconciliés avec celle du Concordat.

322. Pour apprécier avec calme les théories de droit qui ont donné naissance à la Constitution civile, on peut consulter l'*Exposition des principes sur la constitution du clergé* par les évêques députés à l'Assemblée nationale. Nous ferons quelques emprunts à ce document.

Les décrets de l'Assemblée nationale sur la constitution du clergé, disent les évêques, sont établis 1° comme des articles constitutionnels, 2° comme les lois absolues d'une autorité souveraine, sans aucune dépendance de l'autorité de l'Église, 3° et sans aucun recours aux formes canoniques.

L'Église a, cependant, une juridiction propre et essentielle, qui se soutient par elle-même, dès les premiers siècles, sans le secours de la puissance séculière, et qui se garde par elle-même dans ses bornes ou limites. Les empereurs, devenus chrétiens, n'ont eu qu'à *seconder* l'exécution de ces lois. « Nous « réclamons cette juridiction essentielle et purement spirituelle « de l'Église, que les lois civiles en France ont reconnue, « qu'elles n'ont point établie, et qu'elles ne peuvent pas détruire. »

La puissance civile doit *concourir* avec celle de l'Eglise pour désigner les limites des diocèses *dans les Etats où la religion ca-*

tholique est reconnue comme religion nationale, « parce que la « puissance civile protège l'exercice de la juridiction des « évêques, et qu'elle maintient dans l'étendue des territoires « désignés l'exécution des canons de l'Église. »

Mais la puissance civile n'a point détruit dans l'Église latine ni dans l'Église grecque, avant le schisme, « des évêchés établis « et subsistants, dont les titres n'étaient point contestés, n'a « point privé des évêques de l'exercice de leur juridiction, *par « le simple effet de la circonscription des territoires*, n'a point fait « une loi à des évêques d'*étendre leur juridiction* sur des diocèses « pour lesquels ils n'avaient point reçu l'institution de l'Église.

« *On suppose que la juridiction des évêques est universelle, et « que chaque évêque peut l'exercer partout où la puissance civile « appelle et provoque son ministère!* »

Les empereurs ont reconnu la distinction des diocèses, telle qu'elle était fixée par les canons. C'est l'Église qui doit désigner à chaque fidèle les juges et les témoins de la foi.

Tout semblerait pouvoir s'arranger par une délégation que les évêques feraient de leurs pouvoirs sur les portions de territoire enlevées ; mais la délégation serait à vie et provisoire, elle ne supplée pas au défaut des moyens canoniques de solution.

La démission des évêques, dont les sièges sont supprimés ne peut avoir lieu sans des motifs *canoniques* : leur destitution sans accusation, sans jugement, par simple acte de l'autorité civile est impossible. La démission de l'évêque est, au surplus, de nulle valeur aussi longtemps qu'elle n'est pas acceptée, et pour cela encore il faudrait recourir au pape, c'est-à-dire aux moyens canoniques. Si, dans le passé, des contestations sur la matière se sont élevées, « elles n'ont jamais été terminées que « par l'abandon des entreprises ou par la conciliation des deux puissances. »

Depuis plus de deux siècles, l'institution canonique est donnée en France aux évêques par le pape. Il serait, sans doute, « conforme à l'antique discipline de l'Église Gallicane « d'attribuer aux métropolitains et aux plus anciens évêques « des métropoles l'institution des évêques. » Mais les évêques des temps antérieurs s'appuyaient sur les conciles nationaux et provinciaux, que les assemblées du clergé ne cessent de réclamer, considérant l'absence de ces conciles comme la cause principale des abus et des maux de l'Église de France.

« On peut rétablir l'ancienne discipline *dans son intégrité*. On

« ne peut pas *rétablir l'ancienne discipline dans une partie, et la*
« *détruire dans les autres*. On ne peut pas *en renouveler les règles*
« *éparses et désunies, sans l'intervention de l'Église.* »

« *Il semble qu'on raisonne sur la discipline de l'Église comme sur*
« *la police des Etats.* »

L'Église, instruite de ce qui est utile à la religion, sait à quel point elle doit obtempérer, dans l'ordre des choses qui dépendent d'elle, aux vœux persévérants de la puissance civile ; elle sait reconnaître la nécessité de suspendre même l'effet de ses propres décisions, selon les formes et les conditions que la puissance civile oppose à leur exécution.

Cette Exposition était signée par 29 archevêques et évêques, et 47 autres envoyèrent leur adhésion.

§ 2. — *Décret des 2-4 novembre 1879 sur les biens ecclésiastiques.*

323. L'Église catholique possédait en France, avant la Révolution, des biens considérables, qu'elle a perdus. Toute cette propriété immobilière est encore désignée, à l'heure actuelle, par des écrivains *militants*, sous l'appellation générale des *biens volés* par la Révolution (1).

A la date du 3 août 1789, l'Assemblée nationale avait décrété ce qui suit : Suppression du droit de déport et de vacat, des annates, de la pluralité des bénéfices. On nommait déport le droit exercé par les archevêques, principalement en Normandie, et remontant au XIII^e^ siècle, de percevoir, à leur profit, la première année de revenu d'une cure, à chaque nomination nouvelle. Le *vacat* était analogue, mais prélevé sur les bénéfices vacants. Les annates représentaient aussi le revenu d'une année, mais se payaient au pape pour les bénéfices consistoriaux, sous forme de taxe de chancellerie.

Le décret fut bien accueilli. Jamais aucune réclamation n'a été soulevée à propos de cette *spoliation*. Dès le jour où la loi civile cessa de reconnaître le déport, le vacat et les annates, ces droits furent frappés de désuétude. C'est un fait que nous énonçons, et non une conséquence de droit. L'abolition ecclésiastique ne fut pas prononcée : ceci mérite attention. On peut dire que la majeure et plus saine partie des esprits était dis-

(1) *L'Église et l'État*, 1881, p. 138. — Théphany, *Guide pratique de l'administration des paroisses*, 1877, t. II, p. 339 : « On nous a pris nos biens injustement. »

posée à admettre la désuétude, et que celle-ci commença immédiatement par le fait extérieur de la loi civile. On se trouve en face d'un fait légal et telle est l'analyse du fait légal et juridique.

L'interdiction de la pluralité des bénéfices est restée un principe budgétaire. Une circulaire du 11 février 1805 (22 pluviôse an XIII) obligeait l'ecclésiastique à opter entre plusieurs fonctions salariées. Mais la loi du 25 mars 1817, art. 2, 5 et 137, astreint l'ecclésiastique jouissant, à différents titres, de plusieurs traitements à la charge de l'État, dont le montant réuni excéderait 2,000 fr. à supporter une retenue, et, moyennant cette retenue, laisse la possibilité du cumul (2).

324. L'arrêté du 11 août 1789, art. 5, abolit les dîmes, « sauf à aviser d'une autre manière à la dépense du culte divin, à l'entretien des ministres des autels, au soulagement des pauvres, aux réparations et reconstructions des églises et presbytères, et à tous les établissements, séminaires, écoles, collèges, hôpitaux, communautés et autres, à l'entretien desquels elles sont affectées. Et cependant, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu et que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement, l'Assemblée nationale ordonne que les dites dîmes continueront d'être perçues suivant les lois, et en la manière accoutumée. » Quant aux « autres dîmes » que celles du clergé, des fabriques et des Ordres, elles seront rachetables.

On distinguait, en effet, les dîmes *inféodées*, pouvant être possédées par des laïques, à la charge de foi et hommage, avec les droits seigneuriaux. Celles-là furent rachetables (3).

(2) Cf. Carré, *Traité du gouvernement des paroisses.* Paris 1839, n. 91, p. 62. — Affre, *Administ. temporelle des paroisses*, 9e édit., p. 200 : « La cumulation de deux traitements ou indemnités pour fonctions exercées ne peut avoir lieu que d'après une autorisation expresse, dont il serait donné connaissance par le ministre aux préfets. » — Id., p. 193 : La cumulation de la pension est autorisée par l'art. 12 de la loi du 15 mai 1818 jusqu'à concurrence de 2,500 fr.

(3) La *dîme ecclésiastique* était perçue par les ecclésiastiques, sans aucune charge de fief. C'est la plus connue, celle qui domine l'idée générale rappelée par le nom de la dîme. La théorie et la pratique de la *dîme inféodée* ne se peuvent bien comprendre que par un rapprochement avec le *patronage*, en Prusse et en Autriche (V. *sup.*, n° 297).

Les dîmes étaient assujetties principalement à trois charges : la réparation du chœur des églises paroissiales, la fourniture des ornements nécessaires pour la célébration du culte, le paiement de la portion congrue des curés et

La loi de suppression des dîmes portait le principe du budget des cultes et du traitement du clergé, en remplacement des dîmes. On a cependant l'habitude de rattacher le budget ecclésiastique et le traitement aux articles 13 et 14 du Concordat, en établissant une corrélation (qui n'est pas écrite dans le texte) entre les biens volés et le budget. Au point de vue positif du droit et de la légalité en vigueur, reposant sur les conventions solennelles, l'assimilation est exacte, et le point d'origine de la loi indiscutable. Au point de vue logique, le remplacement de la dîme par une autre base budgétaire semble indiquer mieux *la genèse* du droit.

La dîme nous paraît avoir été atteinte par la désuétude prenant son point de départ dans le fait extérieur de la loi civile. Nous avons donné l'analyse, *supr.*, n° 323, du mode d'action de la désuétude en pareille circonstance.

Cependant, quelques catéchismes diocésains ont gardé, jusqu'à ces dernières années, les *dix* commandements de l'Église, parallèlement aux dix commandements de Dieu, et, parmi ces commandements de l'Église, celui de la dîme. Ils enseignaient, toutefois, que la dîme doit être aujourd'hui comprise seulement en ce sens que le précepte divin de subvenir aux besoins temporels de l'Église et de ses ministres subsiste toujours et ne saurait disparaître quant à son essence. C'est une des charges du peuple chrétien.

L'art. 8 du décret du 11 août supprime dans les mêmes conditions, c'est-à-dire moyennant due compensation, le casuel des curés. Les art. 5 et 69 des Organiques proclament la

vicaires. Outre la réparation *usufruitière* du chœur à titre ordinaire, les décimateurs supportaient à titre extraordinaire les grosses réparations, celles des murs, voûtes, lambris, couvertures, pavés, stalles, sièges, vitres du chœur, rétable et tableau d'autel, enfin la reconstruction si le chœur venait à périr par cas fortuit. Jousse, sous l'art. 21 du décret d'avril 1695 concernant la juridiction ecclésiastique, rapporte plusieurs arrêts desquels il résulte que les obligations des décimateurs étaient les mêmes, dans le cas où les fabriques des églises étaient riches, et qu'il n'était fait aucune distinction entre les églises des villes et celles des campagnes. Mais, s'il n'y avait point de dîmes, les fabriques des villes payaient les réparations du chœur, lorsque leurs revenus étaient suffisants, et, dans le cas contraire, les paroissiens devaient contribuer. Le côté onéreux de la dîme ou son caractère de *voies et moyens* pour subvenir à des dépenses parfois considérables, passe ordinairement inaperçu. En supprimant l'ancien système des voies et moyens, il a fallu nécessairement le remplacer, en conformité avec les procédés de comptabilité modernes ; mais on a perdu de vue l'une des applications fort importante de la dîme comme procédé de subvention pour le culte.

gratuité des fonctions ecclésiastiques, mais en laissant aux évêques le soin de dresser un Règlement des oblations, qui sera soumis à l'approbation du gouvernement. C'est un nouveau nom pour le casuel.

325. L'arrêté du 29 septembre 1789 est un acheminement plus direct vers le décret relatif aux biens ecclésiastiques. En voici la teneur : « Sur la proposition d'un des membres de l'Assemblée, et *sur l'adhésion de plusieurs membres du clergé*, l'Assemblée nationale *invite* les évêques, curés, chapitres, supérieurs de maisons et communautés séculières et régulières de l'un et l'autre sexe, municipalités, fabriques et confréries, de faire porter à l'hôtel des Monnoies le plus prochain, toute l'argenterie des églises, fabriques, chapelles et confréries, *qui ne sera pas nécessaire* pour la décence du culte divin. »

La simple invitation à un don patriotique n'a aucune apparence spoliatrice. Cependant, la réalité n'est pas conforme aux apparences. Le droit canon déclare la propriété ecclésiastique inaliénable, en dehors des causes et des formes canoniques. La propriété civile est constituée civilement et la propriété canonique est constituée canoniquement. Pour l'une, comme pour l'autre, si l'on refuse d'en reconnaître la base, on ébranle inévitablement la propriété elle-même. Or, l'arrêté méconnaît la constitution canonique de la richesse *mobilière* des églises ; il donne à une foule de personnes différentes, et même aux municipalités, le droit de discerner ce qui est nécessaire et ce qui ne l'est pas; à ces personnes et aux municipalités, le droit de disposer, sans autre forme, de la richesse mobilière des églises. Les municipalités représentent l'État. Donc, l'État pourra, lui aussi, discerner et disposer.

Les *dons gratuits* que le clergé accordait, plus ou moins librement, à l'ancienne royauté n'étaient pas, comme dans la circonstance, un *capital* aliéné, et les subsides n'étaient pas établis, quant à leur quotité, par les municipalités. Toutefois, il y eut une réminiscence traditionnelle des dons gratuits, sans autorisation du souverain Pontife (et sans rappel aucun des canons du troisième concile de Latran), dans cet arrêté du 29 septembre 1789.

326. L'examen du décret des 2-4 novembre 1790 nous semble donc préparé par ce qui précède. En voici la teneur :

« L'Assemblée nationale décrète : 1° que tous les biens ec-

clésiastiques sont à la *disposition* de la nation, *à la charge* de pourvoir d'une manière convenable aux frais du *culte*, à l'entretien de ses *ministres* et au soulagement des *pauvres*, sous la *surveillance* et d'après les *instructions des provinces*. 2° Que, dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucune cure *moins de* 1200 *livres* par année, non compris le logement et les jardins en dépendants. »

Cette mise à la disposition de la nation, avec obligation corrélative de pourvoir à tous les besoins spéciaux auxquels les biens ecclésiastiques étaient affectés, est ce que nous avons appelé un pacte décrété, afin d'en établir la véritable nature. Il nous paraît juridique d'admettre cette idée de pacte, *qui seule donne un fondement à des obligations* participant du caractère synallagmatique. Cette sorte d'obligations ne dériveraient pas du vol, et il nous est impossible de voir que des obligations quelconques d'apparence contractuelle puissent naître du vol.

De la nature mieux comprise de la loi, on fera découler la nature véritable et légale des biens, qu'un Rapport présenté, en 1881, au congrès des jurisconsultes catholiques de Lyon a dénommés, avec une grande justesse d'expression, et en des termes d'une légalité incontestable : des biens *incorporés* par la société civile dans le *domaine national* (4). Il est vrai que, dans le même rapport, quatre pages plus loin, ils sont encore appelés : des biens *confisqués* (5), et dans un autre rapport au même congrès un patrimoine *odieusement confisqué* (6). Mais nous retenons la première expression et ses conséquences ainsi formulées :

« Cette loi n'est donc autre chose que la sanction d'un *contrat*, plus tard consacré solennellement par le Concordat, mais où *déjà les deux parties avaient été représentées*, notamment : l'Église par Mgr Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, et le pouvoir civil par Mirabeau, déclarant que le budget des cultes constituait une *dette sacrée*. Le clergé... consent à ce qu'un droit de créance soit substitué à son droit antérieur ; mais l'État assume la triple charge à laquelle faisaient face les biens ecclésiastiques... Il n'est pas plus permis à la société civile de supprimer le budget des cultes que d'abroger les lois relatives

(4) Daniel Touzaud, prof. de droit administratif à la Faculté libre de Toulouse, dans *Eglise et Etat*, p. 188.

(5) Id., p. 194.

(6) *Eglise et Etat*, p. 208.

aux *bureaux de bienfaisance, au service des aliénés ou des enfants assistés* (7). »

C'est pourquoi, nous avons parlé d'un pacte décrété et *accepté*. Ce pacte est favorable ou défavorable aux pauvres, en même temps qu'à l'Eglise, celle-ci ayant fait jusque-là de leur cause la sienne. Mais il nous répugnerait de faire partie d'une nation qui se diviserait à perpétuité en deux classes, celles des voleurs et celles des volés. La loi, fût-elle mauvaise, n'est pas, en elle-même, un procédé de vol. Les relations du sacerdoce avec l'autorité civile ne peuvent être en France, celles de volé à voleur.

Nous avons parlé du *fonds de religion* en Allemagne (Voy. *supr.*, n° 297). La mise à la disposition de la nation des biens ecclésiastiques, pour subvenir à des fins déterminées, sous la surveillance et d'après les instructions des provinces, pouvait faire surgir en France une administration d'un fonds de religion français. Les biens *incorporés* pouvaient même, dans ce système, continuer d'avoir pour propriétaire *vrai* l'Eglise. Et ce n'est pas sur le système du vol que la Cour de cassation a basé, jusqu'au 7 juillet 1840, sa jurisprudence de la propriété des églises appartenant aux fabriques, puis, après cette date, la copropriété de la fabrique et de la commune jusqu'au 9 juillet 1869, et enfin l'appréciation laissée à l'administration elle-même de tous actes relatifs aux biens restitués on abandonnés aux fabriques, lesquels seraient « des actes administratifs ». On discute la portée d'un acte administratif ; on ne discute pas le vol. Il ne faut pas essayer d'enlever au droit de l'Église sa base juridique.

327. La loi des 2-4 nov. 1790 est un pacte décrété, accepté, donnant la sanction à un contrat plus tard consacré sollennellement, participant du caractère synallagmatique, créant des obligations analogues aux obligations contractuelles, formulant des droits dont l'exercice régulier serait incompatible avec le vol originaire, permettant de déduire des doctrines de droit, de jurisprudence : Voilà ce qui a été expliqué.

Poussant l'analyse jusqu'à ses dernières limites, nous dirons de quel procédé relève la loi et à quel ordre elle appartient. C'est une loi *administrative*. La Cour de cassation s'est vue obligée de l'admettre ainsi. La loi rentre dans les lois dites

(7) Touzaud, Rapport, *loc. cit.*

d'utilité publique et *d'expropriation*. Elle a pu être anticanonique, empreinte de violence, injuste, impolitique. Il importe peu, au point de vue juridique, qu'elle ait été tout cela.

A diverses époques et sous divers modes d'organisation sociale, il a paru que l'intérêt général exigeait de la propriété privée des sacrifices, tantôt plus grands, tantôt moins grands. L'histoire de la mesure et des conditions de ces sacrifices, c'est l'histoire de l'expropriation, qui n'a été réglementée que par des lois très modernes, dont le but est la défense de la propriété privée, la garantie offerte à la propriété privée.

La loi du 8 mars 1810 pose, dans son art. 1, cette règle générale : L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par l'autorité de la justice. La loi de 1810 a été abrogée par la loi du 7 juillet 1833, art. 67 ; mais la loi de 1833 reproduit, dans son art. 1, l'art. 1 de la loi précédente. La loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation est celle qui régit actuellement la matière ; elle reprend l'art. 1 dans sa teneur.

Ces lois n'ont pas été appliquées, assurément, par le décret des 2-4 novembre 1790. Mais la règle de l'*intérêt public*, nécessaire à l'expropriation se rencontre, dans la pensée du législateur, et nul n'a prétendu que la loi ait pour but un intérêt personnel. La règle de l'*indemnité* se rencontre également. L'autorité de justice qui détermine la procédure est la seule qui n'apparaît pas. Quant à l'enquête administrative, qui doit, aujourd'hui, précéder la déclaration d'utilité publique, et à la forme publique de cette enquête, prescrite par les ordonn. royales des 18 février 1834, 15 février et 23 août 1835, elles ne sont pas indispensables pour caractériser l'expropriation.

Une règle importante de l'expropriation reçoit application. Nous en empruntons l'exposé à l'ouvrage récent et excellent ayant pour titre : *Théorie et pratique de l'expropriation* (8).

« L'expropriation ne s'opère qu'au profit de l'État, des départements, des communes, ou des compagnies qui leur sont substituées, au profit aussi des associations syndicales, loi du 21 juin 1865. Aucun autre intérêt, quelque respectable qu'il soit, ne peut prétendre, même avec accomplissement de toutes les formalités légales, à s'emparer de la propriété privée. Les établissements les plus importants, la Banque de France, par exemple, ne peuvent jouir du bénéfice de l'expropriation. S'il advient que des travaux que ne font ni l'État ni les départe-

(8) Daffry de la Monnoye. Paris, 1879, t. I, p. 53.

ments, ni les communes, ni les associations syndicales, soient jugés être d'un intérêt assez élevé pour mériter ce bénéfice, il faudra pour cela l'intervention d'une loi spéciale. C'est ce qui est arrivé pour la construction, à Paris, de l'église du Sacré-Cœur. Un décret aurait suffi si l'État, le département où la ville avait accompli ce travail : une loi est intervenue pour donner à l'archevêque de Paris le pouvoir d'exécuter l'œuvre à la tête de laquelle il se trouvait placé. Le principe de la loi de 1841 se trouve donc maintenu et consacré par la forme même de l'acte par lequel, à raison d'un intérêt moral de premier ordre, on a jugé opportun d'y déroger. »

L'expropriation par décret des 2-4 nov. 1790 s'opérait uniquement au profit de l'État.

328. On a parlé de confiscation à propos du décret des 2-4 novembre 1790. La confiscation, partout où elle a été admise, a toujours apparu comme l'effet d'une pénalité encourue, d'une infraction, ou pour le moins d'une déshérence, qui laissait à régler la question de propriété et la résolvait en faveur du haut domaine du prince. Ici, rien de pareil.

La confiscation éteint tout droit, ne laisse aucune apparence ou similitude de droit contractuel. Elle est parfois l'accompagnement de la force, un droit de la victoire remportée par un parti. Ici, rien de tout cela ne se présente.

On discute la question de savoir si les Romains, pour la construction de leurs aqueducs, de leurs grandes voies stratégiques, ont connu l'expropriation, s'ils recouraient aux sacrifices spontanés des citoyens dans l'intérêt général, s'ils employaient la confiscation. On ne cite chez eux (9) que quatre dispositions générales qui aient rapport à des cessions forcées pour motif d'utilité publique, savoir : les Lois 50, 51 et 53 au Code Théodosien pour la construction du portique des thermes d'Honorius, de la salle des conférences et de la nouvelle enceinte de Constantinople, et la Nov. 7, ch. 2, § 1, qui autorise l'aliénation des biens de l'Église lorsque l'intérêt public le réclame, *sacris domibus idemnitate servata, et recompensanda re eis ab eo qui percipit, æqua aut etiam majore quam data est.*

En France, le retrait pour cause d'utilité publique était écrit dans l'ordonnance de Philippe le Bel de 1303 avant de trouver

(9) Cf. Bauny de Récy, dans la *France judiciaire*, n° du 16 mai 1877, Ire part., p. 332 et s.

place dans l'art. 17 des 3-4 sept. 1791 : « La propriété est inviolable et sacrée; nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité », et dans l'art. 545 Cod. civ. : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité. »

Néanmoins, l'expropriation, douteuse en droit romain, acquise et formulée en droit français, n'a pas encore, en 1790, sa formule adéquate, sa doctrine, sa jurisprudence. Ceci n'empêche pas l'acte concernant les biens ecclésiastiques d'appartenir aux lois d'expropriation (10).

Et cela est tellement certain que la Convention elle-même, dans la loi *du 24 août* 1793, art. 24, décrète que « la République pourvoira aux frais du culte ». Puis, quand le clergé régulier eut disparu depuis longtemps (11) et que le clergé séculier fut atteint à son tour par la proscription, la loi du 2 frimaire an II, édicta qu'une *pension* serait accordée aux prêtres, viagère, il est vrai, et à la condition d'avoir « abdiqué leur état ». Mais, après Thermidor, un décret daté de la 2me sans-culotide, an III, étendait le bénéfice de la pension aux prêtres « qui ont continué leurs fonctions, ou qui les ont abandonnées sans quitter leur état ». C'était encore un vestige de l'indemnité.

329. Un décret des 7-27 nov. 1789 place les biens ecclésiastiques sous la sauvegarde du roi, des tribunaux, des communes, des gardes nationales. Il aide à préciser le sens du décret sur la mise à la disposition de la nation de ces mêmes biens.

Le décret des 14-29 avril 1790 remet l'*administration* des biens ecclésiastiques aux administrations de départements, de districts ou à leurs directoires (art. 1), et ordonne qu'à partir de cette année, avec effet rétroactif au 1er janvier, les traitements des ecclésiastiques seront payés en argent.

Il est toujours manifeste qu'il s'agit d'expropriation administrative, compliquée de questions d'organisation de la comptabi-

(10) Cf. *supr.*, n° 326, et *infr.*, n° 329 pour les conséquences juridiques de l'expropriation différentes de celles du vol ou de la confiscation.

(11) Le décret portant suppression des vœux monastiques est à la date des 13-19 février 1790. — Un décret du 20 février déclare les religieux, dont la loi ne reconnaît plus les vœux, et qui sont *sortis de leurs maisons*, incapables, comme par le passé, de recevoir à titre de succession, incapables de recevoir par legs ou par donation autre chose qu'une pension viagère.

lité spéciale. Un décret, rendu la veille du précédent, est fort net et tranche la question du vol des biens ecclésiastiques. Une motion avait été faite pour qu'il fût décrété par l'Assemblée que la religion catholique, apostolique et romaine serait et demeurerait pour toujours la religion de la nation. Le 13 avril 1790, l'Assemblée, « considérant qu'elle n'a et ne peut avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences et sur les opinions religieuses ; que la majesté de la religion et le respect profond qui lui est dû ne permettent point qu'elle devienne un sujet de délibération; considérant que l'*attachement de l'Assemblée nationale au culte catholique apostolique et romain, ne saurait être mis en doute* au moment où ce culte seul va être mis par elle à la première place des dépenses publiques, et où, *par un mouvement unanime de respect, elle a exprimé ses sentiments* de la seule manière qui puisse convenir à la dignité de la religion et au caractère de l'Assemblée nationale, décrète qu'elle ne peut ni ne doit délibérer sur la mention proposée... »

Cette première place dans les dépenses publiques, c'est l'indemnité d'expropriation.

Le 23 octobre 1790, l'Assemblée ordonne que les biens nationaux, comprenant les domaines de la couronne, les biens des apanages, les biens du clergé, les biens des séminaires seront vendus (art. 1). La Révolution avait commencé à propos de questions de finances, et l'Assemblée persistait à croire qu'elle était appelée surtout à opérer une liquidation financière de l'ancienne société. C'est ce qui explique encore le caractère de la loi des 2-4 nov. 1790.

A la date du 23 octob. 1790, elle ajournait encore toute décision pour les biens des fabriques, les biens des fondations dans les églises paroissiales, les biens des séminaires-collèges, des collèges, des établissements d'étude ou de retraite, de tous établissements destinés à l'enseignement public, des hôpitaux, maisons de charité et autres établissements destinés au soulagement des pauvres, ainsi que pour ceux de l'ordre de Malte et des ordres religieux militaires.

L'Assemblée avait réglé les traitements du clergé par décrets du 24 juillet 1790, et des 3-24 août même année. — Les traitements sont aussi l'objet du tit. III de la Constitution civile: des décrets des 11-24 août, 18-23 octob., 30 nov., 5 déc., 10-15 déc., 22 déc. 1790, 5 janv. 1791 (pour les traitements et pensions des anciens religieux et religieuses, des décrets des 8-14 oct., 3 nov.,

5 déc., 1790, 6-19 janv. 1791; — pour les traitements actuels, des art. 64 à 68 de la loi du 18 germinal an X; des ordonnances portant élévation de traitement, 5 juin 1816, 9 avril 1817, 20 mai 1818, 6 janv. 1830; de la loi de finances de 1847: des décrets du 29 juill. 1858, 14 août 1863, 13 août 1864; des lois de finance du 8 juin 1854, du 13 mai 1863; de la loi du 29 déc. 1876; enfin, de diverses dispositions concernant les cardinaux, les archevêques et évêques, les vicaires généraux, les chanoines, les aumôniers, le clergé résidant en Algérie, les vicaires. D'après l'arrêté du 8 janvier 1803, les traitements ecclésiastiques sont insaisissables dans leur totalité).

La somme de 300 livres, fixée pour la subsistance des curés, avait formé dans l'ancien droit ce que l'on appelait la *portion congrue*. Elle n'était que de 120 livres d'après l'ordonnance du 16 avril 1571; elle avait été élevée dans la suite à 150, puis à 200 livres. Louis XIV, par la déclaration du 29 janv. 1686, confirmée par celle du 20 juin 1690, avait établi à perpétuité le chiffre de 300 livres. Un édit de mai 1768 ordonna qu'elle serait de 500 livres. La portion congrue était due par les décimateurs de la paroisse, franche et quitte de toute charge (12).

(12) Les biens ecclésiastiques ne furent pas seuls enlevés au clergé; il perdit aussi ses privilèges, que de Champeaux indique, dans le *Recueil général du droit civil ecclés.*, 2e édit., t. I, p. 219. Nous abrégeons : Dans les Etats-généraux, le clergé prenait rang immédiatement après les princes du sang; au Parlement, il précédait les pairs laïques; les séculiers et réguliers étaient exempts de taille pour les biens dépendant de leurs bénéfices, ou pour les immeubles échus par succession et donation en ligne directe; les curés à portion congrue pouvaient prendre à ferme les dîmes et ils étaient exempts de taille pour ces dîmes; les ecclésiastiques étaient exempts de capitation; de l'impôt du sel; des droits de *gros* pour vendre les vins du crû de leurs bénéfices; de l'impôt des *cinq sols* pour les vendanges; du droit de jauge et de courtage à la vente en gros et à l'entrée; du droit de subvention à l'entrée pour ce qui était consommé dans leur maison, et pour leur provision seulement; de toute imposition à l'entrée des villes pour les denrées du crû de leurs bénéfices destinées à la subsistance des bénéficiers; des droits de francs-fiefs et de nouveaux acquêts, lors même qu'ils n'étaient pas de condition noble; du ban et de l'arrière-ban; du logement des gens de guerre; des taxes de villes pour acquitter des dettes communes, pour rétablir les murailles, ponts, fontaines, etc.; de la garde et du guet; de toutes servitudes personnelles, tailles seigneuriales, corvées, banalités; de tutelle et de curatelle, là où le Code Justinien et les Novelles avaient conservé force de loi; de la contrainte par corps, en matière civile, pour le paiement de leurs dettes et des dépens, à moins qu'il n'y eût dol, fraude ou stellionnat; enfin, les ecclésiastiques ne pouvaient être saisis et exécutés en leurs meubles destinés au service divin, ou à leur usage nécessaire, ni en leurs livres, et, en aucun cas ou pour quelque cause que ce fût, n'étaient sujets à la juridiction des prévôts, des maréchaux, des présidiaux en dernier ressort.

§ 3. — *Le Concordat de* 1801.

550. La situation légale qui précède le Concordat et succède à l'*ancien régime*, en déterminant les relations du sacerdoce avec l'autorité civile, commence au décret du 13 avril 1790 : « L'Assemblée n'a ni ne peut avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences. » C'était la liberté des cultes, dans le même temps où l'Assemblée protestait de son « attachement au culte catholique, apostolique et romain », ne voulant pas même laisser sur ce point l'apparence d'un doute.

La Constitution des 3-14 septembre 1791 fut plus explicite. Il est dit dans l'art. 10 de la Déclaration des droits de l'homme, placée en tête de la loi : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. » Et dans l'art. 1, tit. I, de la Constitution, il est dit qu'elle garantit à tout homme la liberté « d'exercer le culte religieux auquel il est attaché », comme aussi de choisir les ministres de ce culte. L'art. 7 du tit. II veut que le mariage ne soit considéré légalement que comme un contrat civil, et que des officiers publics soient désignés pour recevoir les actes de naissance, mariage et décès. Plus tard, la loi du 20 septembre 1792 remit aux officiers municipaux les registres de l'état civil, en déclarant qu'il n'était porté atteinte en aucune façon à la liberté des citoyens pour faire consacrer par l'intervention des ministres du culte les décès, mariages, etc.

Dans la Constitution civile du clergé (art. 21), un serment était imposé à l'évêque, pour marquer les nouvelles relations du sacerdoce d'un caractère spécial. Les officiers municipaux et le peuple seront présents. Devant eux, et devant le clergé, l'élu jurera de veiller avec soin sur les fidèles dont il prend la direction spirituelle, de garder fidélité à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir la Constitution de tout son pouvoir.

La loi du 29 novembre 1791 impose à tous les prêtres l'obligation du serment civique, et, en cas de refus, les déclare en état de suspicion, placés sous la surveillance des autorités civiles, lesquelles sont investies du pouvoir de prononcer leur éloignement en cas de troubles, et de les condamner à la détention en cas de provocation.

Par la loi du 26 août 1792, art. 1, l'Assemblée législative

enjoignait aux prêtres qui n'auraient pas prêté le serment ou qui l'auraient rétracté, de sortir du district et du département sous huitaine, et du royaume sous quinzaine. Si les prêtres *réfractaires* étaient sexagénaires ou infirmes, ils devaient être réunis dans une maison commune sous l'inspection de la police et de la municipalité.

Le décret des 4-14 septembre 1792, tit. III, art. 3, enjoint aux citoyens, dans chaque municipalité ou paroisse, de pourvoir à toutes les dépenses « du culte auquel ils sont attachés », autres que le *traitement* des ministres du culte catholique demeurant à la charge de l'État. — Le décret des 7-14 du même mois défend aux ecclésiastiques de recevoir un casuel, sous quelque dénomination que ce soit, à peine de perte de leur place et de tout traitement. — Le décret du 10 septembre supprime les préfets apostoliques dans les colonies, avec ce considérant qui renferme le schisme : « Que l'indépendance du gouvernement français est inconciliable avec la *juridiction spirituelle* et l'autorité qu'exerce l'évêque de Rome dans les colonies françaises par des délégués. »

La Convention nationale, dans son décret du 11 janvier 1793, confirmatif de celui du 30 novembre précédent, déclare qu'elle n'a jamais eu l'intention de priver le peuple des ministres du culte catholique. — Le 19 mars, elle ordonne que toute indécence ou profanation dans les lieux consacrés à la religion seront dénoncées et poursuivies. — Le 21 avril, elle décrète (art. 1) que tous les prêtres non assermentés seront transportés à la Guyane française, et aussi tous ceux dont l'incivisme aura été dénoncé par six citoyens dans le canton et reconnu par le directoire. — 7 juin 1793. Les prêtres salariés des deniers publics, et reconnus, sont protégés même contre les motions que feraient des membres de l'Assemblée dans son sein. — 19 juillet. Le prêtre qui se marie ne sera pas privé de traitement : les évêques qui apporteraient obstacle à leur mariage seront déportés et remplacés. — 17 sept. 1793. Les prêtres inquiétés par les habitants de la commune, à raison de leur mariage, pourront résider ailleurs et le traitement sera payé par la commune. — 13 nov. 1793. Les autorités civiles sont aptes à recevoir des ecclésistiques l'abdication de leur qualité. — 15 nov. 1793. Les prêtres mariés, ou ayant au moins leurs bancs publiés ne sont sujets ni à la déportation, ni à la réclusion. — 22 nov. 1793. Une pension annuelle sera accordée aux évêques ou prêtres ayant abdiqué. — 8 déc. 1793. Les violences con-

traires à la liberté des cultes sont défendues : les autorités constituées doivent se renfermer dans les limites des mesures de police et de sûreté publique.

331. L'Assemblée Constituante paraît avoir cherché l'établissement d'une sorte de *Joséphisme* français, après avoir renversé comme *ancien régime* tout ce qu'elle jugeait n'appartenir qu'à la constitution *civile* du passé : elle a admis ce principe qu'elle pouvait être « seule » juge dans la question, sans concours de l'autorité spirituelle; elle a attribué *au peuple représenté par elle* les pouvoirs que revendiquait plus ou moins explicitement la royauté, aidée par les parlements; et traditionnellement, elle s'est appuyée sur les théories de droit chères aux parlements et aux canonistes qui gardaient leur fidélité à des doctrines remontant à l'époque du schisme d'Occident.

L'Assemblée Constituante proclamait, en même temps, la liberté des cultes, comme principe nouveau du droit, et commençait les relations de contrainte à l'égard du sacerdoce obéissant à la voix du pontife romain.

La Législative trouve une situation légale, dont elle accentue le caractère comme situation de lutte. Le débat des principes n'existe plus, mais bien celui des personnes, et alors il y a des *réfractaires*.

La Convention continue la lutte et poursuit *l'incivisme*. Elle se fait plus ouvertement protectrice du clergé que la Législative, mais du clergé *civique*. Elle innove par le mariage du prêtre, qui a toute sa prédilection, qui est son œuvre, pourrait-on dire. Elle innove par la théorie de l'abdication aux mains de l'autorité civile, par son droit proclamé de déposer et remplacer les évêques, en cas d'incivisme. *Son* clergé reçoit d'elle toute règle disciplinaire. La Convention eût considéré les Articles Organiques comme empreints d'un modérantisme excessif.

332. La Convention institue, le 7 mai 1794 (18 floréal an II), les fêtes décadaires, décrète l'Être Suprême et lui assigne pour culte « la pratique des devoirs de l'homme, tels que détester la mauvaise foi et la tyrannie, secourir les malheureux et respecter les faibles ». Elle établit des fêtes et une religion de l'État (art. 7) fort semblable à celle des Lettrés en Chine. Plus rien de chrétien ne subsiste. Cependant, à côté de la religion officielle des Lettrés, la liberté des cultes est maintenue (art. 11).

333. La loi du 3 ventôse an III (21 févr. 1795) marque une nouvelle évolution de la Convention nationale. C'est la première « loi organique des cultes », et elle fut rendue sur le Rapport de Boissy d'Anglas, dont l'Assemblée prescrivit l'envoi à toutes es communes.

Cette loi et le Rapport s'efforcent de dégager le droit inauguré par la révolution de la violence religieuse ou anti-religieuse. Son art. 1 consacre, une fois de plus, le libre exercice des cultes. Son art. 4, est devenu l'art. 45 des Organiques. Son art. 5 est l'art. 43 des Organiques. Son art. 6 forme la partie finale de l'art. 1 du Concordat, et cette partie finale ne fut accordée par Rome qu'avec peine, sous la réserve des explications fournies par le gouvernement français.

Il résulte de ces remarques que dans l'étude de la légalité religieuse actuelle, on aurait tort d'omettre l'examen de la loi de ventôse an III, et de n'en pas rechercher l'esprit.

Le temps était arrivé, dit Boissy d'Anglas, d'affranchir le corps politique de l'influence de la religion. Tel est le principe que la Constituante devait faire prévaloir, et qui subsiste après des écarts législatifs et des violences de toute nature. Il fallait « rendre étrangère au gouvernement une puissance longtemps sa rivale ».

Est-ce là, oui ou non, l'inspiration première des Articles Organiques ? On le sait.

Mais il importait que chaque citoyen puisse se livrer aux pratiques que demande le culte qu'il professe ; qu'il n'y ait point de préférence pour les cultes, et qu'ils demeurent en dehors de la publicité. Dans ces conditions, les pratiques religieuses ne pourront devenir des délits envers la société.

Ces principes sont entrés en partie dans la législation, et, pour le surplus, ils persistent à l'état de tendances, qui inspirent certaines dispositions législatives ou réglementaires de détail.

La Constituante, suivant Boissy d'Anglas, a voulu, à tort, créer, organiser et fonder pour la religion un *établissement*. Le Joséphisme était un établissement ; l'Eglise anglicane est un établissement. Elle le voulut « pompeux et dispendieux, presque aussi vaste que celui qu'elle avait détruit ». Elle établit également une hiérarchie religieuse, dans laquelle la ferveur de certains sectaires crut voir le retour de l'Eglise primitive. Elle déchaîna le plus grand fléau qui puisse accompagner une religion, c'est-à-dire un schisme, qu'elle ne sut pas réprimer.

Donc, il ne faut pas que l'Église forme en France un Établissement différent de l'ancien, rapproché ou non de l'*Etablissement anglican* ou de l'organisation du *fonds de religion* josséphiste. Cette conception n'était pas assez dégagée des réminiscences du passé ; elle eût été une erreur.

On n'ignore pas que, présentement, comme au temps de Boissy d'Anglas, derrière les questions de séparation de l'Église et de l'État, que plusieurs voudraient mettre à l'ordre du jour, les hommes politiques d'hier et de demain entrevoient la possibilité, en France, d'un *Etablissement*, mais doté de l'indépendance. C'est là ce qui les rattache au Concordat, comme à une transaction fort acceptable. — Revenons à Boissy d'Anglas.

« Ce qui avait été élevé par l'*imprévoyance* fut renversé presque aussitôt par la démence et par la fureur. » Mais le problème est-il résolu définitivement? Boissy d'Anglas nous dit : « Donnez l'indépendance, mais exercez une bonne police. C'est ce qui tenait si fort à cœur au gouvernement français dans l'article 1^er^ du Concordat ; c'est la pensée-mère des Organiques : « Que votre police puisse surveiller sans cesse les inconvénients et les excès. » D'ailleurs, « il n'est aucune société particulière dans l'État qui ne doive être soumise à la police. » « La police protège, mais elle veille. » « Établissez les principes d'après lesquels la police publique doit s'exercer à l'égard des pratiques religieuses, et vous aurez rempli votre tâche. »

Toute la légalité actuelle s'est inspirée de ces idées, et Boissy, devenant tout à fait notre contemporain, se résume en disant : « La théorie que je viens d'exposer est simple, elle peut encore se simplifier : elle repose sur deux bases inébranlables, la police publique et l'instruction... C'est par l'instruction que seront guéries les maladies de l'esprit humain... Emparez-vous de son influence, dirigez-la. »

Boissy est moins bon prophète quand il annonce que, de la sorte, nous arriverons à la religion de Socrate, de Marc-Aurèle et de Cicéron. Il est moins perspicace quand il croit possible qu'il n'y ait aucun prêtre avoué, aucune hiérarchie apparente au milieu de la société, aucun édifice religieux extérieurement distinct. Mais il ne se laisse pas écarter longtemps des théories de droit qui sont la base de la légalité actuelle, et qu'il nous explique le premier. « Ne regardant, dit-il, la religion que comme une opinion privée, *vous ignorerez ses dogmes*... Vous ne souffrirez pas qu'aucune religion porte atteinte à la pro-

priété nationale : les édifices publics, les monuments sont dans le domaine de l'État... Vous ne souffrirez pas davantage que vos routes, vos places publiques soient embarrassées par des processions ou par des pompes funèbres... Votre police doit s'étendre sur la morale qui sera répandue dans les assemblées destinées aux cérémonies d'un culte particulier... »

N'oublions pas que la Convention par une loi en date du même jour, vote l'envoi de ce rapport à toutes les communes. C'est la charte religieuse de ventôse an III. Notre légalité présente remonte jusque là.

Boissy d'Anglas propose de traiter l'Église comme toutes les sociétés formées pour des intérêts quelconques. C'est une marche simple et facile, dit-il. Mais ce n'est pas l'*Église* qu'il considère ; il ne voit que des aggrégations particulières et sans lien commun. Ces réunions d'hommes ne formeront pas de coalitions, n'auront pas de correspondances, n'établiront pas de subordination, ne se viendront point en aide réciproquement, la police y veillera, sinon *la puissance monstrueuse des corporations* renaîtrait.

La légalité subséquente n'a pas osé s'aventurer jusque là. La marche « simple et facile » à suivre n'a pas été trouvée. La question est, dans quelques-uns de ses détails, une des difficultés de nos jours. Mais la doctrine que la Convention approuvait par son vote a toutefois inspiré, dans une certaine mesure, l'art. 4 des Organiques et divers textes ayant force de loi pour des situations spéciales, quelle que soit la solution des questions de principes.

« Aucun concile national ou métropolitain, disent les Organiques, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante [sous-ent. ecclésiastique] n'aura lieu, sans la permission expresse du gouvernement, art. 4, Organ. » La règle générale est la prohibition ; l'autorisation est l'exception.

Sous Louis-Philppe, on agita la question de savoir si des évêques ayant arrêté par correspondance des résolutions communes, publiées avec les diverses signatures, n'étaient pas en contravention, comme ayant tenu un *concile par lettres*, sans autorisation.

Après la chute de la Royauté de 1830, les évêques décidèrent qu'ils ressaisiraient la liberté des conciles et, pour éviter une violation de la loi, un décret du 16 septembre 1849 donna l'autorisation, *non demandée*, de tenir les synodes métropolitains et les synodes diocésains pendant l'année 1849. Un décret

du 22 mars 1850 concéda préventivement la même autorisation pour l'année 1850. Un décret du 8 janvier 1853 en fit autant pour l'année 1853, les évêques protestant toujours contre un droit d'autorisation qui suppose un droit d'interdire. Les trois derniers conciles de la province de Bordeaux, tenus à Périgueux en 1856, à Agen en 1859, à Poitiers en 1868, n'avaient été précédés d'autorisation gouvernementale d'aucune espèce, même non demandée. Pour éviter l'apparence d'illégalité flagrante, le Ministre écrivit à l'archevêque de Bordeaux que l'ancienne prohibition se trouvait *abrogée en fait* par une phrase du discours de l'Empereur aux grands corps de l'État, le 18 janvier 1868 : « les conciles se tiennent librement et sans entrave». Cette *abrogation* sans formalité est, peut-être aussi, sans autre exemple ou précédent (V. *infr.*, n° 342).

Quant aux *conférences* ecclésiastiques des prêtres de chaque canton, elles sont considérées comme libres.

334. Un décret du 11 prairial an III (30 mai 1795) rend provisoirement les églises aux communes pour le culte, et ordonne aux prêtres de n'exercer qu'après avoir fait dresser acte par la municipalité de leur soumission aux lois. — 20 fructidor an III (6 sept. 1795). Les prêtres déportés et rentrés en France seront bannis à perpétuité. — 5ᵉ jour commentaire an III (21 sept. 1795). Les pères, frères, oncles, neveux des prêtres insermentés sont incapables de toute fonction administrative, municipale, judiciaire, à peine de forfaiture. — 7 vendémiaire an IV (28 sept. 1795). Loi sur l'exercice et la police des cultes, en 6 titres, résumant les lois antérieures sur la matière. Tit. I, art. 1 : Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte est soumis à la surveillance des autorités. Cette surveillance se renferme dans des mesures de police et de sûreté publique.

Une instruction du Directoire, du 12 janv. 1796 (23 nivôse an IV) rappelle que « toutes les manœuvres des prêtres réfractaires n'ont pour but que le renversement de la République », et, rejetant tous les « ménagements pusillanimes », ordonne l'exécution des lois : le Directoire aura constamment les yeux ouverts sur les fonctionnaires publics, qui répondront de leurs négligences ou prévarications.

Cependant, les lois du 19 fructidor an IV, du 26 du même mois, du 7 fructidor an V, du 5 prairial an VI contiennent quelques atténuations de rigueurs. L'arrêté du 26 février 1797 (8 ventôse an V) permet aux prêtres français de se retirer en Italie

dans la partie des États du pape occupée par les troupes de la République, et avec la protection du général en chef de l'armée d'Italie.

Le Consulat, par deux arrêtés du 7 nivôse an VIII (28 déc. 1799), et un autre du 2 pluviôse (22 janv. 1800), assure aux citoyens l'usage des édifices destinés au culte, sauf à y laisser célébrer les cérémonies décadaires. Puis, le 15 juillet 1801 (26 messidor an IX) est signé le Concordat, dont les ratifications sont échangées le 10 septembre (23 fructidor), et qui est publié le 18 germinal an X (8 avril 1802).

335. Le Concordat de 1801 comprend 17 articles, dont le premier garantit le libre exercice de la religion catholique, sauf l'observation des règlements de police.

Les art. 2 et 9 étaient transitoires et relatifs aux nouvelles circonscriptions diocésaines et paroissiales à établir. L'art. 3, également transitoire, concerne la démission des titulaires des anciens sièges. L'art. 17 est une simple réglementation hypothétique du droit contenu dans les art. 4 et 5. En réalité, il reste 12 articles du Concordat, et non plus.

Les art. 4 et 5 accordent au chef de l'État la nomination des évêques, à qui le pape confère l'institution canonique. Il est manifeste que si le pape refuse l'institution, le gouvernement n'a ni le droit, ni le moyen d'y suppléer et se voit obligé à faire un autre choix.

La bulle du 23 décembre 1872, instituant l'évêque d'Autun, emploie pour caractériser le choix du gouvernement, cette expression : *nobis nominavit*. Elle avait soulevé quelque difficulté, mais le conseil d'État, réuni en assemblée générale le 30 janvier 1873, a déclaré qu'après les explications du Saint-Siège, ces expressions ne sauraient faire obstacle.

L'art. 6 prescrit le serment pour les évêques. L'art. 8 ordonne la prière pour les consuls. Les art. 10 à 12, 14 et 15, concernent la nomination aux cures, les chapîtres, les séminaires, les églises remises à la disposition des évêques, le traitement, les fondations.

L'art. 13 déclare incommutable l'aliénation des biens ecclésiastiques. L'art. 16 reconnaît au Premier Consul les mêmes droits et prérogatives dont jouissait l'ancien gouvernement.

336. Portalis, dans son *Discours sur l'organisation des cultes* et *Exposé des motifs* du projet de loi relatif à la Convention

passée entre le gouvernement français et le pape, lu en séance du Corps Législatif le 15 germinal an X (5 avril 1802), développe sous le titre de : *Plan de la Convention*, les bases juridiques du Concordat.

« La religion catholique est celle de la très grande majorité des Français. Dans les temps qui suivent les grandes tempêtes politiques, et même dans les temps les plus calmes, il est de l'intérêt des gouvernements de ne point renoncer à la conduite des affaires religieuses ; ces matières appartiennent à la haute police de l'État. L'État n'aurait qu'une autorité précaire si les hommes qui exerçent une grande influence sur les esprits et sur les consciences n'étaient pas liés à la société en quelque manière.

« Mais les principes du catholicisme ne permettent pas que le chef de chaque État politique puisse se déclarer chef de la religion. En saine politique, on peut croire d'ailleurs que cette réunion des pouvoirs temporels et spirituels dans les mêmes mains ne serait pas sans danger pour la liberté.

« D'autre part, il n'est pas évident qu'il soit plus utile à un État dans lequel le catholicisme est la religion de la majorité, d'avoir dans son territoire un chef particulier, primat ou patriarche, que de correspondre avec le chef général de l'Église. » Ce chef général de l'Église « ne peut jamais naturaliser son crédit comme pourrait le faire un pontife national ; il rencontre dans les préjugés, dans les mœurs, dans le caractère d'une nation dont il ne fait pas partie, des obstacles à l'accroissement de son autorité ; il ne peut manifester des prétentions sans réveiller toutes les prétentions et toutes les jalousies ; il est perpétuellement distrait de toute idée de domination particulière par les embarras de son administration universelle. »

Donc, le Concordat, bien qu'il ne le dise pas, est fondé sur l'exclusion d'une dictature sacerdotale exercée, au sein de la nation, par un national ; sur l'exclusion d'une suprématie religieuse remise aux mains du chef de l'État ; sur le *fait* de la majorité numérique appartenant aux catholiques et l'admission du principe hiérarchique sans lequel ils ne seraient plus catholiques ; enfin, sur la généralité de l'administration universelle, devenant une garantie à l'encontre des accroissements d'autorité qui pourraient ressembler à une domination particulière. Telles sont les idées fondamentales du droit concordataire, qu'il faut rapprocher de celles de la loi Organique de ventôse an III (Voy. *supr.*, n° 333).

337. L'Angleterre, fait observer Portalis, n'a pas seulement accompli une grande révolution politique, à laquelle on compare la nôtre. Elle a *modifié la hiérarchie*, et la religion, représentée par cette hiérarchie, est devenue un ferme appui de l'État. Mais l'Angleterre n'avait pas eu « l'imprudence de dépouiller le clergé de ses biens, avant de lui demander le sacrifice de sa discipline et de sa hiérarchie », et l'Angleterre ne s'est pas trouvée en présence de « l'avilissement du nouveau clergé », substitué à l'ancien.

Ici revient la question que Boissy d'Anglas a éludée, la question de l'Eglise comme *établissement*. Cette question comporte des sous-divisions, comme parle l'École.

Les grandes bases du Concordat viennent d'être indiquées. Ce que la Révolution a voulu et accompli, ce qu'elle a concédé, les garanties de fait et de droit sur lesquelles elle se repose, Boissy d'Anglas et Portalis nous l'ont dit.

Mais, premièrement, l'établissement sera-t-il modifié dans sa hiérarchie, en ce qui concerne le lien et la subordination ? Portalis constate que l'on se trouve en face d'un essai avorté et impossible à reprendre, soit à raison de l'avilissement, soit parce que la *procédure* a été mal dirigée. Expliquons ceci :

« Le dernier état de la discipline générale est que les évêques doivent recevoir l'institution canonique du pape », dit Portalis. Ajoutons un mot : recevoir *directement* est le dernier état. Car, jamais l'institution canonique n'a pu être donnée sans la subordination au chef de l'Église.

Ce qui est le « dernier état de la discipline » pouvait être changé. Pie VII a signé, en 1813, le Concordat de Fontainebleau, dont l'art. 4 *changeait*, en effet, le dernier état de la discipline. Mais ce qui eût été *possible* avec un clergé non avili, avec un clergé non dépouillé de son établissement ou réduit à la nécessité du martyre, et, surtout, avec le concours du pape *libre* et posant des limites à ses concessions, au lieu de se voir renfermé dans les termes voisins du schisme de l'art. 4 de Fontainebleau, était impraticable en 1801, et n'est pas entré dans la pensée des négociateurs du Concordat.

La France devait d'autant plus renoncer à modifier la hiérarchie au point de vue des personnes, du lien et de la subordination, que le « dernier état de la discipline » est devenu la discipline générale, et que la France n'est point isolée. « Chez les peuples modernes, la conformité des idées religieuses est

devenue entre les gouvernements et les individus un grand moyen de communication, de rapprochement et d'influence. » On ne briserait pas impunément cette unité disciplinaire, pour arriver à un isolement, sans aucun avantage : « Aucune raison d'État ne pouvait déterminer le gouvernement à ne pas admettre ce point de discipline. »

Voilà donc encore un fondement juridique du Concordat.

D'ailleurs, il ne faut rien changer mal à propos dans la religion établie : elle a « de profondes racines dans les esprits et dans les cœurs », et, par suite, « ses institutions et ses maximes religieuses tiennent depuis longtemps aux habitudes du peuple, se sont mêlées à toutes ses idées, sont souvent son unique morale et font partie de son existence ».

Deuxièmement, la hiérarchie serait-elle modifiée dans ses rapports sociaux, relativement à la constitution de la famille ? Il y aurait eu atteinte, suivant Portalis, à la constitution des familles dans un pays couvert de monastères, de chapîtres, de communautés régulières et séculières, « où tout semble écarter les hommes de l'état du mariage et des travaux utiles. Ces dangers sont écartés, dit-il, par nos lois ; *nous n'admettons plus que les ministres dont l'existence est nécessaire à l'exercice du culte* », et la loi qui laisse les individus arbitres souverains de leurs engagements de conscience, n'admet pas ces engagements comme dirimants dans l'ordre civil. Donc, d'après ce raisonnement, les lois antérieures au Concordat, « nos lois », dit Portalis, ont pourvu, et il n'est pas dérogé.

Relativement aux rapports sociaux et à la constitution de la famille, la hiérarchie est modifiée, d'ores et déjà, par la seule reconnaissance des ministres *nécessaires à l'exercice du culte*, et par le refus de reconnaître l'engagement de conscience comme dirimant au point de vue civil. Aller au delà, c'était « affaiblir le nerf de la discipline de l'Église. On conserve aux individus toute la liberté et tous les avantages garantis par les lois de l'État, mais il eût été injuste d'aller plus loin, et d'exiger pour les ecclésiastiques de France, *comme tels*, une exception qui les eût déconsidérés auprès de tous les peuples catholiques, et auprès des Français mêmes auxquels ils administreraient les secours de la religion. »

Troisièmement, la hiérarchie serait-elle modifiée dans un but

doctrinal et anti-ultramontain ? Portalis répond : « Le pape *comme souverain*, ne peut plus être redoutable à aucune puissance ; il aura même toujours besoin de l'appui de la France, et cette circonstance ne peut qu'accroître l'influence du gouvernement français dans les affaires générales de l'Église, presque toujours mêlées à celles de la politique... Le pape avait autrefois dans les ordres religieux une milice qui lui prêtait obéissance... Nos lois ont licencié cette milice... Nous n'aurons plus qu'un clergé séculier. »

Donc, en droit public européen, les faits ont renversé, au profit de la France, les influences de l'Eglise dans les affaires générales, et il n'y a pas à modifier la hiérarchie pour arriver à ce résultat, qui est acquis. En droit public interne, « nos lois » ont pourvu.

En résumé, la base juridique concernant la hiérarchie, exclut le clergé avili ; repousse un *établissement*, avorté par suite de procédure mal engagée ; abandonne la discipline plus ancienne et s'en tient au dernier état de la discipline ; accepte cette discipline dans les conditions et la signification qu'elle a comme discipline générale ; renonce à tout particularisme qui, résultant de concession, n'en serait pas moins l'isolement au milieu des nations voisines et catholiques ; reconnaît la force des institutions religieuses ayant des racines dans l'esprit et le cœur, et mêlées à l'existence d'un peuple ; se réfère aux lois récentes qui protègent les rapports sociaux et la constitution de la famille, à celles qui dénient aux engagements de conscience la qualité de dirimants dans l'ordre civil ; s'appuie sur la garantie des faits, c'est-à-dire des victoires de la France, en droit public européen, et sur les réserves posées par nos lois, en droit public interne, lois restrictives ou destructives de toute influence qui n'est pas celle du clergé national séculier. Cf. *infr.*, n^os^ 344 et 359, 360 et s.

338. Après nos trois sous-divisions relatives aux personnes, nous reprenons la question de l'*établissement* quant aux biens. Le procédé est aussi méthodique que vulgaire.

Le Concordat se borne à donner un fondement juridique à la personnalité civile dans son art. 16 : Les catholiques français pourront, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations.

Portalis se contente d'ajouter *qu'il fallait* pourvoir à la dotation d'un culte qui n'aurait pu subsister sans ministres, et dit que le *droit naturel* réclamait en faveur de ces ministres des secours

convenables pour assurer leur subsistance. Il rappelle que le clergé catholique a été dépouillé de grands biens, et, rejetant la nécessité de l'intervention du pape, qui n'a point à promulguer des lois dans la société, il insinue « qu'il a été utile que la voix du chef de l'Église pût retentir doucement dans les consciences, et y apaiser des craintes ou des inquiétudes que la loi n'a pas toujours le pouvoir de calmer ». Le pape a ainsi légitimé entre les mains des détenteurs actuels la possession des biens du clergé.

Le fondement juridique de l'*établissement* quant aux biens reste donc vague et indéterminé dans ses applications, mais l'art. 16 du Concordat en consacre la légalité ; il reste moins vague dans sa cause contingente, qui est la nécessité, il *le fallait ;* il demeure très peu précisé dans sa cause première et permanente du droit naturel.

Le Concordat n'a pas expliqué formellement qu'il y eût corrélation de cause à effet entre son art. 13 et l'art. 14, en sorte que l'interprète qui s'en tiendra pharisaïquement au texte et à la lettre pourra nier, comme le fait Portalis, qu'il y ait pour le droit une cause ecclésiastique, ou qu'il ait fallu admettre un *droit ecclésiastique* sur ce point, outre le droit naturel.

La question à résoudre, on peut le dire, s'est trouvée ajournée, plutôt qu'elle n'a été résolue. Boissy d'Anglas et Portalis ont entrevu la difficulté ; ils l'ont esquivée plus ou moins adroitement. Peut-être même les études des publicistes, des économistes, des hommes d'État, des politiques, des jurisconsultes et des canonistes, ne sont pas encore assez complètes à cet égard, et alors le problème serait l'un de ceux qu'une génération lègue à la suivante (Voy. *infr.*, la 5ᵉ partie).

339. Une appréciation récente de la *situation de droit* créée par le Concordat a été fournie, avec une haute autorité, dans les *Observations présentées à MM. les Sénateurs et Députés* sur différents projets de lois relatifs au culte catholique. Ce document a été signé, en mai 1882, par le card.-archevêque de Rouen, le card.-archevêque de Paris, l'archevêque de Larisse, coadjuteur, l'archevêque de Reims, les évêques de Meaux, Chartres et Versailles.

Doit-on abolir le Concordat ? Telle est la question posée par une certaine partie de la presse et dans des réunions de diverse nature. « Il faudrait, répondent les évêques, pouvoir faire la preuve d'un changement profond survenu dans les pensées et

dans les volontés du pays. Cette preuve, on ne la fera pas... Car nous ne croyons pas que la France demande à ses représentants de la ramener à l'état de trouble et de malaise d'où le Concordat l'avait fait sortir. »

Répondant à l'argument que l'Église n'est pas restée dans la stricte exécution du Concordat de 1801, les évêques s'expriment ainsi : « On n'a pas appliqué le traité dans un esprit de malveillance et de jalousie.

« On n'en a pas fait une arme contre Rome.

« A-t-on vu dans le Concordat l'obligation de l'exécuter de la sorte ? L'équité véritable n'est pas toujours dans l'interprétation étroite d'un texte...

« Le Concordat *posait un principe* et *visait un fait*. Le principe, c'était la restauration de l'Église ; le fait, l'état précaire de la religion à l'époque du traité. Le *principe* était durable ; il embrassait les développements futurs de la religion et de la nation, à la faveur de la paix rendue aux consciences. Le *fait* était essentiellement passager. Au lendemain d'une crise formidable, l'Eglise renaissait à peine de ses ruines ; l'Etat, appauvri par les révolutions et par la guerre, était réduit aux expédients pour équilibrer son budget. Enfermer pour toujours les relations de l'Eglise et de l'Etat dans la condition misérable et besogneuse de 1801, ce n'eût pas été interpréter loyalement le Concordat, c'eût été méconnaître la pensée qui l'avait inspiré et le but qu'on s'était proposé en le signant. »

340. Une autre question que celle de l'abolition du Concordat est la question du caractère ou de la valeur juridique qu'on doit lui attribuer. C'est au nom de la doctrine catholique que plusieurs élèvent des difficultés. « On discute sur le caractère des Concordats, dit Ravelet. Sont-ils des contrats synallagmatiques intervenus entre le Saint-Siège et les gouvernements, ou de pures *concessions* du Saint-Siège, n'ayant que la forme des contrats (1) ? »

Cette question, autour de laquelle on a fait un certain bruit, à notre époque, a été traitée par les canonistes, en dehors de toute préoccupation de parti. Scavini, *Instit. jur. can.*, disputatio prima, cap. 4, affirme que les concordats obligent de telle sorte l'une et l'autre partie contractante, que toute violation est contre le droit naturel, lequel prescrit d'observer religieusement le pacte conclu.

(1) Ravelet, *Code manuel des lois civiles ecclésiast.*, 2e éd., p. 6.

La transaction de 1789, qui met les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation, dit Touzaud (2), avec charge de pourvoir aux besoins du culte, est consacrée par le Concordat dans des conditions régulières et définitives. Toutes les stipulations de cet acte ont le caractère d'un échange réciproque de déclarations ou de concessions. « C'est un contrat *synallagmatique*. A vrai dire, il faut noter que le caractère synallagmatique fait l'objet d'une controverse en droit canonique. L'élévation particulière de la mission donnée par Dieu à son Eglise, et la supériorité morale qui en découle en sa faveur sur l'autorité séculière ne permettent *peut-être* pas d'employer des termes de nature à placer avec *convenance* les deux pouvoirs sur le pied d'une égalité parfaite. »

Nous avouons ne pas comprendre comment la supériorité morale de l'une des parties serait un obstacle à l'existence d'un contrat, même lorsque cette supériorité découle de l'élévation de la mission. En Algérie, on a quelquefois tenu ce langage : Nous avons à l'égard des Arabes la supériorité morale qui est renfermée dans la supériorité de la civilisation chrétienne comparée à la civilisation musulmane ; nous avons une mission générale très élevée, que nous tenons de la civilisation, représentée par nous, et du fait de l'occupation ; nous avons une mission territoriale moins relevée, mais d'ordre supérieur, consistant à maintenir l'ordre public au milieu des populations soumises à la France, dans leur intérêt propre et dans l'intérêt des nations ; à raison de cette situation, aucun contrat ne nous lie et ne donne un droit quelconque à l'Arabe. Ce raisonnement ne nous convainc pas, et nous porte à dire uniquement qu'il y a des différences de genre et d'espèces entre les contrats, soit qu'il s'agisse de l'Algérie, soit qu'il s'agisse de la France stipulant des concordats. Nous continuons la citation :

« Au surplus, on conçoit que l'Eglise n'a pas de concessions à faire obligatoirement, tandis que l'Etat doit rechercher, par des faveurs expresses, l'accord avec la religion qu'il a l'obligation de soutenir et de protéger. De plus, l'Eglise, assistée de Dieu, ne peut admettre que la direction qui est donnée à ses affaires dans les rapports avec l'Etat, puisse légitimement provoquer une rupture de contrat, tandis que des éventualités qui pourraient l'amener à dénoncer le traité sont dans la

(2) *L'Église et l'État. Compte rendu* du congrès des jurisconsultes catholiques. Grenoble, 1881, p. 189.

nature des choses purement humaines. A tous ces titres, on conçoit que le terme de synallagmatique puisse paraître trop absolu, s'il n'est expliqué et limité dans sa portée. Mais il demeure certain qu'*au point de vue du droit civil, il y a un contrat et des obligations réciproques*. »

Ainsi, la matière du contrat ferait défaut: 1° s'il n'y a pas obligatoirement un *jus aliquid* sur lequel on traite; et 2° l'Etat est obligé de protéger la religion, par conséquent de rechercher l'accord, sous la forme de *faveurs* expresses. Si incontestable, cependant, que soit l'obligation de l'Etat, l'obligation *réciproque* de lui faciliter les moyens de remplir sa mission doit exister, et par suite la matière du contrat.

Mais l'Eglise est assistée de Dieu, et si elle peut rompre un contrat dans les circonstances qui déterminent la rupture des contrats ordinaires, on ne peut rompre à son égard, par suite de l'assistance divine. C'est de la *sanction* des contrats qu'il s'agit ici. Or, il est certain que, dans les traités entre souverains indépendants, la sanction juridique n'apparaît pas clairement. Car la guerre n'est pas une sanction juridique : elle une voie d'exécution qui précède la sentence, ou qui en dispense. Néanmoins, personne n'affirme qu'il n'existe pas de contrat entre souverains indépendants. La sanction, entre souverains, est toute morale; elle est dans la conscience humaine, dans le jugement de la postérité, dans l'histoire, qui discerne mieux que les contemporains, entre le juste et l'injuste.

Au surplus, la doctrine catholique déclare l'Eglise assistée dans ses conciles universels, à la condition d'agir, *conciliariter, humano modo*. L'Eglise n'est pas de ce monde, mais elle vit en ce monde et agit *à la manière humaine*, puisque c'est la condition de l'assistance divine. Donc, elle peut contracter véritablement.

Les prophètes, les apôtres ont eu l'*inspiration immédiate;* il n'est promis à l'Eglise que l'*assistance* qui l'empêche d'errer. Le pape, avant ou après la promulgation du dogme d'infaillibilité, ne jouit pas de l'inspiration immédiate, mais il est assisté lorsqu'*il définit*, lorsqu'il parle *ex cathedra*. Ainsi, dans l'art. 3 du Concordat, le pape dit que les titulaires des anciens sièges épiscopaux seront invités à donner leur démission et qu'en cas de refus, il sera passé outre, il prescrit et ordonne en qualité de chef de l'Eglise, et l'*obéissance* lui est due. S'il venait à définir que le pouvoir Apostolique renferme le droit d'anéantir non pas un seul siège épiscopal, pour des motifs canoniques, ou

jugés suffisants, mais toute une collectivité de sièges antiques dont la tradition faisait partie de la tradition de l'Eglise universelle, tradition qui paraîtrait ébranlée par l'exercice de son pouvoir de lier et de délier, la *croyance* lui serait due. Le premier cas suffit pour un contrat; le second cas rend le contrat impossible, parce que la question est élevée et portée dans une sphère supérieure à celle des conflits (3).

Enfin, le contrat qui serait *certain* au point de vue du droit civil, et qui n'existerait pas au point de vue canonique, qui produirait des obligations dans un *for* auquel il demeure étranger, nous paraîtrait une conception impossible.

§ 4. — *Les Articles Organiques.*

341. Les Articles Organiques sont au nombre de 77, répartis en quatre titres, traitant du régime de l'Eglise catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'Etat; des ministres du culte, de la circonscription des archevêchés, des évêchés et des paroisses, des édifices destinés au culte, et enfin du traitement des ministres.

On sait que les Articles Organiques furent rédigés sans aucune participation du Saint-Siège ; que Rome protesta et demanda la modification de plusieurs points, signalés par les notes diplomatiques du cardinal Consalvi ; qu'un décret du 28 février 1810 amena des changements peu importants, et qu'enfin le pape persista à refuser son adhésion et à réclamer l'abrogation des Organiques. Cf. 2ᵉ Append. gén. à la 3ᵉ part., n° 11.

Rome protestait contre des dispositions en opposition avec es règles canoniques, contre l'extension donnée à certains articles au delà des limites posées dans le concordat, contre la publication d'un véritable code ecclésiastique en France sans le concours du Saint-Siège.

(3) La démission des évêques exilés fut exigée. Pour les évêques constitutionnels, le serment suivant fut prescrit: « Je déclare renoncer de mon propre mouvement et avec sincérité à la constitution, dite civile du clergé, et adhérer à la nouvelle convention intervenue entre Votre Sainteté et le gouvernement français, dont j'admets les dispositions et articles, promettant de garder l'obéissance due à Votre Sainteté et à ses successeurs. » — Les prêtres durent faire cette déclaration : « J'adhère au concordat, et je suis dans la communion de mon évêque institué par le pape. »

Les canonistes, suivant la remarque de Campion (1), considèrent ces articles comme nuls aux yeux de l'Église.

L'abbé André (2) veut que l'on considère les Organiques sous deux points de vue différents. Si on les regarde comme ne faisant qu'une seule et même chose avec le Concordat dont ils seraient une suite nécessaire, nul doute qu'ils soient radicalement nuls, sous le rapport canonique, comme n'émanant que d'une seule des deux parties contractantes, de la puissance civile qui les a publiés à l'insu et contre la volonté de l'autorité ecclésiastique. Si, au contraire, on les envisage comme une loi purement civile, publiée pour la réglementation des rapports qui existent naturellement entre l'Église et l'Etat, on peut et l'on doit les admettre, avec certaines modifications. C'est ce qu'a fait l'épiscopat français. Les dispositions contraires au droit canon ont été rapportées ou sont tombées en désuétude; d'autres restent l'objet de la répugnance de l'Église, mais elle les tolère; d'autres sont entièrement conformes à l'ancien droit canon.

342. Aucune bulle, bref ou autre expédition de la Cour de Rome ne peuvent être publiés sans l'autorisation du gouvernement : c'est l'art. 1 des Organiques, Le card. Caprara déclara qu'il mettrait la foi et la discipline dans la dépendance du pouvoir temporel, mais l'article fut maintenu. Il en a été fait usage, en 1865, pour motiver des décrets d'abus contre les évêques de Besançon et de Moulins, qui avaient donné lecture en chaire de l'encyclique du 8 décemb. 1864. Or, l'usage de la loi, la sanction donnée à la loi ne l'ont pas affermie, mais ruinée, car la désuétude en a été la conséquence; il n'y a plus eu de poursuites pour ce chef, et les évêques ont pu publier sans obstacle les expéditions de la Cour de Rome (*).

(1) Campion, *Manuel pratique de droit civil. ecclés.*, p. XXIIIj.

(2) André, *Cours de droit canon*, v° *Concordat.*

(*) Scavini, esprit modéré, docteur en l'un et l'autre droit, dit que l'*exequatur* royal, qui *permet* ou *ordonne* de publier ou mettre à exécution les Décrets, Constitutions, Statuts, rescrits du siège Apostolique, ont eu, dans le passé, trois causes, savoir : 1° La justice et la bienveillance paternelle des souverains pontifes, désirant qu'il leur fût représenté, le cas échéant, si telle Constitution Apostolique était opposée au droit public d'une nation ou à des privilèges, ainsi que le déclarait Pie II à Charles VII, roi de France : *Si in aliquo præjudicatum tuis juribus putas, parati sumus tuæ celsitudini justitiam cum omni benignitate administrare;* 2° le respect dû à l'autorité ecclésiastique, lequel s'oppose à ce qu'une œuvre de faussaire, un document obreptif

D'après l'art. 2, aucun nonce ou légat, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français aucune fonction relative aux affaires de l'Église gallicane. Cependant, le nonce, outre sa qualité d'ambassadeur, entretient en France des rapports avec les évêques, malgré les circulaires ministérielles du 19 oct. 1823 et du 26 févier 1824, et il procède *officiellement* aux informations pour l'institution des évêques. La désuétude paraît atteindre cet article.

Les conciles, même généraux, art. 3, ne peuvent être publiés sans examen du gouvernement. Mais les décrets du concile du Vatican ont été publiés, de telle sorte qu'il y a désuétude.

Pour l'art. 4, Voy. *supr.*, n° 333. Toutefois, puisque nous avons rapporté assez longuement les faits qui ont amené la désuétude de l'art. 4, objet de réclamations si souvent répétées, il sera bon d'en rapprocher le fait de la Déclaration du 2 mars 1782, portant défense aux curés de s'assembler sans la permission du roi. Un arrêt du conseil du 15 mars 1781, avait déjà prescrit cette mesure pour les curés du diocèse de Nancy. Et, pour les conciles, même les rois Mérovingiens se réservaient déjà de les autoriser (Voy. *supr.*, n° 241).

Pour l'art. 5, Voy. *supr.*, n° 324, sur le décret du 11 août 1789.

Les art. 6, 7, 8 sont relatifs à l'appel comme d'abus. Sous l'ancienne jurisprudence, le clergé avait souvent demandé que les faits donnant lieu au recours pour abus fussent précisés et déterminés, et le gouvernement s'y était refusé pour ne rien enlever à sa pérogative par une limitation dans l'énoncé. L'énumération limitative n'a pas été faite davantage par les Organiques. De Champeaux (3) et Ravelet (4) relatent les faits

ou subreptice puisse être publié ou mis à exécution, au grand scandale et dommage des fidèles; — ce qui, à certaines époques était plus facile que de nos jours; 3° la possibilité pour les princes chrétiens, fils dévoués de l'Eglise, et connaissant l'esprit des peuples gouvernés par eux, d'écarter plus aisément les obstacles opposés à l'exécution ou capables de retarder l'exécution des Lettres Apostoliques.

(3) De Champeaux, *Recueil général*, 2e éd., t. II, p. 17.

(4) Ravelet, *Code manuel*, 2e éd., p. 14.

Si l'on n'a pas beaucoup écrit en faveur de l'appel comme d'abus, on a beaucoup écrit contre. On a pu montrer quelque courage, à d'autres époques, en attaquant les art. 6, 7, 8 des Organiques; il n'y en aurait plus aujourd'hui. Le premier de tous les abus, en la matière, a dit Févret, *Traité de l'abus*, ch. I, n° 5, « c'est l'appel comme d'abus ». Toutefois, il faut commencer par constater le fait, savoir : que la légalité existe, n'est pas abrogée; qu'elle est purement civile, et l'objet non pas de concession, mais de réclamation constante du Saint-Siège et du clergé français.

sur lesquels il a été statué, apportant ainsi une énumération de jurisprudence, à défaut de toute autre.

Le décret du 25 mars 1813 pour l'exécution du Concordat de

L'*appel* comme d'abus méritait ce nom dans les temps anciens, lorsqu'il venait à la suite de l'exercice de la juridiction ecclésiastique. Présentement, il n'est, dans la généralité des cas, qu'un *recours* pour abus, recours formé devant le pouvoir civil contre un acte de l'évêque ou du simple prêtre ayant agi en cette qualité.

La première apparition de l'appel d'abus est signalée en 1329, date de la plainte portée contre les « empiètements ecclésiastiques » par Pierre de Cugnières, devant l'assemblée des barons, seigneurs et prélats réunis à Vincennes et présidés par Philippe de Valois. A partir du 16e siècle, l'appel fut envisagé comme un moyen de réprimer tous actes ecclésiastiques, considérés comme contraires aux lois ou préjudiciables soit aux intérêts publics, soit à l'intérêt privé. L'abus était jugé par les parlements; l'action était exercée par le ministère public. Aujourd'hui, le conseil d'Etat prononce sur l'abus, sans opérer une *réformation*, sa décision est souveraine, il forme l'unique degré de juridiction, ou plutôt, comme en toute autre matière administrative, il prépare le projet de décret, et c'est le pouvoir exécutif qui statue en conseil d'Etat.

L'ancienne jurisprudence admettait quatre causes principales de recours aux parlements pour abus : 1° la contravention aux canons, lois et décrets des conciles reçus en France; 2° la contravention aux lois, franchises et libertés ou privilèges de l'Église Gallicane ; 3° la violation des concordats, édits, ordonnances et déclarations du roi, ou des arrêts des cours souveraines ; 4° l'empiètement sur la juridiction temporelle ou ecclésiastique.

L'art. 6 des Organiques donne l'énumération suivante, qui n'est pas limitative : usurpation ou excès de pouvoir ; contravention aux lois et règlements ; infraction aux règles consacrées par les canons reçus en France ; attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église Gallicane ; toute entreprise ou procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement les consciences, dégénérer en oppression, en injure ou en scandale public.

Il est à remarquer que l'art. 7 vise comme cas d'abus l'acte par lequel il serait porté atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que la loi et les règlements garantissent à ses ministres. Cet article, dit Batbie, ne s'applique pas aux particuliers mais aux seuls agents du gouvernement, *Doctr. et jurisp. en matière d'abus*, p. 9. Le même auteur donne la raison qui empêche de voir une énumération limitative dans les art. 6 et 7 des Organiques : » Le législateur a pensé qu'il était impossible de prévoir tous les faits qui pourraient se produire, » dit-il.

Affre, cité par Téphany, t. II, p. 288, reconnaît que le conseil d'État a su apporter une réelle modération dans le jugement des affaires à lui soumises. Mais la question de principe subsiste. De Champeaux, auteur judicieux et modéré, dit qu'au point de vue religieux, il sera toujours parfaitement irrationnel qu'un corps purement laïque puisse statuer sur des matières spirituelles, t. II, p. 18. On sait que, le 18 août 1803, le card. Caprara avait protesté au nom du Saint-Siège. Le 4 juin 1824, Léon XII protestait de nouveau et rappelait justement qu'une telle procédure avait toujours été inconnue « à la vénérable antiquité ». André, dans son *Dict. de droit canon*, t. I, p. 203,

Fontainebleau attribuait aux Cours d'appel la juridiction de l'abus et dessaisissait le conseil d'État.

Les limites que reconnait, au moins en principe, la jurisprudence du conseil d'État sont celles-ci : Lorsqu'il s'agit de faits dont la poursuite est de nature à être terminée administrativement, le conseil d'État prononce comme juge de répression. Lorsqu'il s'agit de faits pouvant être renvoyés devant les tribunaux criminels, il s'abstient, pour ne pas influer sur la décision judiciaire. Lorsqu'il s'agit d'un fait qui ne peut être apprécié que dans l'ordre spirituel, il déclare qu'il y a lieu à recours devant l'autorité supérieure, dans l'ordre hiérarchique.

343. La hiérarchie catholique est composée des archevêques, évêques et curés, art. 9. Tout privilège portant exemption de la juridiction épiscopale est aboli, art 10. Les évêques peuvent établir des chapitres cathédraux et des séminaires ; tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés. Ils organisent les séminaires et en soumettent les règlements au gouvernement, art. 11 et 23. C'est en vertu de l'art. 11 que plusieurs décisions du conseil d'État, dont la dernière en date du 5 janv. 1850, prohibaient toute libéralité faite à une fabrique pour les frais d'une mission. D'autres avis en sens contraire sont intervenus, suivis du décret du 6 mars 1872 qui donne l'autorisation, en supprimant la réserve de n'être pas contraire aux lois, et du

croit avoir trouvé une raison décisive de jurisprudence, en disant que l'appel d'abus ne doit plus exister, parce qu'il serait une *anomalie* dans notre droit, lequel ne reconnaît que des contraventions, des délits et des crimes prévus par la loi pénale. Il n'a pas su voir qu'il existe aussi des *infrations* réservées par des lois spéciales au pouvoir disciplinaire. Selon lui, il n'y a pas de *matière* à jugement en dehors du droit commun. Mais la question était de savoir si une autorité disciplinaire pouvait être créée. Il n'a pas vu la question.

Disons enfin que les recours pour abus n'appartiennent pas au contentieux administratif ; qu'ils sont jugés par l'assemblée générale du conseil d'Etat, Décr. du 21 août 1872, art. 5, et sur le rapport de la section de l'intérieur, justice, culte, instruction publique, même décr., art. 7 ; que l'assemblée est saisie par un rapport du ministre des cultes, agissant d'office, ou par le recours soit d'un préfet, soit d'un simple citoyen ; que les parties sont admises à produire des Mémoires ; que la procédure a lieu sans frais, sans constitution obligatoire d'avocat au conseil, sans plaidoirie et sans publicité.

Ducrocq, *Cours de dr. admin.*, t. I, p. 690, 6e édit., n° 728, nie qu'il faille entièrement assimiler le conseil d'État, ou plutôt le pouvoir exécutif siégeant en conseil d'État aux juridictions purement disciplinaires, surtout en ce qui concerne les règles applicables à ces dernières dans leurs rapports avec les tribunaux répressifs. Rien n'est plus sensé.

décret du 31 janvier 1873, qui autorise les dons et legs aux confréries.

C'est à l'art. 14 que l'on rattache, pour les évêques, le droit de censure et le droit de permettre exclusivement l'impression des livres liturgiques, catéchismes, livres d'heures et prières, en choisissant leurs imprimeurs et libraires, avec lesquels ils traitent comme investis des droits d'auteurs. En outre, après la loi du 14 oct. 1814 sur la presse, il a été reconnu que leurs lettres pastorales et mandements ne sont pas assujettis au dépôt.

L'art. 24 exige dans les séminaires l'enseignement de la Déclaration de 1682. Il était tombé en désuétude dès avant le concile du Vatican. A Rome, on garde une lettre de Louis XIV lui-même, de 1693, faisant connaître au pape son désaveu de la Déclaration. Napoléon l'avait fait enlever ; elle a été rendue plus tard aux archives.

C'est à l'évêque qu'il appartient de dresser le tarif des oblations, à charge de le faire approuver par le gouvernement.

L'évêque nomme des vicaires généraux qui, d'après l'art. 36, devaient continuer leurs fonctions pendant la vacance du siège. Cette disposition, absolument contraire au droit canon, a été rapportée par le décret du 28 février 1810.

L'art. 73 et l'art. 74 ont été abrogés par la loi du 2 janv. 1817 et l'ordonnance du 2 avril, même année.

L'art. 76 prescrit l'établissement des fabriques. Les fabriques avaient été supprimées par la Révolution. Il est assez digne de remarque que le Concordat n'en fait pas mention. En principe, et d'après le pur droit canon, le curé est l'administrateur des biens de la paroisse, mais l'institution des fabriques est fort ancienne, et nous ne voyons pas en quoi elle aurait « faussé », comme on l'a dit parfois, l'institution paroissiale, en associant les laïques à une certaine participation dans l'administration des biens.

344. Nous pouvons demander, ici encore, à Portalis quelle est la synthèse légale des Organiques, quelle théorie de droit les Organiques résument ou appliquent. C'est dans son *Rapport au Conseil d'Etat* que nous chercherons la réponse.

En matière religieuse, dit-il, le gouvernement exerce deux pouvoirs, celui du magistrat en tout ce qui intéresse la société, et celui de protecteur de la religion. C'est en vertu du premier titre qu'il réprime toute entreprise sur la temporalité. Ni le

pontife de Rome, ni aucun autre, ne peut se mêler, en quelque manière que ce soit, du gouvernement des peuples.

La religion n'est pas l'État. La religion est la société des hommes avec Dieu; l'Etat est la société des hommes entre eux.

Le magistrat politique peut et doit intervenir dans tout ce qui concerne l'administration *extérieure* des choses sacrées. L'unité de la puissance publique et son universalité sont une conséquence nécessaire de son indépendance. La puissance publique doit se suffire à elle-même; mais elle n'est rien, si elle n'est tout.

De la morale universelle de l'Église, qui s'étend à tout et ne laisse rien d'indifférent dans les actes humains, ne résulte pas pour elle le droit de tout gouverner. Ce serait une extension non justifiée.

En France le gouvernement a toujours présidé d'une manière plus ou moins directe à la conduite des affaires ecclésiastiques. Si, depuis dix ans, il s'était désintéressé dans le choix des ministres, il l'a fait à tort.

Les institutions monastiques ont disparu pendant ce temps. Il n'y a plus une distinction du clergé en séculier et régulier. La discipline ecclésiastique ne sera plus défigurée. Tous les pasteurs exerceront leurs fonctions conformément aux lois de l'Etat et aux canons, et le héros que la France a mis à sa tête devient ainsi le restaurateur de la religion.

Cette donnée générale nous a-t-elle livré un principe? Les Organiques tendent à *restaurer* : la restauration se fera par les lois [civiles] et par les canons : au gouvernement appartient un droit propre d'intervention : son droit dans l'administration des choses sacrées est extérieur et disciplinaire : il s'exerce à titre double, protection, d'une part, dans l'ordre religieux, et défense de la temporalité, de l'autre : ce rôle est conforme à la tradition de la France : La discipline ne sera plus défigurée, [parce que le pouvoir civil veillera] : le clergé sera séculier et national : la *restauration* de l'ordre religieux en France rejette les réguliers : l'Etat revendique l'unité de la puissance publique : un héros, qui a en mains cette puissance, suffit à l'Eglise; il apaisera les troubles religieux comme les troubles civils. Tout cela, qu'est-ce autre chose que refuser à l'établissement nouveau l'*autonomie de la direction disciplinaire*, après qu'on l'a privé révolutionnairement de l'autonomie de sa vie civile? Qu'est-ce autre chose que rétablir, en face de l'établissement nouveau, lorsqu'il va chercher son développement propre au

milieu des conditions nouvelles, l'ancien pouvoir propre du souverain, avec l'antagonisme du passé? Qu'est-ce autre chose que fonder l'ordre nouveau sur un antagonisme latent, et faire dériver de l'idée de l'Etat l'affermissement de l'Eglise ?

Les Articles Organiques sont, en discipline, une *restauration*, c'est-à-dire le retour du régime ancien. Portalis rétrograde sur Boissy d'Anglas (Voy. *supr.*, n° 333), pour *la position de la question*. La solution de Boissy était chimérique. Celle de Portalis est un ajournement, avec continuation du malaise antérieur, fort tolérable sans doute, mais dans une situation qui ne pouvait empêcher une énergie, existante au sein de la société, d'accomplir la loi économique et physiologique de toute énergie, comme nous l'allons dire avec un écrivain et penseur original, Pilgram (5).

345. Nous éclairerons premièrement le sujet, en exposant quelques idées de Liberatore (6).

« Une grave erreur, dit celui-ci, consiste à croire que l'Etat doit protéger l'Eglise, en vertu d'un changement produit par le christianisme dans la nature même de l'Etat. Si, cependant le gouvernant se met dans l'esprit que l'obligation où il est d'appuyer par une sanction les lois ecclésiastiques vient de ce que, en embrassant la foi, le pouvoir civil s'est trouvé intrinsèquement changé, autre qu'il n'était dans l'ordre naturel, de sorte que son objet propre n'est plus le bonheur temporel, reposant sur la paix publique et le maintien de la justice sociale, mais le salut des âmes, ou encore l'honnêteté surnaturelle des mœurs, c'est-à-dire la vertu en tant qu'élevée par l'Evangile au surnaturel; si, disons-nous, le gouvernement allait se faire une opinion si erronée, il s'arrogerait par là le droit de porter des lois dans l'ordre religieux et de mettre directement la main à ce qui touche la foi et la morale. Ce fut l'erreur des empereurs du Bas-empire, erreur qui trouva imitation dans les prétentions du Gallicanisme et du Fébronianisme...

« La fin du pouvoir politique en soi ne peut être qu'une fin naturelle... Or, si la fin du pouvoir politique en soi est naturelle, elle est demeurée telle, même après le christianisme...

(5) Pilgram, *Physiologie de l'Église*, ou *Étude sur les lois constitutives de l'Église*, trad. sur la 3e éd., par Reinhard. Paris, 1866, chez Périsse.

(6) Liberatore, *l'Église et l'État*, trad. de la 2e éd. ital., p. 96 et s.

La venue du christianisme a changé les *rapports extérieurs*. Le pouvoir politique, autrefois se rapportait à la fin purement naturelle des individus;... il était en contact avec une autorité religieuse *qu'il possédait* personnellement, ou *qui était en sa dépendance;*... il suffisait que l'ordre public se réglât sur l'honnêteté morale connue par la raison. Et maintenant il faut que cette moralité soit définie par la révélation et les prescriptions de l'Évangile... Dans le christianisme, le peuple n'est plus composé de simples hommes, mais de fidèles, c'est-à-dire d'hommes engendrés par le Christ à la vie de la grâce, *avec de nouveaux droits et de nouveaux devoirs*. Le terme envisagé par l'autorité politique est donc changé : or, tout changement dans le terme emporte conséquemment dans le sujet corrélatif un changement de rapport. En outre, par l'établissement de l'Eglise, la société a été, de droit divin, soumise au gouvernement d'un nouveau pouvoir suprême, le pouvoir sacerdotal, qui est absolument indépendant du pouvoir politique, avec lequel il doit aller d'accord, *afin que la société soit ordonnée et tranquille dans sa marche*...

« L'ordre religieux, qui dépendait du pouvoir politique dans le paganisme, lui a donc été *enlevé tout entier*. La religion alors, comme institution publique, avait pour but la prospérité de l'Etat. Conséquemment, *ou elle était une appartenance du pouvoir royal, ou elle s'unissait à lui dans la même personne, ou elle lui demeurait subordonnée*. Chez les Romains, le pontificat suprême était comme la couronne et le complément de la dignité impériale... Mais il arrive que le pouvoir politique méconnaît d'abord sa dignité, en se séparant de l'Eglise. Puis, *s'étant ainsi refait païen*, il cherche à *reprendre sur la religion de Jésus-Christ ce plein empire qu'il exerçait autrefois* sur les superstitions du paganisme. »

1° Constantin, 2° les Barbares, 3° Charlemagne, ont établi ou modifié les *rapports ecclésiastiques*, dont Liberatore nous décrit si nettement la nature et assigne l'origine. Elle commence dans le monde avec la chrétienté, si différente du monde païen.

L'esprit Capétien et légiste (V. *supr.*, n° 278), entraînant la France vers des voies nouvelles par l'effet de nécessités politiques, modifia moins les *rapports ecclésiastiques* qu'il ne leur fut hostile. La Révolution détruisit, avec l'intention de créer. Elle fit table rase.

Ce sont cinq étapes dans tout le cours des siècles, et les Articles Organiques y comptent pour fort peu.

346. On ne chasse pas l'Eglise, dit Pilgram; elle est l'humanité.

La *communion* est la loi des personnalités, comme l'attraction est la loi des corps. L'Eglise est constituée par le rapport de communion. La tendance de l'humanité, le progrès de l'humanité, le développement historique de l'humanité, c'est sa marche vers l'Eglise. De là, la transformation successive de nombreux *rapports purement religieux* en des rapports *ecclésiastiques.*

Par suite, le chrétien revêt un caractère *ecclésiastique* plus marqué, de siècle en siècle.

Il y a beaucoup d'esprits subjectifs et amoureux de spiritualisme, qui ne veulent être en communion avec Dieu que d'une manière individuelle, intérieure et spirituelle. Les phénomènes de ce genre ne sont pas rares. [Nous avons entendu Portalis disant : « La religion, c'est la société de l'homme avec Dieu. »] On découvre bientôt le faible d'un pareil état. Car, alors la vie religieuse, qui a dégénéré, perd toute vivacité de réalité et d'initiative : il lui manque la vraie réalité de la religion, et par suite aussi son énergique activité (7).

La religion, envisagée comme une communion avec Dieu, est destinée à recevoir une organisation *politique,* en entendant ce mot dans le sens fort légitime d'une communion en l'Eglise ou communion ecclésiastique, dit Pilgram.

« D'innombrables rapports qui étaient restés d'abord *purement religieux*, se sont, presque de siècle en siècle, transformés en *rapports ecclésiastiques.* Nous pouvons emprunter comme exemples, aux temps modernes, la réglementation du mariage religieux par le Concile de Trente, et la sévérité de l'organisation politique actuelle du clergé, si on le compare au clergé ancien, dans lequel l'obéissance était plutôt exigée comme un *devoir religieux* que comme un *devoir ecclésiastique.* Il peut y avoir, sous ce rapport, des rétrogradations apparentes,... mais on peut dire que, dans le royaume de Dieu, tout recul aboutit toujours à un progrès d'autant plus grand et qu'*un prochain avenir nous réserve une transformation des devoirs religieux en devoirs ecclésiastiques*, d'autant plus riche que le manque de ces institutions ecclésiastiques se fait plus fortement sentir dans la vie religieuse des populations modernes, *occupées de se construire politiquement*... On entrevoit,

(7) Pilgram, p. 128.

dans le développement même de l'Eglise, tous les signes d'un nouvel et puissant essor vers une organisation *ecclésiastique* sous *une forme nouvelle accommodée à l'esprit moderne* (8). »

C'est ce que ni Portalis, ni les Organiques n'ont prévu. L'ancien *établissement* a croulé, par l'effet de la Révolution. Celui de la Constitution civile, « pompeux et dispendieux », comme disait Boissy d'Anglas, a croulé. Les Organiques sont l'abri provisoire construit avec quelques matériaux de l'ancien édifice : l'abrogation et la désuétude en ont renversé une partie déjà. L'organisation ecclésiastique, sous sa forme nouvelle accommodée à l'esprit moderne, viendra à son heure, parce que tout ce qui vit suit sa loi de développement. C'est dans les entrailles de la société qu'est la légalité future : il ne faut pas l'en arracher avec le fer.

Les Articles Organiques sont la loi. D'autre part, la théorie de droit se fait, s'élabore, à coup sûr dans la société.

On applique la loi, et on lui obéit. La légalité, c'est-à-dire l'esprit de la loi, c'est la doctrine féconde qui pénètre la loi, qui la vivifie. Une légalité, une théorie de droit dure pendant des siècles, elle marque une étape de l'humanité. Sur une matière donnée, on en compte quatre ou cinq en deux mille ans. A l'heure actuelle se prépare la légalité du 20e siècle.

347. Nous donnons comme simple Appendice deux autres citations de Pilgram :

« Les royaumes de ce monde ont senti que le christianisme ne venait point simplement leur imposer une doctrine et un culte, mais qu'il s'établissait en face d'eux comme un royaume, comme un Etat réel... Il n'y a pas une autre manière d'expliquer l'épouvantable fureur des royaumes de la terre contre la propagation du christianisme (9). »

« L'Église terrestre, dans sa forme et dans son esprit extérieur, est tout à fait comparable à l'État. Elle est parfaitement organisée en république, πολιτεία, *respublica*, jusqu'à posséder une constitution qui répond à toutes les nécessités de la vie. Elle a un gouvernement, une législation, une juridiction, une autorité et des sujets. Bref, il ne lui manque aucun des attributs d'un corps politique parfait, Il ne faut point chercher ce qui la distingue des autres républiques dans l'essence de l'État pris en

(8) Pilgram, p. 131 et s.
(9) Id., p. 119.

lui-même, mais seulement dans la région où elle vit en πολιτεία, dans son origine et son but, dans le mode, les sources et les moyens de son gouvernement, en un mot dans ce qu'elle a et ce qu'elle est de plus qu'aucun autre État terrestre, nullement dans l'absence du moindre des attributs qui appartiennent à la plus complète conception d'un état bien réel (10). »

(10) Pilgram, p. 63.

Cf. Pradié. *Traité des rapports de la religion et de la politique*, Paris, 1874, p. 541 : « La difficulté de faire vivre en bonne harmonie l'Église et l'État dans nos sociétés modernes, vient de la nature de leurs prérogatives et de leur prétention simultanée au gouvernement des intelligences. L'Église invoque à son profit des prérogatives d'une étendue et d'une hauteur infiniment supérieures à celles de l'État, à raison de leur caractère divin. Or, comme l'État, dans nos sociétés modernes, ne croit pas à cette divinité, et comme en outre il aspire, lui aussi, à la direction des intelligences, il est effrayé à la vue de cette puissance qui se dresse en face de lui avec des prétentions si hautes... Nous croyons avoir posé la question sur son terrain véritable. Maintenant, que faut-il faire pour la résoudre ? Quel est, en d'autres termes, le système, *basé sur l'histoire et la science*, qui nous apportera la solution de cette question ?... »

CHAPITRE II

DU GOUVERNEMENT ECCLÉSIASTIQUE

§ 1. — *Principes généraux du droit public civil.*

348. C'est une remarque de Carré (1) que les jurisconsultes qui ont écrit sur les matières ecclésiastiques ont réuni sous le titre de *Gouvernement ecclésiastique* toutes les règles relatives 1° à l'exercice du culte et 2° à la possession des biens qui y sont consacrés, ce à quoi il faut joindre la légalité concernant les personnes, si l'on veut entendre cette expression selon le sens des jurisconsultes.

Les ministres de la religion, dit le même auteur, tiennent des lois canoniques une autorité de direction, de surveillance et d'administration, absolument indépendante de la loi civile, et d'après laquelle l'Eglise est gouvernée par les pasteurs au spirituel, et *même au temporel*, en certaines choses, suivant les canons, en sorte que le gouvernement ecclésiastique consiste dans l'application de toutes les règles que renferment les lois divines, canoniques et civiles concernant l'exercice du culte, les ministres, les biens.

Chaque culte profite, en France, des quatre principes suivants de l'ordre religieux que consacre le droit public français ou se soumet à ces principes (2) : 1° liberté absolue de conscience ou liberté illimitée en matière de foi ; 2° sécularisation de l'état des personnes ; 3° droit de police de l'État ou liberté limitée du culte extérieur ; 4° droit de l'État d'intervenir dans l'organisation des cultes reconnus par lui et de leur accorder certains avantages.

La sécularisation de l'état des personnes donne la valeur civile aux actes d'état civil reçus par les officiers publics d'état

(1) Carré, *Traité du gouvernement des paroisses*, p. 4.
(2) Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 6e éd., t. I, p. 657 et s.

civil, et refuse cette même valeur civile aux actes de baptêmes, mariages et sépultures dressés par le prêtre (Constitut. du 3 septembre 1791, tit. 2, art. 7 ; Organiques, 54, 55 ; Cod. civ., art. 34 à 101 ; Cod. pén., art. 199 et 200).

Le droit de police est édicté dans la Déclaration des droits de l'homme (art. 10), dans les Organiques, dans les art. 201 à 208 du Cod. pén., ainsi que dans la loi du 12 juillet 1880 portant abrogation de celle du 18 nov. 1814, sans atteinte à l'art. 57 de la loi organique de germinal an X. Un Rapport de MM. Delangle, ministre de l'intérieur, et Rouland, ministre de l'instruction publique et des cultes, sous la date du 19 mars 1859, s'exprime ainsi : « Depuis soixante ans, les lois sur la police de l'exercice public des cultes ont constamment existé à côté du principe de liberté... On peut résumer notre législation en disant qu'elle a créé la liberté absolue de conscience, mais qu'elle n'a point admis la liberté illimitée de l'exercice public des cultes. »

Le droit d'intervention s'exerce dans les matières qui intéressent à la fois la religion et l'ordre public. Il a pour conséquence la concession des avantages spéciaux dont peut disposer la puissance publique. En voici l'énumération :

« Les cultes reconnus sont seuls salariés par l'État. La loi du 2 novembre 1789, s'inspirant d'une doctrine attribuée à Louis XIV, d'après laquelle il y aurait des cas où le roi peut ordonner, de son autorité absolue, l'aliénation des biens d'Église, avait mis à la disposition de la nation les biens ecclésiastiques comprenant, indépendamment d'une dîme de 130 millions payée au clergé, le cinquième du territoire de la France [exagération manifeste]. Mirabeau avait formulé l'idée nouvelle d'un clergé recevant un traitement de l'Etat, en disant que, comme le magistrat et le soldat, le prêtre est à la solde de la nation. — Les privilèges accordés aux ministres du culte sont : la dispense, c'est même une incompatibilité, du service du jury en matière criminelle (loi du 21 nov. 1872, art. 3) ; la dispense du service militaire à titre conditionnel, écrite dans l'art. 20, § 7 de la loi du 27 juillet 1872 ; la dispense de la tutelle hors de leur résidence. (Cod. civ., art. 427 *in fine ;* cons. d'État, avis du 4 nov. 1806)... L'Etat et les communes ne sont grevés d'aucune charge relative aux édifices des cultes non reconnus, tandis que des lois spéciales mettent, dans une mesure déterminée et à certaines conditions, les cathédrales et palais épiscopaux à la charge de l'Etat ; les églises et presbytères à la charge des

communes... — En ce qui concerne les cultes reconnus, il y a complète liberté de se réunir pour les besoins du culte dans les édifices consacrés; mais les réunions qui, pour cet objet, n'ont lieu ailleurs que dans les temples fréquentés et publiquement consacrés, sont passibles de l'application des art. 291-294 du Cod. pén. sur les associations et réunions illicites; de la loi du 17 avril 1834, et du décret du 25 mars 1852, si ces réunions n'ont pas été autorisées, qu'elles soient le fait d'un simple fidèle ou d'un ministre du culte. Cette règle résulte, en ce qui concerne le culte catholique, des art. 44 et 62 de la loi de l'an X, et des déclarations qui en forment le commentaire... Un décret du 22 décembre 1812 détermine les règles pour la création des chapelles et oratoires catholiques. »

§ 2. — *Administration des paroisses et exercice du culte.*

349. Les détails de la légalité concernant les relations du sacerdoce avec l'autorité civile, dans les rapports quotidiens, composent la législation spéciale de l'administration des paroisses. Les ouvrages à consulter sur la matière ne manquent pas. Celui de Carré, ancien doyen de la Faculté de droit de Rennes, cité plus haut, fait toujours autorité. Le *Manuel des conseils de fabrique* de Vouriot, 4e éd., est un peu indigeste, mais abonde en matériaux et s'inspire d'une longue expérience. Le *Guide de l'administration des paroisses* de Téphany, 2 vol. in-8, a recueilli beaucoup de solutions pratiques, accompagnées souvent d'une polémique assez aigre, mais sans cesser d'être utiles. Le livre le meilleur est, toutefois, le *Traité de l'administration temporelle des paroisses* par Mgr Affre, complété par Mgr Darboy, revu par M. l'abbé Lagarde.

Le décret du 30 décembre 1809 forme la législation actuelle des fabriques, et cette législation nous a été empruntée par quelques pays voisins. Elle a recueilli, sans parti pris d'innover, beaucoup de traditions administratives des anciennes fabriques antérieures à la Révolution. La plupart des dispositions du décret de 1809 ont été l'objet de décrets, ordonnances, avis du conseil d'État, décisions des tribunaux et instructions ministérielles, qui en forment le commentaire.

L'art. 1 du décret de 1809 définit l'institution en disant : « Les fabriques sont chargées de veiller à l'entretien et à la

conservation des temples, d'administrer les aumônes et les sommes supplémentaires fournies par les communes, et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte; enfin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir. »

Les fabriques, les menses curiales, les menses épiscopales, les séminaires diocésains, les chapitres, jouissent de la personnalité civile; mais non les diocèses, qui restent une simple circonscription (3). Les fabriques des églises métropolitaines ou cathédrales sont composées, aux termes de l'art. 104 du décret de 1809, conformément aux règlements particuliers proposés par l'évêque et approuvés par le gouvernement.

Une fabrique est établie dans chaque paroisse, cure ou succursale. L'autorité de l'évêque est prépondérante dans l'administration de la fabrique (art. 6, 8, 10, 18, 29, 38, 39, 47, du décret de 1809; art. 4, 5, 6, de l'ordonn. du 12 janv. 1825). C'est ce qui est conforme au droit canon et aux lois ecclésiastiques antérieures :

350. On lit dans les *Canons apostoliques*, 37, 40 : *Omnium rerum ecclesiasticarum episcopus curam gerat, et eas administret, tamquam Deo intuente. — Præcipimus ut in potestate sua episcopus ecclesiæ res habeat.*

Dans le 3ᵉ concile d'Antioche, tenu en 341, can. 24 : *Quæcumque res ecclesiæ sunt, convenit cum omni diligentia et bona fide, quæ Deo debetur, gubernari et dispensari, cum judicio et potestate episcopi.*

Dans le concile de Chalcédoine, de l'an 451, can. 26: *Placuit omnem ecclesiam habentem episcopum, habere œconomum de clero proprio, qui dispenset res ecclesiasticas secundum sententiam proprii episcopi.*

Dans le concile de Mayence, de l'an 847, can. 4 : *Ut episcopi potestatem habeant res ecclesiasticas providere, regere, gubernare atque dispensare, secundum canonum auctoritatem volumus.*

Dans le 1ᵉʳ concile général de Latran, de l'an 1123 : *Ut omnium negotiorum ecclesiasticorum curam episcopus habeat, et ea, veluti Deo contemplante, dispenset.*

(3) Ducrocq, t. I, p. 693, nº 1530. — Cf. Tit. II, du décr. du 6 nov. 1813 pour la mense épiscopale. — Cf. Béquet. *De la personnalité civile des diocèses.*

Dans le concile de Trente, année 1562, sess. 21, *décret de reform.*, cap. 8 : *Quæcumque in diœcesi ad Dei cultum spectant, ab ordinario diligenter curari, atque iis, ubi oportet provideri æquum est.*

Sur l'introduction de laïques dans la fabrique, le concile de Salzbourg, de l'an 1420, can. 53, s'exprime ainsi : *Laici, sine assensu prælatorum et capitulorum, bona fabricæ ecclesiæ deputata administrare non possunt.*

Le concile de Frisingue, de l'an 1440, cap. 10 : *In qualibet parochia, plebanus, assumptis sibi duobus honoratioribus subditis suis, quorum quilibet habeat clavem unam et ipse tertiam, omnia quæ devotione fidelium ad fabricam ecclesiæ... fuerint deputata, colligat, conservet, et his usibus impendat ad quos sunt deputata.*

Le 23e concile de Mayence, de l'an 1549, cap. 90 : *Cum aliquot laicis cujuscumque ecclesiæ rectori, seu plebano, velut principali, officium fabricæ, seu procuratio ecclesiæ committatur.*

La Congrégation du concile de Trente, faisant l'application des principes, a décidé : que les administrateurs des biens ecclésiastiques, et notamment les fabriciens, sont, en cette qualité, placés sous l'autorité de l'évêque ; qu'ils lui sont comptables de leur administration, comme tout mandataire l'est à l'égard du mandant ; que l'évêque, quand il ne les nomme pas, peut soumettre leur nomination à son approbation ou confirmation ; qu'il a le droit de leur faire prêter serment de s'acquitter fidèlement de leur charge ; qu'il peut révoquer, et au besoin remplacer les administrateurs négligents ou infidèles ; qu'il peut faire tous les règlements nécessaires pour l'organisation et la bonne gestion des fabriques : (Décisions, 18 juill. 1705 ; 8 mars 1706 ; 29 fév. 1744 ; 15 juill. 1747 ; 11 sept. 1784 ; 21 janv. 1786 ; 12 juill. 1788 ; 18 déc. 1841).

Telles sont les lois ecclésiastiques sur la matière.

551. La fabrique est donc l'autorité subordonnée, chargée d'administrer les biens de l'église. Le ministre du culte établit des relations légales avec la fabrique, au point de vue religieux et au point de vue civil, et, avec elle, il entre en rapport, pour l'objet spécial dont elle a la charge, avec l'autorité civile locale, ou bien avec l'autorité civile à ses différents degrés, dans le département et dans l'État.

Le maire est membre de droit du conseil de fabrique, aussi bien que le curé. Le bureau des marguilliers est la partie exé-

cutive du conseil ; il vient en aide au curé dans l'administration quotidienne. Le trésorier en est le comptable, et il est aussi celui qui représente la fabrique devant les tribunaux, lorsqu'un procès vient à s'engager (4). Il accepte les dons et legs faits à la fabrique, en vertu de l'art. 59 du décret de nov. 1809, des art. 1 et 2 de la loi du 2 janv. 1817 et de l'ordonn. du 2 avril 1817, art. 3.

Un avis du conseil d'État du 6 mars 1873, permet aux fabriques de recueillir *seules*, sans l'intervention du maire ou du bureau de bienfaisance, des libéralités ayant une destination charitable, et par exemple des sommes destinées à être distribuées aux pauvres par les soins des membres de la fabrique ou du curé.

Tout ce qui concerne les quêtes dans les églises est réglé par l'évêque, sauf les droits particuliers du bureau de charité, qui peut ordonner des quêtes en faveur des pauvres. Le curé peut faire, sans le consentement des marguilliers, les quêtes qu'autorise l'évêque.

352. Dans l'exercice du culte, différents points sont à considérer, dont nous allons nous occuper successivement :

a. L'institution des fêtes étant chose spirituelle, l'autorité ecclésiastique a seule le droit de les établir. D'après l'art. 41 des Organiques, elle ne doit le faire qu'en se concertant avec l'autorité civile. C'était aussi ce que l'édit de 1695 ordonnait. L'indult. du card. Caprara, du 9 avril 1802, et l'arrêté des consuls du 19 du même mois (29 germinal an X) suppriment ou renvoient les fêtes tombant dans la semaine, autres que Noël, l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint. Ces fêtes et les dimanches continuent d'être, après l'abrogation de la loi de 1814, des jours de repos légal. Un avis du conseil d'État du 13 mars 1810 ajoute la fête de la Circoncision comme jour de repos légal, sans que, dans l'ordre ecclésiastique, il ait été

(4) Le curé n'est pas le représentant habituel de la fabrique et le seul qu'un fournisseur ait à reconnaître légitimement, parce qu'il ne saurait en aucune façon et n'aurait pas le loisir de savoir qui est trésorier, ou président de fabrique ou membre de la fabrique. Ce serait une prétention exorbitante, que nous avons cependant vu admettre par un juge de paix, condamnant le curé sauf recours de celui-ci contre qui il lui plaira ou il appartiendra, au paiement d'un objet livré neuf ans auparavant, le juge se fondant d'ailleurs sur la simple probabilité que le curé *avait dû* recevoir livraison.

rien modifié : la circoncision n'est pas devenue *fête d'obligation* dans l'Eglise.

b. La sonnerie des cloches est réglée par l'évêque, de concert avec le préfet (art. 48 des Organ.), pour appeler au service divin. Pour autre cause, la permission de la police locale est requise, dit le même art. 48. Toutefois, un avis du conseil d'Etat du 17 juin 1840 déclare que cet article est une simple mesure de police ayant pour but de maintenir l'autorité civile dans le droit lui appartenant d'apprécier les circonstances où le son des cloches, employé pour des causes étrangères au culte, *pourrait être une occasion de trouble ou d'alarme*. Le même avis du conseil d'État maintient le curé ou desservant en possession d'avoir seul la clef du clocher. Une lettre ministérielle adressée à l'évêque du Mans, le 14 avril 1835, déclare que « le droit est réservé aux curés et desservants d'être seuls régulateurs de la sonnerie des cloches. » L'art. 48 des Organiques vaut surtout comme abrogation de la loi du 22 germinal an IV, prohibant la sonnerie des cloches et tout autre mode de convocation aux exercices du culte.

La S. Congrégation des évêques et réguliers a décidé d'autre part, le 3 janvier 1559, que les cloches *bénites* peuvent être employées néanmoins pour les usages profanes, surtout si la commune en a fait les frais, encore bien qu'elle n'ait pas fait réserve de ce droit. La même Cong. a décidé, le 8 janvier 1592, que le consentement de l'évêque pour cet emploi profane, n'a pas besoin d'être renouvelé, mais qu'il suffit de l'accorder d'une manière générale, une fois pour toutes. Le 2 février 1601, elle a décidé que les réguliers peuvent sonner leurs propres cloches pour les funérailles sans permission de l'évêque. Le 19 juin 1583, elle a déclaré que ce serait un abus blâmable et intolérable de réserver l'usage des cloches pour les personnes nobles et illustres.

c. Le curé a seul le droit de garder les clefs de l'église, dont la *disposition* et *l'usage* appartiennent aux ministres du culte (art. 12 du Concordat et 75 des Organiques). Le maire n'a pas le droit d'avoir une seconde clef. Cette décision est fondée sur la garde attribuée au curé et la responsabilité qui lui incombe des ornements, linges, vases sacrés, argenterie, ustensiles (outre la garde du tabernacle et des saintes huiles, auxquelles nul laïque ne peut toucher), comme de tout le mobilier de

l'Eglise, qui lui est remis suivant inventaire, aux termes de l'art. 55 du décret du 30 déc. 1809.

d. Le curé, chargé de la garde de l'église, ne peut en concéder l'usage pour des réunions électorales, pour des distributions de prix scolaires ou autres, pour tous usages en dehors du culte divin. D'après l'art. 46 des Organiques, il ne peut être contraint de laisser l'Église libre, à des heures déterminées, pour l'exercice d'un culte différent, quelles que soient les controverses sur la propriété des Églises et les droits de la commune à cet égard. La question d'affectation et de destination est ici la seule à examiner, et non la question de propriété.

e. L'heure du service divin et des prières publiques est réglée par l'évêque, conformément à la déclaration du 14 janvier 1731 et à l'art. 30 des Organiques. Ni les marguilliers, ni autres personnes quelconques ne peuvent contraindre les curés ou vicaires à changer les heures (Édit de Charles IV, de 1571, art 3). Néanmoins, lorsque le gouvernement demande des prières publiques et qu'il n'en a pas fixé l'heure, elle est indiquée par l'évêque seul, dans la résidence épiscopale, s'il n'y a pas de fonctionnaire auquel il doive la préséance, et s'il en est un à qui elle soit due, il se concerte avec lui, décr. du 14 juillet 1804 (24 messidor, an 12), art. 6. Le curé en agit de même, dans sa paroisse, à l'égard des autorités qui y résident.

f. Le placement des bancs et chaises dans l'Église ne peut être fait que du consentement du curé, sauf recours à l'évêque (décret du 30 déc. 1809, art. 30.) La cour de Cassation, par arrêt du 22 avril 1868, a jugé que la disposition de cet art. 30 s'applique à toutes les modifications que, dans un intérêt d'ordre ou de convenance, le curé juge à propos d'apporter à la disposition des bancs et chaises ; qu'il peut en conséquence non seulement prescrire la réduction, la suppression ou le déplacement d'un banc, mais encore limiter le nombre des personnes admises à occuper un banc ; que l'autorité ecclésiastique qui supprime une place faite par la fabrique à un paroissien, use du droit de police que la loi lui reconnait ; que la question de savoir si le curé a pu, en vertu de son droit de police intérieure, ordonner la suppression d'une place sur un des bancs de l'église, est du ressort de l'autorité administrative et non du ressort des tribunaux civils.

g. Le ministre du culte ne peut donner la bénédiction nuptiale, s'il n'a la preuve, en bonne et due forme, du mariage contracté devant l'officier d'état civil (art. 54 des Organ ; art. 199, 200 cod. pén.) « Ces dispositions, dit Affre, s'appliquent même au mariage d'étrangers qui, dans leur pays d'origine, ne seraient pas soumis à la formalité de la célébration préalable de leur mariage devant un officier de l'état civil (5). » Ravelet dit sur ce point : « Le législateur civil a oublié que la *bénédiction* n'est pas nécessaire à la validité du mariage, et que, dans le mariage proprement dit, le curé ne joue que le rôle de témoin. Rien n'empêcherait les parties, la veille même de l'acte civil, de se présenter devant le curé et de lui déclarer qu'ils se prennent pour mari et femme. Ils seraient canoniquement mariés, et le curé, qui n'aurait joué qu'un rôle purement passif, échapperait à toute répression (6). »

h. Les curés ne doivent faire, au prône, aucune inculpation contre les personnes, ni contre les cultes autorisés (art. 52 des Organ.) Lorsqu'il s'agit de prédicateurs autres que le curé ou le vicaire, ils sont nommés par les marguilliers, dit l'art. 32 du décret de déc. 1809. « L'instruction à donner au peuple, dit Affre, exige une mission spirituelle, et il n'y a que le curé qui puisse la donner dans sa paroisse, sauf l'approbation de l'évêque : l'art. 32 va donc trop loin. » En sens différent, Ravelet : « Il est généralement admis en droit canon que le prédicateur est désigné par celui qui le rétribue. Aussi, en Italie, où les *communes* votent souvent des fonds pour les prédicateurs de l'Avent ou du Carême, elles les choisissent. Toutefois, les marguilliers qui les payent avec les revenus de l'église, ne devraient pas avoir le même droit (7). »

i. Le curé, sauf l'approbation de l'évêque, a le droit de choisir les personnes faisant la quête (art. 75 des Organiques).

Tout ce qui concerne les quêtes est réglé par l'évêque, sur le rapport du bureau des marguilliers. Ce rapport est un simple avis, sur lequel l'évêque statue.

Le bureau de charité a le droit d'organiser des quêtes en faveur des pauvres (art. 76, décr. de 1809). Mais l'évêque seul

(5) *Administ. temporelle*, p. 219.
(6) *Code manuel*, p. 122.
(7) Affre, p. 221 ; — Ravelet, p. 167.

désigne les offices et le moment de l'office où se feront ces quêtes.

Le maire, président du bureau de bienfaisance, ne peut à ce titre, et il ne le pourrait à aucun autre, ordonner une quête, en s'attribuant, à lui seul, le droit du bureau de bienfaisance.

j. Les confréries sont érigées par l'évêque et dirigées par le curé, qui pourrait aussi les dissoudre (cons. d'Etat, 28 mai 1831). « Le préfet et le maire, dit Affre, peuvent également en prononcer la dissolution, quand elles compromettent le maintien de l'ordre (8). » Un avis du conseil d'Etat du 4 janv. 1873, considérant les confréries comme de simples réunions, concourant avec la fabrique à l'œuvre paroissiale, a déclaré que rien ne s'opposait à ce que la fabrique fût autorisée, dans la personne de son trésorier, à accepter toutes les libéralités, sans distinction, attribuées aux confréries.

k. A l'égard des processions, considérées comme cérémonies extérieures du culte, l'art. 45 des Organiques pose des restrictions qui sembleraient devoir être les seules restrictions de droit. Cependant, dit Affre, « la jurisprudence a décidé que l'autorité municipale, juge des difficultés que la liberté des processions extérieures peut créer dans certains cas au maintien de l'ordre public, est dans l'exercice de ses devoirs de police lorsqu'elle prend un arrêté qui règle le parcours que ces processions devront suivre à l'intérieur de la ville (cons. d'Etat, 22 déc. 1876,) ou même lorsqu'elle *prohibe la sortie de ces processions*, *en dehors du cas prévu* par l'art. 45 des Articles Organiques. Il en résulte qu'un recours pour excès de pouvoir ne serait pas admis contre cet arrêté (9). »

§ 3. *Les personnes ecclésiastiques. — Les religieux. — Décrets du 29 mars* 1880.

353. Les personnes ecclésiastiques comprennent les archevêques et évêques, les curés, les chanoines, dénommés dans le Concordat et les Organiques ; les vicaires généraux, les vicaires des curés, les desservants, dénommés dans les Organi-

(8) Affre, p. 229.
(9) *Id.*, p. 234.

ques; les professeurs, désignés équivalemment par les articles de ces deux documents qui mentionnent les séminaires ; les aumôniers, qui ne sont l'objet d'aucune mention expresse, ou par voie équivalente, dans l'un ou l'autre pacte ; enfin les religieux, sur lesquels le Concordat et les Organiques gardent le silence, mais non les Discours et les Rapports destinés à fournir l'interprétation de la pensée du législateur.

En la hiérarchie, il n'est rien innové, nous a dit Portalis (Voy. *supr.* n° 337). Dès lors, l'évêque règle, surveille, dirige, ordonne tout ce qui est relatif au culte dans l'étendue de son diocèse ; il perpétue le ministère par le sacrement de l'ordre, qui fait les prêtres ; il administre la confirmation ; il exerce l'autorité sur tous les ecclésiastiques ; il établit ou maintient les chapitres cathédraux, les séminaires ; il a dans ses attributions principales l'instruction chrétienne, y compris le droit de censure des doctrines ; il fait des règlements, en vertu d'un pouvoir propre ; il consacre ou bénit les Églises et oratoires ; il se fait rendre compte de l'état des édifices, des biens des fabriques, de leur administration ; il correspond avec le préfet, avec les ministres pour les affaires administratives ; il visite en personne tout le diocèse pour le soin des âmes, l'administration des sacrements, la décence des églises, l'inspection oculaire de leur état, des vases sacrés, des ornements, l'instruction du peuple ; il est juge de la foi dans les conciles (*).

Les cardinaux sont des évêques ou archevêques. Il n'en est pas question dans les Organiques ; mais ils figurent dans le décret impérial du 14 juillet 1804 (24 messidor an 12), immédiatement après les princes français et les grands dignitaires de l'empire. Ils étaient jadis dispensés de la résidence comme titulaires d'archevêchés ou d'évêchés : aujourd'hui, ils ne peuvent quitter leur diocèse sans l'autorisation du gouvernement, nécessaire aux évêques en pareil cas. Ils sont, en vertu de leur titre, les dignitaires ecclésiastiques qui concourent à l'élection du souverain pontife et forment son conseil. Ils appartiennent de droit au clergé romain, et Campion estime que l'acceptation du cardinalat sans l'assentiment du gouvernement ferait perdre la qualité de Français, par application de l'art. 17 du Code civ., suivant lequel cette qualité se perd par l'accep-

(*) La signature de l'évêque par simples initiales, précédées d'une croix, est valable lorsqu'il signe soit comme testateur, soit comme témoin instrumentaire. Aubry et Rau, t. 7, p. 79, § 666.

tation, non autorisée par le souverain, de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger (1).

Les vicaires généraux sont les auxiliaires choisis par les évêques : la loi du 18 germinal an 10 permet deux vicaires généraux à l'évêque et trois à l'archevêque. Ils doivent être pris parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques (art. 16 et 21, même loi). Il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de chanoine et celles de vicaire général (instr. min., 1er avril 1823). La nomination des vicaires généraux doit être agréée par le gouvernement ; mais il peut y avoir des vicaires généraux non agréés, pourvu que leur mandat ne comprenne pas des actes ayant besoin pour être exécutoires de la sanction du gouvernement (décis. min., 29 brumaire, an 12). Leurs fonctions sont limitées selon la volonté de l'évêque, et essentiellement révocables. Leurs pouvoirs cessent avec ceux de l'évêque. Quand il s'agit de vicaires Capitulaires, ils sont nommés par le chapitre. Nous disons : *nommés*, car, d'après les lois positives et formelles de l'Eglise, le chapitre n'a pas toujours à faire une *élection*, mais parfois une simple *délégation*, ainsi qu'il arrive lorsqu'il se trouve dans le diocèse un docteur en droit canon (2). Une décision ministérielle porte que si le

(1) Campion, *Manuel pratique de droit civ. eccl.*, Paris, 1874, p. 652.

(2) Le conc. de Trente. sect., de 24 *Reform.*, cap. 16, exige formellement que le vicaire capitulaire pendant la vacance du siège épicopal soit un docteur en droit canon, ou licencié, et, s'il ne s'en trouve dans le diocèse, un autre qui soit apte, *alius idoneus*, sinon l'élection sera dévolue au métropolitain. Trois questions peuvent être posées à ce sujet :

1° Le concile de Trente est-il obligatoire, en France, en ce qui concerne l'élection des Vicaires Généraux capitulaires ?

Oui, répondent les canonistes français les plus récents et les plus autorisés, Bouix, Maupied et autres. Car, en matière de gouvernement direct de l'Église, aucune coutume ou *liberté* contraire ne peut être alléguée.

2° La désignatiou des Vic. Gén. capitulaires est-elle toujours une élection proprement dite, absolument libre et non restreinte par les dispositions du Droit?

Les canonistes disent que le Vic. Gén. capitulaire est *potius deputatus quam electus*, lorsqu'il y a dans le sein du Chapitre, *vel extra*, un docteur, ou au moins un licencié en droit canon, l'un ou l'autre devant être nommé *nécessairement*. S'il s'en trouve, *vel extra*, voy. *Collectio Declarationum s. Cong. conc. Trid.*, par Zamboni.

3° Quel est l'effet de l'élection *omisso doctore?*

La nullité de droit, c'est-à-dire avant toute sentence, et la dévolution au métropolitain, qui devra statuer selon le Droit.

Sur ce dernier point, aucune coutume contraire n'a pu s'établir en France depuis le Concordat et passer en force de droit, puisque les Docteurs en Droit

chapitre confère la qualité de vicaire général capitulaire à un chanoine, celui-ci ne perd pas le titre dont il était revêtu, et en reprend dans la suite les fonctions.

354. — Le curé proprement dit est le prêtre préposé à une cure par l'évêque, avec l'agrément du gouvernement. Il est inamovible, c'est-à-dire qu'il ne pourrait être destitué que pour des faits graves, pour des causes légalement jugées et prouvées (décis min., 11 prairial an XI ; cons. d'État, avis du 30 juillet 1824.) Une décision ministérielle du 2 septembre 1814 prescrit la forme de procédure en matière de destitution. L'évêque nomme un commissaire pour faire sur les lieux l'information d'usage, et, comme rien ne doit être arbitraire, tout ce qui est de la substance des jugements doit être observé : citation du prévenu, audition des témoins, discussion de l'affaire devant le conseil de l'évêque, *sentence motivée*. L'ordonnance épiscopale rendue ensuite est envoyée, avec pièces à l'appui, au ministre des cultes, et elle devient exécutoire après approbation du chef du gouvernement. Le curé peut appeler devant le conseil d'état (décis. 10 juin, et 2 sept. 1814), et il a le droit de se pourvoir en cour de Rome. Mais le curé n'aura pas le droit de se prévaloir de la sentence de Rome infirmant celle de l'évêque, si elle n'est enregistrée au conseil d'état (cons. d'État, arrêt du 8 juin 1867).

Les fonctions du curé consistent à administrer les sacrements aux paroissiens, par lui-même ou par des vicaires, à les instruire des vérités de la religion et des devoirs qu'elle prescrit ; à réprimer, par voie d'exhortation, les désordres qui peuvent naître dans la paroisse ; à prier pour les besoins temporels et spirituels ; à rendre les derniers devoirs religieux. Sa juridiction s'étend sur tous ceux qui demeurent dans la circonscription de la paroisse. Il est membre de la fabrique et du bureau. Il donne les ordres aux employés de l'église. Il a la police des cérémonies religieuses. Il est soumis au devoir de la résidence.

Le curé n'est pas seulement soumis à l'évêque dans l'exercice de ses fonctions. L'évêque a *prévention* sur le curé et peut, quand

canon manquaient et que l'élection ou *députation* était faite, dès lors, en l'absence de ceux que le Droit désigne.

L'Église doit être écoutée lorsqu'elle conseille ; à plus forte raison si elle commande : l'idonéité est renfermée, d'ailleurs, dans le titre de docteur.

il le veut, exercer par lui-même les fonctions curiales dans toutes les paroisses.

Parmi les attributions de l'ordre civil qui appartenaient aux curés, figurait celle de recevoir les testaments ou dispositions à cause de mort, partout où ils étaient expressément autorisés par les Coutumes, et, en temps de peste, pour tous autres lieux quelconques. Aujourd'hui, c'est l'art. 985 Cod. civ. qui statue sur l'exception du temps de peste, ainsi qu'il suit : « Les testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication sera interceptée, à cause de la peste ou autre maladie contagieuse, pourront être faits devant le juge de paix ou devant l'un des officiers municipaux de la commune, en présence de deux témoins. »

L'Ordonnance sur les testaments du mois d'août 1735 s'exprimait ainsi : « Art. 33. En temps de peste, les testaments, codicilles ou autres dispositions à cause de mort, pourront être faits, en quelque part que ce soit, en présence de deux notaires ou tabellions, ou de deux des officiers de justice royale, seigneuriale ou municipale, jusqu'aux greffiers inclusivement, ou par devant un notaire ou tabellion avec deux témoins, ou par devant un des officiers ci-dessus nommés, aussi avec deux témoins, *ou en présence du curé ou desservant, ou vicaire, ou tout autre prêtre chargé d'administrer les sacrements aux malades, quand même il serait régulier*, et de deux témoins. — Art. 36. La disposition des art. 33, 34 et 35 aura lieu, tant à l'égard de ceux qui seraient attaqués de la peste que pour ceux qui seraient dans les lieux infectés de ladite maladie, encore qu'ils ne fussent pas malades. »

Sur l'art. 909 Cod. civ., qui rend les ministres du culte inhabiles à recevoir par testament, lorsqu'ils ont assisté dans la dernière maladie, Aubry et Rau font remarquer que le prêtre n'est pas considéré comme gratifié par le testateur pour messes à dire, dont il est chargé (3), et ajoutent qu'il peut être admis en qualité de témoin instrumentaire.

Les droits et attributions du curé desservant, dans l'étendue de sa paroisse, sont les mêmes que ceux du curé. Bien que l'art. 31 des Organiques le place sous la direction du *curé* inamovible, celui-ci n'exerce, d'une part, aucune influence coercitive, et d'autre part, les privilèges dont jouissaient autrefois les églises matrices en reconnaissance de leur supériorité, n'existent plus.

(3) Aubry et Rau, t. 7, p. 118.

Une décision ministérielle, du 13 fructidor an X, réduit la surveillance du *curé* à avertir l'évêque des abus ou irrégularités qui viendraient à sa connaissance. Deux décisions du 23 messidor et du 7 thermidor, même année, bornent les *droits* du curé à faire chaque année une visite dans les succursales qui sont du ressort de sa cure, avec pouvoir d'y officier, à un jour qui ne soit ni un dimanche, ni une fête reconnue, et sans prétendre à aucune oblation.

355. — La législation sur les aumôniers a varié assez souvent. La grande aumônerie pour l'exercice du culte à la Cour avait été établie par le bref du 31 mars 1857 : le grand-aumônier avait la juridiction spirituelle sur les aumôniers militaires. — L'ordonnance du 1er octobre 1814, art. 1, attachait à chaque hôpital militaire un aumônier. —L'emploi d'aumônier dans les régiments, établi par l'ordonn. du 24 juillet 1816, a été supprimé par ordonn. du 18 nov. 1830. — Cependant, en temps de guerre, des aumôniers sont accordés à l'armée (décr. du 10 mars 1854 relatif aux aumôniers de l'armée d'Orient) ; ils avaient rang de capitaine d'après l'arrêté du ministre de la guerre du 26 avril 1854. — Le décret du 14 févr. 1866 réservait à l'empereur la nomination de l'aumônier en chef, sur la proposition du ministre de la guerre, chargé de nommer directement les simples aumô- niers (4). — Le décret portant organisation du service des aumôniers de marine, est à la date du 31 mars 1852.

L'emploi d'aumônier dans chaque lycée ou collège a été organisé par les arrêtés consul. du 19 frimaire an XI, et 21 prairial.

(4) Aujourd'hui, le service religieux dans l'armée est réglé par la loi du 20 mai 1874 : art. 1. Les rassemblements de troupes sont pourvus pour le service religieux de tout ce qu'exige l'exercice des cultes reconnus par l'État. — Art. 2. Les ministres des différents cultes attachés temporairement au service religieux de l'armée prennent le titre d'aumôniers militaires. Les aumôniers n'ont ni grade *ni rang* dans la hiérarchie militaire. En temps de paix, ils ne sont pas attachés aux corps de troupes, mais aux garnisons, camps, forts où résident les différents corps de troupes..... Art. 4. Il est attaché à tout rassemblement de troupes de 2,000 hommes au moins un aumônier titulaire ; au rassemblement supérieur à 2,000 hommes, des aumôniers titulaires ou auxiliaires en nombre suffisant pour assurer le service... Le service des hôpitaux conserve son organisation actuelle... Art. 6. Lorsque les troupes sont mobilisées, les aumôniers titulaires restent attachés aux corps d'armée près desquels ils étaient employés avant la mobilisation. » — La loi ajoute que durant le temps de guerre, il y aura un aumônier en chef par armée, un aumônier supérieur par corps d'armée. Tous les aumôniers seront nommés par le ministre de la guerre, sur la proposition des évêques.

Les art. 14 et 15 de l'ordonnance du 27 février 1821 sont les suivants : L'évêque diocésain exercera, pour tout ce qui concerne la religion, le droit de surveillance sur tous les collèges de son diocèse. Il les visitera lui-même ou les fera visiter... Le traitement des aumôniers sera égal au traitement fixe des censeurs... L'ordonnance du 8 avril 1824 confère au ministre de l'instruction publique le droit de *nommer* les aumôniers des collèges. — L'ordonn. du 16 juill. 1831 réduit leur traitement.

Les aumôniers des hospices et hôpitaux sont nommés par les évêques diocésains, sur la présentation de trois candidats par la commission administrative (Ordonn. du 31 oct. 1821). Les préfets nomment directement, sans l'intervention du gouvernement, sur la présentation des chefs de service, les aumôniers des maisons d'arrêt, de justice et de correction (Décr. du 13 avril 1861, art. 5). — Les aumôniers des maisons d'aliénés sont nommés par l'évêque, sur la présentation de trois candidats par le directeur de l'établissement, de concert avec la commission de surveillance (Décis. min. du 8 janv. 1841).

Autrefois, les évêques admettaient plus volontiers qu'aujourd'hui les nominations ou les présentations faites par des laïques, même pour des cures, et il pouvait se rencontrer tel diocèse où la moitié des curés n'étaient pas nommés par l'évêque. Le droit de patronage subsiste encore en plusieurs pays hors de France. (Voy. *Supr.*, 3e part. n° 297.) Pour faire connaître l'état actuel de l'opinion, nous citerons l'un des auteurs récents et accrédités, Téphany, dans le *Guide pratique*. t. II, p. 597. Il ne s'occupe pas du cas de nominations par les ministres.

« Nous savons que beaucoup d'évêques *n'acceptent pas* que les commissions des hospices civils leur présentent des candidats aux aumôneries de ces établissements. Cela se comprend. Pourquoi les membres de ces commissions choisiraient-ils eux-mêmes les prêtres qui doivent être préposés au service spirituel des maisons dont ils ont l'administration temporelle ? Ont-ils qualité et vocation pour faire ce choix avec discernement et connaissance de cause ? Il est tout naturel que l'évêque, qui connaît les prêtres et les aptitudes de chacun d'eux, désigne lui-même ceux qu'il juge à propos d'investir des fonctions d'aumôniers des hospices, comme des autres communautés. On ne voit pas l'utilité, mais on voit l'inconvenance de leur désignation par une commission laïque qui peut parfois, n'être pas

toute catholique et favorable à l'Église. Qu'on laisse donc à l'évêque le soin de choisir et de nommer aux aumôneries des hospices les sujets qui lui paraissent le plus convenir à la situation ; que l'on n'établisse pas avec lui sur ce point un conflit inutile, puisqu'il est toujours *libre de refuser* les candidats qui lui seront présentés. Le seul effet qu'amène l'*obstination* des commissions administratives dans leur prétention, c'est de prolonger la vacance de ces aumôneries. Nous avons vu certaines de ces commissions vouloir user de ce qu'elles appelaient leur *droit* de présenter leurs candidats ; l'évêque usait de son *droit* de les refuser. De guerre lasse, les commissions se rendaient et finissaient par où elles auraient dû commencer : elles *priaient* l'autorité diocésaine de choisir elle-même et de nommer l'aumônier qui lui plairait. Que conclure de cette manière d'appliquer l'art. 18 de l'ordonnance du 31 oct. 1821 ? C'est qu'il est sans effet et qu'il doit être rapporté, comme tel, afin de supprimer la source de contestations toujours fâcheuses... Que l'administration civile ait confiance en la sagesse et la prudence de nos évêques !... Nous ferons mêmes observations pour le directeur et la commission de surveillance d'un asile d'aliénés. Ils n'ont pas plus qualité ni vocation pour choisir un aumônier que la commission administrative d'un hospice. C'est la mission et le droit de l'évêque. »

Il est certain qu'en supprimant la loi, on supprime le conflit.

Le droit des patrons n'en demeure pas moins historiquement et canoniquement légitime, c'est une légalité qu'une autre légalité vient combattre, ou, du moins, reléguer à un rang secondaire. Nous avons déjà rencontré des faits analogues. La légalité dominante, en l'Église, est, dans le cas présent, celle de la hiérarchie. Cependant, il s'agit d'une théorie générale de droit qui a sa signification et son importance.

Les canonistes appellent le droit des patrons d'un nom significatif ; c'est le *droit des laïques* dans l'Église. Le gouvernement de l'Église est sacerdotal ; il appartient à la hiérarchie. Le laïque en est exclu. Toutefois l'Église d'Orient tempère le principe par l'admission du gouvernement synodal. Et l'Église Russe ou Orthodoxe, progressant dans la même voie, fait entrer dans le synode un laïcisme, faible numériquement, puissant néanmoins parce qu'il représente la prépotence impériale. Le protestantisme va plus loin encore : ses consistoires sont le plus pur produit du laïcisme.

L'Eglise catholique n'admet-elle donc *aucun* droit des laïques?

Elle admet le droit des patrons. C'est ce droit des patrons qui est le fondement sérieux et solide de l'organisation des fabriques. Le droit des patrons, dans toute son étendue, dépasse l'administration fabricienne. En Allemagne, il s'exerce sur le fonds de religion et d'*études*.

L'influence laïque sur le choix des ministres du culte, sur l'administration temporelle du culte, sur les œuvres de bienfaisance et sur l'enseignement, doit-elle être restreinte, à certaines époques? Là n'est pas la question. Il nous suffit d'exposer l'étendue de la théorie de droit et son fondement en droit canon.

Tout fidèle qui fonde une Église ou qui la dote, sur ses propres biens, a le droit, dit le 4ᵉ conc. de Tolède, cap. 37, de continuer, pendant sa vie, à lui témoigner sa sollicitude en lui choisissant les recteurs, *rectores*, qu'il présentera à l'évêque pour obtenir l'institution canonique. Ce droit passe à ses héritiers. Si l'évêque, au mépris des droits du fondateur, ordonnait un autre sujet, qu'il sache que son ordination sera vaine, et que, pour sa confusion, une nouvelle ordination du sujet digne présenté par le fondateur, aura lieu. Ceci répond à Téphany disant que l'évêque peut toujours refuser et que le droit devient inutile. En présence d'un droit et d'une loi, on ne peut soutenir que l'évêque sera toujours libre de refuser. A quoi servirait le droit si l'évêque n'est pas obligé par le droit? Le droit du patron est tel qu'à son tour, s'il tombe dans l'indigence, lui ou ses descendants, l'Église lui viendra en aide. Un lien mutuel, un véritable contrat a été formé. (Cf. *Decret.* 16, q. 7. cap. 33. — Cf. cap. *Nobis fuit.*)

Le patron n'est pas seulement le fondateur, mais aussi celui qui dote et entretient sur son patrimoine l'Église déjà bâtie. Il ne nous paraît pas que dans le cas d'une aumônerie de collège ou d'hospice, le gouvernement ou les administrateurs ne soient pas véritables patrons et ne puissent exercer un droit que leur réserve une loi ecclésiastique positive. Il y a bien loin de là au patronage du fonds de religion et d'études.

Même chez les réguliers, chez lesquels aucun droit de nomination ou de présentation ne peut se concevoir, il pourra exister des patrons *honorifiques*, ex decret. Cong. conc. 8 mai 1864.

Le droit du patron finit canoniquement s'il refuse de réparer et d'entretenir l'édifice sacré, Bened. XIII, const. *Pius et misericors*; si cet édifice a été détruit par incendie, vétusté, tremblement de terre, cap. 4, de *jurepatron*, in *Sexto*; si le patron a tué le clerc chargé du service divin dans cette Église ou l'a privé

d'un membre, etc. Nous ne pensons pas que Téphany et ceux qui reprochent avec lui aux commissions administratives ou aux ministres l'*obstination* de leurs prétentions, puissent se prévaloir de ces dispositions du droit.

356. — La France a toujours compté au nombre de ses prêtres les plus dévoués ceux qui se sont consacrés aux missions. A l'époque même de la Terreur, nos agents diplomatiques dans le Levant recevaient des instructions des gouvernants de cette époque pour la protection des religieux, et notamment des Franciscains.

Un décret du 17 sept. 1792 avait supprimé les préfets apostoliques dans les colonies. Une ordonnance royale du 31 oct. 1821 les rétablit à la Martinique et à la Guadeloupe.

Avant l'ordonn. de 1821, la législation de 1792 avait reçu des modifications en ce qui concerne les missions. Un décret du 7 prairial an XII (27 mai 1804) avait autorisé le rétablissement en France des Lazaristes ou prêtres de la mission, en leur concédant une maison et une dotation annuelle. Il est vrai que le décret fut révoqué par celui du 26 sept. 1809. Une ordonn. du 2 mars 1815 les rétablit à nouveau.

Le rapport de Portalis, 4 août 1806, sur les missions à l'intérieur, constate qu'elles sont confiées aux prêtres « qui ne desservent aucune paroisse particulière ; » qu'elles sont utiles en tout temps, mais principalement lorsque les ouvriers évangéliques manquent de toutes parts ; qu'il faut les encourager. Le décret du 26 sept. 1809 prohibe cependant les missions à l'intérieur. « Cette prohibition, dit de Champeaux (t. II, 2e éd., p. 393), a été plusieurs fois renouvelée depuis 1830, notamment par avis du conseil d'état des 4 sept. 1830 et 4 janv. 1842, et par avis du comité de l'intérieur et des cultes dudit conseil du 17 juillet 1835. Mais elle n'a jamais été rigoureusement exécutée. »

Aussi, le 2 germinal an XIII (25 mars 1805), un décret autorise l'établissement des Missionnaires du Saint-Esprit.

C'était donc par la grande et large porte du zèle, et au nom des besoins pour lesquels le ministère paroissial ne suffisait pas, que les prêtres voués aux missions rentraient dans l'exercice de fonctions distinctes de celles du ministère purement paroissial et séculier. Ceux-là même d'entre eux qui n'appartenaient pas aux congrégations religieuses, et qui étaient placés sous la direction du grand-aumônier, ainsi que l'indique Portalis, dans son Rapport cité plus haut, du 4 août 1806, vi-

vaient au moins sur les confins de l'ordre séculier et de l'ordre régulier. De là vient que les prêtres chargés des missions, religieux ou non, étaient tantôt accueillis et tantôt supprimés.

Une autre forme du zèle, le soin des malades et des pauvres, avait multiplié également les congrégations de femmes, en dépit de toute légalité. Contraint par l'évidence, Portalis dans son Rapport du 13 prairial an XIII (1er juin 1805) sur les congrégations religieuses de femmes, s'écriait : « C'est une chose admirable, en France, que de voir naître et prospérer une foule d'établissements utiles qui n'ont besoin *que de n'être pas contrariés* ; c'est une chose qu'on ne voit que dans notre nation ; ailleurs les gouvernements ne peuvent faire le bien qu'ils voudraient, et, en France, je me suis convaincu, sous l'ancien régime qui était indifférent sur tout, que *le bien s'y faisait malgré le gouvernement* ».

La conséquence devait être et fut qu'au nom de l'humanité souffrante, au nom des pauvres et des délaissés, les congrégations religieuses de femmes élargiraient quelque peu la brèche déjà faite à la légalité. C'est ce à quoi il était pourvu par le décret du 3 messidor an XII (22 juin 1804), lequel est véritablement organique, bien qu'il ne reçoive pas ce nom.

La légalité propre de l'empire y est formulée et se résume en deux points. Elle est fort concordante avec la légalité des Articles Organiques, et l'on n'a pas fait assez ressortir en quoi elle ressemble, d'autre part, à la légalité révolutionnaire, ou en quoi elle s'en distingue.

La légalité de l'empire : 1° maintient les prohibitions à l'égard des congrégations religieuses ; 2° elle fonde le régime des *autorisations*. L'empire autorisa 7 congrégations de femmes en 1807, une en 1808, une en 1809, en 1810 une telle quantité que tous les diocèses de France et des départements annexés en furent pourvus (5). Nous citons les textes du décret de messidor an XIII :

« Art. 1... Seront dissoutes toutes congrégations ou associations formées sous prétexte de religion, *et non autorisées*. — Art. 3. Les lois qui s'opposent à l'admission de tout ordre religieux dans lequel on se lie par des vœux perpétuels, *continueront d'être exécutés selon leur forme et teneur*. — Art. 4. Aucune congrégation ou association d'hommes ou de femmes *ne pourra se*

(5) De Champeaux, *Recueil général*, etc., t. 2, p, 365, 2e édit. donne l'énumération de toutes les congrégations autorisées sous l'empire.

former à l'avenir, sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait été *formellement autorisée* par un décret impérial, *sur le vu des Statuts et règlements* selon lesquels on se proposerait de vivre dans cette agrégation ou association. — Art. 6. Nos procureurs généraux sont *tenus de poursuivre ou faire poursuivre*, même par la voie extraordinaire (6), suivant l'exigence des cas, les personnes de tout sexe qui contreviennent directement ou indirectement au présent décret.

L'*autorisation* frayait une large route aux ordres religieux. Ils en profitèrent.

357. La relation du professeur est moins immédiatement ordonnée en vue du ministère purement paroissial que ne l'est celle du prêtre voué aux missions. Cependant l'art. 11 du Concordat et l'art. 23 des Organiques ont reconnu au clergé le *droit d'enseigner*. Il est vrai que ce droit paraît, d'après les textes, borné aux séminaires et, par conséquent, destiné uniquement au recrutement du sacerdoce. Mais les jeunes gens qui ont commencé à étudier pour devenir prêtres un jour, peuvent abandonner la carrière avant l'entrée dans les ordres. D'autre part, les familles pouvaient préférer l'enseignement donné par le prêtre à tout autre enseignement, et n'obligeaient pas pour cela leurs fils à entrer dans le sacerdoce. Il était facile de prévoir que les questions d'enseignement indépendant de celui de l'Université, ou d'enseignement libre seraient posées dans l'avenir.

Les séminaires furent reconnus légalement pour l'enseignement. Ils sont aptes à posséder; ils ont la personnalité civile. Leurs biens sont administrés conformément aux dispositions du décret du 6 nov. 1813, art. 62 et suiv. La loi du 23 ventôse an XII (14 mars 1804) réservait au chef de l'État la nomination des professeurs qui, d'après le décret du 17 mars 1808, sont nommés et révoqués par l'évêque.

D'après la même loi, l'enseignement des séminaires com-

(6) Me Rousse, dans sa Consultation, dit que la poursuite à l'extraordinaire est une forme de procédure qui n'existe plus, qui est formellement abrogée, d'où suit que le décret lui-même tombe, faute de sanction. — Janvrot, dans sa brochure : *De l'application des décrets du 29 mars*, p. 19 et 171, dit qu'à la date du décret de messidor an XIII, la voie de l'ordinaire était la poursuite en simple police, d'après les art. 605, 606 du Code pénal du 3 brumaire an IV, et la *voie de l'extraordinaire* la poursuite devant la juridiction criminelle, qui subsiste en changeant de nom.

prend la morale, le dogme, l'histoire, les règles de l'éloquence et les maximes gallicanes. Ce dernier point est tombé en désuétude depuis longtemps.

Une circulaire ministérielle du 20 juin 1827 défend aux professeurs d'être titulaires d'une paroisse, ou vicaires, rétribués sur le budget de l'État ou les fonds communaux. L'ordonnance du 16 juin 1828 les obligeait à affirmer qu'ils n'appartenaient à aucune congrégation religieuse non légalement reconnue ; mais après la loi du 15 mars 1850, les personnes attachées à des congrégations religieuses, même non reconnues, furent regardées comme aptes, en tant qu'individus, et sous les conditions communes, à donner l'enseignement.

Par le Concordat et la loi de germinal an X, l'État ne s'était pas obligé à doter les séminaires. Cependant, en 1807, des bourses et demi-bourses furent créées, par décret du 30 septembre. Les bourses sont de 400 fr. Le nombre en a été augmenté à diverses dates.

Il ne faut pas confondre les séminaires proprement dits avec les écoles ecclésiastiques secondaires, qui n'ont jamais obtenu une dotation. Sous l'empire des décrets du 9 avril 1809 et du 15 nov. 1811, ces écoles, soumises à l'approbation préalable de l'État, étaient organisées par l'Université, régies sous son autorité, et l'enseignement n'y pouvait être donné que par elle. Une seule école secondaire ecclésiastique existait dans chaque département et devait être placée dans une ville où existait un collège ou un lycée, où les élèves, portant l'habit ecclésiastique, étaient conduits pour suivre les classes.

L'ordonnance du 5 octobre 1814 permit de placer ces écoles à la campagne, là où il n'y a ni lycée ni collège communal, les dispensa de payer la rétribution universitaire et de fréquenter les leçons des professeurs de l'Université. C'était la première réaction contre le monopole enseignant. Il fut déclaré que le gouvernement n'interviendrait pour l'établissement d'une école secondaire ecclésiastique que lorsqu'il s'agirait d'en créer une seconde dans le même département.

Les ordonnances de 1828, contresignées par l'évêque Feutrier, ministre des cultes, furent restrictives et limitèrent le nombre des élèves ecclésiastiques, en créant toutefois 8,000 demi-bourses, que supprima le gouvernement de 1830. Aujourd'hui, le nombre des écoles secondaires, appelées petits séminaires, n'est pas déterminé ; mais l'autorisation du gou-

vernement, sous forme de décret, est nécessaire pour en créer de nouvelles.

L'enseignement avait créé des relations spéciales du sacerdoce avec l'autorité civile.

358. On reconnaît, en France, trois ordres d'enseignement, savoir : enseignement primaire, enseignement secondaire et enseignement supérieur. La loi du 21 juin 1865 sur l'enseignement secondaire spécial n'a pas fondé une quatrième branche de l'enseignement. C'est un fait constaté avec raison par Ducrocq (7), que, dans ces trois ordres, la liberté d'enseignement fut absolument « étrangère au droit public de 1789 ».

L'idée de la liberté en cette matière ne s'est introduite que par l'effet des revendications catholiques.

La création de l'Université date du 10 mai 1806. Elle fut l'ensemble hiérarchique du corps enseignant au nom de l'État. Ou bien encore, elle a été, elle est l'État enseignant.

L'Université impériale devenue l'Université de la Restauration, a fait regarder comme un triomphe des opinions libérales la *liberté* décrétée par l'art. 69 de la Charte de 1830. L'Université aux mains du régime de 1830, a fait regarder comme une victoire des catholiques la *liberté* d'enseignement inscrite dans l'art. 9 de la Constitution de 1848. La victoire libérale d'abord, la victoire catholique ensuite.

L'enseignement primaire a été organisé par la loi du 28 juin 1833. La loi du 15 mars 1850 a organisé la liberté de l'enseignement secondaire. La loi du 12 juillet 1875 a fondé la liberté de l'enseignement supérieur et permis la création des Universités. La loi du 18 mars 1880 est restrictive de la précédente et supprime le titre des Universités, pour ne laisser qu'une Université. Le décret du 20 mars 1880 établit la liberté des cours isolés.

Toutes ces lois et ces décrets n'ont pas pour but unique les relations du clergé, enseignant du haut de la chaire du professeur, en concurrence avec l'Université d'État, Mais cette question des relations du clergé se mêle à toutes les péripéties de la législation de l'enseignement, et elle se complique de la discussion sur la situation légale des congrégations religieuses.

L'Université n'a pas uniquement sa hiérarchie enseignante.

(7) *Cours de dr. administ.*, t. I, p. 427, n° 464.

La hiérarchie administrative place au sommet (et en dehors de la personne du Ministre de l'instruction publique, ayant, sous réserve de la responsabilité ministérielle, la direction de son département), le Conseil supérieur, que régissent la loi du 27 février 1880 et le décret du 16 mars 1880 relatif aux élections des membres du conseil. Le clergé s'y trouve représenté par un professeur d'une Faculté théologique de l'État : les évêques y avaient une place de droit avant la loi de février 1880.

L'existence des conseils académiques est aussi réglée par la loi du 27 février 1880 : Ces conseils se recrutent d'après le même principe, c'est-à-dire qu'ils n'admettent plus d'éléments étrangers à l'Université. Le décret du 26 juin 1880 a pour objet les sessions de ces conseils.

Le comité consultatif, conservé, a été reconstitué par décret du 11 mai 1880.

La loi du 14 juin 1854 statue sur les conseils départementaux : l'évêque diocésain et un autre ecclésiastique désigné par lui y ont place.

La loi du 3 juillet 1880 organise la caisse des lycées nationaux, des collèges communaux et des écoles primaires.

359. Pour les écoles primaires, voici en quels termes s'exprime Ducrocq, lorsqu'il s'agit des instituteurs relevant de l'Etat (8) : « La nomination et la révocation des instituteurs primaires sont du ressort exclusif de l'administration active. Au préfet seul, il appartient de nommer les instituteurs communaux (Loi du 15 mars 1850, art. 31 ; décret du 9 mars 1852, art. 4, et loi du 14 juin 1854, art. 8, combinés), et, par conséquent, de choisir entre les instituteurs laïques et congréganistes ; et le conseil municipal qui ne se borne pas à donner un avis ou à exprimer un vœu sur ces points commet un excès de pouvoir que ne peut couvrir aucune approbation préfectorale, nulle comme la délibération du conseil municipal (C. d'État 17 janvier 1873 ; 24 janv. 1873 ; 16 janv. 1874 ; 4 déc. 1874). Le préfet peut, sans excès de pouvoir, enlever ses fonctions à un instituteur public communal, après avis du conseil municipal et sur le rapport de l'inspecteur d'académie, sans que son droit de nomination d'un instituteur laïque au lieu d'un instituteur congréganiste, et réciproquement, soit limité au cas de vacance par décès, démission ou révocation par mesure discipli-

(8) Ducrocq, *Cours dr. adm.*, t. II, p. 648, n° 1480.

naire : l'instituteur primaire, laïque ou congréganiste est soumis au droit commun des fonctionnaires révocables ; et l'arrêté préfectoral qui relève un instituteur de ses fonctions ou nomme son successeur, ne peut être déféré au conseil d'État, ni par le supérieur de la congrégation à laquelle appartient cet instituteur, ni par des instituteurs adjoints, ni par un instituteur nommé à un autre poste, ni par un instituteur proposé par le supérieur de sa congrégation pour remplacer l'instituteur relevé de ses fonctions, lorsqu'il n'a pas été nommé par le préfet, ni par le donateur de l'immeuble où est établie l'école, ni par les pères de famille dont les enfants sont élèves de l'école communale. Tous ces points ont été consacrés par la jurisprudence (C. d'État, 9 déc. 1879, six arrêts du même jour ; 14 janv. 16 janv. 1880, plusieurs arrêts semblables du même jour). »

Mais l'école primaire libre peut subsister à côté de l'école communale.

360. Malgré la prohibition de tous ordres religieux prononcée par les lois du 13 févr. 1790 et du 18 août 1792, nous avons dit que des congrégations de sœurs de la charité avaient été autorisées, à raison de l'intérêt qui s'attache aux classes souffrantes, et que la congrégation d'hommes des Lazaristes avait été autorisée, en faveur des missions, soit exercées hors de France, soit à l'intérieur, et venant en aide au ministère paroissial.

Une autre exception fut ajoutée, lors de la création de l'Université, dans un but d'enseignement populaire, au profit des Frères des écoles chrétiennes.

Les trois buts différents qu'ont en vue ces ordres religieux avaient trouvé grâce, et le régime des autorisations était venu en aide fort à propos.

La loi du 2 janv. 1817, en statuant sur le *mode* d'autorisation paraît avoir maintenu, par là même, la législation antérieure. En voici les deux premiers articles : — Art. 1. Tout établissement ecclésiastique reconnu *par la loi*, pourra accepter, avec l'autorisation du roi, tous les biens meubles, immeubles ou rentes qui lui seront donnés par actes de dernière volonté. — Art. 2. Tout établissement ecclésiastique reconnu *par la loi* pourra également, avec l'autorisation du roi, acquérir des biens immeubles ou des rentes.

Par suite de cette loi, dit Ducrocq (n° 1546, t. II), la Cour de cassation décide que, depuis le 2 janv. 1817, un acte législatif

est indispensable pour constituer légalement une communauté religieuse d'hommes et lui donner le droit d'acquérir. Elle juge aussi qu'il en était autrement, depuis l'an X jusqu'en 1817, sous l'empire du décret-loi du 3 messidor an XII, de sorte qu'un décret du 7 prairial an XII a pu constituer légalement la congrégation religieuse des Lazaristes et lui conférer la capacité de recevoir des dons et legs (Cass. ch. civ., 19 déc. 1864).

L'ordonnance du 2 avril 1817 précise davantage les termes : — Art. 1. Conformément à l'art. 910 du Code civil et à la loi du 2 janv. 1817, les dispositions entre-vifs ou par testament de biens meubles et immeubles au profit des églises, archevêchés et évêchés, des chapîtres, des grands et petits séminaires, des cures et des succursales, des fabriques, des pauvres, des hospices, des collèges, des communes, et *en général de toute association religieuse reconnue par la loi*, ne pourront être acceptées qu'après avoir été autorisées par nous, le conseil d'État entendu ; et sur l'avis préalable de nos préfets et de *nos* évêques, suivant les divers cas.

La généralité des termes s'appliquerait aux congrégations de femmes, si la loi du 24 mai 1825 ne les avait soumises à des conditions particulières. Cette loi introduit une distinction entre les congrégations de « femmes, rendues possibles, dit encore Ducrocq (n° 1538, t. II), d'une manière générale et sous les conditions déterminées par la loi de 1825, et les congrégations d'hommes auxquelles s'appliquent toujours, continue Ducrocq, la loi de suppression du 13 février 1790, celle du 18 août 1792, le décret du 3 messidor an XII, et la loi du 2 janvier 1817. »

C'est ce dernier point qui est devenu l'objet d'une très vive controverse, laquelle dure encore à l'heure présente : La légalité des lois de suppression avait-elle persisté jusqu'aux décrets de mars 1880?

Cette question a surgi à l'occasion des relations du sacerdoce en qualité de corps enseignant. La légalité des *autorisations* a réglé le sort des congrégations religieuses jusqu'à la question soulevée sur l'enseignement : Voilà le fait.

Notons en passant, au point de vue du droit général : 1° que l'art. 5 de la loi du 24 mai 1825 déroge aux règles du Code civil par lesquelles sont déterminées la quotité disponible et la réserve ; 2° que l'art. 7 de la même loi ouvre un droit de retour

légal étranger aux règles de l'art. 747 du Code civil; 3° que les congrégations non autorisées échappent à la pénalité frappant les réunions illicites de plus de vingt personnes, attendu que le Code pénal (art. 291 *in fine*) refuse de comprendre dans ce nombre les personnes domiciliées dans la maison où se tiennent les réunions ; 4° que les congrégations non autorisées pourraient ester en justice lorsque les noms de tous leurs membres figurent individuellement dans l'instance.

361. Une légalité existante à côté de la légalité principale a été celle de *l'utilité publique*. Il en faut dire un mot.

L'art. 36 de l'ordonnance du 29 février 1816 dispose ainsi qu'il suit : « Toute association religieuse et charitable, telle que celle des écoles chrétiennes, pourra être admise à fournir, à des conditions convenues, des maîtres *aux communes qui en demanderont*, pourvu que l'association soit autorisée par nous, et que ses règlements et les méthodes qu'elle emploie aient été approuvés par notre commission de l'instruction publique. »

Cette ordonnance donnait un nom à l'exception faite jadis à l'égard des Frères, admis non parce qu'ils étaient une congrégation religieuse d'hommes, mais bien qu'ils fussent une congrégation, et à raison de *l'utilité publique*. L'art. 31 de la loi du 15 mars 1850 se réfère à cette situation, lorsqu'il prescrit que les écoles primaires communales seront dirigées, soit par des instituteurs et institutrices laïques, soit pas d'autres appartenant à des associations religieuses ou charitables vouées à l'enseignement et autorisées par la loi *ou reconnues comme établissements d'utilité publique*. Le ministre de l'instruction publique disait, au cours de la discussion : « Ce n'est pas là une innovation ; c'est le fait actuel qui est maintenu. »

De même, l'art. 1 de la loi du 12 juillet 1875 avait permis de déclarer établissements d'utilité publique par décrets délibérés en assemblée générale du conseil d'État, les établissements d'enseignement supérieur ou les *associations* formées pour constituer l'enseignement supérieur. Et, d'autre part, l'art. 1 de la loi du 12 juillet 1875 n'excluait pas des chaires de l'enseignement supérieur, en tant qu'individus, les membres des congrégations religieuses. L'utilité publique pouvait modifier une légalité de rigueur et d'exclusion.

La loi du 18 mars 1880, qui exige désormais une loi pour la déclaration d'utilité publique en cette matière, ne touche pas au principe.

360 *bis.* Suivant Ducrocq, que nous avons suivi jusqu'ici pour principal guide, la question juridique et scientifique demeurerait celle-ci : Subsistait-il en France des lois qui saisissent la congrégation, qui la distinguent de la simple association, et d'où résultent soit la tolérance, soit la suppression par voie administrative et sans recours? Existe-t-il des lois qui unissent l'existence légale et la personnalité civile, avec faculté du retrait tant de l'une que de l'autre?

On sait dans quelles circonstances ont été rendus les décrets du 29 mars 1880, l'un prononçant la dissolution de « l'agrégation ou association non autorisée dite de Jésus », et l'autre, la mise en demeure aux autres associations non autorisées de faire, dans le délai de trois mois, les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation. En l'absence de dissolution volontaire ou de dèmandes d'autorisation, les décrets ont été exécutés *manu militari.*

La sécularisation des cimetières et la sécularisation des écoles ont suivi ces mesures et modifié les relations légales du clergé d'une manière notable.

La question légale était appréciée fort diversement, avant les décrets. Les partisans des congrégations religieuses les déclaraient opprimées. Ils étaient au premier rang parmi ceux qui proclamaient les anciennes lois toujours subsistantes et l'autorité administrative armée d'un pouvoir sans limite.

362. De Champeaux répute notre législation souvent hostile à l'influence religieuse et affirme que « rien n'empêche le gouvernement de s'autoriser, sous un prétexte ou sous un autre, d'une prétendue nécessité d'ordre public, et d'ordonner la fermeture d'une église, ou même de toutes les églises : *la législation lui en donne incontestablement le droit.* C'est une vérité pénible à dire que la position légale de l'Eglise de France soit telle qu'un maire, un commissaire de police, le dernier des fonctionnaires dans *l'ordre administratif*, puissent par un simple arrêté entraver et même suspendre la liberté du culte *public* (9). » Les lois existantes iraient jusque-là.

A ses yeux, il est vrai, les lois de prohibition des ordres religieux furent des *lois de circonstances.* Elles ne doivent pas survivre aux circonstances ; *elles ont dû être abrogées* par les lois subséquentes, parce qu'elles sont incompatibles avec les prin-

(9) De Champeaux, *Recueil général du droit civil ecclés.*, t. II, p. 5.

cipes de liberté proclamés par ces lois subséquentes (10).

Cet argument aurait assurément une force suffisante si une jurisprudence constante l'avait fortifié et corroboré, si des arrêts de cassation, des décisions du conseil d'État avaient fixé la doctrine. Car, il y avait base juridique. Mais c'est ce qui a manqué : « Nos lois sont même devenues tyranniques à l'égard des associations religieuses. Elles admettent à peine les congrégations de femmes. *Pour les congrégations d'hommes, elles les proscrivent d'une manière générale* (11), » dit Champeaux.

Ce n'était donc pas l'existence de la loi que l'on contestait, mais son caractère permanent et son applicabilité après la promulgation de lois, constitutionnelles ou autres, implicitement mais certainement dérogatoires, disait-on.

En 1845, M. Thiers, député, adressait au gouvernement une interpellation pour que la société dite de Jésus fût dissoute. Le ministre répondait : « Aux termes de nos lois, les congrégations religieuses peuvent être dissoutes. » C'est alors que de Vatimesnil, Berryer, Pardessus et autres formulaient une consultation demeurée célèbre, reproduite dans la consultation plus récente et non moins célèbre signée par M^es^ Rousse, Demolombe et autres.

La loi du 19 février 1790, disaient de Vatimesnil et autres, fut une loi de circonstance et de réaction religieuse, elle est en contradiction avec la Charte, donc nécessairement abrogée. En tout cas, elle n'a statué que sur deux points, interdisant aux congrégations de former des êtres collectifs, et ne voulant plus que les vœux formassent un lien légal. Elle n'a pas même détruit la vie commune, qui devait se continuer dans des maisons assignées à ceux que leur conscience et leur vocation porteraient à s'y retirer. Encore moins a-t-elle transformé les congrégations en associations illicites et coupables.

La loi du 18 août 1792 ne concerne que le port du costume religieux. La cour d'Aix a reconnu, par arrêt du 29 juin 1830, que cette défense a cessé d'exister, et, plus généralement, que la loi de 1792 a disparu avec les circonstances malheureuses auxquelles elle avait dû naissance (V. *infr.*, n° 362, note 13).

Le décret du 3 messidor an XII est privé des voies d'exécution et autoriserait les tribunaux à improviser des peines, ce

(10) Id., t. I, p. v, préface.
(11) Id., t. II, p. 3.

qui est contraire à tout l'ensemble du droit pénal. De plus, il précède la législation sur les associations qui les divise en licites et illicites, à défaut d'autorisation, et exige, pour ce dernier cas, plus de vingt personnes, et des personnes non domiciliées dans la maison où se tiennent les réunions.

« Il demeure donc démontré, concluait la consultation, qu'aucune loi actuellement en vigueur n'autorise la dissolution des associations non reconnues dont les membres vivent en commun. Ces personnes restent sous la protection des principes généraux qui consacrent la liberté individuelle, la liberté religieuse et l'inviolabilité du domicile (12). »

365. Me Rousse, dans sa *Consultation* publiée en 1880, adopte cet avis « qu'aucune loi actuellement en vigueur ne prohibe la vie en commun des personnes appartenant à des associations religieuses non reconnues. » Il y ajoute : « Que dans le cas où le gouvernement voudrait dissoudre ces associations ou certaines d'entre elles, il n'aurait pas le droit de le faire par voie administrative, mais que les tribunaux ordinaires devraient en connaître d'abord. »

Tous les Edits, ordonnances et arrêts de l'ancienne monarchie sont rejetés en bloc par Me Rousse, et c'est à bon droit. La Révolution, ainsi que nous l'avons démontré (V. *supr.*, nos 331, 333, 338), renverse tout l'ancien *établissement* ecclésiastique et ne laisse pas subsister, comme il arrive en bon nombre de

(12) L'impartialité historique oblige à dire que Berryer, signataire de la consultation de 1845, proclamant qu'il n'y a aucune loi existante contre les congrégations, est bien le même qui plaide dans l'affaire Picpus le 15 février 1858, devant la 1re chambre d'appel, que les lois ne sont pas même nécessaires pour dissoudre les congrégations : « Il n'y a pas de liberté qui se puisse exercer dans un pays par le droit sacré d'un particulier, si cela peut porter ombrage à la sécurité publique : là est la limite nécessaire de toute liberté... Quand une congrégation n'a pas reçu la sanction du pouvoir public, l'État respecte la liberté incontestable qu'elle a de vivre, mais il observe cette liberté, cette existence de la communauté non autorisée, non sanctionnée par le pouvoir ; et si cette liberté, cette existence deviennent menaçantes pour le pouvoir politique, le pouvoir politique dissout la communauté, il en a le droit. Par simple ordonnance, la communauté est dissoute, il n'est pas besoin de loi pour la disperser. Votre liberté, dit l'État, je la trouve nuisible, je vous dissous. C'est ce qu'on a fait, ce qu'on a le droit de faire, parce qu'il n'y a pas de liberté si sacrée, si respectable qu'elle soit, qui ne doive être subordonnée à l'État. Telle est la situation des sociétés non autorisées. Leur liberté est soumise au pouvoir public, à sa vigilance, à son omnipotence. » Ainsi parlait Berryer.

matières civiles, des dispositions auxquelles se réfère la doctrine.

Pour mettre ceci dans tout son jour, la *Consultation* énumère, ainsi qu'il suit, les traits saillants des relations du sacerdoce *régulier* avec l'ancien régime : ceci rentre dans notre sujet traité en la troisième partie et appartient à l'époque Capétienne :

« Le roi, protecteur, conservateur et exécuteur des lois de l'Eglise ; à ces titres, maître à peu près absolu des communautés religieuses ; les gouvernant, les *incorporant* à l'État par le joug même qu'il leur impose et par les chefs qu'il leur choisit ; s'érigeant, par l'appel comme d'abus, en arbitre souverain des vœux, qui sont le fondement et l'essence de la vie monastique; jugeant les réclamations auxquelles ils peuvent donner naissance; faisant respecter, à l'égal des lois civiles, des serments que l'Église seule a reçus ; garantissant et imposant l'observance de ces vœux par des actes de justice et par des pénalités; maintenant juridiquement les incapacités civiles qui en dérivent ; faisant, en un mot, de la vie monacale et de la société conventuelle une institution publique dont la surveillance et la garde lui appartiennent, et qui a, dans l'ordre général de l'État, sa place, son rang, son emploi, ses *sujétions* et ses *privilèges* : »

Voilà ce qui a été détruit par la Révolution d'une manière non douteuse. Or la législation antérieure à la Révolution étant corrélative à cet état de choses, qui a législativement fait place à un autre, il n'en faut plus parler, dit Me Rousse.

Pour la loi de 1790, celle de 1792, le décret de messidor an XII, on peut discuter le texte (13) avec Mes Rousse, de Vatimesnil, Berryer et autres. On prouvera que la lettre de la loi ne prohibe pas la vie en commun des personnes appartenant à des associations religieuses non reconnues. On pouvait obtenir même gain de cause devant les tribunaux, et l'on eût fixé la jurisprudence. Mais on n'a pas fixé la jurisprudence, et ce point est important.

A l'inverse, la loi ayant évidemment, par quelques-unes de ses attaches, un caractère politique, et tenant au droit public

(13) La loi de 1799 ne vise que deux points, et rien au delà, dit Me Rousse : l'abolition de la vie civile pour la communauté et l'abolition de la mort civile pour le religieux; — la loi de 1792 n'a en vue que le port du costume religieux ; — le décret de messidor, qui laisse au juge la peine arbitraire selon « l'exigence des cas », et la poursuite *à l'extraordinaire* des anciens parlements, est abolic par la promulgation ultérieure du Code pénal.

interne, il s'est formé une quasi-jurisprudence *législative* d'interprétation. Les Rapports placés en tête des décrets de mars 1880, n'ont pas oublié de le rappeler. Cette interprétation n'a pas été émise en la forme législative, disait de Vatimesnil, et avec la sanction du roi. Non, sans doute. Mais, en l'absence de l'interprétation de jurisprudence en sens contraire, il faut cependant en tenir compte dans une certaine mesure.

Un arrêt de la Cour de Paris du 18 août 1826, toutes chambres réunies, déclare que l'état actuel de la législation s'oppose au rétablissement de la société dite de Jésus, et qu'il appartient à la haute police du royaume de dissoudre tous établissements, toutes agrégations ou associations. Cet arrêt ne fait pas jurisprudence, parce qu'il n'y a ni jugement contradictoire, ni plaidoiries. Mais la Cour ayant conclu à l'incompétence, attendu la question de haute police, la Chambre des députés, mise en demeure par des pétitions, vote, le 21 juin 1828, le renvoi au gouvernement des pétitions sur l'existence illégale des jésuites (14).

(14) On n'a pas coutume de donner une place, dans l'étude de la question, aux Ordonnances du 16 juin 1828, contresignées par un évêque, Mgr Feutrier, év. de Beauvais, ministre des cultes. Voici le texte de la première Ordonnance : « A dater du 1er octobre prochain, les établissements connus sous le nom d'écoles secondaires ecclésiastiques, *dirigés par des personnes appartenant à une congrégation religieuse non autorisée,* et actuellement existant à Aix, Billom, Bordeaux, Dôle, Forcalquier, Montmorillon, Saint-Acheul et Sainte-Anne d'Auray, seront soumis au régime de l'Université. A dater de la même époque, nul ne pourra être ou demeurer chargé, soit de la direction, soit de l'enseignement, dans une des maisons dépendantes de l'Université ou dans une des écoles secondaires ecclésiastiques, s'il n'a affirmé *par écrit* qu'il n'appartient à aucune *congrégation religieuse non légalement établie* en France. » Cette première ordonnance, contre les Jésuites, atteignait leurs *maisons d'enseignement*, qui se trouvaient dissoutes et, peu s'en faut, confisquées au profit de l'Université. La seconde Ordonn., d'une portée plus générale, limitait le nombre des élèves des petits séminaires, leur enjoignait de porter la soutane à 14 ans, et soumettait le choix des supérieurs à l'agrément du roi. L'évêque-ministre des cultes ne croyait pas que les lois fussent non existantes. Les évêques de France, en grand nombre, qui réclamèrent contre les Ordonnances, dans une adresse au roi, ne le croyaient pas davantage. Ils se contentent de demander que l'on apporte aux mesures ordonnées des « tempéraments ». « Ils se consolent par la pensée que ces mesures ont été prises à regret, et avec cette persuasion qu'elles devenaient indispensables à cause de la rigueur des temps. » Ils n'osent pas invoquer la liberté civile inscrite dans la constitution jurée par le roi ou les principes du droit public nouveau, « dont les maximes et les conséquences ne sont pas encore bien fixées et sur lesquelles les plus habiles eux-mêmes sont divisés d'opinion ». Ils voudraient que si l'existence légale et *même la faculté d'enseigner les*

Le 3 juin 1845, un ordre du jour de la Chambre des députés invite le gouvernement à faire appliquer les *lois existantes*.

Et, de même, le 16 mars 1880, la Chambre des députés vote l'ordre du jour qui compte sur la fermeté du gouvernement pour appliquer les lois relatives aux congrégations non autorisées.

Avant les décrets de mars 1880, la cause des *lois existantes* pouvait être perdue, et nous croyons qu'elle l'eût été devant les tribunaux du second Empire, par exemple. Une jurisprudence pouvait se former en conséquence. Mais la même cause pouvait être gagnée législativement, peut-être, si les décrets n'étant pas intervenus, le conflit entre les deux Chambres eût persisté. Le conflit continué pouvait aboutir à une loi confirmative. Dans l'un et l'autre sens, on s'est arrêté à mi-chemin.

Présentement, les décrets ont-ils modifié la légalité? Nous ne le pensons pas. En supposant qu'ils soient rapportés purement et simplement, la question subsisterait sur les *lois existantes*. Cette hypothèse projette, il nous semble, quelque clarté dans le débat.

364. A côté de la quasi-jurisprudence législative, en l'absence d'une jurisprudence judiciaire, il s'est établi une jurisprudence *administrative*, qu'il faut signaler aussi.

Le 11 juillet 1843, le ministre de la guerre traitait, au nom de l'État, avec la société civile des religieux Trappistes, et concédait 1200 hectares de terrains en Algérie. Au mois d'avril 1852, le ministre de la marine et des colonies passait un traité avec le procureur des missions de la compagnie de Jésus, à l'effet d'obtenir un certain nombre de religieux de *sa congrégation* pour remplir à Cayenne les fonctions d'aumôniers. Des aumôniers ont

lettres humaines sont refusées à la congrégation non autorisée, on ne pût exclure de l'enseignement *des écoles ecclésiastiques*, pour ce seul fait, des prêtres appelés par l'évêque, soumis à sa juridiction, et préposés par lui à des maisons dont la direction lui appartient nécessairement et exclusivement, à raison de leur caractère spécial, caractère qui les soustrait à l'Université et à l'État. « Que le prince doive avoir et qu'il ait, en effet, sur les écoles ecclésiastiques destinées à perpétuer le sacerdoce, l'inspection et la surveillance nécessaires pour assurer l'ordre public, empêcher la transgression des lois, maintenir les droits et l'honneur de la souveraineté, qu'il puisse *exiger*, *exécuter par lui-même* la réforme des abus qui intéressent l'*ordre civil*, qu'il doive même, en qualité d'évêque du dehors, *provoquer* la réforme des abus dans l'ordre spirituel et prêter l'appui du bras séculier pour le maintien des règles canoniques, on en convient,... rien dans tout cela qui excède le pouvoir politique, qui envahisse le pouvoir spirituel; mais au delà, l'usurpation est à craindre, et elle est bien prochaine, » disaient les évêques de France.

été également demandés plusieurs fois à la société de Jésus par le ministre de la guerre, et notamment en 1870, et les lettres de service ont toujours porté la mention formelle de l'ordre auquel ils apprtenaient.

Enfin, une loi d'autorisation administrative, votée le 7 août 1875, accordait à la ville de Lyon la faculté de s'imposer extraordinairement pour acquitter la somme due aux *Jésuites* à titre d'indemnité pour les dommages causés à leurs propriétés, à la suite du 4 septembre 1870.

365. En l'état de la jurisprudence judiciaire, législative, administrative, l'abrogation *virtuelle* des lois de prohibition à l'égard des ordres religieux reste la vraie thèse. Sur cette abrogation virtuelle, la *Consultation* est vraiment solide, et plus encore l'adhésion de M. Demolombe.

Me Rousse signale (ch. III, part. 2e) ce grand mouvement d'idées et ces violents courants de liberté qui nous poussent si loin des limites étroites où le droit d'association était autrefois renfermé ; ce penchant démocratique qui rend chaque jour plus familier et plus nécessaire aux citoyens le droit de penser ensemble, d'agir ensemble, de se concerter dans un but, suivant des affinités communes, et de grouper en un seul faisceau les forces, les richesses, le travail, ainsi que les opinions et les croyances de chacun ; les différences prodigieuses qui séparent nos lois, nos mœurs, le régime social sous lequel nous vivons, des antiques arrêts du Parlement, des décrets impériaux, des mesures arbitraires du passé.

Me Demolombe s'exprime ainsi : « Il faut d'abord se demander quel est le droit commun de tous les Français ; il faut rechercher ensuite s'il existe des lois d'exception privant un Français du droit commun, parce qu'il aura émis des vœux religieux. Dans l'état de la législation actuelle, d'après les principes du droit privé et du droit public, voici d'une manière générale le droit commun de tous les Français : Tout Français majeur est libre d'aller et de venir où il veut. Tout Français majeur est libre de résider où il veut, et avec qui il veut. Tout Français majeur est libre de choisir le genre de vie qu'il veut. Tout Français majeur est libre de disposer de sa propriété comme il veut. Chacun professe sa religion avec une égale liberté. L'enseignement est libre à tous les degrés. La charité est libre dans toutes ses manifestations. Voici maintenant les garanties du droit commun de tous les Français : Nul ne peut être empêché de faire

ce qui n'est pas défendu par la loi. Le domicile est inviolable. La propriété est sacrée. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses. Nul ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et suivant les formes qu'elle a prescrites. Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et légalement appliquée. Nul ne peut être saisi que pour être conduit devant le magistrat. Nul ne peut être, sous aucun prétexte, distrait des juges qui lui sont assignés par la loi. En un mot, il n'y a pas en France d'autorité supérieure à celle de la loi. Tel est le patrimoine de tous les Français. Et ce patrimoine leur appartient non par concession, mais en propre, parce qu'ils sont Français. La participation au droit commun de tous les Français est-elle refusée à ceux qui ont émis des vœux religieux? Y a-t-il une loi d'exception qui les exclut de la jouissance des libertés et de la protection des garanties communes, et qui les frappe ainsi d'une véritable excommunication civile? Pour l'honneur de notre législation, nous répondons fermement : Non! Il n'y a pas de loi pénale qui transforme en délit un acte religieux du domaine de la conscience. Non! il n'y a pas de loi de police qui soumette au régime de l'arbitraire, toute une classe de citoyens, parce qu'ils suivent librement les conseils de l'Évangile. Il n'y a pas de loi pénale qui interdise de prononcer des vœux religieux sous une peine quelconque... »

L'abrogation *virtuelle*, dépourvue de jurisprudence proprement dite à l'appui, autorisée par une jurisprudence *administrative* non douteuse, contredite par une quasi-jurisprudence politique et très militante, c'est l'abrogation législative *in futurum*, quand le droit public général, incontestable et progressif, la demande. Et ce droit public progressif, M. Demolombe l'a formulé nettement.

566. Mais laissons un instant l'abrogation *in futurum* qui ne nous paraît pas douteuse, et qui, à l'heure, présente nous paraît la seule acquise juridiquement à la situation.

La légalité de prohibition des ordres religieux, en France, ne nous semble pas contredire le Concordat, et le Saint-Siège n'a pas réclamé sur ce point, comme il l'a fait sur plusieurs autres. Elle est d'accord, d'autre part, avec l'esprit des Articles Organiques : on le voit assez par les discours et rapports de Portalis.

Mais elle se montre bien vite en désaccord, sur le terrain

des faits, avec le développement nécessaire des diverses formes du zèle, et c'est pourquoi: 1° les prêtres voués aux missions; 2° les frères des écoles; 3° les sœurs de charité deviennent l'objet d'exceptions particulières.

Le système des *autorisations* est une atténuation amenée par les faits ci-dessus; il est dû au premier empire. On pourrait y voir, au regard de la prohibition absolue, une illégalité. Ou bien, on peut lui attribuer un caractère partiellement dérogatoire et *abrogatoire*. Nous préférons cette seconde hypothèse.

Le second empire emprunterait volontiers au régime des associations civiles les autorisations d'*utilité publique*, autre moyen d'atténuation. Nous préférons cette seconde hypothèse.

En tout cas, l'abrogation formelle des lois de prohibition n'a jamais été prononcée. Par conséquent, la loi reste sur la matière *en qualité de loi*, quelles que soient les atténuations.

Mais ce n'est pas une loi d'application immédiate. Elle a besoin d'être *mise en œuvre* par un acte nouveau, qui tient du caractère législatif, soit décret, soit ordonnance, Berryer l'a dit. Or, c'est à cette mise en œuvre que l'on peut opposer soit la nature partiellement abrogatoire de certains actes tenant également du caractère législatif, soit l'abrogation totale, mais implicite, des Chartes et des Constitutions politiques, ou du droit public, s'il y a lieu.

Une loi *civile* n'est pas abolie par une charte ou une constitution politique. Mais la loi de prohibition des ordres religieux est une loi politique, établissant un droit public politique. Donc, elle pouvait et devait être atteinte par les changements du droit, mais *implicitement*.

L'atteinte implicite suppose et attend une organisation ultérieure, conforme à des principes nouveaux. D'où, l'abrogation *in futurum*, à laquelle nous sommes ramenés, en suivant un autre ordre d'idées, basé directement sur les faits.

Ainsi, le monopole d'enseignement est atteint par la Charte de 1830, puis par la Constitution de 1848, et la liberté n'est organisée que par les lois de 1850, pour l'enseignement secondaire, et de 1875, pour l'enseignement supérieur. Dans l'intervalle, la légalité atteinte est seule mise à exécution. L'abrogation *in futurum* est pressentie.

Au sein d'une nation gouvernée par le régime parlementaire, les Chambres auraient le droit constitutionnel de s'opposer à la mise en œuvre d'une légalité atteinte implicitement, et qui attend pour être remplacée par une organisation conforme à

des principes nouveaux. Et, de même, s'il existe, au sein de la nation, des Cours en possession de fixer la jurisprudence, elles pourraient, comme l'a fait la cour d'Aix (29 juin 1830. V. *supr.*, n° 361), déclarer que telle loi a cessé d'exister « avec les circonstances malheureuses » dans lesquelles elle s'était produite. Toutefois, un seul arrêt de Cour ne fixerait pas définitivement la jurisprudence.

367. Que la loi (ou les lois) de prohibition des ordres religieux ait été atteinte implicitement et à des époques différentes par des principes nouveaux de droit public écrits dans les Constitutions, nous le tenons pour certain avec les Vatimesnil, les Berryer, les Rousse, les Demolombe et autres. En 1848, par exemple, lorsque le P. Lacordaire siégeait à la Chambre comme représentant ou député de Paris, nul n'aurait songé à la dissolution *manu militari* de la communauté ou de la congrégation religieuse dont il faisait partie. Mais si le droit public avait changé, *on ne l'organisa pas* sur des bases nouvelles.

Nous venons de rappeler, et il ne faut pas oublier que si la Charte de 1830 accorde la liberté d'enseignement, il faut attendre 45 ans encore, et traverser des révolutions nouvelles, pour arriver graduellement, en passant par la liberté d'enseignement primaire et la liberté d'enseignement secondaire, à la liberté d'enseignement supérieur, qui couronne l'œuvre, en 1875, mais à laquelle cinq ans plus tard, en 1880, sont encore apportées soit des restrictions, soit des conditions nouvelles.

Et pareillement, n'a-t-on pas soutenu longtemps que la loi de 1814 sur l'observation du dimanche, était abolie par les usages du droit public, sans cependant que les tribunaux aient cessé de la déclarer existante, jusqu'à la date de l'abrogation législative ?

L'organisation d'un droit public modificatif du droit antérieur exige les longueurs du temps, les discussions des publicistes, les concessions des partis, et, par conséquent, leurs luttes, parfois ardentes, sur la question mise à l'ordre du jour ; les alternatives de progrès lent et de marche rétrograde de l'opinion publique ; les théories juridiques se produisant librement dans les tribunaux et dans les Cours ; enfin le vote dans des circonstances d'apaisement, dans des heures de calme relatif où l'entraînement des esprits extrêmes ne dicte pas les suffrages et ne déplace pas les majorités.

Si, donc, la législation contraire aux ordres religieux n'é-

tait pas abrogée par le moyen ordinaire de l'abrogation des lois *politiques*, succombant devant un droit public nouveau, elle était cependant ébranlée, fortement ébranlée, avant les décrets de mars 1880. C'est notre sentiment juridique (15), venant à la suite du sentiment des maîtres de la doctrine et du barreau.

368. Les décrets de mars 1880, considérés comme acte politique, échappent au domaine du droit. L'exécution, accom-

(15) En 1850, lors de la discussion du projet de loi sur la liberté de l'enseignement secondaire, un amendement Bouzat fut présenté pour demander: 1° qu'aucun membre d'une congrégation non reconnue ne pût avoir une part quelconque à l'enseignement; 2° qu'aucune congrégation ne pût s'établir que dans les formes et sous les conditions déterminées par une loi. M. Thiers répondait : « Vous avez confondu deux questions en une. Vous allez voir que « le silence de la Commission en laisse *une à résoudre* au législateur : « question qui ne nous regarde pas aujourd'hui. On veut nous faire résoudre « une question que nous n'avons pas entendu résoudre, *celle de l'existence* « *des associations religieuses en France*... Nous serions sortis de notre rôle si « nous avions voulu... faire avec une loi d'enseignement, *une loi des associa-* « *tions*... Le jour où le gouvernement sera obligé de vous apporter une loi « sur les associations, qui s'appliquera à toutes les associations quelconques, « politiques, littéraires ou religieuses, ce jour-là vous examinerez si vous « devez, d'une manière générale, les proscrire ou les admettre.... Ce sera à « vous, *malgré la Constitution*, de discuter, de faire prévaloir les ombrages,... « les violentes antipathies que vous êtes venu apporter à cette tribune. Ce sera « une grande et solennelle discussion. L'Assemblée devra se prononcer, et « alors, en se prononçant, elle décidera ceci : si telle association religieuse « peut exister en France, si elle peut y avoir des maisons conventuelles, des « noviciats... Alors, à titre d'association, vous prononcerez sur son sort; mais « aujourd'hui, dans la loi d'enseignement, vous n'aviez que cette question à « résoudre : Pourrait-on contre des individus prononcer une exclusion, parce « qu'ils appartenaient à telle ou telle congrégation? Vous ne le pouvez pas « *avec votre Constitution*,... mais quand vous ferez la loi des associations « politiques ou religieuses qui seront admises en France, vous verrez ce que « vous devez faire. » Donc, une législation était ébranlée par le travail des Constitutions politiques nouvelles, et une autre législation n'était pas encore venue pour la remplacer.

Dans le même sens, au cours de la discussion sur la loi d'enseignement de 1875, M. de Massy, au nom de la Commission, disait : « Si c'est l'art. 291 « du Code pénal qui règle la condition des associations religieuses, il est « abrogé en vue de l'enseignement supérieur, et dans les limites de cet ensei- « gnement... Si c'est la doctrine de messidor an XII, qui existe encore et qui « est maintenue en vigueur, l'honorable M. Delorme demande que, dans cette « hypothèse, il soit abrogé pour n'être pas un obstacle à l'enseignement « supérieur dont se chargeraient les associations religieuses; la Commission « est encore d'accord avec lui... Je n'aperçois pas de dissentiment. » — On l'a fait remarquer justement, ceux à qui la loi concède le droit d'enseigner recevaient de la même loi le droit de vivre.

plie par voie administrative, n'est pas du ressort des tribunaux. Ce qui se fait par la raison d'État n'attend point l'assentiment des jurisconsultes.

Mais l'idée corrélative à ces affirmations sera celle que nous avons énoncée (V. *supr*, n° 362), à savoir que l'état de la légalité, *in se*, reste et demeure avec ses doutes et ses incertitudes, avec toutes les probabilités qu'elle peut avoir de l'abrogation *virtuelle*, laquelle a coutume de précéder au moins d'un demi-siècle, soit l'abrogation législative, soit l'organisation d'un nouveau droit public en remplacement de l'ancien.

Il existe, sans doute, par le fait des décrets, une légalité en plus ; mais une légalité d'ordre différent, et que l'on pourrait appeler *provisoire*. Les décrets ont *statué:* l'obéissance leur est due. La légalité des décrets n'a pas besoin d'être une légalité *jointe* à l'ancienne pour exister. On pourra discuter sur la légalité jointe et non jcinte.

Les considérants des décrets ne décideraient pas la question, parce qu'ils ne sont pas les décrets eux-mêmes, et que l'on ne décrète pas les considérants. Notre opinion est favorable à la légalité non jointe, qui laisse la possibilité de discuter l'abrogation des lois anciennes, parce que cette abrogation est le progrès, parce qu'elle tient à tout le droit public affermi chez nous, à tout le droit qui s'appelle *nouveau*, relativement soit à l'époque de 1790-1792, soit à l'époque du premier empire, date des lois de prohibition des ordres religieux.

Une loi, une disposition législative peuvent acquérir une durée d'existence fort longue et n'être que provisoires, si elles n'ont pas *organisé*, mais simplement *statué*.

Est-il bien certain d'ailleurs que le temps soit venu pour organiser ? Oui, si nous considérons le besoin d'une organisation pour mettre fin aux malaises du présent. Et peut-être non, si nous tenons compte des circonstances irritantes, du manque d'apaisement pour traiter les questions religieuses, comme il convient, avec calme et sérénité d'esprit.

Un membre de nos assemblées parlementaires, jadis représentant du peuple après 1848, et alors membre du Comité des cultes de l'Assemblée nationale, affirme (16) qu'à cette époque, plus favorable que l'époque actuelle, le gouvernement était disposé à ouvrir des négociations avec Rome, sans qui rien ne

(16) Pradié, *Rapports de la religion et de la politique*, de la religion et de l'État, Paris, 1874.

se peut faire en la matière. On eût remanié le Concordat. On eût supprimé les Articles Organiques. Le tout sans difficulté, eu égard à l'état des esprits. Il y avait alors beaucoup d'enthousiasme et un grand souci d'affermir la situation religieuse, afin d'affermir du même coup la société. On était convaincu que l'humanité allait reprendre sa marche, en se débarrassant des petitesses du passé, en supprimant les causes de tiraillements, qui vont parfois jusqu'aux conflits. Heureuse la république de ce temps, si elle avait su se préserver de la guerre des rues, de la guerre civile, dans laquelle elle sombra.

Mais ce qui se révéla dans le sein du comité des cultes, c'est que l'élément épiscopal, représenté par « de saints évêques, » était le moins disposé à entrer dans une voie où, disait-on, parfois on s'engage avec des intentions généreuses, mais où l'on n'est pas assuré que le mouvement sera dirigé constamment avec sagesse. Les évêques parurent même assez peu désirer la suppression des Articles Organiques, contre lesquels, depuis un demi-siècle, on n'avait pas cessé de réclamer et de protester.

Souvent, l'on vit ainsi en supportant des maux que l'on juge tolérables. Un *modus vivendi* s'établit dans des conditions de concessions réciproques. Le bien essentiel à faire n'est pas rendu impossible. Le zèle et les industries du zèle viennent en aide.

Le seul tort serait peut-être, après que l'on a reconnu cette situation, de continuer à récriminer. Mais ce ne sont pas les mêmes qui gouvernent l'Église avec une sage modération et qui récriminent. Puisqu'il faut tolérer de toutes parts, on tolère aussi les violents de la presse ou des réunions publiques et leur langage.

369. Ce que le comité ecclésiastique de 1848 eût souhaité voir, et ce qui s'établira, parce que c'est la solution rationnelle, conforme au besoin social, au droit public nouveau et au progrès, c'eût été la vie ecclésiastique circulant plus abondamment et librement, par les synodes, les conciles provinciaux, les officialités diocésaines (avec la juridiction purement ecclésiastique) ; par le concours, par l'inamovibilité (ayant son correctif dans les officialités) ; par l'élection, peut-être ; par la liberté la plus entière d'enseigner, de prier, de se dévouer pour les souffrances de l'humanité ; par la liberté des moines de tout ordre et des religieuses de toutes les cornettes ; par la science, devenue depuis Charlemagne (V. *supr.* n. 252), l'une des

vertus maitresses du clergé, ou l'une des nécessités de son existence au milieu des nations chrétiennes.

Mais la vie ecclésiastique *séculière*, abondante et active, d'un clergé paroissial qui monte, qui s'élève, bien loin qu'il soit un clergé de décadence, cette vie active devenait la limitation des ordres religieux, et la seule vraie, la seule juste et légitime. Nous avons dit (V. *supr*, n° 201, *note*), que l'extension de l'influence des réguliers, et de leur action, a été l'effet nécessaire des insuffisances du clergé paroissial. Rien n'est plus certain (17).

Mᵉ Rousse, et d'autres avec lui, demandent pourquoi il ne serait pas permis à quelques-uns de vivre en commun dans leurs maisons, pour prier, pour se sanctifier, pour rechercher la perfection. Et ils ont raison d'insister sur ce point. Car il est vrai que, pour toutes ces choses, le droit public français (si l'on en recherche l'*esprit* dans les textes constitutionnels, se succédant depuis bientôt un siècle, toujours, et avant tout, favorables à la liberté de la conscience), s'oppose à toute entrave légale atteignant la prière, même faite en commun. De même pour le soin de la sanctification propre et de la perfection, alors qu'on s'encourage mutuellement par la force de l'exemple.

La liberté pour les religieux de rester dans leurs maisons doit être revendiquée, au nom de ce droit français, qu'il faut accepter tout entier, sans restrictions odieuses.

Mais si, au lieu de contester aux réguliers la liberté de rester dans leurs maisons, on leur conteste la liberté d'en sortir pour les œuvres extérieures, qui ne sont ni la prière en commun des frères, ni l'édification de l'exemple dans le cloître, ou si l'on ne conteste la première liberté que pour frapper la seconde, qui seule peut avoir à compter avec ce que l'Etat appelle *son droit* de haute police, la situation se modifie.

(17) Le ministère ecclésiastique spécial de l'évêque lui réserve les confirmations. Il faut qu'il aille porter les fruits du sacrement dans toutes les paroisses. Sa présence fait naître les plus grandes pompes et les plus solennelles que puissent connaître les populations rurales. Il importe à la religion elle-même que la visite épiscopale soit une occasion de « moisson spirituelle abondante et de sanctification. » Mais si le clergé séculier est à peine suffisant pour le travail matériel du ministère paroissial, l'évêque ne pourra cependant renoncer à donner à sa mission, à la mission propre à sa fonction réservée, toute l'efficacité qu'elle peut et doit obtenir. Le clergé régulier devient le coopérateur obligé de la fonction propre de l'évêque. Ce clergé régulier, d'autre part, n'est pas seulement amovible ; il est ambulant. Aucune règle canonique n'en entrave le déplacement quotidien. Il est donc sous la main de l'évêque.

Le droit public nouveau s'opposera encore à la prohibition de la vie religieuse. Le droit public aura abrogé, dès maintenant, et formellement, selon les uns, toute loi positive contraire. Ou bien, selon les autres, et c'est notre opinion, il aura abrogé virtuellement, en rendant nécessaire, dans un délai indéterminé, une loi positive nouvelle.

Mais, à raison du droit de haute police revendiqué formellement par l'Etat, il faudra, même pour l'hypothèse d'abrogation formelle, dès maintenant, une loi d'*organisation*. C'est ce qu'en Allemagne, on appellerait un *concordat* à l'intérieur.

Le gouvernement allemand conclut de la sorte, quandil le juge bon, un concordat avec un évêque pour le règlement d'affaires concernant son diocèse, puis un autre avec un ou plusieurs évêques, sur les mêmes matières s'il y a lieu, ou sur des points différents. C'est une organisation ou une réglementation qui devient la loi soit d'un diocèse, soit d'une province ecclésiastique, en tenant compte des droits de haute police.

On procédera chez nous par voie de réglementation ou d'organisation *générale*, conformément à nos habitudes, lorsque l'heure sera venue. Ce ne sera ni la prière, ni la sanctification des individus, ni la perfection, que l'on organisera par voie législative ; mais le fonctionnement du droit de haute police dans ses relations avec l'exercice d'un *second ministère paroissial* omis par le Concordat, ou d'un ministère d'enseignement omis par les Articles Organiques, et rempli par les réguliers au nom de la nécessité.

Il y a lieu d'appliquer à l'enseignement donné par les réguliers ce que nous disons du « second ministère paroissial » et de l'insuffisance numérique du clergé séculier pour les besoins multiples du présent.

370. La vie *ecclésiasique séculière*, abondante et active, n'a pu exercer l'influence qui lui serait réservée dans notre société, disons-nous. Ce n'est la faute ni du clergé séculier, ni du clergé régulier, ni surtout de l'épiscopat. Nous parlons ici tout à la fois en juriste et en publiciste. La société présente veut organiser dans son entier son droit public. Elle veut bâtir un édifice approprié à ses conditions d'existence, auquel elle assurerait la solidité d'un long âge. La question religieuse tourmente et inquiète cette société. Mais notre époque, et surtout la France, n'est ni irréligieuse, ni impie, et, malgré des malaises dont elle s'étonne, dont elle n'apprécie pas la cause, elle a le

respect, un respect sincère pour les choses sacrées. Or, à cette époque en quête de son droit public définitif, il a manqué, plus qu'on ne le pense, l'étude du droit dans les rangs du clergé. Supposez au clergé de France : 1° l'idée juridique conçue sous ses divers aspects, puissante et mûrie par l'étude, embrassant la synthèse des rapports sociaux ; 2° l'étude de détail des transformations du droit civil, criminel, pénal, public, international ; 3° et, avec cela, la grande école pratique des synodes, des conciles, des officialités, de tout ce qui constitue la vie ecclésiastique, remontant du prêtre à l'évêque et de l'évêque au pape, sans entraves, et alors l'*organisation* définitive s'accomplira sans secousse.

On ne ramènera pas en France l'état antérieur à la révolution, et personne n'y songe. Il s'agit donc de doter les générations chrétiennes du présent, car nous sommes chrétiens, quoi qu'on en dise, de l'*établissement ecclésiastique* qui convient au présent et à l'avenir. Les tendances de la révolution ont été de faire reposer tout l'établissement ecclésiastique sur le clergé purement séculier, mais d'une part on a oublié qu'il fallait donner une vie puissante à ce clergé séculier, ou plutôt lui laisser développer toute l'énergie de sa vie propre, et d'autre part, l'exclusivisme dirigé contre certaines formes du dévouement, qui sont particulières au catholicisme, ne pouvait être que transitoire.

D'où il suit qu'à nos yeux, les décrets de mars 1880 ont pris la question par le petit bout, en statuant au lieu d'organiser, en promulguant une légalité non jointe, ainsi qu'il nous paraît plus probable, c'est-à-dire provisoire, dans le sens expliqué plus haut (V. *supr.* n° 367). Le problème reste toujours celui que l'abolition de l'ancien établissement ecclésiastique en France avait posé (V. *supr.* N. 317, 331), reste toujours celui que Boissy d'Anglas avait entrevu (V. *supr.* n°s 333,337), et celui que Portalis éludait, en remplaçant les institutions par un héros, c'est-à-dire par un homme (V. *supr.* n° 344).

Nous avons cité Pilgram (V. *supr.* n° 346). Nous citons, en la résumant, une page du livre de Pradié (18), qui est elle-même la reproduction d'une lettre écrite à l'auteur, ancien membre du Comité des cultes de 1848 :

Le grand sujet qui, de notre temps, préoccupe tous ceux qui croient, qui pensent, qui aiment l'Eglise et notre pauvre Eu-

(18) Pradié. *Rapports de la religion et de la polit.*, p. 673.

rope, c'est la reconstruction de la société humaine sur le fondement de la loi révélée, l'application de l'Evangile aux lois, aux pouvoirs, aux constitutions publiques. Nous entrons dans une nouvelle phase, dans un âge de l'humanité annoncé par mille passages de l'Ancien et du Nouveau Testament, pressenti naguère par Joseph de Maistre, de Bonald, Chateaubriand, le P. Gratry et tant d'autres, pressentiment qui n'est qu'une expression du besoin moral de notre époque, le progrès par la vérité catholique.

Oui, vraiment, le règne social et politique du Christ et de sa loi approche. Si l'humanité contemporaine marche de plus en plus dans la voie de la perdition ; si le matérialisme, l'esprit de révolte remplissent les nations de ruines profondes, d'autre part, l'arbre divin de la société chrétienne ne cesse de croître. L'Église achève son édifice, en donnant le couronnement à sa constitution hiérarchique solennellement proclamée. L'enseignement politique et social de la papauté devient la Grande Charte de l'humanité, de la société chrétienne. C'est donc la troisième et dernière grande période de la vie de l'Église qui a commencé.

371. Il nous sera permis de nous citer nous-même, après avoir cité les autres (19) : « Le clergé est une des forces de la nation ; il est une force sociale. On ne mutile pas impunément une nation, en retranchant ou *annihilant* une force sociale.

« Intellectuellement, les membres du clergé comptent parmi les guides que reconnaît et suit une partie notable de la société.

« On arrête l'essor des esprits vers la science totale, et l'on retient captive une part de la science, si l'on empêche ces guides d'arriver *personnellement* vers les hauteurs, et si, pour ceux qui marchent *à leur suite*, on dispose des obstacles factices en travers de la route...

« Voici ce que disait Portalis (20), deux ans après le rétablissement du culte, lorsqu'il entrevoyait la nécessité d'une organisation ecclésiastique conforme au nouvel état de la nation :

« En rendant à la grande majorité des citoyens français le « culte de leurs pères, en rendant à tous la liberté de con- « science,... *vous avez contracté l'engagement d'assurer les moyens*

(19) Horoy, *Le Haut Enseignement*, Paris, 1877.

(20) *Exposé des motifs* lu au Corps législatif, le 12 ventose an XII 2 mars 1804.)

« *d'avoir constamment des pasteurs et des ministres dignes de leur* « *confiance*... L'ignorance n'est bonne à rien ; elle nuit à tout ; « elle serait surtout dangereuse dans une classe d'hommes « qui doivent être d'autant plus instruits qu'ils sont chargés « d'instruire les autres, etc. »

« Notre clergé reste français. Il ne refuse pas de marcher d'un même pas avec ce siècle vers la science totale, qui ne peut se passer de Dieu, source de toute vérité, lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde ; il veut lutter avec les hommes de bonne volonté et d'intelligence contre les déviations de la pensée humaine, qui ne sont pas la science, contre les négations et le doute rongeur, qui ne sont pas la science. C'est pourquoi ce que disait le même Portalis au Corps législatif, à l'époque du rétablissement du culte (21), deux ans avant la date de la citation ci-dessus, n'a rien perdu de son actualité :

« Nous naissons dans des sociétés formées et vieillies ; nous y trouvons un gouvernement, des institutions, des lois, des habitudes, des maximes reçues ; nous ne daignons pas nous enquérir jusqu'à quel point ces diverses choses se tiennent entre elles ; nous ne demandons pas dans quel ordre elles se sont établies. Nous ignorons l'influence successive qu'elles ont eue sur notre civilisation et qu'elles conservent sur les mœurs publiques et sur l'esprit général ; trop confiants dans nos lumières acquises, fiers de l'état de perfection où nous sommes arrivés, nous imaginons que, sans aucun danger pour le bonheur commun, nous pourrions désormais renoncer à tout ce que nous appelons préjugés antiques, et nous séparer brusquement de tout ce qui nous a civilisés. De là l'indifférence pour les institutions religieuses, et pour tout ce qui ne tient pas aux sciences et aux arts, aux moyens d'industrie et de commerce, qui ont été si heureusement développés de nos jours, et aux objets d'économie politique, sur lesquels nous paraissons fonder exclusivement la prospérité des États. Je m'empresserai toujours de rendre hommage à nos découvertes, à notre instruction, à la philosophie des temps modernes. Mais quels que soient nos avantages, quel que soit le perfectionnement de notre espèce, les lois et la morale ne sauraient suffire... L'intérêt des gouvernements humains est donc de protéger les institutions religieuses, puisque *c'est par elles que la conscience intervient dans toutes les affaires de la vie*, puisque c'est par elles que la

(21) *Discours et exposé*, 15 germinal an X (5 avril 1802).

morale et les grandes vérités qui lui servent de sanction et d'appui sont *arrachées à l'esprit de système* pour demeurer l'objet de la croyance publique. »

Ainsi le clergé est une force sociale qu'on ne peut supprimer ou annihiler, et le gouvernement qui a *intérêt* à rendre les ministres du culte, quand la nation les réclame, a contracté par le fait, l'*engagement* de veiller à ce qu'ils soient constamment dignes de la confiance des peuples, c'est-à-dire l'engagement d'assurer et de garantir au clergé sa vie propre, la vie ecclésiastique circulant avec abondance et accompagnée du condiment de la science.

C'est sur le terrain de l'enseignement, c'est-à-dire sur le terrain de la science que les conflits ont surgi.

Sans sortir de notre sujet, nous insistons par une nouvelle citation, en disant que le sacerdoce représente une société spéciale, *sui generis*, qui a trouvé son expression dans un droit propre, dans une science propre du droit. Tout droit est l'expression d'une vie sociale. Or, on peut organiser, mais on supprime pas une vie sociale. Le droit, en l'Église, appartient à la société.

La science, en ce qui concerne le sujet présent, comprend ainsi le droit ecclésiastique.

« La législation Justinienne ou anté-Justinienne (22) n'est pas loi de l'Etat, en France ; mais elle appartient à la science enseignée. La législation de l'Eglise, le droit ecclésiastique n'est ni loi de l'Etat, ni une partie de *la science enseignée*. Cependant, il faut reconnaître une science du droit canonique qui a son histoire, ses âges de progrès, ses représentants illustres ; qui a influé sur le droit civil, qui a reçu et accepté les influences du droit civil, qui n'est pas le droit civil, mais qui a sa raison d'être comme le droit civil, et qui importe à la vie des sociétés. Le droit canon a ses sources riches et abondantes. Il a une vitalité qu'il tire de son propre fond. Il a régi les sociétés chrétiennes pendant des siècles et il a triomphé avec l'Eglise, tantôt des arguties byzantines et tantôt du Césarisme du Saint-Empire, tantôt du schisme d'Occident et tantôt du Joséphisme insidieux, ou des doctrines analogues au Joséphisme, en Allemagne et ailleurs. »

Ce droit, à l'état de droit vivant et agissant au milieu de nous, ne peut être mis en mouvement, selon l'expression des

(22) *Haut enseignement*, p. 12.

jurisconsultes, que par le clergé séculier, qui appartient à la hiérarchie et au ministère ordinaire. Mêlé à notre droit public, il eût été, par un effet indirect, mais assuré, la sauvegarde des relations du sacerdoce séculier avec l'autorité civile ; il eût été la sauvegarde du clergé régulier lui-même (23).

(23) Nous renvoyons pour tous développements à la 5e partie.

Petite synthèse. — Les édits, ordonnances et arrêts de l'ancien régime relatifs aux Ordres religieux ont disparu avec l'*établissement* ecclésiastique antérieur à la révolution, Voy. *supr*, n. 362. Rien n'en subsiste au point de vue de la légalité, rien au point de vue de la doctrine juridique. — Le texte législatif des lois de prohibition, postérieures au renversement de la monarchie, constitue un droit nouveau, un droit intermédiaire, ou des lois de circonstances. — En règle générale, le droit nouveau peut être invoqué, s'il n'y a droit contraire et plus nouveau, modifiant ou abrogeant *formellement* ; le droit intermédiaire fournit un argument de doctrine ; les lois de circonstances empruntent leur autorité à cette considération qu'elles ont *statué* en fait ; elles ont une analogie manifeste, avec les jugements d'espèces, qui acquièrent autorité de chose jugée. — Le texte législatif des lois de prohibition peut être discuté. Grammaticalement et juridiquement, il est loin d'être précis sur ce qui dépasse ces deux points : abolition de la vie civile pour la communauté, abolition de la mort civile pour le religieux. — L'interprétation judiciaire, législative, administrative, aussi bien que l'interprétation doctrinale des auteurs, n'ajoutent rien ici à la chose jugée ne peuvent rien contre la chose jugée : elles sont demeurées incomplètes et s'arrêtant à mi-chemin. — Enfin, il faut regarder la situation juridique comme dégagée de toute obscurité au moment présent, à raison de la voie administrative et de haute police, employée en dehors de toute poursuite judiciaire, Trib. Seine, 9 juill. 1880 ; Nancy, 31 juill. ; Toulouse, 2 août ; Trib. confl. 5 nov. ; 13 nov. ; 17 nov. ; 20 nov. En sens contraire, prés. trib. Lille, 1er juill. 1880 ; Nantes, 18 juill.

CHAPITRE TROISIÈME

ATTRIBUTIONS, PROCÉDURE ET COMPÉTENCE

372. Parmi les questions que soulèvent, en France, les relations du sacerdoce avec l'autorité civile, il faut regarder celles qui concernent les attributions, la compétence, la procédure, comme étant au nombre des plus épineuses.

Ces questions sont épineuses, non seulement parce qu'elles peuvent amener des doutes sur le droit en lui-même, sur son interprétation, sur son application, sur les antécédents administratifs, les antécédents de jurisprudence, mais parce que les deux autorités en présence seront disposées, l'une à redouter sans cesse les empiètements, l'autre sinon à se réputer victime par avance, du moins à se regarder comme livrée en quelque sorte, sans défense légale, à l'arbitraire administratif.

Toute la bienveillance personnelle, qui est souvent fort grande, des représentants de l'autorité civile ne suffit pas pour changer en rapports agréables les rapports nécessaires, et la condescendance du sacerdoce n'y est pas plus efficace. C'est à peu près de notoriété.

373. Quelques principes généraux peuvent être posés tout d'abord, ou rappelés. Puis, nous mettrons en lumière un autre principe spécial à la matière.

En France, à l'heure actuelle, la juridiction de simple police, la juridiction correctionnelle ou criminelle atteint les membres du sacerdoce, quelle que soit leur dignité, comme elle atteint tous les citoyens français. Ni attributions, ni compétence n'existent à l'encontre.

L'autorité de police de l'État, *appliquée au culte*, est distincte de celle qui, dans le prêtre, vise le citoyen ordinaire pour faits de la vie civile. C'est une attribution que revendique l'État;

c'est une compétence qu'il entend se réserver. La clausule finale de l'article 1 du Concordat n'y contredit pas.

La juridiction en matière civile est pleine et entière aux mains de l'autorité civile, alors même qu'un clerc est en cause avec un laïque, ou que deux clers auraient un litige civil devant être dirimé entre eux seuls, à l'exclusion de tout laïque.

Le fait le plus saillant dans la situation nouvelle de l'*établissement* ecclésiastique en France, c'est qu'il a été privé de l'autonomie de la vie civile (Voy. *supr.* n° 344). C'est là, à peu près, toute la synthèse révolutionnaire en ce qui le concerne, et toute la synthèse du droit nouveau.

La juridiction disciplinaire ecclésiastique n'en reste pas moins aux mains de l'autorité ecclésiastique (*), sur personnes

(*) En parlant, à plusieurs reprises, de la juridiction disciplinaire, qui appartient à l'Église, nous n'entendons pas la séparer de la juridiction *pénale*, qui lui appartient également. L'une, à certains égards, fait partie de l'autre. Mais l'une est reconnue, dans son principe et dans son application par la juridiction civile, comme indispensable à toute corporation, et l'autre s'exerce habituellement dans un domaine spirituel, ou *inaccessible* à l'autorité civile, à la juridiction civile. Nous donnerons un exemple de la juridiction inaccessible en dehors du domaine spirituel.

L'Église revendique des pouvoirs de coercition, de répression et de pénalité au delà de toute répression et de toute pénalité civile,puisqu'elle *excommunie*, puisqu'elle lance l'anathème.

Par l'excommunication et par l'anathème, elle avait acquis juridiction, durant le moyen âge, jusque sur les animaux malfaisants qui se répandaient dans une contrée et la dévastaient, les rats, mulots, taupes, chenilles, limaces, charançons, sauterelles, cantharides, sangsues ou autres.

On trouve encore, à la veille du dix-septième siècle, c'est-à-dire à la date de 1587, la relation d'une procédure intentée aux charançons qui désolaient les vignobles de Saint-Julien près de Saint-Jean-de-Maurienne. « Ces insectes ayant fait irruption en 1545, un commencement d'instruction judiciaire eut lieu et deux plaidoyers furent prononcés devant l'official, l'un pour les plaignants, l'autre en faveur des charançons. Ceux-ci ayant disparu subitement, l'instance fut suspendue et ne fut reprise qu'en 1587 lors de leur nouvelle invasion. Les syndics adressèrent une plainte au vicaire-général et official de l'évêché de Maurienne, qui nomma un procureur et un avocat aux insectes, rendit une ordonnance prescrivant des processions,des prières et recommandant surtout le « payement exact des dîmes. » Après avoir ouï plusieurs plaidoiries, les syndics convoquèrent les habitants sur la place de Saint-Julien,et là exposèrent comme quoi « il était requis et nécessaire de bailler aux dits animaux place et lieu de souffizante pasture hors les vignobles de Saint-Julien, et de celle qu'ilz en puissent vivre pour éviter de menger ny gaster lesdictes vignes. » Les habitants furent tous d'avis, le 28 juin, d'offrir aux insectes une pièce de terre contenant « environ cinquante sétérées et de laquelle les sieurs advocat et procureur d'iceulx animaux se veuillent comptenter...., ladicte pièce de terre peuplée de plusieurs espèces de boès, plantes et feuillages, comme foulx, allagniers, cyrisiers, chesnes, plasnes, arbessiers et aultres arbres et buissons,

ecclésiastiques, pour *faits ecclésiastiques*, au risque de produire parfois des effets civils, par voie de conséquence, mais sans produire ou créer par elle-même aucune déchéance civile.

oultre l'herbe et pasture qui y est en assez bonne quantité... se réservant toutefoys le droit de passage sans aulcunement causer préjudice à la pasture desdicts animaux. Et parce que ce lieu est une seure retraicte en tems de guerre, veu qu'il est guarny de fontaynes qui aussy serviront aux animaulx susdicts, ils se réservent aussy droict de retraicte en cas de nécessité » promettant, sous ces conditions, de faire dresser en faveur des charançons contrats de cette cession « en bonne forme et vallable à perpétuyté. » Le 24 juillet, le procureur des habitants présenta une requête tendant « à ce qu'à défaut par les défenseurs d'accepter les offres qui leur avoient esté faictes, il plust, au juge lui adjuger ses conclusions, sçavoir ad ce que lesdicts deffendeurs soient teneus de déguerpir les vignobles de la commune avec défence de s'y introduire à l'avenir, sous les poines de droict. » (*France judiciaire*, 1879-80, 1re partie, p. 420.)

Une telle procédure fait ressortir un côté spécial de la juridiction de l'Église.

En effet, l'excommunication est une sentence, l'anathème est une peine. Donc, il faut un procès antérieur.

Les animaux nuisibles font du tort : il y a lieu à sentence contre eux.

Il ne reste qu'à trouver de qui ils sont justiciables, et dans quel cas ils sont justiciables, ou dans quelle mesure.

La bénédiction de l'Église profite à toute créature, aux arbres fruitiers, à la vigne, aux moissons, aux troupeaux, parce qu'elle est une continuation et un renouvellement de la bénédiction première. La malédiction, l'anathème produisent l'effet tout contraire. Le sacerdoce est l'intermédiaire nécessaire entre le ciel et la terre, pour l'une et pour l'autre.

Au commencement, Dieu bénit toutes les œuvres de ses mains, et il donna à chaque espèce l'ordre de croître et de multiplier ; mais il soumit les animaux à l'homme. Après le péché, il relâcha le lien de l'obéissance, et l'homme dut conquérir la soumission : il dompta les animaux. Ce fut une modification du premier pacte. Et s'il advient que le pacte modifié soit ou paraisse oublié entièrement, le moyen âge cherche le remède en s'adressant au juge ecclésiastique devant lequel il traduira les charançons, afin que, étant cités régulièrement, et ayant procureur d'office, quand ils n'ont pas répondu à la *semonce*, il puisse être procédé contre eux aux hostilités de l'exorcisme, à la sentence d'excommunication et à l'application de la peine par l'anathème.

Cette juridiction, c'est la juridiction dans le domaine temporel, inaccessible à l'autorité civile.

On ne saurait voir ici la moindre réminiscence théurgique. La théurgie emploie des incantations auxquelles ne résistent pas les puissances célestes ; elle ne se préoccupe ni de justice ni de juridiction ; elle est le droit du plus fort, en possession de l'arme irrésistible des enchantements.

Les procès *individuels* contre les animaux ont une autre cause. Ils viennent à la suite d'une violence particulière, et la justice laïque en connaît régulièrement ; mais le principe de droit est écrit dans l'*Exode*, ch. XXI, v. 28. Ou bien, ils ont pour motif une souillure, dont la connaissance est principalement du ressort de l'Église : le principe de droit est dans le *Lévitique*, ch. XX, 15 et 16.

Au quatorzième siècle, les cantharides furent excommuniées par l'arche-

La juridiction administrative ecclésiastique n'en reste pas moins aux mains de l'autorité ecclésiastique, à la condition de ne pas prétendre que le contrat judiciaire, *litis contestatio* s'engage devant elle à cette occasion, et incidemment, au delà de la compétence administrative,

Ni que sa décision, crée un lien de droit, ou devient attributive du droit, avec une *force exécutoire* quelconque, au point de vue civil, si ce n'est qu'il s'agisse des personnes civiles dénommées fabriques paroissiales, ou fabriques cathédrales, et dans une certaine mesure.

La juridiction ecclésiastique administrative constitue, dans les limites de sa compétence, un tribunal administratif véritable que reconnaît l'autorité civile.

Aucune condition de forme n'étant imposée sous peine de nullité, la décision, en l'état actuel, est rendue par voie d'autorité. Par analogie, et dans sa concordance avec le droit français, une telle décision pourra être classée, comme acte de procédure, parmi les *Ordonnances* du juge, lesquelles sont assimilées aux jugements quant aux principes d'appel, et quant à la fixation du premier et dernier ressort, mais non pour les formalités à peine de nullité. (Voir cependant la note 1, ci-après.)

On doit toujours distinguer l'acte de pure administration d'avec le *contentieux* administratif.

Tout acte de pure administration quant aux personnes, et restreint aux personnes, sur lesquelles il statue par voie d'autorité, est un acte de gouvernement. Il exige la juridiction, mais il n'a rien de contentieux.

vêque de Mayence. — En 1451, les rats et les sangsues à Berne. — En 1554, les sangsues excommuniées par l'évêque, à Lausanne (*Malleolus*), les vers (1580) à Constance, — les tourterelles (fin du dix-septième siècle) au Canada.

Dans un *mémoire* de BERRIAT-SAINT-PRIX publié dans la *Thémis*, on trouve, au quinzième siècle et au seizième, vingt procès de ce genre.

Porcs, 1394 (Mortain), 1404 (Rouvre), 1408 (Pont-de-l'Arche), 1419 (Labergemont-le-Duc), 1440 (Brochon), 1435 (Trochères), 1456 (Bourgogne), 1494 (Clermont-en-Laonnois), 1499 (Chartres), 1512 (Arcenaux), 1528 (Caillouel paroisse de Hermes), 1540 (Dijon). — *Truies*, 1386 (Falaise), 1403 (Meulan), 1457 (Savigny), 1466 (Corbeil), 1497 (Charonne) — *Cheval*, 1389 (Dijon). — *Bœuf*, 1405 (Gisors), 1499 (Beauprés).

Arrêts contre : *Anesse*, 1542 (Loudun), 1556 (Sens), 1560 (Loigny), 1575 (Parlement de Paris), 1575 (Briolay). — *Jument*, 1600 (Connelot, près de Dieppe). — *Vache* 1546 et 1550 (Parlement de Paris), 1561 (Angoudessus en Picardie), 1600 (Thouars), 1641 (Poitou). — *Chienne*, 1540 (Meaux). — *Chèvre*, 1551 (Ile-de-Rhé). — *Brebis*, 1554 (Baugé). Cf. *France judiciaire*, loc. cit.

Toute décision disciplinaire, au contraire, est contentieuse. Bien que rendue, dans la pratique habituelle, en France, par la seule voie d'autorité, il ne nous paraît pas, à raison de ce qu'elle touche à l'honneur et à la situation des personnes, qu'elle puisse être dispensée des garanties de formes qui appartiennent, *en France*, au droit positif, au droit public et constitutionnel, et qu'elle puisse omettre le *motivé* (1).

(1) La loi du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, tit. 5, art. 15 s'exprime ainsi : La rédaction des jugements, tant sur l'appel qu'en première instance, contiendra quatre parties distinctes... Dans la troisième, le résultat des faits reconnus ou constatés par l'instruction et les *motifs* qui auront déterminé le jugement seront exprimés. — Constitution de l'an III (22 août 1795), tit. 8, *Du Pouvoir judiciaire* art. 208 : Les jugements... sont *motivés*, et on y énonce les termes de la loi appliquée. — Cod. proc. civ,, art. 141 : La rédaction des jugements contiendra... l'exposition sommaire des points de fait et de droit, les *motifs* et le dispositif du jugement. — Proc. civ., art. 433, au titre de la Procédure devant les tribunaux de commerce : Seront observées dans la rédaction et l'expédition des jugements, les *formes prescrites* dans les art. 141 et 146 pour les tribunaux de première instance. — Cod. Instr. Crim., art. 163 : Tout jugement définitif de condamnation sera *motivé* et les termes de la loi appliquée y seront insérés, à peine de nullité. —Loi du 20 avril 1810, sur l'organisation de l'ordre judiciaire, art. 7 : Les arrêts... qui ne contiendront pas les *motifs* sont déclarés nuls.

Ces lois nous paraissent avoir tellement le caractère d'ordre public, de lois du droit public et constitutionnel, qu'il ne nous semble pas permis d'une part, de renoncer au bénéfice des dispositions ici rappelées, ni d'autre part d'exercer, *en France*, à quelque titre que ce soit, l'office de juge sans s'y conformer. — Cf. Dalloz. *Répert. jurisprud. gén.*, s. v. *Jugement* : « En thèse générale, dit-il, tout jugement, quel que soit son objet ou le juge qui le prononce, doit être *motivé*, à peine de nullité. C'est un devoir qui est imposé aux juges de l'ordre administratif ou criminel, comme aux juges civils... Les tribunaux placés au sommet de la hiérarchie judiciaire et qui, pour cette raison, ne relèvent que d'eux-mêmes, tels que la Cour de Cassation, le Conseil d'État, la Cour des Comptes, n'en sont pas moins soumis à *l'obligation générale* de motiver leurs décisions. » Le jugement interlocutoire doit être *motivé*. Il en est de même pour le jugement qui ordonne une preuve. Il en est de même pour le jugement en matière de commerce, qui procède d'une *juridiction spéciale*, et qui se rapproche davantage de l'arbitrage. Il en est de même pour les jugements rendus par arbitres, s'ils ne sont constitués amiables compositeurs.

A nos yeux, toute décision qui n'est pas acte de gouvernement ecclésiastique et qui ne peut être classée, comme acte de procédure, parmi les Ordonnances du juge, mais qui emporterait le caractère de jugement touchant à l'honneur et à la situation d'un citoyen, doit, en France, à l'heure actuelle, revêtir le *mode* français.

On peut tirer argument du droit canon, dans la Glose, Decret. Greg., lib, II, tit. 2, Cap. 18, *Significasti*, laquelle affirme que le privilège du Statut personnel (et ici ce sera la qualité de citoyen français), comme loi générale, et, quant aux formes protectrices du droit, s'impose au juge et s'impose à tous, la renonciation ou la dispense étant, l'une et l'autre, de nul effet.

La sentence civile administrative peut entraîner une pénalité pécuniaire, qui n'est pas toutefois dans son essence. Elle ne pourrait entraîner une pénalité correctionnelle ou criminelle. La juridiction administrative ecclésiastique doit être assimilée sur ce point.

Les concordats étrangers, cités plus haut, qui permettent à l'évêque de renfermer le prêtre dans nne maison religieuse ou un séminaire, ne pourraient jamais, selon les principes français, autoriser cette pénalité après une sentence administrative.

D'autre part, en France, les évêques n'usent que de la contrainte *morale* (et de la privation de traitement), pour reléguer temporairement un ecclésiastique dans un séminaire ou une maison religieuse, mais non d'après une décision purement administrative.

374. Les solutions apportées aux questions d'attributions et de compétence sont souvent erronées, assure Vouriot, et elles sont non moins souvent dangereuses (2).

Ainsi, relativement à l'administration des fabriques, dit Vouriot, il existe une jurisprudence administrative (civile). Mais cette jurisprudence est insuffisante par elle-même, si l'on n'y joint pas le droit civil pour la compléter, et peut-être pour la rectifier. D'où, par ignorance du droit, les solutions dangereuses, les solutions erronées, auxquelles s'arrêteront ceux-là même qui, étant ignorants du droit civil, auront compulsé la jurisprudence administrative.

Au siècle dernier, de Héricourt avait écrit, pour l'ancien régime, un livre qu'il eût fallu refaire pour l'accommoder aux temps nouveaux : *Les loix ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel, avec une analyse des livres du droit canonique conférés avec les usages de l'Église Gallicane* (3). Il donne, comme introduction à son travail, une *analyse du Décret de Gratien conféré avec les usages de l'Eglise Gallicane*, et une analyse des Décrétales, du Sexte, etc. Il expose son plan, en disant, p. VI, qu'il a réduit en *maximes* les principales dispositions du droit ecclésiastique et que, sous chaque maxime ou principe, il a placé les canons et décrétales qui sont suivis parmi nous, ceux du concile de Trente, pour les articles dans lesquels il ne se trouve point contraire à nos libertés, puis les articles du Con-

(2) Vouriot, *Manuel des conseils de fabrique*, 3e éd., introd., p. 14.
(3) De Héricourt, *Loix ecclésiastiq.*, nouv. éd., Paris, 1771.

cordat de François Ier. Malheureusement, l'ouvrage n'a plus rien d'actuel.

S'il est dangereux de donner une solution de pure jurisprudence administrative qui ne serait point éclairée par le droit civil, si une telle solution court le risque d'être erronée, le danger ne serait pas moindre d'un autre côté, en cas d'oubli ou d'ignorance des lois propres de l'Église et des dispositions de son *Corpus juris*.

Héricourt l'avait ainsi compris. Il a tracé la voie à suivre.

C'est pourquoi, rapprochant, à son exemple, le droit civil et le droit canonique, nous voudrions trouver, du moins, un principe général projetant sa lumière sur toutes ces questions d'attributions et de compétence, un principe que l'un et l'autre droit pût admettre également, à la fois canonique et civil, et ne pouvant être rejeté par cette jurisprudence administrative, qui existe, dit Vouriot, et qui s'impose.

375. Il s'agirait de concilier le double point de vue doctrinal, en l'Eglise et en l'Etat ; de ne rien enlever à la jurisprudence, qui s'est faite petit à petit ; de ne pas négliger cette lumière du droit civil positif, qui pourrait éclairer et rectifier la jurisprudence; de ne pas méconnaître la situation de l'*établissement* ecclésiastique, aujourd'hui dépourvu de l'autonomie civile.

Or, nous lisons daus le *Decretum Gratiani*, 2 part., caus. 12, q. 2, cap. 152, *Sine exceptione*, cette décision de Léon Ier, qui remonte à l'an 450 : « Sans que nulle exception puisse être apportée, nous défendons que l'évêque ose aliéner, à titre de don, d'échange ou de vente, quoi que ce soit de ce qui appartient à l'Eglise, à moins qu'il n'agisse en cela pour rendre meilleure la condition de l'Église et que, du consentement du clergé tout entier, et avec son concours, il procure à l'Église un avantage non douteux : — *Sine exceptione decernimus, ne quis episcopus de rebus ecclesiæ suæ quicquam donare, vel commutare, vel vendere audeat ; nisi forte aliquid horum faciat, ut meliora prospiciat, et cum totius cleri tractatu atque consensu, eligat quod non sit dubium profuturum ecclesiæ.* »

Quel est, d'après cela, le pouvoir de l'évêque sur la propriété ecclésiastique et la relation du sacerdoce quant aux biens ?

La propriété romaine comprenait le *jus utendi et abutendi*. Il n'en a jamais été ainsi pour la propriété ecclésiastique.

Point de propriété romaine si elle n'est absolue. Mais la propriété ecclésiastique est si peu absolue entre les mains de ceux

qui en ont la disposition, que, même pour la propriété laïque et simplement *chrétienne*, les Pères de l'Église enseignent au propriétaire réel et incommutable selon la loi civile, à ne se considérer que comme simple dispensateur.

Le sacerdoce païen aidait à la fiction des dieux propriétaires des biens sacrés. Le Dieu véritable devient propriétaire légal des *bona deorum*, et il revendique le domaine éminent sur tous les biens *chrétiens*. Il ne reste au sacerdoce qu'à être l'administrateur des *bona deorum*, en donnant sa propre fonction d'administrateur comme idéal ou type à l'égard de toute propriété.

On n'a pas assez remarqué, peut-être, jusqu'à quel point le caractère général de la propriété se trouve modifié, ni comment, à côté de la théorie de la pauvreté personnelle du clerc, la richesse impersonnelle acquise à l'Église se trouve justifiée par l'idée nouvelle sur la possession des biens et sur la propriété. Donner à l'Eglise la propriété privée, c'est cesser d'être *administrateur* et d'avoir un compte à rendre : *Redde rationem villicationis tuæ* (4). Et, quant à la dîme, elle est comme une sorte de loyer annuel dû par celui qui administre : *Nec quisquam eorum quæ possidebat, aliquid suum esse dicebat*, Act., IV, 32 ; *Et qui emunt tanquam non possidentes*, I Cor., VII, 30 ; *Tanquam nihil habentes et omnia possidentes*, II Cor., VI, 10.

Le chap. *Sine exceptione* continue en ces termes : « L'évêque doit user des biens de l'Église comme étant des biens confiés, non comme des biens propres. Toute vente faite par l'évêque, toute aliénation par échange est absolument nulle, s'il n'y est joint la participation et la signature des clercs : — *Episcopus rebus ecclesiæ tanquam commendatis, non tanquam propriis utatur. Irrita enim episcoporum venditio, et commutatio rei ecclesiasticæ erit absque conniventia et subscriptione clericorum.*

Les Correcteurs romains du Décret ont retranché le mot *omnium*, qui se trouvait dans la leçon antérieure : la participation de tous et la souscription des clercs. Les mêmes Correcteurs ont maintenu : *conniventia*. Ives de Chartres, dans la *Panorme*, remplace ce mot par : *collaudatione*, dont le sens juridique serait fort peu précis.

L'évêque *administrateur* peut rendre la condition meilleure, c'est conforme à tout le droit civil romain. Toutefois, lorsqu'il agit au nom de l'Eglise, il ne donne pas l'*auctoritas* pour son

(4) Luc, XVI, 2.

propre fait, mais il la reçoit. De là, la *conniventia*, l'assentiment indispensable. Quand ce sera l'abbé qui fera l'aliénation, avec le consentement de ses moines, l'évêque donnera l'*auctoritas*.

Le caractère de simple administration ressort de toutes ces remarques, comme fondé en droit canon et concordant avec le droit civil romain.

376. De Héricourt ne s'est pas trompé sur ce point. Il dit, dans son *Analyse du Décret*, caus. 10, q. 2 : « Dans le temps que l'évêque avait une plus grande autorité sur le temporel, ce pouvoir n'était point sans bornes. Il lui était permis *d'administrer les biens de l'Eglise*, mais non pas de les aliéner. » Ceux qui manquaient à cette règle étaient déférés au concile de la province et punis sévèrement (5).

Cette question de l'administration constituant le pouvoir propre ou la fonction est toute différente de celle de la *perpétuité* de la propriété des *bona deorum*, qui fait l'objet du cap. *Ea enim*, caus. 10, q. 2, reproduisant une constitution des empereurs Léon et Anthème. La propriété ecclésiastique est *perpétuelle ;* mais elle est soumise à des conditions déterminées.

Il serait facile de renvoyer à d'autres textes nombreux et conformes. Nous nous bornons à indiquer le cap. *Casellas*, caus. 10, q. 2, et cap. *Placuit,* caus. 12, q. 2.

Cette même Question, à laquelle nous avons emprunté le cap. *Sine exceptione*, contient, à la suite, cap. *Terrulas*, cette disposition de droit canonique : Les petites terres, les coins de vignes, placés au loin et de peu d'étendue, pourront être distraits, s'il y a nécessité, sans le conseil des frères : l'évêque aura pouvoir à cet égard (In concilio Agathensi, ann. 506).

Et le cap. 15, *Sacrorum canonum*, q. 2, constate que les canons, d'accord avec la loi civile, permettent de vendre ce qui appartient aux églises, pour racheter les captifs.

Il s'agit, dans les deux cas, d'une question autre, à savoir jusqu'où peuvent aller, exceptionnellement, les pouvoirs d'administration. Dans le droit civil français actuel, les pouvoirs d'administrateur ne sont étudiés nulle part avec un soin plus minutieux que lorsqu'il s'agit du mari. Nous emprunterons au droit français actuel l'expression dont il se sert, et nous dirons que, dans les deux cas cités, il s'agit des pouvoirs d'administrateur *cum libera*, c'est-à-dire comportant l'extension la

(5) *Loix ecclésiast*, éd. de 1771, p. 35.

plus grande, jusqu'au point de simuler la propriété véritable.

Le langage canonique est celui-ci : le prêtre épouse l'Église; l'évêque épouse l'Eglise. Et il est vrai de dire que la théorie du droit de l'administrateur ecclésiastique ne sera nulle part mieux étudiée que dans les relations entre époux, quant aux biens. Une réserve, toutefois, sera nécessaire lorsqu'on sortira de l'examen général de la question et de son exposé historique ou de sa genèse, pour s'en tenir au droit positif. De Héricourt l'a formulée de cette sorte : « A l'égard du temporel, les anciens canons donnaient beaucoup plus d'autorité à l'évêque qu'il n'en a présentement, car il ne lui reste plus qu'une *inspection* générale sur le gouvernement temporel des églises de son diocèse et le droit de se faire rendre compte des revenus des fabriques (6). »

Quoi qu'il en soit, nous avons rencontré un principe qui est fondé solidement en droit canon positif, corroboré par une théorie nouvelle de la propriété chrétienne; qui n'est pas moins fondé en droit civil romain; qui puise dans la connaissance du droit civil français et les études, de plus en plus approfondies, de la fonction d'administrateur, là où elle est le plus en relief, ce qui servirait au besoin à compléter et même à rectifier la jurisprudence. Il nous reste à savoir si la jurisprudence elle-même admettra ce principe.

577. Or, la jurisprudence civile est parfaitement d'accord avec la doctrine exposée, et, ce qui est précieux, elle nous fournira même un *criterium* d'application.

S'agit-il de vendre un bien ecclésiastique, de l'aliéner par échange ou autrement? Ni le curé ne le pourra faire, ni l'évêque, ni la fabrique paroissiale, ni la fabrique cathédrale, ni la mense. Et, cependant, s'il y a nécessité, ou seulement pour rendre la condition meilleure, l'*auctoritas* pourra intervenir, non pas toutefois *omnium conniventia et subscriptione clericorum;* mais, avec des modifications, sans doute, le principe est admis.

L'*auctoritas* viendra du gouvernement civil.

S'agit-il de l'emploi des revenus, du produit des dons et quêtes, quelque élevé que puisse être le chiffre, le pouvoir d'administration suffit. Point d'*auctoritas*.

Non seulement la jurisprudence admet ces pouvoirs illimités ou s'oppose à l'extension de ces pouvoirs restreints, mais elle

(6) Id., *loc. cit.* La loi civile actuelle tend à réduire le rôle de l'évêque à l'*inspection*, comme au temps de Héricourt.

en fait la base de ses décisions. La théorie de l'*administrateur* ecclésiastique est bien celle qu'elle admet.

En outre, toutes les attributions et les diverses compétences découlent de là. Ainsi, une fabrique paroissiale se trouve dans la nécessité de soutenir un procès, ou d'intenter un procès. Son pouvoir d'administration est insuffisant. A plus forte raison, celui du curé. Il faudra l'*auctoritas*, que l'évêque donnait anciennement, mais qu'il ne pourra donner, parce que, lui aussi, n'a présentement qu'un pouvoir d'administration. L'*auctoritas* a cessé d'être dans ses attributions. La *conniventia* est au conseil de préfecture et rentre dans ses attributions. Mais le conseil de préfecture, à son tour, ne peut rien au delà.

La connaissance du droit civil français actuel *complète* ensuite ce qui manque pour arriver à la solution ; elle indique le renvoi devant l'autorité judiciaire.

La connaissance du droit civil *rectifie* au besoin, comme l'a dit Vouriot. On pouvait omettre tel préliminaire de procédure, et il eût été dangereux de le faire. On pouvait s'adresser à tel tribunal, et il fallait s'adresser à un autre qui serait seul compétent. Et ainsi du reste. — Tout devient clair, en suivant cet ordre d'idées.

A cette clarté du principe, d'où résulte la clarté des conséquences et des applications, il faut joindre la clarté du *criterium*. Ce *criterium*, le voici dans sa généralité :

Tout ce qui ressort au budget dans sa formation ordinaire est acte d'administration. — La formation ordinaire et régulière du budget, voilà le point de départ de toute discussion relative à la qualification de l'acte d'administration, quant aux biens.

Si l'énoncé est clair, nous ne prétendons pas qu'il fait disparaître toute difficulté. On peut objecter que la difficulté est simplement reculée ou déplacée. Mais nous croyons le contraire, parce que l'important est de savoir sur quoi l'on discute, et quelle est la règle à laquelle il faut adapter soit les arguments, soit les conclusions.

Rien de précis, d'ailleurs, si l'on s'écarte de cet ensemble d'idées : 1° les relations du sacerdoce quant aux biens sont celles d'administrateur, soit *cum libera*, soit avec quelques restrictions sur l'ampleur des pouvoirs: l'*auctoritas* est la première de ces restrictions faites sur l'ampleur du pouvoir; 2° la limitation du pouvoir n'est pas une limitation de chiffres, quelque

élevés que soient ceux des recettes provenant des dons, quêtes, ou produit des oblations, mais une limitation *spécifique*, en sorte qu'une fabrique, par exemple, peut dépenser 100,000 fr. de revenu, si elle les a, et ne peut aliéner un titre de rente sur l'Etat d'une valeur de 10 fr. de revenu; 3° enfin, le budget dans sa formation régulière et ordinaire est la pierre de touche pour distinguer les actes de propriété et de disposition d'avec ceux de pure administration.

378. Tout acte d'administration, quant aux biens, se résume en un article de recette ou de dépense. Si, à des temps antérieurs, si, à l'époque de Héricourt, par exemple, l'évêque n'intervenait plus, habituellement, dans l'administration des biens des paroisses que par des ordonnances rendues en cours de visite, ou sur le rapport de commissaires délégués par lui, le principe nouveau de règlementation ordonnant l'envoi préalable du budget, chaque année, à l'évêque, avant toute exécution, replace entre les mains de l'évêque toute la gestion économique de ces mêmes paroisses, c'est-à-dire l'*administration* quant aux biens. Le principe est inscrit dans les art. 47 et 48 du décret règlementaire du 30 décembre 1809 :

« Art. 47. Le budget sera soumis au conseil de la fabrique, dans la séance du mois d'avril de *chaque année;* il sera renvoyé, avec l'état des dépenses de la célébration du culte, à l'évêque diocésain *pour avoir sur le tout son approbation.* — « Art. 48. Dans le cas où les revenus de la fabrique couvriraient les dépenses portées au budget, le budget pourra *sans autres formalités* recevoir sa pleine et entière *exécution.* »

De là cette conséquence : l'autorité qui règle le budget a qualité pour en suivre et en diriger l'exécution. C'est le pouvoir d'administrateur devenant hiérarchique, ou plutôt constitué hiérarchiquement.

Il faut aller plus loin et reconnaître que, dans les actes de propriété et de disposition, là où l'*auctoritas*, rendue nécessaire, restreint davantage les pouvoirs d'administrateur *cum libera*, le chef de l'Etat autorise « sur la proposition de l'évêque », en sorte que le préfet et le ministre ne participent que comme simples *agents d'instruction*, sauf les cas de délégation expresse et spéciale. — On citera comme exemples de cette délégation la concession perpétuelle des bancs et chapelles dans les églises, que le ministre autorise, et l'acceptation des donations et legs, que le préfet autorise pour des valeurs mobilières ou immobilières

n'excédant pas 1,000 fr. (Ordonn. du 2 avril 1817, décret du 15 février 1862.)

L'obligation contractée par le gouvernement de subvenir à l'insuffisance de la dotation des paroisses, et son propre intérêt, résultant de cet engagement, ne suffiraient donc pas pour expliquer les relations du sacerdoce quant aux biens. Il est indispensable de remonter aux principes de doctrine sur lesquels se fondent les principes de réglementation, et d'établir la nature du pouvoir d'administrateur, ainsi que nous l'avons fait, au point de vue du droit tant canonique que civil.

Le préfet, en tout cas, ne peut pas être substitué à l'évêque et le remplacer indifféremment dans les actes de pure administration. Ce serait confondre l'*auctoritas* et le pouvoir d'administrateur.

L'obligation pour les conseils municipaux de venir en aide pour le cas d'insuffisance des fabriques, dans les circonstances énumérées limitativement par l'art. 92 du décret du 30 déc. 1809, a créé encore un principe nouveau de réglementation.

Le conseil municipal, toutefois, ne peut étendre ses attributions et se substituer à la fabrique.

Voici ce qu'établit le décret de 1809 :

« Art. 92. Les charges des communes relativement au culte sont : 1° de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique pour les charges portées en l'article 37 ; 2° de fournir au curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, et de logement, une indemnité pécuniaire. — Art. 93. Dans le cas où les communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques pour ces deux premiers chefs, le budget de la fabrique sera porté au conseil municipal, dûment convoqué à cet effet, pour y être délibéré ce qu'il appartiendra. La délibération du conseil municipal devra être adressée au préfet, qui la communiquera à l'évêque diocésain, pour avoir son avis. Dans le cas où l'évêque et le préfet seraient d'avis différents, il pourra en être référé, soit par l'un, soit par l'autre, à notre ministre des cultes. »

Le conseil municipal ne réforme donc pas la délibération de la fabrique, lorsqu'il prend une décision contraire.

Mais l'art. 68 du décret de 1809, au jugement d'auteurs considérables, serait en contradiction avec tout l'exposé qui précède.

Cet article est ainsi conçu : « Les maisons et biens ruraux appartenant à la fabrique seront affermés, régis et administrés par le bureau des marguilliers, dans la forme déterminée pour les biens communaux. » Or, la législation pour les biens des communes est celle d'un décret postérieur, du 18 janvier 1813.

Mgr Affre, autorité considérable, s'appuie sur le sentiment de Henrion de Pansey, *Du Pouvoir municipal*, p. 302 et s. ; de Pigeau, *De la Procédure civile*, t. I, p. 6 ; de Carré, n° 496, p. 372, trois autorités considérables, pour affirmer que le décret de 1813 s'applique *de plano* aux fabriques. C'est ce qu'il faut examiner :

On doit noter que l'art. 60 du décret de 1809 ne dispose que pour les maisons et biens ruraux ; qu'il prescrit la *forme* identique, en sorte que les affiches, la voie d'adjudication, l'approbation ne sauraient être négligées, mais n'ajoute pas que, pour les fabriques, *les mêmes* administrateurs et *les mêmes* autorités accompliront les formalités. C'est cependant là ce que l'on a voulu conclure, à tort, selon nous, au point de vue de la doctrine, différente de la pratique.

En matière de transaction, dit Affre, qui s'arrête à un cas particulier, le conseil de fabrique disposé à transiger, 1° prend une délibération dans laquelle il demande à transiger et expose les motifs de sa demande ; 2° adresse sa délibération au préfet ; 3° celui-ci prend l'avis du comité consultatif composé de trois jurisconsultes ; 4° le préfet soumet l'avis du comité au conseil de préfecture ; 5° si, ensuite, le préfet approuve la transaction, il la soumet à l'approbation du chef de l'Etat ; 6° cette approbation une fois obtenue, la transaction est passée par-devant notaire par le trésorier et la partie qui a transigé ; 7° ces règles sont prescrites sous peine de nullité depuis l'arrêté du 21 frimaire an XII. La décision est applicable aux fabriques, ajoute Mgr Affre, attendu que *d'après l'art.* 60 *du décret de décembre* 1809, *les biens des fabriques doivent être régis dans la forme particulière aux biens des communes* (7).

Une *règle*, cependant, dont il faut accepter les conséquences, c'est que les fabriques sont une institution ayant sa nature propre, fondée sur le Concordat et les Articles Organiques, et que tout ce qui tendrait à *dénaturer l'institution*, à la modifier assez profondément pour en faire une commune ecclésiastique, parallèle à la commune civile, et relevant du préfet, à l'instar de la commune civile, doit être rejeté. Lisons les textes :

(7) Affre, *Administr. temporelle des paroisses*, 9e éd., p. 44.

«Art. 9 du Concordat : Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement.

«Art. 76 des Articles Organiques : Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, et à l'administration des aumônes. »

La fabrique doit conserver son existence légale et distincte.

L'Eglise revendique le titre de société véritable.

Les Etats ne forment pas moins des sociétés véritables et légitimes.

Certes, la science du droit public aborde une tâche ardue et difficile, lorsqu'elle entreprend d'établir un juste équilibre dans les relations mutuelles des sociétés civiles, qui ont la parité absolue d'organisation civile et d'origine civile, et d'attribuer à chacune sa part légitime dans les avantages résultant des communications de peuple à peuple. Mais bien plus difficile et ardue sera la tâche de la science, lorsqu'elle tend à fonder scientifiquement autre chose qu'un *modus vivendi* entre des puissances d'origine différente, vivant sur le même sol, mais ayant une autorité distincte, une organisation distincte et réclamant, chacune, la libre expansion de son principe, au sein de la même société.

La politique suffit dans un cas; elle est inutile ou constitue un obstacle, un danger peut-être dans l'autre.

Aussi, croyons-nous que, scientifiquement, il a été fait peu de progrès, tandis que, pratiquement, il a fallu agir chaque jour. Diverses causes ont contribué à ce résultat négatif.

Les praticiens ont été plus nombreux que les juristes de la grande école et de la large exposition doctrinale, nous disons les juristes de l'école des saint Cyprien, des saint Augustin.

De Héricourt a signalé, avec beaucoup de justesse, quelques inconvénients qui ont été produits dans le corps même du droit. Car le mal signalé n'est pas exclusivement actuel. « Dans les décrétales de Grégoire IX, dit-il, on ne remarque point, dans la disposition des titres, cet ordre naturel qui forme un enchaînement de principes, qui rend les décisions plus faciles, plus simples et plus aisées à retenir. Plusieurs de ces décisions sont hors de leurs lieux : quelques-unes, qui auraient dû être réunies, sont dispersées en différents endroits : presque toutes sont des réponses des papes aux évêques et autres prélats de l'Eglise latine. La décision des souverains pontifes y est

embarrassée dans les faits particuliers sur lesquels ils étaient consultés. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'on peut tirer une règle générale de ces décisions particulières. Il faut faire beaucoup d'attention sur les circonstances du fait qui était proposé au pape, sur les raisons de douter de ceux qui le consultaient, et sur les motifs de la décision. Ces réflexions donnent lieu à de nouvelles recherches, car saint Raymond de Pegnafort, qui fut chargé du soin de cette compilation par Grégoire IX, a retranché une partie des faits, qu'il a regardés comme moins essentiels; ce qui rend quelquefois la décision obscure. Il faut, pour l'éclaircir, avoir recours aux anciennes compilations des Décrétales, où l'espèce est rapportée tout entière. Ainsi saint Raymond de Pegnafort, voulant diminuer le travail, l'a augmenté considérablement. Il faut cependant vaincre ces difficultés si l'on veut savoir notre droit canonique, car c'est sur les Décrétales que s'est formée en grande partie la discipline ecclésiastique des derniers siècles (8). »

Nous l'avons dit, les praticiens étaient, toutefois, plus faciles à former que les juristes. C'est à la recherche des grands principes qu'il faut aujourd'hui s'attacher plus que jamais.

Synthèse méthodique et transition.

379. Un Code des fabriques ou un Traité de l'administration paroissiale ne seraient que des chapitres des Rapports du sacerdoce avec l'autorité civile, sur le terrain très limité de la commune. Ces rapports sont envisagés avec plus d'ampleur dans

(8) De Héricourt, Préface. — L'Église ne demande pas à l'évêque la science du droit; mais elle l'exige de ceux à qui elle confie le gouvernement, dans le diocèse, Conc. Trid., *De reform.*, sess. 24, c. 12. La plénitude de l'ordre suffit à l'évêque personnellement, mais durant la vacance du siège, la plénitude de la puissance n'existant plus, l'Eglise ne reconnaît pas pour le gouvernement des diocèses, aux lieu et place de l'évêque, une autre idonéité de droit, *ex lege*, que celle des docteurs en droit canon, sess. 24, c. 16. L'évêque désigné pour le siège vacant et attendant ses Bulles ne pourra lui-même être désigné par le chapitre pour gouverner le diocèse; il n'a pas l'idonéité. Les vicaires généraux de l'évêque défunt ont la *suite des affaires*, qui paraîtrait constituer l'idonéité. Et cependant, l'art. 36 des Articles organiques, qui statuait dans ce sens, a dû être abrogé par le décret du 28 février 1810, comme opposé à tout le droit canon. La suite des affaires ne donne pas l'idonéité. La seule présomption légale canonique est celle qui existe en faveur des docteurs en droit canon. Elle se suffit à elle-même; comme toute présomption de la loi, elle n'a pas besoin d'être prouvée.

l'examen du *gouvernement ecclésiastique* (p. 301, *supr.*), qui s'applique 1° à l'exercice du culte (p. 303), 2° aux ministres du culte (p. 310), 3° aux biens consacrés au culte (p. 348 et s.).

L'examen ou l'analyse du gouvernement ecclésiastique, ainsi compris, occupe les pages de la quatrième partie qui précèdent. On y a considéré les rapports du sacerdoce, en se plaçant au point de vue du sacerdoce lui-même.

Les pages de la quatrième partie qui vont suivre exposeront les rapports du sacerdoce à un point de vue différent. Le point de vue sera externe. La légalité développée sera une légalité mixte, procédant principalement de l'autorité civile.

380. L'ancien *Établissement* ecclésiastique, antérieur à la Révolution, avait statué sur toutes ces choses du gouvernement ecclésiastique. Il n'existe plus (p. 341).

L'ancien *établissement* avait reconnu à l'Église : 1° une juridiction civile, 2° la juridiction spirituelle, 3° et jusqu'à la juridiction inaccessible (p. 349).

Les évêques et l'autorité civile ont hésité pour bâtir l'établissement nouveau (p. 254). La légalité future est encore dans les entrailles de la société (p. 259).

Le droit public doit être étudié sur ce point en vue de poser les bases définitives. Mais on a vécu, du côté du clergé, dans l'ignorance du droit, de ses doctrines, de ses courants scientifiques (p. 254), et les dépositaires laïques de la science ont trop accordé aux *faits* (ibid.), au détriment des principes, qui n'ont pu disparaître, cependant, avec l'*Établissement*. Il importe de remettre en lumière les principes (p. 255 et 363) :

381. Le droit, considéré relativement au sujet qui nous occupe, ne peut être mis en mouvement que par le clergé séculier : lui seul vit en contact avec le droit. Si le clergé régulier domine, ou par le nombre, ou par la direction donnée, le droit est remplacé par la *règle*, c'est-à-dire par un esprit particulier, qui est approuvé, sans doute, pour avoir sa place en l'Eglise, mais qui n'est que l'*Église vivant avec sa hiérarchie et ses lois générales ou particulières faites pour s'harmoniser avec la société civile*.

Notez qu'une société chrétienne peut vivre dans l'ignorance pratique du droit et se contenter de la *règle*, pendant un temps plus ou moins long. C'est ce qui se produit surtout en pays de mission.

La France traverse une période de sa vie religieuse qui n'est pas exclusive du droit, vivifiant les institutions. Mais elle vit en partie du droit, en partie de la *règle*.

382. La juridiction administrative civile, appliquée à l'Église pour régir les biens, doit être éclairée par la jurisprudence civile, qui définit les contrats, les obligations (p. 353). Mais elle n'a pas moins besoin d'être éclairée par les lois propres de l'Église (p. 354).

Ces lois propres, quant aux biens, constituent l'évêque *administrateur*. L'évêque fait les règlements pour la gestion des fabriques (p. 305). Il règle spécialement tout ce qui concerne les quêtes, source normale et ordinaire des revenus (p. 306). Il révoque et il remplace les administrateurs infidèles ou négligents et les fabriciens lui rendent compte comme des mandataires à l'égard du mandant (p. 305). En principe, l'évêque peut faire en personne, directement, dans la paroisse, même en présence du curé, ce que fait le curé. Il baptise, il marie, s'il lui plaît de baptiser et de marier. En principe, il ordonne, avec pareil titre, pour l'administration des biens.

Tandis que la commune forme une entité subordonnée, mais indépendante, jouit d'une autonomie exercée par ses représentants, la paroisse n'a aucune autorité qu'elle délègue à ceux, curé ou fabriciens, qui sont les *coopérateurs* de l'évêque.

383. Cependant, la loi civile, dans ses relations avec la paroisse, agissant quant aux biens, assimile la paroisse à la commune. La loi civile, dans les cas qui requièrent la tutelle administrative, réserve l'*auctoritas* au conseil de préfecture. La loi canonique voudrait qu'elle fût réservée à l'évêque. Le mécanisme de la loi canonique est celui-ci :

L'évêque, malgré la plénitude du pouvoir qui réside en lui, lorsqu'il agit quant aux biens, n'est qu'un *administrateur*. Dans les cas qui requièrent l'*auctoritas* pour les actes accomplis par lui, c'est-à-dire toutes les fois qu'un acte dépasse la portée des pouvoirs d'administrateur, il aura recours à la *conniventia cleri* (p. 355), à l'assentiment du clergé, et même des fidèles. Et néanmoins, à raison du pouvoir qui réside en lui, c'est lui qui accorde l'*auctoritas* pour les actes accomplis par ses coopérateurs.

L'évêque use de la plénitude du pouvoir dans le cas où il n'a pas administré directement. S'il a agi directement, le rôle d'administrateur prédomine, et il lui faut chercher au dehors

l'*auctoritas*, dans le clergé et les fidèles. Telle est la théorie quant aux biens.

L'Église trouve ainsi en elle-même ses ressources d'action. Elle est organisée pour fonctionner sans aucun *adminiculum* ou aide. Elle pourra accepter et elle accepte toutefois de fonctionner avec l'aide ou l'assistance de la société civile, dans une certaine mesure.

C'est ce qui fait que quelques-uns taxeront d'usurpation toute ingérence en ce qui la concerne, attendu qu'elle pourrait se passer de l'*adminiculum*, de l'aide ou concours, et a reçu l'organisation permettant de s'en passer. Mais ce qui lui permet de s'accommoder à tous les temps n'est pas, par cela même, obligatoire pour tous les temps, et il faut ici se mettre en garde contre le reproche d'usurpation. Mgr Affre, Mgr Darboy ont admis, sans récriminer, l'application aux paroisses du décret du 18 janvier 1813 (p. 361 *supr.*).

Puisque nous connaissons dans ses principes, dans ses doctrines, dans ses tendances le gouvernement ecclésiastique appliqué à l'exercice du culte, aux ministres du culte, aux biens consacrés au culte; puisque nous connaissons sur les deux premiers de ces points les principes, les doctrines, les tendances de l'autorité civile; puisque, relativement au troisième, nous avons analysé et défini le pouvoir de l'évêque, en apportant dans la question un jour tout nouveau ; il nous reste, dans une série d'articles qui vont suivre, à préciser le mode suivant lequel, en France, l'établissement ancien étant détruit et le nouveau n'étant pas édifié suffisamment, l'autorité civile a réglé l'*adminiculum* civil en conservant l'harmonie générale de son droit nouveau. C'est la loi civile qui nous dira les rapports qu'elle entend établir avec le sacerdoce, quant aux intérêts civils ou quant aux biens.

CHAPITRE TROISIÈME

(SUITE).

ARTICLE PREMIER. — DU CARACTÈRE DE LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉGLISE EN FRANCE D'APRÈS LA LOI CIVILE.

384. La loi civile, en France, regarde comme *propriétaires soumis à tutelle* administrative, les paroisses, les cures, les menses épiscopales, en leur reconnaissant la personnalité civile. La personnalité diocésaine est controversée (V. *supr.*, p. 304); on finira par l'admettre; elle est une nécessité.

La jurisprudence, d'un autre côté, reconnaît des *propriétaires de biens avec affectation ecclésiastique*, savoir : 1° les communes, qui peuvent être propriétaires de presbytères dont elles ne sauraient changer la destination, ni aliéner la moindre partie; 2° d'autres communes ou les mêmes communes propriétaires, dans les mêmes conditions, des églises rendues au culte. Ce n'est pas l'Église qui est propriétaire, et les biens dont il s'agit n'en sont pas moins des biens ecclésiastiques ou *assimilés*.

Au regard de la loi civile, la personnalité est déterminée limitativement, et cette personnalité seule rend possible l'attribution de propriété. La personnalité ne s'acquiert pas en vertu d'un mode facultatif prévu par la loi, comme aux États-Unis et au Canada (V. *supr.*, p. 200 et 201).

Pour la jurisprudence, toute propriété *ecclésiastique par destination et affectation* n'est pas, par cela même, propriété de l'Église. Dès lors on pourrait dire que l'Église est usagère, pour certaines propriétés mises à sa disposition, 1° sans l'obligation de donner caution, 2° sans les restrictions de l'art. 633 code civ., mais astreinte à ne pouvoir céder ni louer son droit, art. 631 code civ.

385. La propriété ecclésiastique possédée par l'Église est reconnue, en France, comme ayant le caractère des biens de main-morte. C'est-à-dire qu'appartenant à une personne mo-

rale, qui ne meurt pas, elle est un patrimoine soustrait à la circulation. La circulation immobilière s'établit, pour les autres propriétés, par suite de décès, de donation ou legs, de vente, d'échange. La propriété ecclésiastique n'échappe pas seulement aux mutations par décès, mais même généralement à la circulation qui résulte des ventes et échanges, selon le cours ordinaire des affaires humaines.

La légalité qui accorde en faveur des concessions de chemin de fer, de canaux et autres entreprises, une période variable d'immobilisation de la propriété, avec le maximum de 99 ans, ne suffit pas ici. L'immobilisation est absolue et sans terme défini.

Néanmoins, l'expropriation pour cause d'utilité publique serait admissible, pour les biens de main-morte en suivant les formes déterminées; c'est-à-dire que, conformément à l'ordonnance du 9 mars 1825, avant de statuer définitivement sur l'expropriation, il y aurait lieu de provoquer la *désaffectation* des parcelles à exproprier, en s'adressant à l'autorité compétente.

Mais c'est la seule atteinte que puisse recevoir la propriété de main-morte. A moins que l'on ne veuille ajouter celle qui suit :

Au point de vue fiscal, le droit de mutation sur les biens est remplacé pour la main-morte par une *taxe*, en vertu de la loi du 20 février 1849. Cette taxe est *assimilée* à la contribution foncière (1). L'assimilation, en général, joue un certain rôle dans l'organisation de la propriété ecclésiastique.

L'importance de la taxe est assez notable (V. *supr.*, 1er vol., pag. LXV, renvoi au bas de la page). La bonne foi des partis qui existent en France consiste à laisser croire que la taxe de main-morte s'applique uniquement à l'Eglise, comme une forme d'oppression. C'est ce que ne dit pas la loi, dont il importe de lire le texte, en ajoutant l'art. 5 de la loi du 30 mars 1872. (V. *infr.*, le renvoi (2).)

(1) Ducrocq, *Cours de droit adminis.*, t. II, n° 1167.

(2) Loi du 20 fév. 1849 : « Art. 1er. Il sera établi, à partir du 1er janvier 1869, sur les biens immeubles passibles de la contribution foncière appartenant aux départements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations, religieuses, consistoires, établissements de charité, bureaux de bienfaisance, sociétés anonymes, et tous les établissements publics légalement autorisés, une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès. Cette taxe sera calculée à raison de 62 centimes et demi pour franc du principal de la contribution foncière. — Art. 2. Les formes prescrites pour l'assiette et le recouvrement de la contribution foncière seront suivies pour l'établissement et la perception de la nouvelle taxe. — Art. 3. La taxe annuelle établie

De l'assimilation de la *taxe* de main-morte à la contribution directe, il suit que les biens exemptés, même à titre temporaire, de la contribution foncière sont, par là même, affranchis de la taxe des biens de main-morte (Cons. d'Ét., 30 mai 1861). Mais il suit également que la taxe, étant l'équivalent des droits d'enregistrement pour mutation, devra toujours être élevée en même temps que ces droits. C'est ce qu'a fait la loi du 30 mars 1872.

386. Tout ce qui vient d'être dit dans les deux numéros précédents concerne la propriété *constituée*.

La propriété ecclésiastique *à constituer*, ou devant être constituée, suit également des règles particulières, c'est-à-dire que, pour la transmission ou l'acquisition de cette propriété, des dispositions particulières et positives de la loi sont obligatoires : la liberté générale et absolue des contrats quant au mode de formation des engagements, aux stipulations à introduire, disparaît, en effet, en l'espèce, à certains égards.

Examinons d'abord la nature du droit de l'Église dans sa corrélation avec la légalité du droit nouveau.

L'Église et spécialement les fabriques trouvent leurs principales ressources dans les libéralités, dans les donations pieuses. C'est là le mode ecclésiastique d'acquérir (V. *supr.*, t. I, p. 321, et *passim*). L'Église n'acquiert pas par le mode humain, ordinaire et légitime du commerce. Tout cela a été expliqué.

Mais, dans la légalité française actuelle, quelques jurisconsultes, en analysant la nature du droit de l'Église, ont pensé faire une autre découverte et sont arrivés à cette conclusion que l'Église serait *incapable* de recevoir, sauf à être relevée de son incapacité par l'autorisation du gouvernement. Telle serait l'idée juridique.

L'art. 73 des Organiques, dit-on, dispose formellement que toute fondation ayant pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte ne pourra consister qu'en rentes sur l'État,

par la présente loi sera à la charge du propriétaire seul, pendant la durée des baux actuels, nonobstant toute stipulation contraire. »

Loi du 30 mars 1872 : « Art. 5. A partir du 1er janvier 1873, la taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès, fixée par l'art. 1 de la loi du 20 février 1849, est élevée à 70 centimes par franc du principal de la contribution foncière. Cette taxe sera, en outre, soumise à l'avenir aux décimes auxquels sont assujettis les droits d'enregistrement. »

et qu'elle nécessitera l'autorisation du gouvernement. Le principe est donc celui d'une incapacité absolue pour les immeubles et d'une incapacité relative pour la rente sur l'État.

L'art. 74 veut que les immeubles, autres que les constructions destinées au logement et jardins attenants, ne puissent être *affectés* à des titres ecclésiastiques, ni *possédés* par les ministres du culte à raison de leurs fonctions. La conclusion est la même, celle de l'incapacité de l'Église, en principe, au point de vue du droit français nouveau.

Le rétablissement des menses curiales et épiscopales, par décret du 6 novembre 1813, a-t-il été une abrogation de ces art. 73 et 74 des Organiques? N'a-t-il été qu'une exception?

La loi du 2 janvier 1817 accorde à tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi, et par conséquent aux fabriques, le droit d'acquérir des immeubles à titre gratuit ou onéreux, moyennant autorisation. Cette loi fut-elle une abrogation plus directe ou une extension de fait de l'exception posée?

La question pourrait subsister après le décret de 1813 et la loi de 1817. L'Église est-elle seulement relevée de l'incapacité, en vertu de l'autorisation et après l'autorisation?

On a tiré argument de l'art. 910 Cod. civ. : « Les dispositions entre-vifs, ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements publics n'auront leur *effet* qu'autant qu'elles seront autorisées par décret. » Mais il a été répondu avec raison à l'argument invoqué, que la condition de l'autorisation suppose la capacité, puisqu'elle règle l'exercice (3), et que le législateur a restreint uniquement la *capacité d'accepter*.

C'est la seule solution raisonnable que l'on puisse apporter. La propriété *à constituer* au profit de l'Église n'est donc pas, en vue de l'affectation ecclésiastique, insusceptible d'acquisition onéreuse ou gratuite. Mais une condition extrinsèque modifie, comme il a été dit, la formation du contrat, malgré la liberté générale et absolue qui est la loi régissant la matière du contrat.

387. Les règles du droit commun seront donc applicables aux contrats concernant les biens *à constituer comme biens d'églises*, ou comme biens avec affectation ecclésiastique. La nature

(3) Cf. Demolombe, *Donat. et test.*, n° 593.

du droit de l'Église, dans sa corrélation avec le droit nouveau, n'y fait pas obstacle. C'est un premier point éclairci.

Mais il se rencontrera des conditions de fond et de forme dont l'observance est élevée par le législateur jusqu'à la hauteur des principes de droit public. C'est ce que l'on n'a pas fait remarquer peut-être, autant qu'il convenait.

Ainsi, le droit nouveau n'oppose pas à la propriété de l'Eglise une incapacité de l'Église. Mais cette propriété est gouvernée par un droit public certain, et les conditions sous lesquelles est placée cette propriété sont strictement d'ordre public.

Les principes généraux du Code civ. sur les donations, sur les legs, au point de vue du fond, ne pourront, premièrement, être éludés, soit qu'il s'agisse de réserve, de portion disponible, de réduction, de révocabilité, par exemple dans le cas de l'article 969 Code civ., ou de donations illicites, ou accompagnées de conditions impossibles, art. 969 Code civ. C'est le droit commun.

Mais, en outre, lorsqu'il sera question de donations de terrains pour usage de cimetières, pour fondations de services religieux, pour les pauvres, pour les écoles, pour des chapelles ou églises à ériger, pour des concessions de bancs dans ces chapelles et églises, les lois, ordonnances, instructions ministérielles et circulaires, les avis du conseil d'État, imposeront des règles qui ne sont pas celles des contrats, et qui régissent le fond.

L'autorisation, qui sera toujours nécessaire, ne relève pas uniquement l'Église d'une incapacité absolue de posséder ; elle ne vient pas en aide uniquement à l'incapacité d'accepter ; elle substitue le droit public au lieu et place de l'un des contractants, pour le consentement requis dans le contrat.

La raison d'ordre public affecte directement la première des quatre conditions exigées par l'art. 1108 Code civ. pour la validité des conventions, et non la seconde, le consentement et non la capacité. Aux yeux de la loi, il n'y a pas chose consentie, s'il n'y a autorisation. Un empêchement *dirimant*, si l'on peut employer cette expression, arrête la formation du contrat. Et cette autorisation est accordée ou refusée, non d'après les clauses licites ou illicites, mais d'après l'appréciation *arbitraire*, dans le sens favorable du mot, qui juge la conformité ou la non-conformité avec le droit public spécial.

L'analyse nous met ainsi en face de tout autre chose que l'incapacité de posséder ou l'incapacité d'accepter.

388. La propriété ecclésiastique *constituée* a donc pour caractère, dans le droit nouveau, d'être un *bien de main-morte*, classé comme tel dans l'organisation générale de la propriété, et payant son droit d'entrer dans l'organisation générale, au moyen d'une taxe.

La propriété ecclésiastique, d'autre part, n'a pas pour caractère, lorsqu'il s'agit de la propriété à constituer, d'être insusceptible d'acquisition, soit onéreuse, soit gratuite.

La propriété à constituer pour devenir propriété ecclésiastique a pour caractère, cependant, d'évoquer un ordre public spécial, capable de dirimer le consentement.

L'ordre public conforme au droit français nouveau dirime, par exemple, le consentement d'une manière constante et absolue, en vertu de l'article 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, dans le cas de libéralités, sous la forme de donations entre-vifs, faites à des établissements ecclésiastiques ou religieux, « avec réserve d'usufruit en faveur du donateur. » Ces donations ayant la plus grande analogie avec les dispositions testamentaires, et n'étant pas un testament, il deviendrait impossible d'entendre les héritiers et d'apprécier leurs réclamations, pour éclairer le pouvoir *arbitraire*, dans le sens favorable du mot, d'autorisation. Une prescription du droit public, et d'ordre public, serait omise. C'est pourquoi, toute autorisation sera refusée, même en l'absence d'un examen du fait. C'est la question préalable au point de vue du fond. — Le conseil d'État et l'administration des cultes font application, alors même qu'il y a seulement la réserve partielle d'usufruit (Décis. min., 5 janvier 1869).

L'art. 619 Code civ. prohibe toute constitution, en faveur des personnes morales, d'un usufruit devant durer au delà de trente ans. Question préalable au point de vue du fond.

Les fabriques ne peuvent faire un compromis (Instr. du 10 avril 1862). Même remarque.

Une décision ministérielle de 1868 va plus loin. Elle interdit au donateur de stipuler la prohibition d'aliénation pour un temps limité, comme portant atteinte à la tutelle administrative, qui se trouverait liée pour toute la période fixée. Il semblerait néanmoins que si l'autorisation était concédée pour une telle clause, l'administration tutélaire ne serait liée que par elle-même, et qu'elle doit avoir le pouvoir de s'engager, si d'autres n'ont pas ce pouvoir.

En général, pour les donations entre-vifs, il n'est statué sur l'autorisation, en cas de conditions pouvant amener le rejet, qu'après la suppression de ces conditions dans de nouveaux actes notariés, consentis par le donateur. Et, pour les legs, l'autorisation est accordée avec la mention : en tant que les clauses et conditions *ne sont pas contraires aux lois*.

389. Les règles de droit commun du Code civ. sur la *forme* des donations et testaments s'appliquent à ceux de ces actes qui servent à constituer la propriété ecclésiastique. Mais ce qui suit est spécial :

1° L'art. 58 du décret du 30 déc. 1809 oblige le notaire devant lequel a été passé un acte de donation entre-vifs au profit d'une fabrique, à donner avis au curé. L'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817 prescrit pareillement au notaire dépositaire d'un testament d'avertir le curé lors de l'ouverture du testament. Le décret du 30 juillet 1863 lui ordonne de transmettre au ministre compétent un résumé des dispositions testamentaires reçues par lui au profit de l'un des établissements religieux ou publics énumérés dans l'ordonnance 1817, et ce, sous peine de dommages-intérêts, conformément à l'article 1382 Code civ.

2° Le trésorier est celui qui fait toutes les démarches tendantes à obtenir l'autorisation. Il est remplacé par le président de la fabrique, si c'est lui-même qui est le donateur. C'est au trésorier que le curé transmet l'avis du notaire.

3° Il ne semble pas qu'une acceptation provisoire puisse être formée par le trésorier, par analogie avec l'acceptation, autorisée pour le maire, en faveur des communes, d'après l'article 48 de la loi du 18 juillet 1837.

390. Les actes à titre onéreux sont soumis, en ce qui concerne les fabriques, à l'autorisation administrative, aussi bien que les actes contenant libéralité.

Pour les actes à titre onéreux, il s'agit d'un simple fait de tutelle, par assimilation des paroisses aux communes.

Quant aux acquisitions faites à titre gratuit, par le moyen des donations et legs, il s'agit moins de la tutelle que de l'exercice ou de l'application du droit public spécial, tel qu'il vient d'être analysé plus haut.

Les auteurs, surtout ceux qui appartiennent au clergé, omettent d'établir ces distinctions de principes et de théorie

juridique, c'est-à-dire que l'on néglige ce qui pourrait jeter le plus grand jour sur la matière.

ARTICLE DEUXIÈME. — DES PERSONNES A QUI APPARTIENT, EN FRANCE, D'APRÈS LA LOI CIVILE, LA MISE EN EXERCICE DES DROITS DE L'ÉGLISE QUANT AUX BIENS, ET SPÉCIALEMENT DE L'ÉVÊQUE.

391. En continuant l'examen des rapports du sacerdoce avec l'autorité civile quant aux biens, nous avons à rechercher maintenant quels sont ceux qui mettent en exercice les droits de l'Église en France quant aux biens.

L'évêque est si véritablement l'administrateur canonique des biens de l'Église, avec les curés pour coopérateurs, que le Concordat, dans son article 12, n'a pas même nommé les fabriques, mais a ordonné la remise de toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres, nécessaires au culte *à la disposition des évêques.*

Cette manière de procéder est manifestement conforme à la plus ancienne discipline.

Si, dès les premiers siècles, l'évêque s'est associé le clergé pour administrer les richesses de l'Église, si les curés, placés à la tête des paroisses, se sont associé ensuite les laïques, une pareille marche a été suivie à l'époque du Concordat, avec l'assentiment du gouvernement. Les évêques ont été des administrateurs auxquels *d'autres sont venus en aide*, sans nuire à leur prérogative.

Pendant une période fort courte, il est vrai, et jusqu'à ce que les évêques se soient dessaisis, d'accord une fois de plus avec le gouvernement (art. 75 et 76 des Organiques), toute l'administration des biens, quêtes, dons spontanés, qui furent considérables, et libéralités pieuses, a été aux mains de ces administrateurs désignés par la loi canonique.

La première restriction de leurs pouvoirs a été faite par la nomination des curés, leurs coopérateurs, et la seconde par l'établissement des fabriques, dont les membres deviennent les coopérateurs plus immédiats du curé, sans cesser d'être, avec le curé, les coopérateurs de l'évêque dans une circonscription particulière du territoire, la paroisse.

C'est à tort qu'on prétendrait ne reconnaître aux évêques qu'une tutelle sur les biens de l'Église, et même un droit de tutelle partagé avec l'administration civile. C'est à tort qu'on

soutiendrait que rien n'atteste en eux, au point de vue civil, la qualité d'administrateurs. C'est à tort, enfin, que l'on ne consentirait à voir une administration véritable, et reconnue civilement, que dans la fabrique, agissant suivant le mode inhérent à l'administration municipale. Le prétendu axiome administratif suivant serait dépourvu de toute vérité : La fabrique administre, et le curé *n'administre pas*, l'évêque *n'administre pas*.

La loi du 3 ventôse an III assurait l'exercice libre du culte et permettait (art. 4) tout rassemblement de citoyens pour cet objet, dans une enceinte déterminée. Administrativement, aucune trace de la fabrique n'apparaît dans cette loi, qui favorise le culte. Ce nouveau droit ne fonde pas encore la fabrique.

La loi du 11 prairial, même année, remet les édifices du culte aux citoyens qui en font la demande et qui se chargent de les entretenir, sans recourir à aucune contribution forcée. Mais elle n'a pas créé davantage un corps laïque, chargé de l'administration suivant des règles spéciales, et placé, ou non, sous la surveillance du curé, recevant le concours du curé ou agissant *proprio motu* dans l'administration des biens.

Rien n'existait, depuis la destruction de l'ancien *établissement* catholique, qui fût, sous une forme ou sous une autre, comparable aux fabriques, et le Concordat n'a pas, tout d'abord, statué.

Les principes du droit nouveau ne sont donc pas contraires, antérieurement au Concordat, ni dans le texte du Concordat, au *pouvoir d'administrateur direct de l'évêque*, en principe. Il en devrait résulter, ou il en pourrait résulter une tendance à rétablir l'homogénéité du droit par l'application de la loi canonique, plutôt que par l'application des principes d'administration communale. C'est, toutefois, dans ce dernier sens que penche la loi civile.

Les avantages pratiques du système sont assez manifestes : ils sont ceux de l'uniformité, sur la base de l'administration civile et communale. Les inconvénients pratiques sont atténués ou peuvent l'être par la même cause.

392. Nous n'en maintenons pas moins la doctrine. L'évêque est administrateur ; il est l'administrateur-né et direct du dio-

cèse, sauf à agir, dans des cas déterminés, par les coopérateurs qu'il a *choisis*, s'il est question du curé, ou, pour le moins, *acceptés* dans la personne des fabriciens.

On n'est pas administrateur exclusivement à raison des choses que l'on accomplit directement et immédiatement. L'exposé, un peu long, que fait Rœderer, en parlant d'un autre administrateur que l'évêque, sera cité utilement :

« Procurer l'action, dit Rœderer, est la principale fonction de l'administrateur [du département]. Ainsi que les ministres, il a moins à *faire par lui-même* qu'à mettre le sous-administrateur dans l'obligation de faire. Et celui-ci est encore moins obligé à l'action qu'à assurer celle des municipalités [on peut faire application aux fabriques], qui, à leur tour, ont elles-mêmes presque autant à ordonner qu'à faire. La procuration d'action est donc *une partie importante des devoirs et de l'art de l'administration*, à tous les degrés de l'échelle administrative :

« Voici une analyse abrégée des fonctions très diverses qui sont comprises dans ce seul mot, fonctions qui jusqu'ici n'ont été malheureusement distinguées que par ces deux autres mots très vagues : ordonner et surveiller. — La première de ces fonctions est d'expliquer aux magistrats inférieurs le sens des lois, règlements ou ordres qu'il s'agit de faire exécuter. Cette fonction est l'instruction. — La seconde est de donner des ordres spéciaux que les circonstances de temps et de lieux peuvent exiger pour leur exécution. Cette fonction peut se nommer direction. — La troisième est de presser, de déterminer cette exécution : c'est l'impulsion. — La quatrième est d'en vérifier l'exécution : c'est l'inspection. — La cinquième, c'est de se faire rendre compte de cette exécution et de recevoir les réclamations des personnes intéressées ou les observations des préposés : cette fonction est la surveillance. — La sixième est d'autoriser ou de rejeter les propositions d'intérêt public, *auxquelles peut s'étendre le pouvoir de l'administration* : c'est l'estimation, l'appréciation [jugement, décision]. — La septième est d'approuver et valider, ou de laisser sans valeur les actes qui ont besoin de vérification : c'est le contrôle. — La huitième est de rappeler à leurs devoirs les autorités inférieures ou les agents immédiats qui les méconnaissent ou les oublient : c'est la censure. — La neuvième est d'annuler les actes contraires aux lois ou aux ordres supérieurs : c'est la réformation. — La dixième est de faire réparer les omissions ou les injustices : c'est le redressement. — La onzième, enfin, est de suspendre

les fonctionnaires incapables, de destituer ou faire destituer les négligents, de poursuivre en justice les prévaricateurs : c'est la correction, la punition.

« Ainsi, instruction, impulsion, direction, inspection, surveillance, sanction des propositions utiles, contrôle des actes suspects, censure, réformation, redressement, punition, voilà les fonctions que suppose cette partie de l'administration que l'on peut appeler procuration d'action. Les avoir séparées par l'analyse, c'est avoir suffisamment montré à quel point il est nécessaire qu'une même volonté les exerce, si l'on veut qu'elles aient de l'accord, et, par leur accord, une force suffisante à l'objet. »

L'application à l'évêque, à son coopérateur, le curé, est facile.

393. L'évêque, administrateur-né des biens ecclésiastiques de son diocèse, dit Vouriot (4), intervient principalement dans les affaires intérieures de la fabrique par un contrôle obligatoire pour celle-ci. Il intervient avec son double caractère de protecteur des biens des églises et de juge des biens du culte. Comme protecteur des biens des églises, il peut diminuer les dépenses qui lui semblent excessives et supprimer celles qui lui paraissent inutiles. Comme juge des besoins du culte, il peut augmenter les dépenses qu'il prévoit être insuffisantes et imposer celles qu'il croit nécessaires. Sous ce dernier rapport, les décisions de l'autorité diocésaine ne sont pas seulement obligatoires pour les administrateurs de la fabrique; elles le sont encore pour les paroissiens qui, en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, doivent pourvoir à la dépense, soit au moyen d'allocations sur le budget municipal, soit au moyen de cotisations volontaires remises aux administrateurs de la fabrique.

Lorsque le conseil municipal demande la réduction de quelques dépenses, soit parce qu'il en conteste la nécessité ou le chiffre, il adresse au préfet sa délibération motivée, et le préfet renvoie à l'évêque, qui se livre à un nouvel examen, se rend compte des motifs apportés par le conseil municipal, provoque les observations de la fabrique, et enfin, statue en maintenant ou en modifiant le vote de la fabrique. La décision de l'autorité diocésaine est définitive, sauf recours au métropolitain. Elle

(4) Instruction sur la comptabilité des fabriques.

devient obligatoire pour la fabrique et pour la paroisse. Elle ne peut être réformée par l'autorité civile, qui n'est pas juge des besoins du culte.

La seule question à débattre ensuite entre les deux autorités, ecclésiastique et civile, l'évêque et le préfet, sera celle de l'insuffisance des revenus de la fabrique. Si le préfet est d'accord avec l'évêque, il alloue la subvention communale refusée par le conseil municipal. Dans le cas contraire, il en est référé au ministre des cultes. Mais le refus ne pourrait être motivé sur ce que l'autorité civile jugerait peu utiles ou moins nécessaires les dépenses du culte réglées par l'autorité diocésaine.

Au cas où, finalement, l'autorité civile n'accorderait ni en totalité ni en partie, la subvention correspondante au règlement de l'autorité diocésaine, parce que la dépense étant réglée comme nécessaire, et ce point formant chose jugée, le secours de la commune ne paraîtrait pas nécessaire pour y pourvoir, la décision épiscopale resterait obligatoire canoniquement et civilement pour la fabrique et pour les paroissiens. L'autorité diocésaine garderait la liberté d'user des moyens canoniques pour obtenir l'exécution de ses ordonnances, et la fabrique n'y pourrait faire obstacle civilement, à raison des décisions civiles intervenues.

L'autorité diocésaine a le droit d'allouer, par décisions spéciales, en dehors du budget de fabrique voté en séance de Quasimodo, des crédits supplémentaires, pour insuffisance du crédit voté ou pour dépense nouvelle. Ces autorisations de crédit sont assujetties aux mêmes formalités que le budget.

Comme conséquence de son droit d'administration, l'évêque peut, s'il le juge convenable, se réserver l'autorisation définitive des marchés de la fabrique (5).

ARTICLE TROISIÈME. — DES PERSONNES A QUI APPARTIENT, EN FRANCE, D'APRÈS LA LOI CIVILE, LA MISE EN EXERCICE DES DROITS DE L'ÉGLISE, QUANT AUX BIENS (*suite*), ET SPÉCIALEMENT DU CURÉ, DU TRÉSORIER, DU CONSEIL DE FABRIQUE.

394. En sa qualité de représentant de l'Église et de son autorité dans la paroisse, aussi bien qu'à titre de coopérateur de

(5) Vouriot, *loc. cit.*, p. 15.

l'évêque, le curé est canoniquement l'administrateur principal des biens de l'Église appartenant à la paroisse. Les actes de propriétaire lui sont interdits et ne peuvent être acccomplis canoniquement qu'avec la tutelle de l'évêque.

Le curé est, dans le même temps, *civilement* et canoniquement l'administrateur du presbytère et de ses dépendances, alors même que le presbytère appartient à la commune, avec affectation ecclésiastique à titre perpétuel.

Enfin, il est le seul administrateur de la mense curiale, quand cette mense existe.

Il a été statué sur la jouissance des presbytères par l'ordonnance du 3 mars 1825; sur les menses curiales par le titre 1^er^ du décret du 6 novembre 1813.

Mais, comme administrateur paroissial, le curé n'obtient pas de la loi civile la position prépondérante dans l'administration fabricienne à laquelle il est, en quelque sorte, simplement adjoint. L'article 4 du décret du 30 décembre 1809 dit, en effet, que le curé « aura place » dans le conseil de fabrique, et qu'il siègera à droite du président.

Le curé a, dans les affaires revenant au Bureau, une participation qui n'est pas aussi amoindrie, mais qui reste secondaire :

Le curé fera partie du Bureau, comme membre perpétuel et de droit. Il présentera, pour la préparation du budget, « un état par aperçu des dépenses nécessaires à l'exercice du culte », art. 45. Il recevra du notaire, pour le transmettre au trésorier, l'avis relatif aux actes de disposition à l'égard de la fabrique, art. 58. Il nommera certains employés de l'église. Il aura une clef de l'armoire contenant les titres, art. 50, et la clef de l'église, dont il est le gardien. Il ordonnera, sauf recours à l'évêque, le placement des bancs et chaises, *supr.*, pag. 308, et art. 30 du décret de 1809. — C'est là, dans l'ensemble, un rôle tout à fait subordonné et effacé, qu'il faut constater.

Mais, les relations légales que le curé établit civilement et canoniquement avec la fabrique, avons-nous dit, *supr.*, pag. 305, n° 351, lui permettent d'*entrer en rapport avec l'autorité civile pour l'objet spécial dont la fabrique a la charge.* Nous devons le rappeler ici dans les mêmes termes. C'est par là que le curé est *tout*, quand, d'autre part, il n'est *rien*. Qu'on se rappelle la théorie de Rœderer : le curé a la procuration d'action.

Nous pourrions citer tous les auteurs, fort nombreux, qui déplorent l'effacement légal, mais anti-canonique, du curé *dans les textes*, et qui ne disent pas un mot de son action nécessaire-

ment prépondérante et dirigeante, dans le domaine des *faits civils* et légaux, quant aux biens de l'Église.

Le curé ne peut, il est vrai, ni plaider ni transiger au nom de la paroisse ; il ne peut acquérir pour elle, à titre onéreux ou gratuit ; il ne peut échanger, il ne peut vendre ; il ne peut faire les baux ; il ne peut toucher les revenus ; il rencontre partout la nécessité d'un représentant légal autre que lui, dont la signature est nécessaire pour les engagements contractuels civilement valables. Mais il n'en est pas moins l'âme qui donne la vie à toute l'administration paroissiale : il a la procuration d'action.

Tels sont, sur le terrain de la paroisse, les rapports du sacerdoce avec l'autorité civile quant aux biens. Si on les cherche uniquement dans les textes, on ne les trouvera pas, parce qu'ils n'y sont pas.

395. Le trésorier de la fabrique n'est pas seulement un caissier, comme son titre pourrait le faire croire. Il cumule les fonctions que d'anciens règlements attribuaient à deux fabriciens, dont l'un était appelé *Receveur* et l'autre *Procureur*.

Il n'est pas le simple « agent » du Bureau, à raison de la participation constante du Bureau à l'administration temporelle journalière de la paroisse, et particulièrement dans les actes attribués au trésorier.

Les fonctions du trésorier sont, au contraire, fort étendues. Il est chargé du recouvrement des revenus de la fabrique : lui seul a qualité pour délivrer des reçus. Il est chargé de la commande et du payement des dépenses ; il tient les écritures de la comptabilité ; il présente, au commencement de chaque trimestre et certifie un bordereau de situation, qui est aussi un bordereau de gestion pour le trimestre écoulé ; il procure la rentrée de toute somme due ; il reçoit en compte les sommes tirées de l'armoire à trois clefs de la fabrique pour les besoins courants et pour toute dépense autorisée ; il fait, conformément à l'art. 35 du décret du 30 décembre 1809, « *toute* la dépense de l'église et les frais de sacristie, et, en conséquence, il ne sera *rien* fourni, par aucun marchand ou artisan sans un mandat du trésorier, au pied duquel le sacristain, ou toute autre personne apte à recevoir la livraison, certifiera que le contenu dudit mandat a été rempli ».

Le trésorier établit et présente le compte annuel, art. 82 du décret de 1809. — L'évêque peut nommer un commissaire pour assister, en son nom, au compte annuel, et, si ce commissaire

est un grand-vicaire, il pourra ordonner sur le compte, art. 87.

Le trésorier produit, à l'appui du compte, les factures, dont il a eu la garde, et les mandats, régulièrement ordonnancés par la signature du président du Bureau. Les inspecteurs des finances, dont l'autorité est restreinte aux agents comptables de deniers publics, n'ont aucun pouvoir de vérification sur la comptabilité des fabriques : une circulaire ministérielle du 18 août 1827 le décide ainsi.

En vertu des décisions ministérielles du 4 juillet 1839 et du 20 juin 1859, les fabriques peuvent déposer leurs fonds en compte courant au Trésor. L'opération sera faite par le trésorier et n'exige d'autre autorisation que celle de l'évêque, qui délivrera également le mandat de remboursement pour opérer le retrait.

Le trésorier signe les baux consentis par la fabrique, qui ne peuvent être sous seing privé, art. 83 du décret de 1809; mais il n'exploite pas pour celle-ci les biens pouvant fournir un revenu en nature.

Par une extension de ses attributions ordinaires, le trésorier, en cas d'éloignement du curé pour des causes prévues par le décret du 6 novembre 1813, devient à titre propre, mais provisoire, administrateur de la mense curiale (art. 28 du même décret). Nul doute qu'il puisse, à titre provisoire, exploiter, durant ce temps, les attenances du presbytère, faire donner les labours, planter, ou recueillir les fruits, comme gérant, comme *negotiorum gestor*, selon l'époque de l'année et l'état des travaux.

Carré (6) veut également que le trésorier soit chargé de faire dresser l'état de situation du presbytère, lors de la prise de possession de chaque curé, et il substitue son nom à celui du maire dans l'art. 44 du décret de 1809, en s'appuyant sur l'art. 22 du décret du 6 novembre 1813, pour opérer cette substitution.

396. Le trésorier, comme procureur, ou comme *gérant spécial*, fait tous les actes conservatoires des droits de la fabrique, et les diligences pour le recouvrement de ses revenus; il la représente; il intente ou il soutient les procès, après qu'il s'est pourvu de toutes les autorisations nécessaires, et il donne connaissance au bureau de l'état des procédures; il prend les inscriptions hypothécaires et les renouvelle; il se procure les

(6) Carré, *Traité du gouvernement des paroisses*, nos 378 et 382.

expéditions des actes contenant dispositions entre-vifs ou testamentaires en faveur de la fabrique ou de l'église; il adresse sur ce sujet un rapport au bureau : il fait toutes les démarches nécessaires, lorsqu'il y a lieu, après délibération de la fabrique, pour obtenir l'autorisation d'accepter, et il signe l'acceptation; il signe généralement tous actes translatifs ou recognitifs de propriété, de créance, de droits de toute nature.

Le trésorier de fabrique est bien celui par qui sont mis en mouvement les droits de l'église, quant aux biens.

397. Le conseil de fabrique a des attributions qui sont restreintes à l'administration des biens de la fabrique et au soin de pourvoir aux dépenses du culte. Ce qui appartient à l'*exercice* du culte, à la police intérieure de l'église, revient de droit au curé, qui ne relève sur ce point que de l'autorité diocésaine.

Le conseil délibère sur le budget de la fabrique et vote ce budget. Il en est de même pour les crédits spéciaux en dehors du budget. Le conseil reçoit, discute et vote le compte annuel, pour l'approuver. Il vote l'emploi des fonds excédant les dépenses, celui du montant des donations et legs, celui des capitaux remboursés. Il vote les marchés, au-dessus de 50 fr. et de 100 fr. selon la population. Il autorise le bureau à faire exécuter par voie d'économie les réparations de 50 fr. à 100 fr., ou celles de 100 fr. à 200 fr., selon la population. Il vote les demandes de subvention communale; le règlement du tarif des chaises; les concessions de places et bancs; les baux; les aliénations et échanges; les procès dans lesquels la fabrique sera défenderesse ou demanderesse. En termes plus généraux, tous les objets dépassant les bornes de l'administration ordinaire des biens des mineurs sollicitent son vote. S'il n'agit pas ensuite par lui-même, mais par le trésorier, il n'en règle pas moins toute la mise en exercice des droits de la fabrique, quant aux biens ecclésiastiques à elle appartenant.

Tels sont les rapports généraux des personnes ecclésiastiques ou des coopérateurs de ces mêmes personnes ecclésiastiques avec l'autorité civile, quant aux biens.

ARTICLE QUATRIÈME. — DES RAPPORTS PARTICULIERS DE PROCÉDURE ET SPÉCIALEMENT DE LA PROCÉDURE CIVILE JUDICIAIRE.

398. D'après l'article 12, alinéa 5, du décret du 30 décembre 1809, les procès à entreprendre par les fabriques, c'est-à-

dire les actions à exercer quant aux biens ecclésiastiques, au nom du propriétaire légitime, l'église, afin d'obtenir, conserver ou recouvrer ce qui lui appartient ou ce qui lui est dû, et, réciproquement, lorsqu'elle est défenderesse, l'action à soutenir contre toute réclamation, prétention, ou contestation, doivent être précédées d'une délibération du conseil de fabrique.

Les art. 77-80 indiquent comme il suit la marche générale de toute procédure civile qui sera la conséquence de la délibération :

« Art. 77. Ne pourront les marguilliers entreprendre aucun procès, ni y défendre, sans une autorisation du conseil de préfecture, auquel sera adressée la délibération qui devra être prise à ce sujet par le conseil et le bureau réunis.

« Art. 78. Toutefois le trésorier sera tenu de faire tous actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus.

« Art. 79. Les procès seront soutenus au nom de la fabrique et les diligences faites à la requête du trésorier, qui donnera connaissance de ces procédures au bureau.

« Art. 80. Toutes contestations relatives à la propriété des biens et toutes poursuites à fin de recouvrement des revenus seront portés devant les juges ordinaires. »

Bien que, dans ces articles 77-80, dans toutes les dispositions de la loi, dans les instructions, circulaires et avis émanant de l'autorité civile, les règles établies pour les communes soient généralement suivies et que la paroisse semble être traitée par l'autorité civile comme *une commune d'une espèce distincte*, sans préoccupation apparente du sacerdoce, le sacerdoce n'en est pas moins directement intéressé et directement en cause.

La commune, *considérée au point de vue religieux*, jouit à ce titre, aux yeux de la loi, de la personnalité civile. La loi entre en rapports avec la commune religieuse et n'entend pas aller au delà.

Mais cette commune religieuse ne pouvant subsister sans le sacerdoce, il est manifeste qu'il faudra comprendre dans les rapports du sacerdoce avec l'autorité civile tout ce qui est relatif à cette commune spécifiquement distincte, tout ce qui concerne cette commune lorsqu'elle traite de ses intérêts civils.

Là où la jurisprudence voudrait ne voir que la paroisse civilement organisée, pour entrer avec le titre civil qui lui est conféré dans la constitution générale de la société civile, elle atteint d'une manière immédiate les *rapports du sacerdoce*. Et, s'il n'en

était ainsi, tout ce qui sera dit dans le présent article et le suivant demeurerait en dehors de notre sujet. Nous devrions traiter des rapports du sacerdoce avec l'autorité civile au point de vue légal, sans aborder ces questions.

Nous ne pouvons laisser cette lacune subsistante. Nous aurons à examiner quels actes sont conservatoires, quand et comment l'on y doit recourir ; quelles contestations peuvent être terminées par voie de transaction et si l'arbitrage est permis; quelle est l'autorité compétente pour prononcer sur les actions dirigées au nom de la fabrique ou contre elle ; quelle forme doit être suivie pour intenter les actions et arriver à jugement; comment les décisions intervenues soit contre la fabrique, soit à son profit peuvent être exécutées.

399. La fabrique est l'élément civilement reconnu possesseur de la richesse ecclésiastique.

La fabrique maintient ses droits à l'abri de toute déchéance, c'est-à-dire qu'elle les conserve. Elle les fait constater et reconnaître, s'ils sont contestés, c'est-à-dire qu'elle obtient un jugement. Elle les exerce avec le concours, s'il en est besoin, de l'autorité publique, c'est-à-dire qu'elle poursuit l'exécution. De là, des actes conservatoires, des actes judiciaires, des actes d'exécution.

Les actes conservatoires ayant pour but de maintenir et sauvegarder un droit, sans requérir un jugement sur le fond, la fabrique n'intente pas et ne soutient pas un procès lorsqu'elle fait des actes conservatoires, même devant les tribunaux. L'autorisation du conseil de préfecture ne lui est donc pas nécessaire dans ce cas.

« Nous appelons mesures conservatoires, dit Carré(7), toute précaution prise extrajudiciairement, afin de conserver un droit; par exemple, en formant une saisie-arrêt, en signifiant une surenchère, en provoquant une apposition de scellés, en demandant un compulsoire, en passant un titre nouvel et recognitif de rentes, en prenant ou renouvelant une inscription hypothécaire. »

A la différence des actes judiciaires qui exigent des droits nés et actuels, les actes conservatoires peuvent avoir en vue des droits éventuels. C'est pourquoi dans l'hypothèse de dispositions par acte entre-vifs ou testamentaire, la fabrique peut, ou

(7) Carré, *Traité du gouv. des paroisses*, p. 338, nº 444.

mieux le trésorier, faire tous actes conservatoires jugés nécessaires, sans l'autorisation du conseil de préfecture, et en attendant l'autorisation d'accepter d'une manière définitive.

Les actes conservatoires possibles ne peuvent être énumérés. Tout dépend absolument des circonstances qui en font naître le besoin. Mais ces actes sont toujours ceux du propriétaire ou du créancier.

Le propriétaire agit à raison d'immeubles ou d'objets mobiliers. Dans le premier cas, la fabrique doit conserver son droit, sans troubler, en fait, la jouissance du possesseur, ce qui l'exposerait à une action en complainte. Quand il est question d'objets mobiliers, tout acte conservateur nécessaire pour assurer la restitution devient possible.

400. Les actions possessoires, savoir : la complainte, s'il y a trouble sans dépossession; la réintégrande, en cas de trouble avec dépossession ; la dénonciation de nouvel œuvre, pour travaux entrepris au préjudice de la fabrique, sont des actes conservatoires, ainsi que l'a décidé l'art. 55 de la loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale. Le trésorier de fabrique peut donc les intenter ou y défendre, en l'absence d'autorisation du conseil de préfecture.

Elles sont de la compétence du juge de paix et doivent être intentées dans l'année. Si le jugement à prononcer dépend d'une question d'interprétation d'un acte administratif, le juge surseoit au prononcé jusqu'à décision de la question préjudicielle. Et si le trouble était une conséquence de l'exécution d'un acte administratif, le juge constatera la possession, le droit à l'idemnité, mais sans faire cesser le trouble.

La fabrique, qui a droit d'intenter une action possessoire, peut également y défendre. D'autre part, l'action possessoire étant conservatoire, le tiers qui l'exerce contre la fabrique est dispensé de la production du Mémoire explicatif à présenter, en d'autres circonstances, au conseil de préfecture, par application de l'art. 51 de la loi du 18 juillet 1837.

Les églises, étant imprescriptibles, ne peuvent devenir l'objet d'une action possessoire de la part d'un particulier, et cette imprescriptibilité s'étend aux accessoires, tels qu'une place dans l'église, par exemple.

Les mesures à prendre pour conserver les servitudes actives ou pour empêcher soit l'établissement des servitudes passives soit leur aggravation, sont des actes conservatoires pour la fabrique.

401. Le titre de créancier permet à la fabrique les actes conservatoires concernant soit les rentes et créances, soit toute obligation naissant des contrats et quasi-contrats, des délits et quasi-délits, ou de la loi. C'est ainsi qu'elle provoquera, s'il en est besoin, par la personne de son trésorier, une apposition de scellés ; qu'elle pourra requérir inventaire, demander un compulsoire,contraindre à passer un titre nouvel, prendre inscription d'hypothèque, faire commandement, en produisant un titre exécutoire, demander la séparation de patrimoine, former opposition, pratiquer la saisie-arrêt, sans avoir besoin d'autorisation du conseil de préfecture. Mais les saisies dont il est parlé ici sont celles qui sont faites à titre de simple gage.

La fabrique peut pareillement, par son trésorier, former appel ou se pourvoir en cassation dans les délais utiles pour empêcher la déchéance de son droit, mais non soutenir cet appel ou plaider sur ce recours.

Par mesure conservatoire et sans autorisation, la fabrique peut encore devenir adjudicataire par le fait de la loi, art. 706 Cod. proc., alinéa 2 : « S'il ne survient pas d'enchère [dans le cas d'expropriation poursuivie contre un débiteur], le poursuivant sera déclaré adjudicataire pour la mise à prix. »

Carré étend cette solution : 1° au cas d'une enchère mise par la fabrique sur un bien saisi à sa requête, et qui ne serait pas couverte (8), si cette enchère n'excède pas le montant de la créance : — le principe est le même ; 2° au cas même de surenchère, lorsque le débiteur est poursuivi par un autre créancier, soit que, la surenchère n'étant pas couverte, la fabrique devienne adjudicataire, en payement total ou partiel de sa créance, soit que, l'enchère étant couverte, l'élévation du prix assure le payement total ou d'une plus forte partie de la créance.

402. Les actes interruptifs de prescriptions ou de déchéances quelconques sont des actes conservatoires. La fabrique les fera, par l'intermédiaire de son trésorier, sans avoir besoin de l'autorisation.

L'interruption de prescription s'applique aussi bien aux droits de la fabrique comme propriétaire qu'à ses droits comme créancière. Elle est opérée par la demande en justice, par le commandement en vertu d'un titre exécutoire, par la saisie signifiée, par la citation en conciliation, suivie d'assignation dans les dé-

(8) Carré, p. 317, s., nos 418, s., et notes au bas de la page.

lais prescrits, par la reconnaissance, que fera le débiteur ou le possesseur, du droit qui appartient à la fabrique.

Le Code civ. distingue aussi l'interruption naturelle de la prescription d'avec l'interruption civile, art. 2242. Il trace sur la matière les règles de droit commun, dans les art. 2242-2248.

Il faut renvoyer également au Code civ. pour toutes les règles sur le laps de temps à courir pour opérer la prescription soit de trente ans, de vingt ans, de dix ans, ou d'une période moindre, art. 2260-2281.

L'art. 2227 doit être cité. Il est la base de toute la théorie de la prescription concernant la fabrique. Elle peut prescrire. On peut prescrire contre elle : « L'État, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer. »

403. Les actes judiciaires de la juridiction civile ont pour objet le jugement des contestations élevées au sujet des droits de la fabrique. Ces actes exigent et supposent tout d'abord la *diligence* du trésorier. Nous ne voyons pas qu'aucun des auteurs spéciaux s'en soit occupé.

La diligence des informations à prendre ou à donner, des communications à recevoir ou à fournir appartient au curé pour une notable partie. C'est par là qu'il exerce la procuration d'action et une influence prépondérante. Mais la diligence *juridique* est toute différente.

En premier lieu, il importe de noter les art. 54, 55, 57 du décret du 30 décembre 1809, qui sont réglementaires :

« Art. 54. Seront aussi déposés dans une caisse ou armoire (l'armoire à trois clefs de l'art. 50) les papiers, titres et documents concernant les revenus et affaires de la fabrique, et notamment les comptes, avec les pièces justificatives, les registres de délibérations autres que le registre courant, le sommier des titres et les inventaires ou récolements dont il est fait mention aux deux articles qui suivent.

« Art. 55. Il sera fait, incessamment et sans frais, deux inventaires, l'un des ornements,.... l'autre des titres, papiers et renseignements, avec mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu qu'ils produisent, de la fondation à la charge de laquelle ces biens ont été donnés à la fabrique... Il sera fait tous les ans un récolement desdits inventaires.. Ces inventaires ou récolements seront signés par le curé ou desservant et par le président du bureau.

« Art. 57. Nul titre ni pièce ne pourra être extrait de la caisse sans un récépissé, qui fera mention de la pièce retirée, de la délibération du bureau par laquelle cette extraction aura été autorisée, de la qualité de celui qui s'en chargera et signera le récépissé, de la raison pour laquelle elle aura été tirée de ladite caisse ou armoire, et si c'est pour un procès, le tribunal et le nom de l'avoué seront désignés. Ce récépissé, ainsi que la décharge, au temps de la remise, seront inscrits sur le sommier ou registre des titres. »

404. La diligence *juridique* du trésorier s'exerce dans les cas ci-après :

La fabrique peut avoir besoin de l'expédition ou de la grosse d'un acte notarié dans lequel elle est partie intéressée en nom direct; le trésorier demandera au notaire cette grosse ou cette expédition et, en cas de refus, devra assigner à bref délai l'officier ministériel, en vertu d'une permission du président du tribunal de première instance, sans préliminaire de conciliation, conformément à l'article 839 Cod. proc. Mais il ne suffit pas que la fabrique soit mentionnée dans l'acte, si elle n'a pas personnellement contracté.

Il ne suffirait même pas que l'acte contienne une disposition en faveur de la fabrique. Mais l'art. 839 accordant la même faculté de requérir expédition aux héritiers ou *ayants-droit* qu'aux parties contractantes, la fabrique donataire ou légataire sera apte à se faire délivrer toute expédition ou grosse. C'est ce qui s'applique à la *communication* de l'acte, aussi bien qu'à la délivrance de copie authentique.

Si la fabrique n'est pas partie dans l'acte et, cependant, a intérêt réel à se faire délivrer expédition, elle pourra l'obtenir, 1° du consentement des parties, 2° en présentant requête au président du tribunal de première instance qui rendra une ordonnance à cet effet, 3° si c'est au cours d'une instance judiciaire, en formant une demande incidente, à fin de compulsoire. Mais toutes les fois que les frais d'un acte notarié sont encore dus, aucune expédition n'est délivrée si, outre les frais de l'expédition, on ne consent à payer ceux de l'acte lui-même.

La fabrique ne pourra obtenir des receveurs de l'enregistrement des extraits de leurs registres, que sur l'ordonnance du juge de paix, si elle n'est partie contractante ou si elle n'est ayant-cause.

Les actes sous seing privé demeurent la propriété exclusive des contractants ; nul n'en peut prendre connaissance à moins qu'ils n'aient été *déposés* chez un notaire, au rang des minutes.

La fabrique peut user du droit acquis à toute personne de demander copie ou extrait des actes de l'état civil ; des matrices du rôle, en matière de contribution ; des inscriptions hypothécaires, et aussi des actes, en matière civile, dont les greffiers sont dépositaires.

Pour toutes les décisions administratives, soit du conseil de préfecture, soit de la sous-préfecture ou des municipalités, la première expédition est délivrée gratuitement, mais non celles qui suivent, ou les expéditions des pièces annexées.

En toutes ces demandes de pièces, le trésorier représente la fabrique.

405. Toute contestation née ne se termine pas nécessairement par un jugement, mais peut donner lieu à un arbitrage ou une transaction. Or, l'arbitrage n'est jamais permis à la fabrique. L'arbitrage n'est possible qu'à la condition d'un compromis. Mais l'article 1003 du Cod. pr. civ. ne permet de compromettre qu'à toutes personnes ayant la libre disposition de leurs droits, et les fabriques n'ont pas cette libre disposition. D'autre part, l'art 1004 prohibe tout compromis sur des contestations sujettes à communication au ministère public, et l'art. 83 du même code range expressément parmi les affaires communiquées au ministère public celles qui concernent les établissements publics. La conclusion est donc forcée : l'arbitrage est interdit.

Si même il arrivait que la fabrique reçoive par legs un immeuble qui ferait l'objet d'un compromis actuel, on appliquerait les art. 1012 et 1013 du Cod. pr. civ., d'après lesquels le compromis prend fin en présence d'un héritier mineur.

La fabrique peut, au contraire, transiger, avec l'approbation de l'autorité diocésaine et l'*autorisation du chef de l'État*, art. 2045 Cod. civ. L'ordonnance du 14 janvier 1831, art. 2, interdit formellement aux notaires de passer aucun acte de transaction au nom des établissements religieux, s'il n'est justifié de l'ordonnance royale portant *autorisation* de l'acte, laquelle ordonnance sera entièrement insérée.

La marche à suivre doit être expliquée et analysée :

Le principe juridique civil est l'assimilation de l'adminis-

tration de la fabrique avec l'administration des communes; il appartient au droit public nouveau.

La base légale est l'assimilation des maisons et biens ruraux de la fabrique aux biens communaux, quant à l'administration, écrite dans l'art. 60 du décret du 30 décembre 1809.

Partant de ces deux assimilations et tirant argument d'un arrêté de gouvernement du 7 messidor an IX, art. 15, concernant les hospices, lequel accorde à ces établissements le droit de transiger, moyennant l'avis d'un comité consultatif, l'avis du préfet et l'approbation du gouvernement, on a fait premièrement l'application de ces dispositions aux communes.

Puis, un autre arrêté de gouvernement est intervenu, à la date du 21 frimaire an XII, statuant directement pour les communes et prescrivant toutes les formalités à remplir, et l'on a fait l'application aux fabriques, d'après le principe général. L'arrêté du 21 frimaire an XII veut que « dans tous les procès nés ou à naître qui auraient lieu entre les communes et des particuliers, sur des droits de propriété, les communes ne puissent transiger qu'après une délibération du conseil municipal, prise sur la consultation de trois jurisconsultes désignés par le préfet du département, et sur l'autorisation de ce même préfet, donnée d'après l'avis du conseil de préfecture; qu'enfin cette transaction, pour être définitivement valable, soit homologuée par un arrêté du gouvernement (ordonnance, décret) dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique. »

Ainsi, en vertu d'un principe du droit public nouveau et d'une base légale d'assimilation des biens, et après qu'une décision pour les hospices a été donnée, qui devient une décision pour les communes, il arrive, par voie de conséquence, que les fabriques ne peuvent transiger sans la délibération du conseil précédée de la consultation des trois jurisconsultes et l'autorisation du gouvernement (Arrêt Cons. d'Et. 16 janv. 1813; avis 17 déc. 1830, 12 avril 1833; décis. minist. 16 décemb. 1839).

Mais ce qui est digne de remarque, c'est que le décret de décentralisation de 1852 fait cesser pour les communes l'autorisation du gouvernement, sans mettre fin à l'autorisation pour les fabriques, par cette simple raison que le décret de décentralisation n'a pas visé les matières ecclésiastiques et les fabriques (décis. min. 10 mars 1858). En sorte que la législation, qui n'était pas spéciale, mais amenée par voie de conséquence sortant d'une conséquence, n'est présentement la conséquence

de rien de subsistant, mais d'une chose légalement anéantie : Les préfets, dit l'art. 1er du décret de décentralisation du 25 mars 1852, « statueront désormais sur *toutes* les autres affaires départementales et *communales* qui, jusqu'à ce jour, exigeaient la *décision du chef de l'Etat.* » La décision du Chef de l'État disparaît pour la commune, non pour la fabrique.

Les pièces à produire par la fabrique sont : 1° la délibération du conseil de fabrique, 2° l'avis du conseil municipal, 3° l'avis de trois jurisconsultes désignés par le préfet, 4° l'approbation de l'évêque. Le préfet statue lorsqu'il s'agit d'effets *mobiliers* dont la valeur ne dépasse pas 3,000 fr. C'est pour les sommes supérieures, ou s'il est question d'immeubles, que le gouvernement autorise, sur l'avis du conseil de préfecture et du préfet.

406. Quelques détails ont paru utiles, parce que, dans le cas présent, plus que dans tout autre, se manifestent les procédés à l'aide desquels l'autorité civile a construit, assez fréquemment, les rapports du sacerdoce au point de vue légal.

Nous prenons la tyrannie administrative, l'oppression administrative sur le fait, formulant la légalité avec l'arbitraire, tirant de la loi ce qu'elle veut en tirer, et non ce qui est dans la loi elle-même, visant ce à quoi le législateur n'avait aucunement songé d'abord, appliquant, s'il le faut, pour continuer ses traditions, une loi qui a cessé d'être la loi, si toutefois elle a été véritablement la loi pour les fabriques.

Ou plutôt, nous voyons l'autorité civile cherchant son *modus vivendi* dans ses antécédents ; sans idée oppressive lorsqu'elle applique d'un côté ce qu'elle applique de l'autre ; admettant l'analogie comme base juridique parce qu'elle est ordinairement une base empreinte de sagesse ; moins pressée ensuite d'innover, que de garder l'harmonie des pouvoirs, dont l'accoutumance est un des éléments. Et il a paru évident qu'en réservant l'autorisation au pouvoir central, en ce qui concerne les fabriques, on laisse moins de place à la suspicion des petites hostilités locales ou d'oppositions personnelles et non fondées ; que l'harmonie, en un mot, serait mieux assurée.

407. Toutes les contestations ne se terminent pas par la transaction ; mais le plus grand nombre aboutit à un procès, dans lequel il y a premièrement l'action en justice. La fabrique, comme les particuliers, n'exerce une action que si elle a droit, capacité, intérêt et qualité. Avoir droit, c'est être propriétaire

ou créancier. Avoir capacité, c'est pouvoir exercer seul, et par soi-même, une action en justice, ou y défendre : la capacité pleine et entière n'a pas été laissée aux fabriques. Avoir intérêt, c'est être appelé à recueillir un profit ou un avantage par suite de l'action. Ainsi l'héritier légal ne pourrait contester un legs fait à la fabrique et n'aurait pas intérêt, s'il existe un légataire universel autre que lui, institué par disposition valable et non contestée, ou contestée et maintenue par jugement. Le jugement qui confirmerait la disposition testamentaire en faveur du légataire universel ferait tomber l'action dirigée contre la fabrique pour le legs particulier. Avoir qualité, c'est non seulement exercer un droit propre, mais exercer, en certaines circonstances où la loi le permet, le droit d'un autre. Ainsi, 1° l'art. 1166 cod. civ. permet au créancier d'exercer tous les droits du débiteur, à l'exception de ceux qui sont attachés à la personne. Et 2° il a été jugé, d'autre part, que la fabrique, chargée de veiller à l'entretien et à la conservation de l'église paroissiale, a qualité pour demander la suppression des servitudes, lors même que l'édifice serait considéré comme propriété communale, Cass. 15 nov. 1853; qu'elle a qualité pour exercer toutes actions, même réelles, encore bien que l'édifice puisse être considéré comme propriété de l'État ou de la commune, Paris, 24 déc. 1857 ; que la fabrique simplement usufruitière a qualité pour l'action directe, en nom personnel, indépendamment du droit appartenant à la commune comme propriétaire, et qu'en conséquence elle pourrait appeler, séparément et pour son compte, d'un jugement rendu contre la commune et la fabrique ayant agi conjointement, Agen, 2 juill. 1862.

408. A l'égard de l'autorisation, sur laquelle il est besoin d'insister, non seulement la fabrique ne peut soutenir devant la juridiction civile un *procès* proprement dit, qui diffère de tout acte conservatoire, sans l'autorisation préalable, mais elle ne peut, après tout jugement, se pourvoir devant un degré nouveau qu'en vertu d'une autorisation nouvelle. Elle pourra, toutefois, sans autorisation, défendre à l'appel formé contre elle, ou interjeter l'appel incident, qui est une défense à l'appel principal, Cass. 15 nov. 1864.

Lorsque le conseil de préfecture a refusé l'autorisation, la fabrique peut se pourvoir devant le conseil d'État, dans le délai de trois mois, à partir de la notification du rejet de sa

dèmande en autorisation. Le pourvoi est jugé dans le délai de deux mois en la forme administrative. A raison du droit qu'a la fabrique de se pourvoir, tout refus d'autorisation du conseil de préfecture doit être motivé. L'instance est suspendue jusqu'à décision sur le pourvoi ; il ne peut suffire que le pourvoi soit formé pour continuer l'instance.

Quand la fabrique est défenderesse au procès, et non demanderesse, la nécessité d'autorisation prend une forme différente. Le demandeur est tenu d'adresser au préfet un Mémoire contenant l'exposé de sa demande et les motifs de réclamation. Il lui est délivré récépissé : la prescription et toute déchéance sont interrompues par ce fait. Le préfet transmet à l'évêque le Mémoire. L'évêque le transmet à la fabrique, qui en délibère, et toute cette procédure préparatoire dispense du préliminaire de la conciliation. L'évêque, ensuite, adresse au préfet, pour le conseil de préfecture, la délibération de la fabrique. Le préfet prend l'avis du conseil municipal, et il est statué enfin sur l'autorisation.

Les arrêtés qui autorisent ou qui refusent d'autoriser ne sont pas rendus en audience publique. Ils n'ont aucun effet à l'égard des tiers. Ils ne peuvent être attaqués par les tiers.

Le conseil de préfecture peut refuser en appel une autorisation accordée en première instance. Il peut accorder, sur la demande faite à nouveau, une autorisation qu'il avait refusée d'abord. La décision n'est pas irrévocable, parce qu'elle est un acte de tutelle, et non une sentence, qui passerait en force de chose jugée.

Une autorisation spéciale est nécessaire pour la tierce-opposition, pour la requête civile, pour le pourvoi en cassation.

Bien que le défaut d'autorisation entraîne la nullité de la procédure, cette nullité peut être couverte par l'autorisation intervenue avant le jugement définitif, Cass. 13 mars 1878. Mais cette nullité est regardée comme absolue et d'ordre public, de telle façon que les juges du fond seraient tenus de la relever et qu'elle pourrait être opposée pour la première fois en appel ou en Cassation, d'après les arrêts antérieurs à celui de la Cour suprême du 18 janv. 1869, qui est en sens contraire.

Le défaut d'autorisation peut donner lieu à la requête civile, C. pr. civ., art. 481. Il ne pourrait permettre une élévation de conflit, art. 5 de l'ordonn. du 1er juin 1828.

Ce qui a été dit ou écrit de plus sensé, à l'encontre du système actuel, se résume en ceci : 1° Par la nature même des

choses, l'autorité diocésaine est mieux placée pour exercer utilement et en connaissance de cause la tutelle administrative des fabriques, tutelle qu'il ne faudrait pas supprimer, mais déplacer; 2° la tutelle du conseil de préfecture est en harmonie complète avec la situation des établissements publics qui sont placés sous l'autorité du préfet, dont le préfet dirige l'administration et règle le budget; mais ces deux points étant dans les attributions de l'évêque lorsqu'il est question des fabriques, le même besoin d'une harmonie complète de la situation devrait faire prévaloir la tutelle de l'autorité diocésaine; 3° les attributions conférées au préfet et au conseil de préfecture remontent à l'époque intermédiaire et antérieure à la création des fabriques actuelles : ces fabriques de l'époque intermédiaire, dont l'origine est dans l'art. 14 de la loi du 23 octobre 1790, n'administraient que d'anciens biens ecclésiastiques confisqués et déclarés nationaux, pour lesquels il avait fallu aviser d'urgence; ces fabriques se composaient de trois marguilliers nommés par le préfet, sans aucun concours de l'évêque, le curé n'y avait que voix consultative, et leurs comptes étaient réglés nécessairement par le conseil de préfecture; mais la situation actuelle n'est plus celle-là, depuis le décret du 30 décembre 1809, article 6.

Voici, du reste, le texte de l'arrêté du 7 thermidor an XI : « Art. 1. *Les biens des fabriques non aliénés* sont rendus à leur destination. — Art. 2. Les biens de fabriques des églises supprimées seront réunis à ceux des églises conservées. — Art. 3. Ces biens seront administrés dans la forme particulière aux biens communaux, par trois marguilliers *que nommera le préfet.* — Art. 4. Le curé ou desservant aura voix consultative. — Art. 5. Les marguilliers nommeront parmi eux un caissier : *les comptes seront rendus en la même forme que ceux des dépenses communales.* »

Carré ajoute sur la matière, que les fabriques n'ont pas besoin d'autorisation lorsque l'affaire est de la compétence du conseil de préfecture ou du conseil d'État, ou lorsque l'autorité judiciaire est saisie par suite d'ordonnance royale (décret), cf. *Traité du gouvernement des paroisses*, n° 520.

409. L'instruction et le jugement des actions judiciaires concernant les fabriques sont soumis aux règles de procédure établies pour tous les citoyens, sauf quelques particularités, telles que celles-ci :

Les causes dans lesquelles les fabriques sont intéressées doivent être communiquées au ministère public, qui est tenu de conclure.

Si la fabrique est mise en demeure de répondre à un interrogatoire sur faits et articles, elle nomme, conformément à l'art. 336 Cod. pr. civ., un administrateur ou un agent pour répondre sur les faits et articles qui ont été communiqués, et elle peut choisir tout autre que le trésorier. Elle signe un pouvoir spécial dans lequel les réponses sont formulées et affirmées véritables, de telle sorte que le délégué se bornera à lire l'acte émané de la fabrique. Toute réponse qu'il ferait au delà n'engagerait pas la fabrique.

La fabrique ne peut ni se désister ni acquiescer, si ce n'est sous forme de transaction, et à moins d'être autorisée, parce qu'il y aurait ou il peut y avoir aliénation d'un droit, dans l'une ou l'autre circonstance. Mais l'autorisation pourra ne pas paraître nécessaire, si le désistement ou l'acquiscement ne portent pas sur le fond du droit, et seulement, par exemple, sur un acte de procédure.

En matière de péremption, il n'existe pour la fabrique, non plus que pour l'Etat lui-même, aucune particularité de droit, art. 398 Code pr. civ.

Suivant Carré (*Traité*, etc., n° 532), le trésorier, sauf la constitution nécessaire d'un avoué, aux termes de l'art. 61 Cod. pr. civ., ne peut se faire représenter par aucun *procurateur* ou homme d'affaires chargé de veiller aux suites des procès et de faire les démarches qu'elles peuvent exiger. Le trésorier est dans l'obligation de remplir personnellement ses fonctions, et, en tout cas, ne pouvant demander pour lui-même aucun émolument ou indemnité, il ne pourrait faire allouer pour ce motif aucune somme.

Tout exploit d'huissier doit être signifié *au nom* de la fabrique et à la *requête* de son trésorier, ou signifié *à la fabrique*, *en la personne de son trésorier*, qui vise l'original.

410. Nous empruntons à M. La Rivierre ce qui suit sur la compétence des tribunaux civils (9) :

« Aux tribunaux civils il appartient en principe de reconnaître les droits de créance ou de propriété, pour ou contre la fabrique, alors même que ces droits porteraient sur des biens

(9) La Rivierre (Maurice), *Des conseils de fabrique*. Thèse de doctorat, p. 361. Id., p. 127.

restitués après le Concordat, si la solution dépend soit de titres antérieurs à l'arrêté de restitution, soit des usages locaux, soit de principes du droit civil, la prescription, par exemple, C. d'Ét. 14 janv. 1862, 23 mars 1867, 18 mai 1870.

« Sur les concessions de bancs et chaises, les fondations à charge de services religieux, les comptes du trésorier, les tribunaux civils ont un pouvoir à peu près analogue, qui se borne à contraindre les fabriques ou les trésoriers à l'exécution des obligations résultant des contrats ou de la loi, *sans qu'ils puissent déterminer le mode de cette exécution*, lequel est réglé par le curé ou par la fabrique sous l'autorité de l'évêque, Cons. d'État, 14 déc. 1857; 24 juill. 1862; Cass. 22 avril 1868; Paris, 22 nov. 1868; Cass. 13 juill. 1871.

« Quant à la distribution des procès entre les tribunaux civils, suivant la compétence territoriale de chacun, les degrés de juridiction, la nature de l'action, réelle ou personnelle ou mixte, mobilière ou immobilière, il faut suivre sans aucun changement les règles ordinaires, » — c'est-à-dire le droit commun.

C'est ce que Carré résume (10), en disant que la ligne de démarcation pour la compétence des tribunaux civils à l'égard des fabriques est tracée par la disposition générale de l'art. 80 du décret du 30 déc. 1809 portant que toutes contestations relatives *à la propriété des biens, et toutes poursuites à fin de recouvrement des revenus seront portées devant les juges ordinaires*. Cf. *supr.*, n° 397.

Téphany énumère parmi les causes devant être jugées par les tribunaux civils :

La question de savoir si, en fait, les administrateurs d'une fabrique se sont engagés personnellement, et quelles sont les conséquences de cet engagement, C. d'Ét. 28 mai 1809; l'action formée par un évêque contre un ecclésiastique destitué par lui, à l'effet de le contraindre à délaisser une habitation qu'il occupe, cette action étant étrangère à l'administration spirituelle et aux droits conférés à l'autorité épiscopale par la loi du 18 germinal an X, Cass. 2 févr. 1855 (il s'agissait, dans l'espèce, de portion de bâtiments faisant partie du séminaire diocésain); la contestation élevée sur l'exécution d'un contrat intervenu entre le ministre du culte et les conseillers municipaux, ayant agi en leur nom personnel et au nom des habitants

(10) *Traité du gouv. des paroisses*, n° 501.

pour assurer au curé une rétribution (supplément de traitement) à raison de l'exercice de ses fonctions, Cons. d'Ét. 21 déc. 1818 ; les contestations au sujet d'une souscription pour la construction d'une église, Cass. 4 mars 1872 ; l'action en payement intentée par les entrepreneurs contre une fabrique, quand il s'agit de travaux commandés par le trésorier dans une église bâtie en vertu de souscriptions volontaires, et exécutés avant l'érection de cette église en succursale, C. d'Ét. 12 mai 1868 (11).

Ces divers cas ne présentent, il est vrai, que des applications particulières des principes déjà énoncés ; mais ils les mettent en lumière à l'aide de la jurisprudence et montrent, dans la pratique quotidienne, certains côtés importants des rapports du sacerdoce avec l'autorité civile, pour lesquels il serait impossible d'entrer ici dans de plus longs détails.

411. L'exécution des jugements rendus au profit d'une fabrique, après signification faite à avoué et à partie, s'opère par toutes les voies établies dans le Code de procédure pour les particuliers. Le trésorier, s'il n'est pas rigoureusement tenu de provoquer une délibération du bureau et du conseil, mais seulement obligé à leur donner avis, art. 78 et 79 du décret du 30 décemb. 1809, a recours cependant au conseil, dont il demande l'autorisation, lorsqu'il procède par la voie dispendieuse de la saisie réelle.

Dans le cas où les jugements et arrêts sont rendus contre la fabrique, la formule exécutoire du jugement ne suffit pas à l'adversaire de la fabrique.

La fabrique, en effet, ne peut aliéner, elle ne peut procéder à une dépense quelconque sans l'autorisation administrative et en dehors des règles de la comptabilité publique. Il suit de là que la somme à payer doit être portée préalablement au budget et que les tribunaux n'ont aucun droit de contrainte sur ce point. Il suit de là également que le créancier doit, en cas de refus ou de retard de la part de la fabrique, porter sa réclamation devant l'évêque, décis. min. du 29 avril 1811, du 31 mai 1862. L'évêque pourra inscrire d'office le crédit nécessaire au payement de la condamnation. Dans le cas, d'ailleurs, où le bureau refuserait d'ordonnancer la dépense votée par le conseil, ou inscrite d'office par l'évêque, une ordonnance épiscopale tiendra lieu de mandat de payement.

(11) Théphany, *Guide pratique de l'administration temporelle des paroisses*, t. II, p. 217 et s.

Les termes d'un avis du conseil d'État du 18 juillet 1807, concernant les communes, doivent s'entendre comme réglant également la marche à suivre pour les fabriques. Nous les citons ici :

« Dans l'exercice des droits des créanciers des communes, il faut distinguer la faculté qu'ils ont d'obtenir contre elles une condamnation en justice, et les actes qui ont pour but de mettre leurs titres à exécution. Pour l'obtention du titre, il est hors de doute que tout créancier d'une commune peut s'adresser aux tribunaux, dans tous les cas qui ne sont pas spécialement attribués à l'administration ; mais pour obtenir un *payement forcé*, le créancier d'une commune ne peut jamais s'adresser qu'à l'administration. Cette distinction, constamment suivie par le conseil d'Etat est fondée, d'une part sur ce que les communes ne peuvent faire aucune dépense sans y être autorisées par l'administration et, de l'autre, *n'ont pas la disposition* des fonds qui leur sont attribués par leur budget, et qui ont tous une destination dont l'ordre ne peut être interverti. »

Dès lors, aucune saisie ne peut être pratiquée sur les biens de la fabrique avant la décision de l'administration, non pas même une saisie-arrêt, Cons. d'Ét. 12 août 1807. C'était déjà la conclusion de Merlin. C'est aussi celle de Macarel (12). Toute poursuite serait un acte « incompétent et nul (13). Les tribunaux judiciaires excéderaient leurs pouvoirs en validant la saisie, Cons. d'État 24 juin 1808.

Les tribunaux prononceraient, au contraire, la validité si la dette *reconnue et liquidée* a été inscrite régulièrement au budget de la fabrique, parce qu'alors le mandat de l'administration est rempli et les tribunaux civils judiciaires sont compétents pour ordonner l'exécution de ses actes. C. d'État, 3 déc. 1817.

Il est donc bien certain qu'on ne peut saisir-arrêter, soit les revenus, soit les fonds encaissés des fabriques.

Le mobilier de la fabrique ne pourrait, d'un autre côté, être saisi à l'effet de vendre, attendu qu'étant affecté à l'exercice du culte, il est placé hors du commerce, et parce que vendre pour appliquer le prix à acquitter une dette exigible par condamnation, ce serait toujours *forcer le payement* en dehors des moyens indiqués ci-dessus. Cette décision est conforme à l'art. 15 de l'ordonnance de 1667.

(12) Macarel, *Droit administratif*, t. I, p. 185.
(13) Carré, p. 417, n° 531.

Les biens d'une fabrique ne peuvent être grevés de l'hypothèque judiciaire. Cette hypothèque emporterait, en effet, le droit de vendre, qui ne peut résulter que d'une autorisation du gouvernement, et cette autorisation ne pouvant émaner que de l'autorité suprême, ne peut être suppléée par la décision du tribunal qui accorde ou refuse un titre de créance.

Pour qu'une obligation quelconque puisse donner lieu à une exécution forcée, il faut, conformément aux règles générales sur la matière, qu'elle soit certaine, exigible et liquide, et que le titre soit authentique et exécutoire. L'acte sous seing privé, qui n'est ni authentique ni exécutoire, peut le devenir par jugement.

Une citation de Vouriot (14) terminera le présent article. La voici : « La jurisprudence administrative (dont M. de Cormenin cite les principaux monuments) a consacré en principe que c'est à l'administration seule à régler le mode de payement des dettes des fabriques et celui d'exécution des jugements qui les ont condamnées au payement de sommes ou frais à leur charge. Il a été ainsi décidé que les tribunaux excèdent leurs pouvoirs lorsqu'ils valident la saisie-arrêt des revenus d'une fabrique, ou lorsqu'ils règlent le mode de payement de ses dettes : les dettes des fabriques ne peuvent être acquittées que sur des fonds assignés à cet effet par l'autorité administrative préposée au règlement des dépenses ou budgets de ces établissements, c'est-à-dire par l'autorité diocésaine. Lors donc qu'une fabrique est reconnue débitrice, et qu'elle ne s'acquitte pas de son obligation, le créancier doit se pourvoir devant l'évêque... Le prélat prescrira alors les mesures nécessaires (15) pour assurer le payement de la dette : le refus de la part des fabriciens d'exécuter ces mesures motiverait leur révocation et leur remplacement, indépendamment des poursuites judiciaires dont ils pourraient être personnellement l'objet. »

412. Il se pourrait qu'un regret fût manifesté par les partisans exclusifs de l'autorité civile, celui de voir que la juridiction civile ne peut, par elle toute seule, arriver aux voies d'exécution de ses arrêts, sans une intervention d'administration d'essence cléricale, restant telle lors même qu'elle agit pour

(14) Vouriot, *Instruction pratique sur la comptabilité*, etc., p. 134.

(15) Et s'il ne les prescrivait pas, qu'arriverait-il ? Que deviendrait la sentence des tribunaux ? — Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il y aurait... *conflit*.

des effets civils. Mais nous avons démontré que cette situation découle inévitablement et juridiquement de deux faits : *le règlement du budget par l'évêque et la direction donnée par l'évêque*. Là où le préfet dirige, là où il règle le budget des établissements publics, les règles sont les mêmes; mais le préfet, fonctionnaire civil, apporte l'intervention d'une autorité purement civile dans son essence. La situation est donc fondée sur la nature même des choses, non sur la disparité du droit. Le droit nouveau n'est pas atteint.

D'autres, en sens inverse, regrettent de voir l'autorité ecclésiastique obligée d'emprunter une partie de ses agissements au mode civil, c'est-à-dire de subir le mode civil, de qui dépend la sanction, qui est un effet civil. A ceux-là, il n'y a qu'une réponse à opposer : Tel est le droit nouveau dans son homogénéité, dans l'harmonie de ses grandes lignes et, à coup sûr, il n'est pas inacceptable, soit en principe, soit dans la pratique.

Appendice : Les fabriques des cathédrales.

413. Les fabriques des cathédrales doivent leur existence à l'arrêté du 9 floréal an XI (29 avril 1803). Elles n'ont pas une organisation identique à celle des fabriques paroissiales.

L'organisation spéciale des fabriques des cathédrales a été confirmée par le décret du 30 déc. 1809, dans son article 104, conçu en ces termes : « Les fabriques des églises cathédrales et métropolitaines *continueront* à être composées et administrées conformément aux règlements épiscopaux qui ont été réglés par nous. »

La fabrique cathédrale procède donc, originairement, d'un règlement épiscopal que la création postérieure des fabriques paroissiales n'a point ébranlé.

A la date du décret de 1809, trente-cinq fabriques de cathédrales existaient, avec leurs règlements épiscopaux. Les autres règlements ont une date plus récente. Celui que trente-huit évêques firent approuver par le gouvernement, d'un commun accord, en 1822, ne comprend que les quatre articles suivants : « Art. 1^er^. La fabrique se composera d'un conseil de fabrique et d'un bureau des marguilliers. — Art. 2. Nous réservons à nous et à nos successeurs la nomination du président et des membres du conseil de fabrique, et des président et membres du bureau des marguilliers, ainsi que celle du secrétaire et du trésorier. — Art. 3. Le président et le secrétaire du conseil le

seront également du bureau. — Art. 4. Nous réservons à nous et à nos successeurs l'interprétation des articles du présent règlement. »

L'évêque peut décider que la cure de la paroisse sera réunie à la cathédrale, et, dans ce cas, la fabrique de la cathédrale, demeurant avec son organisation propre, devient en même temps fabrique paroissiale, à la charge de dresser deux budgets distincts. La paroisse ainsi réunie ne perd pas son droit de demander des subventions à la commune.

L'évêque, et non le trésorier, accepte les fondations, dons et legs pour la fabrique cathédrale, art. 93 du décret de décemb. 1809, sous la réserve de l'autorisation civile, c'est-à-dire de la tutelle administrative. En effet, aux termes de l'art. 105, « toutes les dispositions concernant les fabriques paroissiales sont applicables, en tant qu'elles concernent leur administration intérieure, aux fabriques des cathédrales. La capacité de l'une est la capacité de l'autre; l'organisation n'est pas la même, mais les principes généraux d'administration sont identiques.

Une particularité, cependant, mérite d'être notée. Dans quelques diocèses, l'administration fabricienne est aux mains du chapitre, qui choisit parmi ses membres les dignitaires et agents de la fabrique. Celle-ci est toujours représentée néanmoins, pour l'acceptation des dons et legs, par l'évêque. Mais, dans ce mode d'organisation, l'élément ecclésiastique est substitué à l'élément laïque.

ARTICLE CINQUIÈME (*suite*). — DES RAPPORTS PARTICULIERS DE PROCÉDURE, ET SPÉCIALEMENT DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE.

414. La fabrique n'est pas une personne morale, qui agit civilement en sa qualité de propriétaire de biens de mainmorte. Mais c'est la paroisse qui est la personne morale, jouissant de la personnalité civile.

La fabrique peut former des contrats, au nom de la paroisse, qui a la personnalité civile. Elle peut intenter ou soutenir une action devant les tribunaux judiciaires civils.

La fabrique est, de même que le conseil municipal, un corps administratif, et elle peut ester en justice à ce titre, devant les tribunaux administratifs. A son égard, il ne faut pas l'oublier, la compétence des tribunaux civils se trouve restreinte par la règle qui leur interdit l'interprétation des actes administratifs.

Nous allons parler de la compétence administrative.

Le premier objet de cette compétence, relativement aux fabriques, sera la formation et la composition de ce corps administratif qui s'appelle la fabrique.

On doit distinguer, d'ailleurs, entre les règles de première formation et les règles ordinaires sur la composition du conseil. Nous parlerons des unes et des autres.

Les règles de première formation ont été appliquées à l'origine, et elles sont appliquées encore, 1° lorsqu'une fabrique nouvelle est créée, 2° dans le cas où le renouvellement total du conseil est devenu nécessaire, quelles que soient les circonstances et les causes de cette nécessité. V. *infr.*, n° 416.

415. Des églises avaient été *rendues au culte* par l'arrêté du 11 prairial an III, la loi du 7 vendéniaire an IV, et l'arrêté du 7 nivôse an VIII, sans que, juridiquement, il ait été porté atteinte aux droits de l'État, devenu propriétaire par les lois de mise à la disposition de la nation.

Les églises furent ensuite, par mesure générale, mises *à la disposition* des évêques, par l'art. 12 du Concordat et par l'article 75 des Organiques. Cette identité de terme a paru, au jugement de plusieurs, avoir fait cesser la propriété de l'État sur ceux des édifices dont il se dessaisissait, savoir : un par succursale. L'arrêté du 7 thermidor an XI a semblé favorable à cette opinion, dans son article 1er, ainsi conçu : « Les biens des fabriques non aliénés *sont rendus* à leur destination. »

Quelle allait être l'administration, au point de vue civil, des églises et des biens *rendus?* Les évêques furent chargés d'y pourvoir.

L'art. 76 des Organiques disait : « Il sera établi des fabriques.» L'arrêté du 9 floréal an XI invita les évêques à faire, pour leurs diocèses respectifs, des règlements de fabrique.

Mais l'avis du conseil d'État du 22 février 1813 porte, dans son alinéa 2, que tous ces règlements des évêques « doivent être considérés comme supprimés de droit par le règlement général sur les fabriques du 30 décembre 1809. » Les fabriques de formation épiscopale exclusive avaient disparu. Elles avaient vécu à peine. Elles ont été les fabriques de l'époque intermédiaire.

416. Sous le régime nouveau du décret de 1809, une nouvelle règle de première formation est contenue dans l'art. 6 :

« Dans les paroisses ou succursales dans lesquelles le conseil de fabrique sera composé de neuf membres, non compris les membres de droit, cinq des conseillers seront pour la première fois à la nomination de l'évêque, et quatre à celle du préfet : dans celles où il ne sera composé que de cinq membres, l'évêque en nommera trois et le préfet deux. »

Le préfet nomme sur la liste de présentation à lui adressée par le maire, contenant un chiffre de candidats double de celui des conseillers à élire par le préfet.

La première formation est donc une *nomination*, une désignation. L'évêque n'est pas le seul pour accomplir cette nomination, comme au temps de l'époque intermédiaire. La sortie de moitié des membres du conseil, au bout de trois ans, par la voie du sort, appartient aux règles de première formation.

Si le conseil donnait plus tard sa démission, s'il venait à être révoqué, les règles de première formation doivent être reprises ; elles subsistent toujours. Mais, dans le cas de renouvellement régulier et normal des membres du conseil par série, le pouvoir de nomination ne s'exerce plus, et il doit y avoir, à l'heure actuelle, bon nombre de fabriques dans lesquelles les règles de première formation n'ont pas été appliquées depuis 1809. Néanmoins, elles restent en vigueur.

Le système de *nomination* par l'autorité a subsisté également comme on le sait pour le conseil municipal ; mais, à partir de 1831, l'élection a prévalu dans les conseils municipaux.

L'élection des conseillers de fabrique devient, aux périodes de renouvellement, tous les trois ans, le mode normal de formation du conseil de fabrique. Mais cette élection est plutôt une cooptation. Le conseil de fabrique devient électeur, alors que l'évêque et le préfet n'ont plus à exercer le droit de nomination. Et parce que, alternativement, de trois ans en trois ans, c'est la majorité numérique qui sort du conseil ou c'est la minorité, il advient que la minorité exerce, de trois ans en trois ans, le droit d'élection ou de cooptation. Dans une paroisse de 4,999 habitants, c'est-à-dire au dessous de 5,000 âmes, deux conseillers de fabrique sont, tous les trois ans, les seuls électeurs d'un corps administratif important par ses fonctions, important par ses relations avec le conseil municipal, avec les autorités supérieures.

Sans doute, à ces deux électeurs, il faut ajouter les membres de droit, le curé et le maire. Mais le curé peut être nommé de

la veille, avoir pris possession ce jour-là. Le maire peut être absent et ne s'être pas fait remplacer. Deux électeurs peuvent donc être la majorité, suivant les règles ordinaires de formation du conseil et sans intervention soit de la paroisse, soit de l'autorité ecclésiastique ou civile. Dans les paroisses au-dessous de 5,000 habitants, la majorité de deux votants suffit pour nommer trois conseillers. Cons. d'Et. 17 mai 1878.

417. L'élection peut être faite de vive voix, et sans bulletin de vote. Rien ne s'oppose à ce que le citoyen de 21 ans soit élu. Les fonctions de fabricien ne sont pas obligatoires et peuvent être refusées. La parenté est un obstacle pour les fonctions du bureau, jusqu'au degré d'oncle et de neveu, mais non pour la composition du conseil de fabrique. Une condition, celle d'appartenir aux notables, prête à une large interprétation et pourrait, toutefois, servir à écarter un failli, un condamné à la prison, après l'expiration de sa peine. Le domicile électoral, acquis par la résidence et par l'inscription sur la liste électorale, et probablement le domicile municipal, acquis conformément à l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1874, au moyen du payement de l'une des quatre contributions directes, serait suffisant. Mais nul ne pourrait faire partie de deux fabriques à la fois.

Le mandat des fabriciens dure six ans. Ils sont toujours rééligibles. Lorsque l'époque du renouvellement est passée et que, par oubli ou négligence, il n'y a pas eu d'élections, il est encore possible d'y procéder dans les 30 jours, mais, ce délai étant expiré, l'élection appartient à l'évêque, qui n'est jamais complètement dessaisi de son droit, du droit qui lui appartient toujours en principe, et dont il a fait usage au temps de la première formation, art. 8 du décret de 1809 et art. 4 de l'ordonn. du 12 janv. 1825.

Si néanmoins les renouvellements ont été omis pendant un certain laps de temps, de telle sorte que tout le conseil doive être renouvelé, il est plus probable que l'évêque et le préfet ont le droit l'un et l'autre de reconstituer le conseil comme s'il était question d'une première formation, tandis que, pour un renouvellement partiel omis, l'évêque seul pourvoira.

Pour le contentieux des élections, les contestations sont portées devant le ministre des cultes, sauf appel au conseil d'Etat.

418. La fabrique, une fois constituée comme corps.adminis-

tratif, agit comme *pouvoir* administratif, mais n'a pas de *juridiction* administrative : elle est soumise à la juridiction.

Elle fait des actes d'administration, elle administre.

Elle est légalement constituée et légalement chargée, sous la direction de l'évêque, d'un service spécial d'utilité publique qui est défini par l'art. 1^er^ du décret du 30 décembre 1809 : « Veiller à l'entretien et à la conservation des temples, administrer les aumônes et les biens, rentes et perceptions autorisées par les lois et les règlements, les sommes supplémentaires fournies par les communes et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte ; enfin assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles [les fabriques] sont attachées, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir. » Or, l'acte administratif est l'acte d'un fonctionnaire ou d'une autorité agissant dans l'ordre des fonctions qui lui sont attribuées par la loi. Donc, la fabrique agit administrativement en conformité avec la loi civile.

Donc, la fabrique aura à faire juger des contestations qui seront du ressort de la juridiction administrative. Dans ses relations avec les particuliers, elle aura agi comme personne civile et sera justiciable des tribunaux civils, ainsi que les particuliers. Au contraire, dans ses actes d'administration purement intérieure, d'abord, et ensuite, spécialement dans ceux qui sont relatifs au service d'utilité publique dont elle est chargée et qu'elle a accomplis en suivant des règles d'administration publique, elle est soustraite à la juridiction civile judiciaire, elle est justiciable de la juridiction administrative.

Les contestations soulevées sur l'administration intérieure porteront sur l'organisation de la fabrique, les dépenses du culte, le mode d'exécution des fondations de services religieux, les comptes du trésorier, les dispositions d'ordre et de police dans l'intérieur des églises, le déplacement ou la suppression des bancs ou chaises.

La juridiction sera exercée par l'évêque, le préfet, le conseil de préfecture, le ministre des cultes, l'Etat (16).

(16) Les actes d'administration publique peuvent être : — Des *actes réglementaires* : ils ont un caractère de généralité ; ils disposent, en établissant une loi. Les curés peuvent, aussi bien que les maires (mais non la fabrique), procéder, dans la limite de leurs attributions, par voie d'actes réglementaires. La réformation en peut être demandée administrativement au curé lui-même, comme fonctionnaire de qui ils émanent, ou à son supérieur, l'évêque. Le con-

419. La compétence administrative de l'évêque est fondée sur le droit de direction qui appartient à l'évêque pour tout ce qui touche le culte catholique. Ce droit n'est pas conféré, mais reconnu civilement par l'art. 9 des Organiques : « Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et

seil d'État pourrait en connaître, dans les cas d'incompétence ou d'excès de pouvoir. Leur application aux cas particuliers sera de la compétence de la juridiction civile répressive, qui appliquera, qui appréciera la légalité créée par ces actes, qui les interprétera, qui les prendra pour règles de ses jugements : ceci est de droit commun. Mais elle ne pourra ni les réformer, ni les critiquer, ni les tenir pour non avenus. — Des *actes contractuels :* si la fabrique agit comme propriétaire ou créancier, elle forme un contrat civil, soumis au juge de la juridiction civile judiciaire, à raison des obligations contractées ; si elle agit comme autorité chargée de pourvoir à un service public, fait exécuter des travaux publics ou passe des marchés, elle forme un contrat administratif dont l'appréciation est réservée à la juridiction administrative. — Des *actes de tutelle administrative :* la fabrique n'en exerce pas, mais en a besoin pour agir, et elle fait réformer, par voie administrative ou gracieuse, en s'adressant au fonctionnaire lui-même, à l'autorité de qui procède une décision qui lui est défavorable, ou aux supérieurs de ce fonctionnaire dans l'ordre hiérarchique, une décision toujours révocable et sans force de chose jugée. Cette décision ne pourrait être attaquée devant le conseil d'État par voie contentieuse. — Des *actes de pure administration :* ils ont leur source dans le pouvoir discrétionnaire de l'autorité administrative, statuant sur des cas particuliers en l'absence de toute réclamation des intérêts froissés, et de toute réclamation pour un droit violé ou méconnu. L'autorité n'épuise pas son droit par une première décision, qui peut être réformée si elle n'a pas créé un droit pour les tiers. La juridiction *civile* judiciaire ne peut réformer les actes de pure administration ou de tutelle administrative, mais elle les applique dans le jugement des contestations et, s'il y a obscurité ou irrégularité, elle renvoie les parties à se pourvoir devant l'autorité administrative, et elle sursoit. La fabrique pourra faire souvent des actes de pure administration. — Des *décisions administratives* sur recours par voie gracieuse : c'est la voie de pétition. La fabrique peut et doit en faire usage lorsqu'un acte de l'administration, sans violer son droit, préjudicie à ses intérêts. L'autorité à laquelle elle s'adresse apprécie la compatibilité de la concession qui lui est demandée, ou de la rétractation, avec l'intérêt général qu'elle a mission de protéger, mais il n'y a pas de recours au conseil d'Etat, parce qu'il n'y a pas jugement. Nul délai ou retard de la demande n'emporte déchéance. — Des *décisions sur recours par voie contentieuse :* le recours est fondé sur la violation du droit, soumis à un ordre de procédure et à des délais, dont l'expiration entraîne déchéance ; il est suivi d'un véritable jugement. La juridiction est forcée, non volontaire, et il y a obligation de statuer. Les décisions rendues sont déclaratives du droit, tel qu'il résulte soit des contrats intervenus, soit de la loi. L'autorité qui statue par voie gracieuse peut être la même dans certains cas, à laquelle il appartient de statuer par voie contentieuse. Lorsque l'acte administratif émane d'un administrateur qui n'avait pas qualité pour agir, il peut toujours être attaqué par la voie contentieuse, attendu l'incompétence ou l'excès de pouvoir. Quand le pouvoir administratif n'a pas observé les formalités prescrites par la loi afin de permettre aux tiers de réclamer contre une mesure, et qu'il a violé tout droit, ces tiers peuvent procéder au contentieux.

évêques dans les diocèses et sous celle des curés dans leurs paroisses. » Tout ce que l'on pourrait faire sortir de cet article, par voie de conséquence, sur les rapports légaux du sacerdoce avec l'autorité civile, remplirait un volume. La compétence administrative de l'évêque y est formellement constatée.

Parce que les actes de l'autorité diocésaine accomplis dans l'exercice de ses attributions sont des actes administratifs, les tribunaux judiciaires civils doivent appliquer et peuvent interpréter les actes règlementaires et contractuels, ils doivent appliquer, mais sans les interpréter, les actes de tutelle, de pure administration et les décisions rendues par la voie gracieuse; ils ne peuvent ni appliquer ni interpréter, mais faire exécuter les décisions rendues sur recours par voie contentieuse, et ils ne peuvent réformer aucun de ces actes. Ce sont là les principes.

Le recours des actes administratifs de l'évêque s'exerce, en matière ecclésiastique, devant le métropolitain, art. 15 des Organiques, et devant le pape; en matière civile devant le ministre des cultes ou le conseil d'Etat.

Les décisions de l'autorité diocésaine rendues par voie contentieuse appartiennent au pouvoir juridictionnel, les autres au pouvoir discrétionnaire. Celui-ci est quelquefois dénommé juridiction administrative, gracieuse ou volontaire. Il importe de le bien discerner, parce que les actes qui relèvent du pouvoir discrétionnaire, et non les autres, peuvent être réformés par la même autorité, aussi longtemps qu'ils n'ont pas créé un droit en faveur des tiers.

Le recours au sujet de constestations entre la fabrique et le trésorier pour des articles de comptes appartient à la voie contentieuse, au pouvoir juridictionnel, parce qu'il s'agit de statuer sur des droits.

Le pouvoir administratif de l'autorité ecclésiastique doit être protégé, au besoin, par des arrêtés de conflit que prendrait le préfet. Par conséquent, les tribunaux judiciaires civils, même dans les cas où ils ont à faire application des actes émanés du pouvoir administratif ecclésiastique, doivent s'abstenir de prescrire aucune mesure qui soit du ressort du pouvoir administratif ecclésiastique (17).

(17) Les textes incontestables de la légalité qui établissent le pouvoir administratif de l'évêque et ses attributions relativement aux paroisses seront groupés ici utilement :

1° Concordat, art. 9 : « Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le *consentement* du

Les tribunaux civils, même lorsqu'ils jugent au criminel, ne peuvent obliger l'évêque à rendre compte en justice des faits délictueux parvenus à sa connaissance dans l'exercice de sa juridiction spéciale, ou à déposer comme témoin.

gouvernement. — Art. 12. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales et autres, non aliénées, seront remises à la *disposition des évêques.* »

2° Articles Organiqnes : « Art. 44 : Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la *demande* de l'évêque. — Art. 48 : L'évêque se concertera avec le préfet pour *régler* la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. — Art. 69 : Les évêques *rédigeront* les projets de règlements relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. — Art. 73 : Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte sont *acceptées* par l'évêque diocésain. — Art. 75 : Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la *disposition des évêques*, par arrêté du préfet du département. — Art. 77 : Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'*évêque se concertera* avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

3° Décret du 30 décembre 1809 : Art. 18 : « Lorsque l'élection d'un membre du bureau des marguilliers ne sera pas faite à l'époque fixée, il y sera *pourvu par l'évêque.* — Art. 29 : Le curé se conformera aux *règlements de l'évêque* pour tout ce qui concerne le service divin, les prières et les instructions, l'acquittement des charges pieuses imposées par les bienfaiteurs, sauf les réductions qui seraient *faites par l'évêque*, conformément aux règles canoniques, lorsque le défaut de proportion des libéralités et des charges qui en sont la condition l'exigera. — Art. 30 : Le placement des bancs ou chaises dans les églises ne pourra être fait que du *consentement* du curé ou desservant, sauf le *recours à l'évêque.* — Art. 38 : Le nombre de prêtres ou de vicaires habitués à chaque église sera *fixé par l'évêque*, après que les marguilliers en auront délibéré, et que le conseil municipal de la commune aura donné son avis. — Art. 47 : Chaque année, le budget de la fabrique sera envoyé, avec l'état des dépenses de la célébration du culte, *à l'évêque* diocésain, pour avoir sur le tout son *approbation.* — Art. 48 : Dans le cas où les revenus de la fabrique couvriraient les dépenses portées au budget, le budget pourra, sans autres formalités, recevoir sa *pleine et entière exécution.* — Art. 59 : Tout acte contenant des dons ou legs à une fabrique sera remis au trésorier, qui en fera son rapport à la prochaine séance du bureau. Cet acte sera ensuite adressé par le trésorier, avec les observations du bureau à l'archevêque ou évêque diocésain, pour que celui-ci donne sa délibération, s'il convient ou non d'accepter. — Art. 62 : Ne pourront les biens immeubles de l'église être vendus, aliénés, échangés, ni même loués pour un terme plus long que neuf ans, sans une délibération du Conseil, l'*avis* de l'évêque diocésain et notre autorisation. — Art. 73 : Nul cénotaphe, nulles inscriptions, nuls monuments funèbres ou autres, de quelques genres que ce soit, ne pourront être placés dans les églises que sur la *proposition* de l'évêque diocésain et la permission de notre ministre des cultes. — Art. 75 : Tout ce qui concerne les quêtes dans les églises sera *réglé* par l'évêque sur le rapport des marguilliers, sans préjudice des quêtes pour les pauvres, lesquelles devront toujours avoir lieu dans les églises, toutes les fois que les

420. Les règlements de police intérieure ayant pour objet le maintien du bon ordre dans les églises et les cérémonies extérieures du culte, soit qu'ils procèdent de l'évêque ou du curé, sont des règlements administratifs, dont la légalité s'appuie sur le droit de *direction* reconnu par l'art. 9 des Organiques. La publication en est nécessaire, mais s'il s'agissait de *prohibition* in-

bureaux de bienfaisance le jugeront convenable. — Art. 87 : L'évêque pourra *nommer un commissaire* pour assister *en son nom* au compte annuel ; mais si ce commissaire est un autre qu'un grand vicaire, il ne pourra rien ordonner sur le compte, mais seulement dresser procès-verbal sur l'état de la fabrique et sur les fournitures et réparations à faire à l'église. Dans tous les cas, les archevêques et évêques, en cours de visite, ou leurs vicaires généraux pourront se *faire représenter* tous comptes, registres et inventaires, et *vérifier* l'état de la caisse. — Art 90 : Faute par le trésorier de représenter son compte à l'époque fixée, et d'en payer le reliquat, celui qui lui succédera sera tenu de faire, dans le mois au plus tard, les diligences nécessaires pour l'y contraindre, et à son défaut, le procureur impérial, soit d'office, soit sur l'avis qui lui en sera donné par l'un des membres du bureau ou du Conseil, soit sur l'*ordonnance de l'évêque*, rendue en cours de visite, sera tenu de poursuivre le comptable devant le tribunal de première instance, et le fera condamner à payer le reliquat, à faire régler les articles débattus, ou à rendre son compte, s'il ne l'a été, le tout dans un délai qui sera fixé, sinon, et ledit temps passé, à payer provisoirement, au profit de la fabrique, la somme égale à la moitié de la recette ordinaire de l'année précédente, sauf les poursuites ultérieures. — Art. 93 : Dans le cas où les communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique pour les deux premiers chefs (Voir art. 92 et art. 37), le budget de la fabriqne sera porté au conseil municipal, dûment convoqué à cet effet, pour y être délibéré ce qu'il appartiendra. La délibération du conseil municipal devra être adressée au préfet, qui la communiquera à l'évêque diocésain, *pour avoir son avis*. Dans le cas où l'évêque et le préfet seraient d'avis différents, il pourra en être référé, soit par l'un, soit par l'autre, à notre ministre des cultes. — Art. 96 : Si le Conseil municipal est d'avis de demander une réduction sur quelques articles de dépenses de la célébration du culte, et dans le cas où il ne reconnaîtrait pas la nécessité de l'établissement d'un vicaire, sa délibération en portera les motifs. Toutes les pièces seront adressées à l'évêque, *qui prononcera*. — Art. 97 : Dans le cas où l'évêque prononcerait contre l'avis du conseil municipal, ce conseil pourra s'adresser au préfet, et celui-ci enverra, *s'il y a lieu*, toutes les pièces au ministre des cultes, pour être par nous, sur son rapport, statué, en notre conseil d'État, sur ce qu'il appartiendra.

4° Décret du 6 nov. 1813. Art. 23 : « Les archevêques et évêques s'informeront, dans le cours de leurs visites, non seulement de l'état de l'église et du presbytère, mais encore de celui des biens de la cure, afin de *rendre au besoin des ordonnances* à l'effet de poursuivre, soit le précédent titulaire, soit le nouveau. Une expédition de l'ordonnance restera aux mains du trésorier, pour l'exécuter, et une autre expédition sera adressée au procureur impérial, à l'effet de contraindre, en cas de besoin, le trésorier, par les moyens ci-dessus. »

5° Ordonnance du 12 janvier 1825. Art. 4 : « Si, un mois après les époques indiquées, le Conseil de fabrique n'a pas procédé aux élections, l'évêque diocésain *nommera lui-même*. »

dividuelle, la notification suffit. La contravention à ces règlements relève de l'art. 471, Code pén.

Le curé n'exerçant pas la police par lui-même, mais par ses employés, ceux-ci peuvent dresser un rapport qui sera remis, soit au commissaire, au maire ou à l'adjoint, comme officiers de police judiciaire. Le rapport ne fera pas foi en justice, mais il vaut comme dénonciation, et il doit indiquer les témoins capables de déposer sur les faits. La dénonciation pourrait d'ailleurs être faite verbalement.

Le juge civil doit appliquer le règlement de police, sans en examiner la convenance ou l'opportunité ; mais il peut l'interpréter, comme tout décret réglementaire mis en présence des cas particuliers. Il a le droit également d'en vérifier la légalité, c'est-à-dire de s'assurer que le règlement émane d'une autorité compétente, agissant dans le cercle de ses attributions. Les irrégularités de forme ne peuvent être appréciées que par l'autorité administrative, le juge civil de l'ordre judiciaire n'a pas à s'en occuper. Mais la publication ou la notification et l'approbation par l'autorité supérieure ne sont pas de simples irrégularités de forme.

La pénalité de la contravention est celle des tribunaux de simple police. Le *délit* résultant de trouble et outrage est réprimé par la pénalité beaucoup plus rigoureuse des art. 261 et 262 Code pén.

421. Le préfet agit, à l'égard des fabriques, comme agent délégué par le gouvernement pour l'administration générale, comme chef de l'administration active du département, comme tuteur, 1° des administrations communales et de l'administration de la fabrique, en tant qu'elle est assimilée à l'administration communale, 2° des établissements publics. Le préfet statue seul, ou en conseil de préfecture.

Il a déjà été parlé de la tutelle exercée par le préfet et par le conseil de préfecture. Mais le conseil de préfecture est un *tribunal* administratif, dont il devient nécessaire de préciser les attributions contentieuses, en ce qui concerne les fabriques.

Les numéros 1° et 6° de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII donnent compétence au conseil de préfecture sur les difficultés qui pourraient s'élever entre les entrepreneurs des *travaux publics* et l'administration, relativement au sens ou à l'exécution des clauses de leurs marchés; sur les demandes qui seront pré-

sentées par les communautés des villes, bourgs et villages pour être autorisées à plaider.

On reconnaît que la dénomination de *travaux publics* s'applique à tous les travaux des communes ou des établissements publics ayant un caractère d'utilité publique. La forme administrative de l'adjudication ou l'origine des deniers servant à payer les travaux ne suffiraient pas pour prononcer sur la nature des travaux. En conséquence, il a été jugé que des travaux de construction, d'agrandissement ou de restauration d'une église paroissiale avaient le caractère de travaux publics, qui confère au conseil de préfecture la juridiction contentieuse, lorsque l'adjudication des travaux avait été faite par la fabrique et que la fabrique avait payé exclusivement avec ses deniers et les fonds provenant de souscriptions particulières, sans aucun recours à la commune, ni subvention.

L'attribution, faite au conseil de préfecture, de l'autorisation à concéder pour ester en justice n'a rien de contentieux. Il en a été parlé suffisamment déjà.

Mais il importe de signaler l'incompétence du conseil de préfecture pour connaître soit de la gestion des trésoriers de fabrique, soit des contestations élevées entre la fabrique et son trésorier au sujet des comptes. Il est nécessaire de préciser, eu égard surtout à l'art. 1^er^ de l'ordonnance du 15 juillet 1824 et à l'art. 64 de la loi du 18 juillet 1837, qui étendent la compétence des conseils de préfecture aux *comptabilités des communes*, des établissements de bienfaisance, etc., avec appel, non devant le conseil d'État, mais devant la Cour des Comptes. La juridiction compétente est celle de l'autorité diocésaine; Cons. d'Et. 24 juill. 1862.

Les jugements du conseil de préfecture en matière contentieuse sont préparatoires, interlocutoires, définitifs, contradictoires, ou par défaut, comme ceux des tribunaux civils. La constitution d'avoué et la présence d'un avocat ne sont pas nécessaires. L'instruction a lieu par écrit, au moyen de mémoires signés. L'audience est publique.

422. Le conseil d'État peut être appelé à juger comme tribunal de cassation, comme tribunal de premier et dernier ressort, comme tribunal d'appel.

Il est tribunal de cassation, lorsqu'il juge les recours formés pour incompétence ou excès de pouvoir contre toute décision administrative; lorsqu'en matière contentieuse, il juge les

recours pour violation des formes et de la loi, dans les décisions administratives, et en dernier ressort.

Il est tribunal de premier et dernier ressort lorsqu'il connaît des oppositions formées contre les décrets du chef de l'État comme violant un droit particulier, et des demandes en interprétation de ces décrets; lorsqu'il connaît des affaires administratives contentieuses qui, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, doivent être soumises *directement* au conseil d'État; lorsqu'il connaît des actes de pure administration qui n'ont pas été accompagnés des formalités prescrites pour la protection des intérêts privés, ou enfin des recours pour incompétence ou excès de pouvoir dans les décisions administratives non contentieuses.

Il est tribunal d'appel pour les recours contre les décisions administratives en matière contentieuse qui ne sont pas rendues en dernier ressort, telles que celles des ministres, des conseils de préfecture et, en certains cas, des préfets.

Quand le conseil d'État prononce comme tribunal de cassation, il ne peut évoquer le fond du litige. Il ne le peut que s'il juge en appel, conformémeut aux principes généraux.

Sous l'empire de la constitution impériale de 1852, le jugement des conflits appartenait à l'empereur, *en conseil d'État.* La loi du 24 mai 1872 a établi le tribunal spécial des conflits.

423. La procédure des conflits a sa base dans la loi du 15 août 1790 dont le tit. 2, art. 13, dispose en ces termes : « Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives. » L'objet le plus ordinaire du conflit est la défense de l'autorité administrative contre les empiètements de l'autorité judiciaire.

L'autorité administrative chargée d'élever le conflit est toujours le préfet du département dans lequel est situé le tribunal saisi en première instance. Le préfet prend, dans le délai de quinzaine, l'arrêté de conflit, qui a été précédé nécessairement du déclinatoire d'incompétence adressé au procureur de la République.

Le conflit, qui ne peut être élevé en matière criminelle, sera élevé en matière correctionnelle lorsque la répression du délit appartient à l'autorité administrative, ou lorsque le jugement à rendre dépend d'une question préjudicielle dont la connaissance appartient à l'autorité administrative.

Le conflit ne peut être élevé devant les tribunaux de com-

merce, devant la justice de paix, devant la Cour de Cassation.

L'effet de l'arrêté de conflit est d'obliger le tribunal à surseoir à toute procédure jusqu'à décision.

D'après l'art. 3 de l'ordonnance du 1er juin 1828, ne peuvent donner lieu au conflit : 1° le défaut d'autorisation de la part du conseil de préfecture, lorsqu'il s'agit de contestations judiciaires dans lesquelles les communes ou les établissements publics sont parties; 2° le défaut d'accomplissement des formalités à remplir devant l'administration, préalablement aux poursuites judiciaires, telles que le dépôt d'un mémoire de la part des particuliers plaidant contre l'État, le département, la commune.

Il y a également une élévation possible du conflit devant l'autorité administrative. Elle appartient à tous les ministres et consiste en un droit de revendiquer les affaires d'administration pure qui pourraient avoir été portées devant la section du contentieux du conseil d'État.

Le tribunal des conflits statue dans le délai de deux mois. Il confirme l'arrêté de conflit, ou bien il l'annule comme irrégulier en la forme ou comme mal fondé.

Le tribunal des conflits ne juge donc pas au fond. Il ne juge que la procédure.

Appendice : Des Congrégations romaines ; leurs décisions ; leur influence sur la question des relations du sacerdoce avec l'autorité civile.

424. Les auteurs, même ecclésiastiques, tels que Mgr Affre, le vicaire-général Vouriot, le chanoine Téphany, qui se sont occupés des questions de compétence, de procédure, de relations avec l'autorité civile, ont parlé du conseil municipal, du conseil de préfecture, du conseil d'État, en négligeant de dire ou de rappeler que les personnes ecclésiastiques et l'administration des biens relèvent de la *hiérarchie*, et surtout de Rome et de ses tribunaux, c'est-à-dire des Congrégations. L'évêque, le curé, la paroisse, ne vivent pas uniquement sous l'empire des lois civiles, mais agissent ou traitent avec l'autorité civile, en demeurant dans la limite des lois qui les régissent spécialement. Le sacerdoce est rattaché par sa nature et son essence à la hiérarchie, par ses doctrines au centre d'unité.

Les Articles Organiques 58 et 59 mentionnent le métropolitain, et le Concordat est signé par le pape. Nous sommes donc en pleine légalité, en parlant de celui-ci ou de celui-là, du pape

surtout, et de la forme de son intervention dans le gouvernement des diocèses, par le moyen de ses propres tribunaux.

La puissance de l'évêque est la puissance *ordinaire*, dont les attributions sont si bien décrites par le canoniste Berardi (18).

« *Summa episcopalis auctoritas in eo sita est, quod possit episcopus in sua administratione ea omnia gerere quæ nec primatui Pontificis maximi, nec majorum antistitum supra se positorum prærogativis officiant; nec aliorum episcoporum administrationi diœcesanæ detrimentum ingerant, aut diminutionem adferant. Hac significatione passim dici solet, episcopos habere intentionem fundatam in jure communi, quibus scilicet ea omnia liceant quæ aliis reservata non deprehenduntur.* »

Suivant la remarque de Salzano (19), dès les premiers âges, les fonctions de l'évêque furent, d'ailleurs, étendues à l'administration temporelle, et le soin tout particulier témoigné pour les biens ecclésiastiques se manifestait principalement, en cas de vacance du siège, par la désignation d'un évêque *visiteur* ou *intercesseur*, chargé 1° de présider l'élection canonique d'un nouvel évêque et 2° de continuer les relations quant aux biens, à titre intérimaire.

L'archevêque a l'autorité médiate sur les sujets de l'évêque et l'autorité immédiate sur l'évêque lui-même (20).

Et, quant au pape, Soglia s'exprime en ces termes, avec l'appui de toute la tradition : « *Supremum gradum obtinet S. Pontifex, cui primatus potestatis et jurisdictionis supra universam Ecclesiam a Christo Domino traditus fuit* (21). »

Napoléon avait compris de quelle façon les relations du sacerdoce avec l'autorité civile ne peuvent être indépendantes des relations avec le centre d'unité. Dans la note à Mgr Caleppi, datée de Milan, 16 thermidor an V, époque à laquelle il songeait

(18) *Institution esjuris ecclesiastici*, auctore Berardi. Venetiis, 1777, part. 2, lib. 1, tit. 5, p. 28.

(19) Salzano. *Diritto canonico*,t. III, p. 202, 8ª ed., Napoli, 1852. « Siccome il reggimento della Chiesa era commesso nei primi tempi al clero, cosí in Sede vacante a questo si appartenne l'amministrazione dei beni temporali, quale esercitavasi per mezzo di peculiari economi. Tanto fu prescritto dal concilio Calcedonense e seguito della pratica costante di tutta la Chiesa, e quando fu mestieri mandare un vescovo visitatore o interventore per presidere ed assistere alla novella elezione, questo interinamente anche dei beni temporali s'interesso. »

(20) Reiffenstuel, lib. 1, tit. 31, n° 35.

(21) Soglia, *Institutiones juris privati ecclesiastici*, p. 5.

déjà au Concordat, le premier Consul disait (22) : « Le pape, comme chef des fidèles et centre commun de la foi, peut avoir une grande influence sur la conduite que tiendront les prêtres. Il pensera, peut-être, qu'il est digne de sa sagesse, de la plus sainte des religions, de faire une bulle ou un mandement qui ordonne aux prêtres de prêcher obéissance au gouvernement, et de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour consolider la constitution établie. Si cette bulle est conçue dans des termes précis et convenables au grand but qu'elle peut produire, elle sera un grand acheminement vers le bien, et extrêmement avantageuse à la prospérité de la religion. »

Une autre fois, il disait : « Cinquante évêques émigrés, et soldés par l'Angleterre, conduisent aujourd'hui le clergé français. Il faut détruire leur influence ; l'autorité du pape est nécessaire pour cela. Il les destitue ou leur fait donner leur démission. On déclare que, la religion catholique étant celle de la majorité des Français, on doit en organiser l'exercice. Le premier Consul nomme cent évêques, le pape les institue ; ils nomment les curés, l'État les salarie. Ils prêtent serment (23). » Le premier Consul ne voulait pas laisser dévier une direction du clergé, qu'il trouvait dangereuse aux mains de l'Angleterre, et qu'il eût toujours trouvée dangereuse en d'autres mains que celle du pape.

425. Mais le pape ne gouverne pas exclusivement par lui-même. Il appelle à son aide les Congrégations instituées par lui. Les décisions de ces Congrégations sont nombreuses et forment des collections importantes. Le nombre s'en accroît chaque jour.

Cependant, il n'est pas un jurisconsulte de France qui les connaisse, pas un prêtre français, docteur ès lois, qui ait songé à les recueillir pour les coordonner avec le droit français et préciser les relations de principe ou les relations d'application quotidienne de ce droit pontifical avec notre droit actuel civil et administratif. De Héricourt est mort, et il n'a pas fait école (V. *supr.*, p. 353, n° 373).

426. Les papes des premiers siècles dirimaient toutes les controverses et jugeaient toutes les causes par eux-mêmes, en-

(22) *Correspondance*, t. III, n° 2068.
(23) *Mémoires sur le Consulat.*

vironnés de leurs conseillers ordinaires, *in suo presbyterio vel consistorio*. Mais le nombre des affaires qui leur étaient soumises s'étant chaque jour accrû, ils instituèrent les auditeurs de Rote d'abord, puis les Congrégations (24).

Les membres de la Rote furent érigés en « chapelle particulière du palais, » ou en d'autres termes, en collège. Ils connaissaient des causes non majeures ; ils faisaient leurs rapports à tour de rôle, selon l'ordre de service. De là, pour le tribunal, le nom de Rote, et pour eux celui d'auditeurs du sacré palais.

L'institution grandissante devint un tribunal *extra palatium*, en dehors du palais, et fut la sacrée Rote. Les juges prononcent comme délégués du souverain Pontife, à la majorité des voix. La procédure est écrite. Huit auditeurs sont Italiens, deux Espagnols, un Français, un Allemand (25). Le prononcé se fonde sur la loi. Les jugements d'équité ne sont pas admis. La sentence a une grande autorité, mais n'est pas réputée sentence papale (26).

Les motifs qui avaient fait établir la Rote firent instituer les Congrégations, dont la compétence fut déterminée pour chacune au temps où elles furent érigées, ou postérieurement. Les attributions de la Rote s'en trouvèrent diminuées.

Les canonistes discutent la question de l'autorité qui appartient aux décisions des Congrégations, et c'est principalement en discutant l'autorité qui appartient à la Congrégation du concile qu'ils ont éclairci la question et donné aux opinions leur formule. Ils regardent, d'abord, avec S. Liguori, comme hors de doute 1° que la déclaration de l'une ou l'autre des Congrégations n'a d'autres limites géographiques que celle du monde, et 2° qu'elle fait loi pour le cas particulier visé par elle (27). En outre, si la déclaration est confirmée expressément par l'autorité pontificale, elle devient une loi perpétuelle obligeant toute l'Eglise (28).

Ceci posé, trois opinions partagent les DD. (les docteurs). — Première opinion : elle est négative et s'appuie 1° sur les termes employés par la Congrégation : *censuit*, *censemus*, 2° sur le défaut de promulgation authentique, 3° sur la discordance

(24) Thomassin, *De vet. et nov. Eccles. discipl.*, lib, II, c. 101.
(25) De Luca, *De rel. cur.*, part. 2, disc. 32.
(26) Ferrari, *Summa Instit. canonic.*, t. II, n° 916. — Cf. Schmalzgrueber, *Jus eccles. dissert. proem.*, n° 384.
(27) Liguori, lib. I, n° 106, q. 2.
(28) Salmanticenses, ap. Liguor., ib.

que l'on croit trouver entre quelques décisions rendues. Le nom du pape ne serait rapporté qu'en qualité de président-né de la Congrégation, sans communiquer à la décision rendue son autorité. — Deuxième opinion : elle est affirmative et soutient que : 1° la décision, pourvu que l'authenticité n'en soit pas douteuse, est réputée décision *immédiate* du Saint-Siège, d'après l'axiome de droit : celui qui agit par autrui est réputé agir lui-même, *qui facit per alium, est perinde ac si faciat per seipsum ;* 2° la déclaration formulée par la bulle *Immensa* est positive, non douteuse. Cette bulle *Immensa æterni* est de Sixte V, sous la date de 1589. La Congrégation du concile avait été fondée en 1564 par Pie IV, pour assurer l'observation des décrets du concile de Trente. C'était, si l'on peut parler ainsi, une « Congrégation de gouvernement », plus encore qu'un tribunal. S. Pie V lui concéda la faculté de mettre fin à toutes les causes et controverses occasionnées par l'interprétation du concile de Trente. La bulle *Immensa*, venant ensuite, s'exprime dans les termes suivants : « *Habeat itidem Congregatio auctoritatem promovendi reformationem cleri et populi, nedum in Urbe et Statu ecclesiastico temporali, sed etiam in universo christiano orbe, in iis quæ pertinent ad divinum cultum propagandum, devotionem excitandam et mores christiani populi ad præscriptum ejusdem concilii componendos.* » Les DD. ajoutent que la promulgation en forme authentique n'est pas nécessaire, parce qu'il n'y a pas loi nouvelle, la loi étant celle du concile de Trente (29). — Troisième opinion : elle distingue entre les décisions *compréhensives* et *extensives*. Les premières ne s'éloignent pas des termes du concile pris dans leur signification propre; elles sont obligatoires, avec effet rétroactif. Les autres, qui ne résultent pas de la signification propre, ont besoin de la confirmation expresse du pape et de la promulgation. Mais les DD. considèrent comme promulgation suffisante l'authenticité. La signature du cardinal-préfet de la Congrégation, avec celle du secrétaire et le sceau de la Congrégation, confère l'authenticité aux résolutions et sentences, et leur donne force légale *devant les tribunaux et magistrats* inférieurs qui doivent ajouter foi aux résolutions présentées sous cette forme authentique.

La controverse serait la même pour les autres Congrégations. L'uniformité des décisions sur un même point forme ce

(29) Les DD. partisans de cette opinion reconnaissent que deux décisions rendues ont été changées par la suite.

qu'on appelle le *style* et la *pratique* de la Cour de Rome. Le style et la pratique font le droit.

Il n'y a pas d'appel des Congrégations au pape.

Trois cardinaux sont nécessaires pour toute délibération, parce que la Congrégation délibère en qualité de collège, et qu'il n'y a pas de collège au-dessous de ce nombre.

427. Les Congrégations romaines sont au nombre de douze, savoir : les Congrégations, 1° Consistoriale, 2° de l'Inquisition, 3° de l'Index, 4° du concile de Trente, 5° des Evêques et Réguliers, 6° des Rites, 7° de l'Immunité ecclésiastique, 8° des Indulgences et reliques, 9° de la Propagande, 10° des Études, 11° de l'Examen des évêques, 12° de la Résidence épiscopale. A la Congrégation du concile s'adjoignent deux sections, celle de l'examen des comptes rendus par les évêques sur l'administration de leur diocèse et celle de la révision des conciles provinciaux, dite *il Concilietto*. A la Congrégation des Réguliers, s'adjoignent deux sections, celle de la discipline régulière et celle de l'état régulier, *de statu regularium*.

La seule Congrégation du Saint-Office ou de l'Inquisition n'a pas de cardinal-préfet, parce que le pape s'en réserve la préfecture ; mais elle a, par suite de cette circonstance, un cardinal secrétaire, tandis que les autres ont pour secrétaire un prélat inférieur. Toutes les Congrégations, excepté celle du Concile, ont des consulteurs.

Ces Congrégations jouissent de la puissance ordinaire : elles sont constituées *in perpetuum* et ne perdent pas leur pouvoir à la mort du pape, ou durant la vacance du siège. Les pièces écrites qu'il s'agit de produire s'adressent directement à la personne du pape et commencent par les mots : *Beatissime Pater*, attendu que les Congrégations sont investies de la puissance apostolique : *Hæc potestas est Apostolica, quia est potestas papæ* (30).

Les affaires contentieuses doivent être remises entre les mains d'un procureur, approuvé *ad postulandum in Urbe*. Pour toutes les autres, un *agent* suffit, quel qu'il soit, et non pas exclusivement les agences romaines établies dans la ville, dont le ministère est facultatif.

Lorsqu'un cardinal est chargé de faire le rapport, il est désigné sous le nom de cardinal *ponent*.

(30) Ferrari, n° 917.

Les expressions : *Et amplius*, à la fin d'une décision, signifient qu'il n'y a plus lieu de revenir sur le même sujet qui, ordinairement, aura déjà amené des décisions semblables. Ces mots sont l'abrégé de : *Et amplius causa non proponatur*. Même signification pour ces termes : *Et non concedatur*, qui interdisent d'introduire à nouveau la même proposition.

428. La congrégation du Consistoire prépare toutes les affaires dites consistoriales, celles du consistoire ordinaire ou secret, auquel sont seuls présents les cardinaux, ou celles du Consistoire extraordinaire, public, solennel, dans lequel sont traitées les causes graves de l'Église ou conférés les bénéfices d'un ordre plus élevé, dits consistoriaux. Cette Congrégation connaît de toute cause d'érection des nouvelles églises.

La Congrégation de l'Inquisition ou du Saint-Office s'occupe du contentieux criminel dans les matières de foi. Les premiers empereurs chrétiens ont devancé l'Eglise dans l'exercice de ce contentieux, *que leurs lois ont créé*. Les princes les ont imités plus tard dans les divers États, et ils ont employé le bras séculier contre les dissidents. La procédure comporte : 1° une Congrégation préparatoire tenue, chaque lundi, au palais du Saint-Office près le Vatican, 2° une autre, tenue à un jour de mercredi, au couvent de la Minerve, 3° la Congrégation définitive, en présence du pape, au palais du Vatican. Les attributions sont définies par la bulle *Immensa*, et se résument dans les pouvoirs suivants : Rechercher, citer, procéder, porter une sentence, et définir, dans toutes les causes qui sentent l'hérésie manifeste, le schisme, l'apostasie, la magie, le sortilège, l'abus des sacrements, non seulement dans la ville de Rome et les États pontificaux, mais par toute la terre, en la personne des patriarches, des archevêques, évêques, personnes inférieures, et même des inquisiteurs.

429. La Congrégation de l'Index et ses fonctions sont bien connues. Les effets de la condamnation des livres sont énumérés dans la formule habituelle de condamnation : *Nemo cuiuscumque gradus et conditionis prædicta opera damnata atque proscripta, quocumque loco et quocumque idiomate aut in posterum edere aut edita legere vel retinere audeat, sed locorum Ordinariis aut hereticæ pravitatis inquisitoribus ea tradere teneatur*... La Congrégation ne prononce pas avec le privilège de l'infaillibilité ; l'inerrance ne lui appartient pas.

Pie IV, dans sa Constitution *Dominici*, de l'an 1564, a formulé les *règles* de l'Index, dont la première est celle-ci : Tout livre antérieur à 1515, condamné par les Pontifes ou par les conciles, et non expressément mentionné dans l'Index, demeure condamné en la même forme et manière qu'en la condamnation primitive, sans qu'il y ait besoin de sentence nouvelle.

430. La congrégation du Concile, dont il a été parlé déjà, partage avec la Rote le jugement des causes matrimoniales et de nullité des vœux. Tout ce qui appartient au droit établi par le Concile de Trente ou confirmé par le Concile de Trente, et, *indirectement*, le droit antérieur au Concile, peut lui être déféré. La Congrégation prononce, comme Cour suprême de l'Église universelle, sur la discipline et les mœurs, et définit ce qui est accompli ou serait accompli légitimement ou en sens inverse. Elle reçoit les appels de toutes les sentences et décrets des Ordinaires, en matière de juridiction, de discipline, d'obligations des clercs, de peines ecclésiastiques, de censures, de délivrance ou exécution des legs, de statuts synodaux et capitulaires, de charges imposées pour fondations de messes, de toutes charges imposées par sentence du juge ou extrajudiciairement, de toute affaire dans laquelle une règle posée par le Concile de Trente est appliquée ou niée, de tout appel, en concours avec l'archevêque, ou en première instance, de toute cause quelconque en concours avec un juge ecclésiastique quelconque.

La Congrégation suit deux ordres de procédure : elle observe toutes les formalités légales, lorsque le procureur a écrit dans les pièces déposées : *Nil transeat ;* dans le cas contraire, et du consentement des parties, elle juge en équité. La procédure est donc poursuivie *juris ordine servato*, ou bien *ex æquo et bono*.

L'une des formalités importantes est la *citatio ad concordandum dubium*, la citation des parties adverses pour établir le doute. Après la reconnaissance des pouvoirs donnés, et en règle, le dépôt des pièces et la communication, il s'agit de tomber d'accord sur le point précis qui est contesté et qui reste à débattre au point de vue du droit. C'est là ce qu'on appelle le *doute* et la Congrégation prononcera sur le doute, en répondant *ad dubium primum, ad dubium secundum*. Si les adversaires ne peuvent contradictoirement s'entendre sur la formule du doute, le secrétaire de la Congrégation l'établit d'office, sur le vu des

pièces, et les parties entendues, en réservant le droit de la Congrégation, à qui il appartient de modifier et réformer le doute. Si l'une des parties fait défaut après la citation pour établir le doute, il est rédigé en son absence et lui est notifié (31).

431. La Congrégation des Évêques fut instituée par Grégoire XIII, celle des Réguliers par Sixte-Quint, qui ensuite réunit les deux, pour n'en faire qu'une. Elle juge les différends entre évêques et réguliers, entre réguliers seuls. Pourvu que la question à dirimer ne soit pas par quelque côté une interprétation du Concile de Trente, la Congrégation des Evêques et des Réguliers décide de tout ce qui est relatif aux visiteurs, envoyés dans les maisons des réguliers, et aux vicaires apostoliques, envoyés dans les diocèses dont les titulaires ne peuvent remplir leurs fonctions. Elle connaît de la validité des vœux, de la sécularisation, des appels, pour les causes criminelles qui lui reviennent en conformité avec son titre. De Luca l'a qualifiée l'une des plus accablées par la multitude des affaires. Il a été parlé plus haut des deux sections annexes qui lui sont rattachées.

La section *de Statu regularium* est celle qui, à des dates récentes, a prescrit, pour les Réguliers, la discipline sur l'admission des novices, les lettres testimoniales à obtenir de l'évêque, les épreuves préparatoires à la prise d'habit, et, enfin, les vœux simples après la probation, ne devant être suivis des

(31) Le jour où les tribunaux français voudront faire à la procédure du droit canon un emprunt utile, ils pourront songer à celui-là. En France, le demandeur pose ses conclusions et les développe ; le défendeur en fait autant, tandis que le juge souvent n'écoute ni l'un ni l'autre et se pose en Salomon, pour baser sa sentence sur des conclusions qu'il formule intérieurement et qui n'ont pas été débattues au procès. Comme l'auditeur d'un sermon, qui refait au-dedans de lui-même, phrase par phrase, un sermon tout différent, tandis que l'on prêche, et qui triomphe intérieurement, en disant à part lui : « Mon bonhomme, tu n'y es pas; si j'étais croyant et surtout prédicateur, je procéderais d'autre sorte ; tu vois bien que tu ne fais qu'ennuyer tes auditeurs qui bâillent ; » ainsi fait le juge, tandis qu'il trace au crayon la silhouette de l'avocat sur le papier destiné à prendre ses notes. Lorsqu'en France, le juge voudra faire connaître ses conclusions après les débats et production de pièces, c'est-à-dire établir le *doute,* en le rectifiant s'il y a lieu, ce qui est son droit, *jus agendi ad dubii reformationem*, puis, sur le doute rectifié, permettra, non plus de nouveaux débats, mais pour le moins, des observations sommaires, la justice et l'équité auront beaucoup gagné. Les plaideurs auront obtenu une garantie de plus, car il sera moins laissé au hasard, et les hasards judiciaires entreront pour une part fort atténuée dans les calculs des *hommes d'affaires*. Ceci soit dit en passant.

vœux solennels qu'au bout de trois années. C'est un deuxième noviciat avant les vœux solennels. Le pontificat de Pie IX a été un pontificat réformateur pour les ordres religieux. Il s'est appuyé sur les congrégations.

432. La Congrégation des Rites surveille dans le monde entier l'accomplissement de la liturgie, de l'office divin, du culte, des cérémonies. Elle a dans ses attributions la correction des livres ritualistes, la célébration des fêtes, et les canonisations. Le premier et le second maître des cérémonies pontificales, le promoteur de la foi, le protonotaire apostolique, le maître du sacré palais, le sacriste du pape, les prieurs des Dominicains et des Augustins et d'autres prélats ou consulteurs nombreux dans les causes spéciales de la canonisation en font partie. Ses décrets obligent sans la promulgation formelle ; ils sont généraux, adressés à tout l'univers catholique expressément, *urbi et orbi*, ou équivalemment, *æquivalenter*, à moins qu'ils ne résolvent un doute particulier, sur un privilège quelconque.

La Congrégation dela Juridiction et de l'Immunité ecclésiastique, fondée par Urbain VIII, compte, parmi ses membres nécessaires, un auditeur de Rote, un prélat camérier, un avocat fiscal. Son nom indique suffisamment ses fonctions.

La Congrégation des Indulgences et des Reliques date de Clément IX. Elle exerce principalement sa vigilance pour le discernement des reliques authentiques et contre la diffusion des indulgences apocryphes.

La Congrégation de la Propagande pourvoit aux missions. Pie IX en a formé deux sections, l'une pour le rite latin, l'autre pour les rites orientaux.

La Congrégation des Études étend sa juridiction sur les universités et sur tous les établissements d'instruction catholiques dans le monde entier.

La Congrégation de l'Examen des évêques comprend, outre les cardinaux, des professeurs de droit canon et de théologie.

La Congrégation de la Résidence épiscopale a été créée par Urbain VIII.

Les *tribunaux* sont différents des Congrégations. Celui de la Pénitencerie exerce son office pour le for interne; celui de la Chancellerie est un tribunal de grâces pour l'expédition des provisions consistoriales, nommant les évêques, les abbés et autres; la Daterie prépare les affaires quotidiennes à soumettre au Souverain Pontife, pour la réponse aux suppliques, demandes de grâces et faveurs, ou de dispenses. Dans ce dernier cas, il est fixé une *componende* ou somme d'argent à verser, dont le montant est employé en œuvres pieuses.

Il est indubitable que si l'on ne tient pas compte de toute cette organisation, de ces rapports quotidiens du sacerdoce avec le centre de l'unité, de ces décisions multiples fondées sur une jurisprudence particulière, et continuant cette jurisprudence, de ce contrôle incessant, de cette direction donnée, à laquelle, pour l'âge contemporain, les chemins de fer et le télégraphe apportent plus d'activité et de continuité, on aura omis les causes les plus certaines qui modifient ou peuvent modifier les relations légales du sacerdoce avec l'autorité civile.

Synthèse de principes.

433. L'évêque est, en vertu du droit canon et de la discipline ecclésiastique, administrateur des biens de l'Eglise. Le curé, son coopérateur, est administrateur au même titre. Le conseil de fabrique est un corps administratif, composé des coopérateurs du curé et de l'évêque, en qui est renfermé le pouvoir administratif éminent.

L'Eglise se suffit à elle-même. Elle est organisée, quant à l'administration des biens, d'une manière conforme au principe de sa hiérarchie.

Attendu, cependant, le caractère des biens de l'Eglise, leur nature civile, leurs relations juridiques avec les biens civils, et, par voie de conséquence, leurs relations administratives avec les personnes civiles qui régissent administrativement et civilement la société, dont la masse des biens comprend les biens de l'Église avec tous autres, le droit civil nouveau, en réglant sa marche avec uniformité, a statué sur les biens de l'Église, qu'il a assimilés à ceux des communes.

La loi civile reconnaît le principe de l'évêque administrateur; elle l'admet partiellement. Mais, se trouvant en face d'un simple

administrateur, incapable de revendiquer, même au point de vue canonique, un autre titre que celui-là (et il en est de même pour le curé), elle l'a subordonné comme tel, parce que son principe n'est pas la dualité, mais l'unité.

C'est le droit public qui a entraîné cette subordination, à laquelle prédisposait le droit canonique d'après son principe sur la propriété ecclésiastique et sur les pouvoirs de l'évêque quant aux biens.

Il y a un mode ecclésiastique d'acquérir et de posséder, dont il a été parlé au tome Ier, p. 320-323, 335-337, 361, 365, qui aboutit, sous nos yeux, à des conséquences légales et juridiques, sous l'influence du droit civil moderne, c'est-à-dire en s'imprégnant de droit civil moderne. La *théorie mixte du droit sur la matière* était élaborée depuis longtemps.

Il ne restait, dès lors, qu'à organiser les compétences. Nous avons montré comment et de quelle sorte la compétence a été réglementée. Nous avons dit quels en sont les rouages et par quelles initiatives ils sont mis en mouvement.

Nous avons rappelé l'existence des Congrégations romaines et des tribunaux romains, qui ne peuvent être passés sous silence, lorsqu'il s'agit de l'organisation des rapports du sacerdoce avec l'autorité civile.

Il nous semblera que nous avons surtout expliqué le sens de cette organisation et de la loi. Nous croyons en avoir fait saisir l'*esprit*, par dessus tout. De même que Ihering a donné pour titre à son livre : *L'esprit du droit romain*, nous aurions pu donner pour titres à quelques-uns de nos chapitres : *De l'esprit du droit ecclésiastique* manifesté dans les rapports du sacerdoce (32).

(32) Tout le droit antérieur au concile de Trente et tout le droit nouveau devant être ramenés à la *norme* du concile par la S. Congrégation du Concile, les décisions de cette Congrégation sont, en quelque sorte, aujourd'hui tout le droit. Elles forment 58 vol. in-f° manuscrits peu accessibles. De 1839 à 1846, on les a imprimées en 106 vol. in-4°, *qui ne sont pas dans le commerce.* Mgr Verga, secrétaire de la Congrégation, a repris cette publication pour la continuer. Le chevalier Melandri, directeur de la librairie de la Propagande, fournit les nouveaux vol. *franco* au prix de 20 fr. l'un.

CINQUIÈME PARTIE

LE MONDE EN FORMATION OU LE MONDE NOUVEAU

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE PROBLÈME CONTEMPORAIN CONCERNANT LES RAPPORTS DU SACERDOCE. — GÉNÉRALITÉS DE PRINCIPES ET GÉNÉRALITÉS JURIDIQUES.

434. Le vingtième siècle est proche. Le Monde ancien a vécu ; le Monde du moyen âge et le Monde moderne ont vécu. Un autre âge arrive.

Lorsque le dix-neuvième siècle commence, Lamennais donne un nom au malaise, ou à la situation de ses contemporains, c'est l'*indifférence*.

La situation a changé. Ce n'est plus en présence d'un *malaise* que les générations présentes se trouvent et attendent le diagnostic ; c'est en présence d'un *besoin*, le besoin d'édifier, d'organiser, de bâtir le Monde nouveau, lequel succède au Monde moderne.

C'est là une première généralité de principe.

Nous disons qu'il succède, et non pas qu'il remplace. Car l'humanité n'a pas coutume de faire table rase du passé, et ne peut faire table rase du passé. Toute construction solide repose sur des fondements qui l'ont précédée.

Le Monde ancien grec succède au Monde oriental et à l'Egypte, en gardant divers éléments de l'Égypte et de l'Orient pour construire l'édifice de sa civilisation propre. Le Monde ancien romain succède de la même façon au monde grec, sans le répudier, mais en se l'appropriant dans une certaine et notable mesure. Le Monde romain persiste sous le Monde des invasions et le Monde du moyen âge. Le moyen âge revit en partie dans le

Monde moderne. Et le Monde moderne ne disparaîtra pas tout entier devant le Monde en formation, devant le Monde nouveau.

Deuxième généralité de principe.

Notre besoin de bâtir et d'édifier est impérieux, et l'heure en est venue.

Les générations des Hébreux contemporains de la sortie d'Égypte n'entrèrent pas dans la Terre promise. Pendant quarante ans, elles furent errantes dans le désert. Nul de ceux qui avaient vécu dans la terre de Gessen ne pénétra dans le pays du Jourdain. Il était nécessaire qu'il en fût ainsi, car il faut que les représentants d'un autre âge disparaissent pour que l'évolution humanitaire s'accomplisse sans obstacle.

Troisième généralité de principe, dont suit l'application :

Les générations contemporaines de la Révolution française ont erré à travers l'Europe. Le temps a ensuite accompli son œuvre. Ce sont les enfants des fils qui doivent bâtir, s'il se peut, un édifice social durable. Jusqu'ici, l'on n'a su qu'élever des abris provisoires.

La France a vécu sous les tentes de la Restauration, de la monarchie de Juillet, de la République de 1848, puis du second Empire. Elle attend le vingtième siècle. Nos pères sont morts!

435. Le plus souvent, ceux qui accomplissent une évolution humanitaire ne savent pas ce qu'ils font. Leur jugement, troublé par des préoccupations personnelles, ne discerne pas.

Quatrième généralité de principe, dont l'application historique et l'application contemporaine suivent :

Ceux qui fondèrent le régime municipal, pour sauver, pour affermir la société, quand de toutes parts l'empire romain craquait et tombait en ruine, avaient-ils l'idée nette du régime municipal? non.

Ceux qui firent la féodalité, savaient-ils qu'ils établissaient la féodalité? Non, assurément.

Au milieu des nuages de poussière, suite d'un grand effondrement, Lamennais crie à ses contemporains qu'il n'a vu en eux que des démolisseurs apportant un mal nouveau, l'indifférence.

La poussière est retombée. Les décombres, système féodal, noblesse, privilèges, sont déblayés. Le droit public nouveau n'a

pas attendu pour jeter des fondements. Peut-être, on pourrait déjà découvrir le plan de ce qui se construit :

C'est le vingtième siècle qui se construit.

Quel sera-t-il ?

Examinons six généralités de conduite à l'égard du sacerdoce, qui sont aussi des généralités de principes :

a) Supprimerons-nous le Sacerdoce ? Supprimerons-nous l'Église ? Supprimerons-nous Dieu ? Il en a été question. On en a parlé. Mais Dieu a la vie dure, l'Église aussi, et le Sacerdoce également.

On ne vient même pas à bout aisément des Jésuites, qui ne sont pas l'institution du sacerdoce.

b) Tournerons-nous le dos au Sacerdoce, à l'Église et à Dieu, pour ne plus les voir, et n'avoir pas à nous en occuper ? C'est encore une idée mise en avant. Mais il y a une difficulté. Comment tourner le dos à ce qui est partout, à droite, à gauche, en face, par ici, par là, en un mot, partout ?

Il fallait discuter l'Église avant qu'elle fût, le Sacerdoce avant qu'il prît naissance, et Dieu avant qu'il fût trouvé au fond de la conscience humaine.

Tourner le dos, devient une impossibilité et un non-sens.

c) Recourir à la force pour faire des confesseurs de la foi, que l'on retient dans les prisons, et bientôt après des martyrs, cela s'est vu au temps de la Commune de Paris et n'a pas le mérite de la nouveauté.

L'histoire démontre que ce n'est pas une solution, mais le contraire d'une solution (1), la persécution étant le plus efficace des moyens de propagande.

d) En sens opposé, soumettre l'État à l'Église, ou, comme disaient nos ancêtres, les couronnes à la tiare et à la mitre ;

(1) De Pressensé, dans la *Rev. polit. et litt.* (22 avril 1882) : « Le plus puissant homme d'État de l'époque (Bismark) est obligé de reconnaître qu'il n'a pu avoir raison du catholicisme, après avoir voulu l'écraser par une législation d'exception qui dépasse de beaucoup, quoi qu'on en ait dit, nos lois de germinal an X. C'est ainsi que tout ce que l'État fait de trop contre l'Église catholique se retourne contre lui. Il n'y a pas de moyen plus sûr de la fortifier ; les violences, aussi bien que les taquineries mesquines, lui profitent... »

soumettre la force temporelle à ce qui est la faiblesse temporelle, a pu se réaliser, et s'est réalisé, mais sera toujours, en soi, fort difficile. Historiquement, la démonstration est faite également sur ce point, et les gouvernements paraissent fort peu disposés à recommencer l'essai, c'est-à-dire à le permettre.

D'autre part, ceux-là même qui, parmi nous, font l'éloge de cette solution, la présentent comme *un idéal*, dont nous ne sommes plus dignes (2), disent-ils, parce que la foi des anciens jours a diminué parmi les hommes (3).

L'idéal, c'est l'idéal. Ce n'est pas la solution pratique.

e) Il reste donc à faire vivre l'un à côté de l'autre le sacerdoce et l'autorité civile. Mais dans quelles conditions? Harmoniquement, s'il se peut.

C'est la réponse de Liberatore qui, 1° « n'admet pas la séparation même *uniquement pratique* de l'Église et de l'État, parce « que c'est une désastreuse incohérence fondée sur le divorce « de la théorie et de la pratique, des dispositions de l'homme « et des plans de Dieu; » qui, 2° « soutient comme nécessaire « l'*harmonie* entre l'Église et l'État (4). »

Mais c'est, précisément, cette question de l'*harmonie* qui est difficile, avouons-le, lorsqu'on ne supprime pas le Sacerdoce; lorsqu'on ne tourne pas le dos au Sacerdoce pour l'ignorer; lorsqu'on n'emploie pas la force contre le Sacerdoce; lorsqu'on ne subordonne pas l'État au Sacerdoce.

f) Le problème a, d'ailleurs, ceci de remarquable qu'il n'est pas identique dans ses données positives, pour tous les âges.

Nos faits contemporains, nos discussions du présent ne le posent pas sous le même aspect qu'envisageaient nos pères.

Aussi, quelques-uns ont jugé commode de nier, non pas que

(2) Cf. Jules Morel, *Somme contre le catholicisme libéral.* — Le même, p. 13, t. Ier : « Le pape ne demande pas la restitution du pouvoir ancien; il ne l'obtiendrait que de la conversion spontanée des esprits; il se contente de moins. »

(3) Cf. Emile Ollivier, *l'Église et l'État au concile du Vatican*, t. II, p. 487 : « A une société dont la partie agissante est inclinée à l'incrédulité, on propose *comme idéal* le rétablissement de l'inquisition et des bûchers. »

(4) R. P. Liberatore, *l'Église et l'État dans leurs rapports mutuels*, trad. p. 19. — Le même ajoute, dans les lignes suivantes, que l'harmonie ne viendra que de la *subordination* de la société inférieure, c'est-à-dire temporelle. C'est ce que l'on n'examine pas ici, présentement. Nous ne retenons que la théorie d'harmonie.

le problème existe et qu'il y ait problème, mais qu'il y ait sagesse, ou du moins opportunité à s'en occuper et à le déterminer sous ses aspects variables.

Ces derniers venus ne prétendent pas *ignorer pratiquement*. Ils n'imitent pas ceux qui tournent le dos afin, disent-ils, de ne pas voir. Ils aperçoivent, au contraire, nettement le Sacerdoce et l'Église, mais ils *s'abstiennent*.

Ce sont les six généralités de conduite pratique.

436. L'abstention, sans doute, a l'avantage de n'être pas une négation systématique et contre toute évidence. Elle est plus loyale et peut tenter les esprits modérés. Or, notre progrès social s'est effectué en amenant dans les esprits, en matière religieuse, non pas l'indifférence, mais la modération.

Voici le raisonnement des modérés :

Deux faits existent simultanément, le Sacerdoce et l'autorité civile ; au lieu de tourner le dos à l'un des deux, nous sommes *spectateurs*, peut-être même spectateurs payants, tant d'une part que de l'autre, mais sans récrimination aucune, et *cela nous suffit* (5).

Ce qui suffit à tel ou tel particulier, ou ce qu'il déclare lui suffire est-il suffisant d'une manière absolue ?

Rappelons quelques principes, à l'aide desquels nous entrons en pleine thèse juridique.

Aucune société ne peut subsister sans lois : Voilà ce dont les anciens sont, premièrement, demeurés d'accord. C'est seulement de nos jours qu'il s'est trouvé des théoriciens de l'anarchie : nous n'en tenons pas compte.

(5) L'abstention peut aussi prendre la forme d'une systématisation dans cette formule, qui est une citation textuelle :

« Une religion est le résultat de l'esprit mystique d'une société à une époque donnée de son évolution historique. Il n'est pas en elle de se transformer en un cadre mobile où trouverait place la société nouvelle, née des ruines de l'ancienne. Les choses qui sont l'expression d'un état social disparu disparaissent avec lui ou ne restent que comme les monuments, imposants peut-être, mais à coup sûr inféconds et déserts de ce qui fut autrefois. Si donc le temple protestant et l'église catholique se dépeuplent davantage chaque jour, ce n'est pas aux religions qu'il faut s'en prendre. Elles sont ce qu'elles sont et n'en peuvent mais. Les cœurs qu'elles n'ont plus le don d'échauffer et d'émouvoir resteront dans leur indifférence ou dans leur doute jusqu'à ce que de leurs profondeurs mystiques, jaillisse, un jour, un verbe nouveau, une croyance née d'eux et où ils se reconnaissent, si toutefois la science et la raison n'ont pas à jamais détruit en eux cette puissance créatrice et vraiment divine d'objectiver leur idéal. »

Première généralité juridique.

Les lois,ajoutaient les anciens,sont impuissantes sans la morale. La morale reçoit son plus ferme appui de la religion. Il n'y a point de religion sans la piété, qui est un fait interne, et sans le culte public, qui est un fait externe. Il n'y a point de culte sans ministres de ce culte, c'est-à-dire sans un sacerdoce.

C'est encore ce que toute l'antiquité proclame.

Deuxième généralité juridique.

Les vertus publiques, qui forment les mœurs publiques, les vertus privées, qui forment les mœurs privées, sont placées sous la sauvegarde du sacerdoce : le dévouement envers la patrie, la piété filiale, l'observation du serment, la foi des traités, le respect des droits et des propriétés d'autrui s'affaiblissent s'il est affaibli. Telle est la formule antique.

Troisième généralité juridique.

De là vient, dans l'antiquité, la vengeance commune contre les profanations, la punition publique atteignant ceux qui en sont les auteurs. Nous parlons ici de l'antiquité païenne.

D'autres temps sont venus ensuite. Après cette parole : Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu, une révolution s'est accomplie. Deux puissances, jusqu'alors confondues, ont été distinguées. La distinction des deux puissances c'était le progrès qui, une fois acquis, demeure indestructible. La distinction des deux puissances renfermait la distinction des deux domaines pour l'activité de l'homme, un domaine où s'exerce la puissance extérieure, armée du glaive, et un domaine de la conscience, où la force ne peut rien.

Mais ces deux ordres d'activité, c'est tout l'homme, et l'un des deux, ce n'est pas tout l'homme.

Le progrès acquis et indestructible ne sera point ôté du milieu de la société. Il a fait de l'humanité appartenant à la civilisation chrétienne une nouvelle humanité, dont il faut accepter, dans son entier, la nouvelle loi psychologique.

Quatrième généralité juridique.

437. Dans le concept des principes fondés sur cette loi psychologique, le sacerdoce trouve nécessairement sa place.

Il ne suffit pas de distinguer deux ordres de l'activité humaine. Il faut les définir.

Les saints devoirs que la religion prescrit et qu'elle impose

à la conscience, les augustes mystères dont elle conserve la tradition, soit que l'on entende ce mot de *mystères* dans le sens de la doctrine, ou dans le sens purificatoire et expiatoire, exigent une profession particulière, qui consacre la vie entière de certains hommes à soutenir de grandes vérités par de grands exemples. Cette profession n'est autre que le sacerdoce.

Puisqu'il est impossible de méconnaître les deux ordres de l'activité humaine au sein de la société, puisque les saints devoirs, puisque les augustes mystères reposent sur le concept du sacerdoce, il devient impossible de s'abstenir sur la question du sacerdoce au sein des sociétés.

Cinquième et sixième généralités juridiques.

Le *dictamen* de la conscience acquiert sa plus grande force à l'aide du sacerdoce. Nous le démontrons :

Pour les classes inférieures, si elles ont peu de lumières; si les siècles sont barbares ; ou bien encore si elles sont livrées au rude travail, qui fatigue et ne laisse guère se développer la délicatesse du sens moral ; si parfois elles étaient entraînées par la fainéantise, l'ivrognerie, et des vices grossiers ; la conscience aura besoin de prendre une voix extérieure, sous peine de voir l'ordre de l'activité humaine qui est le plus noble, grandement menacé. Cette voix extérieure est celle du sacerdoce, qui fortifie la conscience, qui vient en aide à la conscience.

Pour les classes qui connaissent la politesse et qu'une éducation plus soignée élève à un niveau supérieur, au milieu d'une nation civilisée, il arrive que des passions, des préjugés, des désirs, des tentations d'un autre genre développent et mettent sans cesse en action des penchants dont le résultat serait pareillement la suppression de l'un des deux ordres de l'activité humaine.

Le concept ou la loi psychologique de l'humanité nouvelle ne permettent donc pas à la société, si l'on considère les faits, aussi bien que les principes, l'abstention dans la question du sacerdoce.

Septième généralité juridique.

Mais, en outre, parce que l'esprit de corps résulte infailliblement de l'existence et de la notion du sacerdoce, il devient indispensable de savoir si ce corps entre dans l'ordre légal ; si et comment son existence et ses actes se coordonnent avec les institutions du pays ; s'il supporte le contrôle de l'autorité

établie pour le territoire et dans quelle mesure ; s'il a droit de demander que sa discipline devienne la loi de l'État; ou si, ne pouvant l'imposer, il a le droit de tendre à la faire prévaloir par des moyens légaux qui sont des moyens civils, souvent en dehors du simple exercice de la persuasion.

L'abstention, qui se baserait sur un manque d'opportunité pour soulever des questions soit épineuses et difficiles, soit irritantes, ne supprimerait pas ces questions elles-mêmes, qu'il faudra toujours aborder.

Le fait social s'impose : le sacerdoce existe. Il est inévitable qu'on le discute. L'État existe et s'impose également.

Huitième généralité juridique.

D'une part, l'Etat est, par sa nature même, incapable de prescrire des doctrines religieuses. Fait pour la terre, il n'interviendrait, en semblable matière, qu'avec des moyens humains. Confondant alors la violation de la loi religieuse, c'est-à-dire le *péché*, avec l'acte qui trouble l'ordre social, c'est-à-dire le *délit*, l'État appliquerait au premier la pénalité qui convient au second. On verrait alors des opinions religieuses, ou des infractions concernant exclusivement la conscience, devenir des délits sociaux. Et, comme les péchés se commettent dans des limites bien plus étendues que celles dans lesquelles se renferment les délits, il est impossible de prévoir jusqu'où irait une législation qui environnerait sans cesse, et sans mesure, l'homme de ses menaces et de ses châtiments.

D'autre part, la discipline religieuse ne peut rendre inutile la loi civile, se substituer à la loi civile, c'est ce qui n'est pas plus admissible en thèse générale que dans le fait concret et particulier.

Prenons un exemple. Le fondateur du christianisme ayant prohibé le divorce, la règle établie formellement par l'évangile ne devient pas, *par cela seul*, une loi civilement obligatoire. De même, après le divorce établi par une loi civile, il faudra une autre *loi civile* pour l'abroger.

Sur ce point, on pourra concéder au sacerdoce le simple droit d'enseigner la doctrine et de commenter l'évangile, pour agir sur les individus *par la persuasion*, et pénétrer au fond de la conscience. On pourra lui reconnaître, comme membre de la société, le droit de recourir aux moyens fournis par la légalité, pour combattre la légalité. Le sacerdoce agira sur la

conscience individuelle dans un cas, et sur la société, comme membre de la société, dans l'autre.

Neuvième et dixième généralités juridiques, dont l'importance est absolument de premier ordre.

Synthèse du chapitre préliminaire.

438. Donc, 1° on ne supprimera ni l'humanité ni le progrès accompli, et le concept du progrès dans l'humanité implique l'existence du sacerdoce, qui représente, dans les temps nouveaux, l'une des formes nécessaires de l'activité dans l'homme : le sacerdoce n'était pas dans l'antiquité, mais il est aujourd'hui la formule de la distinction des deux puissances ; 2° on n'arrêtera pas, à une date déterminée de l'humanité, les évolutions de l'humanité ; mais on ne fera pas table rase sous prétexte d'évolution.

Le progrès chrétien a distingué les deux puissances, les deux ordres d'activité de l'homme. Nous garderons cette distinction. Le vingtième siècle n'y changera rien.

Si, ensuite, à une période de l'évolution, qui est la période actuelle, on se demande : Faut-il supprimer Dieu, l'Église et le sacerdoce ? Nous avons répondu : Non.

Faut-il *séparer* ce qui est distingué? Faut-il *juxtaposer*, et dans quelles conditions? Faut-il *unir*, et par quels liens ou sous quel mode? Est-il un mode qui soit, à la fois, acceptable pour l'Église, acceptable par les générations du présent, dont l'esprit a cessé, évidemment, d'être identique à celui des générations du passé?

Qu'en pense le monde nouveau, le monde en formation, le futur siècle, qui sera le vingtième, ou qu'en doit-il penser?

La question n'intéresse pas seulement une Église ; mais elle est humanitaire dans le sens le plus large du mot. Elle intéresse toutes les sociétés civiles ; elle intéresse toute société spirituelle, c'est-à-dire toute société fondée sur la manifestation de l'activité humaine en dehors des faits purement temporels. Elle n'intéresse pas exclusivement le sacerdoce, elle n'est pas exclusivement sacerdotale. Mais il est nécessaire de la poser dans ce livre, car elle est la question des rapports du sacerdoce dans leur aboutissement à l'âge actuel.

Notre cinquième partie s'efforcera de ne pas sortir des limites de la science. Elle sera juridique et s'inspirera du

droit (6). On voit, dès à présent, quels problèmes elle cherche à résoudre et s'efforcera de résoudre avec le calme qui convient au jurisconsulte, habitué à former son opinion au milieu des débats contradictoires et des divergences d'appréciations ou d'intérêts.

Nous renfermons, dans un chapitre premier, l'exposé des systèmes. Nous consacrerons le chapitre deuxième à un exposé de la matière concordataire.

(6) Saint François de Sales : « En cet aage qui redonde en cervelles chaudes, aiguës et contentieuses, il est mal aisé de dire chose qui n'offense ceux qui faisant les bons valets soit du pape, soit des princes, ne veulent que jamais on s'arrête hors des extrémités, ne regardant pas qu'on ne sauroit faire pis pour un père que de lui oster l'amour de ses enfants, ni pour les enfants que de leur oster le respect qu'ils doivent à leur père. — Qu'est-il donc besoin de s'empresser à l'examen de son autorité sur les choses temporelles, et par ce moyen ouvrir la porte à la discussion et à la discorde? » Éd. Vivès, t. IX p. 447.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ DES SYSTÈMES

Premier Système.

439. Sortons des généralités de principes, pour aborder des généralités de systèmes, en suivant l'ordre logique des idées sur lesquelles ils reposent. Interrogeons ces systèmes pour leur demander des bases juridiques, puisque le besoin du vingtième siècle est de bâtir et d'édifier sur des fondements solides.

Un premier système part d'une identité d'appréciation dans le domaine des faits pour déduire, en se bifurquant, des conséquences absolument opposées. Voici comment :

1° Selon les uns, il faut admettre la diversité nécessaire des formes, suivant les temps et suivant les lieux, dans l'accord à intervenir entre les deux puissances, c'est-à-dire entre l'Église et la société civile, entre le sacerdoce et l'autorité civile;

2° Selon les autres, on doit garder l'invariabilité de la forme, toujours identique, en sorte que le présent doive être le calque du passé, pour échapper à tout reproche.

Nous exposons l'appréciation identique et les divergences :

a. L'Église est, en ce monde, au sein de la société, en tant que société, un fait historique autant que doctrinal.

La Révolution a malheureusement détruit, en France et hors de France, l'Établissement ecclésiastique qui était la résultante du fait historique. Il est invraisemblable qu'il soit rétabli, impossible peut-être.

Nous subissons donc les conséquences révolutionnaires. Le trône et l'autel ne seront point relevés suivant le mode antique. Cette appréciation concorde avec celle qui va suivre.

Dans ceci se manifeste la divergence : *Il n'y avait*, ajoute-t-on, *qu'une forme de l'alliance nécessaire des deux puissances, et cette forme a été brisée.*

Toute base juridique pour l'avenir disparaît.

b. « On peut affirmer, sans être prophète, qu'on ne verra

plus l'union de l'État et de l'Église, telle qu'elle fut lentement conclue au quatrième siècle, et telle qu'elle a été pleinement réalisée au moyen âge. On ne verra plus l'Église chargée d'administrer, de juger, presque de nourrir les peuples. Les nations, nées chrétiennes, n'éprouvent plus le besoin qu'on les délivre d'elles-mêmes, et les sucs généreux dont leur enfance a été nourrie les préserveront des défaillances auxquelles la corruption païenne laissait en proie. Un état social a pris naissance, mêlé de grandeurs et de dangers, où les hommes veulent être consultés sur leurs intérêts et éclairés sur leurs croyances (1). »

Dans ce qui suit se manifeste la divergence :

Mais une erreur grossière, ajoute-t-on, serait de croire que la communication nécessaire de la religion et de la politique ne peut s'établir que sous une forme identique et toujours déterminée d'avance, et qu'un État chrétien est nécessairement représenté par un empereur tout-puissant, veillant, l'épée à la main, à la porte d'un concile. Si la religion est éternelle par essence, l'essence de la politique est, au contraire, le changement.

Aucune base juridique n'apparaît ici. Il en faut chercher une. Un seul point est éclairci, c'est que cette base tiendra compte du changement, qui est de l'essence de la politique.

440. Nous insisterons sur la formule identique d'appréciation, sur le point de départ commun du système :

L'ancien Établissement ecclésiastique a croulé, en France, en 1789. L'Établissement était *lié à la possession des biens du clergé*. Mais c'est un prélat, l'évêque d'Autun, qui a fait, contre l'ordre du clergé, la motion de mise à la disposition de la nation de tous ces biens. Le président de l'Assemblée nationale était Camus, avocat du clergé. C'est dans la salle de l'archevêché de Paris que la motion a été convertie en décret.

La possession des biens du clergé, c'était le fait dominant qui *ne sera pas rétabli* (2). Le Saint-Siège a validé les aliénations : c'est question close, affaire vidée.

L'identité d'appréciation est donc fondée.

Au fait dominant, étaient rattachés des privilèges. Ils ont été abolis et ne revivront pas. C'est ce qui n'est pas douteux, 1° soit en principe, 2° soit dans les exemples ci-après :

(1) De Broglie. *L'Église et l'empire romain.*

L'évêque de Paris, le jour de son intronisation, devait être porté par les seigneurs de Montjay, de Chevreuse, de Gentilly, de Corbeil, de Monthléry, de la Ferté-Alais, et le comte de Bretagne. Étaient tenus au même devoir, à l'égard de l'archevêque de Sens, les seigneurs de : Joigny, Piffons, Courtenay, Saint-Fideul, Thiauge, Mareuil, Triel... Pour l'évêque d'Auxerre, c'étaient : le comte d'Auxerre, remplacé par le procureur du roi, après la réunion du comté d'Auxerre à la couronne, les barons de Donzy, de Saint-Vrain ou Verain, de Toucy. L'évêque de Meaux était porté, depuis la porte Cornilleu jusqu'à la cathédrale, par le vicomte de Meaux, le vidame de Trilbardou, le seigneur du fief de Saint-Clet, le seigneur de Boulare ou Bouleurs (2).

(2) On n'a pas assez remarqué que la pensée première des hommes de l'époque révolutionnaire, relativement aux biens ecclésiastiques, fut loin d'être hostile au clergé *séculier* des paroisses, en faveur duquel elle appelait, au contraire une meilleure répartition. Ceux contre lesquels elle s'élevait, ce sont les religieux, ou, selon l'expression employée, les *moines*. Elle attaquait également les richesses trop grandes et disproportionnées du haut clergé (*). En un mot, la pensée première était favorable à la *démocratie* du clergé, pourvu que ce clergé fût réduit au ministère paroissial et séparé du clergé régulier, pour le plus grand bien de la nation, dont lui seul, disait-on, le clergé paroissial, avait le souci. V. la brochure intitulée : *De la nécessité de supprimer les monastères*, Paris, 1789, chez Garnery et Volland, p. 8 :

« Qui pourrait se refuser aux mouvements d'une juste indignation, en voyant un moine consommer lui seul plus de revenus qu'il n'en faudrait pour subvenir aux besoins de plusieurs familles? Qui ne s'indignerait de voir un pauvre artisan, pâle, maigre et décharné, n'avoir d'autre ressource que ses bras pour pourvoir à la nourriture, logement et entretien d'une femme et de cinq à six enfants, tandis qu'un moine, dont la face séraphique brille d'un teint vermeil et fleuri, regorge d'embonpoint et de superfluité? Qui ne s'indignerait

(*) Cf. Jovet. *Histoire des religions de tous les royaumes du monde*, Paris, 1724, tom. I, p. 499 : « Il y a bien plus d'évêchez et d'archevêchez à donner, et de bien plus riches, en Espagne qu'en France. Car, outre les Indes, où il y a plus de 40 évêchez ou archevêchez, dont quelques-uns valent 20 et 30,000 ducats de rente ; outre les Païs-Bas et l'état de Milan, le roy a, en Espagne, dans les isles de Sicile et de Sardaigne, de Majorque et de Minorque, et au royaume de Naples, 22 grands archevêchez et environ 100 évêchez, d'un revenu très considérable. L'archevêché de Tolède, qui est le plus riche, a trois cent mille ducats de rente, les autres 90,000, ou 60,000, ou 40,000. Pour ce qui est des chanoinies, quand un évêque est cardinal, il les donne toutes, comme fait celui de Tolède; et quand des évêchez sont du domaine du Roy, c'est-à-dire dans le païs conquis sur les Mores, ou que le roy a fondé les évêchez, il donne tous les canonicats. Ces chanoinies sont pour la plupart d'un grand revenu, et celles de Tolède, qui sont au nombre de 40, valent chacune plus de 3,000 ducats de rente. » — (*Nota.* Pour la valeur comparative des monnaies, il ne faut pas oublier que ces chiffres datent de 150 ans.)

Ces relations du sacerdoce d'autrefois avec les autorités civiles d'autrefois appartiennent à notre sujet, mais ne seront pas rétablies (3). Tout au plus, il arrivera qu'un savant, dans une réunion des sociétés savantes à la Sorbonne, émettra le vœu (que nous avons recueilli dans ses papiers, après décès, et que nous avons copié textuellement) : « Que M. le ministre de l'instruction publique veuille bien faire photographier et publier les débris, ou au moins *l'emplacement* (sic) des vieux châteaux possédés jadis par les barons épiscopaux, vassaux immédiats de l'évêque, tenus de porter, le jour de son intronisation, le prélat. » L'emplacement ne sera même pas photographié.

441. Aux privilèges et à l'omnipotence se sont parfois ratta-

de voir ces êtres inutiles afficher le luxe et l'opulence, tandis qu'*un curé de campagne, un vicaire*, les seuls nécessaires à la religion et à l'État, languissent, sans se plaindre, dans la médiocrité, partageant même encore charitablement avec leurs pauvres et leurs malades leurs faibles portions congrues? Qui ne s'indignerait enfin de voir ces reclus oisifs dans une abondance révoltante, tandis qu'un malheureux fermier, occupé à cultiver leurs champs fertiles, manque du premier nécessaire ; que ses bras, affaiblis par un défaut de substance, ont peine à soutenir le manche de la charrue, et que le fruit de ses sueurs et de ses travaux va se perdre dans le gouffre immense de ces retraites scandaleuses? Que ce contraste est frappant! mais qu'il est vrai! qu'il est affligeant! et qu'il est temps de faire tourner à l'avantage de l'État et au soulagement de la classe la plus indigente des citoyens, ces richesses prodigieuses accumulées dans les monastères! Oui, le temps en est venu ; le bien général l'exige et le commande impérativement ; il est temps de se rendre aux vœux de la nation et à la voix du public, qui crie avec tant de force et d'énergie, depuis si longtemps : *Des curés, point de moines!* »

Sans la constitution civile du clergé, qui fut une faute, sans l'obligation du serment, que le pape devait réprouver, la cause des monastères restait distincte, et la Révolution évitait tant de sang versé pour la cause religieuse. Les opulents monastères disparaissaient dans la tourmente, et les « moines » devenaient, de plus en plus..., ce qu'ils sont aujourd'hui, des auxiliaires du clergé séculier.

Car les moines ou les *réguliers* d'aujourd'hui ne ressemblent en rien au portrait tracé ci-dessus. Sous un nouvel ordre de choses, les réguliers ont accompli, dans les limites du possible, leur sécularisation. C'est ce dont personne ne souffle mot. Cependant, les couvents n'ont plus de biens immenses, ne nourrissent plus des oisifs. Quiconque, présentement, porte le froc ou la cornette est voué soit à la prédication, aux catéchismes, à l'administration des sacrements, soit à l'enseignement, aux œuvres de miséricorde. Autant que le permet l'obéissance à une règle, autant à peu près que l'exigent les besoins sociaux, c'est réalisé le *desideratum de* 1789 : des curés, point de moines !

(3) Une singulière forme du privilège est citée par Bos. Le privilège atteint jusqu'à l'invraisemblable. Des *maisons religieuses* se glorifient d'être... secrétaires du roi. (Cf. Bos, *Avocats au conseil du roi*, p. 184).

chés des évènements qui furent également, dans le passé, les relations du sacerdoce avec l'autorité civile; mais que notre âge contemporain qualifie généralement, et sommairement, en les dénommant des abus (4). Nous n'en comprenons plus assez la signification dans l'ensemble de la vie du passé.

Ce qui est l'erreur d'une société doit rester qualifié comme erreur. L'abus est le fait de la volonté de l'homme, et non de son jugement.

Et de même, ce qui est marqué de l'empreinte des mœurs, soit adoucies, soit encore en partie barbares, doit être rapporté, non pas à la volonté de l'homme, comme constituant ou redressant l'abus, mais aux mœurs d'une époque.

En France, en 1560, quand l'histoire moderne a commencé depuis un demi-siècle, quand les souvenirs du règne de François Ier, le père des lettres, ne sont pas oubliés, lorsque bientôt Henri IV, Louis XIII, Louis XIV et le grand siècle vont paraître, une ordonnance émanée de l'autorité royale contient ce qui suit :

Ordonnance d'Orléans de 1560, article 101 : « Enjoignons à nos baillifs et sénéchaux, leurs lieutenans et officiers chacun en son endroit, faire commandement à tous ceux qui s'appellent *Bohémiens ou Égyptiens, leurs femmes, enfans et autres de leur suite*, vuider dedans deux mois, nos royaume et païs de notre obéissance, *à peine des galères et punition corporelle*. Et s'ils sont trouvez ou retournent après lesdits deux mois, nos juges feront *sur l'heure sans autre forme de procès*, raser aux hommes leur barbe et leurs cheveux, et aux femmes et enfans leurs cheveux, et après délivreront les hommes *à un capitaine de nos galères*, pour nous y servir l'espace de trois ans (*4 bis*). »

Nous ne qualifierons donc pas d'*abus clérical* des relations du sacerdoce qui furent, parfois, tout aussi peu empreintes de douceur; mais nous demeurons d'accord sur ce point que de telles

(4) Cf. Néron. *Recueil d'édits et ordonnances royaux*, Paris, 1720, t. I, p. 411.

(4 *bis*) L'abus est l'effet d'une perversité. La faiblesse humaine penche trop souvent vers l'abus, dont la *durée* produit heureusement l'effet d'une sorte d'atténuation. L'abus se mêle à la constitution d'un État sans la vicier radicalement. Quand la Bastille fut renversée, on trouva, dans l'un des cachots ou cellules, écrite sur un morceau de papier, roulé et introduit dans un trou de la muraille, cette phrase que les longues méditations de la solitude avaient inspirée : « La constitution d'un État n'est ordinairement qu'un ouvrage du hasard, que le temps a façonné en le roulant insensiblement sur la pente des abus. » Cf. *Le langage des murs ou les cachots de la Bastille dévoilant leurs secrets*, in-8° de 7 pages, sans date, à Paris chez Delormel, rue du Foin.

relations ne seront pas rétablies. Nous remonterons dans le cours des âges, en citant un fragment manuscrit, que nous choisissons, de préférence, parce que nous le croyons inédit :

« En 1183, Philippe d'Alsace, comte de Flandre, se rend à Arras pour y réprimer des hérétiques tant nobles que roturiers, qui faisaient scandale dans cette ville. Bientôt il y est suivi par Guillaume, archevêque de Rheims qui, après information, prononce en la présence du comte Philippe et de l'évêque d'Arras, Fremaust, une sentence portant que les coupables seront soumis à l'épreuve du fer rouge, de l'eau bouillante ou du feu, et que leurs biens seront confisqués tant au profit de l'archevêque que du comte, à moins toutefois qu'ils ne préfèrent se rétracter et abjurer leur erreur. La plupart des coupables s'empressent de profiter de cette dernière alternative, et échappent, en reniant leurs doctrines, au châtiment qui les attendait.

« En 1460, des habitants d'Arras sont successivement traduits devant le tribunal de l'inquisition d'Arras, et la plupart d'entre eux sont condamnés au dernier supplice et leurs cendres sont jetées au vent. Avant d'être mis à mort, on les coiffe d'une mitre représentant la figure du diable, on les amène sur un vaste échafaud, élevé dans la cour de la maison épiscopale; et là l'inquisiteur les prêche en présence d'une foule immense accourue de dix à douze lieues à la ronde.

« Ces malheureux soumis d'abord à la torture avaient avoué leur hérésie, et, à l'instigation de deux hommes de loi de la juridiction du bailli de Beauquesne, nommés Gilles Flament et Mathieu Paille, qui leur avaient promis leur grâce, ils avaient publiquement répété leurs aveux.

« Ces supplices apportait (*sic*) d'ailleurs une gêne immense au commerce d'Arras. Nul n'osait plus entretenir de relations avec les marchands de cette ville, dans la crainte de les voir arrêter et prononcer contre eux la confiscation de leurs biens. »

Tel fut le passé.

442. L'existence des privilèges, de l'omnipotence et des *abus*, n'est que trop souvent compatible avec le manque d'élévation morale ou le défaut d'instruction. Il n'y a que les classes qui aspirent à monter plus haut qui recherchent l'instruction.

Nous citons encore, de préférence, l'inédit :

En 1703, le dix-huitième siècle était à son aurore. Le dix-septième siècle, qui jeta un si grand éclat et fut le siècle de la pensée et de la littérature, en France, devait avoir produit ses

résultats immédiats, principalement dans les villes voisines de Paris et dans le rayonnement de ces villes. Or, voici ce que nous avons recueilli, pour cette année 1703, sur un registre paroissial :

« Les marguilliers de ladite paroisse apporteront ou envoyeront incessamment la somme de 5 livres à quoi ladite paroisse est taxée pour les registres de baptême de la présente année 1703, sinon ils y seront contraints comme pour les propres affaires de sa Majesté, et sont avertis que le bureau de recepte desdits droits est présentement établi chez le sieur Caron, marchand de la grand'place de Beauvais, et greffier conservateur desdits registres. »

Quel était ce marchand de la grand'place, qui, par privilège, cumulait les fonctions de greffier conservateur des registres en 1703? La mention suivante permettra de le juger : « *jay recu de mon sieur le cu ray de Harme la somme de sainque livres pour le registre de vasttestpme de ennée* 1704 (*sic*). Marguerite Tabary, femme de Caron. » Pour les quelques rares mots où se trouve l'orthographe,il est à penser qu'on se les aura fait épeler en écrivant. On peut juger de l'instruction de Caron et de sa femme, marchand établi sur la grand'place de la ville épiscopale, greffier conservateur.

En ce qui concerne la tenue du registre, qui n'est point le fait du greffier conservateur, sorte de semi-fonctionnaire pour les affaires de l'Église, nous citons encore :

« Le 17 novembre a été inhumé par nous fils de et de demeurant à Paris, rue paroisse de âgé de . » — (Le tout *en blanc*).

Cette tenue de l'état civil, ainsi comprise et pratiquée, n'a pas plus de chance de revivre que la charge de marchand sur la grand'place et greffier-conservateur des registres, constituant, en sous-ordre, une partie des rapports du sacerdoce dans l'ancien Établissement ecclésiastique. Tout ce passé est bien mort.

442 *bis*. Le premier système consiste ainsi, 1° dans une appréciation identique des faits et de la situation, qui en est la partie critique et *vraie,* quelles que soient les conséquences que l'on en tire, et 2° dans le défaut de conclusions utiles, dont le vingtième siècle puisse s'emparer pour baser une affirmation juridique et fonder une théorie de droit.

Les uns prétendent que la forme *unique* des relations entre

les deux puissances est brisée, et ils s'en tiennent là (5). Les autres soutiennent, avec raison, qu'il n'y a pas de forme unique et invariable pour tous les âges : ils pensent avoir beaucoup fait en formulant cet énoncé, et n'ont pas rendu, il est vrai, un médiocre service; mais si le champ reste libre pour édifier les relations nouvelles, ils ne s'y aventurent pas. Ils n'ont pas dégagé l'inconnue du problème.

Deuxième système.

443. Un deuxième système cherche son point de départ dans une appréciation de fait, qui n'est pas celle du système précédent. Il ne s'agit plus du fait *actuel* exclusivement, mais du fait qui devient, par sa continuité, le *droit historique*, et qui néglige les détails secondaires.

Dans cette autre appréciation du fait, les privilèges, s'il en existe, les abus, s'il s'en rencontre, n'entament pas le droit, n'effleurent pas le droit.

Nous exposons :

N'envisager que le fait actuel, c'est s'en tenir à un horizon restreint. L'homme d'État, le publiciste doivent étendre leurs regards sur un ensemble de siècles, sur la vie tout entière d'un peuple.

En ce qui concerne la France, la religion catholique est *nationale*. « Ce n'est pas une question, c'est un fait : les Gaulois

(5) Le gouvernement de la Restauration, qui admettait la forme *unique* des rapports du sacerdoce pour tous les temps, s'efforça de faire revivre tout ce qu'il pouvait de l'Établissement ecclésiastique. Nous livrons un inédit, écrit sur *papier timbré*, comme acte officiel, et délivré pour permettre d'arriver à quelque fonction de la magistrature, une place de substitut, peut-être. Ce document appartient aux rapports du sacerdoce qui ne pourraient être rétablis.

« Je soussigné, curé de la paroisse Notre-Dame de...., certifie que *toute la famille* de M. ***, avocat en cette ville, est recommandable tant *sous le rapport de ses principes de religion* et de morale, que sous ceux de la probité, et que le même M. ***, avocat, *pratique exactement* ces vertus. — A...., le 9 juin 1827. Signé : ***, curé de la paroisse Notre-Dame. » — La Restauration eut le tort de n'être pas assez une « Restauration, » mais souvent une *réaction :*

Cf. *Bibliothèque historiq.*, Paris 1819, t. VII, p. 90. Proclamation du maire de Loriol (Drôme), en date du 5 mars, pour l'observation du carême: «... Comme tout ce qui tient à l'ordre établi est de notre ressort, ...En vertu des lois qui constituent le pouvoir discrétionnaire attribué aux maires, nous interdisons à tous donneurs de bals, de fêtes publiques, de faire danser dans leur domicile ou ailleurs, à compter du 7 du présent mois, jusqu'au dimanche qui suivra la seconde quinzaine de Pâques, sous peine d'être poursuivis comme contrevenant aux ordonnances de police.... Donné en mairie, etc. »

n'avaient point d'autre religion au temps de la conquête ; les Francs l'adoptèrent (6). » Le point de départ a fixé les destinées de la nation. C'est là tout le système.

L'organisation gouvernementale des deux premières races appelle auprès du chef de la nation les assemblées, qui votent toutes les résolntions importantes : la première loi de ces assemblées, c'est que l'on soit catholique pour en faire partie. Cette loi est, au surplus, « la seule », depuis l'existence de la monarchie, qui [jusqu'à la Révolution] n'ait jamais éprouvé de variation dans sa sanction publique et à laquelle il n'ait été porté [jusqu'à la même date] aucune atteinte constitutionnelle (7). L'histoire a établi et consolidé le droit.

Telle est la base juridique, sans égard aux dates ou aux époques, qui sont choses accessoires et de pur détail.

Et il y a, dans ce droit historique, une base juridique incontestable, sur laquelle on peut édifier.

Etant donné ce point de départ de la base historique, et la nature propre de la religion dont il s'agit, l'Établissement ecclésiastique a surgi de toutes pièces.

Deux seules religions dans le monde, ajoute-t-on, se présentent avec des principes immuables, sans tolérer aucunement la licence des opinions particulières, le catholicisme et le mahométisme. L'une explique l'autre.

La religion mahométane « serre fortement les nœuds de la conscience entre ceux qui la croient, *elle tient à toute la législation;* elle est *la constitution même de leur gouvernement ; elle en compose toute la force* (8). » De même, chez les catholiques.

« Les lois civiles ne peuvent jamais créer la morale ; elles doivent toujours la suivre et l'enjoindre (9). »

L'autorité des gouvernements, 1° sur les contrats, 2° sur la justice distributive et commutative, 3° sur la morale et sur tous les actes qui ont rapport à la morale et aux sacrements, est une « autorité *exécutrice*. » La religion seule est la base immuable.

(6) *Religion nationale;* Paris, 1789.

(7) Ibid.

(8) Cf. *Discours* prononcé au Corps législatif par Lucien Bonaparte le 8 avril 1802 : « Cette religion *se mêle à toute l'histoire de cet empire*, elle est écrite dans ses monuments. Que dis-je? *elle est vivante dans ses ruines mêmes*, d'où elle semble élever une voix immortelle; elle s'est affermie par les secousses qui auraient dû l'ébranler, et peut-être même par l'exil et les souffrances de ses ministres. »

(9) *Religion nationale*, p. 82.

L'État, cependant, n'est pas subordonné à l'Église; mais la base du juste et de l'injuste, sur laquelle s'appuie toute loi, n'est autre que la doctrine élaborée et présentée au peuple par la religion. La religion catholique « tient, elle aussi, à toute la législation; elle en compose toute la force. »

Tel est le droit historique atteignant la plus grande autorité, et s'élevant dans les hauteurs. Ce droit historique plane dans les régions sereines et calmes où le bruit des luttes mesquines arrive à peine : « La religion catholique est nationale, ce n'est pas une question, c'est un fait. » Et ce fait réglera les rapports de l'Église et du sacerdoce avec l'autorité civile.

Dans ces régions sublimes, le fait *actuel* pourrait être négligé, ou omis. L'*abus* ancien, quel qu'il soit, appartient à l'histoire; mais, pour la théorie, il demeure indifférent.

444. Quel est celui dont nous avons reproduit les pensées et les paroles, pour exposer le deuxième système, qui, du reste, n'appartient pas uniquement à l'auteur de la *Religion nationale*, mais appartient à la logique des faits et des idées? C'est l'abbé Fauchet, alors prédicateur ordinaire du roi, plus tard évêque constitutionnel.

D'autres ont insisté sur le droit historique. Fauchet l'a, du moins, nettement et fièrement renfermé dans une formule saisissable : Ce n'est pas une question, c'est un fait, dit-il.

Fauchet, que sa thèse n'y obligeait pas, ajoute quelques remarques, qui sont des parties de son livre ou de sa brochure, mais non du système. Il dit, à propos des biens du clergé, qui n'étaient pas encore mis à la disposition de la nation : « L'oiviseté ne doit pas être salariée : elle doit l'être moins encore avec les biens consacrés à la religion qu'avec toute autre espèce de biens (10).» Ce langage est injuste. Il dépasse la note, même pour l'époque de Fauchet (Voy. *supra*, n° 438), qui distinguait parfaitement dans le clergé la partie active et humble, vouée au ministère paroissial.

Il dit, en parlant du haut clergé, accusé d'arbitraire ou de favoritisme : « L'épiscopat énerve la véritable autorité qu'il tient de la loi canonique, en ne l'exerçant que par la volonté personnelle (11). » Parole d'une grande portée et bonne à retenir dans tous les temps et pour toutes les autorités; la volonté

(10) *Religion nationale*, p. 119.
(11) Ibid., p. 88.

personnelle qui se substitue à la loi semble prouver la force de l'autorité et elle l'affaiblit.

Il écrit que l'*iniquité* du concordat [de François Ier], prescrivant une nouvelle méthode pour le choix des pasteurs, au lieu et place de l'élection et du concours (12), ne permet pas de conclure que ceux-ci n'aient pas le caractère pastoral, ou que la succession apostolique a été interrompue et le ministère perverti; il dit que les évêques et les curés ont toujours le caractère et les droits de leur état. Mais il fait cette remarque, bien digne d'attention : « L'unique inconvénient, et il est terrible, c'est que la plupart n'en ont pas eu l'esprit et la sagesse (13). »

Suppression 1° de la richesse *oisive* dans le clergé, là où il y a richesse et oisiveté; 2° de l'arbitraire ou de *la substitution de la volonté personnelle à la loi canonique;* — suppression de l'ambition et de l'intrigue par le concours, pour les curés, et l'élection pour les évêques : — ce sont là des *vœux* que le prédicateur ordinaire du roi émet, pour son compte particulier, avec hardiesse, mais en suivant le courant général. Il n'était question partout que de vœux et de rédaction des « cahiers, » pour renfermer ces vœux.

Un dernier *vœu* de Fauchet, c'est celui d'un droit canon « tout nouveau », qui expliquerait « les rapports de la religion avec les lois ». Nous citons :

« Il faut créer dans les universités la Faculté canonique, où des hommes d'Église, choisis au concours, seroient seuls admis. On y enseigneroit, à tous les citoyens destinés aux divers emplois de la république, un droit canon qui sembleroit tout nouveau, et qu'il importe également à tous de connoître; ce sont *les rapports de la religion avec les loix,* qui obligent le souverain envers les citoyens et les citoyens envers leur chef; avec les loix qui obligent les prêtres envers les laïcs, et les laïcs envers les prêtres; avec les loix des mariages, les loix des contrats, les loix du commerce, les loix de la magistrature, les loix militaires, les loix des différentes professions civiles; avec les loix générales et particulières de la police sur le culte et les mœurs..... Il faut *instituer la plupart de ces rapports,* qui sont comme non-existans, par les défauts de notre code contradictoire, de nos mœurs absurdes, et *créer cette science* (14). »

(12) Voy. ci-après.
(13) *Religion nationale,* p. 109.
(14) Ibid. p. 115.

Appendice à l'exposé du deuxième système.

445. Ce que Fauchet appelle l'iniquité du Concordat n'a pas été atteint par la Révolution et a formé plus d'une fois l'objet des doléances particulières du clergé. Voy. *infra*, n° 498 :

En même temps qu'il poursuit le développement de sa vie extérieure et de sa mission utile aux peuples et aux individus, le clergé développe sa vie intérieure, avec plus ou moins de liberté et d'indépendance.

Cette vie intérieure se ressent des faiblesses et des défaillances de la nature humaine. Les membres du clergé sont des hommes, et, capables d'atteindre à toutes les grandeurs sublimes, ils ne sont pas ignorants des misères et des infirmités.

Le sacerdoce gémit à la vue des défaillances individuelles. Il les déplore, et souvent il les a stigmatisées avec une énergie de langage que ne dépassent pas ses adversaires les plus véhéments (15). Mais le sacerdoce garde cette conviction, qui est

(15) Cf. *Honorii III Opera*, ed. Horoy, t. I, col. XVIII. L'Église, dit Honorius III, traverse ici-bas des jours de difficultés et d'angoisses; elle n'est pas exempte des taches vénielles, *maculas veniales*, et des changements d'aspect, *mutationes multas*, qui pourraient empêcher de la reconnaître. Quand l'Évangile dont vous avez entendu la lecture parle de signes (taches) dans le soleil, c'est des prélats qu'il faut l'entendre; car ils devraient être occupés des choses spirituelles et briller comme l'astre du jour. Quand il parle de signes (taches) dans la lune, il s'agit des choses temporelles, qui sont semblables aux ombres de la nuit. Mais le soleil s'est converti en ténèbres et la lune en sang, parce que les prélats de l'Église ne sont occupés que des intérêts de la terre et les puissants de ce monde, de rapines. Il y a aussi des signes dans les étoiles, et les étoiles tombent du ciel, parce que les religieux contemplatifs abandonnent les voies sublimes de la perfection. — Honorius appartient au XIII^e^ siècle, à un grand siècle de foi catholique. Il voit dans les princes le sang et la rapine. Il voit dans les parfaits la chute et l'oubli de la perfection, les ténèbres qui en obscurcissent la splendeur.

Cf. Hildebert, év. du Mans, en 1096, après treize ans passés à la tête de l'école cathédrale. Quelques-uns le qualifient vénérable; d'autres lui ont donné le nom de saint. Ses œuvres publiées en 1708, in f°, par Beaugendre, ne contiennent pas la pièce que nous avons lue dans le mss, n° 690, de la bibliothèque publique de la ville de Douai, sous le titre de *Complanctus lamentabilis et status morum clericorum modernorum*. Nous résumons et traduisons :

Changez le nom de ce monde, car il est immonde; l'iniquité pullule; en faire le récit m'épouvante. Les clercs, qui devraient être les modèles de la sainteté et des mœurs, ne donnent que l'exemple du mal et de la perversité. Ils ont dépassé les princes des prêtres, les scribes et les pharisiens. Ils sont plongés dans tous les vices, eux qui s'appellent l'héritage du Christ. Les aumônes qu'ils reçoivent pour l'expiation du péché, ils les emploient aux dé-

son honneur, que toute déviation est contraire à son principe; que nulle déviation n'a sa cause ailleurs que dans l'immixtion, à certains degrés, de principes étrangers.

C'est le sacerdoce qui a, tant de fois et bien plus haut que ne l'ont fait les laïcs, réclamé la *réforme*, en poussant l'audace ou la témérité jusqu'à la demander « dans le chef et dans les membres. » La puissance de Grégoire VII lui est venue de cette pensée de la réforme; l'accueil fait à Luther, Calvin et autres auteurs du protestantisme, est la suite de ce cri de réforme, qui était leur cri de bataille; la force secrète des jansénistes, malgré leur sévérité inflexible, si peu accommodée à la nature humaine, n'avait pas d'autre origine; enfin, l'histoire des ordres religieux n'est que l'histoire perpétuelle des réformes de la vie monastique, et, par contre-coup, de la vie sacerdotale.

L'influence considérable et actuelle des jésuites sur le clergé de France n'est pas douteuse. Ils ne l'ont pas acquise par leurs maisons d'éducation, que l'on a fermées, mais par les retraites sacerdotales, dans lesquelles, chaque année, tout le clergé paroissial, animé du désir vrai de se recueillir, de se raffermir dans la piété propre du prêtre, vient écouter leur parole de réforme, atteignant jusqu'aux profondeurs de la conscience. D'autres, sans doute, pourraient faire entendre cette parole, qui profite des heures de recueillement et de componction pour pénétrer l'âme sacerdotale. Mais, en fait, c'est le jésuite qui est là; c'est lui qui parle de la sainteté!

Or, le sacerdoce ne perd jamais de vue les nécessités de sa vie intérieure, qu'il résume ainsi : le prêtre doit être saint.

Nous n'affaiblirons point, certes, la grandeur et la beauté de cette expression qu'en tout temps l'humanité recueille avidement : *la sainteté!*

penses de leur table, à de riches vêtements, à la construction de leurs tours féodales. Et tout cela, c'est le bien du pauvre, c'est le rachat du péché! Ils ont de vastes maisons, des chevaux, des vins délicats, des mets recherchés, *et gulose convivantur*. Celui qui vit de peu et boit de l'eau, à peine peut dompter ses sens et demeurer chaste : jugez par là de ce qu'ils sont. Leurs concubines sont vêtues comme des reines. Ils ont des meutes pour la chasse. Ils se livrent au jeu. Ils sont parjures, blasphémateurs. Ils ont dans leur compagnie des ribauds. Leur orgueil a banni de l'Église la douceur, la piété, la charité, l'humanité. Mais ils savent vanter leur état, mépriser autrui, défendre leurs droits à l'aide de l'injure, et c'est là surtout qu'on les reconnaît, *et hoc maxime observant.*

446. Mais cette immixtion de principes étrangers, dont nous avons parlé, le sacerdoce l'aperçoit plus d'une fois. Il voudrait réagir, peut-être.

Il se souvient cependant de la parole du maître : « N'arrachez pas le bon grain en voulant arracher l'ivraie » (16). Et alors, il redoute un plus grand mal.

Persuadé que son premier devoir est l'accomplissement de sa mission au milieu des sociétés, il abandonne, il sacrifie, s'il le faut, quelques points, jugés par lui plus ou moins nécessaires au développement de sa vie intérieure. C'est ce qui doit être éclairci :

Nous ne croyons pas que le sacerdoce, en France, ait aucun doute sur la collation des cures au moyen du concours, sur l'inamovibilité des curés, et même sur l'élection des évêques, comme appartenant au développement de sa vie intérieure, en conformité avec son principe propre. Il concédera, au besoin, ce que dit Fauchet, savoir, que la pratique contraire tend à rendre plus fréquentes les déviations dont la société se plaint, dont le clergé gémit. Il pourra dire, en conséquence, à ses adversaires : Rendez-nous la vigueur des institutions ecclésiastiques, avant d'articuler un reproche. Mais il accepte les compensations, pour le développement de sa vie intérieure, qu'*en fait* l'Église met à sa portée. A défaut des concours et de l'inamovibilité, pour maintenir la pureté de son principe, il reçoit la parole de réforme qui va jusqu'aux profondeurs de la conscience. Rien n'est plus sage et ne rentre mieux dans la logique des choses.

S'il faut renoncer aux élections, à l'inamovibilité, aux concours, qui fortifieraient la vie propre du clergé séculier, en l'Église, la compensation sera la direction du clergé prise, inévitablement par ceux qui atteignent aux profondeurs de la conscience, en parlant de la *perfection*.

Et, pour ce qui concerne l'élection des évêques *en fait*, *également*, « l'iniquité du Concordat » a été fort tempérée par la nature même du pouvoir épiscopal, qui, en l'Église, est placé si haut que la nomination par un chef d'État, n'a pu l'amoindrir, concourant avec l'institution par le souverain Pontife, et avec la plénitude du pouvoir d'ordination.

447. Néanmoins, toutes ces réserves faites comme il était

(16) Matth. XIII, 30.

convenable, trois époques doivent être distinguées dans l'histoire de la nomination des évêques, et constituent autant de rapports différents du sacerdoce avec l'autorité civile :

Dans la première, qui suit l'âge apostolique et l'établissement de la religion, les évêques doivent être élus par le suffrage du clergé et du peuple, le plus ordinairement *en concile*. C'est ce que dit Thomassin (17) : « Si le peuple concourait aux élections, par le témoignage qu'il rendait de la capacité de celui qu'on élisait, et ratifiait en quelque manière cette élection par son consentement, *le clergé avait encore plus de part aux élections*. Il est certain que c'était l'assemblée des évêques de la province qui présidait à l'élection et qui élisait effectivement, après avoir écouté et examiné les dispositions contraires ou favorables du clergé et du peuple. »

Fleury s'exprime ainsi (18) : « Nous voyons dans toute la suite de la tradition que les évêques ont toujours été établis *par d'autres évêques*. Il est vrai que l'on appeloit à cette action le clergé et le peuple de l'Église vacante, afin de ne pas leur donner un pasteur qui leur fût inconnu ou désagréable... On les écoutoit et l'on suivoit d'ordinaire leur désir. » Et ailleurs (19) : « Le choix des évêques se faisoit par les évêques voisins, de l'avis du clergé et du peuple de l'Église vacante, *c'est-à-dire par tous ceux qui pouvoient connoître mieux le besoin de cette Église*. Le métropolitain s'y rendoit avec tous ses comprovinciaux. On consultoit le clergé de tout le diocèse. On consultoit les moines, les magistrats, le peuple ; mais les *évêques décidoient*. »

L'Église d'Orient se maintint toujours dans la même discipline pour l'élection des évêques, qui avait été celle de toute l'Église pendant les trois premiers siècles, et elle conserva ses droits dans les siècles suivants jusqu'à la destruction de l'empire de Constantinople, malgré les entreprises des princes pour soumettre les élections à leur autorité (20).

La discipline de l'Église d'Afrique attribuait au clergé, et surtout aux évêques, le même droit dans les élections que dans l'Église d'Orient. Le clergé eut toujours, en Italie, la principale part dans l'élection des évêques (21).

(17) Thomassin, *Discipline de l'Église*, part. 1, liv. II, ch. 14.
(18) Fleury. *Institution au droit ecclés.*, part. 3, ch. 1.
(19) Id. *Discours sur l'hist. des six premiers siècles de l'Église*, n° 4.
(20) Tabaraud. *Traité historique et critique de l'élection des évêques*, Paris, 1792, t. I, p. 60, 144.
(21) Id., p. 163, 172.

En Espagne, dit encore Thomassin (22), le peuple et le clergé continuèrent de donner leurs suffrages, sans que, néanmoins, les évêques fussent obligés de s'y arrêter : en 656, le concile de Tolède nomma *directement* Fructuosus à l'évêché de Braga.

Dans l'Allemagne, qui subissait la domination des princes francs, la discipline de l'empire franc fut suivie. L'Angleterre n'innova pas sur ce point.

Mais il est important de remarquer que l'élection ne conférait pas un *droit strict* au peuple, et que la forme électorale n'était pas pratiquée avec sa jurisprudence actuelle, avec scrutin et dépouillement des votes, déposés individuellement par chacun. De là vient que quelques-uns réduisent, pour cette période, à une simple présentation, ou bien au seul consentement l'action du clergé et du peuple. On a quelquefois appelé *Postulation* la désignation ainsi faite ; mais ce mot a pris une signification spéciale et différente dans le langage canonique ultérieur.

448. Quoi qu'il en soit, les paroles de saint Léon aux évêques de la Viennoise méritent d'être citées : « Que l'on demande dans la paix et dans le calme, dit-il, ceux qui doivent être mis à la tête des Églises; que l'on exige *par écrit* le suffrage des clercs, le témoignage des grands, le consentement des magistrats et du peuple et que tous élisent celui qui doit les gouverner tous; *Qui præfecturus est omnibus ab omnibus eligatur.* » (23). Le même saint Léon dit encore : « Il ne faut point donner à une Église un évêque malgré elle; mais l'on doit requérir le consentement du clergé, du peuple et des magistrats ; *nullus invitis detur espicopus.* » De telles paroles doivent être notées.

C'est durant cette première période que les inconvénients de la trop grande affluence de peuple d'une part, et de l'autre la situation faite au clergé dans la société, au point de vue temporel, semblent convier l'autorité temporelle, non seulement à intervenir, mais parfois à s'attribuer exclusivement les élections.

Après Charles le Chauve, en France, le droit de suffrage est plus fidèlement observé, ce qui n'empêche pas qu'il reçoive, par intervalles, des atteintes de la part de l'autorité temporelle.

(22) *Discipline ecclés.* part. 2, liv. II, ch. 35, art. 2.
(23) Epist. X, cap. 5.

C'est une seconde période, dans laquelle apparaît la conséquence de l'intervention de l'autorité royale : elle a dépossédé le peuple, c'est le droit du peuple qu'elle a détruit.

Quand, plus tard, par respect pour le droit propre de l'Église, les rois s'abstiennent de nommer, il ne reste plus que le clergé, ou plutôt le chapitre, pour faire l'élection. L'évêque nomme les membres du chapitre et les choisit volontiers parmi les grandes familles locales. Les membres du chapitre choisissent l'évêque. Et, bien que, parfois, l'évêque soit tiré d'un monastère ou des rangs du clergé inférieur, il s'établit cependant une sorte d'oligarchie des dignités ecclésiastiques.

Ce n'est pas l'idéal que se proposent ceux qui voudraient voir revivre les élections épiscopales.

Le nouveau mode des élections nécessita, de temps en temps, une intervention. Elle fut la plus canonique de toutes, en cas de dissensions ou de divisions. Ce fut celle du pape, qui nomma directement, quand il le jugea opportun.

Le roi avait dépossédé le peuple ; l'Église, par la propre force de son principe, ou le sacerdoce, avait dépossédé le roi. Le pape dépossédait le sacerdoce. Il exerçait un droit, une prérogative du chef de l'Église. Mais il s'était, en général, abstenu jadis et, en face de nécessités nouvelles, il cessa de s'abstenir.

La troisième période dans l'élection des évêques, c'est l'*iniquité* du concordat de François Ier, dont on comprend maintenant tous les antécédents. C'est le pape donnant aux souverains, *à titre de concession*, le droit d'élire.

Ainsi, à l'occasion de l'exposé d'un système, se trouvera projeté un jour nouveau et complet sur une partie importante des rapports du sacerdoce avec l'autorité civile (24).

(24) L'autorité civile n'est pas exclusivement l'autorité royale, mais tantôt celle des comtes, des bourgeois, des communes, tantôt même de l'avoué de l'évêque. Nous donnons sommairement une *monographie* qui complétera, en descendant à quelques détails, ce qui est dit ici, dans l'appendice, relativement aux élections épiscopales et aux rapports du sacerdoce.

Térouane. Evêché soumis aux vicissitudes des pays de frontières, dans les temps où la société est mal affermie. Dans la seconde moitié du IXe siècle, les Normands, attirés par la soif du pillage, se répandent dans tout le pays de Morinie, suivent la voie romaine, et portent la dévastation dans Térouane, en 861. Ils reviennent en 880 et 881, brûlent les villes et les villages, dont ils massacrent les habitants. L'évêque Adalbert et son chapitre se retirent dans la forte place de Boulogne. Le successeur d'Adalbert, en 889, est empêché par l'invasion d'occuper le siège et réside à Reims, près de l'archevêque de qui il relève. Etienne, évêque en 908, et ses trois successeurs habitent

449. Revenons sur ce passé.

D'après l'édit de Clotaire Ier de 614 (art. 1), lorsqu'un évêché était vacant par le décès du titulaire, son successeur devait être librement élu par le clergé et le peuple et ensuite agréé par le roi....

Cette disposition, tombée en désuétude, est remise en vigueur sous Charlemagne par le premier capitulaire de 803 qui veut

Boulogne sous la protection, mais sous la dépendance du comte. Frameri, évêque, de 964 à 1004, fait cependant reconstruire la cathédrale de Térouane. Puis, en 1015, après 135 ans d'absence, l'épiscopat revient à Térouane, avec Baudouin. A Boulogne, l'évêque était dépendant du comte, lui-même vassal du comte de Flandre, qui était vassal du roi. A Térouane, l'évêque relève directement du roi. Il s'élève dans la hiérarchie féodale. Les murailles de Térouane sont relevées. Mais l'évêque est obligé de choisir un *défenseur* temporel ou *avoué*, qui devient souvent un oppresseur. Les bourgeois ont reconstruit leurs murailles pour protéger l'évêque et le garder au milieu d'eux ; mais ils connaissent leur force. A l'abri de pareils remparts, ils entendent dominer l'élection épiscopale. Après la mort de Drogon, en 1078, Hubert est élu par le suffrage de tous, puis renversé avec une pareille unanimité. Blessé par ses ennemis, il fuit et finit ses jours au monastère de Saint-Bertin. Vient ensuite Albert de Bailleul, qui se glorifie de l'appui du comte Robert et du roi, mais qui a contre lui l'avoué Eustache, lequel lui fait couper la langue et les extrémités des doigts.

Gérard lui succède : Eustache, le vassal insubordonné de l'évêque, prend part à la première croisade, et néanmoins, pendant son absence, les Térouanais obligent l'évêque à renoncer à ses fonctions pour se retirer dans le monastère de Saint-Éloi près d'Arras. Erkembald, chanoine de Saint-Omer, est élu régulièrement et refuse. Les abbés choisissent alors Jean, appartenant aux réguliers du mont Saint-Éloi, et les suffrages des clercs se portent sur Obert : il y a schisme opiniâtre, que le jugement de Rome termine.

Sous l'épiscopat de Jean, l'avoué fait bâtir une forteresse, afin d'assurer définitivement son autorité, aux dépens de l'évêque ; mais Charles le Bon, comte de Flandre, la fait démolir. Après lui, les troubles recommencent : le jeune Baudouin, frère du comte de Flandre, est élu par la populace, disent les chroniqueurs. Repoussé par le métropolitain et les évêques suffragants, il s'enferme dans l'église, y rend la justice et expédie les affaires.

L'archevêque appelle à Reims les deux archidiacres et un petit nombre de clercs, qui élisent Milon, religieux du Prémontré, en 1131. L'avoué Arnould construit, sous Milon, une forteresse, dépouille de leurs biens les partisans de l'évêque, envahit à main armée le sanctuaire et y verse le sang; il s'arme de la pioche contre les murailles mêmes de l'église : c'est ce qui résulte d'une plainte écrite, adressée par Milon à Thierry d'Alsace, comte de Flandre. Milon II, neveu du précédent, voit son élection contestée par les Boulonnais, qui se souviennent d'avoir eu, dans leur cité, l'épiscopat fugitif et voudraient ressaisir une part d'influence. Après lui, l'épiscopat de Didier finit par une abdication. Lambert, successeur de Didier, renonce à sa dignité, en 1207, pour se faire moine de Cîteaux. — (*D'après un ms. inédit.*)

Tel est le résumé d'environ trois cents ans du régime électif, établi sur sa plus large base, mais fonctionnant dans un pays troublé, dans une époque où la force prédomine, et dans une région frontière. S'il n'y a pas de conclusion

que les évêques soient élus par les suffrages du clergé et du peuple, à raison de leurs mérites et de leur sagesse.

Toutefois, ce nouvel article n'est pas plus fidèlement observé que le précédent. En beaucoup de circonstances on voit Charlemagne nommer lui-même les évêques et l'élection réduite à un vain simulacre.

Le moine de Saint-Gall, qui rapporte sur l'histoire de Charlemagne tant de faits curieux, cite plusieurs exemples qui prouvent combien le droit de libre suffrage était peu respecté. On voit ce prince promettre de *riches évêchés*, *de magnifiques abbayes* aux jeunes plébéiens qui se distinguent par leurs progrès dans les écoles. On voit ensuite ce prince disposer lui-même de plusieurs évêchés sans se préoccuper en aucune manière du droit de suffrage. (*Voy. Collection des Mém.* de M. Guizot, tome III, p. 176-181.)

Sous le gouvernement plus faible de Louis le Débonnaire, le système électif reprend faveur. Sous le règne de ce prince, Folquin est appelé à l'évêché de Térouane par le choix du clergé et du peuple.

Il en doit être ainsi, au surplus, en vertu de l'article 2 d'un nouveau capitulaire porté par Louis le Débonnaire en 816, dont parle Fleury. (Cf. Fleury. *Hist. ecclésiast.*, liv. XLVI, ch. XLVII) :

L'article 2 du capitulaire d'Attigny est conçu en ces termes : « N'ignorant pas les sacrés canons et voulant que l'Église jouisse

rigoureuse à tirer pour le présent, dans les conditions absolument différentes des sociétés et des gouvernements actuels, une conclusion contemporaine paraissait inévitable et fut apportée, en 1215, par le concile de Latran, qui mit fin, dans les élections, aux désordres de l'intervention populaire, can. : *Quia propter electionem*.

« Comme les diverses formes d'élection que quelques-uns s'efforcent d'imaginer produisent beoucoup d'embarras et sont la cause de périls graves et éminents pour les Églises veuves de leurs pasteurs, nous ordonnons que quand il sera procédé à une élection, elle ait lieu en présence de tous ceux qui ont le devoir, la volonté et le droit d'y assister ; que trois électeurs dignes de foi, tirés du sein du collège, recueillent en secret et séparément les suffrages de tous, et qu'après les avoir consignés par écrit ils les fassent connaître à haute voix sans s'arrêter à aucun appel, et qu'après le recensement des votes, celui-là soit proclamé qui aura obtenu l'assentiment de tous ou celui du plus grand nombre, ou même l'assentiment de la plus saine partie du chapitre ; ou encore que la faculté d'élire soit confiée à des personnes idoines (*viris idoneis*) qui, au nom de tous, pourvoient d'un pasteur l'Église veuve du sien. Sinon, l'élection faite sera sans valeur, à moins que, par hasard, elle n'ait été accomplie d'un commun accord comme par une sorte d'inspiration divine sans irrégularité ni fraude. »

de sa liberté, nous avons accordé que les évêques soient élus par le clergé et le peuple, et pris dans le diocèse même, en considération de leur mérite et de leur capacité, gratuitement, et sans acception de personnes. »

L'histoire prouve combien les élections des évêques avaient été souvent troublées par la puissance séculière, depuis la domination des Francs et des autres barbares.

L'empereur Louis fut le premier qui, par ce capitulaire, rendit à l'Église son entière liberté.

450. On rapporte à ce même temps un petit traité de l'élection des évêques composé par Florus, diacre de l'Église de Lyon, cité par Fleury.

« Suivant les canons, dit-il, et la tradition apostolique, le siège étant vacant, un membre du clergé de la même Église doit être choisi par le consentement unanime du même clergé et de tout le peuple. On le nomme dans un décret authentique; puis il est consacré par les évêques en nombre légitime; et cette ordination est censée « un jugement de Dieu. » D'après saint Cyprien, il est constant que les évêques ont été ainsi ordonnés par toute l'Église, sans consulter aucunement la puissance temporelle pendant près de quatre cents ans. Et, depuis que les princes ont été chrétiens, il est évident que les ordinations des évêques sont demeurées pour la plupart dans la même liberté; car, lorsqu'il n'y avait qu'un empereur, il n'était pas possible de lui donner connaissance de tous les évêques qui devaient être ordonnés en tant de vastes pays d'Asie, d'Europe et d'Afrique... »

« Quant à la coutume qui s'est depuis établie en quelques royaumes, ajoute Fleury, de consulter le prince pour l'ordination des évêques, elle sert à entretenir la charité et la paix avec la puissance séculière, mais ce n'est pas une condition nécessaire pour autoriser l'ordination qui ne se donne point par la puissance royale, mais seulement par l'ordre de Dieu et le consentement de l'Église. Car l'épiscopat n'est pas un présent des hommes, mais un don du Saint-Esprit. C'est pourquoi le prince pèche grièvement s'il croit faire une libéralité de ce qui n'est donné que par grâce divine *. » (V. Fleury, *Histoire ecclés.*, liv. XLVI, ch. XLII, t. III, p. 261.)

* Cf. Tailliar. *Essai sur l'hist. du régime municipal romain dans le nord de la Gaule,* 2e éd., p. 273 : « En 1215, le quatrième concile de Latran dispose, par un canon formel, que, désormais, sera seul reconnu pour évêque le candi-

Fleury n'a pu ou su discerner dans les élections ce qui tenait au principe ecclésiastique et ce qui venait du principe civil.

Il faudrait se garder, et c'est pourquoi nous n'avons pas hésité pour donner à tout le sujet et aux notes un certain déloppement, de confondre une forme d'ordre politique, telle que le régime municipal, uni à des traditions de discipline, avec les principes que représente cette discipline.

Le régime *municipal ecclésiastique*, qui est d'origine romaine, succombe lorsqu'une longue expérience a fait voir à quels désordres il pouvait ouvrir la porte dans des siècles de violence. C'est chose contingente.

Le droit d'élection du clergé inférieur et du peuple n'a jamais été *qu'un concours* à l'élection, auquel *la forme municipale, d'origine romaine, donnait toute l'extension compatible avec le principe hiérarchique.* Cette extension, qui n'était pas nécessaire en soi, voy. *supra*, n° 445, est ce qui disparaît.

La restriction, renfermée dans le principe hiérarchique, devient prédominante le jour où le régime municipal ecclésiastique est renversé.

L'évêque ne représente plus ses concitoyens dans l'ordre ecclésiastique et, dans l'ordre politique, il est exclusivement *seigneur féodal*. Les rapports civils du sacerdoce sont modifiés... En quoi et comment? c'est ce qui devait être éclairci. La question était complexe, et les auteurs de la Constitution civile du clergé, notamment, ne l'avaient pas comprise. Ils étaient venus

dat qui aura été désigné *par le chapitre*, ou même par la plus saine partie du chapitre. Ce statut, qui exclut de l'élection le clergé inférieur et le peuple, ouvre une ère nouvelle. (Voy. l'art. 24 des actes de ce concile, *Collectio conciliorum*, t. XXVIII, p. 183, éd. 1644 in-f°.)

« En même temps se produit, en faveur du Saint-Siège, une prérogative qui jusque-là était restée dans l'ombre. C'est le droit pour le souverain pontife de rejeter le choix du chapitre et de nommer directement à l'évêché, sans y avoir égard. Cet acte du concile du Latran, qui dépouille les cités du droit d'élire, sape par sa base *le régime municipal ecclésiastique*. C'est la mesure la plus grave qui ait été prise depuis l'établissement du christianisme. L'évêque cesse d'être le représentant de ses concitoyens, et, *dans l'ordre politique, achève de se transformer en seigneur féodal.*

« Les chapitres des cathédrales, investis du droit de nommer l'évêque, acquièrent un ascendant considérable. Ils constituent autant de corps indépendants, dont quelques-uns se signalent par leurs luttes avec le prélat. Leurs membres, pris en général parmi les familles nobles ou de grands propriétaires, rappellent la vieille aristocratie romaine. Quelques-uns de ces chapitres, notamment celui de Lyon, se prétendent même les héritiers de l'ancienne curie. C'est ainsi que prend fin le *régime municipal ecclésiastique* substitué depuis le v^e^ siècle, au système municipal gallo-romain. »

trop tôt, c'est-à-dire avant le développement des études historiques.

Troisième Système.

451. Un troisième système nie l'efficacité du droit historique. Il lui refuse la qualité de base juridique pouvant être acceptée. La question *préjudicielle* qu'il oppose est celle-ci :

Les intérêts économiques donnent naissance à des rapports légaux. Les rapports légaux, quels qu'ils soient, s'établissent dans l'étendue d'un territoire, sous la protection *nécessaire* d'une souveraineté, qui puise dans son indépendance et dans le principe de la territorialité le droit d'édicter la loi. Sans la loi ainsi édictée, les rapports légaux doivent défaillir. A la loi ainsi édictée, à la souveraineté autonome, indépendante et territoriale, correspondent l'existence d'un pouvoir judiciaire et le droit de contraindre, sans lesquels il ne saurait y avoir qu'une loi imparfaite, ou plutôt absence de loi véritable. Donc, il ne peut être question de droit historique là où font défaut les intérêts économiques, la territorialité, la souveraineté autonome, le pouvoir judiciaire accompagné du droit de contraindre.

Ce système a été appelé de différents noms, selon les temps, et n'a pas, dans un âge historique particulier, ou dans un document écrit spécial, sa formule intégrale. C'est un système ou une théorie de droit qu'il faut saisir dans ses éléments épars.

La question préjudicielle ne laisse aucune place au droit historique, à la base juridique, ou même à la loi.

Une théorie de droit qui repose sur des *éléments épars* est redoutable, parce que chacun de ces éléments épars influe, a influé, peut influer sur un point de la législation et sur une série de faits dans la vie des peuples. Elle est redoutable, parce que tout système appliqué dans son intégralité est démontré, par ses conséqnences, ou bon ou mauvais. L'application qui en a été faite consolide ou renverse.

Mais, avant l'expérience loyale, si elle n'a pu se produire, si peut-être l'instinct des masses y a répugné ; avant l'expérience entière et l'application, les éléments épars sont combattus, au sein de la société, par d'autres éléments qui en atténuent le principe mauvais ou défectueux, si en effet le principe est défectueux ou mauvais. C'est pourquoi le jugement rationnel que l'on porte sur ces théories s'arrête parfois et demeure hésitant, incertain.

Historiquement, le système que nous analysons est celui de Frédéric II (Voy. *supra*, t. I, p. 9). A cette date, c'est le césarisme.

Avec les protestants, à une autre date, c'est, en Allemagne, le système *épiscopal*, fondé historiquement sur le décret de l'empire de 1555, opérant la dévolution aux souverains de la juridiction spirituelle des évêques : ils en réunissent le caractère, pour ce qui concerne la direction de l'Église, à leur caractère propre; ou, si la dévolution de 1555 n'est suffisante en droit, a-t-on dit, elle s'est opérée néanmoins, à l'époque du décret, par un *retour de la juridiction spirituelle à sa source*, qui est l'autorité temporelle.

Avec les protestants de Hollande et Grotius, dans son traité *De imperio summarum potestatum circa sacra*, c'est le système territorial qui attribue la plupart des droits de l'autorité ecclésiastique au chef de l'État, comme tel : la souveraineté du territoire devient ouvertement la base de l'autorité spirituelle, et cette théorie gagne bientôt l'Allemagne, elle s'y enracine.

Fébronius, ou Hontheim, fait l'application doctrinale de ces mêmes principes, qui sont au fond des diverses politiques *gouvernementales*, à commencer par celle de Louis XIV. Il invoque les *libertés nationales*, c'est-à-dire l'indépendance, l'autonomie territoriale, pour détruire la juridiction du pape, et on lui oppose avec raison (25) que les mêmes principes seront destructifs de l'autorité des évêques, de l'autorité de l'Église. Les libertés nationales qu'il revendique consisteraient à soustraire les Églises nationales à la juridiction du souverain pontife, et à l'empêcher d'exercer sur elles tous les actes quelconques de cette juridiction.

Reprenons les éléments épars du système, pour les discuter juridiquement et sommairement.

452. 1° Les intérêts économiques ont été considérés par l'ancienne école des juristes, et jusqu'au temps présent, comme le fondement de tout le droit. Les juristes romains, qui ont porté au plus haut degré de perfection l'analyse du droit civil, ont accrédité cette conception fausse que la véritable jurisprudence ne traite et ne peut traiter que des lois applicables aux intérêts matériels et quotidiens, qui sont ceux

(25) Cf. Pey. *Autorités des deux puissances*, t. II, p. 551 et s. (Le traité de Pey est regardé comme l'un des meilleurs et des plus complets sur la matière de l'autorité des deux puissances. Nous y reviendrons, *Infra*, n° 457.)

de l'individu, c'est-à-dire aux intérêts économiques dans leurs rapports avec les particuliers.

Toute jurisprudence demeurerait ainsi circonscriste dans les seules et primitives données du droit romain. Au delà, rien de juridique n'existe.

Cependant les nations contemporaines, sans se soucier autrement de la vieille école, ont jugé indispensable de régler, en vertu du droit positif, ce qui concerne les intérêts *moraux*. C'est là une nouveauté. Des principes inconnus des juristes romains sont entrés dans le domaine du droit, lorsque des questions qui importent à la vie et au développement social des peuples modernes ont surgi.

A côté des intérêts économiques, nous avons donné une place aux intérêts moraux lorsque, par exemple, la propriété littéraire, la propriété artistique, sont devenues l'objet de véritables lois chez tous les peuples de l'Europe. L'artiste, le savant, l'homme de lettres, jouissent de la protection des lois, si leurs droits viennent à être lésés. Ils invoquent le droit commun; ils ont recours aux tribunaux civils. Une *nouvelle matière du droit* a été reconnue.

Il faut aller présentement jusqu'au Japon pour retrouver cette matière du droit non codifiée. Le *Projet de Code civil* pour l'empire du Japon (1), qui emprunte aux codes de famille française ses dispositions législatives, laisse ces intérêts *moraux* non réglés, parce que la société japonaise ne les connaît pas jusqu'à ce jour; mais c'est à titre provisoire, ainsi que le déclare le commentaire du Projet.

Et d'un autre côté, le même Projet de Code, lorsqu'il énonce cet axiome, évidemment emprunté à l'école de droit de Paris, que *tous les biens sont des droits* et consistent uniquement dans des droits, s'éloigne autant que possible de la conception matérialiste des intérêts économiques, seuls fondements du droit.

Il nous paraît donc qu'un des éléments épars du système exposé ci-dessus, a définitivement succombé. Des rapports légaux s'établissent sur d'autres intérêts que les intérêts exclusivement économiques.

453. 2°. La territorialité et la souveraineté autonome ne sont plus pour nous les conditions essentielles de toute loi,

(1) G. Boissonade. *Projet de Code civil pour l'empire japonais,* imprimé à Tokio, 1882; Paris, chez Thorin.

depuis l'extension juridique des rapports internationaux. C'est un second point fort grave dans la question.

« Les Romains, dit Martens (2), ne connaissaient pas les relations internationales telles qu'on les entend de nos jours. Dans leurs rapports avec les autres peuples, ils partaient d'un point de vue directement opposé à celui qui prévaut actuellement. Quand Rome se trouvait obligée de nouer des relations pacifiques, elle voyait dans ce fait une violation des règles qui devaient présider à ses rapports extérieurs... »

Or, non seulement nous admettons les relations pacifiques sans y voir une violation des règles juridiques ; mais nous admettons, dans les relations du droit international privé, l'étranger avec sa loi *non territoriale pour nous*, avec sa loi ne relevant pas de l'autonomie à laquelle nous obéissons. Pour ne citer qu'un exemple, le contrat formé par un national avec un étranger, dont la loi de majorité n'est pas celle de notre territorialité, n'est pas celle de l'autonomie qui nous régit, sera assujetti à la loi de cet étranger pour la validité. Le contrat ne pourra enfreindre cette loi qui, pour l'une des parties, n'est pas la loi autonome, n'est pas la loi territoriale.

D'autre part, dans le droit international public, nous ne bornons pas la matière juridique aux choses qu'atteignent exclusivement la territorialité ou la souveraineté autonome.

Tous les gouvernements admettent l'extradition. En vertu soit des traités, soit des principes de réciprocité, les décisions des tribunaux étrangers peuvent devenir exécutoires, moyennant des conditions déterminées. Les unions postales, les unions monétaires et autres ont le même caractère de relations juridiques non restreintes à la territorialité et à l'autonomie. La déclaration de Paris en 1856, pour le commerce des neutres ; la convention de Genève de 1864 pour les soins à donner par les belligérants aux blessés ; la déclaration de Saint-Pétersbourg, en 1868, concernant l'emploi des balles explosibles ; la conférence de Bruxelles, en 1874, pour définir, en général, toutes les lois et tous les usages des guerres de terre, démontrent pleinement que les gouvernements eux-mêmes reconnaissent l'insuffisance de la législation intérieure, s'il n'y est joint une matière juridique dont le *Corpus juris* n'a jamais soupçonné l'existence.

(2) Martens, prof. de l'univers, de Pétersbourg. *Traité de droit international*, trad. par Léo. — Paris; 1883, p. 4.

Donc, ici encore, les progrès de la science du droit et les besoins modernes ont renversé l'un des éléments épars d'une théorie qui croyait nécessaire à la substance des rapports légaux la territorialité stricte et la souveraineté autonome agissant sur ces rapports légaux.

454. Nul ne sait où s'arrêtera non seulement la doctrine, mais la pratique, mais le progrès dans ce sens. Il est manifeste, surtout dans les relations commerciales, et à raison des rapports incessants de peuple à peuple, que la loi marche généralement, à l'heure présente, vers l'unification. Ce qui est la législation dans une contrée devient la législation dans les contrées voisines ou distantes.

Il n'est pas déraisonnable de poser l'hypothèse d'une jurisprudence se dégageant des faits et formulée par la généralité des jurisconsultes comme exprimant sinon la loi, du moins le droit. Plus d'une fois le juge *vise* l'article de la loi et *applique* le droit, c'est-à-dire la doctrine. Il serait possible aussi qu'en vertu des traités l'*exequatur* soit étendu, pour les sentences des tribunaux, jusqu'à devenir une sorte de droit commun.

Dès lors, dans un certain nombre de cas, principalement commerciaux, la territorialité pourrait s'effacer d'une manière notable, pour les voies d'exécution, en même temps que *le droit remplacerait la loi*, c'est-à-dire l'impératif autonome, dans une certaine mesure.

Il nous suffit que les tendances se prononcent dans ce sens, pour affirmer que la territorialité stricte et la souveraineté autonome n'ont aucune valeur comme question préjudicielle à opposer à la société spirituelle, à opposer au sacerdoce qui la représente. Car, nous l'avons dit, cette question préjudicielle, c'est le troisième système tout entier.

455. 3° Enfin, le pouvoir judiciaire et le droit de contraindre sont-ils indispensables, oui ou non, à l'existence des rapports légaux? La force-est-elle une partie intégrante du droit, ainsi que l'a prétendu plus d'une fois le césarisme? Le droit sans la force est-il, comme on l'a dit, une pure chimère? Ihering l'affirme et il refuse de reconnaître que la force soit uniquement un moyen de *réaliser le droit*. L'Église n'a pas la force et le pouvoir de contraindre matériellement. Le sacerdoce n'a pas la force et le pouvoir de contraindre matériellement. Seront-ils impuissants pour toute formation du droit?

Ihering veut que la force soit essentielle au droit, à la notion du droit (3). Mais, même en Allemagne, ces assertions du savant juriste sont contestées (4). Et, à Saint-Pétersbourg, le professeur Martens, dans son ouvrage récent, le réfute ainsi (5) :

« La doctrine d'après laquelle la force et la contrainte matérielle constitueraient le caractère essentiel du droit confond deux choses distinctes : le droit lui-même et son application violente. Celle-ci a lieu habituellement quand la loi et le droit sont violés. La force est donc plutôt un élément d'iniquité [attestant la présence de l'injuste par le fait de la répression] qu'un élément de droit. Car à l'état normal celui-ci n'a jamais recours à la force pour prévaloir. Le droit cesse d'exister, du moment où il n'est plus reconnu et qu'il ne sert plus de fondement aux actions humaines. »

Donc, on ne peut dire qu'il y ait un manque de règles juridiques ayant force de loi, ou manque de rapports légaux certains, là où le pouvoir judiciaire et la force, employée à contraindre, n'apparaissent pas de la même façon que dans les affaires communes entre nationaux habitant la même territorialité.

La science du droit international nous offre plus d'un exemple de principes établis par tel homme d'État, par tel écrivain publiciste, qui, propagés ensuite par d'autres publicistes ou d'autres hommes d'État, ont pris le caractère de *coutumes nées de la vie sociale*, respectées et appliquées partout. Les lois de la prérogative des agents diplomatiques n'ont pas une autre formule que celle-là.

En résumé, la science moderne, et la plus récente, du droit, s'oppose à chacun des éléments épars d'une théorie de droit qui niait, *a priori*, toute base juridique aux rapports du sacerdoce avec l'autorité civile, en appliquant, ainsi que l'a fait notre Pothier, une sentence du droit romain, dont il se sert pour rejeter l'autorité du pontife de Rome au nom de la territorialité : *jus dicens extra territorium jus non dicit.*

La situation du sacerdoce ressort plus nette de l'examen de ce troisième système. On comprend mieux le sens des faits, au point de vue juridique, et leur portée; on aperçoit au vif ces

(3) *Der Zweck in Recht*, t. I, p. 240; — *Das Recht ist die Politik der Gerwalt*, p. 250, s.

(4) Bergbohm. *Straatsverträge und Gesetze all Quellen des Vòlkerrechts*, p. 12. — Prof. Thon, de Iéna. *Rechtsnorm und subjectives Recht*, p. 47, s.

(5) Martens. *Traité de droit international*, trad., p. 13.

fondements d'une longue hostilité *territoriale* et *autonome*, à laquelle le dernier état du droit est loin d'être favorable. Il se trouve démontré, grâce aux assertions du savant Ihering, d'une part, et aux réfutations, d'autre part, que ce qui était débattu, c'était la vérité ou l'erreur de ce mot : La force prime le droit.

Quatrième Système.

456. Un quatrième système est, aussi bien que le précédent, la négation péremptoire du droit historique, comme offrant un fondement solide et juridique, la négation de toute appréciation utile, soit du fait actuel, soit de l'établissement ecclésiastique tel qu'il existait avant 1789, en France : Les seuls rapports vrais du sacerdoce sont ceux de la *primitive Église*.

La constitution civile du clergé devait être, dans la pensée de ses auteurs, un retour à la primitive Église ; le jansénisme ou le joséphisme, un retour à la primitive Église, le protestantisme ou d'autres scissions antérieures, un retour à la primitive Église.

A défaut du droit historique, qui aurait constitué légitimement l'Établissement ecclésiastique, toute base juridique ne semble pas ici faire défaut, il est vrai. Une théorie de droit semble pouvoir s'appuyer sur un fondement connu. Mais le système se heurte à deux difficultés.

1° Il faudrait déterminer quand finit la primitive Eglise, afin de pouvoir discerner ce qui lui appartient et ce qui ne lui appartient pas ;

2° Il serait nécessaire de démontrer : *a*) que la société actuelle a juridiquement qualité pour ressaisir l'organisation de la primitive Église, ou tels points qui lui conviendront dans cette organisation ; *b*) qu'il ne s'est point établi une prescription opposable par le laps de temps ; *c*) enfin, que l'Église, unité vivante, se développant dans des milieux historiques déterminés, n'a pas pu légitimement et *obligatoirement* créer un droit positif aujourd'hui subsistant.

Aux temps apostoliques, c'est-à-dire les plus rapprochés de la première prédication de l'Évangile, l'Église est déjà constituée telle qu'elle sera dans la suite.

Remontons au temps des douze. Ils représentent une doctrine qui se répand dans le monde, et ils suffisent à changer la face du monde. La doctrine opère par elle-même ; elle apparaît

comme un enseignement sublime. Cependant, nous voyons déjà Pierre, c'est-à-dire une primauté de gouvernement; puis un concile tenu à Jérusalem; puis des diacres, c'est-à-dire une hiérarchie; puis l'apôtre saint Paul qui livre à Satan l'incestueux de Corinthe, c'est-à-dire des jugements, des pénalités.

Remontons plus haut. La douceur divine de Jésus de Nazareth attire à lui les petits enfants, attire à lui les masses, attire les générations. Ceux qui attaquent l'Église se prosternent devant Jésus et sont ravis par ses enseignements. Il parle du ciel, il parle de Dieu, sa parole retentit à travers les âges; toute âme humaine se sent émue; c'est lui qui a apporté le feu de l'amour sur la terre, *et quid volo nisi ut accendatur?* Il a pitié de toutes les douleurs, de toutes les défaillances, *venez à moi, vous tous qui souffrez*. Si les juifs l'ont maudit, les siècles le bénissent. Voilà la primitive Église qui n'excite point de murmures parmi nous. Plusieurs ont dit : Laissez-nous la sublimité de l'Évangile et le Seigneur Jésus, mais retirez du milieu de nous l'Église, car elle n'est pas le Seigneur Jésus.

457. Cependant, toute doctrine vivante, toute doctrine agissante au sein d'une société pourvue d'institutions, mêlée à des événements qui sont l'histoire, subsistante à travers les âges, à travers les races, devra pénétrer de son principe les races, les âges successifs, l'histoire, les institutions. A cette condition seulement, elle sera bienfaisante pour l'humanité. Mais tout cela, c'est la vie de l'Église. Enlevez, s'il est possible, l'Église, le sacerdoce, la légalité positive ecclésiastique et la discipline, et, comme par enchantement, tout va renaître, le droit historique ecclésiastique sera aussitôt reconstitué.

Une page de l'historien Cantù sera citée ici fort à propos (6) : « Le dogme, la loi, le sacerdoce sont des éléments essentiels de l'Église. Aussi, le clergé ne peut être séparé de l'Église catholique si l'on veut qu'elle soit *organisée* et *vivante*... Dans la constitution historique et juridique de l'Église on voit coexister : 1° les baptisés, simples croyants; 2° les apôtres, jouissant des prérogatives communes à Pierre, telles que la vocation spéciale (*vocavit discipulos et elegit duodecim ex ipsis, quos et apostolos nominavit*, Matth. x, Marc III, Luc VI), le pouvoir de lier et de délier (*Quæcumque ligaveritis super terram, erunt ligata et in cælo*, Matth. XVIII), la charge d'enseigner (*Qui vos audit, me audit; qui vos spernit, me spernit*, Matth. x, Luc x, Joan. XIII), la

(6) Cantù, *Les hérétiques d'Italie*, trad., t. II, p. 23.

mission de régénérer et de sauver les croyants (*Euntes ergo, docete omnes gentes, baptizantes eos*, Matth. XXVII ; *euntes in mundum universum prædicate... Qui crediderit et baptizatus fuerit, salvus erit*, Marc. XVI), la faculté d'ordonner leurs successeurs (*Accipite Spiritum...*, Joan. XX), l'indéfectibilité des dons et des promesses (*Ego vobiscum sum omnibus diebus*, Matth. XXVIII) ; — 3° au-dessus de tous, domine Pierre, unique fondement de l'Église (*Tu es Petrus, et super hanc petram ædificabo Ecclesiam meam*, Matth. XVI), à qui ont été confiées les clefs du royaume des cieux (*Tibi dabo claves regni cœlorum*,ib.),la charge de paître et de diriger les agneaux et les brebis (*Pasce agnos.., pasce oves*, Joan. XXI), la stabilité de la foi et le devoir d'y confirmer ses frères (*Ego rogavi pro te, ne deficiat fides tua, et tu conversus confirma fratres tuos*, Luc. XXII), Jésus-Christ ayant promis l'indéfectibilité comme fondemcnt de l'Église (*Portæ inferi non prævalebunt*, Matth. XVI). Il se fait ainsi un Établissement qui repose sur la conciliation des trois systèmes monarchique, aristocratique et démocratique, qui sont ici trois *éléments* constitutifs, et non pas trois pouvoirs. L'aristocratie des évêques participe à toutes les prérogatives du chef, à l'exception de la primauté : à eux seuls Jésus-Christ a départi la hiérarchie de la juridiction. Les prêtres sont leurs coopérateurs, avec une juridiction non ordinaire, mais déléguée et variée, qu'ils rsçoivent d'une manière potentielle, et non effective, avec le sacrement de l'ordre. Au-dessous de la hiérarchie est la démocratie, l'universalité des fidèles, la *plebs*, c'est-à-dire tous les enfants de Dieu, frères en Jésus-Christ, sans acception de classes ou de nations, jouissant au même degré de la fraternité, de l'égalité et de la liberté. »

L'Église existe tout entière, dès le premier jour, mais non réalisée. Sa réalisation sera inséparable du fait de l'humanité entrant, par l'histoire, dans les voies du Christ.

Ce que demandent les partisans actuels du retour à l'Église primitive, c'est une Église ayant la forme non confessionnelle. Or la forme non confessionnelle n'a jamais vécu. Elle n'a pas de principe historique. Légalement, il n'y a pas de retour à l'Église primitive (7).

(7) L'*Exposition des principes de la Constitution du clergé*, par les évêques députés à l'Assemblée nationale, sous la date du 30 octobre 1790, s'exprime ainsi sur l'identité de l'Église primitive et de l'Église dans tous les temps : « Il est une juridiction propre est essentielle à l'Église, une juridiction que Jésus-Christ lui a donnée, qui se soutient par elle-même dans les premiers siècles... Le droit de faire des lois et des règlements est le droit essentiel de toute

458. Le principe de l'Eglise confessionnelle comprend et renferme le principe de la discipline.

Dans la séance du 17 novembre 1790 de l'Assemblée nationale, l'abbé Maury (8), député de Picardie, disait avec raison : « Le divin fondateur de la société chrétienne a nécessairement conféré à ses apôtres et à leurs successeurs l'autorité nécessaire à sa perpétuité ; le pouvoir de prêcher la doctrine qu'il avait enseignée, d'administrer les sacrements qu'il avait établis, d'instituer les ministres chargés de ces fonctions sacrées ; enfin la faculté de faire des lois et des règlements *indispensables pour développer le véritable esprit de la religion*. De là naissent, et la nécessité de la discipline et la compétence exclusive de l'Église, qui peut seule en rédiger le code sacré. Quand on a argumenté dans cette tribune, contre l'autorité de la discipline ecclésiastique, en prouvant *qu'elle n'était point invariable*, on n'a point *abordé le véritable point de la question ;* on ne l'a pas même compris. » Le dire de Maury était fondé. En voici la preuve :

Le P. Lalande, de l'Oratoire, dans son *Apologie des décrets de l'Assemblée nationale sur la Constitution civile du clergé* (9), dit, en effet : « Il est évident que les décrets ne portent que sur des objets de police et de discipline, objets qui peuvent *varier*, et ont varié plusieurs fois. Voilà le seul et véritable état de la question. » Le P. Lalande se trompe; car la question, bien saisie par l'abbé Maury, était de savoir si la forme confessionnelle avait été reçue, par les Apôtres, « du fondateur de la société chrétienne, » si dès lors, ainsi que dit Maury, elle était nécessaire autant que légitime, et si elle entraînait la *compétence exclusive.*

N'oublions pas que cette compétence exclusive tranche la question de savoir si la société civile a juridiquement qualité pour ressaisir l'organisation de la primitive Église, en même temps que la preuve de l'existence confessionnelle de l'Église, dès son principe, établit quels sont les seuls rapports vrais du sacerdoce, à l'âge de la primitive Église (10).

société : les Apôtres, en fondant des églises, leur donnèrent des règles de discipline. *Les apôtres ont reçu la forme instituée par Jésus-Christ lui-même et l'ont donnée aux siècles futurs...*

(8) *Opinion de l'abbé Maury*, 1790, in-8°.

(9) Paris, 1791, p. 5.

(10) Les brochures pour et contre la constitution civile sont nombreuses. Nous avons parcouru : la *Déclaration de M. l'évêque de Rennes sur la nouvelle organisation du clergé*, 1790 (sans nom d'imprimeur ni lieu d'impression) : « Les innovations que l'on propose sont des entreprises sur l'autorité spirituelle, » dit-il ; — *Déclaration de M. l'évêque de Soissons*, 1790, sans nom

459. Le sacerdoce pouvait-il se recruter, dans les premiers âges chrétiens, en d'autres rangs que parmi ceux 1° dont la fortune et l'activité n'étaient pas nécessaires soit à la curie, soit à la vie sociale, voy. *supra*, n° 145, parce qu'ils ne possédaient rien, ou 2° parmi ceux qui faisaient abandon de leurs biens à la curie,

d'impr. : « Toute organisation de pouvoirs ecclésiastiques émanée de la seule puissance temporelle ne peut faire partie intégrante d'une constitution politique; » — *L'archevêque de Paris à ses diocésains*, donné au pied des Alpes, 4 décembre 1789 : Lettre pastorale très remarquable comme monument historique. L'archevêque défend la personne des *aristocrates*, réfute l'assertion, soit que Paris devait être livré au pillage, soit qu'on devait faire sauter Paris, au 13 juillet, au moyen de mines; — *Mandement de l'archevêque de Paris*, donné à Chambéry, décemb. 1790 : Nous consentirons à une nouvelle circonscription du diocèse le jour seulement où, soit par un concile national, soit par toute autre voie canonique, nous y serons autorisé; — *Dialogue de M. Clergé avec madame Nation :* La Nation : « Il est très possible que vous ayez eu envie de faire le bien et même que vous pensiez l'avoir fait; mais vous vous êtes trompé et j'ai trouvé sage de vous ôter les moyens de vous tromper; » — *Passion de Jésus*, à Genève, l'an 1^er^ du schisme, avec espérance de l'hérésie. Raillerie assez souvent heureuse et spirituelle dirigée contre les assermentés; — *Le pape hérétique*, ou réfutation du bref de Pie VI, par l'abbé Bouvet, 1791; — *Considérations sur les limites de la puissance spirituelle et de la puissance civile*, par M. l'archev. de Toulouse (de Fontanges); — Jabineau, *Mémoire à consulter*, 1790; — Hervé de la Bauche, *Protestations de* 105 *curés de la Bretagne*, s. l. n. d.; — *Adhésion motivée de plusieurs curés du Perche* à l'Exposition des principes sur la constitution du clergé, 1790; — *Réponse de M. l'évêq. de Beauvais*, etc. (La Rochefoucauld), 1790; — *Instruction pastorale de M. l'év. de Boulogne* (Asseline) *sur l'autorité spirituelle*, 1790; — *Distinction et bornes des deux puissances* par rapport à la constitution du clergé (de Gourcy), 1790; — *Réfutation de toutes les déclamations épiscopales contre le décret sur la constitution civile du clergé*, par de la Croix, docteur en théol. de Paris, 1791; — *Conformité du serment* à prêter par les ecclésiastiques, fonctionnaires publics, avec la discipline de l'Église gallicane (Berthelot, docteur de la faculté de droit de Paris), 1791; — *Discours prononcé par M. Sallentin, curé de Mouy*, s. d.; — *Esprit des lois canoniques et politiques* qui ont régi l'Église gallicane des quatre prem. siècles, 2 v. in-8, 1791 (M^lle^ de la Lezardière); — *Explication du canon* 17^e^ *du concile de Chalcédoine*, qui fait le principal appui de la constitution civile du clergé (Maultrot), 1791; — *Décret de pacification* proclamé par le concile national, 1797, à l'imprimerie-librairie chrétienne; — *Collection des pièces* imprimées par l'ordre du concile national, 1797; — *Collection des décrets du concile national*, 1797; — *Discours pour l'ouverture du conc. national* de 1801 (Grégoire); — *Lettre synodique* du second concile national de France, 1801; — *Actes du second concile national de France*, 1801; — *Cri de la religion* à l'invincible, à l'immortel Bonaparte, le bras du Tout-Puissant, l'ange de la paix, le sauveur de la France, le pacificateur des nations, les délices du genre humain, Paris, l'an X.

Ces brochures, qu'il faut citer en bloc, ne sont pas les seules, mais forment un petit nombre dans la multitude d'écrits de ce temps. L'autorité civile croulait avec le trône. La seule autorité était celle de l'opinion publique, à laquelle on fit appel très largement.

afin que l'activité sociale et la fortune sociale ne fussent point en péril? Était-il possible de ne pas joindre, à l'origine, la pauvreté personnelle du clergé à la richesse impersonnelle de l'Église, de laisser au clergé la responsabilité de son existence matérielle, c'est-à-dire la liberté *des moyens humains d'acquérir*, par le travail, ou par l'esprit d'ordre et de prévoyance du commerce, après que saint Paul s'était fait gloire de vivre du travail de ses mains et de n'être point à charge aux frères? de ne pas laisser au sacerdoce, pour unique ressource, les seuls *moyens ecclésiastiques d'acquérir*, qui sont les dons et les offrandes, au risque de provoquer chez quelques-uns la demande inquiète, importune, l'avidité peut-être? (Voy. *supra*, n° 153, C). Constantin pouvait-il ne pas faire du sacerdoce un ordre dans l'État, qui subsisterait dans l'organisation monarchique de l'empire comme partie intégrante, et se trouverait entraîné dans la marche de ses destinées et des destinées monarchiques dans le monde pendant des siècles, tandis que le prêtre païen n'avait jamais connu que le rôle secondaire et la fonction des auspices à prendre, des rites à accomplir dans le temps du sacrifice? Ce que les empereurs jugèrent possible, ce fut ce qu'ils trouvèrent *gouvernemental* et en harmonie avec les besoins de la société à la tête de laquelle ils étaient placés ; ce fut le maintien de la curie, qui ne put être entamée par le sacerdoce, ce fut la pauvreté personnelle; ce fut la richesse impersonnelle, ce fut la formation d'un *ordre* qui commença l'*Établissement* ecclésiastique, ruiné en France par la Révolution, mais persistant jusque-là. (Voy. *Supra*, t. 1, n° 333, et *passim*.)

Un sacerdoce sans le célibat, un sacerdoce marié, tel qu'il a existé, et tel qu'il existe encore dans une partie de l'Orient, et dans les rangs d'un clergé à la fois catholique et soumis au pape était-il possible ? A l'exception de saint Jean, le disciple vierge, tous les apôtres n'ont-ils pas connu le mariage? On a dit que la virginité était la protestation nécessaire contre les désordres du monde romain. Mais le monde romain a pris fin depuis longtemps, et le sacerdoce devait durer, a duré plus longtemps que l'empire romain. En outre, la virginité étant une voie d'exception, ce qu'il fallait montrer au monde romain, c'était, ce semble, la sainteté dans le mariage. Car le monde romain pouvait récuser les voies d'exception.

On a dit également qu'en présence de la menace du martyre, toujours suspendue, l'héroïsme était la condition du sacerdoce, et que l'héroïsme eût été affaibli par le mariage. Mais serait-ce

donc que le sacerdoce seul a fourni, ou seul devait fournir des martyrs, et que son héroïsme n'eût pas atteint celui des simples chrétiens, s'il n'avait été entretenu par des moyens d'exception?

Le sacerdoce vrai, et parfait en sa substance, pouvait-il se développer dans le monde, sans que le demi-sacerdoce des solitaires, des moines, le simili-sacerdoce des pénitents et des contemplatifs, prît un développement simultané, sans que le demi-sacerdoce du moine devînt, précisément, le type de la vie interne pour ceux-là mêmes qui étaient voués, en notable partie, à la vie externe, au milieu des sociétés, et plus occupés, par la force des choses, du ministère quotidien que de la contemplation des mystiques?

A ces diverses questions, une seule réponse est suffisante.

Le sacerdoce devait nécessairement développer sa forme confessionnelle : il l'avait reçue des apôtres ; elle était antérieure et supérieure aux apôtres. Il devait la développer, non d'après des abstractions, mais en tenant compte du passé de l'humanité, de son présent, de sa vie de chaque jour. Étant donnée une humanité différente, une situation économique et sociale différente, il y eût adapté la forme confessionnelle, en tant qu'elle était susceptible d'adaptation. C'est l'humanité, non pas considérée *in abstracto*, mais l'humanité historique qui est la cause contingente de l'adaptation dans tel sens ou dans tel autre.

Et enfin dans l'humanité se rencontre la liberté individuelle, grand et puissant élément de la contingence. La liberté individuelle ; l'humanité dans son passé, son présent, son avenir, sa vie de chaque jour ; la nécessité inéluctable de la forme confessionnelle et de l'adaptation, ont produit leurs résultats, tels que nous les voyons, nous les constatons, nous les touchons, vivants et s'imposant en qualité de faits.

460. Platon pouvait ne pas s'adonner à l'étude de la philo-

(11) Néron, le premier persécuteur, n'a-t-il atteint que le sacerdoce, ou spécialement les représentants du sacerdoce? ou, au contraire, la foule, la *multitude*, dont l'héroïsme, au dire de Tacite, gagnait à la cause des chrétiens de nombreux partisans, dès ces premiers jours de l'histoire du martyre? Lisons les *Annales* de Tacite, liv. XV, ch. 44 : « On saisit d'abord, dit-il, ceux qui avouaient [leur qualité de chrétiens], puis, sur leur déposition, une *multitude prodigieuse ; eorum multitudo ingens.* De leur mort, on fit des divertissements comme de les couvrir de peaux de bêtes féroces et de les faire périr déchirés par des chiens, ou de les clouer à des croix, ou, les réservant aux flammes, de les brûler dès que le jour tombait, pour servir de flambeaux la nuit, *in usum nocturni luminis.* Néron avait offert ses jardins pour ce spectacle... »

sophie ; Alexandre pouvait refréner la soif et l'ambition des conquêtes; il était possible à Robespierre de se faire capucin ou de soigner les malades incurables, avec patience et douceur, parmi les religieux de Saint-Jean de Dieu.

Mais la liberté humaine a fait d'un seul, chez les Grecs, le guide autorisé du spiritualisme pour la suite des temps ; elle a mis entre les mains d'un seul, chez les Grecs, les destinées des nations et des empires ; elle a personnifié, chez nous, dans un seul, à une époque donnée, au milieu d'une nation en effervescence, les déviations sanglantes des théories imaginées pour le bonheur des peuples.

Il ne faut pas méconnaître l'élément libre dans l'histoire ou dans le droit.

La liberté humaine a fait un saint Antoine, un saint Paul ermite, un saint Pacôme.

Elle a peuplé le désert. Elle a produit les contemplatifs. Elle a montré aux hommes la vie cénobitique comme une émulation de sainteté.

La base d'aucune société établie dans le monde n'avait encore été celle-là, et cette nouveauté hardie de l'organisation cénobitique donnait naissance, dans la Thébaïde, à des groupements d'hommes tout à fait imprévus, et chaque jour plus nombreux.

On put se demander s'il y aurait désormais deux sociétés distinctes parmi les humains, les vieilles cités d'une part, et de l'autre les cités de moines, géographiquement séparées des premières. C'était étrange. Mais la contagion de « la vie parfaite » était en quelque sorte irrésistible.

Dans le même temps, la liberté humaine faisait savourer par quelques-uns, avec une joie avide, avec une sorte d'intempérance, les délices des austérités et de la victoire remportée sur les sens. Ceux dont les jours de la jeunesse ont été hantés par les âpres voluptés de la macération et de la pénitence savent combien elles ont de puissants attraits ! Les vieilles cités pactisèrent avec les cités nouvelles; la vie terrestre pactisa avec la vie supraterrestre.

Le monde terrestre ne fut point mis en péril ; mais, dans l'ordre moral, il capitula. L'humanité , au point de vue moral et idéal, releva de « la vie parfaite, » telle que la liberté humaine l'avait pratiquée en la personne des Antoine, des Paul, des Pacôme.

L'Eglise gouverna le monde, l'ordre sacerdotal gouverna l'Église. Mais l'ordre sacerdotal fut gouverné, à la fois, par sa loi propre, par sa hiérarchie, par le dogme, par l'état social, par la situation économique de l'empire romain ou des Barbares, par les lois des souverains, empereurs et rois, par les canons ou règles de ses conciles, et, tout à la fois, par des individualités prises soit dans ses rangs, soit hors de ses rangs, portant les noms de Paul, Antoine, Pacôme ou autres, c'est-à-dire par la liberté humaine se développant comme énergie dans l'histoire et dans le droit.

Le droit ecclésiastique est donc mêlé de contingence et de faits humains sans cesser d'être le droit (12).

(12) La contingence se rencontre au degré le plus élevé de la hiérarchie. La papauté commence par une phase juive : S. Pierre, puis S. Lin et S. Anaclet, ses disciples et collaborateurs, sont juifs; S. Clément, qui vient après, est né à Rome, mais juif d'origine. S. Évariste, son successeur, pape jusqu'en l'an 109, est né à Béthléem. Les persécutions de Néron et de Domitien, qui se rattachent à cette époque, ont en vue des juifs, sous le nom de chrétiens. La période grecque de la papauté succède. De Rossi en a recueilli l'histoire dans les catacombes. Elle finit au milieu du IIIe siècle, et la papauté latine commence. Tout est contingence.

Les douze apôtres ont fondé l'Église; les quatre évangélistes ont fondé l'Église; les papes ont fondé l'Église. Ce sont autant d'individualités distinctes, autant de libertés humaines agissant suivant leur sens et laissant chacune l'empreinte de l'individualité.

Les docteurs ont fondé l'Église, ce sont : Ambroise, Augustin ,Grégoire, pape, Jérôme, pour les Latins; Athanase, Grégoire de Nazianze, Basile, Chrysostome pour les Grecs. Autant d'individualités libres, ayant leur génie propre.

Les martyrs ont fondé l'Église ; les plus célèbres sont : Étienne, Laurent, Vincent, Fabien et Sébastien, Jean et Paul, Côme et Damien, Gervais et Protais. Nulle revendication plus énergique de l'individualité et de la liberté que celle des martyrs!

Les fondateurs d'ordres ont bâti dans l'Église des colonnes qui se sont trouvées reliées à l'édifice entier, par un effet du développement de la liberté humaine. Ils agissaient dans le sens des conseils de la perfection évangélique. Les principaux sont les suivants :

S. Paul, ermite; — S. Antoine, patriarche des ermites, mort l'an 358, âgé de 105 ans; — S. Basile, législateur des moines, mort évêque de Césarée l'an 378; — S. Pacôme, régulateur et père de 8,300 moines, mort en 405, âgé de 110 ans; — S. Augustin, fondateur de l'ordre des augustins, mort en 430 évêque d'Hippone; — S. Benoît, fondateur de l'ordre des bénédictins, mort en 543; — Ste Scolastique, sœur de S. Benoît, fondatrice des bénédictines; — Ste Waudru, institutrice des chanoinesses de Mons, morte vers 650; — S. Bruno, fondateur des chartreux, mort en 1101; — S. Bernard, abbé de Clairvaux, fondateur de 160 monastères, † en 1153; — S. Norbert, fondateur de l'ordre des prémontrés, † en 1134; — S. Raymond, du Puy, premier maître de l'ordre de Malte; — S. Guillaume, duc d'Aquitaine, instituteur des guilielmites † en 1156; — S. Jean de Matha, fondateur en 1198 de l'ordre des trini-

Le fait constitutif du droit dans l'Église est inséparable de l'évolution du droit.

Le fait de la primitive Église n'est pas seul constitutif du droit.

Cinquième système.

461. Un cinquième système ne discute pas la base juridique des rapports des deux puissances. Il ne la cherche pas. Il l'admet et se préoccupe uniquement de la formule générale dans laquelle il la renferme.

C'est une application et une extension de cet axiome du card. de Retz : Le droit des peuples et celui des rois ne s'accordent jamais si bien que dans le silence.

L'ouvrage estimé, *De l'autorité des deux puissances* (13) procède ainsi :

taires, † en 1214; — S. Dominique, fondateur, des dominicains ou frères prêcheurs, † en 1221 ; — S. François d'Assise, fondateur des frères mineurs, mort en 1226; — Ste Claire, qui institua les clarisses en 1212, morte en 1253; — S. Cyriaque, évêque d'Ancône, martyrisé le 4 mars 1265, qui fonda l'ordre des porte-croix (*cruciferi*) confirmé par Innocent III; — S. Albert, fondateur de l'ordre des carmes ou du Mont-Carmel, † en 1292; — S. Pierre de Morono (Célestin V), fondateur des célestins, † en 1296; — S. Nicolas Tolentin, réformateur des ermites de Saint-Augustin † en 1306; — S. Jean Columbini, fondateur de l'ordre des jésuates, mort en 1367; — Ste Brigitte, princesse suédoise, fondatrice des brigittines, † en 1373; — S. Pierre Ferdinand, rénovateur, en 1407, des ermites de Saint-Jérôme; — S. Laurent Justinien (de Venise), fondateur des chanoines réguliers de Saint-Georges, † 1455; — S. François de Paule, fondateur des minimes, qui rédigea trois règles : une pour les religieux, une pour les religieuses et la troisième pour ceux du tiers ordre, m. en 1507 ; — Ste Jeanne de Valois, fondatrice des annonciades, morte en 1504; — S. Mathieu Basci, fondateur de l'ordre des capucins, † en 1526; — S. Ignace de Loyola, fondateur de la société de Jésus ou des jésuites, † 1556 ; — Ste Thérèse d'Avila, mère des carmélites déchaussées ; — S. Jean de Dieu, fondateur de l'ordre de Saint-Jean de Dieu, † en 1550; — Louis de Blois, m. 1566; — S. Philippe Néri, fondateur de la congrégation de l'Oratoire, † en 1595; — César de Bus, fondateur des prêtres de la doctrine chrétienne, chargés d'enseigner le catéchisme aux enfants, m. 1607; — S. Camille de Lellis, instituteur des clercs réguliers pour les malades, m. 1614; — S. François de Sales, qui fonda la Visitation, m. 1622; — D. Daniel Lacour, m. 1623, réforme bénédictine, fondateur des savantes congrégations de Saint-Vannes et de Saint-Maur; — le cardinal de Bérulle, m. 1629, qui fonda l'Oratoire, dont les prêtres, liés par l'obéissance, devaient être rattachés au siège épiscopal, dans chaque diocèse, avec la même force qui rattache les jésuites à Rome; — S. Joseph Calasanzio, fondateur des écoles pour les pauvres, m. 1648 ; — S. Vincent de Paul, fondateur des lazaristes et des sœurs de charité, m. 1660 ; — Le vén. la Salle, qui institua les frères des écoles chrétiennes, m. 1719; — S. Liguori, fondateur des rédemptoristes, m. 1787, etc.

(13) *De l'autorité des deux puissances*, Strasbourg, 1791, sans le nom de l'auteur (Pey).

Personne sur la terre ne peut réformer le souverain que le souverain lui-même. Il ne peut y avoir qu'un souverain dans chaque gouvernement parfait (14).

Les deux puissances sont étroitement liées par des principes communs qui fondent leur autorité. Les deux puissances doivent se *protéger* réciproquement. — Les deux puissances doivent se protéger pour l'exécution de leurs lois et de leurs décrets respectifs. — Les deux puissances doivent se protéger pour se concilier réciproquement l'amour et le respect des peuples, dans la personne de leurs ministres. — Les deux puissances doivent se protéger réciproquement dans la possession de leurs domaines. — Les deux puissances doivent se protéger réciproquement dans la jouissance des privilèges qu'elles se sont communiqués. — Cette protection ne donne aucune juridiction sur les matières qui concernent la puissance protégée ; elle ne donne aucun droit de législation sur les matières qui concernent la puissance protégée. — Elle laisse subsister, pour chaque puissance, la pleine souveraineté pour faire, dans l'ordre de son gouvernement, des lois qui tendent à favoriser l'administration de l'autre puissance (15).

Dans ses termes généraux, le système est excellent. C'est d'ailleurs un système honnête. Il est profondément respectueux. Mais, outre qu'il n'établit pas scientifiquement sa base, il ne peut arriver aux détails pratiques sans retrouver toutes es difficultés qu'il semblait avoir éloignées. C'est ce que l'on peut voir par la série de propositions suivantes :

Ce n'est ni selon que les objets sont intérieurs ou extérieurs ni par l'influence qu'ils peuvent avoir sur l'un ou l'autre gouvernement, qu'on doit déterminer la compétence des deux puissances, mais par la fin spirituelle ou temporelle à laquelle ils se rapportent directement par leur nature : la proposition approche de la foi quant à ses trois parties. — La doctrine est de la compétence de la puissance spirituelle : cette proposition est de foi. — La discipline de l'Église est de la compétence de la puissance spirituelle : cette proposition est de foi. — L'administration des sacrements est de la compétence de la puissance spirituelle ; cette proposition est de foi. — Les assemblées de religion sont, par leur nature, de la

(14) Id., t. I, p. 36, 40.
(15) Id., t. IV, p. 4, 103 et s., 205 et s.

compétence de la puissance spirituelle; cependant le prince peut empêcher ces assemblées lorsqu'elles serviraient de prétexte pour exciter des troubles dans l'État; il peut même les convoquer pour les besoins de l'Église : la première partie de cette proposition est fondée sur les principes de la foi, la seconde sur les principes du droit naturel, la troisième sur les droits de protecteur qui appartiennent au prince. — Les ordres religieux forment une matière mixte. Cette proposition est de foi quant à la compétence de l'Église sur les objets spirituels, et de droit naturel quant à la compétence du souverain sur les objets temporels. — Les bénéfices sont des matières mixtes. — Les mariages sont des matières mixtes. — Les aumônes, les pèlerinages et les fêtes sont des matières mixtes (16).

On sait combien de disputes ont été soulevées pour déterminer ce qui est, *directement et par nature*, du ressort de l'une ou de l'autre puissance, ce qui est purement spirituel ou ne l'est pas, ce qui est matière mixte ou ne l'est pas, ce qui, enfin, est compris dans le droit du prince à titre de protecteur. Et ce n'est pas le seul inconvénient du système, lorsqu'on en vient à l'application.

462. Le système de la protection réciproque était celui des premiers âges de la monarchie française. L'Église protégeait le souverain et son autorité. Le souverain protégeait l'Église.

Les beaux jours de l'empire de Charlemagne et les beaux jours de l'Église, la barbarie refoulée, la civilisation reprenant sa marche, tout ce qui s'opère de grand à cette époque, a sa source dans la *protection* réciproque. Mais remontons plus loin que Charlemagne et interrogeons l'histoire :

Les annales des Mérovingiens nous offrent de nombreux exemples de la *protection* au moyen de l'ntervention des rois dans la nomination des évêques:

a. Denis, évêque de Tours, étant trépassé, Omnatius lui succède *par ordre du roi Khlodomir*. Plus tard les évêques Théodore, et Procule, venus de Burgundie, et *nommés par la reine Khlotilde*, gouvernent trois ans l'Église de Tours (17).

(16) Id., t. 4, *passim*. — Non seulement, les difficultés de théorie ne sont pas évitées par ce système, mais il ouvre le champ à toutes les difficultés pratiques. Il oublie qu'en outre des difficultés de théorie, l'ancien Établissement a rencontré les difficultés venant des hommes. Montesquieu disait avec raison, dans ses *Lettres Persanes* : « Il y a en France trois sortes d'États, l'Église, l'épée et la robe, et chacun a un mépris souverain pour les deux autres. »

(17) Grég. de Tours, liv. 3, ch. 17.

b. A la mort de saint Quintien, évêque, *saint Gal, avec l'appui du roi,* lui succède dans son siège (18).

c. Les habitants de Tours désignent pour leur évêque le prêtre Euphronius. Ils présentent au roi Khloter Ier l'acte de sa nomination, *qui est confirmée* (19).

d. Austrapius devait succéder à Pientius comme évêque de Poitiers. Mais, à la mort de celui-ci, le roi Kharibert *en ordonne autrement,* et malgré la réclamation d'Austrapius, *confère* l'évêché à Pascentius, abbé de l'église de Saint-Hilaire (20).

e. Léonce, ayant rassemblé, à Saintes, les évêques de sa province, destitue Émeri, évêque de cette ville, qui n'avait point été sacré canoniquement. Mais le roi Kharibert, qui l'avait nommé, *le fait maintenir* sur son siège, et *refuse d'approuver* l'élection d'Héraclius choisi pour lui succéder (21).

f. A la mort de Cautin, évêque d'Auvergne, plusieurs candidats sollicitent l'épiscopat, offrant beaucoup, promettant davantage. Le prêtre Euphrasius, fils du sénateur Ennodius, ayant reçu des juifs beaucoup de meubles précieux, *les envoie au roi* afin d'obtenir, par ce présent, ce qu'il ne pouvait obtenir par son mérite. Mais l'archidiacre Avitus, élu par le peuple et le clergé en assemblée générale, *est agréé par le roi,* bien qu'on offrît à ce dernier mille pièces d'or pour retarder le sacre du nouveau prélat ; et le roi se plaît même à lui faire tant d'honneur que, passant par-dessus la rigueur des canons, il ordonne qu'il soit sacré en sa présence (22).

g. Après la mort de Dalmatius, évêque de Rodez, beaucoup de gens, comme de coutume, briguent son siège. Cependant, il avait fait un testament dans lequel *il signalait au roi* celui qu'il devait choisir, le conjurant au nom des choses les plus sacrées de ne pas mettre dans cette Église un *étranger*, ni *un homme avide* ou *enchaîné dans les liens du mariage.* Ce testament de l'évêque Dalmatius ayant été lu en présence du roi Khildebert et de ses grands, Théodose, alors archidiacre de la ville, est sacré évêque (23).

h. Bourguignon, laïc, veut se faire sacrer évêque de Nantes, en remplacement de son oncle Félix. Grégoire de Tours le

(18) Id., liv. 4, ch. 5.
(19) Id., liv. 4, ch. 15.
(20) Id., liv. 4, ch. 18.
(21) Id., liv. 4, ch. 26.
(22) Id., liv. 4, ch. 31.
(23) Id., liv. 5, ch. 47.

refuse : « Il est écrit dans les canons, mon fils, que personne « ne pourra parvenir à l'épiscopat sans avoir d'abord réguliè- « rement passé par les degrés de la hiérarchie ecclésiastique. » L'évêque Félix étant mort, Nonnychius, son cousin, *lui succède par ordre du roi* (24).

i. Remi, évêque de Bourges, étant décédé, Sulpicius, *par la faveur du roi Guntramn*, fut élu évêque de cette ville. Beaucoup de gens pour obtenir ce siège offrirent au roi des présents. Mais il répondit : « Il n'est pas dans l'habitude de notre gou- « vernement de vendre le sacerdoce, et il ne vous convient « pas de l'acheter par des présents » (25).

j. Gondovald, prétendant régner sur les Franks et se disant fils de Khlother Ier, *fait ordonner* le prêtre Faustien évêque de la ville de Dax, bien que Nicet, comte de Dax, ait obtenu de Khilpérik un *ordre pour se faire instituer* évêque de cette ville.

k. En 599, Brunehilde est chassée d'Oster-rike. Trouvée seule par un pauvre homme, dans la Champagne près d'Arcis, elle lui demande sa route et se fait conduire à Théodorik, roi de Burgundie, qui traite son aïeule avec honneur. En récompense du service qu'elle a reçu, Brunehilde *fait avoir au pauvre homme l'évêché d'Auxerre* (27).

D'autres passages attestent l'admission à l'épiscopat de simples laïcs et les manœuvres employées pour y parvenir :

l. Ferréole, évêque d'Uzès, étant mort, on se dispute son siège. Albin, *ex-préfet*, s'en empare d'abord, et meurt après en avoir joui trois mois. Le roi *ordonne* de le remplacer par Jovin, *ex-gouverneur de la province*. Mais celui-ci est prévenu par le diacre Marcel, qui se fait élire par le clergé et demeure ensuite évêque *à l'aide de présents*, bien que Jovin ait voulu *le chasser par la force* (28).

m. Le roi Khloter Ier nomme à l'évêché d'Avignon le bienheureux Domnolus ; mais celui-ci n'accepte pas. Plus tard, il lui donne le siège du Mans, qu'il occupe 22 ans. — A la veille de mourir, Domnolus choisit pour son successeur l'abbé Théodulphe. Le roi confirme d'abord ce choix ; mais bientôt *il change d'avis* et nomme Badégésile, *maire du palais royal*, qui

(24) Id., liv. 6, ch. 15.
(25) Id., liv. 6, ch. 39.
(26) Id., liv. 7, ch. 31.
(27) Frédégaire, ch. 19.
(28) Grég. de Tours, liv. 6, ch. 7.

ayant été tonsuré, passe par les degrés de la cléricature (29).

n. Les querelles qui s'élèvent dans l'Église de Rodez pour l'épiscopat sont des plus scandaleuses. L'église est pour ainsi dire mise au pillage. Les vases sacrés sont enlevés ainsi que les objets les plus précieux. Avec l'appui de Brunehilde on fait écarter le prêtre Transobade, et on élit Innocent, *comte du Gévaudan* (30).

o. Du temps de Khilpérik *peu de clercs parvinrent à l'épiscopat*. C'étaient donc des *laïcs* qu'il choisissait (31).

p. Laban, évêque d'Euse, étant mort, eut pour successeur Didier, *laïc*. Le roi avait, cependant, promis avec serment qu'il ne choisirait jamais d'évêque parmi les *laïcs*. Mais, que ne peut sur le cœur des mortels la détestable soif de l'or (32) !

q. Bertrand, évêque de Bordeaux, désigne son diacre Waldon pour lui succéder, lui remet tout le pouvoir du sacerdoce et le soin de tous ses biens, *tant de ses propriétés héréditaires que des bénéfices qu'il avait reçus*. A la mort de Bertrand, Waldon se rend auprès du roi *avec des présents*, et l'acte de sa nomination par les fidèles. Mais il ne peut rien obtenir ; le roi *ordonne* que Gondrésile, *comte de Sains*, soit sacré évêque (33).

r, Sabaude, évêque d'Arles, est remplacé à sa mort par Licérius, *référendaire* du roi Gunthram. Évans, évêque de Vienne, étant aussi décédé, le roi *nomme à sa place* Virus, prêtre de race sénatoriale (34).

Cet ensemble de faits est suffisamment édifiant.

463. Le système de la protection réciproque ne discute pas sa base juridique, il la formule. Il n'évite pas la série de propositions sur le spirituel *directement et par nature*, sur les matières mixtes et le reste. Il ne résout pas ces propositions à l'aide de la base juridique qu'il a formulée. En outre, il se heurte contre les enseignements de l'histoire, comme on vient de le voir.

Cependant il n'est pas abandonné. Le R. P. Liberatore, S. J., s'y rattache dans le large exposé doctrinal publié par lui,

(29) Id., liv. 6, ch. 9.
(30) Id., liv. 6, ch. 37 et 38.
(31) Id., liv. 6, ch. 46.
(32) Id., liv. 8, ch. 22.
(33) Id., liv. 8, ch. 22.
(34) Id., liv. 8, ch. 39.

cum superiorum permissu, sous le titre : *l'Église et l'État* (35). Il s'exprime ainsi :

« Il ne sert de rien d'invoquer la diversité des deux ordres, dont l'un est temporel et l'autre spirituel. Cette diversité emporte avec soi pour l'État une indépendance relative. Voici seulement ce qu'elle peut faire : que dans les choses qui, *par elles-mêmes et directement*, se rapportent exclusivement au bien-être de la vie présente, comme les finances, l'armée, le commerce, la paix publique, les relations internationales, l'État agisse de son propre mouvement *et en pouvoir suprême*. Mais, en aucune manière, elle ne peut faire que, dans les choses qui regardent *directement et par elles-mêmes* la piété, la justice et les mœurs, l'État ne doive se conformer aux prescriptions de l'Église, » qui redevient le seul pouvoir souverain. C'est bien la théorie de Pey développée ci-dessus.

« Mais, ajoute Liberatore, que de maux l'Église a eu à souffrir, dit-on, de la part des princes qui se faisaient ses protecteurs [afin d'être protégés par elle] ! Qu'on se rappelle ses luttes avec les empereurs de Byzance, les césars d'Allemagne, les rois de France, d'Espagne, et les autres. Fort bien. Tel est le lieu commun qu'on ne se lasse pas d'invoquer. Mais que prouve-t-il ? une seule chose : les efforts de l'homme dépravé pour corrompre l'œuvre de Dieu. Parce que l'homme essaye de corrompre l'œuvre de Dieu, faut-il pour cela la méconnaître ou l'abandonner? D'abord l'objection que l'on en fait, pèche par incomplète énumération. Elle ne regarde, en effet, que le mal et ne voit pas des biens considérables qui diminuaient et couvraient le mal. Si, *parfois*, la protection des princes dégénérait en oppression, le plus souvent elle était une aide et un appui pour l'Église ! »

464. Ce système de la *protection* réciproque pourrait bien avoir été celui du La Mennais de 1825. Mais il insistait particulièrement sur le péril de l'État qui cesserait d'être *protégé par l'Église*. Enlever cette protection, c'était porter le coup le plus mortel à l'État, à tout ordre politique.

La religion, en France, disait-il, *est entièrement hors de la société politique et civile, et, par conséquent, l'État est athée*. Cette mise hors la loi de la religion a été le coup le plus mortel porté

(35) Liberatore. *L'Église et l'État*, trad. de l'italien sur la 2e édit. Paris, 1877, p. 11, 17. — Cf. p. 96 et s.

non seulement aux institutions monarchiques, mais encore aux éléments de tout véritable ordre politique, et voici comment :

« La Révolution française est née du protestantisme. Les protestants avaient nié le pouvoir dans la société religieuse ; il fallait nécessairement le nier aussi dans la société politique, et substituer, dans l'une et dans l'autre, la raison et la volonté de chaque homme, à la raison et à la volonté de Dieu, base immuable, universelle de toute vérité, de toute loi, de tout devoir. Tous les liens qui unissent les hommes à leur auteur étant ainsi brisés, il ne resta plus de la religion que l'athéisme, et que l'anarchie pour la société. Le meurtre s'arrêta, mais les doctrines restèrent ; elles n'ont pas cessé un moment de régner : leur autorité, loin de s'affaiblir, se légitime de jour en jour; lelles deviennent une espèce de symbole national consacré par les institutions publiques (36). »

Si l'Église avait cessé de protéger les gouvernements, parce que cette protection lui était rendue impossible, les gouvernements avaient cessé de protéger l'Église. Ils lui imposaient la servitude. Le rôle des fidèles consistait, dès lors, à briser cette servitude : eux seuls protégeraient l'Église, qui continuerait son œuvre sous le souffle vivifiant de la liberté. C'est La Mennais, seconde manière :

« Les catholiques ont commencé un grand combat qui finira, s'ils persévèrent, par le plus beau triomphe qui ait jamais été accordé à des efforts humains. Alors seulement, le christianisme, dégagé des nuages qui le voilent, apparaîtra de nouveau à l'horizon de la société comme l'astre qui l'éclaire, l'échauffe, la vivifie, et les peuples, tournant vers lui leurs regards, accompagneront sa course magnifique de leurs chants de joie et des hymnes sans cesse renaissants de leur amour. Car, il ne faut pas s'y méprendre, si la foi languit, si la religion n'inspire plus à plusieurs qu'un superbe dédain ou une pitié amère, c'est que là où les gouvernements la tiennent sous leur dépendance, elle a perdu dans la servitude son caractère natif de grandeur et, tout ensemble, cette fécondité qui s'épanchait en bienfaits inépuisables... (37) »

(36) La Mennais. *Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politiq. et civ.*, 1825.

(37) Journal *l'Avenir*, 15 nov. 1831. — Cf. Laurent. *L'Église et l'État depuis la Rév. française*, p. 302 : « La Mennais est le premier écrivain catholique qui ait réclamé la séparation de l'Église et de l'État. Il voyait que l'alliance du trône et de l'autel n'avait produit qu'une dégoûtante hypocrisie. Jamais, dit

La Mennais, Liberatore et Pey ont un même point de départ dans la protection réciproque.

Ceux qui ne discutent pas la base juridique, et qui ne sont préoccupés que des déductions, peuvent être réputés des empiristes. C'est pourquoi nous sommes en présence d'un système qui est « la source de plusieurs autres, » d'un système empirique dont les partis les plus opposés pourront se prévaloir, à l'effet d'arriver à des conséquences contraires.

465. De Marca a apporté l'autorité de son nom et de sa science au système que nous analysons.

Chronologiquement, de Marca précède Pey, qui précède La Mennais, lequel précède Liberatore. Celui-ci est notre contemporain. Tous les quatre appartiennent à des écoles bien différentes. Pey, l'auteur du livre *de l'Autorité des deux puissances*, est le plus sage et le plus calme. De Marca est le plus érudit et le plus juriste. Il a écrit : *De concordia sacerdotii et imperii* (38), ouvrage dans lequel il dit :

« Le pape a toujours exercé en France, depuis l'établissement de la foi dans les Gaules, l'autorité suprême pour les recours et les appels. Les décrets *généraux* du Pontife ont toujours été reçus. Le pape peut dispenser validement et licitement, même sans cause, des décrets des conciles généraux. Les libertés de l'Église gallicane consistent dans l'usage et la pratique des canons et décrétales, anciens et nouveaux, non pas simplement dans l'observance des canons anciens ; le souverain Pontife peut édicter de nouvelles lois pour le bien de l'Église et selon le besoin des temps. Les appels d'abus doivent être modérés, et les parlements ne connaissent pas du fond (39).

« Le roi très chrétien est tenu de *protéger* l'autorité du Saint-Siège : ce droit de *protection*, suivant de Marca, est un droit acquis de la couronne. L'autorité suprême et indépendante du roi est un fondement des libertés gallicanes. Le roi de France est appelé *imperator in regno* (40). » (Toujours les deux

l'éloquent écrivain, l'on ne vit rien de plus de hideux, rien de plus humiliant pour la nature humaine, de plus triste pour les âmes sincèrement croyantes... La séparation de l'Église et de l'État n'était cependant pas un idéal pour La Mennais. Il avoue que *naturellement l'Église et l'État sont inséparables;* ils doivent être *unis comme l'âme et le corps*, voilà l'ordre..., » dans la protection réciproque.

(38) De Marca. *De concordia sacerdotii*, etc., édition Baluze, 1563.
(39) Id., p. 66, et s.
(40) Id., p. 46, 61.

indépendances qui se protègent, et le roi de France devenant *imperator* pour mieux attester qu'il est souverain irréformable).

« L'union des deux pouvoirs dans une même société remonte au temps de Clovis. L'Église est la réunion du clergé et des laïcs qui se soumettent aux lois ecclésiastiques. L'État est la réunion des mêmes, qui demeurent soumis aux lois politiques. Les deux ensemble sont l'État chrétien. Le roi est *tenu à la protection* des canons, *ex officio;* mais il n'en établit aucun nouveau. De cette protection découle la confirmation des canons. Le roi *protège* les constitutions apostoliques promulguées et reçues par l'usage. Cette réception par l'usage, c'est l'assentiment donné par le peuple chrétien. La liberté consiste en ce que, *in causis Dei*, l'Église agisse d'après ses lois, *ut legibus suis utatur*.

« Le concile d'Éphèse fait consister la liberté dans l'observance des canons et des anciennes coutumes. Les rescrits contre les canons sont nuls » (41).

De Marca pose des déductions, établit des distinctions. Il ne fait disparaître aucune des difficultés, lorsqu'il veut que l'Église agisse d'après ses lois et l'État d'après les siennes.

Nous avons entendu, en sa personne, le juriste le plus éminent du système dans le passé.

466. Une variante de la protection, c'est la *coordination*, dont les conditions sont exposées par le P. Tarquini, aujourd'hui cardinal Tarquini, dans ses *Juris ecclesiastici publici institutiones* (Rome, 1862, p. 22, s.).

L'Eglise n'est nullement un corps séparé et distinct, p. 53. Mais on conçoit des sociétés diverses ayant mêmes sujets, p. 22, et la concorde suppose que la fin de chaque société ne peut être empêchée par l'autre, qu'elle demeure libre et sauvegardée. Le prince *protégera* donc la religion, non en prévenant ses jugements, mais en les suivant et n'excédant pas, p. 72, *ut judicia Ecclesiæ non antevertant, sed sequantur, imo ne modum quidem excedant.* Quand deux sociétés, sont coordonnées, celle qui est inférieure doit venir en aide à celle qui est supérieure : deux sociétés sont coordonnées quand l'une doit servir de moyen pour atteindre la fin de l'autre. S'il y avait conflit, la supérieure doit prévaloir et l'emporter sur l'autre, p. 24. La

(41) De Marca, *op. cit.*, p. 53, 54, 88, 101, 117, 137, 167.

supérieure, ou celle qui a une fin plus excellente, est juge. L'inférieure a le droit d'exposer son fait, et elle se borne à ce droit, p. 30. La protection réciproque avec coordination est un *modus vivendi*, sous lequel on peut saisir ce principe de Taparelli dans son livre : *Saggio teorico di diritto naturale*, n° 6 et s., que deux sociétés suprêmes *absolues* ne se peuvent concevoir, p. 31.

La protection réciproque, comme *modus vivendi*, avec l'union pour forme extérieure, et la coordination à la base du système, nous paraît adoptée par M. Moulart, dans : *L'Église et l'État*.

L'union est le *type divin* des relations des deux pouvoirs, p. 108, 251 et 295. La séparation à divers degrés est la *situation actuelle*, p. 297. Cependant, « bien loin que le pouvoir civil puisse se considérer comme étranger aux dogmes et à la morale du christianisme, il doit, au contraire, les soutenir, les *protéger* et les défendre, p. 112. Mais il n'en résulte pas une égalité de principe : « L'Église préfère de beaucoup l'état indifférent, » au système paritétiste, ou de parité, p. 328. — Entendez cela, toutefois, avec cette réserve que l'Église, au nom de laquelle on parle, ne se personnifie en aucun docteur et ne répond que de ce qu'elle enseigne (*préface*, p. VI).

Nous avons entendu en la personne du card. Tarquini, du chan. Moulart, du P. Liberatore, des deux premiers surtout, les représentants autorisés d'une même école.

467. L'empirisme qui s'abstient de discuter la base juridique des rapports des deux puissances, pour s'en tenir à des séries de propositions et de déductions, peut favoriser le pouvoir de l'État *irréformable*. Il peut aboutir aux conclusions suivantes sur les relations du sacerdoce, conclusions que nous ne rattacherons pas à un nom ayant une suffisante notoriété, mais à un parti, ou à un organe de publicité :

Le périodique, la *Révolution française*, d'ailleurs peu connu, mais se faisant l'écho d'opinions qui ne peuvent être omises, affirme, qu'après la ruine de l'Établissement ecclésiastique d'ancien régime, par la Révolution française, et suivant le dire de l'abbé Grégoire, en 1797, le culte était rétabli dans 32,224 paroisses ; que la religion s'était ainsi relevée d'elle-même, en acceptant le nouveau régime ; que, selon les historiens accrédités (42) du Directoire et du Consulat, Bonaparte imposa sa

(42) Cf. Laurent : *L'Église et l'État depuis la révolution*, p. 302 : « Le premier

combinaison, toute politique, au pape Pie VII, *malgré* tous les grands corps de l'État, malgré ses amis propres, au rebours du sentiment public, entièrement satisfait de la liberté des cultes pratiquée comme en Amérique. [Cf. *infr.*, n° 466, sur le mot de Cavour.]

La protection de l'État pour l'Église est ici réduite, ou peu s'en faut, au respect platonique, sans réciprocité. C'est l'une des conclusions auxquelles peut aboutir l'empirisme.

De l'an III à l'an VIII, l'empirisme, c'est la séparation, sous l'apparence de protection impartiale. Et c'est bien là, nous dit-on, la conclusion vraie de la révolution française sur la question religieuse, conclusion exprimée, à l'époque contemporaine, avec tous les témoignages du plus haut respect, par Boissy d'Anglas. (Voy. *supr.*, n° 333, t. II, p. 277). D'où cette conclusion :

« Autant qu'il était en elle, et sans toucher aux règlements propres des différentes Églises, la Révolution a intrônisé dans le domaine religieux le principe de l'association libre et volontaire, qu'elle a proclamé comme la loi du monde politique. Elle a reconnu à chaque Église le droit de se constituer elle-même, sans demander à l'État son passe-port. Elle a maintenu à l'État son droit de police générale, en le restreignant à un pouvoir de protection des droits de tous. »

De telle façon qu'il faudrait constater, avec Lanfrey, que l'Église catholique était *résignée*, quand Bonaparte vint réveiller en elle des ambitions endormies, sinon éteintes.

On ajoute que l'Église gallicane formée du clergé constitutionnel de 1790, après avoir offert la réconciliation aux réfractaires, en son premier concile de 1797, loin de réclamer dans la république la place officielle d'où elle était déchue, se déclarait satisfaite de la liberté sans salaire. Lors de la convocation du dernier concile national, de 1801, l'évêque Le Coz, président du précédent concile, publiait une lettre pastorale dans laquelle il disait : « Quelques-uns d'entre vous sont alarmés de ce que nos églises sont dépouillées de tous leurs biens. En ceci encore, admirez la Providence divine. Vous le savez, depuis longtemps les impies osaient dire que la religion de Jésus-Christ n'était soutenue que par les grands biens dont jouissaient ses ministres. Depuis longtemps aussi, l'Église elle-même gémissait de

consul restaura l'antique système de l'union et de la protection, *et il n'eut garde d'oublier la domination.* »

voir entrer dans son sanctuaire des hommes qui n'y paraissaient conduits que par la vue de ses richesses... Ah! plutôt réjouissons-nous de ce précieux dépouillement... »

La liberté comme en 1797, ou la liberté comme en Amérique, c'est-à-dire la *protection* de l'Église restreinte à l'exercice, par l'Etat, du pouvoir de *protection des droits de tous*, n'avait pas résolu les questions d'association, de propriété ecclésiastique, et beaucoup d'autres à la suite de celles-là.

Nous n'abordons pas présentement ces questions. Il nous suffit de constater les diverses formes du système empirique, qui ne discute pas la base juridique et procède par affirmations et déductions, souvent d'après une énumération incomplète des faits.

468. Le ministre Cavour fut un empiriste, qui ne discuta point la base juridique des relations du sacerdoce. Comme tous les hommes d'État de quelque valeur, il agissait plus par intuition qu'il ne recherchait les principes. C'est à la pratique des affaires qu'il demandait l'enseignement de la politique des affaires. Et il était Italien, c'est-à-dire rapportant tout au point de vue de son patriotisme italien. Mais il n'a point abordé les détails, et il a lancé dans le monde une maxime à laquelle son nom reste attaché.

Ses discours sur la question romaine sont les derniers et les plus étudiés qu'il ait prononcés. En voici des passages saillants:

« Il faut que nous allions à Rome, mais à ces deux conditions: que ce soit d'accord avec la France et que la grande masse des catholiques, en Italie et ailleurs, ne voie pas dans la réunion de Rome au reste de l'Italie le signal de l'asservissement de l'Église. Il faut, en d'autres termes, que nous allions à Rome sans que l'indépendance du Souverain Pontife en soit diminuée. Il faut que nous allions à Rome sans que l'autorité civile étende son pouvoir sur le domaine des choses spirituelles. Si nous réussissons à réaliser la deuxième des conditions, la première rencontrera peu d'obstacles.

« Saint-Père, pourrons-nous dire au Souverain Pontife, le pouvoir temporel n'est plus une garantie de votre indépendance. Renoncez-y, et nous vous donnerons cette liberté que, depuis trois siècles, vous demandez en vain à toutes les grandes puissances catholiques, cette liberté dont vous avez péniblement, par des concordats, arraché quelques lambeaux, concédés en

retour de l'abandon de vos privilèges les plus chers et de l'affaiblissement de votre autorité spirituelle. Eh bien, cette autorité que vous n'avez jamais obtenue de ces puissances qui se vantent de vous *protéger*, nous, vos fils soumis, nous vous l'offrons dans sa plénitude : nous sommes prêts à proclamer en Italie le grand principe de l'Église libre dans l'État libre. »

« *La Chiesa libera in libero stato.* » Voilà le dernier mot d'ordre légué par M. de Cavour aux Italiens.

Ce mot d'ordre a été recueilli. Il est l'un de ceux qui peuvent devenir une base juridique, *si les circonstances viennent en aide.*

Ce mot de Cavour pouvait se dispenser, et il s'est dispensé de s'appuyer lui-même sur un principe logiquement antérieur. Ainsi en a-t-il été pour le mot de réforme, nous l'avons dit, longtemps prononcé dans l'Église et répété par la hiérarchie elle-même, voy. *supr.*, n° 153, note 82, avant que la réforme en fît une *base juridique*, dirigée précisément contre la hiérarchie.

En présence de l'état païen, l'Église demandait sa liberté et exigeait, dit Moulart (43), que ceux qui entraient dans son sein n'eussent point à subir une diminution de leurs droits de citoyens. On connaît l'exemple de saint Paul.

A ses divers âges, l'Église n'a jamais revendiqué une domination, apparente ou réelle, que pour être et se sentir libre. En France, sous la royauté de 1830, sous la république de 1848, il n'était question, parmi les catholiques, que de la liberté comme en Belgique. Cavour prenait ce mot de liberté, cher à l'Église, et il le renfermait dans l'État libre.

469. Cavour n'a pas tenté la systématisation juridique de la parole lancée par lui sous la forme d'axiome, de cette parole qui semble pouvoir se dispenser de tout antécédent logique et devenir, dès le premier jour, une base sur laquelle les juristes vont édifier et bâtir.

Une autre parole, simplement attribuée à un autre grand ministre : « La force prime le droit! » a suscité, de l'autre côté du Rhin, des glossateurs qui demeurent convaincus, voy. *supr.*, n° 452, que la force est une partie intégrante du droit.

43) Moulart, *L'Église et l'État ou les deux puissances*, p. 297.

La systématisation juridique s'est rencontrée pareillement en Italie : c'est l'œuvre, théorique jusqu'ici, de Minghetti (44).

« La conception régalienne, pure, dit-il, appelée aussi par quelques-uns *juridictionnelle*, fait de la religion une institution de l'État ; elle procède de cette idée que, dans le citoyen, la poursuite du *bien-être* et du *perfectionnement* moral constitue une seule et même fin, vers laquelle il appartient à l'État de le diriger. La chose ne pouvait s'entendre autrement partout où n'existait pas la distinction entre l'Eglise et l'État : l'histoire romaine tout entière l'atteste. Cette conception *se perpétue* après la conversion de l'empire au christianisme, de Constantin à la dissolution de l'empire lui-même. Elle *se renouvelle* ensuite chez les modernes sous le nom de religion d'État (45). »

La conception régalienne ou juridictionnelle, qui s'établit nécessairement chez les anciens Romains, comme fondée en raison à cette époque ; qui se perpétue après Constantin, par ce seul motif qu'elle existe ; qui se renouvelle plus tard, parce qu'elle est restée dans le stock des idées de l'humanité, est une conception qui a enfanté les luttes du passé. Mais le présent n'est plus préoccupé du droit régalien, et c'est pourquoi il lui faut une nouvelle systématisation juridique.

Lorsque l'État prend l'Église sous sa *protection*, le droit de protéger, *jus protegendi*, ne va pas sans le *jus inspiciendi*, droit de surveiller (46). Et comme l'Eglise a son centre et son chef hors de l'État, celui-ci, avant d'admettre une bulle pontificale, veut savoir ce qu'elle porte. Ainsi, nul acte de Rome ne peut être publié et mis en vigueur sans le *placet* royal. De même, les correspondances entre le pape et les évêques sont soumises au *visa* du gouvernement. L'État réclame tout entière la juridiction civile et criminelle sur les prêtres comme sur les laïcs ; il n'est plus question de droit d'asile, les immunités ecclésiastiques personnelles ou réelles sont anéanties, de sorte que les clercs sont justiciables des tribunaux laïcs, et les biens de l'Église soumis, comme les autres, aux impôts publics. L'Etat va plus loin quand l'intérêt politique l'exige : il s'attribue le droit de supprimer les personnes civiles ecclésiasti-

(44) Minghetti, *L'État et l'Église,* trad. de l'italien par Borguet.
(45) Id., p. 9.
(46) Cf. Minghetti, p. 11.

ques, de confisquer leurs biens ou de les dénaturer, leur substituant quelquefois une rente inscrite au livre de la dette publique ; ou s'il permet au clergé la possession de bénéfices fonciers, il en assume l'administration en cas de vacance. Il n'admet de corporations monastiques que celles réputées par lui inoffensives ; il en détermine le nombre, en fixe la discipline, et ne renonce jamais au droit de les dissoudre si elles deviennent un danger. Il n'exclut l'intervention du clergé, ni dans l'enseignement ni dans la bienfaisance publique; mais il en surveille la tendance et le mode d'exercice. Il participe aux choix pour les charges ecclésiastiques et l'épiscopat, soit par la nomination directe, soit par le droit de présentation au pape. Enfin, il se constitue aussi le juge de l'œuvre spirituelle des clercs, il en confère le contrôle judiciaire à un conseil laïc, auquel tous peuvent recourir par l'appel comme d'abus. Et cela, non seulement dans les applications civiles d'une décision ecclésiastique, mais dans les actes purement spirituels, comme l'administration des sacrements. L'État, protecteur de l'Église, défend les laïcs contre les usurpations du clergé, et le clergé inférieur contre les abus de pouvoir de ses supérieurs, ceux-ci enfin contre la toute-puissance d'une autorité extérieure siégeant à Rome.

Tel est le passé. Telle est la conception régalienne dans la pratique de la protection réciproque, d'après Minghetti. Et ce résumé, assez complet, est fort important parce qu'il réunit tout un ensemble de relations du sacerdoce, dont nous n'avions pas eu jusqu'ici l'occasion de parler.

470. Dans la protection réciproque des deux puissances, accompagnée de la conception régalienne, les difficultés naissent et se multiplient, du moment que l'on aborde la réalisation pratique. En sera-t-il de même pour la conception de l'Église libre dans l'État libre ?

Les institutions civiles de l'État, dit Minghetti, et les pratiques religieuses de l'Église sont si bien associées par la force d'une longue tradition que toute tentative de les disjoindre dérange une habitude et blesse un sentiment (47).

Cependant, deux points importants sont acquis pour les relations juridiques, à l'heure présente : 1° l'État a fait siens

(47) Cf. sur tout ceci, Minghetti, ch. III, p. 59 et s.

les actes les plus essentiels de la vie civile, ceux qui regardent la naissance, le mariage et la mort ; 2° aucun gouvernement ne revendique une ingérence dans les choses qu'il répute purement spirituelles, telles que l'administration des sacrements.

"Si des effets civils découlent indirectement d'un acte spirituel, l'Etat qui croirait en devoir prendre connaissance ne le fera qu'en évitant scrupuleusement de toucher à l'essence même de l'acte ecclésiastique. — Voilà un commencement ou un rudiment de systématisation de l'Église libre dans l'État libre.

Faisant l'application à un cas particulier, qui nous servira d'exemple, Minghetti affirme que le cimetière est une institution civile, devant être régie et gouvernée par les autorités civiles. La consécration de la tombe, dit-il, et la cérémonie religieuse sont personnelles et non locales. Chacun a le droit d'appeler près de sa tombe les cérémonies du culte dans lequel il a vécu : c'est là ce qui est de l'essence même de l'acte ecclésiastique ; le surplus appartient à l'autorité civile. — Systématisation et conséquence juridique.

Dans les pays protestants, la Prusse a établi définitivement le mariage civil par la loi du 16 mars 1874, et *l'on peut* aujourd'hui, en Angleterre, contracter mariage devant un officier public, Act. 6, 7, Vict., 4, c. 85, modifié depuis, 19, 20, Vict., c. 119. L'Etat ne revendique dans l'acte du citoyen que ce qui concerne le lien civil. — Systématisation et conséquence juridique.

De même, l'État ne connaît pas de différence entre le clerc et le laïc : il regarde la distinction comme lui restant étrangère, parce qu'elle résulte d'un accord spontané, d'une convention volontaire, dans lesquels il n'est pas intervenu et n'a nul désir d'intervenir. L'Etat, pour atteindre sa fin, n'a aucun besoin de contraindre la liberté du citoyen au point de vue du surnaturel ; il s'en abstient. — Systématisation.

Mais il importe d'entrer dans quelques considérations plus spécialement juridiques :

471. L'État ne doit pas être identifié avec la société, dont l'idée est bien plus complexe. La force matérielle dont il dispose ne lui donne pas une dignité supérieure, et, s'il est un organe naturel, nécessaire et très noble de la société, les autres organes conservent leur grandeur, leur dignité et leur

force. L'État et *les autres institutions* qui se développent dans le sein de la société coexistent à titre légitime.

La souveraineté, qui réside en l'Etat, ne peut empêcher une association, ou même un simple citoyen d'exercer par ses œuvres, ou en vertu des traditions, l'autorité morale et une très grande influence sur la société civile. Les lois commandent donc à tous les citoyens sans distinction de culte ; mais les associations ou l'association religieuse est autonome et indépendante, les droits particuliers et la sécurité sociale restant saufs.

La liberté de l'Église sous l'autorité des lois, c'est l'anéantissement des privilèges, compensé par l'anéantissement de toutes les dispositions exceptionnelles qui enchaînent et entravent. Il s'agit d'élargir le droit commun de telle sorte que toutes les libertés extérieures, *y compris celle de l'Église*, dans les limites nécessaires de son indépendance juridique, atteignent tout le développement compatible avec les droits d'autrui, l'ordre public et la sécurité de l'Etat (48).

Bien qu'il ne reconnaisse aucun *caractère* particulier du prêtre, parce que les vœux sont des obligations d'un caractère purement moral, l'État, pour certains effets juridiques, considérera les obligations religieuses comme obligations contractées envers une association régie par des statuts particuliers. L'État devra punir l'outrage au culte, la violation de sépulture ou de cloître, le parjure, la simulation du sacerdoce et le port du costume ecclésiastique, mais pour des raisons qu'il ne tirera pas de l'idée religieuse, il lui suffira d'envisager l'association. L'Amérique elle-même a conservé au prêtre quelques privilèges, tels que l'exemption du service militaire, l'immunité d'arrestation pendant les offices et d'autres analogues.

L'indépendance de l'association religieuse emporte pour elle le droit de se constituer et de faire tout ce qu'elle juge conforme à sa fin, dans les limites des lois générales. Elle déterminera ses statuts et règlements, les changera ou les modifiera ; elle choisira librement ses chefs ou les recevra en conformité avec ses lois propres.

On a contesté, en Allemagne, la nécessité de la personnalité juridique accordée aux associations, en déclarant suffisante la notion d'un *patrimoine* assigné juridiquement dans un but spécial. Mais, pratiquement, l'association, dès qu'elle a pris

(48) Cf. Mamiani, *Teorica della religione e dello stato*, ch. 11.

naissance, a besoin d'une hiérarchie, d'une règle, et elle cherche la durée :

« C'est mal s'exprimer de dire que l'État crée les associations et les personnes juridiques; l'État ne fait que reconnaître le développement naturel d'œuvres dues à l'initiative propre des individus quand elles ne portent atteinte ni aux droits des tiers, ni à l'intégrité sociale. » La loi ne crée pas ; elle reconnaît, elle règle, elle sanctionne, elle limite, ou même elle se contente d'un simple enregistrement.

La corporation et l'association réunissent plusieurs personnes, ayant une règle et un but communs, avec le caractère de la *perpétuité*. L'Angleterre admet même la corporation composée d'un seul individu, pourvu qu'il s'agisse de droits transmissibles à perpétuité, soit par succession, soit par élection. Il est indispensable à l'être moral, juridique, qu'il soit apte à se gouverner dans le changement continuel des personnes qui le composent. La personnalité civile assure la durée.

L'État ayant la mission spéciale de reconnaître, déterminer et protéger les droits de chacun, est amené à reconnaître que le sentiment religieux s'associe à tous les actes de la vie et accompagne le fidèle dans toutes les situations : l'Église y pourvoit par des institutions spéciales conformes.

On a dit avec raison que, des *institutions* dépend en grande partie le sort des gouvernements libres modernes, dans lesquels l'Etat n'a devant lui que l'individu, isolé et toujours faible, devant son omnipotence (49).

La révolution française a détruit toute association ou institution indépendante; elle a produit la désagrégation des citoyens et traversé des vicissitudes diverses que n'a point éprouvées l'Angleterre, parce que celle-ci s'est appuyée sur les institutions indépendantes.

Il ne peut être admis que l'Église forme une association libre, à la condition 1° de n'avoir point de règles spéciales qui la déterminent, 2° de vivre, de se soutenir et d'accomplir sa mission par les offrandes volontaires des fidèles et par des collectes sans caractère fixe. Et l'on ne pourrait dire que les choses religieuses sont traitées selon le droit commun, si on leur dénie ce que l'on accorde à tout autre élément de la vie civile. La communauté de but jointe à la durée *rend inévitable l'être juri-*

(49) Cf. Lieber, *On civil liberty and self government.*

dique. La loi a le devoir d'offrir aux fidèles des formes légales pour se constituer et atteindre leur but dans l'accord avec la civilisation moderne.

472. On ne peut contester à cette systématisation le caractère d'un effort sérieux tenté pour définir les droits de l'Eglise libre et de l'État libre. Nous devions nous y arrêter; mais ce que nous avons dit ne suffit pas. Il reste un point fort délicat, pour lequel des citations seront l'exposé le plus clair, et le seul non suspect.

Les membres d'une association religieuse ont, comme tels, des droits et des devoirs naissant des statuts particuliers, à titre contractuel. Ici, l'État ne peut ni édicter des lois, ni juger des controverses. « C'est l'affaire du gouvernement intérieur de chaque Église et l'origine des cours ecclésiastiques, » dit Minghetti.

Les sentences ne peuvent être regardées comme rendues par une autorité étrangère. Qu'arrivera-t-il? Si l'on regarde leur autorité comme arbitrale, la difficulté n'est que reculée, l'appel étant alors de droit, et le recours aux tribunaux, en tout cas, nécessaire pour exécuter la sentence. » C'est pourquoi le comité judiciaire du conseil privé d'Angleterre donne cette solution : Les tribunaux ecclésiastiques ne tirent pas leur autorité de la couronne et ne trouvent pas en eux-mêmes le pouvoir d'exécuter leurs sentences; il faut donc qu'ils s'adressent aux cours ordinaires, comme sont obligés de le faire des arbitres, dont la juridiction repose uniquement sur le consentement des parties.

Mais, s'il s'agit de droits personnels et de droits réels à protéger, par exemple pour l'usage des temples, et autres faits ou droits, pour lesquels le *modus vivendi* de l'Église libre dans l'État libre ne permet plus les recours au gouvernement par voie administrative, par l'appel comme d'abus, « à qui donc recourir ? Et dans quelle forme jugera-t-on ? Quel tribunal sera compétent ? Cette difficulté est facile à résoudre, si l'on prend le droit commun pour point de départ... Le tribunal compétent sera celui auquel s'adresserait tout autre citoyen. Et d'après quelles règles jugera ce tribunal ? La seule règle rationnelle, c'est de juger comme on ferait de toute autre obligation résultant d'un contrat. Le tribunal prendra pour guide les statuts de l'association ou de la corporation : il recherchera si les droits et les devoirs à en provenir pour les membres qui la

composent ont des conséquences juridiques, et il fera porter sur elles son examen et ses décisions... L'État n'impose donc à personne les statuts d'une société religieuse quelconque : il leur attribue, à titre de convention, la force reconnue à tous autres contrats, de produire des obligations civiles susceptibles d'être prouvées devant le juge ordinaire (50). »

Sixième système.

473. Un sixième système a pour mérite principal, à nos yeux, de poser nettement la question sur un terrain nouveau.

Tous les auteurs de systèmes, dans le passé, ont eu pour but de défendre les droits des couronnes à l'encontre 1° de la papauté, 2° du clergé, ou bien, en sens opposé, de soutenir les droits 1° de la papauté, 2° du clergé à l'encontre des princes souverains. Nous estimons qu'il a été produit, dans l'un ou dans l'autre sens, un nombre raisonnable de livres et ouvrages excellents, et dignes d'être consultés. Mais, au point de vue du droit, on peut craindre que le tout ait vieilli.

Le droit public des monarchies qui composaient « la chrétienté » appartient à l'histoire. Mais il est incontestable qu'il est survenu dans le monde quelques changements.

La *Bibliotheca Pontificia maxima* de Roccaberti contient, en vingt et un volumes in-folio, le recueil de tous les traités composés en faveur de l'autorité du Souverain Pontife. Elle est

(50) Un rapprochement assez curieux est celui du passage suivant du *Testament politique de Richelieu*, 1re part., ch. II, section 3 : « Les personnes qui « se consacrent à Dieu, s'attachant à son Église, sont si absolument exemptées « de la juridiction temporelle des princes, qu'elles ne peuvent être jugées que « par leurs supérieurs ecclésiastiques. » Dès lors, point de compétence civile !

Richelieu n'en a pas moins écrit, dans ce même ch. II, *De la réformation de l'ordre ecclésiastique*, section 1re : « Quand je me souviens que j'ai vu dans ma jeunesse les gentilshommes *et autres personnes laïques* posséder, par confidence, non seulement la plus grande part des prieurez et abbayes, mais aussi des cures et évêchez, et quand je considère qu'en mes premières années, *la licence était si grande dans les monastères d'hommes et de femmes, qu'on ne trouvait en ce tems-là que des scandales* et mauvais exemples, *en la plupart des lieux où l'on devoit chercher l'édification*, j'avoue que je ne reçois pas peu de consolation de voir que *ces désordres* ayent été bannis si absolument que maintenant les confidences et *le dérèglement des monastères* soient plus rares que les légitimes possessions et les religions bien vivantes l'étoient en ce tems-là. »

Nota. La confidence était la convention faite entre un laïc influent qui obtenait un bénéfice, cure, prieuré, évêché, pour l'homme de son choix, et lui en laissait les fonctions et la charge, mais touchait les revenus, sauf une légère déduction en faveur du titulaire.

incomplète, assurément (51); c'est toutefois un monument précieux.

On pourrait faire un autre recueil aussi ample, ou plus ample, de tout ce qui a été écrit en faveur du droit des couronnes. Mais le droit public actuel s'attarde-t-il beaucoup à cette manière d'envisager les plus hautes questions juridiques qui intéressent l'humanité ? Voyons-nous qu'il rapporte tout au droit des couronnes, soit pour l'amplifier, soit pour lui imposer des limites ou le restreindre ?

Les États-Unis ne se préoccupent pas beaucoup du droit des couronnes. L'Europe elle-même suit une autre méthode pour l'étude de son droit public. Et, d'autre part, suivant la remarque de Laurent, les procédés de discussion qui servent dans l'examen d'une question métaphysique ne seraient nullement applicables.

« Quels doivent être, dit Laurent (52), les rapports de l'État avec la religion ? A cette question les publicistes répondent d'ordinaire en examinant la nature de l'État et la nature de la religion, et, de ces considérations abstraites, ils déduisent des principes également abstraits, qu'ils appliquent ensuite à tous les États et à toutes les religions. *C'est un moyen sûr de faire fausse route*. Il ne suffit pas de savoir ce que la religion est dans son essence, pour déterminer les rapports qui doivent exister entre l'État et une religion positive : il faut voir quels sont les dogmes particuliers de la religion qui est professée dans un État donné. Les droits de l'État diffèrent essentiellement selon les prétentions des diverses Églises. Ainsi, telle confession religieuse ne demande qu'à former une association dans l'État ; elle consent à se soumettre aux lois qui régissent les associations en général; elle ne réclame aucun privilège, aucune faveur, bien moins encore prétend-elle être un pouvoir égal ou supérieur au pouvoir civil. Telle autre Église, au contraire, soutient qu'elle est en dehors de l'État et au-dessus de l'État ; elle se dit investie d'un pouvoir divin qui domine sur les princes et les nations. Dira-t-on qu'un seul et même principe suffit pour régir les rapports de l'État avec une Église qui reconnaît la souveraineté civile, et avec une Église qui la nie et se pose elle-même en souverain ?... Nous laissons au droit naturel la discussion des rapports qui doivent exister entre un État idéal et

(51) De Maistre ne composa qu'un siècle plus tard son livre célèbre, *Du Pape*.
(52) Laurent, *L'Église et l'État depuis la Révolution ;* conclusion, p. 455.

une religion plus idéale encore ; nous prendrons la religion telle qu'elle existe dans les pays auxquels s'adresse notre étude, [et nous dirons]... quels sont les rapports que l'Etat doit avoir avec l'Eglise catholique. »

Ceci est tout à fait judicieux, autant que juridique. C'est ce que l'on appelle au palais, en termes de procédure, la *pose des qualités*. Si l'on oublie de poser les qualités, tous les beaux discours des avocats ou l'habileté des procureurs les plus retors ès chicane n'aboutiront à rien.

La pose des qualités n'est pas un simple incident de procédure sans importance. On le verra bientôt, ci-après, n° 472, lettre *k*, page 498, et n° 473.

474. L'Église chrétienne — nous prenons ici ce mot dans toute sa généralité — n'est pas instituée exclusivement pour présenter au monde la plus vaste association d'hommes, association si vaste qu'elle constitue principalement en ce sens qu'elle est la seule n'admettant pas de frontière géographique.

L'Église est établie pour la doctrine, qu'elle a la mission 1° de répandre ; 2° de maintenir contre toute résistance, soit des institutions, soit des mœurs, soit de la fragilité humaine, soit du génie des individus ou des races.

Elle doit pénétrer les institutions et les mœurs. Elle tend nécessairement à entrer dans la vie civile et publique, à transformer le corps social en une société chrétienne.

Là où l'autorité publique n'adopte pas son point de vue, c'est-à-dire ses dogmes et leurs conséquences, l'Église chrétienne réclamera, pour le moins, la liberté de la vie religieuse, découlant de la nature mixte de l'homme, de l'existence de l'âme et de sa vie spirituelle. Elle établira la différence des activités des deux puissances, la puissance civile et la puissance spirituelle.

Dans un État chrétien, l'Église demandera davantage au souverain chrétien, au pouvoir chrétien, quel qu'en soit le représentant. Elle lui demandera de ne pas entraver ou affaiblir, par des lois ou règlements, les préceptes de l'Église, de n'en pas contrarier l'esprit ; mais plutôt de le soutenir contre les attaques, qui deviennent, en raison des circonstances, des attaques contre l'État. Elle lui demandera même de pourvoir aux besoins du culte, à l'entretien de ses ministres.

L'Église chrétienne, d'ailleurs, n'attendra pas et ne récla-

mera pas du gouvernement de la Chine ce qu'elle réclame et attend de l'un des gouvernements de l'Europe.

Dans toutes les affaires de la vie, au sein d'un État chrétien, dans les mœurs et les lois, dans les sciences et dans les arts, dans les questions du droit public et de la politique, l'Église chrétienne pourra intervenir, sans être accusée d'empiètement. Le christianisme pourra être adopté « comme régulateur, et comme réalisant le grand intérêt qui domine les autres (53). »

L'unité de religion sera le bienfait inappréciable de l'État chrétien. Mais, par voie de conséquence, « si, malgré ses efforts, et par la force des circonstances (54), un nouveau parti religieux a acquis une existence de fait, alors il est dans l'esprit du christianisme de lui accorder liberté de culte et tolérance civile, dans la mesure dictée par l'opinion publique et autres considérations tirées de la nation même. »

« Le gouvernement a-t-il été ainsi conduit à reconnaître l'égalité des confessions, alors son devoir est de l'observer scrupuleusement, d'accorder la même protection à chacune d'elles, de les préserver des schismes, et de ne souffrir dans les établissements communs d'enseignement rien d'hostile contre l'une ou l'autre. Il doit aussi leur laisser une liberté égale dans le développement de leur vie religieuse et de leur doctrine, même dans les luttes que leur devoir est de se livrer, en tant, toutefois, qu'elles y observent dans la forme une modération convenable. Pareillement, le gouvernement ne doit pas empêcher le passage de l'une à l'autre, ni y attacher aucun préjudice relativement aux fonctions publiques ou autres distinctions civiles. D'ailleurs il reste facultatif au souverain de donner une attention particulière à la confession à laquelle il appartient, pourvu qu'il ne lèse pas l'autre et que sa prédilection ne se manifeste pas dans les rapports civils. »

475. Donc la position des qualités nous montre l'Église et nous présente les relations du sacerdoce dans trois hypothèses juridiques principales fort différentes : 1° L'Etat n'est pas chrétien ; 2° l'État est chrétien exclusivement ; 3° l'État est chrétien, mais il existe en fait des confessions différentes.

Nous disons trois hypothèses principales. Car elles ne sont pas les seules. Un État exclusivement chrétien peut en effet

(53) Walter, *Manuel du droit ecclés.* Cf. liv. Ier, tout le ch. IV.
(54) Id., *loc. cit.*, § 52.

renfermer dans son sein des ordres rivaux, l'ordre du clergé, celui de la noblesse et du tiers, ou des classes hostiles, la magistrature et le clergé, en France, avant la Révolution, ou des courants soit philosophiques, soit scientifiques, distincts et opposés peut-être, par lesquels, ainsi que le disait un ministre, M. Paul Bert, l'intégrité de l'esprit national semblerait menacée, ou le serait en réalité.

C'étaient les hostilités de classes, dans le passé, qui faisaient dire à de Maistre : « Les magistrats, avec leurs cas royaux, leurs possessoires, leurs appels comme d'abus, n'avaient laissé à l'Église [en France] que le droit de faire le saint chrême et l'eau bénite » (55). Ce n'est pas tout :

On contestait au sacerdoce ses bienfaits les plus notoires, d'après le même de Maistre (56). « Ceux qui ne rendent pas justice au droit canonique ne l'ont jamais lu, dit-il. Ce code a donné une forme à nos jugements et corrigé ou aboli une foule de subtilités du droit romain qui ne nous convenaient plus, si jamais elles furent bonnes. Le droit canonique fut conservé en Allemagne, malgré tous les efforts de Luther, par les docteurs protestants, qui l'ont enseigné, loué, commenté. Dans le XIII^e^ siècle, il avait été solennellement approuvé par un décret de la diète de l'empire sous Frédéric II, honneur que n'obtint jamais le droit romain... »

Ainsi, dans la position des qualités de l'État exclusivement chrétien, il eût fallu, dans le passé, tenir compte des longs dissentiments des ordres et de l'hostilité de la magistrature à l'égard du clergé, dans une certaine mesure, c'est-à-dire au point de vue particulier de la prépondérance dans l'État.

Donc, en termes généraux, le sixième système concernant les relations soit de l'Église et de l'État, soit du sacerdoce et de l'autorité civile, amènera des tempéraments dans le droit, des concessions réciproques, des accommodements, dans lesquels il sera tenu compte du droit historique et de toutes les contingences de la vie des peuples.

Addition de quelques remarques d'ordre secondaire.

476. Nous ferons suivre l'exposé des systèmes de quelques remarques et notes, par lesquelles on a cherché à éclaircir di-

(55) *Du Pape*, liv. II, ch. XVI.
(56) Ibid.

vers détails concernant les relations des deux puissances ou du sacerdoce avec l'autorité civile, mais qui n'ont pas l'importance d'un système élaboré et coordonné dans ses parties et dans son ensemble :

a. L'existence des deux sociétés spirituelle et temporelle, depuis qu'elle a pris naissance, depuis que l'une et l'autre subsistent à titre distinctif, est un fait permanent et universel.

On ne parviendra pas, dans l'état de civilisation qui est le nôtre et qui commence avec le christianisme, à supprimer les relations résultant de ce fait permanent. Il s'appuie sur la conscience de l'humanité.

b. La raison politique qui s'est formée de justes idées sur l'essence de la société et du gouvernement en général, peut beaucoup contribuer à déterminer et à définir les droits de l'Église elle-même, d'une manière *complète* et vraiment *scientifique* (57).

c. Le Sauveur a, lui-même, déterminé les éléments qui font de l'Eglise une société parfaite : les membres, la fin, les moyens, le pouvoir. Il a établi un pouvoir qui a les caractères de la souveraineté pour l'enseignement; un pouvoir d'ordre qui maintient l'unité de sacrifice, de sacrements et de culte; enfin un pouvoir d'administration.

d. La démocratie n'a aucune part au gouvernement de l'Église. Elle apppartient, cependant, à la constitution de l'Église.

Richer répute, à tort, que l'autorité est une *émanation* de l'Église, en donnant à ce mot « l'Église » une signification large qui le rend à peu près synonyme de la multitude des fidèles, en qui résiderait proprement la souveraineté spirituelle.

e. De Richer, dérivent Marc-Antoine de Dominis, les jansénistes, Van Espen, Ellies Dupin, Launoy, Frébronius, Giannone.

f. Bossuet et de Marca, celui-ci plus juriste et versé dans la connaissance des lois ecclésiastiques, sont les chefs de l'école

(57) Le droit divin positif *seul*, dit Moullart, est insuffisant pour déterminer d'une manière complète et scientifique les rapports des deux pouvoirs. — Cf. Audisio, *Droit public de l'Église et des nations chrét.*, t. I^er^ p. 21.

gallicane du XVII^e^ siècle (58), qui proclame le roi ne *tenant que de Dieu et de son épée*, et oppose le pouvoir civil au pouvoir sacerdotal, comme théorie des rapports de l'Église et de l'État (59).

La déclaration de 1682, qui expose, dans ses trois derniers articles, la forme du gouvernement intérieur de l'Église, la nature et les fonctions de la primauté, ses rapports avec l'épiscopat, a été condamnée définitivement par le concile du Vatican, dans la constitution *Pastor æternus*, 4^e^ session, ch. 1, 3, 4 et les canons correspondants.

g. Il faut retenir comme vraie cette parole de Guizot (60) : « Ce sont les papes qui ont proclamé et soutenu la différence de l'Église et de l'État, la distinction des deux sociétés, des deux pouvoirs, de leurs droits respectifs, et ce fait fut le salut, comme il est l'honneur de la civilisation chrétienne. »

Ces paroles de Vinet, de Genève, ne sont pas moins dignes de remarque : « Il faut convenir que l'Eglise ne s'est jamais laissé absorber par l'État; il faut lui rendre cette justice, elle n'a jamais connu la servitude et n'a jamais donné son indépendance; elle reste dans son domaine et relègue l'État dans le sien. »

h. « Selon certaines solutions données aux problèmes de l'alliance des deux pouvoirs, de la tolérance et de la liberté, 1° on condamne le passé, 2° on renverse le présent, et 3° on ne laisse rien sur quoi l'avenir puisse s'édifier (61). »

i. Le droit public ecclésiastique remonte aux protestants, qui l'ont présenté comme une science nouvelle, *veluti novam quandam scientiam proponentes* (62). Les régalistes se sont emparés avidement de l'idée *nouvelle*, et voici de quelle sorte :

(58) Au XIV^e^ siècle, Marsile de Padoue et Jean de Gand, partisans de l'empereur Louis de Bavière, contre Jean XXII et ses successeurs, avaient soutenu que la souveraineté spirituelle appartient au peuple chrétien, qui délègue le pouvoir judiciaire, législatif, coercitif, à la hiérarchie, par l'intermédiaire du prince, non hérétique ou infidèle, lequel tient de Dieu immédiatement son autorité.

(59) A une époque antérieure, les quatre grands théologiens qui furent la gloire de l'école de Paris sont Gerson, qui a écrit : *De potestate ecclesiastica*, Jacques Almain, qui a écrit : *De potestate eccles. et laic.* ; Jean Major et Pierre d'Ailly.

(60) Guizot, *L'Église et les sociétés chrétiennes*, ch. XIX.

(61) Moulart, p. 235.

(62) Tarquini. *Juris ecclesiastici institutiones*, p. VI.

Les régalistes, ou juristes de la royauté, ont emprunté aux protestants ces principes : I. C'est au souverain qu'il appartient de juger quels sont les collèges religieux qui peuvent être tolérés, quels sont ceux qu'il faut supprimer. — II. Les collèges ne possèdent qu'avec l'agrément du prince, qu'en vertu de l'autorité publique. Ils doivent rendre compte de leur administration au souverain. Ils ne peuvent disposer de leurs biens sans son autorisation : ces biens sont assimilés à ceux des villes et des communes. — III. Du droit de surveillance découle tout le droit du prince *circa sacra*, son double pouvoir, négatif, *jus cavendi*, positif, *jus regendi*. Ce droit se subdivise, selon les protestants, que les régalistes ne suivent pas jusqu'au bout dans les détails, en droit 1° de constituer les docteurs ou prédicateurs, 2° de régler les choses sacrées et ecclésiastiques, 3° de réformer les choses sacrées, 4° de régler la liturgie et la discipline, 5° de régler l'enseignement et la prédication, 6° d'exercer le pouvoir judiciaire, criminel ou pénal, 7° de décider les controverses religieuses et de prescrire quelles opinions peuvent être enseignées publiquement, 8° de convoquer les conciles, 9° de limiter le nombre des associations religieuses. Tous ces droits ne sont pas attribués à la puissance séculière comme objet direct de cette puissance, mais parce que l'ordre public et l'intérêt général le demandent.

C'est dans cet ensemble que les régalistes ont fait leur choix.

j. C'est *par le droit public*, qu'ils ont senti la nécessité d'établir et de fortifier, que les protestants ont échappé en partie aux conséquences du défaut radical de leur système d'inspiration individuelle, lequel conduit logiquement à la désagrégation de la société ecclésiastique.

k. Le premier fondement du droit chrétien, ce sont les relations vivantes, et non théoriques, de l'Église avec l'empire ; elles impliquent, avec la coexistence respective de l'un et de l'autre, l'existence libre et la satisfaction donnée à leurs exigences sociales. Mais « dix-neuf siècles, dit Audisio, n'ont pu « résoudre le problème de la *parfaite coexistence* de l'Église « avec l'empire : la raison pure et la raison d'État n'y suffisent « pas » (63); et il sera besoin de tous les efforts de la raison

(63) Audisio (chanoine de Saint-Pierre du Vatican, prof. de droit rationnel des gens à l'Université Romaine Pontificale de la Sapience), *Droit public de l'Église*, tome Ier, p. 5 et suiv.

chrétienne aidée par l'étude comparative de l'Église et de l'État, si l'on veut faire quelque profit sur ce point.

Cette étude comparative de l'Église et de l'État, c'est la pose des qualités réclamées par le sixième système (64).

(64) Cf. Laurent, *La féodalité et l'Église*, 2e éd., p. 12 : « La société est *un milieu nécessaire pour le développement des individus ;* or, la société ne se conçoit pas, elle n'existe pas sans unité. L'Église représente admirablement cette face de la nature. » Page 295 : « L'esprit d'universalité qui caractérise le christianisme se manifeste dans l'organisation de l'Église... L'unité implique un gouvernement qui embrasse toutes les sociétés chrétiennes, pour n'en faire qu'un seul corps, animé d'une même âme, et cette unité n'est possible qu'*à condition que des relations actives existent entre les diverses parties de la chrétienté.* »

Cf. Kluber, *Droit des gens*, revu par Ott, 2e éd., p. 30, s. : « La souveraineté, dans le sens le plus étendu, consiste dans l'ensemble des droits appartenant à un état indépendant *par rapport à son but*... Par cette raison, de simples relations du pouvoir ecclésiastique ne préjudicient point à la souveraineté. »

CHAPITRE DEUXIÈME

EXPOSÉ DE LA BASE JURIDIQUE CONCORDATAIRE.

SECTION I. — EXPOSÉ DOCTRINAL POSITIF.

477. L'Eglise et la société civile co-existent, en fait et en droit. De là suit l'inévitable nécessité de relations entre les faits de part et d'autre, entre les droits de part et d'autre. Les relations seront hostiles, harmoniques, subordonnées, égales; mais des relations doivent être établies. Elles seront systématisées, ramenées à des principes; ou bien elles se succéderont sans liaison aucune; ou bien elles seront contradictoires. Mais elles existeront, cependant, et il importe d'éviter la contradiction, de rechercher la liaison, d'adhérer à des principes.

L'Église ne s'est pas laissé absorber, dit Vinet; c'est l'éterne honneur des papes qu'ils aient empêché cette absorption, ajoute Guizot. Le christianisme protestant se trouve ici d'accord avec l'Eglise catholique. Eux-mêmes, les incroyants de toute nuance n'en appartiennent pas moins à l'époque de civilisation dans laquelle le fait de l'indépendance des intérêts supra-terrestres existe; ils en sont redevables à l'Église.

Mais, reprend Audisio, dix-neuf siècles de christianisme n'ont pas concilié encore, pratiquement, la raison chrétienne et la raison politique. Cette conciliation, voilà donc ce que nous avons à édifier, pour le plus grand profit du monde à venir, du monde en formation, qui cherche sa voie. C'est ce qui ne se peut qu'à la suite d'une étude comparative de l'Église (ou du sacerdoce qui la représente, et de la société, ou de l'État), qui est son institution la plus éminente, et qui la représente.

L'étude du sacerdoce dans son *type;* dans ses *contingences;* dans sa *loi physiologique*, dans son *accommodation historique* avec le génie des races et des siècles, avec la liberté humaine individuelle; dans la *constitution de sa loi du fas;* dans ses *diversités;* dans son *expansion extérieure;* dans son mode de *recrutement;* dans la *limitation de nombre* ou l'absence de limitation; dans les

conditions de sa *richesse impersonnelle* et de la renonciation aux *moyens humains d'acquérir*, pour s'en tenir au seul *mode ecclésiastique*, différent des autres moyens ordinaires et légitimes; dans ses *rapports juridiques*; dans l'*exercice* propre de sa juridiction et l'*extension* de cette juridiction; — c'est ce qui n'avait pas encore été abordé, ce qui devait l'être, et ce qui aurait dû l'être dans un livre magistral, écrit au nom de la science et avec l'amour profond de la vérité. Nous avons donné celui-ci, tel quel. Certaines pages ont été composées dans une mansarde où nous avons dormi sur le carrelage nu, d'autres dans un grenier devenu notre logement momentané, d'autres dans un village où toute ressource de livres manquait, d'autres dans une ville où la bibliothèque publique est depuis cinq ou six ans renfermée dans des caisses, en attendant la réparation du local, d'autres enfin dans la ville calme et amie des études où ce livre se termine. Nous avons conscience d'avoir apporté quelques clartés sur le sujet.

Nous avons analysé aussi les systèmes, auxquels nous avons demandé une base juridique. Nous les avons trouvés incomplets et insuffisants. Ils sont construits pour le passé; ils ont en vue les théories régalistes, qu'ils favorisent ou qu'ils condamnent; ils sont adaptés à ce qui a duré : c'est leur mérite. Ils n'ont pas concilié définitivement la raison chrétienne et la raison politique, puisqu'ils n'ont pas prévu nos difficultés contemporaines.

478. La *base juridique* ne sera pas l'ancienne forme de l'Établissement ecclésiastique avant la Révolution. Cette forme est brisée : on la déclare impossible à restaurer (*Premier système*). Si cette forme doit être invariable et unique, c'en est fait, ne nous y arrêtons pas. Si elle ne devait pas être identique pour tous les temps et pouvait se modifier, cherchons quelle elle sera. Car un tel énoncé ne nous la donne pas.

La base serait-elle le droit historique, le fait acquis? (*Deuxième système.*) Ce droit historique est contesté *a priori* par le *troisième système*, qui requiert pour fondements d'un droit historique quelconque la territorialité, la souveraineté limitée géographiquement, l'existence des intérêts économiques, le pouvoir judiciaire, le droit de contraindre. Toutefois, le troisième système est réfuté dans toutes ses parties, et le droit historique garde sa légitimité de principe.

Ne serait-il pas possible, cependant, de rejeter le droit histo-

rique des siècles postérieurs et de s'en tenir au seul droit historique de la primitive Église? (*Quatrième système.*) Il a été répondu que la primitive Église contient virtuellement l'Église des siècles suivants, laquelle se développe légitimement par adaptation de son principe aux contingences de l'humanité et aux contingences historiques. En sorte que non seulement le droit historique est connexe dans toutes ses parties, légitime dans son développement, mais s'établirait ou se rétablirait s'il n'existait pas.

Le système de la *protection* réciproque des deux puissances (*cinquième système*) n'est, au fond que la modération apportée dans l'idée régaliste, ou un empirisme obligé à une série de déductions qui rendent et ont rendu l'application fort difficile. Après l'affaiblissement de l'idée régaliste dans le monde moderne, la protection réciproque aboutit à la formule Cavourienne : « l'Église libre dans l'État libre. » Ce n'est qu'un mot d'ordre légué par un homme d'État; mais il est repris et devient le point de départ d'une systématisation qui s'abstient de discuter tout principe antérieur.

Enfin, la pose des qualités réclamées par le *sixième système* n'est qu'un procédé juridique. Mais la formule de ce système n'est pas sans valeur, puisqu'elle fait voir que la base juridique est possible, non seulement avec l'état chrétien, mais avec l'état incroyant, l'état infidèle, l'état païen.

Du reste, Tarquini le reconnaît expressément. Mais il ajoute ce commentaire : que les concordats avec les infidèles sont des pactes, en ont la forme, et doivent être gardés comme tels : ce sont des contrats, par conséquent, absolument synallagmatiques. Au contraire, les concordats avec les chrétiens, avec les catholiques sont des privilèges (1). Nous avons eu l'occasion déjà, voy. *supra*, n° 340, de dire un mot sur la force obligatoire des concordats, et nous allons y revenir.

Mais nous constatons, tout d'abord, ce qui est admis, savoir : que *la base juridique du concordat pourra être adaptée à toutes les situations de l'Église à l'égard d'un État quelconque.*

Le concordat ne serait-il pas, dès lors, la vraie et légitime base juridique de l'avenir pour toutes les relations de l'Église et pour toutes les relations du sacerdoce, qui la représente, avec l'autorité civile ?

(1) Tarquini. *Juris eccles. publici institutiones*, p. 80.

479. — L'Église impose à l'autorité publique, quels que soient le nom, l'origine et la forme de l'autorité publique, la nécessité de son existence et de sa liberté. L'une et l'autre sont fondées sur la vie religieuse, qui est la manifestation la plus élevée de la vie spirituelle et de la nature de l'homme. L'Église est juridiquement la conséquence de l'âme humaine. Voilà un fondement inébranlable.

L'Église n'est pas, dans son existence terrestre, un corps séparé et distinct. Le fidèle, qui appartient à l'Église, appartient également à la société : il demande à celle-ci la félicité temporelle, à celle-là la félicité éternelle, sans pouvoir ni vouloir dissocier les deux parties de son être : deuxième fondement inébranlable.

La congrégation du Saint Office, en 1624, a déclaré schismatique et hérétique cette proposition : « Lorsque les pontifes adressent leurs constitutions dans les contrées soumises à la domination des autres princes, ils portent des lois pour un territoire étranger, *in territorio alieno*. Clément XI, dans la Constitution *Accepimus* du 11 janvier 1715, s'est prononcé dans le même sens.

Les pyramides d'Égypte, dit Audisio (2), existent depuis quatre mille ans, sans jamais se heurter, ni se rapprocher, ni s'éloigner ; elles ont leur existence respective, mais point de coexistence sociale. Le coexistence sociale est la loi de l'Église et de l'État. Troisième fondement inébranlable.

De cette loi de coexistence, de cette impossibilité logique de dissociation, de cette nécessité de la vie religieuse en l'humanité et en l'individu, bien que l'individu et l'humanité appartiennent à l'État, se conclut le lien juridique, la base, le *fundamentum inconcussum*.

Toutes les législations des peuples de civilisation moderne admettent, comme pouvant engendrer le lien de droit, les intérêts moraux. Nous aurions honte d'une loi matérialiste qui limiterait l'obligation juridique aux seuls intérêts économiques et pécuniaires. L'état du droit est favorable, plutôt que contraire au lien de droit résultant des seuls intérêts moraux.

Si donc le concordat est un contrat véritable, s'il est la seule expression juridique possible ou autorisée, après la ruine de l'ancien Établissement ecclésiastique où s'est abrité le passé, s'il répond aux besoins du présent, parce qu'il tient compte, ou peut tenir compte de toutes les évolutions, et même des révo-

(2) Audisio, *Droit public de l'Église*, t. III, p. 6.

lutions, qui modifient les sociétés, la base concordataire est démontrée légitime; elle a un fondement scientifique; elle s'adapte au droit historique. Elle ne conteste pas à l'Église sa nature propre ou son autonomie; elle ne les conteste pas davantage à l'État : le droit concordataire devient le droit ecclésiastique de l'avenir.

480. Audisio fait cette remarque, on l'a vu ci-dessus, que dix-neuf siècles n'ont pas amené la conciliation définitive, immuable, permanente, pacifique et complète. Mais c'est ne pas comprendre suffisamment le rôle de l'Église, sa nature, sa mission au milieu de l'humanité.

L'Église, en effet, laisse nécessairement l'humanité se développer sous l'influence de l'infinie variété de la liberté humaine, du génie humain. Elle-même est représentée, gouvernée, non par des natures angéliques ou supra-terrestres, mais par des hommes vivant dans la chair. Dans ses relations extérieures, elle n'est pas l'immuable. Elle est vivante, comme l'humanité est vivante. Elle n'est pas seulement : mêlée à la vie. Il n'y a que Dieu qui n'a point d'histoire, parce qu'il vit et règne dans l'éternité.

L'Église ne cesse pas d'être *in via*. Elle tend au but, à la consommation des élus en Dieu. Mais elle combat, mais elle lutte, avec nous, et par chacun de nous, si nous lui appartenons, prêtres ou fidèles.

Nous ne pouvons demander, dès lors, qu'elle habite des régions calmes, où ne parviendrait plus, depuis dix-neuf siècles, que l'écho des soupirs et des gémissements de la race humaine, délaissée par elle.

Un grand pape, Honorius III (3), va jusqu'à dire qu'elle ne sera pas exempte de la rouille, dont la morsure est si puissante sur les institutions humaines, ni de taches légères ou souillures, au milieu desquelles se poursuit son œuvre. Et cette parole est d'une vérité humaine incontestable.

L'Eglise, cependant, « qui ne se laisse jamais absorber, » continue de développer son droit absolu, conformément à son principe. Et, quand elle l'a précisé par ses décisions irréformables, elle use de patience et de tempérament dans l'application.

(3) Honorii III Opera, edit. Horoy, t. I, col. 613 : *Quantum ad statum præsentem, patitur pressuras, angustias et maculas veniales, atque mutationes multas.*

Tout son droit moderne relève du concile de Trente. Les décisions des congrégations romaines ne pourraient s'écarter d'un iota du droit formulé au concile de Trente, auquel s'ajoute maintenant le droit formulé au concile du Vatican. Néanmoins, pendant trois cents ans, les théologiens français ont distingué entre la partie du concile de Trente reçue en France et la partie non reçue en France.

Le droit absolu, c'est la *norme* ou la règle indiscutable. L'application est remise aux mains d'une autorité vivante, qui est l'Église agissant par sa hiérarchie, et qui, dans ses relations extérieures avec les États en particulier, reste l'autorité toujours vivante, et devant subsister jusqu'à la fin des siècles.

L'âme humaine, immatérielle et libre, engendre la vie spirituelle libre et affranchie. La vie spirituelle engendre la vie religieuse, affranchie, libre et distincte de la vie purement terrestre ou temporelle. La vie religieuse engendre juridiquement l'Église, c'est-à-dire lui confère tous les droits juridiques, dès le jour où elle paraît dans le monde. L'Église engendre, ou renferme en elle-même les intérêts moraux les plus élevés de l'humanité, qui prennent leur essor et suffisent à créer tous les liens juridiques. Telle est la pose des qualités en ce qui la concerne.

481. En ce qui concerne l'État, Minghetti nous a fait remarquer, voy. *supra*, n° 467, qu'il n'est pas la société, mais une institution éminente et nécessaire de la société. Le P. Liberatore nous dit (4) que le gouvernant, comme tel, n'est pas fait pour lui, mais pour la multitude. La pose des qualités consistera donc à déterminer à quelle situation de la société l'État correspond.

L'État n'est pas placé au-dessus de la Société par un droit divin qui lui permette de rapporter tout à lui. Le cardinal Tarquini en conclut qu'il faudra distinguer si l'état est païen ou s'il est chrétien. Le P. Liberatore, qui affirme si nettement la supériorité de l'Église sur l'État (5), arrive néanmoins à la même conclusion. Voy. *infra*, n° 478. Donc, la base concordataire, re-

(4) Liberatore, *Église et État*, trad., p. 32.

(5) *Loc. cit.*, p. 23. « Il n'y a qu'un insensé qui puisse imaginer qu'ayant toutes deux leur origine en Dieu, la puissance spirituelle et la puissance temporelle en dérivent sans ordre entre elles, ou, ce qui est pis encore, avec un tel désordre que la plus noble, je veux dire la spirituelle soit soumise à la temporelle. »

lativement à l'État, suppose résolue une question de nombre des catholiques et des non-catholiques, une question d'influence territoriale, politique, industrielle, commerciale, scientifique, philosophique ou autre, des catholiques et des non-catholiques. Au temps où le roi de droit divin disait : « L'État, c'est moi, » la clarté était faite dans les esprits par cette parole. Présentement, quand la société d'aujourd'hui peut différer considérablement de la société d'hier, l'État, le gouvernant, ne peut avoir des prétentions si hautes.

A notre avis, il en résulte, plus que jamais, la nécessité d'un droit concordataire, qui sera plus stable que l'État lui-même, parce qu'il s'appuiera sur la Société, dont l'État n'est qu'un organe éminent et nécessaire. Mais, au droit concordataire, il faudra ajouter la vie concordataire. La société est vivante et se transforme; l'Église est vivante et communique incessamment sa vie aux individus et aux nations. Ces deux vies en l'Eglise et en l'État doivent tendre à un perpétuel concordat, qui chaque jour se fait, se renouvelle. D'où la stabilité, mais non l'immuable. L'humanité marchera avec l'Église et l'Église avec l'humanité. Les concordats *écrits* marqueront alors une nouvelle étape humaine et religieuse.

La base juridique ou la *qualité* de l'État sera tirée de la notion de l'État et du *statut personnel* (qu'on nous permette ce mot) de la société, ou catholique, ou non catholique, ou conservatrice, ou radicale, ou anarchiste, ou pratiquant les vertus antiques, ou livrée au sensualisme, et ainsi du reste.

482. Nous citons Liberatore (6) : « Là où *la diversité des cultes n'a pas tellement pénétré le corps social qu'elle soit entrée dans les idées, les habitudes et les mœurs*, la possession de la vraie religion est non seulement le bien des particuliers, mais celui aussi de la communauté. Or, c'est un devoir rigoureux pour l'État de veiller, par les moyens qui lui sont propres, à la conservation des biens sociaux et de les défendre contre toute entreprise interne ou externe. Ce devoir est d'autant plus strict que la religion n'est pas un bien quelconque, c'est le bien souverain de l'homme, car il tient à sa destinée éternelle, et c'est aussi le bien suprême de la Société, qui trouve dans la religion son plus solide appui. Donc, si l'État est obligé de défendre par ses lois les autres biens inférieurs, combien plus ce bien qui les dépasse

(6) *Loc. cit.*, p. 91.

tant! Ensuite, l'État doit surtout protéger le faible contre l'abus de la force. Or, il peut y avoir abus de la force dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel.

« Celui qui prime par le génie, par la doctrine, par l'éloquence, a dans ses mains une arme très puissante, pour le mal comme pour le bien, et il peut en abuser au détriment d'autrui. L'ignorant, l'homme médiocre, n'a pas en lui de quoi se défendre. Il faut donc que l'Etat lui vienne en aide, s'il est vrai que l'on est entraîné à se former en société par l'idée d'être secouru dans les choses dont la faiblesse individuelle est incapable... Donc, l'Etat, *par cela même qu'il est catholique et représente une nation catholique*, est obligé de protéger et de défendre l'Eglise. »

Le point de départ du P. Liberatore est bien évident : les rapports extérieurs de l'Etat, soit concordataires, soit extra-concordataires, seront modifiés par la pose des qualités, selon que l'Etat sera catholique ou ne le sera pas, selon que la diversité des cultes aura pénétré ou n'aura pas pénétré le corps social, selon que cette diversité sera entrée dans les idées, les habitudes et les mœurs, ou n'y sera pas entrée. La situation juridique de l'Etat ne serait pas la même dans les diverses hypothèses.

483. Le droit concordataire, il est vrai, est attaqué de deux côtés à la fois, puisque, d'une part, on a demandé, au nom des intérêts politiques, l'abolition de concordats existants, en Autriche, voy. *supra*, n° 297, en France, voy. *supra*, n° 339, et ailleurs, tandis que, d'un autre côté, des canonistes ont dénié à ces conventions tout caractère contractuel obligatoire pour le Souverain Pontife qui les signe, v. *supra*, n° 340. Mais, en fait, le droit concordataire, accepté par Rome (7), s'est répandu

(7) La doctrine du Saint-Siège sur la force contractuelle des concordats est mise en évidence, 1° par la bulle de rectification du Concordat français, donnée par Pie VII, à Sainte-Marie Majeure, le 18 des calendes de septembre 1801 : « Nous approuvons, ratifions et acceptons les susdits articles, clauses et conventions,... et nous promettons, tant en notre nom qu'aux noms de nos successeurs, de remplir et fidèlement exécuter tout ce qu'ils contiennent » ; 2° par les termes de la dépêche du cardinal Antonelli du 19 juillet 1850 au ministre des affaires étrangères et président du conseil sarde : « Ces traités (les concordats) prennent le caractère de ceux qu'on appelle internationaux » ; 3° par l'allocution consistoriale du 1er nov. suivant, confirmant cette dépêche et disant : « Ces conventions doivent être maintenues comme sacrées et inviolables, car leur force et leur droit une fois méconnus, l'obligation de

partout dans le monde, voy. *supra*, p. 226 et s., en modifiant le droit absolu. Le droit commun exclusif ne régit, à l'heure présente, que les Eglises de missions en tant que, d'ailleurs, elles

autres pactes publics et privés s'évanouirait; 4° par l'allocution consistoriale du 17 déc. 1860 relative au grand-duché de Bade : « Une *convention* solennelle ne peut être abrogée contrairement à toutes les règles de la justice, par une seule partie sans le consentement de l'autre ; 5° par la note du cardinal Antonelli du 7 août 1861 pour le Wurtemberg : « La convention a vraiment le caractère bien déterminé d'un contrat obligeant les deux parties. Le *contrat* n'a pu perdre sa force et valeur... » — Cf. Moulart, *l'Église et l'État*, p. 580 :

« D'après ces documents, qui ont une importance décisive, les concordats ont la force de véritables contrats, ce sont des conventions solennelles, des pactes ou traités publics, ayant la même force que les traités internationaux conclus d'un commun accord entre les deux pouvoirs, le pape et le prince temporel, traitant de puissance à puissance ; ces pactes sont bilatéraux, en ce sens qu'ils lient les deux parties contractantes, en leur imposant une obligation véritable de religion et de justice, si bien que l'une des parties ne peut en modifier ni en abroger un seul article sans le consentement de l'autre partie, non plus que dans tout autre pacte, soit public, soit privé, et ces pactes ne sont ni temporaires ni personnels, mais réels et perpétuels de leur nature : le pape et le prince temporel s'engagent et se lient, comme tels, en leur nom et au nom de leurs successeurs, à perpétuité ; et quoique, dans ces pactes, les souverains Pontifes cèdent au prince temporel l'usage de certains droits qui appartiennent en propre à la primauté pontificale, comme, par exemple, le droit si important de nommer aux évêchés, ils ne croient pas dépasser les limites de leur autorité, mais user de la plénitude du pouvoir apostolique, dont ils sont dépositaires ; et quoique, d'ordinaire, toutes les concessions soient faites par eux, bien loin d'être ennemis des concordats, ils se plaignent, au contraire, de ceux qui veulent les empêcher, ou qui poussent le pouvoir civil à les abroger ; et ils portent la longanimité jusqu'aux dernières limites, plutôt que d'enfreindre eux-mêmes leurs engagements... Cette doctrine est le sentiment vraiment commun, et presque unanime des canonistes. Nous citerons en particulier, parmi les anciens : Riganti, *In regul. I Cancell.*, § 1, n° 269, et *in Regul.* II, § 1, n° 8 ; — Pignatelli, *Consultationes canonicæ*, tom. X, consult. 88, n° 1 et 2 ; Ferraris, *Prompta bibliotheca can.*, v° *Concordatum*, n° 3 ; — Boekn, *Comment. in jus can. univ.*, lib. III, tit. VIII, n° 6 ; — Engel, *Collegium univ. juris can.*, lib. III, tit. 5, n° 54 ; — Leymann, *Theol. mor.* de legib., cap. 12, n° 25 ; — Leurenius, *Forum benef.*, part. II, sect. 3, c. 1, q. 592 ; — Suarez, *Defensio fidei*, lib. IV, c. 34, n° 23, 24 ; — Schmalzgrüber, *Jus eccl. univ.*, lib. III, part. 1, tit. 5, n° 27 ; — Biner, *Apparatus ad jurispr. eccl.*, part. VI, c. 3, § 6, n° 132 ; — Schmier, *Jurispr. can. civ.*, lib. III, tract. 1, part. 2, c. 3, n° 238 ; — Parmi les modernes : Devoti, *Jus can. univ. prol.*, c. 12, § 23 ; — Card. Soglia, *Prænotiones*, c. 3, § 60 ; — Barthel, *Dissert. gen. de concordatis*, c. 3, sect. 2, n° 3, 5 ; — Schenkl, *Inst. jur. eccl.*, t. I, § 177 ; — Philips, *Du droit eccl.*, § 160, n° 7 ; — Icart, *Prælect. jur. can.*, t. I, p. 103 ; — Huguenin, *Expositio method. jur. can.*, t. II, p. 340 ; — Ferrari, *Summa inst. can.*, tom. 1, § 17, n° 1, 2 ; — de Camillis, *Inst. jur. can.*, t. I, p. 65, n° 9 ; — Jos. Daris, *L'Église et l'État*, p. 243 ; — de la Fuente, *Los concordatos*, p. 6 ; — de Angelis, *Prælect. jur. can.*, t. I, p. 1, p. 98, seq. »

n'y sont pas soustraites par la direction spéciale à elles donnée par la Congrégation de la Propagande.

Le droit concordataire compte donc maintenant autant de chartes qu'il y a d'États chrétiens répandus sur le globe. Les documents de ce droit se sont multipliés. Ils sont nombreux. Ils peuvent être modifiés. Toutefois, ils sont la *lex privata* de chaque nation.

Le Concordat appartient à l'histoire, comme forme appropriée aux temps nouveaux. En France et ailleurs, lui seul tient lieu de tout l'ancien Etablissement ecclésiastique renversé, disparu, évanoui.

Le Concordat n'a pas seulement 1° une base juridique; il est 2° l'instrument de formation du monde nouveau, placé à notre portée, et aussi dégagé que possible de l'autorité ou des entraves que créent les précédents en matière de droit. Il ne s'agit que de lui demander ce qu'il peut produire. Il a fallu des siècles avant qu'il prît rang dans le droit. Puis des siècles se passent avant que, ayant pris rang, il puisse acquérir sa réelle importance : tant est lente la marche de l'humanité !

Gardons-nous de déchirer les concordats, par légèreté, par irréflexion, par impatience, ou faute d'en comprendre la portée, qui est favorable à l'avenir.

On ne doit pas les déchirer, mais y faire des additions ou modifications, si elles sont nécessaires, conclure des conventions pour en régler l'application, apporter à la conclusion de ces conventions auxiliaires ou sous-concordataires toute la sagacité, toute la profondeur des méditations des hommes d'Etat.

484. Ne demandons pas à l'Eglise, soit de n'être pas elle-même, soit de retourner en arrière, sous le prétexte de revenir aux âges primitifs :

1° Elle a développé, fortifié, consolidé définitivement sa hiérarchie; elle a séparé la démocratie, elle a séparé le laïcisme de son gonvernement. Le respect le plus entier est dû à son organisation présente et à son autonomie. L'Eglise ne doit pas être ébranlée dans son état actuel; elle ne saurait l'être sans péril.

2° Les laïcs ont figuré, jadis, dans ses conciles, même généraux. Ils n'y doivent plus trouver place après le concile du Vatican, nous dit-on. Voici la situation :

« Les premiers conciles œcuméniques ont été convoqués par les empereurs... Les papes, depuis le premier de Latran, en 1123, prirent l'habitude de convoquer eux-mêmes... mais non sans

avoir préalablement requis *et reçu* l'assentiment des princes, et surtout sans *les inviter*, dans la bulle d'indiction, à y intervenir personnellement ou à s'y faire représenter par des ambassadeurs... On délibéra longuement, au Vatican, pour savoir si l'on se conformerait à ces précédents... Mais la bulle ne fit aucune invitation explicite (8), » bien qu'il dût être question, au concile, non seulement de maintenir la pureté de la foi, mais de corriger les principes pervers dès sociétés civiles, de prononcer sur le mariage civil, l'enseignement laïc, les constitutions modernes. Il y eut exclusion *tacite* des gouvernants.

Que les laïcs, et même les gouvernants, restent en dehors des conciles ; c'est désormais le droit.

3° Les laïcs et la démocratie prenaient part, dans une certaine mesure, au choix des pasteurs. Ils n'étaient pas exclus de l'élection, voire du chef suprême de l'Eglise. Il n'en est plus ainsi. Ce qui fut le droit a pris fin.

Laissons à l'Eglise, encore une fois, les bénéfices de son autonomie, de son indépendance !

485. Les concordats sont la confirmation plutôt que la négation de ce triple état de choses. Ils sont la renonciation de la démocratie à l'élection des pasteurs ; la renonciation des gouvernants à toute participation dans la tenue des conciles ; la reconnaissance par la démocratie et le laïcisme des privilèges de la hiérarchie en l'Eglise, et pour le gouvernement de l'Eglise.

Les concordats laissent l'Eglise indépendante, autonome, et non affaiblie dans le principe de son organisation. Ils ne sont pas des conventions signées avec l'Eglise des premiers siècles, ou ramenée aux premiers siècles, ni avec un pouvoir ecclésiastique mélangé, à un degré quelconque, de laïcisme ou de démocratie. L'Eglise consent telles ou telles concessions concordataires, mais n'abdique pas, et ne s'abdique pas.

Il est vrai que la présence des laïcs et de la démocratie dans les assemblées conciliaires ou dans les assemblées pour la nomination des évêques, c'était l'*entente* concordataire, le concordat *pratique ;* le nom seul faisait défaut.

Néanmoins, cette forme pratique concordataire, sans le nom de Concordat, a vécu. C'est là le fait ; c'est désormais, nous l'avons dit, le droit.

Pourquoi refuserions-nous de voir qu'une autre forme des

(8) Ém. Ollivier, *L'Église et l'État au concile du Vatican*, t. I, p. 15 et s.

relations a succédé, qui est la *forme contractuelle*, et qui rend à la démocratie, au laïcisme, des *équivalents ?* Cette forme *concordataire contractuelle* est plus respectueuse, sans doute, pour l'indépendance de l'Eglise ; mais elle est aussi plus dégagée des entraves qui s'opposaient à l'action de l'Etat :

L'Etat devait attendre l'initiative de l'Eglise pour la tenue de ses conciles. Il a l'initiative, ou il la partage pour la conclusion des concordats.

L'Etat, bien qu'il représentât une nation particulière, ne pouvait agir isolément dans les conciles, en conformité avec ses seuls intérêts. L'accord préalable des couronnes était nécessaire sur toute question qu'une nation ou l'autre pouvait soulever.

Dans les concordats modernes, la nation particulière est seule juge des intérêts qui sont les siens, et qu'elle négocie à l'heure précise où elle le juge opportun.

L'ordre solennel et la marche des assemblées conciliaires ne pouvaient être troublés. Toute question devait être traitée *conciliariter*, avec des formes spéciales de proposition, de discussion. La négociation des concordats est un échange de notes, de pourparlers, suivi de références des fondés de pouvoirs, tant à leur gouvernement, qu'au Saint-Siège. Les procédés de la diplomatie ordinaire sont les seuls employés, et l'Etat s'y reconnaît davantage sur son propre terrain.

En résumé, l'une des hautes parties contractantes est l'Eglise et l'autre est l'Etat. Ni celle-là ni celui-ci n'ont abdiqué leur principe.

Et telle est la pratique *contractuelle* du Concordat, qui donne à la démocratie, à l'élément laïque tout ce que, dans les temps présents, la constitution de l'Eglise peut supporter.

Les concordats, a dit un écrivain, peuvent jouer un « grand rôle » dans la vie politique des peuples.

486. « Le Concordat, dit le président Hénault (9), est la forme la plus propre pour entretenir la tranquillité d'un Etat. »

Il est, de plus, un *mode ecclésiastique ;* il n'innove pas en l'Eglise. Or c'est là un immense avantage.

En outre, le Concordat est nettement déterminé au point de vue des croyances. Il n'attaque pas le dogme.

Il n'innove pas quant au fond, puisqu'il reconnaît, avec l'Eglise, que la démocratie appartient à sa constitution, mais n'est

(9) *Remarques particulières.*

pas le gouvernement de l'Eglise ; que le laïcisme n'a aucun droit dans le gouvernement de l'Eglise ; que la mission des pasteurs relève avant tout de l'Eglise.

Il n'innove pas en la forme, qui est antique, ni même *quant au nom*, qui se trouve partout dans les recueils de chartes et documents. « Le siècle où une institution apparaît au grand jour, brillante, puissante, maîtresse, dit avec raison Fustel de Coulanges (10), n'est presque jamais celui où elle s'est formée, où elle a pris sa force. Les causes auxquelles elle doit sa naissance appartiennent souvent à un siècle fort antérieur. » C'est ce que prouve l'histoire des communes, dont les érudits cherchent les origines dans les *ghildes* des temps carlovingiens, plus d'une fois condamnées par l'Eglise, dans les *institutions de paix*, formées sous les auspices de l'Eglise, autant que dans les chartes octroyées par les seigneurs féodaux ou conquises sur leur puissance. C'est ce que prouve l'histoire du régime municipal, qui commence, à Rome, avec les collèges, les sodalités, les associations funéraires ; qui prend de l'extension avec le culte de Rome et Auguste, les privilèges des villes néocores ; qui s'établit dans l'empire romain, qui survit à l'empire et passe aux Barbares. Puis, la vie municipale et l'histoire des communes sont confondues dans le mouvement d'affranchissement, qui résume l'évolution humanitaire du monde ancien devenant, grâce au travail des siècles, le monde moderne. Ainsi marchent les institutions humaines.

Le Concordat est ancien dans l'Eglise ; mais son nom demeure obscur jusqu'à 1801. Le Concordat apparaît alors comme un moyen de salut pour les sociétés. Ensuite, on cherche ailleurs une base de droit, sans remarquer que le Concordat s'accommode, et peut seul s'accommoder aux transformations lentes, graduelles, régulières des sociétés, aussi bien qu'aux accidents révolutionnaires, qu'il accepte (exemple, le dépouillement du clergé, la vente des biens de l'Eglise), aux coups de force qu'il accepte, lorsqu'ils ont créé un ordre social, aux mœurs, aux lois civiles, aux intérêts matériels, aux institutions politiques, à la manière de penser et au tour d'esprit des générations, enfin, et surtout, au changement et au renouvellement de toutes ces choses.

Les futurs écrivains de la philosophie de l'histoire pourront s'étonner de la lente évolution de l'idée concordataire. Peut-

(10) Fustel de Coulanges, *Institutions politiques de l'ancienne France*, p. 3.

être aussi ils jugeront, dans le même temps, que la hiérarchie s'est fortifiée, principalement en son chef, surtout par le concile du Vatican, et que l'Eglise a refoulé l'ingérence laïque, juste au moment où la toute-puissance était nécessaire au chef suprême pour l'adaptation de la forme concordataire contractuelle à tous les besoins, juste au moment où la force principale des engagements concordataires résulterait de cette circonstance que l'Eglise agit entièrement en conformité avec sa nature, en conformité avec son principe.

487. Les concordats ecclésiastiques, dans le passé, n'ont pas été d'abord des actes ou des traités du Souverain Pontife. Ils ont été fort communs. L'appellation en a été transportée dans les usages civils.

Nous ne parlerons du concordat de la législation commerciale et de celui qui existait dans l'ancienne armée, que pour montrer combien le mot est peu nouveau. Dans l'armée, l'officier d'un grade élevé qui prenait sa retraite, en donnant lieu à l'avancement de plusieurs, et à toute une série de promotions, l'un ne prenant la place de l'autre qu'en laissant une vacance, recevait de celui qui le remplaçait et de ceux à qui profitaient sa retraite une somme déterminée par un *concordat* fait entre tous. En matière de commerce (Voy. Cod. co., liv. III, tit. I, chap. VI).

Le concordat ecclésiastique était usité 1° dans les couvents, et 2° en matière de bénéfices.

Le concordat pour la collation des bénéfices se rapproche plus ou moins du type de celui qui fut conclu, en 1447, entre Nicolas X et Frédéric III, *pro Ecclesiæ unione, pace et tranquillitate inter Ecclesiam et nationem prædictam, perpetuo solidandis et conservandis*, et qui règle définitivement *diversa rationabilia et utilia, ordinationes et statuta; a partibus hinc inde approbata, laudata, conclusa, acceptata et concordata* (11).

Le couvent, d'autre part, 1° faisait un concordat avec le supérieur qui venait d'être nommé, et plus d'une fois *imposé :* il sauvegardait par là ses droits.

Le couvent 2° terminait une longue querelle avec un seigneur féodal, avec une commune, et, de temps à autre, des procès portés jusqu'en cour de Rome, par un concordat. Les papes n'étaient occupés qu'à accorder des bulles pour sanctionner les

(11) Luc. Ferraris, *Prompta bibliotheca*, t. I, col. 1221, éd. Migne.

concordats intervenus; lesquels avaient tous à peu près cette forme : « Concordia inter ecclesiam Sancti Vedasti et majorem de Bihurcourt. Inter ecclesiam Sancti Vedasti et majorem de Bihurcourt quædam controversia vertebatur super quibusdam, etc. », ou : « Concordia inter ecclesiam Sancti Vedasti et majorem de Escluziers. In tempore Odonis abbatis fuit contentio inter ecclesiam nostram et majorem, etc. (12). »

Merlin, dans l'ancien répertoire de jurisprudence de Guyot, au mot Élection (13), s'exprime ainsi : « La constitution primitive et actuelle des abbayes des Pays-Bas est d'être électives-confirmatives. Ce droit, si conforme à l'esprit de leur fondation et au vœu de l'Église, a été assuré par les anciens souverains. Un *concordat* passé le 30 juillet 1564, entre Philippe II, roi d'Espagne, et différents ordres des provinces belgiques, le porte en termes formels..... Les changements de domination survenus depuis ce *concordat* n'en ont apporté aucun dans la forme qu'il avait réglée pour la nomination aux abbayes. Les capitulations d'Hesdin et d'Arras, de 1629 et 1640, celle de Lille, de 1667, et de Cambrai, de 1677, déclarent qu'il sera pourvu aux abbayes et autres bénéfices du pays selon la manière accoutumée. C'est en effet ce qui s'est pratiqué depuis la réunion d'une partie des Pays-Bas à la couronne de France. »

Lanjuinais, en 1817, parlait des concordats conclus par les couvents et sanctionnés par les papes, comme d'actes fréquents, devenus possibles, jadis, à raison de l'organisation féodale, devenus nécessaires à raison de l'absence des lois protectrices (14). « Pendant l'anarchie féodale, dit-il, on promulguait de tristes concordats entre le souverain fiéfeux et le possesseur des grands fiefs. Les papes étaient devenus, au moyen âge, les souverains-fiéfeux des monastères et des évêchés, disons mieux, du globe terrestre. Les concordats avec la cour de Rome supposent ou l'*absence*, ou le mépris, ou l'oubli des règles et des lois. » Il en constate le nombre, et non la nouveauté.

Lanjuinais n'avait pas compris ce qu'avait de bon une insti-

(12) Ces documents, que nous prenons au hasard, concernent le monastère de Saint-Vast d'Arras : nous en avons sous les yeux la copie collationnée. C'est par centaines ou par milliers que l'on pourrait citer les concordats des monastères.

(13) T. VI, p. 618.

(14) *Appréciation du projet de loi relatif aux trois concordats*, avec les art. du dernier concordat, ceux du projet de loi et une Revue des ouvrages sur les concordats ; Paris, 1817. Il se fit quatre éditions en deux ans.

tution pouvant suppléer à « l'absence » des lois : tous ces actes étaient à ses yeux de tristes concordats.

Le concordat le moins connu, probablement, et qui cependant fait le plus grand honneur à la papauté, c'est la *Concordia Ravennica*, ou l'acte de paix consenti par les ecclésiastiques et les barons de Constantinople, après l'établissement de l'empire latin, à l'époque des croisades. La *Concordia Ravennica* fut, en réalité, « un effort puissant tenté par la papauté pour ressaisir l'Église grecque par les moyens d'équité et de sagesse les plus conformes et les mieux adoptés à sa situation, » C'est dans les œuvres du grand pape Honorius III (15) qu'il faut lire ce document.

Ici, le concordat est un remède pour les temps agités et troublés. Dans la pensée du Saint-Siège, il était aussi, pour une société appelée soudainement à une union plus directe avec l'Occident, avec l'Église latine, pour une société dont la marche devenait incertaine, en raison de la rupture brusque avec un passé de plusieurs siècles, le *moyen d'initiation aux destinées à venir*. Nous renvoyons à ce document si remarquable.

L'utilité spéciale de la voie concordataire est plus manifeste à certaines époques. L'utilité générale est de tous les temps. Nous résumons et traduisons Ferraris (16) :

« Le concordat prononce dans des cas où le droit serait suffisant, mais se trouve obscurci ou entravé par les circonstances, par la malice des hommes, ou par des nécessités locales. Il définit, il limite, il accorde des concessions jugées nécessaires pour éviter de plus grands maux. Il modère la rigueur du droit, en vue des avantages apportés en échange. Il confirme les droits inaliénables, par la reconnaissance qui est faite de ces droits. »

488. En même temps que le concordat papal est devenu plus fréquent et a pris une importance plus grande, en constituant un acte spécial de la diplomatie, les concordats conclus à des degrés moins élevés de la hiérarchie, ou par les *collèges* ayant dans l'Église une vie propre, tels que les ordres religieux ou les abbayes, ont disparu, ont été abandonnés.

On peut cependant concevoir des concordats signés par un

(15) Honorii *Opera*, éd. Horoy, t. IV, *Epist.*, lib. X, 8, col. 409, s., notes, col. 979, s.

(16) Lucii Ferraris *Prompta bibliotheca*, t. II, col. 861, éd. Migne.

gouvernement et un évêque stipulant pour l'étendue de son diocèse, ou plusieurs évêques stipulant pour une province ecclésiastique, sauf l'approbation que l'évêque ou les évêques solliciteront du Souverain Pontife, selon le devoir de leur charge. Nous en avons vu des exemples pour la Prusse, *supr.*, n. 292 (t. II, p. 166, lign. 1 et s.). Ces concordats particuliers sont rares. Pour la France, diverses mesures d'organisation religieuse en Algérie eussent pu, théoriquement, revêtir cette forme, qui eût constitué, dans une certaine mesure, un particularisme algérien d'ordre sous-concordataire, c'est-à-dire moins solennel.

De même, en France, on peut concevoir, théoriquement, et reposant sur une base juridique, des conventions sous-concordataires entre un conseil général et l'autorité spirituelle diocésaine, avec la réserve, si l'on veut, d'une loi confirmative, d'une part, et d'une bulle confirmative, d'autre part.

Nous ne disons pas que cela soit expédient. Nous restons dans le domaine de la théorie pure, et de la théorie fondée sur la base juridique.

Allant plus loin, et toujours sous les plus expresses réserves des autorités religieuse et civile, on peut concéder, théoriquement à une paroisse (comme jadis à une abbaye quelconque traitant avec le *maior*), le droit sous-concordataire réglant toutes relations à l'égard du conseil municipal.

On peut, théoriquement, refuser ce droit aux petites paroisses rurales, et l'accorder dans les villes de 25,000 habitants, c'est-à-dire là où les rivalités mesquines sont moins accentuées et les lumières plus grandes, sinon l'impartialité plus assurée. Toutes autres garanties quelconques peuvent être apportées sur un point si important. Nous disons : en théorie.

Tout essai de réglementation par la puissance civile seule, c'est-à-dire jadis par le roi, dans les choses qui intéressent à la fois l'Église et la société temporelle, s'est appelé dans le passé une *pragmatique*. L'Église a toujours protesté contre les pragmatiques. 1° Le conseil municipal n'a pas le droit de pragmatique ou de décision isolée. 2° Le conseil général n'a pas le droit de pragmatique, c'est-à-dire de décision isolée. 3° Le gouvernement n'a pas juridiquement qualité pour une réglementation par voie de pragmatique. Nous insistons :

Quoi qu'on fasse, 1° le temps des pragmatiques est passé et leur principe juridique démontré vicieux ; 2° la base juridique concordataire demeure hors d'atteinte ; 3° cette base admet la

légitimité du droit historique et la légitimité du droit moderne, ou du droit le plus récent des sociétés.

C'est une remarque fort sensée de Fustel de Coulanges (17) que les peuples ne sont pas toujours gouvernés suivant qu'il leur plaît de l'être, mais « suivant que l'ensemble de leurs intérêts et le fond de leurs opinions exigent qu'ils le soient. »

Ce qui était vrai au temps de la royauté, reste non moins vrai chez les nations au sein desquelles existe un « pays légal », qui détient le pouvoir. Le pays légal se compose des hommes que diverses influences, que la pratique des affaires ont rendus les maîtres du gouvernement. Ce pays légal peut ne pas gouverner toujours la nation suivant qu'il plairait à celle-ci de l'être : il suffit qu'il la gouverne suivant l'ensemble des intérêts et le fond de ses opinions.

Il n'y a pas à dissimuler, croyons-nous, que Gambetta représentait le pays légal lorsqu'il disait : « Le cléricalisme, c'est l'ennemi. » Mais le pays légal, s'il faisait un concordat, serait obligé, cependant, juridiquement, par la pose des qualités, c'est-à-dire d'après l'étude de la manière dont il plaît au peuple d'être gouverné, d'arriver à une conclusion différente. Le pays légal gambettiste édictant une pragmatique pour la réglementation *proprio motu* des choses ecclésiastiques, eût fait fausse route. Le même pays légal, entrant dans la voie concordataire, eût été ramené à une autre expression plus vraie, plus profondément vraie de la situation.

Et, parce qu'il nous déplaît, dans un livre d'exposition doctrinale, d'insister sur des questions irritantes, nous dirons que le pays légal anglais est protestant, mais qu'il ne pourrait juridiquement réglementer les choses religieuses en Irlande dans son sens propre, à l'aide d'une pragmatique; que la seule base juridique serait la voie concordataire; que la voie concordataire étant contractuelle, le pays légal protestant, stipulant pour les intérêts irlandais, ne serait pas dispensé de la pose des qualités, en sorte qu'il n'agirait pas comme pays légal protestant. Nous transportons le raisonnement sur terre étrangère.

Là est la vérité du droit.

Là est la possibilité pour le monde nouveau, pour le monde en formation, pour le vingtième siècle, de bâtir solidement,

(17) *Hist. des institutions politiques de l'ancienne France*, introd.

d'édifier sur le fondement de l'équité, après que l'ancien Etablissement ecclésiastique contemporain des monarchies du moyen âge a disparu.

Or, tant que la question religieuse n'aura pas été résolue conformément à l'équité et à la vérité du droit, rien ne sera édifié, rien ne sera bâti.

Nulle voix ne s'est fait entendre encore pour réclamer une large et complète application de l'idée concordataire, comme répondant seule aux besoins impérieux du présent. Mais les aspirations légitimes pour *la concorde* de l'Église avec l'humanité, 1° sans le sacrifice de la dignité de l'Église, de son esprit propre, de sa constitution, de son autonomie, sans la violence, qui fait les martyrs, ou la contrainte, à laquelle serait opposé le *Non possumus*, 2° sans le sacrifice des conquêtes modernes et du progrès, ces aspirations légitimes sont de plus en plus accentuées.

Nous connaissons, et nous aborderons brièvement l'objection capitale : un concordat à négocier est un traité de paix, qui peut ne pas aboutir, et l'état de guerre subsiste ; ou qui peut aboutir sur plusieurs points et laisser les hostilités flagrantes sur un point spécial : or, aucun moyen de dirimer la controverse n'apparaît. Donc, l'idée concordataire n'est pas une solution.

Nous répondrons qu'il en est de même pour les conflits entre deux nations, sans que le principe juridique du traité de paix soit affaibli. Nous assimilerons les hostilités sur un point, où l'État, par exemple, se maintient par la force à l'occupation armée d'une province. Relativement à tel point litigieux, nous serions en pays d'occupation. L'État, en qualité d'occupant, demanderait des *garanties*, peut-être, avant de rapporter telle mesure, c'est-à-dire de cesser l'occupation.

Mais, s'il est possible, nous demanderions à l'idée concordataire de prévoir ces situations et de régler pour ce cas un *modus vivendi*, puisque aussi bien il faudra qu'un *modus vivendi* provisoire vienne en aide pour attendre la fin de cette situation.

Section II. — Exposé de matière concordataire.

489. Nous avons étudié, dans les quatre premières parties du présent ouvrage, les rapports du sacerdoce avec l'autorité civile, au point de vue légal, à travers les âges et jusqu'au temps présent. Notre travail pouvait se borner là. Il nous a

semblé qu'il n'eût pas été complet, bien que nos recherches eussent été abondantes en faits positifs, et non rassemblés ou coordonnés jusque-là.

Dans le chapitre premier de la cinquième partie, nous avons apporté un exposé, non législatif, mais doctrinal. Il jetait un nouveau jour sur ce sujet, qui se trouvait envisagé de haut, au point de vue du *droit public*. Et, ce chapitre une fois clos, nous pouvions aussi clore le livre.

N'ayant pas trouvé dans ce droit public une base juridique absolument suffisante, nous avons cherché cette base, dans le chapitre deuxième, première section, en courant le risque de ne pas rencontrer l'assentiment de tous. Car, si l'on ne conteste pas la base juridique signalée par nous, ce qu'il nous paraît impossible de faire, on pourra contester l'opportunité de l'emploi, ou du recours à cette base juridique, à l'heure présente, et cela à l'aide de plusieurs bonnes raisons.

Nous pourrions énumérer nous-même ces bonnes raisons.

Toutefois, n'ayant en vue que l'*éclaircissement du point de vue doctrinal en droit public*, nous avons accompli cette autre partie de notre tâche.

Nous sera-t-il possible de poursuivre sans faire dégénérer un livre de science et sans lui donner ne fût-ce que *les apparences* d'un livre écrit en vue de telles ou telles conclusions du présent, qui lui feraient perdre son caractère élevé, son caractère scientifique? Nous l'espérons.

N'allons-nous pas exposer le lecteur inattentif à ne retenir que ces dernières pages qui vont suivre, à ne juger une œuvre de longue haleine que sur quelques idées, lesquelles, après tout, sont accessoires et n'arrivent à leur ordre ou à leur place dans ce volume que par suite de l'inévitable connexion des problèmes contemporains avec tout ce qui a précédé dans le cours des âges?

Ce serait là l'objet de notre crainte.

Néanmoins, on nous rendra cette justice que nous avons parlé jusqu'ici *sine ira et studio*, comme nous voulons le faire pour ce qui va suivre. Et d'autre part, nous avons pensé que si *noblesse oblige*, il y a aussi telle situation personnelle acquise par une vie d'études, par une série de titres légitimement obtenus, enfin telle maturité d'âge, d'expérience et de calme dans la vie, qui *oblige*, et nous ne fermons pas encore notre livre sur les pages qui précèdent.

490. Nous expliquerons, premièrement, la portée de la base concordataire, relevée par nous comme pertinente et absolument juridique.

a. Le concordat n'est pas un *moyen de gouvernement.* Pour gouverner l'Eglise, la hiérarchie est nécessaire. Le gouvernement est la mission de la hiérarchie, et elle en a la charge à chacun des jours de l'histoire.

Ce gouvernement ne souffre point d'intermittence : il est continu.

Avant tout concordat, le gouvernement de l'Église existe. Après le concordat, il subsiste. Rien ne peut le remplacer; aucune stipulation contractuelle n'aura cette valeur.

b. Le concordat, considéré comme instrument écrit, n'a aucun des caractères qui appartiennent aux symboles de foi. Les laïcs qui l'ont signé n'ont aucun pouvoir dans le domaine de la foi et des dogmes : ils n'ont pas défini une croyance.

c. Les négociations du concordat ne sont d'aucune manière les délibérations d'un concile laïc. L'intrusion laïque des diplomates ne sera jamais substituée à la tenue des conciles.

d. Le concordat est obligatoire pour l'Église à titre de contrat, et non de loi laïque. La législation de l'Église doit être purement ecclésiastique; mais l'Église, étant pourvue des droits et prérogatives de toute société véritable, a le droit de former des contrats.

Là est la cause de l'erreur de ceux qui ne veulent pas que le concordat, *in se*, soit obligatoire pour l'Église. Il ne l'est pas en qualité de loi laïque, mais en qualité de contrat.

e. Le concordat s'applique aux *relations.* C'est pourquoi il aura la plus haute valeur pour réglementer les relations du sacerdoce.

Les relations qui avaient constitué l'ancien Établissement ecclésiastique sont-elles remplacées par des relations nouvelles? Aussitôt, un concordat devient nécessaire. Ou bien, le concordat écrit sera remplacé par une entente concordataire, qui en tiendra lieu, qui sera un concordat tacite.

Le concordat demeure, à lui seul, tout l'Établissement des

temps nouveaux. Il est acceptable par l'État, quelle que soit l'origine de celui-ci, et quel que soit le nom qu'il porte.

f. Ce n'est pas pour construire l'Église qu'il faut recourir à la voie concordataire, voie éminemment juridique. Car l'Église est construite. Et ce n'est pas son gouvernement propre qu'il faut construire. Les voies juridiques concordataires sont des *voies de relations*. Le surplus, construction de l'Église et mode de gouvernement, appartient à l'œuvre de la fondation ; ce surplus est d'institution Apostolique.

Le monde nouveau, le monde en formation, sait et sent qu'il appartient à la civilisation chrétienne et à l'esprit chrétien, qui le différencie du monde antique. Le monde nouveau, le monde en formation, aime le Christ. Il l'aime jusqu'au point de reprocher à la hiérarchie de se mettre entre les sociétés et le Christ, d'arrêter la vie du Christ dans ses épanchements vivifiants pour l'humanité.

Le monde en formation demande à garder le Christ, à vivre de sa loi d'amour. Mais il veut édifier des *relations* qui soient harmoniques, qui ne l'entravent pas dans sa marche, qui ne mettent pas ses progrès, ou simplement ses rénovations, en lutte avec la conscience de l'humanité.

g. Notre livre aboutit fatalement à ces questions brûlantes. Mais il n'a pas été entrepris en vue de ces questions, qui eussent plutôt déconseillé de l'écrire. Du moins, avant de livrer nos dernières pages, nous aurons mis en garde nos lecteurs.

Ils comprendront, nous l'espérons, que l'importance concordataire, sur laquelle nous allons insister, est surtout relative à notre sujet spécial : des « Rapports du sacerdoce avec l'autorité civile, aussi bien à l'heure présente que dans les âges passés. »

Nous poursuivons :

491. La matière concordataire est variable à l'infini. Elle naît et se renouvelle par l'exercice même de la vie. Il ne faut pas oublier que l'Église est une institution vivante et agissante. Il ne faut pas oublier qu'il en est de même pour l'État.

Au fur et à mesure des besoins, le Souverain Pontife conclut avec les nations des concordats, qui sont devenus nombreux, ayant un caractère déterminé, prenant un rang à part dans les contrats diplomatiques, à partir du Concordat français de 1801.

Tous ces concordats, conclus successivement avec chacune des nations, sont des contrats particuliers, à côté ou au-dessus desquels pourrait se placer une classe dite des *grands concordats*, affectant le droit public général. Examinons ceci :

Les puissances politiques ou États ont commencé, dans le siècle présent, à conclure des traités généraux qui sont entrés dans le droit public. On a réglé de la sorte ce qui touche le droit des neutres, la contrebande de guerre et divers autres points importants.

Quelques principes du droit public ont pu alors être établis. Le droit public a reçu, par suite, une direction favorable aux intérêts permanents de l'humanité. De plus, il est mis en possession d'un moyen d'action dont l'expérimentation a été heureuse, savoir, les traités généraux de droit public.

On pourra de même, par assimilation de procédé juridique, et dans la situation actuelle des choses, indiquer *premièrement* comme matière concordataire des *grands concordats*, ou concordats généraux s'étendant à plusieurs puissances, ou à la majorité des puissances, avec accession ouverte pour les autres, l'ensemble de ce qui est relatif au Chef de l'Église dans les conditions temporelles de son existence, et, pour ne signaler ici qu'un point particulier, ce qui est relatif à son budget. Un droit public peut être formé sur ce point par un « grand concordat » étendu à plusieurs puissances, avec accession ouverte pour les autres.

Le grand pape qui a porté d'abord le nom de Censius *Camerarius*, à raison de ses fonctions, et qui fut appelé ensuite Honorius III, avait compris la nécessité d'une organisation sérieuse des voies et moyens *pécuniaires* pour la réussite des croisades (18), dont l'insuccès est attribuable, en grande partie, à l'imprévoyance ou à l'impuissance pour assurer les ressources en argent. Le même Censius avait entrepris de créer la comptabilité budgétaire régulière du Saint-Siège : il écrivit, avec ce dessein, le *Liber censualis* ou *Liber censuum*, qu'il regardait comme son titre de gloire le plus solide (19). Il dit, non sans emphase, en parlant de son livre : « *Successoribus meis*

(18) Honorii III *Opera*, t. II, lib. 1, *Epist.* 243 ; — lib. 3, *Epist.* 105, et les notes à la fin du vol., édit. Horoq.

(19) Honorii III Opera, t. I, col. 433, 501. — Dans cette édition, nous avons essayé de reconstituer en partie le *Liber censuum*.

præstans materiam universis..., de cetero usque ad exitum mundi. »

Honorius III croyait à la perpétuelle durée de son œuvre, dont la question de *souveraineté temporelle* du Pontife est bien distincte. Il réglait sa seule question *pécuniaire*.

Les revenus d'un petit royaume d'Italie, prélevés sur les contribuables de ce petit royaume, ont toujours dû, suivant les principes les moins contestables en matière d'impôt, tourner au bien public de cet Etat, tout d'abord, avant d'être employés pour les besoins généraux de la chrétienté.

Honorius III se proposait pour but la régularisation d'un droit public venant créer des ressources externes perpétuelles. Son œuvre a disparu. Et, cependant, l'idée de Censius ou Honorius III est vraie : c'est un intérêt permanent de la chrétienté, *usque ad exitum mundi*, que le Chef de l'Église ait un budget assuré par le droit public.

Nous n'avons pas fait un pas en avant depuis Honorius III, c'est-à-dire depuis huit siècles. Voilà une matière concordataire de *grand concordat*, ou, si l'on veut, de concordat international des puissances venant fixer un point du droit public.

Ce sujet, sur lequel on pourrait écrire tout un livre, est ici simplement effleuré. Il faut l'aborder avec un double respect, le respect profond dû à la générosité catholique, laquelle a su et saura suppléer, s'il est nécessaire, au défaut du droit public, et le respect profond dû à la plus haute des majestés d'ici-bas.

Mais quand il s'agit des relations du sacerdoce, que pourra donc bâtir, contruire, ou édifier, le vingtième siècle ou le monde en formation, s'il ne peut résoudre, ou s'il ne sait aborder ce problème?

Nous n'insistons pas, et nous ne nous attardons pas dans un examen quelconque de la reconnaissance en faveur du chef de l'Église, des droits régaliens, tels que celui d'ambassade (20), par exemple, et d'autres encore, qu'un *grand concordat* des puissances devrait consacrer, à titre de principes du droit public général.

Le lien juridique contractuel serait alors le fondement de ce droit public ou de ce droit *grand-concordataire*.

492. Un concordat de droit public général rencontrera d'autres matières concordataires de droit public général, soit pour le

(20) Cf. *infr.*, n° 492, *c*.

temps de paix, soit pour le temps de guerre; soit pour ce qui affecte le gouvernement interne ecclésiastique, national ou local, dans ses rapports avec le chef suprême de l'Eglise; soit pour ce qui affecte uniquement la situation du sacerdoce, en dehors des rapports avec Rome, mais considéré à un point de vue général. Entrons dans quelques détails:

a. En temps de guerre, l'existence matérielle du sacerdoce ne peut pas être compromise, parce que la société ne peut pas être privée d'un organisme reconnu par elle comme nécessaire, — 1) à sa *vie morale*, dirons-nous, si nous sommes en présence d'un conquérant païen, d'un Attila quelconque, — 2) à sa *vie religieuse*, dirons-nous, si nous nous trouvons en face de simples dissidents, — 3) à sa *vie catholique*, dirons-nous, lorsqu'il s'agira de belligérants catholiques de part et d'autre. Des conséquences découlent de ce principe:

Durant la guerre franco-allemande, nous avons entendu quelques chefs militaires prussiens disant: « Nous savons bien que les prêtres, en France, sont contre nous. » L'envahisseur pouvait-il conclure, en vertu de son droit d'occupant *vainqueur*, par exemple, à l'internement en Prusse, durant la guerre, des prêtres de toute une région, soit réputée particulièrement hostile, soit ayant besoin, au point de vue militaire, d'une vigilance plus grande? Pouvait-il conclure à l'expulsion des mêmes prêtres, *durante bello*, sur un territoire français? Pouvait-il, comme le fit la Commune, dans Paris, choisir discrétionnairement un nombre quelconque, déterminé par lui, d'ôtages *fusillables* à merci? Pouvait-il mettre le prêtre aux arrêts dans son Vatican, en traçant une ligne infranchissable pour lui, soit autour de la paroisse, soit, plus étroitement encore, autour du presbytère et de son jardin, autour de l'église et du cimetière, si toutefois celui-ci est contigu? Pouvait-il, même, sans aucune nécessité militaire, adopter, par rancune, des mesures vexatoires, ou bien peut-être y avoir recours en vue de fatiguer les populations, de faire désirer la paix?

A toutes ces questions nous répondons par la négative. Mais il nous paraît qu'il y aurait là une matière concordataire attendant sa détermination positive et contractuelle, sans que le concordat particulier avec une nation y puisse suffire.

Nous parlons de l'état actuel de l'Europe et des peuples de civilisation européenne.

A d'autres dates, les musulmans sont venus fondre sur les côtes d'Italie, de France et d'Espagne. Nous n'aurions pas à opposer à de telles invasions des concordats. De même, il n'est pas en dehors des possibilités historiques qu'un jour ou l'autre des flottes chinoises ou japonaises tentent de porter le ravage sur tel ou tel littoral de la vieille Europe. Mais nous n'avons pas à prévoir de si loin.

493. Examinons encore rapidement quelques autres points:

b. La situation du sacerdoce, en France, étant telle qu'il reçoit de l'État, à titre principal, sa subsistance quotidienne, tandis que les oblations portant le nom de *casuel* sont facultativement réglées suivant le *tarif des classes*, et sont exposées, en temps de guerre, à des délais de payement, il résulte de là que le prêtre, à qui sont interdits les autres moyens ordinaires et légitimes d'acquérir, et qui d'ailleurs n'y est pas préparé, devrait disparaître, épargné par l'épée, exterminé par la faim, s'il ne reçoit rien de l'État, si le casuel lui manque et s'il n'est avisé sur ce point.

L'occupant, l'envahisseur, n'ayant pas le droit de supprimer le sacerdoce, sera tenu de permettre ou même de faciliter les communications *financières* du clergé des provinces occupées avec son propre gouvernement. C'est ce qui a été pratiqué pendant la guerre franco-allemande, au moyen de saufs-conduits, pour traverser les lignes prussiennes, à l'aller et au retour, d'une part, et de l'autre par des ordonnancements de payement de l'État français suivis de la délivrance des fonds, en la forme accoutumée.

Ou bien, le gouvernement dont les troupes occupent le pays serait obligé, selon nous, à faire avance sur ses propres finances en faisant répétition ultérieurement de tout versement opéré. En telle sorte que, même au cas de vicissitude de la fortune, contrainte à rétrograder, et finalement battue, la puissance primitivement envahissante devrait être remboursée. Elle aurait agi pour compte de son adversaire, par suite d'un mandat tiré de la raison d'urgence et de nécessité, mandat ou gestion d'affaires qui ne nous semble pas contestable, en droit international fondé sur l'équité, mais qu'il serait avantageux d'inscrire dans l'instrument concordataire.

Ou bien, le gouvernement occupant serait contraint par l'urgence et la nécessité, de lever sur les populations une contribution de guerre spéciale. L'article d'un concordat de droit public

général qui viendrait le soustraire à cette nécessité de la contribution de guerre spéciale serait avantageux et profitable aux intérêts de chacun des belligérants.

c. La matière concordataire appelant des stipulations qui prendraient place dans le droit public général ne gît pas seulement, ni principalement, dans les conditions pécuniaires et matérielles de l'existence, assurées au sacerdoce ou au Chef vénéré de l'Église. La vie propre de l'Église, comme institution, est d'une importance bien plus élevée. Il est indispensable de s'arrêter sur ce point.

Le Souverain Pontife ne peut se contenter du droit régalien d'ambassade. Le droit de libre correspondance lui est nécessaire. Réciproquement, le droit de correspondance avec Rome est nécessaire au sacerdoce : rien ne doit l'entraver, pas même l'état de guerre. Ce droit de correspondance du sacerdoce est aussi celui de l'évêque avec ses prêtres et des prêtres avec l'évêque, même pendant la guerre et l'occupation ennemie.

La réglementation de ce droit de correspondance a besoin d'être acceptée par l'une et l'autre des puissances belligérantes : c'est pourquoi il ne serait pas suffisant d'avoir formé une convention avec l'une des deux, et il faut un concordat de droit public général.

d. L'État vainqueur et occupant peut avoir, chez lui, des lois ou des décrets concernant certaines personnes ecclésiastiques déterminées. Lui sera-t-il permis de les mettre en application dans les provinces qu'il retient par les armes ? Deux cas peuvent se présenter. Premier cas : un État qui a banni telle congrégation religieuse, ou qui en a prononcé seulement la dissolution, rencontre cette même congrégation religieuse dans les pays envahis. Peut-il l'expulser ? peut-il la dissoudre ? Deuxième cas : l'État qui a banni la congrégation religieuse retrouve individuellement ceux qu'il a bannis, et qui s'étaient retirés à l'étranger. Peut-il leur imposer de reprendre le chemin de l'exil pour se rendre dans une région plus distante ? Nous voyons, là aussi, une matière concordataire de droit public à régler avec Rome, par un concordat délibéré entre plusieurs puissances.

e. D'une manière générale, quelle sera la conduite envers le prêtre séculier ou régulier, envers les maisons religieuses et les personnes religieuses, envers les congrégations de femmes,

ou à l'égard des institutions de charité, de bienfaisance, d'enseignement ?

Notre avis sera qu'avant l'annexion régulièrement consentie par traité, si elle doit avoir lieu quelque jour, l'État occupant 1° n'a acquis aucun droit d'appliquer sa législation civile-religieuse, quelle qu'elle soit, 2° doit protection aux institutions et aux personnes, 3° est tenu de reconnaître au moins les prérogatives de neutralité, par argument *a pari* tiré de la convention de Genève.

Le prêtre n'a pas besoin du brassard, s'il est reconnu avec évidence comme prêtre, et s'il porte la soutane. Nous avons entendu dire par un commandant de place prussien à un curé de paroisse : « Vous pouvez aller même la nuit, auprès des malades sans sauf-conduit aucun ; par précaution, vous pouvez être muni d'une lanterne dont la lumière aidera à discerner, même à distance, votre habit et votre personne ; cela suffit. »

Tous ces points, cependant, pourraient, comme les précédents, être précisés.

f. Les édifices consacrés au culte sont, chez toutes les nations, placés hors du commerce et insusceptibles aussi bien d'aliénation que d'usucapion. Pendant la guerre, l'ennemi peut-il en faire un magasin à fourrage ou un parc d'artillerie ? Tout bien considéré, il se peut qu'en certaines circonstances la nécessité militaire l'y oblige. Mais il faudra cette nécessité militaire urgente.

Ce que nous ne pouvons voir, c'est la nécessité militaire qui obligerait à *requérir* l'édifice sacré pour l'exercice d'un culte différent.

Nous affirmerons volontiers que l'église paroissiale catholique, recevant, dans l'opinion des catholiques, un caractère sacré, par suite de la consécration solennelle, et par l'onction des saintes huiles sur les colonnes du temple, faite par l'évêque, ne peut être détournée de l'affectation au culte catholique.

Un temple protestant n'a pas de consécration. Il n'est qu'un lieu de réunion religieuse construit pour la commodité de ceux qui veulent invoquer Dieu suivant le rite protestant. Nous ne verrions pas, juridiquement, le même inconvénient à ce que la religion de Confucius y fût pratiquée *transitoirement* ou le culte d'Allah.

Mais nous ne connaissons qu'un concordat du droit public

général qui puisse préserver l'église, édifice catholique, contre l'envahisseur occupant et vainqueur.

494. La guerre est toujours trop lente à finir; mais cependant elle prend fin.

Lorsqu'elle est terminée par l'annexion, il est dur et pénible de le constater; mais le ministre du culte perd la qualité de français en continuant d'*exercer ses fonctions* dans le pays conquis, devenu étranger. Cela est vrai, alors même que les traités ne l'obligeraient pas à faire option formelle pour conserver son droit.

Le prêtre catholique ne peut, d'ailleurs, quitter le diocèse ou renoncer à l'obédience de l'évêque. Il n'a pas la liberté du ministre protestant ou du rabbin, pour changer de résidence. Il est le seul, parmi les habitants du territoire, dont le consentement soit *forcé*.

Du moins le ministre du culte qui veut rentrer en France, après avoir perdu la qualité de Français par la conquête, et réclamer les avantages de l'art. 18 Cod. Civ., ne peut, à notre avis, être empêché, au point de vue civil, soit par les canons « reçus en France », qui rattachent le prêtre à son diocèse d'origine, soit par les art. 33 et 34 des articles Organiques.

g. Lorsque la guerre est terminée, si malheureusement il s'agissait d'une guerre civile, le prêtre qui se trouve à l'étranger comme réfugié politique sera peut-être dans l'impossibilité de rentrer dans sa patrie. Il ne peut vivre d'un métier; il n'en connaît aucun. Il ne peut se livrer au commerce : la loi canonique le défend. S'il demande des fonctions ecclésiastiques, on lui objectera qu'il n'a pas cessé d'appartenir à son diocèse d'origine, en vertu de la même loi canonique. Il se pourra encore que la loi civile réserve expressément à des nationaux le droit d'exercer des fonctions quelconques ecclésiastiques. (Art. 32 des Organiques, Loi du 18 germinal an X.)

On l'internera, ou on ne l'internera pas. On lui accordera un subside, ou on le lui refusera. En tout cas il sera un embarras non médiocre. La qualité de religieux compliquera peut-être la question.

Les uns parmi ces réfugiés seront polonais, ayant échappé à la Sibérie; les autres étaient, jadis, espagnols ayant suivi l'armée carliste, et d'autres encore irlandais. Nous en avons vu le défilé, à différentes dates, et nos prêtres français avaient pa-

reillement cherché autrefois un asile au dehors, principalement en Angleterre.

Ceux qui sont jeunes encore parmi ces prêtres s'embarquent pour les pays de missions. C'est mieux qu'un expédient; c'est un dévouement.

Vers la fin de la Restauration, un évêque, ministre des cultes, l'abbé Feutrier, envoyait ces errants dans son diocèse. En ce temps-là c'étaient des Irlandais qu'il accueillait surtout. Nous les avons vus à l'œuvre. Sur un autre point de la France, nous avons rencontré un Espagnol, avec la figure entaillée par des coups de sabre. Celui-là n'était pas encore prêtre, mais il pouvait l'être en quinze jours. Il était porteur d'autorisation pour se faire ordonner en tout temps, *extra tempora*, par l'évêque quel qu'il soit qui consentirait à lui confier un poste ecclésiastique dans son diocèse. La seule condition était de subir l'examen théologique afférent à chacun des ordres, et de mettre un interstice de huit jours entre le sous-diaconat et l'ordre supérieur, et pareillement huit jours entre le diaconat et la prêtrise.

En d'autres termes, le prêtre ou le clerc, à l'étranger, est doublement exilé, parce qu'il porte avec lui son caractère religieux.

Que la Commune de Paris eût prévalu en 1871, et bon nombre de prêtres français pouvaient avoir à suivre l'exemple de leurs devanciers de la fin du siècle dernier.....

Dans quel sens un concordat de droit public général réglerait-il des situations si dignes d'intérêt? Nous l'ignorons. Mais les relations du sacerdoce sont, encore ici, bien réellement en cause et elles affectent le droit public.

h. Nulle part, à l'heure présente, la soutane n'est arrêtée à la frontière. Le port du costume ecclésiastique n'est pas autorisé pour nos nationaux et interdit pour les non nationaux.

Des officiers n'iraient pas porter le costume militaire chez une nation étrangère, dont la susceptibilité serait froissée légitimement. La neutralité native du prêtre lui profite. C'est l'un des articles non écrits de la courtoisie internationale; c'est un point des relations du sacerdoce, acquis même chez les dissidents. Aucune convention concordataire n'est donc nécessaire, et, là où le passeport est aboli pour tous, on ne l'impose pas au prêtre (21).

(21) Néanmoins, si le prêtre, comme tout citoyen, emporte avec lui, en matière de droit civil, son statut personnel, il ne saurait emporter le statut ec-

i. La plus grosse des questions concordataires appelées à prendre place dans le droit public général serait celle des ordres religieux. On est toujours tenté de la refouler, de l'ajourner, et elle se représente sans cesse, et partout.

Les ordres religieux sont internationaux, par leur nature. Ils sont une libre manifestation de la forme de l'association, exempte de tout souci géographique.

Ou plutôt, chaque ordre a sa géographie, sa carte du monde, de laquelle disparaissent les royaumes, les empires, pour faire place aux *provinces* de l'ordre. Une carte de la « France bénédictine, » dressée en 1726, reproduite dans le *Monasticon Gallicanum* (22), est curieuse à cet égard. La carte géographique de la congrégation de Saint-Maur, en 1741, l'est encore davantage : la France y est divisée en six provinces dénommées : France, Bourgogne, Normandie, Bretagne, Toulouse et Chézal-Benoist. Cette dernière tire son nom de sa capitale, absolument ignorée des géographes de profession, un simple couvent.

Ce sont les sociétés commerciales, selon toute apparence, qui prépareront la solution à intervenir pour les ordres religieux, en tant que *gouvernement international d'une association* (23).

clésiastique, et, s'il appartient à un État qui reconnaît l'immunité des clercs, il n'en pourra profiter à l'étranger.

Une question qui, nous l'espérons, manquera d'application, serait celle-ci : Si un prêtre se rend coupable, à l'étranger, d'un crime que la loi du pays où il s'est rendu coupable punit plus sévèrement lorsque le prêtre en est l'auteur, encourra-t-il la pénalité ordinaire ou la pénalité spéciale? Le doute viendrait de ce qu'à l'étranger, il est voyageur et non reconnu par l'État en qualité de ministre du culte. Mais, s'il porte la soutane, par suite de la courtoisie nationale, nous croirons qu'il est encore ministre du culte, même à l'étranger. Et, d'autre part, dans son pays d'origine, lors même qu'il ne portera pas la soutane, il sera toujours, à nos yeux, un ministre du culte astreint à la pénalité spéciale. Là, pensons-nous, est la solution.

(22) Peigné-Delacour, *Monasticon Gallicanum*, 1er vol. des planches, f° I, II.

(23) Il n'est pas indifférent de savoir comment, il y a trois siècles et plus, un souverain peu suspect d'accointances avec la franc-maçonnerie, entreprenait de réglementer les ordres religieux, au point de vue de l'internationalité. Nous citons *in extenso* : — En 1536, un édit de Charles-Quint ordonne à tous les religieux natifs de France de *retourner dans leur pays*.

Charles, par la divine Clémence, toujours Auguste, roy de Germanie, de Castille, etc., archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, etc., comte de Flandres, d'Artois, etc. A tous ceux qui ces présentes verront, salut. Comme naguerre, sur la remontrance à nous faite de la part de notre Procureur Général et pour aulcune autre cause et considération, nous avons fait despescher certaines nos lettres pattentes, et par ycelles entre autres choses ordonné que tous les religieux natifs du royaume de France, qui au commencement de la guerre présente estoient en nos pays de par de çà, ou qui y sont venus pen-

Mais la question des ordres religieux est complexe et ne se borne pas à présenter un seul aspect. Nous y reviendrons un peu plus loin, une dernière fois.

dant ycelle, seront *renvoyés incontinent* audit royaume de France, leur deffendant le retour, hantise et conversation en yceulx nos pays pendant et durant ycelle guerre, sur peine d'en courir notre indignation et d'estre punis comme infracteurs de nos ordonnances, et autrement comme de raison, ordonnant et statuant en outre que tous monastères couvents d'hommes et de femmes, seront durant cette guerre *visités par religieux ou visiteurs de par de çà*, dont ils s'accorderont entre eux, et mesme, quant à l'ordre de Saint-François, que la province de Flandres et tous les couvents situés dans ledit pays de Flandres, de Haynault et d'Artois seront *sous une province* ou un visiteur, dont ils s'accorderont entre eux, qui visiteront tous et quelconques, les couvents et monastères situez et assis audit pays de Flandres, Artois et Haynault, ainsi qu'est rapporté plus amplement par le contenu desdites lettres pattentes en datte du 4ᵉ jour de janvier passé, en cet an quinze cent trente-six, et il soit dit que pour bien et duement mettre à exécution nos dittes lettres patentes, en tant que tous lesdits religieux ou religieuses de Saint-François nous avons comis et député R.-P.-F. Mathias Ubniscen commissaire général dudit ordre de ça les Monts, *lui donnant pouvoir* de se transporter partout où il appartiendra, et plus faire les deffences, en tel cas pertinent, émettre au surplus à deue exécution le contenu de nos dittes lettres, lequel obéissant à ce, *a fait venir vers lui* plusieurs et divers religieulx à sçavoir le ministre de Flandres les gardiens de Namur, de Valenciennes, qui estoient commissaires du ministre de France et custodes de Flandres, le gardien de Mons, celui de Tournay et aultres aulxquels ledit commissaire frère Mathias a exposé et délivré *notre bon plaisir*, et après plusieurs difficultés proposées d'une part et d'autre, et finallement lesdits religieux, tant pour eulx que pour tous les autres couvents et monastères, ont déclaré qu'ils *veullent bien obéir à nos dites lettres patentes et au commandement et deffenses y infixés comme choses qu'ils reconnaissent utiles et profitables au bien public de nos dits pays de par de ça*. Nous requérant en toute humilité que notre *bon plaisir* soit de nous vouloir contenter que la province de Flandres soit et demeure province à part sous son ministre, et que les religieux et religieuses, monastères et couvents qui, pour le passé, ont été sous le ministre de France si comme d'Artois, d'Haynault et de Flandres, aulcuns, comme contiennent nos dites lettres, attendu la diversité des pays et de la langue, consentant autant qu'en eux estoit qu'en les érigeant plus tôt en une province à part, sans les unir ensemble avec la province de Flandres, que le R. P. commissaire général de Desalemont et ceullui qui, pour tel sera en après reçu au pays de par de ça, soit leur visiteur et supérieur et ce faisant sont contents et volontairement condescendent que les dits monastères et couvents qui souloient estre sous le ministre de France, soient d'ores en avant, puisque c'est nostre *bon plaisir* entièrement séparés du ministre de France et en rien sujets à lui, et à cette fin, ont esté contents, d'eslire quelqu'un d'entre eux pour chefs et ministres, nous suppliants de nous vouloir de ce contenter et que au demeurant, ils obéiront et feront garder par bon effet nos dittes lettres pattentes; — savoir faisons que veu en notre privé conseil, le besoin de notre dit commissaire général de l'ordre de Sainct-François, inclinant favorablement à la requête desdits religieux, du susdit ordre, avons par l'advis et délibération de

Pour les sociétés commerciales, notre loi du 30 mai-11 juin 1857 est ainsi conçue : « Art. 1^er^. Les sociétés anonymes et les autres associations *commerciales*, *industrielles* ou *financières* qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement belge et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'empire. Art. 2. Un décret impérial rendu en conseil d'État peut appliquer à tous autres pays le bénéfice de l'art. 1^er^. »

En fait, des décrets sont intervenus pour les sociétés constituées en Turquie et en Egypte, 7 mai 1859; en Sardaigne, 8 sept. 1860; en Portugal, 27 fév. 1861; en Espagne, 5 août 1861; en Grèce, 9 nov. 1861; dans les Pays-Bas, 22 juill. 1863; en Russie, 25 février 1865, etc.

Il n'est donc plus insolite ou contraire à l'état, soit de la législation, soit de la jurisprudence, de voir des sociétés établies au delà de la frontière réclamer le bénéfice de nos lois, agir sans aucun empêchement légal résultant de l'extranéité, et, s'il le faut, mettant en exercice, à leur profit, la justice rendue par les tribunaux français.

L'un des côtés les plus difficiles de la question, celui de l'extra-

nos amés et féaulx les chefs et gens de notre privé conseil, consenti, permis et accordé, consentons, permettons et accordons par ces présentes, que pendant cette guerre, et jusqu'à ce qu'autrement en sera ordonné et pourvu, lesdits monastères et couvents, tant d'hommes que de femmes qui souloient estre sujets au ministre de France, soient érigés en provinces nouvelles et gouvernés par un ministre tel que à la meilleure déligence que faire pourront, ils seront tenus de choisir entre eux par l'advis et en présence dudit R. P. commissaire général, auquel lesdits couvents et monastères seront tenus et sujets d'obéir en telle sorte et manière qu'ils en ont fait par cy-devant ou accoutumé faire au ministre de France, sous l'authorité toute fois dudit R. P. commissaire général, tel que dessus et autres commissaires généraux qui seront par nous ou nos successeurs admis en pays de par de çà, leur ordonnant et enjoignant au surplus d'accomplir, de garder et observer et faire garder et observer le contenu de nos dittes lettres pattentes, selon leur forme et teneur et selon les peines y insérées, et entièrement eux conduire et régler selon y celles, car ainsi nous plait-il *et voulons estre fait*. En témoin de ceulx avons à ces présentes fait mettre nostre scel. Donné en notre ville de Bruxelle ce 16^e^ jour de décembre l'an de grace mil cinq cent trente-six, et de nostre empire le dix-septième et de nos règnes de Castille et autres le vingt-et-unième. Ainsi signé sur le repli : Par l'empereur en son conseil, et signées du secrétaire Vereykem. »

Charles-Quint prononçait ainsi l'expulsion des natifs de France, érigeait en vertu de son bon plaisir une nouvelle province de l'ordre, prescrivait la visite des couvents, enjoignait la nomination de supérieurs nouveaux, déliait du vœu d'obéissance, le tout sous peine de punitions et châtiments comme de raison.

néité doit être considéré comme n'existant plus, *en principe*, au point de vue juridique, il nous semble (*).

Abordons les concordats ordinaires. Si nous avons évité jusqu'ici, selon notre désir, de heurter trop violemment contre les écueils, la chose n'est plus guère possible désormais.

495. Les concordats ordinaires, ou concordats particuliers des nations, auront pour objet le plus important les relations du sacerdoce.

Un philosophe de la fin du dernier siècle écrivait : « Une chose à laquelle on ne saurait faire trop d'attention en réglant ce qui a rapport au culte (il entend par là la religion dans toutes ses relations extérieures), est ce qui concerne les ministres des autels (24). »

Régler tout à la fois canoniquement et civilement ce qui a rapport au *culte*, c'est faire un concordat.

Cet auteur, bien oublié, ne serait pas même mentionné par par nous, s'il n'avait l'avantage de nous dispenser de citer des contemporains et de nous éviter ainsi des apparences de polémique et des allures de parti. Il résume de la sorte sa pensée :

« On a remarqué constamment en eux (les ministres des autels) l'ambition la plus désordonnée. Un égoïsme affreux leur *a toujours tout fait sacrifier à leur intérêt particulier*. Ils n'ont songé qu'à *renverser tout ce qui pouvait leur faire ombrage*. Ils affichent un luxe indécent. *Ils bravent les lois et les règlements, au-dessus desquels ils se croient placés, surtout ceux qui sont faits spécialement pour eux* : c'est ce que les autres citoyens n'oseraient se permettre. Enfin leurs mœurs sont corrompues. »

Nous apercevons d'ici les rochers à fleur d'eau. Puissions-nous éviter de nous y briser !

Les « ministres des autels » n'ont pas renversé, en France, la *première* république : c'est un nommé Bonaparte qui a fait cette besogne. On les a accusés d'avoir aidé au renversement de la *seconde* et d'y avoir applaudi. On les soupçonne d'être peu favorables à la *troisième*...

Entrerons-nous dans ces débats? En aucune manière.

496. Élevons la discussion.

Une nation un peu trop mobile et changeante, peut-être, pourra

(*) Une singularité juridique du concordat est celle-ci : le pape ne signe pas au nom d'un État, et il fait *seul* des traités, lesquels sont conclus entre *lui* et un État déterminé.

(24) La Mettrie, *Principes de la philosophie naturelle*.

avoir conscience des agitations de la surface sociale et garder sa foi entière en sa mission dans le monde et dans l'humanité. Elle peut demeurer convaincue premièrement qu'elle porte en son sein des idées fortes et grandes dont elle ressent les tressaillements et, en même temps, redouter des dangers vagues dont on la menace.

Le diagnostic amène, dans ce cas, pour conclusion la nécessité de la voie concordataire.

La nation dont il s'agit est catholique. Elle répugne, par tempérament, à employer la violence pour repousser un péril qui, après tout, peut n'être qu'imaginaire... Elle cherchera, dès lors, inévitablement des moyens juridiques, s'il s'en trouve, qui la rassurent contre ses propres craintes d'un avortement prématuré.

Lorsqu'on lui dira que le cléricalisme, c'est l'ennemi, qu'il sacrifie tout à son intérêt particulier, qu'il brave les lois et les règlements, qu'il a pour désir unique de renverser et de détruire tout ce qui lui fait ombrage, cette nation saura constater, soit aujourd'hui, soit demain, qu'elle se rencontre dans l'hypothèse juridique sur laquelle repose tout concordat.

Le propre de ce contrat, en effet, est de ne pas attendre le mal qu'une situation pouvait faire naître, mais de prévenir, par des engagements réciproques, le mal qui, par fortune, ne se serait peut-être jamais produit.

L'hypothèse est celle-ci : Le danger n'est ni prouvé, ni démontré, ni imminent; mais des garanties seront demandées, elles seront reçues, comme si l'hypothèse était le « fait » et donnait naissance, dès à présent, à la *litis contestatio*.

A cette condition seulement, l'hypothèse juridique aboutit à former un lien de droit, qui est le lien contractuel du Concordat. Le Concordat diffère juridiquement de la *pragmatique*.

Toute solution qui vient de l'autorité civile seule est une pragmatique. Elle crée une légalité, ou bien elle suppose une légalité antérieure et la définit, ou bien elle la règlemente. La légalité doit être obéie. Mais une pragmatique n'est jamais qu'une solution provisoire ou, parfois, un expédient provisoire.

Une pragmatique, qui aura la vie dure, pourra subsister deux siècles, comme la Déclaration de 1682, recevant le dernier coup au concile du Vatican, et n'avoir été, à aucune époque, considérée comme définitive.

Telle est la théorie du concordat ordinaire, restreint à une nation. La nation qui conclut un concordat édifie son Établissement ecclésiastique, non pas comme étant celui qui convient, d'une manière absolue, en tout état de cause, à toutes les nations, mais celui qui s'adapte même à ses faiblesses et qui dissipe les inquiétudes conçues.

Le droit canonique absolu n'est pas nié. L'Église le développe en toute liberté. Et cependant, il existe une base nationale du droit, qui se relie à un droit historique antérieur, qui devient le droit historique.

Dès lors, l'*idée* vivra, c'est-à-dire tout ce qui résume l'instinct de la race, sa civilisation, ses aspirations de l'heure présente; mais elle sera imprégnée de christianisme, et non point hostile, par terreur, par défiance d'elle-même, ou par asservissement à un parti.

497. Toutefois nous comprenons parfaitement qu'en restant dans ces hauteurs, pour éviter tout reproche, nous ne pouvons y asseoir les fondements de l'Établissement ecclésiastique du monde nouveau. Mais, d'autre part, notre mission n'est pas de le construire. Nous avons à montrer la légalité qui, seule, est apte à le construire. A d'autres il appartient de mettre en mouvement cette légalité.

Néanmoins, si nous avons donné quelques détails sur la matière concordataire, lorsqu'il s'agit des grands concordats ou concordats généraux du droit public, nous ne refuserons pas de suivre ici la même marche, en répétant, voy. *supra*, n° 491, que la matière concordataire est variable à l'infini, qu'elle naît et se renouvelle pour l'exercice même de la vie, que la vie concordataire doit amener des articles additionnels aux concordats, qu'enfin l'Église est vivante, aussi bien que l'État, et que la vie peut bien être de temps en temps la lutte, mais jamais l'immobilité.

En France, lorsqu'il a été question de régler ce qui a rapport au *culte*, et tout ce qui concerne les *ministres des autels*, de mettre fin à des craintes par une convention qui en arrêterait ou empêcherait la réalisation, il a été réputé que l'on atteindrait le but moyennant la participation du pouvoir, moyennant l'initiative à lui accordée pour la désignation de ceux à qui la loi canonique assure l'obéissance du corps sacerdotal. L'économie

du Concordat de 1801 est celle-ci ; voici la pensée fondamentale en laquelle il se résume, au point de vue de la reconstitution de l'Établissement ecclésiastique :

« Art. 2. Il sera fait une nouvelle circonscription des diocèses. — Art. 3. Sa Sainteté déclarera aux titulaires des [anciens] évêchés qu'elle attend d'eux le sacrifice de leurs sièges. — Art. 4. Le premier consul nommera aux archevêchés et évêchés : Sa Sainteté confèrera l'institution canonique. — Art. 5. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le premier consul, et l'institution canonique donnée par le Saint-Siège. — Art. 6. Les évêques prêteront serment. — Art. 9. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses. — Art. 10. Les évêques nommeront aux cures. — Art. 11. Les évêques pourront avoir un chapitre. — Art. 12. Toutes les églises... seront remises à la disposition des évêques. — Art. 14. Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques. — Art. 17 et dernier. Dans le cas où l'un des successeurs du premier consul ne serait pas catholique, la nomination aux évêchés sera réglée, par rapport à lui, par une nouvelle convention. »

Dix articles, sur les dix-sept qui composent le Concordat de 1801, ont uniquement pour but de régler la participation du pouvoir civil à la nomination des évêques et les relations de ce même pouvoir civil avec les évêques.

A-t-on 1° épuisé, par là, toute la matière concordataire ? et 2° les dispositions concordataires sur ce point pourraient-elles être sujettes à modification ? A la première question, nous répondons que, bien certainement, toute la matière concordataire n'est pas épuisée, et, sur la seconde question, nous nous efforcerons d'être bref, toujours en demeurant dans la limite de nos recherches touchant la légalité dans les relations du sacerdoce.

498. Vers les derniers temps de la monarchie, la réclamation contre l'*iniquité* du Concordat de François Ier, qui avait mis fin à l'élection des évêques, était devenue presque un lieu commun, voy. *supra*, n° 443. De là cette disposition de la Constitution civile du clergé, voulant, sur ce point, réformer un abus, contre lequel on s'était élevé tant de fois :

Tit. II, art. 1er : « A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés,... c'est à savoir la forme des élections. »

Toute l'*iniquité* du concordat de François Ier était renversée par la Constitution civile.

Mais, toute l'économie du Concordat de 1801, ainsi qu'on vient de le constater, est une protestation contre cette disposition de la Constitution civile du clergé, et un retour volontaire à l'iniquité d'autrefois. Aussi, plusieurs ne voient dans la discipline concordataire actuelle sur ce point, que la continuation d'une précédente dérogation au droit.

Quel est donc le droit? N'existe-t-il pas quelque confusion sur la question elle-même du droit?

Le card. Soglia (25) rappelle que l'élection est d'institution Apostolique, mais de droit ecclésiastique et humain. D'où il suit qu'elle a pu recevoir toute modification, ou même être remplacée légitimement par une pratique contraire. L'abandon de l'élection constituera ainsi une simple diversité du droit ou un droit différent. Il n'est permis d'affirmer rien au-delà.

499. Une analyse attentive du droit pourra seule nous aider à déterminer la matière concordataire. Essayons cette analyse:

L'élection est d'institution Apostolique, mais de droit ecclésiastique. Il en faut parler comme de tout autre point du droit ecclésiastique:

Le droit ecclésiastique est pur ou mitigé.

On reconnaît le droit ecclésiastique pur, par sa conformité avec la vie propre de l'Église, par l'observance qu'en a gardée l'Église lorsqu'elle n'a subi aucune influence, ingérence ou immixtion du dehors.

Le droit *pur*, en dehors de tout concordat, pour la désignation des évêques, c'est 1° la nomination par le Pape pour les pays de missions, 2° l'élection, selon les formes canoniques, et suivie de l'institution canonique, dans les pays de chrétienté.

Ce droit pur a donné à l'Église des temps remplis de grandeur et des évêques aussi éminents par la science que par la sainteté. Il n'est pas fondé uniquement, et dans toutes ses parties, sur l'institution Apostolique.

1° L'élection appartient au développement de la vie interne dans l'Église, voy. *supr.*, t. II, n° 444, p. 446, à cette vie propre, conforme à son principe et sans immixtion étrangère, qui semble devoir la sauvegarder plus sûrement contre les défaillances et les déviations morales de ses membres. L'élection est

(25) Soglia, *Institutiones juris publici ecclesiastici*, part. I, cap. 2, § 18.

le régime conforme aux canons, à la discipline la mieux établie et la plus constante. Rien n'est plus certain.

L'Église se réforme d'elle-même, incessamment, par la vie conforme aux saints canons. Elle ne peut s'en écarter en quelque point, sans chercher une *compensation* pouvant profiter à la sainteté de ses membres, voy. *supra*, loc. cit.

Donc, toutes les fois que le mot d'abus a été prononcé, ou celui des *réformes* nécessaires, il a été répondu par la revendication des élections, c'est-à-dire du droit propre et de la vie propre de l'Église. Cela date des commencements de la monarchie, voy. *supra*, n° 448, p. 452. Ou bien l'on a réclamé, comme on le faisait encore à la veille de la Révolution, contre « l'iniquité » du Concordat, voy. *supra*, n° 443, p. 445. C'est absolument logique, voy. *supra*, n° 445, p. 448.

500. Mais 2° il existe, en l'Église, un *pouvoir de gouvernement* antérieur aux canons, et l'on doit toujours se rappeler que l'Église est une société vivante et agissante.

Le pouvoir de gouvernement du Chef de l'Église est exercé dans toute son étendue à l'égard des pays de missions, dont il choisit et désigne les évêques. Ce pouvoir n'est pas anéanti dans les pays de chrétienté.

L'Église est gouvernée par les canons là où s'exerce le droit d'élection. Elle est gouvernée par le *pouvoir de gouvernement* qui réside en elle, lorsque le pape agit en vertu de son droit, voy. *supra*, n° 447, p. 451, et c'est un procédé non moins légitime. Or, il y aura confusion ou malentendu, si l'on n'entre pas dans cette analyse du droit.

501. Lorsqu'il a conclu le concordat, Napoléon s'est adressé au « pouvoir de gouvernement », sans invoquer les canons anciens. Il a conclu un *concordat de gouvernement*, en ne s'occupant, dans le concordat de 1801, que de l'autorité des évêques, des attributions des évêques, des devoirs des évêques. Il a réduit tout l'Établissement ecclésiastique nouveau, substitué à l'ancien, qu'on ne saurait rétablir, à ce seul point : *Une organisation de gouvernement, venant en aide à son gouvernement et recevant, dans la limite la plus étendue que faire se pourrait, l'impulsion de son gouvernement.* L'essence du Concordat napoléonien est cela, et rien autre chose, au point de vue de l'Établissement ecclésiastique relevé par lui.

D'où il suit que ceux qui réclament à outrance le rétablissement du droit *pur*, afin de prévenir l'asservissement de l'Église, ont oublié 1° que nous nous trouvons en face de deux droits, également légitimes, 2° qu'un pouvoir de gouvernement coexiste, en l'Eglise, avec les canons, 3° que l'autorité de l'Église est vivante et agissante, en telle sorte que, même, on devra reconnaître un gouvernement politique ou extérieur de l'Église (26), distinct de son gouvernement interne, et une véritable *diplomatie ecclésiastique*.

Le gouvernement interne, les besoins de la vie propre et autonome, les canons, peuvent réclamer le droit *pur*, tandis que le pouvoir de gouvernement, la diplomatie ecclésiastique, le gouvernement politique ou extérieur feront prévaloir, *par voie concordataire*, un autre droit. Car, on voit ici, avec évidence, quelle sera la matière concordataire. Le droit pur est expliqué; la nature du pouvoir qui s'exerce à côté du droit pur est expliquée.

Il se pourra d'ailleurs que le Chef de l'Église, ayant revendiqué la prérogative de son *pouvoir de gouvernement*, en dépossédant ceux qui se prévalaient d'un droit « absolument canonique », voy. *supra*, n° 447, p. 451, fasse *concession* de cette prérogative par voie concordataire.

Dirons-nous que l'Église est asservie et qu'il faut affranchir l'Église? Le Chef de l'Église répondrait, sans aucun doute, que c'est dans l'intérêt de son pouvoir de gouvernement, envisagé dans l'ensemble des faits sur lesquels il s'exerce, que la concession a été faite, et que lui seul est juge de l'opportunité, la validité de cette concession n'étant d'ailleurs pas contestable.

Si nous ne nous trompons, cette analyse aura projeté un jour tout nouveau sur la matière concordataire dans le cas spécial, et, en même temps, sur la matière concordataire dans la généralité des cas différents; sur les idées juridiques qui sont la base de tout concordat; sur la légitimité des droits acquis par le pouvoir civil à la suite du concordat; enfin sur la revendication persévérante, en principe, du droit d'élection, par bon nombre d'écrivains qui, avant ou après la Révolution, n'ont pas suffisamment étudié les données du sujet traité par eux.

(26) Audisio, chan. de Saint-Pierre au Vatican, *Idée historique et rationnelle de la diplomatie chrétienne*, p. 6.

C'est ainsi que les relations du sacerdoce, au point de vue légal, nous apparaissent successivement sous leur véritable aspect, dans le présent comme dans le passé, avec profit pour l'avenir, pensons-nous.

502. Aux approches de la Révolution, lorsque les élections épiscopales sont réclamées et vont être décrétées dans la Constitution civile, les abus de l'ancien régime sont retracés (27) dans les termes suivants (qui nous révèlent encore un aspect des relations du sacerdoce dont nous devons prendre note) :

« Des arrangements de famille avertissent un cadet aimable qu'on le destine à l'Église. La voix du père terrestre qui l'appelle à la culture de la vigne du Père céleste doit le disposer de bonne heure à cet état. Monsieur l'abbé vivra dans le monde jusqu'à dix-huit ans : à cet âge, on lui apprendra le latin, on l'instruira de la douceur du pain de l'Évangile et de la fortune d'un état qui donne un rang distingué dans le royaume. On lui dira : vous êtes cadet; vous n'avez dans le monde qu'une fortune médiocre à attendre. Les ministres des autels sont distingués du peuple; ils peuvent jouir de 300,000 livres de revenus. L'état ecclésiastique est celui où l'on fait plus aisément fortune. Par votre crédit, vous parviendrez à l'épiscopat. Vous irez, tous les cinq ans, passer quinze jours dans votre diocèse. Vous aurez aussi la fatigue de donner la confirmation à quelques milliers de manants qui béniront Votre Grandeur. Le reste de votre vie, vous le passerez à Versailles, ou vous serez bourgeois de Paris, comme vos confrères. Vous aurez dans les poches de ces billets noirs, nommés lettres de cachet. Si un prêtre, un curé, ou pareille canaille, vous censuraient, vous en ferez usage. Vous abandonnerez le soin de votre diocèse à un grand-vicaire : les grands et les petits vicaires sont faits partout pour accomplir la besogne de leur supérieur. Si vous n'arrivez point à l'épiscopat, vous aurez deux ou trois abbayes en commende, vous n'aurez point la fatigue de donner la confirmation ou l'embarras de faire composer un joli mandement. Vous aurez deux lettres à écrire tous les ans à vos moines, une à la nouvelle année, et l'autre disant comme quoi vous avez reçu vos 25,000 livres de l'année courante : cela n'est point difficile. De vieux prêtres, qui ont le bon sens et la maigreur de l'autre

(27) Du Laurent, de Douai.

siècle, vous diront qu'anciennement on agissait d'autre sorte : laissez-les crier. »

303. Nul ne prétendra qu'il ne soit intervenu aucun changement dans l'état de la cause, et que la réclamation *persévérante* antérieure à la Révolution puisse être jointe à une revendication quelconque du temps présent. Les faits apportés jadis au procès sont atteints par la déchéance de droit.

Malgré les évêques d'ancien régime, qui ne furent pas, en tout, cependant, ressemblant au portrait ci-dessus, l'épiscopat ne nous est pas parvenu amoindri, voy. *supra*, n° 445, *in fine*, p. 448. Et, présentement, l'évêque d'ancien régime a disparu ; de même que le moine *oisif* et *gorgé de richesses*, voy. *supra*, n° 439, renvoi 2, *in fine*.

En résumé, l'élection, qui est d'institution Apostolique, mais de droit ecclésiastique, est conforme au droit canonique *pur*. Le droit canonique pur renferme néanmoins le pouvoir de gouvernement du Chef de l'Église. Et, quand ce pouvoir de gouvernement revendiquera, soit pour l'exercer par lui-même, soit pour le concéder, le droit d'élection, la nomination faite par les souverains ou chefs d'États, en vertu de la concession concordataire, deviendra absolument canonique et fondée juridiquement sur le droit pur.

La préférence à accorder à l'un ou à l'autre droit pur sera relative aux circonstances. Vers le temps de la Révolution, ces circonstances paraissaient favorables à un retour au droit d'élection : il eût fallu l'organiser sur d'autres bases que celles de la Constitution civile du clergé. Mais, présentement, quand l'ancien Etablissement ecclésiastique et l'épiscopat d'ancien régime ont disparu, les motifs juridiques qui, *en fait*, pouvaient être allégués à une autre époque sont de nulle force et valeur.

On confond trop volontiers les temps, les circonstances, le fait, le droit pur, l'institution Apostolique, le droit ecclésiastique, les principes immuables et permanents. A nos yeux, un seul élément juridique doit être retenu ici, c'est l'existence de la matière essentiellement concordataire.

304. Nous aurions évité des longueurs d'exposé si 1° le sujet n'avait été traité si souvent en dehors de tout examen sérieux des données positives du fait et du droit, et si, 2° il ne fallait parler de l'épiscopat avec une infinie circonspection.

L'épiscopat seul est grand parmi nous au moment actuel.

Car, la grandeur de l'épiscopat ne se mesure pas à la taille de l'évêque. Les Augustin, les Chrysostome étaient au-dessus de la taille réglementaire : on peut admettre ceux qui sont au-dessous de cette taille. C'est précisément quand la personnalité est moindre, quand l'individu serait partout ailleurs inaperçu, lorsqu'il tire sa grandeur et son importance uniquement de l'institution (28), que celle-ci pourra être jugée en elle-même et donnera sa véritable mesure.

Un écrivain a publié récemment une *Étude sur les forces morales de la société contemporaine* (29). Ces forces morales, il les rencontre dans la religion, dont il signale l'importance sociale (30), dans l'Église, qu'il appelle « le grand pouvoir conservateur de la vérité religieuse et de la morale sociale (31) », dans l'*épiscopat* et la papauté (32).

Il montre l'influence de cette force morale en des termes qu'il faut citer (33) : « Soixante générations de croyants ont laissé trop de foi chrétienne dans nos mœurs, trop de principes chrétiens dans nos lois, trop de termes chrétiens dans nos langues, et aussi trop de sang chrétien dans nos veines, pour que le plus résolu et le plus indépendant d'entre nous puisse effacer toutes ces empreintes et se dégager de toutes ces influences.... J.-C. a pris une telle possession de l'âme humaine, il s'est si entièrement assimilé tout ce qu'il y avait en elle de droiture naturelle, de vérités entrevues, de vertus commencées ; toutes ces lueurs éparses, toutes ces étincelles fugitives se sont si profondément absorbées, confondues dans sa propre flamme, qu'*il n'est plus rien resté de lumineux en dehors de sa lumière*, la plus grande qui se soit levée sur le monde. La frontière où s'arrête la domination de l'Église n'arrête pas le rayonnement de sa doctrine, qui franchit cette limite, se répand au dehors, se fait sentir non seulement aux chrétiens séparés de l'Église, à ceux qui campent à ses portes, et qui ont

(28) Quelqu'un disait d'un évêque à l'époque du concile du Vatican : « L'abbé un tel va donc porter aussi ses lumières à Rome : je crains que ce soit dans le concile une bien petite chandelle ! » Mais, dans tous les temps, les conciles ont compté parmi leurs membres des évêques assez obscurs et l'épiscopat a été grand.

(29) Louis de Besson, *Étude sur les forces morales*, etc., t. Ier : *La religion et l'Église* (seul paru jusqu'à ce jour. Paris, chez Plon).

(30) Pag. 3.

(31) Pag. 146.

(32) Ibid.

(33) P. 185.

gardé les principaux de ses dogmes, mais à ces esprits mêmes qui se sont égarés, et qui cependant ont gardé du Dieu des chrétiens, de l'âme spirituelle et immortelle, un sentiment vif et profond, inconnu avant la prédication des Apôtres. Quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, ils restent les obligés de l'Eglise. »

Toutefois, « cette force morale », il importe de la désigner avec toute la précision désirable pour une époque déterminée. En France, quand beaucoup d'autres forces ont été abattues et gisent sur le sol, un seul mot la désigne, pour l'observateur attentif du moment présent : c'est l'épiscopat.

C'est uniquement de l'*épiscopat* que s'est préoccupé le Concordat napoléonien, pour bâtir l'Établissement ecclésiastique nouveau. C'est nécessairement avec lui, et par la voie concordataire, que le vingtième siècle devra élever l'édifice du monde en formation. Si éloigné que l'un paraisse de l'autre, il est inévitable qu'il en soit ainsi, à l'insu peut-être de tous deux.

505. Le vingtième siècle, le monde nouveau, c'est une forme de la vie, qui aspire à sa réalisation. Le vingtième siècle se sent chrétien, quoi qu'il fasse ; il appartient à la civilisation chrétienne; il répugne à la violence, à l'oppression, et il s'est établi sur la base du droit. Les malentendus s'évanouiront.

L'auteur de l'*Étude sur les forces morales de la société contemporaine* répète, après bon nombre d'autres, que le Concordat de 1801 est un « acte mémorable par la grandeur des sacrifices que l'Église a consentis (34). » C'est une appréciation qui s'arrête trop à la surface des choses. Allons au fond :

Aujourd'hui, en France, les religieux, voy. *supra*, n° 439, se rapprochent beaucoup du clergé séculier, dont ils partagent les œuvres : ils sont une sorte d'auxiliaires éminemment *utiles* du clergé séculier, souvent insuffisant en nombre ; ils ne sont plus les moines vivant dans l'oisiveté. Les religieuses sont *nécessaires;* elles sont la manifestation la moins contestable du dévouement, dont l'humanité ne peut se priver volontairement à aucune époque. Le clergé séculier est *indispensable ;* il porte le lourd fardeau du service paroissial. Les jésuites représentent une *influence*, peut-être, et ils exercent, surtout depuis leur dispersion, auprès du clergé, un *rôle* piétiste, dans lequel ils excellent.

L'*influence* de ces derniers a été combattue, chacun le sait. On

(34) P. 157.

leur impute un ordre d'idées qui ne leur appartient pas en propre, s'il leur appartient. Enlevez, du milieu de la France, tous les jésuites sans exception, et, parmi les salons ou les cercles dans lesquels, chaque jour, sous tous les gouvernements, on a coutume de s'émerveiller, de se récrier, contre les *actes insensés* des ministres, des Chambres, du chef de l'Etat, il n'y en aura pas un qui fasse défection. Il se trouvera, peut-être, que les jésuites étaient encore les moins militants parmi ces opposants et ces mécontents de tous les régimes.

Or, au-dessus de ce qui est utile, indispensable, nécessaire, influent, il y a ce qui est *fort*, ce qui n'est pas même « contesté », dans un pays où l'on conteste tout, c'est-à-dire l'épiscopat (35).

506. Proudhon a dit, dans un ouvrage posthume (36) : Notre décomposition sociale marche à vue d'œil ; plus j'en étudie les symptômes, plus je découvre que les libertés publiques ont pour base et pour sauvegarde les mœurs domestiques.

Selon lui, cette décomposition se résout finalement en prostitution et en pornocratie. Et c'est bien là la caractéristique du temps présent.

a. Que faudra-t-il donc pour sauvegarder les mœurs domestiques et, par suite, les libertés publiques ? Il faudra une force morale puissante au milieu des sociétés contemporaines. Où est la force morale d'une société restée chrétienne et imprégnée de christianisme ? Dans sa religion, et, pour préciser davantage, s'il s'agit de la France, dans l'*épiscopat* constitué, par le Concordat de 1801, comme résumant tout l'Établissement ecclésiastique nouveau après la Révolution.

(35) Écoutons l'auteur que nous avons déjà cité : *Études sur les forces morales*, p. 147 : L'évêque a autorité sur les laïques aussi bien que sur les prêtres. Ceux-ci trouvent en lui un surveillant qui a la charge d'inspecter leur doctrine, un juge auquel appartient le droit de réformer leurs sentences injustes, un chef qui a le devoir de les arrêter quand ils égarent ceux dont ils sont les guides, qui a le droit de les punir, qui avertit, dirige, réprime, qui peut même frapper le prêtre, élevé en honneur et en dignité au milieu du peuple, lui faire perdre la sécurité de son existence, c'est-à-dire son pain, lui imprimer la marque d'infamie, le reléguer dans les lieux bas et obscurs de la société, où se rassemblent les déclassés de tous les ordres et les repris de toutes les justices, en le réduisant à exercer quelque vil métier ou quelque honteux trafic. — La note n'est-elle pas un peu forcée, toutefois ?

(36) *Pornocratie ou les femmes dans les temps modernes.*

b. Les nihilistes sont à nos portes. Ils se sont annoncés bruyamment, avec le pétrole et la dynamite comme moyens d'action. Nous sommes venus, disent-ils, pour détruire, la reconstruction ne nous regarde pas. Que faut-il pour les repousser ? Que faudrait-il si, par impossible, ils venaient à triompher temporairement? Une force morale puissante au milieu de la société, une force religieuse, harmonique avec la civilisation chrétienne, qui est la nôtre, et, pour préciser davantage, s'il s'agit de la France, et que l'on veuille personnifier cette force morale par ceux en qui elle réside, l'épiscopat.

c. Le problème du travail, le problème ouvrier, le problème des couches sociales nouvelles est posé. Il n'est pas résolu. M. de Mun redisait à Lille, en janvier 1884, ce qu'il a dit souvent déjà : « Il faudrait renoncer à des erreurs fatales et remonter vers *la seule force* qui puisse nous donner une solution, vers l'Église catholique. On a eu tort de se séparer de *la seule force* au monde qui fût capable de résister aux passions. On a *érigé la misère en théorie*, lorsqu'on a conçu une fraternité d'une nouvelle espèce qui fait du monde un vaste marché, mais qui en retour crée l'antagonisme entre le patron et l'ouvrier. »

507. Nous n'avons ni à louer et approuver les théories particulières de M. de Mun, ni à les combattre. Nous nous garderons surtout de les attribuer à l'épiscopat, dont elles seraient nécessairement la doctrine. Notre thèse est celle-ci : Le vingtième siècle veut édifier et il édifiera, parce que l'humanité finit toujours par trouver sa voie ; il édifiera juridiquement, parce que ses tendances impérieuses le veulent ainsi ; il édifiera sans haine et sans esprit de parti, c'est-à-dire sans réaction violente, parce que nos pères révolutionnaires sont morts ; il reconnaîtra qu'il s'est attardé, en discutant les congrégations religieuses, et il saura discerner où est la « force morale » seule debout dans la société contemporaine, depuis le renversement de l'ancien Établisssement ecclésiatique et de l'ancien régime. Mais que fera le vingtième siècle et qu'organisera-t-il ? Nous l'ignorons. L'épiscopat l'ignore. La société l'ignore. La marche d'un monde en formation est, le plus souvent, ignorée par ceux-là mêmes qui lui viennent en aide. Il nous suffit d'avoir indiqué 1° la base juridique des moyens d'action, 2° le concours nécessaire auquel personne ne semble attribuer l'importance véritable qui lui appartient, et 3° enfin le but, à savoir le développement ou l'évolution humanitaire poursuivis sans renon-

cer au sens chrétien, sans dédain ou mépris pour les besoins nouveaux.

Nous nous sommes placé et nous restons au point de vue juridique. Nous cherchons ce qui est constitué, parce qu'il y a besoin d'agir, parce que le temps est venu d'agir. Nous ne voyons qu'une « force morale » constituée, en France, et nous disons : soit qu'elle le sache ou qu'elle l'ignore, elle participera largement à la construction de l'édifice du vingtième siècle, malgré les apparences contraires.

Et l'on n'avait pas fait assez remarquer, il nous semble, que le concordat de 1801 *organise, à peu près exclusivement, l'épiscopat*. On n'avait pas assez montré jusqu'à quel point l'épiscopat résume la force de l'Établissement ecclésiastique, depuis bientôt un siècle, au point de vue légal et en fait.

On n'avait pas dit que le Concordat de 1801, parce qu'il a été suivi de beaucoup d'autres, est devenu le point de départ d'une nouvelle forme du droit qui, sans mettre à néant le droit ancien, le subordonne, et, en subordonnant le droit ancien, il est manifeste qu'il a pour objectif l'*Avenir*. C'est parce qu'il s'est généralisé, que le droit concordataire arrive à une plus grande force d'action. Le Concordat français demeurant isolé, ne paraissait répondre qu'à une situation d'exception. Il perdait sa puissance pour l'avenir, son efficacité comme moyen de direction de l'humanité.

En écrivant, voy. *supr.*, p. 509, que le droit concordataire compte maintenant autant de chartes qu'il y a d'États chrétiens, nous n'avons pas établi une parité absolue des chiffres. Nous n'avons pas exprimé un fait mathématique. Nous n'en avions pas besoin. Mais la Belgique est assez près de nous pour qu'il soit nécessaire d'accentuer devantage l'exception que l'on nous opposerait d'un peuple chez lequel les instincts politiques et l'intelligence pratique tiennent une si large place.

Notre argumentation reste la même; mais nous constatons, ainsi que nous le rappelle la lettre particulière d'un savant professeur de droit de l'université de Bruxelles, M. A. Giron, ce qui suit :

« Depuis 1831, dit notre honorable correspondant, il n'existe « aucuns rapports concordataires entre la Belgique et la cour « de Rome. Le Concordat de messidor an IX est entièrement « abrogé par les dispositions constitutionnelles qui nous régis- « sent, et la Belgique a même rompu tout rapport diplomatique « avec le Vatican. La séparation complète entre l'Église et

« l'État (c'est-à-dire la doctrine que prêchait La Mennais dans « l'*Avenir*), telle est la tendance qui domine dans le pays, et « qui va s'accentuant d'année en année. » Lettre datée du 25 mars 1884.

508. Deux autres remarques doivent être faites :

a. — La vie catholique n'a point abandonné la France. La France est catholique. Mais il y a certains jours dans lesquels la vie catholique devient le *mouvement catholique*. C'est comme le réveil d'une génération qui se retrouve plus religieuse qu'elle ne le pensait, et qui, pour s'en donner la preuve, agit et se plaît à se considérer elle-même durant le temps de l'action.

Le mouvement catholique s'est affirmé sous le règne de Louis-Philippe, on s'en souvient, par une grande croisade en faveur de la liberté d'enseignement, croisade dirigée par les évêques et remplissant, du récit des faits et gestes des belligérants, la presse quotidienne, en faisant la popularité ou la notoriété des Montalembert, des Lacordaire et d'autres.

Le mouvement catholique, sous le régime républicain de 1848, s'est manifesté par la tenue des conciles provinciaux, des synodes diocésains, sur tous les points de la France.

Le mouvement catholique, sous l'empire, s'est présenté avec une nouvelle forme, celle des secours pour toutes les infortunes, à l'aide des sociétés de Saint-Vincent-de-Paul, et par l'institution admirable des Petites-Sœurs des pauvres.

Une triple manifestation du mouvement catholique se perpétue dans le présent par les pèlerinages, les cercles catholiques et les associations ouvrières catholiques. 1° Les églises ont été envahies par les clubs, au temps de la Commune, et le pétrole, disait-on, les menaçait ; mais les pèlerinages sont venus pour nous empêcher d'oublier ce que c'est qu'un sanctuaire, quel est l'attrait d'un sanctuaire pour les foules, lorsqu'elles se déplacent par centaines de mille, afin d'y retrouver ou d'y raviver le goût de la prière. 2° C'était une objection courante, que les villes ne veulent plus de la religion : les cercles catholiques se forment dans les villes et ont fourni la réponse. 3° Les ouvriers ne veulent plus de la religion, disait-on également ; mais, en définitive, les associations ouvrières catholiques se sont multipliées. C'est notre histoire la plus contemporaine.

Cependant, s'il est permis de conclure l'existence de la « force morale » et l'aptitude de cette force à prendre la direction des

courants qui entraînent les foules, aucun de ces mouvements ne permet de poser, d'ores et déjà, une conclusion relativement au sens dans lequel l'humanité du vingtième siècle et l'épiscopat s'engageront. L'inconnue n'est pas encore dégagée du problème.

b. Le dix-neuvième siècle a été le siècle de la science. Des hommes de bonne foi demandent qu'avant tout la liquidation du dix-neuvième siècle soit faite, par *doit* et *avoir* ; que l'on établisse son bilan ; et, admettant sans réserve ce lieu commun : « Que la science est l'ennemie de la religion, » ils voudraient savoir ce qui restera de la religion après le siècle de la science.

La science est le don du génie, fécondé par l'étude. La science, pas plus que la sainteté (voy. *supra*, t. I, p. 367, n° 177), n'est un fait qui procède de la légalité ou qui ait des relations juridiques. Elle est, dans la personne du savant, un fait *individuel* et sans représentation juridique. Elle est une force dans le monde sans être une force dans la société, sans avoir à un degré quelconque la personnalité. On ne fait pas de concordats avec la science, ni au nom de la science.

La science est un rayon de la vérité, et Dieu est vérité. Mais, parmi ceux qui s'adonnent à la science, il se trouve des adversaires de la religion, parce qu'il se rencontre parmi eux des hommes, parce que la science, magnifique don de Dieu, n'est pas la sainteté, autre don de Dieu, auquel correspond l'effort de l'homme ; parce que Dieu laisse toujours à l'homme son libre arbitre, après qu'il lui a concédé les dons les plus sublimes de l'intelligence, en sorte que l'homme peut abuser de l'intelligence, comme de tout autre don de Dieu, et la tourner contre Dieu.

509. Nous sommes, en apparence, bien loin de l'exposé de la matière concordataire ; mais non dans la réalité. L'analyse nous a fait discerner dans l'institution apostolique le droit humain et ecclésiastique ; nous avons reconnu le droit pur, conforme aux canons, et le droit pur qui procède du pouvoir de gouvernement ; nous avons expliqué comment les circonstances feront donner la préférence à l'un ou à l'autre droit pur ; nous avons étudié ces circonstances, telles qu'elles se présentent à la fin de l'ancien régime, telles qu'elles s'offrent à nous par suite de l'Établissement ecclésiastique résultant du Concordat, fort peu étudié à ce point de vue ; enfin, nous avons signalé la force morale nécessaire au vingtième siècle pour construire et

édifier, en même temps que le besoin absolu, pour le monde en formation, d'édifier et de construire. Nous poursuivons :

510. L'épiscopat, ont dit plusieurs, est digne de tous les respects et de la plus haute vénération. On ne lui marchande ni celle-ci, ni ceux-là. Mais il ne marche pas avec le siècle au milieu duquel il vit. Notre intelligence est attristée par ce malentendu, et nos consciences en sont torturées. Ceux qui portent la mître vivent dans un autre ordre d'idées. Comment donc viendront-ils édifier et construire avec nous... (37) ?

Le vingtième siècle sera-t-il mis en possession d'un épiscopat qui ne sera ni plus digne des respects, ni l'objet d'une plus grande vénération de tous, mais que la société considérerait comme plus rapproché des voies dans lesquelles elle marche ?

La question, que nous n'entendons pas résoudre autrement, serait fort bien traduite en ces termes : L'ordre d'idées dans lequel vit la société a-t-il créé la matière concordataire, en modifiant les points de vue politique, scientifique, philosophique, commercial, industriel ? Car la modification profonde de la société justifiera son désir d'assurer sa marche par le recours à la voie concordataire. Qu'en pensent les dépositaires du pouvoir civil, à qui appartiendrait l'initiative ?

Dieu n'efface que pour écrire, a dit de Maistre. Il voulait faire entendre que, dans l'histoire, les ruines ne sont pas définitives ; mais que les événements sont, pour la plupart, des transitions, et que rien n'est fini, aussi longtemps que la liberté humaine persistera sur cette terre, sous l'œil de Dieu.

Nous ajoutons (38) : « L'Église est nécessaire à l'humanité; *elle ne périra pas*. Elle-même l'affirme ainsi dans son enseignement. Mais l'humanité ne périra pas avant l'Église, qui est faite d'humanité. Il faut donc que ceux qui ont encore foi en Dieu, plus nombreux qu'on ne l'imagine, attribuent à sa Providence le dessein d'écrire pour cette humanité, qu'il n'abandonne pas, de grandes et magnifiques pages de son histoire et de celle de son Église. »

Si donc, il faut effacer, Dieu effacera. Puis, il écrira.

511. Nous rentrons dans la discussion juridique :

(37) Lettre particulière d'un fontionnaire élevé de l'ordre administratif.
(38) Horoy, *La clé du Syllabus*, p. 44.

Le Concordat de 1801 attribue au chef de l'État la désignation ou nomination des évêques. Telle est la convention, tel est le contrat intervenu.

Cette disposition suppose, avec évidence, un chef de l'État investi des droits régaliens, nommant aux emplois, signant les traités, au nom de qui se rend la justice, et dont le pouvoir, au moins en principe, doit avoir une certaine durée.

Mais on pourrait se demander si, constitutionnellement, un gouvernement collectif, dont les membres prendraient à tour de rôle la présidence (39), si un gouvernement provisoire, si une régence auront le droit de nomination.

On pourrait rechercher si une Constitution dans laquelle, hypothétiquement, une restriction des droit régaliens est admissible, au cas où elle viendrait à supprimer la nomination aux emplois par le pouvoir exécutif, enlèverait au chef de l'État le droit de désignation ou de nomination des évêques. Le pouvoir peut, en effet, n'avoir la nomination que de ses seuls agents immédiats, et toute fonction, y comprise celle de la magistrature, être conférée par *l'élection*. Cette diminution des droits régaliens trouverait-elle application dans la matière, par voie de conséquence, et par suite d'interprétation du Concordat, faite contrairement à la lettre du Concordat? L'article 4 du Concordat, ainsi conçu : « Le premier consul de la République nommera aux archevêchés et évêchés », serait-il constitutionnellement modifié par un article quelconque du pacte fondamental, disant : Le peuple étant, en principe, libre de déléguer ou de ne pas déléguer ses pouvoirs, se réserve absolument toute nomination aux emplois, qui, à l'avenir, sera faite, en ses comices, suivant des lois organiques spéciales?

En théorie, certains déplacements ou certaines restrictions des prérogatives régaliennes se conçoivent donc comme possibles, outre qu'il pourrait exister dans le même temps, passagèrement, deux pouvoirs de fait, comme Versailles et la Commune, ou même deux pouvoirs venant à acquérir la durée pendant le cours d'une *guerre de sécession* quelconque. La légalité de la nomination des évêques par le chef de l'État n'a pas prévu toutes les hypothèses, et peut-être les générations de citoyens qui sont encore aux mains des nourrices, les futurs électeurs dans vingt ans d'ici, estimeraient la réconciliation

(39) Chacun des membres du Directoire présidait, à tour de rôle, pendant trois mois. Il pourrait se faire qu'il y eût des chefs d'État établis pour un temps moindre, un mois, par exemple.

entre les deux puissances fort prochaine et fort avancée si l'élection amenait l'avènement d'un épiscopat aussi digne des respects et de la vénération, mais non plus digne, assurément, que son origine rapprocherait incessamment, (on n'arrive pas, jeune encore, à l'épiscopat), de l'ordre d'idées dans lequel marcherait la société civile.

Nous avouons nettement n'avoir aucune prédilection pour l'élection, remplaçant « l'iniquité » concordataire, alors même que les électeurs seraient plus restreints en nombre que les électeurs sénatoriaux et ne comprendraient, par exemple, que le chapitre de l'église cathédrale et la commission permanente du conseil général, avec adjonction des sénateurs et députés du département. Mais il faut dire, néanmoins, que si, heureusement, nous avons été jusqu'ici à l'abri des interpellations parlementaires adressées, dans l'une et l'autre Chambre, à chaque nomination d'évêques, au ministre compétent et responsable, ces interpellations seraient dans la légalité stricte et n'auraient de remède légal que l'élection, laquelle, du reste, peut comporter des systèmes différents : nous l'allons voir.

512. La première relation de l'épiscopat avec l'autorité civile, suivant le mode actuel, est celle de l'origine, qui est la suivante pour chaque évêque nommé : l'évêque a été inscrit, premièrement, dans les bureaux du ministère des cultes, en qualité de *candidat*. Ensuite *l'affaire* a été instruite administrativement. Le préfet a été chargé d'informer, comme *agent d'instruction*.

En certains temps, les préfets passent très vite. En tout temps, ils connaissent, personnellement, fort peu les ecclésiastiques avec lesquels ils n'ont point de relations.

Il est donc, à peu près, reconnu qu'en fait, c'est l'épiscopat qui recrute l'épiscopat.

Les curés de Paris ont, en quelque sorte, un droit acquis, lorsqu'ils consentent à aller s'ennuyer dans une ville de département. Plus généralement, un archevêque ou évêque fait inscrire l'un de ses prêtres sur la feuille. Le dossier est formé. Les ministres s'en vont; les dossiers restent. Le surplus dépendra des circonstances.

Jadis, nos rois avaient auprès d'eux un *conseil de conscience*, dont ils prenaient l'avis pour la nomination, non seulement aux évêchés, mais à tous les bénéfices. Le conseil de conscience, dans lequel pouvait entrer et figurer un saint Vincent de Paul, avait des traditions. On pouvait dire que *la royauté avait des*

traditions pour la nomination aux évêchés et aux bénéfices. (C'est l'une des relations importantes du sacerdoce avec l'autorité civile dans le passé.) Mais le préfet n'a pas de traditions. Le ministre, souvent changé, par suite des vicissitudes politiques, en a peu. Les traditions sont dans les bureaux des cultes, à qui la position subordonnée ne donne, cependant, qu'une autorité morale amoindrie, et d'autant plus amoindrie qu'elle n'apparaît pas au dehors.

Après l'instruction achevée par le pouvoir civil, l'instruction ouverte au nom du Saint-Siège est poursuivie par le Nonce. Il ne s'adresse pas au préfet, on le comprend. Et, s'il s'adresse à l'évêque, celui-ci se contrôlera souvent lui-même.

Donc, l'épiscopat recrute l'épiscopat, dans la réalité des faits. Et, au point de vue ecclésiastique, il est difficile de désirer mieux. Certains abaissements qui furent possibles, à d'autres âges historiques, ne seraient plus possibles dans le nôtre, à l'égard de ceux qui confèrent la nomination (40).

En Autriche, le concordat avait stipulé que le souverain nomme les évêques, mais *après avoir pris les avis des évêques de la province* (voy. *supra*, t. II, p. 243, n° 40 du 2e append. à la 3e partie). Une telle disposition ne dépasserait pas, en France, ce qui subsiste en fait. Mais elle serait, de plus, l'indication nette d'une responsabilité; elle serait plus conforme à nos institutions politiques, à notre droit public.

Les évêques de la province seraient ostensiblement les électeurs. A ce titre, ils seraient les représentants du clergé et des fidèles. Et il y a une différence appréciable entre la pensée de de promouvoir à une haute dignité dans l'Eglise tel prêtre distingué, et la pensée de pourvoir directement aux besoins déterminés des populations de telle contrée, où se rencontrent des influences, des courants d'idées, des mœurs, une vie publique dont il faut tenir compte.

C'est, avons-nous dit, un autre système. Il ne nous appartient pas d'aller plus loin.

(40) Fustel de Coulanges, *Institutions polit. de l'anc. France*, p. 411 : « Il n'est sans doute pas inutile de remarquer en quels termes on parlait au graf ou comte. On leur disait : Votre Excellence, Votre Grandeur, Votre Magnificence. Voici, entre beaucoup d'exemples, comment un évêque écrivait à un comte. « A l'homme illustre Mummolénus, mon maître magnifique, serviteur « du roi, mon maître; j'implore votre puissance et votre grandeur et vous « supplie de recommander mon humble personne au maître excellent qui « règne pour notre bonheur. » Cf. Fortunati *Opera*, X, 3.

La base concordataire permet toutes les combinaisons, toutes les modifications.

Une Constitution civile du clergé, une pragmatique quelconque ne réalisera pas, effectivement et en droit, le moindre changement utile, surtout en des matières aussi délicates et qu'il faut aborder avec une si grande et si respectueuse réserve.

515. Le gouvernement, qui nomme les évêques, est responsable devant les chambres des choix faits par lui; mais nos mœurs parlementaires ont conservé assez de dignité pour qu'aucune opposition, à aucune époque, n'ait provoqué soit un débat, soit des éclaircissements à ce sujet.

Il est probable que si l'élection, soit par les évêques seuls, soit par le chapitre, avec adjonction de la commission permanente du Conseil général, devenait le mode de nomination, ou simplement de *présentation au chef de l'État, qui désignerait*, car ce serait également un mode possible de procédure, on songerait à établir des conditions d'éligibilité. Au surplus, dans la méthode actuelle de nomination, le gouvernement pourrait souhaiter que des conditions d'éligibilité fussent déterminées.

Ce serait, évidemment, un objet d'entente concordataire; il y aurait matière concordataire.

Bien loin d'avoir épuisé toute la matière concordataire, l'acte de 1801 s'est borné à un point *unique* sur lequel l'accord s'est fait, nous l'avons dit, en donnant la plus haute satisfaction au gouvernement consulaire.

Nous avons entendu poser cette question : N'est-il pas vrai que la tendance du vingtième siècle, à son aurore, sera, avant tout, la glorification de l'instruction, et que nul ne marche avec le vingtième siècle, s'il la rejette ou si, ne la rejetant pas, il en refuse, ou s'il oublie d'en fournir la preuve publique ? En d'autres termes, les générations qui arrivent actuellement à la vie publique ne voient-elles pas le brevet exigé partout, ou le certificat d'études ? Les volontaires d'un an n'ont-ils pas besoin d'attester des études, et les religieuses enseignantes de se munir d'un brevet? N'avons-nous pas des jeunes filles bachelières, et existe-t-il dans l'État une situation élevée à laquelle on parvienne sans avoir fourni la démonstration d'une culture intellectuelle suffisante (41)? Nous ne faisons que reproduire

(41) Que dirait-on, a-t-il été demandé, si, après chaque nomination épiscopale insérée à l'*Officiel*, un député prétendait poser respectueusement cette question

ici, et dans une note au bas de la page, un langage entendu plus d'une fois : Il se pourrait, dit-on, qu'il y eût moins d'évêques bacheliers que de jeunes filles doctoresses. Prenez la liste des évêques français depuis 1801, et comptez les diplômes. Dans un pays tel que le nôtre, rester volontairement, sur un point si important, en dehors du mouvement des classes sociales élevées et même moyennes, c'est, ou peu s'en faut, briser les relations intellectuelles qui eussent rattaché le sacerdoce contemporain aux hommes contemporains.

En vérité, nous n'avons pas le loisir de discuter le bien fondé ou le mal fondé. Nous n'avons qu'à répondre en jurisconsulte : « Matière concordataire! » La base juridique suffisante existe pour remédier dans les limites du besoin.

314. Élevons la question à toute la hauteur qu'elle réclame (42).

Le Concordat de 1801 n'a pas épuisé *toute la matière concordataire*, notamment en ce qui a trait à l'instruction publique, et à la part que le sacerdoce peut y revendiquer, comme enseignant ou comme enseigné. Il y a lacune, c'est-à-dire il y a : matière concordataire!

Chose digne de remarque : dans les facultés fondées par les évêques, le sacerdoce n'est ni enseignant ni enseigné. Ce n'est ni par lui ni pour lui que l'enseignement est donné (43)

Si le fait est assez inattendu, et *persistant*, nous en pouvons

au ministre : L'élu est-il docteur, licencié ou bachelier dans une faculté quelconque ?

Notre avis sera que la Chambre passerait à l'ordre du jour, à l'unanimité.

(42) Un évêque (il avait pris jadis la licence ès lettres), nous entretenant, disait : Si j'avais connu dans mon diocèse un prêtre instruit, ayant conquis des grades par l'étude, et faisant honneur à son sacerdoce par la science, mais n'ayant pas la situation qui convient à la science, j'eusse fait atteler immédiatement pour l'aller chercher, le ramener, le garder, jusqu'au moment où j'aurais trouvé ce qui eût été en rapport avec son mérite. — D'autre part, un archevêque, occupant l'un des plus grands sièges de France, ayant eu place au sénat, disait, dans une réunion de prêtres (*authentique*) : Plaise à Dieu que nous n'ayons jamais parmi nos prêtres un seul bachelier !

(43) A Rome, nous avons entendu Pie IX tenant ce langage à un prêtre : « Mon fils, vous êtes venu pour les études, je vous bénis! » A Rome encore, nous avons entendu le cardinal Chigi, ancien nonce à Paris, disant : « Absorbé par les affaires, je n'ai aucun temps pour l'étude ; mais, par goût et par principe, *je favoriserai toujours, de tout mon pouvoir*, un homme d'étude. Sachez qu'à Rome, vous retrouverez partout cette même disposition : c'est l'une des rares circonstances où la faveur ne court pas le risque d'être du favoritisme : ici la faveur est justice. »

rechercher les causes. Quelques-uns diront que, bien certainement, le sacerdoce, et surtout l'épiscopat, est hostile à l'instruction, et que ce nouveau fait le démontre. En réalité, les ressources manquent au clergé pour lui permettre de suivre, durant quelques années, les cours d'un enseignement supérieur. Et, n'ayant pas reçu pour lui-même cet enseignement supérieur, il ne pourrait le communiquer.

Le Concordat de 1801 n'a pas compris, parmi les services de la dotation en faveur de l'Église, celui de l'enseignement supérieur pour et par le sacerdoce. En thèse générale, il est demeuré incomplet relativement aux prévisions *pécuniaires*.

Autre matière concordataire qu'il nous faudra développer. Celle-ci, du reste, est liée à la précédente.

515. La haute science théologique doit-elle manquer à la France, dans un temps où tous les problèmes religieux sont repris et discutés chaque jour au nom de la science, aussi bien en deçà du Rhin qu'au delà du Rhin, aussi bien en deçà de la frontière belge qu'au delà de cette frontière? La haute science canonique fera-t-elle impunément défaut quand le droit civil nouveau se modifie, se transforme sous nos yeux, et achèvera ses transformations en dehors de toute relation avec un droit ecclésiastique qu'il ne connaît pas ? La première condition pour revendiquer un rang dans le siècle voué à la science n'est-elle pas de posséder la science à quelque titre ? Nous apporterons la réponse d'un ancien grand vicaire de Mgr Dupanloup.

Elle est bien en harmonie avec le langage que Mgr Dupanloup nous a fait entendre lui-même, en plus d'une circonstance, en y joignant une bienveillance pleine de charme :

> Le vingtième siècle demandera aux représentants du sacerdoce des savants, qu'il puisse reconnaître pour guides, et alors, premièrement, il reconnaîtra en eux ses contemporains. L'abbé Bougaud, dans son livre paru en 1878, sous ce titre : *Le grand péril de l'Église de France*, a écrit : « Ce ne sont pas seulement des pasteurs et des apôtres qu'il faut à l'Église, ce sont des docteurs. Mais comment en former? Et, d'autre part, comment ne pas en avoir ? Les docteurs manquent et à cause de cela les âmes périssent ! »
>
> Le Concordat de 1801 n'a pas prévu ce péril.
>
> L'université de l'État a été dédoublée.

Cependant un concordat avec Rome n'a pas donné aux facultés épiscopales l'existence canonique. Aucune de ces facultés ne peut créer, par exemple, un docteur en droit canon, avec la *mission canonique* suffisante pour assumer, en vertu du droit, l'administration d'un diocèse pendant la vacance du siège (44). Voy. *supra*, n° 353, note 2.

Les facultés épiscopales n'apportent que la science de l'université, distribuée par d'autres mains.

Elles n'ont pas implanté la grande science ecclésiastique, non seulement par le défaut de concordat et d'existence canonique des facultés épiscopales, mais surtout parce que *nul n'est professeur s'il n'a des auditeurs.*

Il fallait un concordat pour que la grande, la haute science théologique et canonique pût s'implanter et se développer, *sans entraves*, au profit du sacerdoce et au profit de la société. Le grand organisateur de 1801 n'a rien fait à cet égard. Il lui suffisait de relever l'Église de ses ruines, en établissant dans l'épiscopat un « pouvoir de gouvernement ». Il n'a pas vu les besoins sociaux qui devaient être ceux de l'avenir. L'organisation du haut enseignement pour l'avantage personnel du prêtre lui importait fort peu. Il avait créé pour la nation l'Université, et il ne songeait pas que l'Université, élevant le niveau du savoir, rendrait inévitable cette revendication partie des rangs du sacerdoce, et dont nous reportons l'honneur à Mgr Dupanloup : il faut à l'Eglise des docteurs !

La matière concordataire existe sur ce point, aujourd'hui comme en 1801.

Un concordat était particulièrement nécessaire pour les *voies et moyens*. Nous avons dit qu'une question est liée indispensablement à l'autre. Nous avons dit qu'il n'y a pas de professeur s'il n'y a des auditeurs. Or, le sacerdoce n'a plus que le souvenir historique et platonique de la ressource des anciens bénéfices. Et voici la situation : 1° Un diocèse qui, depuis la fondation des facultés épiscopales recueillera, par les quêtes, soit dix, soit quinze mille francs par an pour les facultés épiscopales, qui aura, par conséquent, versé cent ou cent cinquante mille francs, ainsi prélevés, ne payera pas même les frais d'examen et diplôme de l'un des prêtres ou clercs qui aura,

(44) Conc. Trid., sess. XXIV *de ref.*, cap. 16.

pendant un long temps, dépensé ses sueurs dans les études, ainsi qu'on s'exprimait jadis. Le clerc devra chercher des ressources dans son patrimoine, ou vendre peut être.... ses livres avec lesquels il a acquis la science.

Et si c'était devant une faculté de théologie de l'État qu'il se présente pour obtenir les grades, il ne suffit plus qu'il se débarrasse de ses *complices*, c'est-à-dire de ses livres, il lui faut se munir de l'autorisation 1° expresse et 2° par écrit de l'administration diocésaine à laquelle il appartient. Sinon, il est évincé comme téméraire et n'a pas le droit de prendre une *inscription* au registre, même avec dispense d'assiduité.

Honorius III, qui était un grand pape et *un homme pratique*, avait trouvé des voies et moyens indiqués dans son chapitre *De Magistris*. En effet, il *ordonnait* que, dans l'étendue de circonscription de *chaque métropole*, des jeunes gens jugés aptes à l'étude seraient choisis par les prélats et chapitres; que durant cinq ans ils jouiraient du revenu de leur prébende, bien qu'absents, mais pour cause d'étude; enfin que, si cela n'était suffisant, lesdits prélats et chapitres seraient *tenus* de contribuer.

Le gouvernement ne peut qu'allouer une *bourse*, s'il le juge convenable. Le pape seul peut ordonner et enjoindre que chaque métropole aura à se pourvoir d'aspirants au doctorat.

Au lieu de chaque métropole que l'on écrive : chaque diocèse, et, sous bref délai, par une disposition concordataire efficace, le sacerdoce français aura pris rang dans la science élevée, au moins dans la science qui est la sienne propre, à l'exemple du médecin, qui est savant parce qu'il a la science propre, de l'avocat, qui a la science propre, de l'ingénieur, qui a la science propre, et ainsi des autres.

Nous avons parlé des concordats, qui se prêtent à toutes les combinaisons, des concordats d'ordre inférieur et, par exemple, de celui qu'un conseil général pourrait signer avec l'évêque. Dans un pays qui aime l'instruction pour tous, qui est prêt à l'*exiger*, au besoin, ne verrait-on pas, quelque jour (au vingtième siècle), des conseils généraux, dont le patriotisme local serait suffisant pour leur faire signer un concordat *épiscopal*, avec un article destiné à relever le niveau intellectuel du clergé, moyennant subvention aux aspirants docteurs, durant le temps des études spéciales ?

Rien n'est organisé ! Rien n'a été essayé ou tenté. C'est tant mieux, peut-être. Tout est possible encore et il n'y a l'entrave

d'aucun précédent. Le monde en formation ne veut pas enlever au sacerdoce la foi catholique ; mais, éloigné de toute idée de persécution et de violence, fermement attaché au droit nouveau, et trouvant une base juridique d'action, il a résolu de construire l'édifice de l'avenir. Qu'il le fasse avec le concours (non avec l'abstention) d'un sacerdoce qui marchera avec lui. Et il y a lieu de penser et même d'augurer qu'il arrivera à ses fins.

516. Par le mouvement catholique des pèlerinages, des cercles, des associations ouvrières et autres, l'Église manifeste l'abondance de la sève de vie, à un degré nous permettant de prononcer qu'elle n'a pas achevé ses destinées. Mais à quoi sera appliquée cette sève de la vie dans la construction du monde en formation ? C'est la donnée encore inconnue qui échappe aux contemporains. Voy. *supra*, n° 499, *a*.

En vertu 1° du Concordat de 1801, par suite 2° de sa propre nature, et 3° à raison des circonstances, l'épiscopat est *grand*, non amoindri, et la véritable force morale religieuse au milieu de notre société. Plutôt à tort qu'à raison, on a exalté ou combattu des forces secondaires, subordonnées. Les contemporains jugent si mal les faits dans lesquels ils ont un rôle ! Mais quelle sera l'œuvre capitale de l'épiscopat dans la transformation du présent pour la formation de l'avenir ? Une seule chose est certaine, c'est qu'il aura son rôle.

Nous croyons qu'il aidera à constituer la science. Il ne se bornera pas là.

Au sein de la société, des couches nouvelles, dit-on, sont prêtes à s'allier à des appétits anciens, à des convoitises datant de loin dans l'histoire du monde, et cependant elles se disent animées par un esprit de justice parce que, au fond, elles n'ont pu rompre avec la raison politique chrétienne. Que sortira-t-il des agitations, que compliquent les crises, que compliquent les souffrances réelles ? C'est aussi l'inconnue qui ne sera dégagée qu'à l'heure marquée, déterminée, précise, mais ignorée.

Quoi qu'il en soit, l'humanité n'est pas délivrée, par ses incertitudes, du devoir ou des obligations de la sagesse. A toute époque, elle doit agir avec conseil et selon la prudence, sauf à voir parfois ses calculs déjoués par les événements. Le calcul, la prudence, la sagesse, la délibération, et la voie juridique pour construire et édifier sans violence, c'est le concordat, avec ses

adaptations soit à la généralité des intérêts, soit à une grande partie des intérêts.

Ou, en d'autres termes, on peut concevoir des grands concordats (internationaux, comprenant plusieurs puissances signataires du même acte), des concordats nationaux, des conventions sous-concordataires intéressant les conseils généraux, les villes, les paroisses.

Le concordat se joint d'ailleurs à *la vie concordataire;* il s'accommode aux évolutions historiques et autres.

Il ne ressemble pas aux pragmatiques. Il tient compte, cependant, de l'État, de l'élément laïc, de la démocratie dans l'Eglise.

Il n'innove pas; il est ancien dans la tradition et, dans le même temps, il est nouveau, toujours nouveau. Rome l'accepte, et l'autorité des souverains pontifes ne semble avoir atteint son comble que pour aider à ce mode de gouvernement, absolument canonique, à cette formation du droit absolument correcte.

Tel est le résumé et la conclusion de notre cinquième Partie des *Rapports du sacerdoce*. Ce résumé et cette conclusion sont acquis, indépendamment des détails; ils nous dispensent même de ces détails. Il nous a suffi de toucher quelques points pour opérer notre démonstration. Toutefois, nous l'avons dit, la matière concordataire n'est pas épuisée par le Concordat de 1801. Et elle ne l'est pas, assurément, par notre cinquième Partie.

517. La conclusion de la cinquième Partie n'est pas la conclusion de notre livre. Mais cette cinquième Partie vise l'un des côtés des rapports du sacerdoce avec l'autorité civile. Notre œuvre eût été tout à fait incomplète sans ce coup d'œil jeté sur le présent et sans cette tentative d'écarter, de soulever le rideau qui nous cache l'avenir.

A ce point de vue seulement de l'œuvre totale plus complète, nous ajouterons encore quelques traits au tableau du présent.

a. La légalité concernant les congrégations religieuses pourra prendre pour point de départ un grand concordat international, un concordat simplement national, ou même une convention sous-concordataire. Pourquoi, en effet, la situation de telle congrégation qui demeure renfermée dans les limites diocésaines, comme un couvent de la Trappe, ne serait-elle pas réglée par concordat épiscopal, par exemple avec l'archevêque d'Alger pour Staouëli ?

b. La matière concordataire existe pour les congrégations religieuses, et les principes de solution seront évidemment empruntés à la légalité plus générale sur les associations, auxquelles le droit moderne est favorable.

c. Notre loi civile sur les associations peut, d'ici là, trouver une formule nouvelle quelconque. Voici, à titre de simple document, l'énoncé du projet de loi sur les associations déposé au sénat, le 23 octobre 1883, par le ministre de l'intérieur :

Titre Ier, art. 1er. L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances et leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est réglée par les principes généraux du droit, applicables aux contrats et obligations. — Art. 2. Toute convention d'association fondée sur une cause illicite est nulle et de nul effet. La dissolution en est prononcée à la requête soit des membres de l'association, soit de tous ceux qui y ont intérêt, soit du ministère public. — Art. 3. Le jugement qui prononcera la dissolution de l'association portera défense de la reconstituer en tout ou en partie et sous quelque forme que ce soit. — Art. 4. La dissolution sera prononcée de plein droit en cas de condamnations encourues par les administrateurs ou gérants de l'association pour infractions aux dispositions des articles 410 et 411 du Code pénal. — Art. 5. Les fondateurs et administrateurs des associations ayant une cause illicite, ainsi que ceux qui auront sciemment concouru à leur formation seront punis d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 500 à 2,000 francs. — Art. 6. Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois tout membre d'une association reconstituée contrairement aux dispositions du jugement visé en l'art. 3 de la présente loi. La société sera dissoute de plein droit. Sera puni d'un mois à 6 mois de prison et de 50 à 500 fr. tout individu qui aura sciemment accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association dont la dissolution aura été précédemment prononcée. — Art. 7. Aucune convention d'association ne pourra être formée que pour un temps déterminé. En l'absence de toute stipulation relative à sa durée, elle pourra être résolue par la seule volonté de l'une des parties. — Art. 8. Toute convention d'association devra être rendue publique : 1° par affiche au greffe du tribunal civil, 2° par insertion dans cinq des journaux du département. L'affiche et l'insertion doivent mentionner les noms, profession et domicile des associés, la désignation des directeurs ou administrateurs, le lieu de réunion de l'association et les statuts qui doivent la régir. La même publication devra être faite à chaque changement dans la direction ou dans les statuts. — Art. 9. Toute infraction aux dispositions de l'article précédent entraînera la dissolution de l'association, qui sera provoquée et prononcée conformément aux dispositions de l'art. 2 de la présente loi. — Art. 10. En l'absence de stipulation spéciale, les administrateurs de l'association pourront la représenter, soit dans les actes d'administration, soit en justice.

Titre II. *Des communautés de biens formées entre les membres d'une association.* — Art. 11. Les valeurs mises ou laissées en commun par les membres d'une association seront, suivant les cas, soumises aux règles édictées par le Code civil et le Code de commerce, soit en matière d'indivision, soit en matière de société. — Art. 12. Toute convention tendant à mettre ou laisser en com-

mun des valeurs entre les membres d'une association illicite est nulle et de nul effet. La communauté ainsi formée ne peut acquérir ou posséder ni par elle ni par ses membres. La nullité en est prononcée soit à la requête du ministère public, soit à la requête de tout intéressé. La liquidation des valeurs de la communauté ou qui seraient censées appartenir à ses membres est faite conformément aux prescriptions de l'art. ci-après. — Art. 13. Dans le cas de nullité prévu à l'art. qui précède, les valeurs appartenant aux membres de l'association avant sa formation, ou qui leur seraient échues depuis, mais par succession seulement, leur seront restituées. Les valeurs acquises à titre gratuit pourront être revendiquées par le donateur et ses ayants droit et, par les héritiers ou ayants droit du testateur, pendant le délai de six mois à dater du jugement. Les valeurs acquises à titre onéreux pourront être reprises, moyennant le remboursement du prix en capital, par le précédent propriétaire ou par ses ayants droit, pendant le délai de six mois. Passé ce délai, la propriété en sera acquise à l'État. Il en sera de même de l'actif, défalcation faite des valeurs ci-dessus.

Titre III. *Des associations reconnues.* — Art. 14. La personnalité civile est la fiction légale en vertu de laquelle une association est considérée comme constituant une personne distincte de la personne de ses membres et en qui réside la propriété des biens de la société. — Art. 15. Les associations qui voudront obtenir le privilège de la personnalité civile devront être reconnues par décrets rendus en forme de règlements d'administration publique. — Art. 16. Aucune acquisition, aliénation ou échange d'immeubles, aucune transaction, aucune acceptation de biens meubles, immeubles, ou de rentes, données par actes entre-vifs, par actes de dernière volonté, intéressant une association reconnue, ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Aucun transfert ni inscription de rentes au profit d'une association reconnue ne sera effectué qu'autant qu'il aura été autorisé par un décret dont l'association intéressée présentera, par l'intermédiaire de son agent de change, expédition en due forme à l'agent comptable de la dette inscrite ou des transferts et mutations. Aucun notaire ne pourra, sous peine de 500 fr. d'amende, passer acte de vente, d'acquisition, d'échange, de cession ou transfert, de transaction, au nom d'une association, s'il n'est justifié du décret portant autorisation de l'acte, et qui devra y être immédiatement inséré. — Art. 17. Nul ne pourra disposer par testament en faveur d'une association reconnue, autrement qu'à titre particulier, ni consentir à son profit de donation avec réserve d'usufruit.

Titre IV. *Des associations qui ne peuvent se former sans autorisation.* — Art. 18. Ne peuvent se former sans autorisation préalable : 1° Aucune association entre Français et étrangers; 2° Aucune congrégation religieuse. — Art. 19. La demande d'autorisation des associations prévues au § 1er de l'art. qui précède sera faite par les fondateurs qui seront tenus : 1° De déclarer l'objet, le nom et le siège de l'association, ainsi que les noms des président, directeurs et administrateurs, et de justifier qu'ils sont citoyens français jouissant de leurs droits civils et politiques ; 2° de déposer les statuts de l'association. Cette déclaration et ce dépôt devront être effectués entre les mains des préfets dans les départements, à Paris au ministère de l'intérieur. — Art. 20. Il n'est pas dérogé, en ce qui concerne la forme dans laquelle doivent être autorisées les congrégations religieuses, aux dispositions actuellement en vigueur. — Art. 21. Toute association entre Français et étrangers, toute congrégation formée sans l'autorisation prévue par l'art. 15 de la présente loi sera réputée illicite. Ceux qui en auront fait partie, ou qui s'y seraient affiliés, seront punis

des peines édictées à l'art. 5. La peine applicable aux fondateurs, directeurs ou administrateurs sera portée au double. — Art. 22. Seront punis d'un mois à six mois de prison et d'une amende de 500 fr. à 2000 fr., ceux qui auront prêté ou loué sciemment un local pour une ou plusieurs réunions d'une partie ou section quelconque des associations susmentionnées, le tout sans préjudice des peines plus graves appliquées, en conformité du Code pénal, aux crimes et délits de toute nature dont auront pu se rendre coupables, soit comme auteurs principaux, soit comme complices, les prévenus dont il est fait mention dans la présente loi. — Art. 23. Aucune association autre, française ou étrangère, aucune congrégation ne pourra être reconnue que par une loi.

Titre V. *Dispositions générales.* — Art. 24. Toute clause de reversibilité et tout pacte ayant pour but ou pour résultat de perpétuer la propriété de tout ou partie des biens de l'association dans la personne d'un ou de plusieurs de ses membres présents ou à venir, est réputée illicite. Elle donne ouverture à l'action en dissolution, telle qu'elle est prévue et réglée par la présente loi. — Art. 25. L'art. 463 du Code pénal pourra être appliqué, quant aux peines de la prison et de l'amende, prononcées par la présente loi. — Art. 26. Les associations prévues par la présente loi demeurent soumises aux dispositions des lois en vigueur sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, sur le revenu des valeurs mobilières et sur la taxe des biens de mainmorte, en particulier aux dispositions des lois des 29 juin 1872, 29 décembre 1880, 20 février 1849.

Titre VI. *Dispositions transitoires.* — Art. 27. La présente loi est applicable aux associations existantes au moment de sa promulgation. Celles formées contrairement aux dispositions des art. 3, 7 et 18, auront un délai de 6 mois pour s'y conformer. Passé ce délai, il leur sera fait application des dispositions de ladite loi. Sont abrogés les art. 291, 292, 293 du Code pénal, et l'art. 294 du même Code, sauf ce qui concerne l'exercice du culte ; l'art. 20 de la loi du 20 juillet 1820 ; la loi du 10 avril 1834 ; l'art. 13 du décret du 28 juillet 1848 ; l'art. 7 de la loi du 30 juin 1881 ; la loi du 14 mars 1872, ainsi que les dispositions suivantes : le décret du 18 août 1792 ; le § 2, art. 2 de la loi du 24 mars 1825 ; le décret du 31 janvier 1852.

L'auteur d'une *Étude sur les congrégations catholiques* (45) donne cette appréciation sur l'art. 23 : « L'art. 23 revient à dire que, pour les communautés catholiques, il n'y aura pas encore de *loi générale ;* qu'il n'y aura que des lois personnelles, variables, facultatives, indépendantes de tout principe connu à l'avance. Le projet, en ce qui les concerne, maintient ou plutôt aggrave les défectuosités de la situation actuelle. Il n'interdit pas ce qui est abusif dans les congrégations, n'organise aucun contrôle, et, d'autre part, il omet de fixer le statut légal de communautés qui auraient droit de prétendre à jouir de la liberté, dans la mesure faite pour la masse des citoyens. »

518. La question des congrégations religieuses nous paraît une matière concordataire possible, et une question qu'il

(45) Lalœu. *Étude sur les congrégations*, Paris, 1883, p. 147.

semble bien difficile de résoudre sans concordat. Cependant aucun des actes qui portent ce nom dans le passé n'en a parlé.

Nous procéderons encore ici par analyse pour arriver à une notion exacte, et ensuite nous nous élèverons, s'il se peut, jusqu'à ces hauteurs de principes d'où l'on n'aperçoit plus les intérêts passagers, mais les seuls intérêts permanents de l'humanité. Essayons :

Il s'est rencontré des abus dans les ordres religieux : nous l'accordons comme chose amplement et surabondamment démontrée.

Toutefois, les ordres religieux sont composés d'individus qui réclament pour leur conscience la liberté de choisir non pas seulement le bien, mais le *mieux*, la perfection, l'idéal du bien. C'est ce qui ne peut être interdit à la conscience humaine; c'est la gloire de l'humanité qu'une telle liberté soit revendiquée.

Donc, il faut faire la part de la conscience individuelle, lui assurer ses droits imprescriptibles, et il faut, dans son intérêt et dans l'intérêt social, empêcher toutes les déviations morales ou les abus qui retombent sur la société, qui ont leur retentissement dans l'ordre politique, c'est-à-dire... rédiger des concordats.

En recherchant les voies sublimes de la perfection, l'individu rend hommage à la société, s'il reconnaît que le groupement des personnes humaines, fût-il factice et non fondé sur les liens du sang, fût-il autre que celui des cités, et non basé sur l'activité sociale, est indispensable à tous. L'ordre religieux est l'association sans la parenté, sans l'activité sociale. L'association, sous toutes ses formes, est une des modalités de l'expansion de la liberté humaine. Le jour où l'on entrave cette expansion, on peut craindre d'entraver la plus légitime des libertés, et peut-être d'arrêter un progrès nécessaire. Donc, au lieu du droit de supprimer la liberté d'association, il est rationnel de recourir au droit concordataire.

Mais nous nous élèverons jusqu'à un ordre d'idées supérieur, en faisant un emprunt à notre Cours professé près la faculté de droit de Douai (46) :

« Le christianisme n'a pas détruit l'esclavage, si fortement enraciné dans la constitution du monde antique que, sans cette institution, tout le vieux monde cessait d'exister. Rappelez-vous

(46) Leçon 3e de ce Cours.

Spartacus et les guerres serviles, rappelez-vous les guerres des mercenaires à Carthage, pour remettre en votre mémoire les terreurs de la société ancienne, quand ce principe de l'esclavage était mis en question.

« Le christianisme, cependant, s'il n'abolissait pas l'esclavage, devait le miner et finalement le détruire. C'était dans sa nature. Or, est-ce que vous croyez qu'il n'aurait rien mis à la place? Ce serait admettre que l'esclavage ne répondait à aucune donnée sociale légitime, quelle qu'elle fût; qu'il était une institution de pure force. Quant à nous, pour l'honneur de l'humanité, nous repoussons cette idée qu'une institution de pure force atteindra en ce monde une durée de mille ans, deux mille ans, ou davantage. Non, l'être humain n'est pas à ce point le jouet de l'oppression persévérante.

« L'esclavage a été remplacé dans son fonctionnement social par la *gratuité volontaire des services*. Vous trouverez là la supériorité d'un monde sur l'autre. La gratuité des services inspirée par le dévouement à nos semblables ne rabaisse pas celui qui les rend, elle l'ennoblit; elle ne le dégrade pas, elle l'élève jusqu'à l'héroïsme. Elle ne fait pas descendre le niveau moral d'une civilisation; elle est, au contraire, le point de départ de bon nombre de vertus qui importent à la société.

« Cette gratuité des services s'est répandue sous toutes les formes. Elle est nécessaire à l'équilibre d'un monde. Or, elle n'est pas seulement un principe; mais elle est formulée dans un nombre innombrable d'articles de lois, formant un magnifique code dont les chapitres les plus importants sont les diverses législations privées des ordres religieux. L'article 1^er^ de cette législation si abondante en documents positifs est celui-ci, écrit en saint Matthieu, chapitre xx, verset 28 : *Filius hominis non venit ut ministraretur ei, sed ut ministret.*

« Ne savez-vous pas qu'à l'exemple du Maître, celui qui se qualifie son vicaire s'intitule le Serviteur des serviteurs de Dieu, *servus servorum Dei?* C'est là le titre que se donnent les papes, placés au sommet de la hiérarchie sacerdotale.

519. « L'homme est destiné à vivre en société. Il n'atteint le légitime développement des facultés, dont il est doué, que dans la société et à l'aide de la société. Mais, dans la société, il augmente la somme de ses besoins et il diminue cette liberté absolue d'y satisfaire par sa propre énergie dont il jouissait dans l'isolement de l'état sauvage.

« Le sauvage vit, avec sa famille, moyennant un espace de terrain considérable où la pêche, la chasse, la cueillette des fruits venus spontanément, et peut-être le soin des troupeaux, fournissent la subsistance. Placé dans la société et n'ayant le droit ni de la renverser, ni de l'ébranler, l'homme qui a faim rencontre des jours dans lesquels son énergie est un don inutile ; il lui faut croiser ses bras, et il chôme. Aussi, certains philosophes ont conclu que l'homme vivant en société est un animal dépravé ; il a perdu sa voie, disent-ils.

« Le fonctionnement de l'esclavage était, dans le monde ancien, le salut de cet affamé, et il le sauvait de la misère irrémédiable. D'autant plus que l'antiquité ne connaissait ni l'industrie, avec ses débouchés lointains et les ressources qu'elle accumule sous le nom de richesses, ni la culture intensive forçant la terre à rendre un maximum de produits dans un espace déterminé.

« Le patricien romain ne nourrissait pas seulement ses esclaves en retour du service non salarié, mais il tenait en réserve pour ses clients la sportule.

« Ce patricien romain avait augmenté la somme de ses besoins et, pour lui aussi, elle dépassait la mesure de ce que pouvait sa propre énergie. Prenons un exemple : il lui fallait pour ses enfants des grammairiens et des rhéteurs venus de la Grèce, et placés sous la *potestas*, afin qu'il en pût disposer avec sécurité.

« Pour tout dire en un mot, le fonctionnement social de l'esclavage était aussi indispensable au maître qu'à l'esclave et à l'esclave qu'au maître. Or, si par le fait de la société, la somme des besoins s'accroît pour tous, tandis que l'exercice de l'énergie privée est diminué, la nécessité d'une compensation s'impose. Ou l'esclavage, qui est un fait, mais qui atteint à la hauteur d'un fonctionnement social, ou une doctrine singulièrement belle et une vie morale toute nouvelle dans la gratuité *volontaire* des services. Supprimez celle-ci et tout l'équilibre d'un monde, depuis le Christ, est rompu. Alors les menaces de *guerre inexpiable* se font entendre, comme à certaines heures de crise du monde antique. »

520. L'histoire externe des ordres religieux n'est que l'histoire de l'application de cette gratuité des services à la variabilité des besoins, selon les âges. Le fondateur de congrégation est celui qui, au milieu de ses contemporains, a eu l'intuition d'un ordre de besoins appelant et réclamant le service gratuit.

La congrégation se répand peu ou beaucoup selon que le besoin est local, c'est-à-dire celui d'une province, ou général et s'étendant aux contrées voisines.

De là, souvent, le caractère d'internationalité de la congrégation religieuse. Un ordre particulier des besoins de l'humanité, à une époque déterminée, ne s'arrête pas à la frontière géographique : il la franchit.

De là ce que nous avons dit de l'existence du motif juridique, pour régler la question des congrégations religieuses par un grand concordat, un concordat de droit public, avec l'accession de plusieurs puissances. Est-ce que l'on peut empêcher les sœurs de Saint-Vincent de Paul d'être demandées à Constantinople? Est-ce que l'on pourrait prétendre, à Berlin, fonder par autorité gouvernementale, des sœurs de Saint-Vincent de Paul, si la congrégation est excellente uniquement parce qu'elle réunit, suivant le vœu du fondateur, les qualités natives, chevaleresques et généreuses de la France à l'amour ardent du prochain? Toute branche qui ne serait pas entée sur le tronc commun manquera de la sève qui vient de celui-ci. Les filles de Saint-Vincent de Paul seront telles à l'étranger, ou elles ne seront pas. Il n'y a pas de contrefaçon possible : on ne réinventera pas un saint Vincent de Paul teuton, slave ou grec.

D'autre part, la nationalité disparaît pour celles des congrégations religieuses dont une partie des membres est vouée à la conquête des pays non chrétiens. Dans les pays de missions, il n'y a plus d'Allemands, d'Anglais ou de Français parmi les apôtres chargés d'évangéliser. Et cela est si vrai qu'à défaut de concordat du droit public, les missionnaires ont toujours été protégés, aidés, secourus, sans distinction de nation, ou même de confessions de foi différentes. Les commandants protestants de navires anglais, obéissant à un gouvernement protestant, n'ont jamais refusé leur appui à des missionnaires catholiques.

Donc, le fonctionnement des services gratuits est l'idée chrétienne qui différencie deux mondes, l'idée chrétienne qui importe à l'équilibre du monde actuel, et sa manifestation spéciale dans la vie externe des ordres religieux rencontrerait certainement un motif juridique suffisant pour solliciter un accord international concordataire sur tout ce qui s'y rattache.

Les nations elles-mêmes qui n'ont point, ou qui n'ont plus de concordat national réputé en vigueur, auraient qualité et intérêt au débat.

Une dernière réflexion sur les ordres religieux ou congrégations religieuses achèvera d'éclaircir toute cette théorie de droit si importante.

Le motif de la fondation d'un ordre religieux étant, relativement à sa vie externe, l'application de l'idée chrétienne de la gratuité des services à des besoins nouveaux qui se révèlent, nous ne savons pas si demain un ordre religieux, qui aura puissance et durée, ne va pas surgir. Il y faut l'intuition. Il y faut la libre et personnelle action de l'individualité humaine. Il y faut la puissante impulsion de ce qui s'appelle ailleurs le génie.

Mais, si le besoin qui a fait naître l'ordre religieux devient moins étendu ou moins profond, l'ordre religieux ne recrute plus, comme par le passé, les nombreuses *vocations*. Il languit et s'éteint, à moins qu'il ne se transforme, en vue d'un besoin nouveau, ce qui serait une seconde fondation. Le droit canon reconnaît, lorsqu'une communauté est réduite à un nombre insuffisant de membres, les *unions*, les *suppressions* de monastères.

L'histoire nous montre également des extinctions, celles des Templiers, des chevaliers de Rhodes et de Malte, des Teutoniques, de l'ordre militaire de Calatrava. Et les Trinitaires, les religieux de la Merci, ne rachètent plus les chrétiens captifs. Or, puisqu'il y a variabilité dans les besoins, il y a motif juridique à concordat en raison de cette variabilité.

D'autre part, la société civile, qui a traversé dix-huit siècles de christianisme, peut se croire assez pénétrée d'esprit chrétien, ou appartenant assez à la civilisation chrétienne, pour que la doctrine de la gratuité des services ne lui soit plus étrangère. Si, par ses propres forces, elle peut satisfaire une partie des besoins qui, jadis, étaient exclusivement réservés aux ordres religieux, elle pourra arguer de cet état de choses nouveau pour se prétendre apte. Ce sera toujours chose fort complexe de juger le moment précis où l'*application* du principe chrétien, naguère purement ecclésiastique, pourra être abordée directement par la société civile pour une partie minime, pour une partie ou égale, ou plus grande et prédominante.

En thèse générale, les ordres religieux sont aptes à produire ce fonctionnement social des services gratuits qui remplace celui de l'esclavage dans l'ancien monde, et qui est nécessaire à l'équilibre d'un monde. Mais l'aptitude de la société n'est pas

détruite par une autre aptitude, et jamais il n'y eut matière concordaire plus nettement indiquée.

521. Nous croyons avoir donné à la question des congrégations religieuses son dernier et définitif éclaircissement. Nous avons signalé sur ce sujet une lacune du Concordat de 1801 et de tous ceux qui l'ont suivi.

Et, en même temps, nous avons montré dans l'épiscopat tout l'Établissement ecclésiastique du présent, d'après ces mêmes concordats.

Nous avons parlé de la question de l'instruction pour le sacerdoce, matière concordataire omise ou demeurée sans organisation suffisante.

Nous ne poursuivons aucune réforme, même légale, et par la voie légale concordataire.

Nous achevons une étude, essayant, non comme utopiste, mais comme publiciste, de pressentir, en ces dernières pages, où conduisent les faits, les tendances, la situation générale, dans leur concordance avec les études calmes du jurisconsulte. C'est toujours la même enquête continuée par nous *sine ira et studio*, mais arrivée à ce point de vue du présent qui semble révéler l'avenir.

On n'a pas attendu jusqu'à ce jour pour poser, dans les termes suivants, une question pleine d'intérêt : « Le monde religieux, par son apparente immobilité, offre un contraste frappant avec le monde savant, philosophique, politique, où s'agitent, dans toutes les grandes sociétés modernes, tant de problèmes, où se préparent et se produisent tant de découvertes, de systèmes, de réformes et de révolutions : cette apparence ne cache-t-elle pas un travail latent, profond, incessant (47)? »

La réponse *affirmative* serait, il nous semble, la conclusion la plus vraie de notre livre, qui n'a pas été écrit en vue d'une conclusion immédiatement applicable à un certain nombre de faits, limitativement fixés.

Notre cinquième Partie assigne sa véritable place au « moyen juridique d'action » du concordat. Elle essaye de lever un coin du voile qui cache le travail *latent*, *profond*, *incessant*. Et elle témoigne de la foi en l'avenir. Elle n'a pas besoin d'autre conclusion plus explicite.

(47) Vacherot, *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1868.

Toutefois nous ne reculerons pas devant l'expression nette d'une pensée qui paraîtra se dégager des faits et s'harmoniser avec l'état présent du droit. Nous renvoyons *supra*, t. II, à la page 342 et à la page 517, d'où semble se dégager ce qui suit :

Au moins en ce qui concerne la France, la pensée du pays légal est manifeste : 1° il gardera l'esprit laïque ; 2° il permettra à la vie ecclésiastique abondante et active d'exercer son influence dans l'intérêt de la société, à la condition qu'elle restera séculière, et que les ordres religieux seront un *second clergé paroissial*. C'est sur ces bases qu'il tentera de réglementer l'association et qu'il organisera l'enseignement ou la bienfaisance.

Ce sont là les fondements qu'il veut pour l'édifice, en exigeant, de plus, la science dans le sacerdoce. La tendance du XX^e^ siècle est présentement celle du pays légal, qui a le tort de ne pas recourir au moyen d'action canonique, précisément parce qu'il est canonique.

Mais l'heure viendra, et elle est venue, dans laquelle le pays légal devra compter avec les forces latentes que renferme la société. Et tout ce que le pays légal croit pouvoir par lui-même, il ne le peut, en réalité, que sous une forme qui soit juridique en droit civil et juridique en droit canon.

522. « Le christianisme, dit le même auteur déjà cité (48), est une doctrine très arrêtée et très large à la fois. Tandis que l'autorité qui veille à sa conservation ne permet pas de rien changer à tout ce qui est article de foi, le champ reste ouvert, sous son sévère regard, à une certaine initiative. Le christianisme s'y prête d'autant mieux que sa synthèse, riche et variée, offre des aspects plus divers aux inclinations et aux aptitudes des races, des époques, des sociétés, des partis, des différentes familles d'esprits. Chez certaines races, c'est le côté imaginatif et symbolique qui prédomine. Chez d'autres, c'est le côté sentimental et psychologique. En ce sens, il est juste de distinguer un christianisme grec, un christianisme latin, un christianisme allemand, un christianisme italien ou espagnol, un christianisme anglo-américain. Cette influence des temps ou des lieux sur les doctrines ne va pas jusqu'à transformer le christianisme en autant de religions nouvelles, puisque le *Credo* est toujours là pour maintenir l'unité religieuse ; mais elle engendre des différences sensi-

(48) Vacherot, *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1868.

bles, de véritables variétés dans la grande famille chrétienne. »

Là est l'explication tangible du rôle des concordats et de la flexibilité merveilleuse avec laquelle ils s'adaptent aux divers temps de la vie d'un peuple, aussi bien qu'aux diverses contrées. Quand toute l'Europe du moyen âge était jetée dans un même moule, une seule forme du droit pouvait suffire et pouvait ne pas tenir compte des différences de races ou des changements qui s'accomplissent, avec le temps, dans la vie d'un peuple. Autre est la situation du moyen âge, autre est la situation du monde moderne ou du monde en formation, dans lequel vivront nos neveux.

523. Un concordat pourrait-il rendre au sacerdoce une partie de la juridiction *civile* judiciaire, qu'il a exercée autrefois, et, même en France, jusqu'à une date fort rapprochée? Voy. *supra*, t. I, préface, p. LXI. Oui, sans doute, en théorie; mais non, dans la pratique, conforme au droit qui suit la Révolution. Voy. *supra*, t. I, nos 183, 191, 192 et s.

Cependant rien n'empêcherait le sacerdoce, sans aucune autorisation concordataire, d'accepter, s'il y était reconnu apte, l'arbitrage entre les parties, conformément aux dispositions de nos codes, toutes les fois que les citoyens en exprimeraient le désir et que la matière le comporte (art. 1004, Cod. pr. civ.). Mais alors, pour que la sentence soit définitive et sérieusement acceptée, le compromis préalablement signé devra donner le pouvoir de juger comme « amiable compositeur », et renfermer la renonciation des parties à se pourvoir devant les tribunaux du pays (art. 1010, Cod. pr. civ.) par voie d'appel, si telle est l'intention des parties. L'arbitrage ne deviendra pas ainsi une inutilité et une sorte de scandale de la part de celui qui n'en tiendrait nul compte. Le jugement arbitral, aux termes de l'art. 1020 Cod. pr. civ., sera ensuite rendu exécutoire par ordonnance du président du tribunal de première instance, ou par le président du tribunal d'appel, s'il a été compromis sur un appel. Mais il est fort douteux que le recours à ce moyen de terminer les litiges, soit plus fréquent au vingtième siècle que durant le dix-neuvième. Une simple mention suffit et se trouve justifiée par l'importance de la juridiction ecclésiastique, même civile, dans le passé.

L'évêque possède un pouvoir législatif incontestable (49), dont

(49) Cf. Card Soglia, *Institutiones iuris publici eccl.*, part. II, § 5.

il use dans la publication des règlements, des statuts synodaux. Autant il y a de diocèses, autant il se rencontre de législateurs faisant usage de leur prérogative. Il est inévitable que certaines matières dans ces recueils ou codes particuliers soient connexes au droit civil, à l'encontre duquel, du reste, le législateur diocésain ne peut rien prescrire qui ait force civile, voy. *supra*, t. II, n° 173.

Il est possible de concevoir une série de concordats avec les évêques conférant la force obligatoire civile, après retranchement de ce qui est contraire à la législation positive du pays. Il y aurait lieu uniquement à des concordats intérieurs, ou de second ordre. Nous donnons une simple mention à la puissance législative, quant aux effets civils, ainsi qu'à la puissance judiciaire.

Des concordats intérieurs, ou de second ordre, pourraient régler certaines questions relatives à l'administration des biens ecclésiastiques ou à la bienfaisance ecclésiastique. Toutes les matières comprises sous ces dénominations sont concordataires, ou peuvent l'être. Nous n'insistons pas (50).

(50) Nous n'écartons, de propos délibéré, aucune question brûlante dans l'examen et l'exposé de la matière concordataire. — Le mariage du prêtre pourrait-il devenir une matière concordataire du temps présent ?

Nous savons que, dans l'Orient catholique et soumis au Saint-Siège, vivent des familles sacerdotales dans lesquelles le prêtre, marié et père de famille, est le modèle de la tribu, vivant dans la pensée du devoir et élevant ses enfants dans la pensée du devoir.

Nous savons que le Pape a validé tous les mariages des prêtres, en France, après la Révolution, et que, si des fonctions ecclésiastiques ne leur ont pas été rendues, il est manifeste, du moins, par la conduite du Saint-Siège que le caractère du prêtre ne peut être un obstacle absolu au mariage. Nous avons connu peu de ces prêtres mariés : ils étaient dignes dans leur vie extérieure.

Nous n'ignorons pas que le sacerdoce catholique, le plus parfait de tous ceux qui ont paru dans le monde, est le seul, néanmoins, auquel on ait d'âge en âge, incessament, reproché la plaie de l'incontinence.

Le Pogge l'atteste par sa conduite et par ses paroles.

Il n'était qu'un simple clerc ; il portait l'habit ecclésiastique, mais n'était pas prêtre. Ce fut l'un des lettrés de la Renaissance. Il fut secrétaire apostolique sous huit papes, et on lui attribue la paternité de quatorze enfants, douze garçons et deux filles, jusqu'au temps où, âgé de cinquante-cinq ans, renonçant à la cléricature, il se décida au mariage avec une jeune fille dont il eut encore six enfants. On cite de lui, au cardinal Julien de Saint-Ange, cette réponse, que nous voulons donner en latin seulement : *Asseris me habere filios, quod clerico non licet; et sine uxore, quod laicum non decet. Possum respondere habere filios, quod laicis expedit; et sine uxore, qui est mos clericorum*

524. Toute question, en résumé, sur laquelle un désaccord peut être soulevé entre les deux puissances, non prévu la veille, surgissant à l'improviste, ou résultant d'un ensemble de causes dont l'enchaînement amène la complication du malaise en l'Église et dans la société, *peut devenir l'objet d'un accord*, d'une entente, d'un concordat.

Au lieu de nous alarmer devant un désaccord, ou superficiel ou profond, et de nous écrier avec douleur, à la suite du chanoine Audisio (51), que dix-neuf siècles, hélas ! n'ont pas

ab orbis exordio observatus; sed nolo errata mea ulla excusatione tueri. De tout temps, dit le Pogge, ces choses se sont vues.

Nous reconnaissons donc la possibilité légale, en droit ecclésiastique, d'une modification de la discipline et d'un sacerdoce marié. Nous reconnaissons, en fait, l'existence de la plaie sociale. Juridiquement, la société peut, dans son propre intérêt, et ayant qualité, poser la question concordataire. Le jurisconsulte ou le canoniste n'a pas à s'avancer au delà.

« N'arrivera-t-il pas un jour où l'Église se réformera d'elle-même sur ce « point ? Nul ne le sait. S'il était vrai d'ailleurs, comme le pensent certains es- « prits, que notre société, toute laïque qu'elle soit, peut encore trouver un « utile enseignement dans la présence de quelques hommes établissant, par « leur exemple, que la domination des sens peut aller jusqu'à une entière « possession de soi-même, la situation exceptionnelle de ceux-ci ne serait pas « sans offrir une certaine compensation. » Lalœu, *Étude sur les congrégations.*

En 1832, les saint-simoniens demandaient même, pour la femme, le sacerdoce ou la participation au sacerdoce. Cf. Olinde Rodrigues, *Aux Saint-Simoniens*, plaquette, 13 pag., chez Everat, rue du Cadran : Fonder l'union des travailleurs pacifiques au nom du nouveau christianisme, c'est la dernière parole du testament de Saint-Simon. L'industrie est appelée à constituer définitivement la religion nouvelle. Au premier couple « placé au sommet de la hiérarchie saint-simonienne, » il sera donné de jeter une vive lumière sur les problèmes que l'éducation des hommes et des femmes aujourd'hui placés à des points de vue insuffisants ne permet pas d'envisager avec le calme indispensable. « La première femme qui s'assoira au trône pontifical pourra seule révéler la loi des convenances, au delà desquelles commencerait l'immoralité. » — « J'attends avec confiance la révélation de la première femme qui sera à la tête de la doctrine. » C'est à elle qu'il appartient de révéler le « code de la pudeur ».

N'envisageant ici que les conséquences juridiques du mariage du prêtre, nous le voyons aboutir, en Russie, à la distinction de deux clergés, absolument séparés, à la prédominance de l'un sur l'autre. Et celui qui prédomine, c'est le clergé non marié, c'est-à-dire celui qui a embrassé la vie monastique. A lui sont réservées les dignités. A lui appartient la direction de l'Église ; il est dans la carrière de l'ambition. Or, pareil fait se reproduirait en Occident. L'Occident se retrouverait bientôt, et plus que jamais, en tant qu'il accepterait la direction de l'Église, placé sous la direction monastique.

Certaines tendances de l'Occident semblent favorables, il est vrai, au mariage du prêtre. Mais les tendances de l'Occident ne sont pas en faveur d'une aggravation de ce qu'il appelle le joug monastique, pesant sur la société issue de la Révolution.

(51) *Droit public de l'Église*, t. III, p. 8.

encore opéré la conciliation, nous ne consentons à constater l'éloignement de la puissance spirituelle et de la puissance temporelle, lorsqu'il existe, que pour constater, par là même, qu'il y a lieu à rapprochement. L'Église est vivante, et la vie c'est l'effort, c'est souvent *la lutte*. L'État est vivant, et il représente la société au milieu de laquelle s'agitent tous les problèmes et se produisent toutes les révolutions. Lui aussi, il vit par l'effort et souvent par la lutte.

C'est la condition de l'humanité de tendre sans cesse à la paix, plutôt que de la posséder sans trouble et sans nuage : *Militia est vita hominis super terram* (*Job*, VII, 1).

CONCLUSION

Que sera donc l'édifice construit par le vingtième siècle? Où le monde nouveau devra-t-il s'abriter? Quel sera l'Établissement ecclésiastique, et quelles seront les relations du sacerdoce avec l'État, avec l'autorité civile, avec la société?

La société est 1° laïque; elle veut être laïque, elle restera laïque. Mais elle est 2° chrétienne: elle veut être chrétienne, elle restera chrétienne. D'ailleurs, elle répugne à la violence; elle cherche la justice; elle a besoin d'une base juridique; elle est fatiguée de l'arbitraire; et, enfin, nos pères révolutionnaires sont morts.

Donc, il est permis d'édifier pour la société chrétienne et civilement laïque. Et il est possible de construire sans arbitraire, sans violence, avec justice et juridiquement, autre chose qu'un abri provisoire : il est possible de construire sur de larges bases.

Les bases du Concordat de 1801 ne sont pas les larges bases. Elles ont été volontairement restreintes.

L'Établissement napoléonien n'a été qu'un Établissement de « gouvernement », prenant sa place dans un ensemble de « gouvernement », et ne visant que l'édifice gouvernemental.

Ainsi avait fait Constantin, lorsqu'il établit le sacerdoce comme un *ordre* dans l'État et rattacha les destinées du sacerdoce à celles de la monarchie, pour une longue suite de siècles. Et l'œuvre de Constantin a été le droit public indiscutable, le droit public mêlé à la vie des nations qui ont remplacé l'empire romain, à la vie et à l'histoire des nations desquelles nous sommes issus.

D'où est venue, dans la suite, cette théorie :

Que le sacerdoce serait une institution de la monarchie, ou propre à la monarchie; que la tourmente révolutionnaire devait, par suite, fatalement disperser l'Église; que la création, bientôt après, d'un pouvoir fort et surtout monarchique, devait la ramener et la ranimer, lui rendre la vie ; que la tendance de la Restauration a été d'y rattacher, sciemment ou insciemment, la plus grande somme possible des débris de l'ancien régime, en proclamant hautement l'alliance du trône et de l'autel; que

la monarchie de 1830 parut avoir pour mission spéciale de *réagir* contre ces additions d'ancien régime ; que le second Empire s'est attribué, dans une certaine mesure, la mission inverse d'effacer les traces de la réaction de 1830, sans reprendre les errements de la Restauration, toutefois ; mais qu'après le second Empire, l'Eglise serait comme une épave des âges écoulés, et que toute relation juridique serait, en fait, rompue, ou devrait être rompue avec elle.

L'Église deviendrait un fait de conscience individuelle.

Cependant l'Église est basée *juridiquement*, pour ses relations extérieures, même avec l'État païen (ou légalement athée), sur la conscience de l'humanité, voy. *supra*, n° 470, 471, t. II, p. 493.

Lorsque le sacerdoce cesse d'être un *ordre* dans l'État, il reste un fait de conscience de l'humanité, voy. *supra*, n° 436, t. II, p. 430.

C'est donc pour le fait de conscience de l'humanité qu'il faut bâtir l'édifice imposant de l'Établissement ecclésiastique du vingtième siècle et du monde en formation.

Nous ne dirons pas que l'Établissement ecclésiastique doive être dégagé de toute alliance, ni que toute alliance soit une compromission. Mais nous estimons que l'Établissement ecclésiastique apparaîtra plus nettement, et principalement aux yeux du vingtième siècle, comme propriété de l'humanité. Et alors, nous l'espérons, il ne sera pas restreint volontairement dans ses proportions.

En d'autres termes, le monde en formation est tenu d'aborder *tout entier* le problème des relations de l'Église et des relations du sacerdoce. Et il lui faut absolument le résoudre, parce que, jusqu'à la solution, il se sentira entravé dans sa marche et entravé dans ses rapports avec Dieu, auxquels il ne veut cependant pas renoncer.

Le vingtième siècle et le monde en formation auront à étudier 1° l'Église, et 2° le sacerdoce, afin de connaître la loi qui régit socialement l'Église, afin de connaître la loi historique du sacerdoce et sa loi « physiologique, » voy. *supra*, t. I, p. 424 et s., p. 436 et s. Et, d'autre part, s'interrogeant lui-même, le monde en formation, après examen attentif, discernera sa propre loi, qui sera la formule des faits nouveaux introduits par

les révolutions politiques, par les relations de peuple à peuple, par la science, par la philosophie, par les mœurs.

Ce que les césars et les empereurs ont su faire et réaliser d'un trait de plume, c'est-à-dire exprimer la formule adéquate d'une société au nom de laquelle ils ont stipulé, et la coordonner avec la formule du sacerdoce ou de l'Église, les générations qui auront renoncé à l'arbitraire, à la violence, et qui sont restées chrétiennes, le pourront faire et réaliser.

Or, 1° la forme concordataire semble merveilleusement appropriée, comme moyen d'action, pour arriver au résultat, et 2° la matière concordataire étant toute dissidence existante ou possible, c'est par ce mode, à la fois ancien et nouveau dans l'Église, que les relations extérieures de l'Église, ses rapports avec la société, pourront être plus efficacement déterminés et réglés.

Une remarque importante est celle-ci, qui se tire de l'état de la science du droit :

Un nouveau droit règne sur le monde, qui n'est plus le droit romain, qui n'est déjà plus le droit français; mais qui a ses interprètes à Berlin et aux État-Unis, en Italie et au Brésil, à Saint-Pétersbourg et à Tokio, dans le Japon. Ce droit, fortement empreint du caractère international, s'assimile toutes les relations de droit, domine toutes les relations de droit.

Autrefois les États vivaient par la sève chrétienne. L'idée chrétienne était la *norme* de tout le droit. Aujourd'hui, le COMMERCIUM remplace cette norme du droit, et le droit civil lui-même est subordonné.

Or, le COMMERCIUM, cette vie juridique qui relie les peuples, est sans relation avec l'Établissement ecclésiastique de telle ou telle nation. Calvo ne commente pas l'Etablissement ecclésiastique, ni Bluntschli, ni Martens, ni Fiore, ni Dudley Field.

Notre droit, nous voulons dire celui de tous les peuples modernes, à l'heure présente, est, de plus en plus, la législation comparée et *laïque*, dominée par le COMMERCIUM, scientifiquement, doctrinalement, pratiquement.

Toutefois, un droit de *relations*, scientifiquement étendu à toutes les nations, ne peut négliger longtemps, ni négliger logiquement, un autre droit de *relations* qui appartient à la con-

science de l'humanité, en même temps qu'il appartient aux nations individuellement. Ces deux droits se rencontreront inévitablement, et ce sera le vingtième siècle qui les mettra en présence.

Préoccupé exclusivement de la question juridique, nous avons dû nous abstenir de présenter un exposé de matière concordataire pouvant ressembler à un programme de *réformes* à introduire, ce qui eût été présomption et témérité, car il ne s'agit pas de « réformes ».

Pareillement, il doit nous suffire de caractériser, 1° en fait, les situations respectives et nouvelles de la société et du sacerdoce, 2° en droit, la position juridique acquise par le « Commercium », devenant le régulateur du droit et des relations de droit.

Le vingtième siècle veut construire, il construira : voici les matériaux; voici le moyen d'action absolument légal; voici les conditions de l'entreprise, qui paraissent être principalement et *premièrement* de laisser la société chrétienne, et *deuxièmement*, ensuite, de laisser la société civilement laïque.

Si le lecteur a pressenti ou cru pressentir *au delà* quelques conclusions de principes ou de détails, qui lui paraissent découler soit de l'abondance des faits, soit de l'analyse du droit et des faits eux-mêmes, elles seront probablement les propres conclusions de son esprit.

Mais nous rappellerons, d'ailleurs, comme conclusions qui nous sont personnelles, 1° que dans les relations du sacerdoce (notre livre est consacré à ces relations), l'épiscopat seul doit être compté comme résumant la force et la grandeur, alors même que ses membres pris individuellement, ou quelques-uns d'entre eux, seraient petits, et au-dessous de la taille réglementaire; 2° qu'il y a une part d'inconnu dans le présent et dans l'avenir, et que les frémissements des diverses couches sociales peuvent annoncer aussi bien la proximité du port que, hélas! la proximité des écueils.

FIN

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

TABLE DES SOMMAIRES

AVERTISSEMENT..... I
Table des autorités..... XII
Table des textes du droit..... XXII

TROISIÈME PARTIE

MOYEN AGE ET TEMPS MODERNES DES NATIONS.

INTRODUCTION..... 1
CHAP. I. — ÉPOQUE DE TRANSITION DU MONDE ROMAIN AUX ÉTATS DE CHRÉTIENTÉ DU MOYEN AGE..... 9
§ 1. Généralités. Situation de l'Église en présence des Barbares..... 9
§ 2. Formation du droit canon en Orient..... 15
§ 3. Droit byzantin..... 22
§ 4. Droit des Barbares. Lois Salique, Ripuaire, Alamannique, Bavaroise, Burgonde, des Frisons, des Angles, des Wisigoths, des Lombards..... 38
§ 5. Droit Mérovingien et Carlovingien jusqu'à Charlemagne..... 52
CHAP. II. — LES ÉTATS DE CHRÉTIENTÉ JUSQU'A LA PÉRIODE CONTEMPORAINE.
§ 1. Législation de Charlemagne..... 61
§ 2. Synthèse de la législation de Charlemagne..... 70
§ 3. Les Carlovingiens successeurs de Charlemagne..... 78
§ 4. Droit chrétien de l'Espagne. Troisième concile de Tolède ; recrutement du sacerdoce. Synthèse de la légalité..... 83
§ 5. Développement du droit canon occidental et formation du *Corpus juris canonici*..... 96
Appendice au § 5. La loi du sacerdoce, d'après le *Corpus juris canonici*.
Ire SECTION. La loi du sacerdoce, d'après le *Decretum*..... 101
IIe SECTION. La loi du sacerdoce, d'après la *Prima Compilatio*..... 108
IIIe SECTION. La loi du sacerdoce, d'après la *Quinta Compilatio*..... 114
IVe SECTION. La loi du sacerdoce dans les Décrétales Grégoriennes..... 121
§ 6. Premiers Capétiens jusqu'à saint Louis. — Assises de Jérusalem. — Charte peu connue de l'Église grecque..... 124
§ 7. *Establissements* de saint Louis. — *Conseil* de Pierre de Fontaines. — *Livre la Royne*. — *Jostice et plet*. — Olim..... 133

§ 8. Beaumanoir. Les *coutumes du Beauvoisis*. — Synthèse et philosophie du droit coutumier..... 140
§ 9. *Practica aurea*. — *Songe du verger*. — *Coutumes notoires*. — *Somme rurale*. — Coutumes municipales. — Synthèse..... 144
§ 10. Action de la Papauté. — Développement de la jurisprudence Capétienne en matière ecclésiastique..... 154

CHAP. III. — PÉRIODE CONTEMPORAINE.....
SECTION I. Prusse. — Autriche. — Hongrie. — Hanovre. — Oldenbourg. Wurtemberg. — Bade. — Bavière. — Saxe. — Synthèse pour le premier groupe d'États..... 163
SECTION II. Belgique. — France. — Italie. — Suisse..... 187
SECTION III. Espagne. — Angleterre. — États-Unis. — Canada. — Suprématie : Philosophie du droit..... 199
Trois synthèses pour la période contemporaine..... 205
Ier APPENDICE GÉNÉRAL à la troisième partie. La loi du sacerdoce dans l'histoire générale des temps chrétiens et des peuples chrétiens..... 208
IIe APPENDICE GÉNÉRAL. § 1. Légalité écrite des relations du sacerdoce, d'après les Concordats..... 226
§ 2. La légalité des relations du sacerdoce résultant du *modus vivendi*. 246

QUATRIÈME PARTIE

DROIT FRANÇAIS.

INTRODUCTION..... 253

CHAP. I. — LES LOIS-PACTES..... 256
§ 1. La Constitution civile du clergé..... 256
§ 2. Décret des 2-4 novembre 1789 sur les biens ecclésiastiques..... 262
§ 3. Le Concordat de 1801..... 273
§ 4. Les Articles Organiques..... 289

CHAP. II. — DU GOUVERNEMENT ECCLÉSIASTIQUE.
§ 1. Principes généraux du droit public civil..... 301
§ 2. Administration des paroisses et exercice du culte..... 303
§ 3. Les personnes ecclésiastiques. — Les religieux. — Décrets du 29 mars 1880..... 310

CHAP. III. — ATTRIBUTIONS, PROCÉDURE ET COMPÉTENCE..... 348

CHAP. III (*suite*)..... 367
ART. I. Du caractère de la propriété de l'Église en France d'après la loi civile..... 367
ART. II. Des personnes à qui appartient, en France, d'après la loi civile, la mise en exercice des droits de l'Église quant aux biens, et spécialement de l'évêque..... 380
ART. III. Des personnes à qui appartient en France, d'après la loi civile, la mise en exercice des droits de l'Église quant aux biens (*suite*), et spécialement du curé, du trésorier, du conseil de fabrique. 384

ART. IV. Des rapports particuliers de procédure, et spécialement de la procédure civile judiciaire..... 388
APPENDICE. Les fabriques des cathédrales..... 406
ART. V. Des rapports particuliers de procédure (*suite*), et spécialement de la procédure administrative..... 407
Appendice : Des Congrégations romaines; leurs décisions ; leur influence sur la question des relations du sacerdoce avec l'autorité civile..... 419
Synthèse de principes..... 423

CINQUIÈME PARTIE

LE MONDE EN FORMATION OU LE MONDE NOUVEAU.

CHAP. PRÉLIMINAIRE. — LE PROBLÈME CONTEMPORAIN CONCERNANT LES RAPPORTS DU SACERDOCE. — GÉNÉRALITÉS DE PRINCIPES ET GÉNÉRALITÉS JURIDIQUES..... 425
Synthèse de chap. préliminaire..... 433
CHAP. I. — EXPOSÉ DES SYSTÈMES..... 435
1er système..... 435
2e système..... 442
3e système..... 456
4e système..... 462
5e système..... 471
6e système..... 491
Addition de quelques remarques d'ordre secondaire..... 495
CHAP. II. — EXPOSÉ DE LA BASE JURIDIQUE CONCORDATAIRE..... 500
SECTION I. Exposé doctrinal positif..... 500
SECTION II. Exposé de matière concordataire..... 518
Conclusion..... 574

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.

5864 82. — CORBEIL. Typ. et Stér. CRETÉ.

A LA MÊME LIBRAIRIE

ROLLAND DE VILLARGUES. — **Les Codes criminels** interprétés par la Jurisprudence et la Doctrine, cinquième édition, revue, corrigée, entièrement refondue et mise au courant de la législation et de la jurisprudence.

Le tome premier comprend : Les Codes d'instruction criminelle et pénal interprétés par la jurisprudence et la doctrine, suivis du formulaire de la Chambre des mises en accusation et de la Cour d'assises.

Le tome deuxième comprend : Les lois pénales spéciales annotées de toutes les décisions de la Cour de cassation, le Code de la presse interprété par la doctrine et la jurisprudence et le Code de l'organisation judiciaire annoté de toutes les décisions et instructions ministérielles, avis du Conseil d'État, arrêts de la Cour de cassation, suivis des tarifs des frais en matière civile et criminelle également annotés.

Deux beaux et forts volumes in-8 jésus sur deux colonnes..... 40 fr.

CELLIEZ et LE SENNE. — **Loi de 1881 sur la presse**, accompagnée des travaux de rédaction, savoir : le rapport de la Commission d'initiative qui a préparé la loi pour la Chambre des Députés ; les trois délibérations de cette Chambre avec les rapports supplémentaires ; le rapport et la délibération du Sénat, et suivie de la circulaire ministérielle du 9 novembre 1881 ; le tout conforme au compte rendu *in extenso* du *Journal officiel*, avec observations et table alphabétique. 1 fort vol. in-8..... 12 fr.

CABANTOUS et LIÉGEOIS. — **Répétitions écrites sur le droit administratif**, contenant l'exposé des principes généraux, leurs motifs et la solution des questions théoriques. Sixième édition, revue, augmentée et mise au courant de la législation. 1 fort volume in-8..... 14 fr.

HÉLIE (Faustin-Adolphe). — **Les Constitutions de la France**. Ouvrage contenant, outre les Constitutions, les principales lois relatives au culte, à la magistrature, aux élections, à la liberté de la presse, de réunion et d'association, à l'organisation des départements et des communes, avec un commentaire. 1 très fort vol. in-8..... 18 fr.

MOURLON et JEANNEST SAINT-HILAIRE. — **Formulaire général** à l'usage des notaires, juges de paix, avoués, huissiers, greffiers et officiers de l'état civil, contenant en outre, des modèles pour les actes sous-seing privé les plus usuels ; précédé de deux dissertations : l'une sur la rémunération, l'autre sur la responsabilité des officiers publics et ministériels, et suivis : 1° de l'évaluation des déboursés et honoraires s'appliquant à chaque formule ; 2° des tarifs de 1807, de 1841 et de 1851 ; 3° de la loi du 25 ventôse an XI, mis en corcordance avec les répétitions écrites sur le Code civil, par M. MOURLON (nouvelle édition, par M. Charles DEMANGEAT). Nouvelle édition refondue, revue, corrigée, augmentée et mise au courant jusqu'à ce jour. 1 fort volume in-8..... 12 fr. 50

BELLANGER. — **Nouveau manuel analytique** à l'usage des **officiers de police judiciaire, Commissaires de police** et autres fonctionnaires, contenant la généralité des infractions qualifiées crimes, délits ou contraventions avec de nombreuses dispositions légales. 3e édition, entièrement refondue, annotée et mise au courant. 1 vol. in-8 jésus..... 10 fr.

COLLIGNON. — **Des conflits d'attribution**. 1 vol. in-8..... 6 fr.

MARIE. — **De l'administration départementale. — Des conseils généraux**. 1 volume in-8..... 6 fr.

3864-82. — CORBEIL. Typ. et stér. J. CRÉTÉ.